

Conseil d'administration du mardi 28 novembre 2023

Numéro	Objet de la délibération	Page
D2023-11-01-ins	Approbation procès-verbal du CA du 19 septembre 2023	2
D2023-11-02-rh	Campagne d'emploi enseignants-chercheurs partie 2	19
D2023-11-03-fin	Politique des déplacements professionnels	21
D2023-11-04-fin	admission en non valeur_facture 210051044	28
D2023-11-05-fin	admission en non valeur_facture 210044711	29
D2023-11-06-fin	admission en non valeur_facture 210041074	30
D2023-11-07-fin	admission en non valeur_facture 210059947	32
D2023-11-08-fin	remise commerciale_facture 210060136	33
D2023-11-09-fin	remise commerciale_facture 210060134	34
D2023-11-10-sco	Calendrier de candidature des étudiants étrangers non européens (SGRI)	35
D2023-11-11-sco	Droits d'inscription différenciés (SGRI)	36
D2023-11-12-sco	Tarifs de la formation professionnelle FC et aletrnance DU, DN et certificats (IAE)	39
D2023-11-13-sco	Création du DU "Droit des procédures" et tarifs d'inscription	43
D2023-11-14-acc	Convention pour approbation avenant n°3 portant création de la Fondation "Université Jean Moulin"_2023-06-G-075	47
D2023-11-15-acc	Convention pour approbation annuelles d'objectifs 2023, subvention de fonctionnement, dictionnaire des francophones_2023-10-G-145	53
D2023-11-16-acc	Conventions pour information	71

Délibération n° D2023-11-01-Ins

**Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 28 novembre 2023**

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3 et suivants ;

Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin,

Sur proposition du président de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré,

Décide

d'approuver le procès-verbal du conseil d'administration du 19 septembre 2023.

La présente délibération a été approuvée à l'unanimité par :

✓ Nombre de membres présents et représentés :	26
✓ Nombre de voix pour :	26
✓ Nombre de voix contre :	0
✓ Nombre d'abstention :	0

Lyon, le 28 novembre 2023

**Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique**



Gilles BONNET

PROCÈS-VERBAL

Séance plénière du conseil d'administration du 19 septembre 2023

Les membres du conseil d'administration (CA) de l'université Jean Moulin Lyon 3 se sont réunis le mardi 19 septembre 2023 à 14h00 en salle Caillemer et par visioconférence via Webex, sous la présidence de Monsieur Gilles BONNET, premier vice-président chargé du conseil d'administration, du pilotage et de la stratégie numérique, en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Informations générales

Partie A

1. Approbation de procès-verbaux
2. Élection du Bureau
3. Présentation du rapport annuel du service documentaire
4. Évolution des droits de prêts différenciés à la BU
5. Lettre d'orientation RH 2024
6. Augmentation de la subvention des repas des personnels
7. Augmentation de la prise en charge des prothèses auditives
8. Point d'information sur l'épicerie sociale et solidaire

Partie B

Questions financières

Tarifs tickets cinéma

Prix de thèse

Conventions pour approbation

Partie C

Conventions pour information

Questions diverses

ÉTAIENT PRÉSENTS

Collège A des professeurs : BENNAFLA Karine, BONNET Gilles, CARPANO Eric, DEUMIER Pascale, LEDENTU Marie, VINOT Didier

Collège B des autres enseignants : ABRAVANEL-JOLLY Sabine, BISCAY Myriam, HERNANDEZ MARZAL Belen, JOBERT Vanina, ROBERT Loïc

Collège des BIATS : GODINEAU Guillaume, SALMI Rachid, SOY Séverine

Collège des étudiants : CAYRE-BIDEAU Barthélémy, CHABOUD Alexandre, GRANJON Louis-Antoine, LAGHMADI Rita,

Collège des personnalités extérieures : CRABOUILLET Justine, LONGUEVAL Jean-Michel

ÉTAIENT REPRÉSENTÉS

Collège A des professeurs : GIRARD Pierre par LEDENTU Marie, HOURS Bernard par BONNET Gilles

Collège B des autres enseignants : DESSINGES Catherine par LEDENTU Marie, NEMOZ-RAJOT Quentin par JOBERT Vanina

Collège des BIATS : DIOP Megueye par SALMI Rachid

Collège des étudiants : NIEPCERON Jean-Arnaud par SALMI Rachid

Collège des personnalités extérieures : BARBIERI Laurent par BONNET Gilles, ROBIN Véronique par CARPANO Eric

ÉTAIENT INVITÉS ET PRÉSENTS

BONINCHI Marc, directeur de cabinet – CARTIER Aurore, directrice des bibliothèques universitaires – CHALUS Marie-Christine, directrice de l'IAE – COUTANT Lucie, vice-présidente étudiante – DELPLA Isabelle, vice-présidente chargée de la recherche – DUMAS Oriane, chargée de développement vie étudiante – EDOUARD Sylvène, doyenne de la faculté des Lettres et Civilisations – FERRARI-BREEUR Christine, vice-présidente chargée des affaires sociales et de la qualité de vie au travail – GAUTHIEZ Bernard, vice-président chargé de la transition écologique – GERVASONI Véronique, cheffe de cabinet du président – GONTIER Thierry, doyen de la faculté de Philosophie – GOUT Olivier, doyen de la faculté de Droit – GUILLAUME Marie, directrice de la DIL – JOBERT Manuel, vice-président chargé de l'Europe, des relations internationales et de la francophonie – KLIQUA Nail, vice-président étudiant – KRIEF Nathalie, vice-présidente chargée de la formation, de la vie étudiante et de l'insertion professionnelle – LEBEAU Tifenn, directrice générale des services adjointe, directrice des ressources humaines – MARMOZ Franck, vice-président chargé des finances et du patrimoine – MARTINI Alessandro, doyen de la faculté des Langues – PASCAL Christophe, vice-président chargé de la formation professionnelle, des partenariats et des relations entreprises – PLESTAN Hervé, représentant de M. le Recteur de la région académique Auvergne-Rhône-Alpes – TRAVARD Jérôme, directeur de l'IUT – VILES Mathieu, directeur général des services.

ASSISTAIENT ÉGALEMENT

Pascale PERRET, responsable du pôle affaires institutionnelles au sein du service des affaires juridiques, générales et des archives (SAJGA) et Émilie PERRIN, membre du SAJGA.

Le présent procès-verbal a été rédigé par Émilie PERRIN.

Pascale PERRET procède à l'appel. Le quorum étant atteint, le vice-président en charge du conseil d'administration, **Gilles BONNET**, ouvre la séance à 14h08.

Informations générales

M. CARPANO ouvre le conseil d'administration (CA) en annonçant la nomination de Madame Vanina JOBERT en tant que vice-présidente en charge de l'Égalité et de la lutte contre toutes les discriminations, en remplacement de Madame Mathilde PHILIP-GAY.

Il poursuit en informant sur les obligations budgétaires imposées par l'État aux universités. En effet, les mesures de soutien au pouvoir d'achat des fonctionnaires ou de revalorisation du point d'indice pour les catégories B et C annoncées par l'État ne seront pas intégralement compensées par l'État. Il regrette cette situation, d'autant que l'université s'est déjà engagée dans des plans pluriannuels d'investissement pour le numérique et la transition énergétique. Le président souligne la performance de l'établissement en termes de service public au regard des moyens alloués. Il sollicite les administrateurs pour que leur avis sur ces mesures gouvernementales soit officialisé lors d'un prochain CA comme l'ont fait d'autres universités qui se sont mobilisées. Le calcul du coût de financement de ces différentes mesures pour l'université est en cours mais il s'élèvera certainement à plusieurs millions d'euros.

M. CARPANO tient par ailleurs à féliciter les équipes qui ont œuvré au bon déroulement et au succès de la journée d'intégration et d'accueil des étudiants du 14 septembre 2023. Près de 5000 étudiants se sont rendus à la Manufacture des Tabacs et ont participé aux différentes activités proposées. Il tient à remercier notamment les services de la communication, de la culture, des sports, de la vie étudiante, les associations étudiantes ainsi que les doyens et directeurs des composantes qui ont permis l'organisation de cette journée malgré les contraintes d'emploi du temps universitaire. Il ajoute que les retours des représentants des étudiants sur cette journée d'accueil sont très satisfaisants et positifs.

Le président conclut en souhaitant la bienvenue à Madame CHALUS qui participe à son premier conseil d'administration en tant que directrice de l'IAE.

Partie A – 1. Approbation des procès-verbaux

M. BONNET introduit les procès-verbaux des CA du 23 mai 2023 et du 04 juillet 2023.

En l'absence de question, il est procédé au vote.

Les procès-verbaux du 23 mai 2023 et du 04 juillet 2023 sont adoptés à la majorité des membres par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 28
- ✓ Nombre de voix pour : 25
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstentions : 3

Partie A – 2. Election du Bureau

M. BONNET rappelle que le Bureau regroupe les vice-présidents ainsi que les doyens et directeurs de composantes autour du président de l'université. Cette instance se réunit très régulièrement afin d'assurer la bonne régulation des prises de décision entre les composantes et la gouvernance. Lorsque la composition nominative du Bureau est modifiée, elle doit faire l'objet d'un vote en CA. Deux modifications justifient ce passage devant les administrateurs : la nomination de Madame JOBERT en tant que vice-présidente en remplacement de Madame PHILIP-GAY et l'élection de Madame CHALUS en tant que nouvelle directrice de l'IAE.

En l'absence de question, il est procédé au vote.

La composition du Bureau est adoptée à l'unanimité des membres par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 28
- ✓ Nombre de voix pour : 28
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Partie A – 3. Présentation du rapport annuel du service documentaire

Mme CARTIER présente le rapport d'activité 2022 du service documentaire. Elle rappelle les grandes missions des bibliothèques universitaires (BU) telles que l'acquisition de ressources et de documentation, la pédagogie et la formation, la recherche et la science ouverte et un volet culture et société avec un prix littéraire, des expositions et des événements culturels.

Les objectifs du service pour 2022 furent d'accueillir plus et de servir mieux, d'appuyer la recherche et la science ouverte et enfin de préparer et structurer l'avenir.

Elle poursuit en expliquant qu'une opération de reconnexion avec les étudiants a dû être mise en place suite à la fin de la période de pandémie du Covid. Les horaires d'ouverture des BU ont été restaurés et élargis avec un rétablissement de la jauge maximale qui avait été réduite à de nombreuses reprises durant la crise sanitaire. Il a également fallu accompagner le retour sur site des étudiants à travers des dispositifs en ligne et des accueils en présentiel.

Mme CARTIER explique qu'il y a eu une reprise nette de la fréquentation des BU en 2022 corrélée à l'extension des horaires d'ouverture ainsi qu'une forte hausse de demandes de prêt de matériel informatique et multimédia. Un distributeur de papeterie et d'accessoires a par ailleurs été mis à disposition des étudiants.

Elle détaille la composition des collections et les nouvelles acquisitions en soulignant la stabilité de l'imprimé et l'augmentation de la documentation électronique (notamment les bases de données). Les prêts d'ouvrages connaissent une baisse structurelle et les consultations en ligne sont également en baisse avec le retour sur site des étudiants après la crise sanitaire, ce qui incite à un projet de refonte du régime de prêt.

Mme CARTIER rappelle la nécessité de concevoir et de mettre en œuvre des actions de valorisation des collections, papier et électronique, ainsi que de simplifier la recherche documentaire et l'accès aux ressources. Elle indique qu'une visite virtuelle de type « escape game » à la BU est disponible afin que les étudiants en licence se familiarisent avec les différents services proposés (50% des étudiants de L1 se sont inscrits et 95% ont validé le jeu). Des visites et des formations en présentiel sont également réalisées. Concernant les étudiants en master et doctorat, elle détaille les projets Pack Master (pour accompagner la valorisation des mémoires étudiants sur l'archive HAL Dumas) et ISIDOC'T (hybridation de la formation, assouplissement des inscriptions, refonte du contenu pour inclure les enjeux de science ouverte et de gestion des données).

Mme CARTIER dresse ensuite la liste des événements culturels qui ont rythmé cette année 2022 comme la grande exposition sur le design, des conférences-débats sur des questions de société et le prix littéraire étudiant Caméléon. Elle détaille le pôle éditorial PRAIRIAL, son rôle et son évolution avec l'intégration de nouvelles revues mais aussi l'accompagnement pour la valorisation des thèses et des mémoires sur le web.

Mme CARTIER présente le projet d'application Biblioref, initié en 2022, qui permettra le recensement de la production scientifique d'une université en sciences humaines et sociales (SHS). Elle met également en relief l'activité du réseau CADOR (Conseil et Accompagnement des Données de la Recherche).

Elle conclut en évoquant les objectifs et les trajectoires à venir, comme la publication d'une charte documentaire, la refonte des pages par discipline sur le site web, le renforcement des partenariats internes (révision de la charte des bibliothèques associées et soutien aux responsables administratifs de composantes), l'actualisation de la stratégie de communication, l'aménagement des espaces et la formation constante des personnels.

M. BONNET remercie Mme CARTIER pour la clarté de sa présentation et l'ensemble des personnels de la BU qui œuvrent au plus près des besoins des étudiants et des personnels de l'université.

M. CARPANO s'interroge sur les données chiffrées concernant la baisse de la consultation en ligne des bases de données et demande si cela est propre à Lyon 3 ou si cela traduit une tendance plus globale.

Mme CARTIER répond qu'elle n'a pas pour l'instant assez de recul ni d'élément statistique pour répondre précisément à la question, mais indique néanmoins que l'université Lyon 3 suit la courbe générale des établissements.

Mme DELPLA souligne la force de proposition en matière de recherche et le dynamisme des personnels de la BU qui ont contribué aux avancées de Lyon 3 en matière de science ouverte comme dans d'autres domaines. Elle salue également leur capacité à anticiper ce que sera la recherche demain.

Mme LEDENTU revient sur la baisse de consultations des ressources électroniques et pense qu'une comparaison avec la bibliothèque Diderot de l'ENS serait intéressante pour voir si une corrélation existe.

M. VINOT demande si l'équipe des BU a entamé une réflexion sur les nouveaux usages liés à l'intelligence artificielle (IA). Il cite l'exemple de ChatGPT qui modifie profondément le comportement des étudiants mais aussi celui des chercheurs dans leur stratégie de recherche d'informations. Il demande également des précisions sur les travaux de rénovation des locaux de la BU de la Manufacture des Tabacs et notamment les sommes engagées qui ne lui paraissent pas suffisantes.

Mme CARTIER répond que la réflexion sur l'IA est prévue dans le plan de formation interne car c'est un sujet essentiel. Les bibliothécaires doivent être formés afin d'accompagner au mieux les étudiants sur les enjeux de l'IA mais doivent également pouvoir utiliser l'IA eux-mêmes dans leurs traitements documentaires. Les professionnels des bibliothèques ainsi formés pourront par la suite, avec un peu plus de recul, dispenser eux-mêmes des formations sur cette thématique à la fin de l'année 2024 ou début 2025. Elle indique par ailleurs que des journées d'études sont organisées et que les équipes de la BU sont intéressées pour échanger avec des enseignants-chercheurs sur ce sujet.

Concernant le projet de rénovation de la BU, elle précise qu'une demande de rénovation des locaux a été déposée. La bibliothèque de la Manufacture est en fonctionnement depuis 30 ans, le mobilier nécessite d'être revu, le wifi n'est pas satisfaisant et l'ambiance thermique est à améliorer. Les arbitrages ne sont pas encore pris et un travail est en cours avec la Direction de l'immobilier et de la logistique (DIL) pour affiner le projet de rénovation. Elle conclut en rappelant l'historique concernant le budget alloué au projet, qui a débuté sous une direction antérieure à la sienne, et indique qu'une part du budget de la masse salariale non utilisé pendant la période Covid a servi à financer l'achat de matériel pour la BU.

M. BONNET revient sur l'importance de la réflexion à mener sur l'IA et ses conséquences sur l'enseignement. Il précise que l'université Lyon 3 fait partie d'un consortium de recherche, en réponse à un appel à projets dans le cadre de France 2030 et porté par l'ENS (IA Cluster). Ce projet a passé la première sélection et le dépôt final aura lieu le 9 novembre 2023 pour l'évaluation de la seconde phase. Dans le cadre de ce projet, l'établissement accueillera une

journée d'étude le 26 octobre 2023 qui permettra des échanges interdisciplinaires consacrés à l'IA en lien avec la recherche, la formation et l'innovation.

Partie A – 4. Evolution des droits de prêts différenciés à la BU

Mme CARTIER présente l'évolution des règles qui vise à faciliter, assouplir et harmoniser les prêts de la BU. Elle rappelle le contexte d'érosion des prêts subi par les BU avec une baisse de la tension sur les ouvrages papier. L'objectif est de faciliter le recours aux prêts en diminuant les contraintes du service, particulièrement à l'égard des étudiants en licence, de résorber les situations litigieuses liées aux retards de retour des emprunts, d'harmoniser les règles avec les pratiques des autres BU lyonnaises et de prendre en compte les publics à besoins spécifiques.

M. GRANJON demande quand seront effectives ces nouvelles règles de prêt.

Mme CARTIER répond qu'elles sont déjà en application depuis la rentrée universitaire.

M. BONNET précise que l'ordre du jour du CA du mois de juillet dernier étant très chargé, cette évolution des droits de prêts différenciés à la BU avait été reportée au CA de septembre.

M. BONINCHI précise que ces nouvelles règles ont été votées en conseil documentaire au mois de juin.

En l'absence de question supplémentaire, il est procédé au vote.

L'évolution des droits de prêts différenciés à la BU est adoptée à l'unanimité par :

✓ Nombre de membres présents et représentés :	28
✓ Nombre de voix pour :	28
✓ Nombre de voix contre :	0
✓ Nombre d'abstention :	0

Partie A – 5. Lettre d'orientation RH 2024

M. BONNET rappelle que la lettre d'orientation RH est un document à la périodicité annuelle qui présente les priorités stratégiques en matière de ressources humaines de l'établissement et structure la campagne d'emplois à venir. Ce document a été présenté en Bureau des doyens et directeurs et en CSAE le 05 septembre 2023.

Mme FERRARI-BREEUR explique que cette lettre est la déclinaison RH de la lettre d'orientation budgétaire. Elle revient sur le contexte de contraintes budgétaires imposé par l'État aux

établissements d'enseignement supérieur et souligne que malgré cela l'université Lyon 3 n'opérera aucun gel de poste et que les flux sortants seront remplacés, ce qui est loin d'être le cas dans tous les établissements. Par ailleurs, des créations de postes sont bien présentes mais peu nombreuses car l'établissement est soumis au plafond d'emplois fixé par l'État. La lettre d'orientation RH décline les différents choix et arbitrages ainsi que les modalités pratiques avec le calendrier à respecter notamment pour la remontée des besoins des doyens et directeurs des composantes.

M. BONNET se félicite du choix de Lyon 3 de ne pas geler de postes contrairement à de nombreux établissements.

Mme LEDENTU s'interroge sur la date tardive d'approbation par le CA de cette lettre d'orientation RH qui avait été votée au mois de juillet l'année dernière. Cela raccourcit le délai pour faire remonter les demandes des doyens et directeurs de composantes.

Mme FERRARI-BREEUR rappelle que le processus est relativement long et qu'il débute avec les COSMO (conférences d'orientations stratégiques et de moyens) au mois de juin et juillet, qui permettent d'entendre et de prendre en considération les besoins exprimés par les différentes composantes. Ces demandes et besoins sont ensuite formalisés au mois de septembre par les doyens et directeurs.

M. BONNET indique que ce report relatif, entre le CA de juillet et celui de septembre, a permis de mettre davantage en cohérence les divers calendriers des consultations avec les doyens et directeurs afin que les besoins exprimés puissent être répercutés dans la lettre de cadrage RH.

Mme LEDENTU en déduit que la lettre de cadrage RH de l'année dernière n'avait pas pris en compte la totalité des échanges exprimés dans les COSMO.

M. BONNET répond que ce processus résulte d'une amélioration continue des procédures.

M. VINOT souhaite revenir sur les discussions entre l'établissement et le ministère au sujet du plafond d'emplois et la possibilité de le relever si Lyon 3 finance ces emplois avec ses ressources propres. Il demande également des précisions sur les créations de postes évoquées dans la lettre de cadrage RH. Enfin, il tient à faire remarquer que des gels de postes auraient été difficiles à justifier compte tenu des indicateurs économiques positifs de l'établissement.

Mme FERRARI-BREEUR souligne que la création de postes de titulaires n'est pas vraiment d'actualité et que la marge de manœuvre se situe plutôt dans l'emploi de contractuels. Elle indique que la politique de l'établissement est de proposer un CDI pour les contractuels, en amont du cadre réglementaire qui est de 6 ans d'ancienneté en CDD, afin de déprécariser un certain nombre de situations.

M. VILES souhaite compléter ces propos en informant que des discussions vont avoir lieu très prochainement avec le rectorat et la DGESIP (Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle) et qu'une évolution du plafond d'emplois est attendue.

M. VINOT s'interroge sur les possibilités de création de postes annoncées dans la lettre de cadrage RH au vu des retours pessimistes du ministère.

M. CARPANO réaffirme son engagement et ses actions auprès du ministère pour que cette situation évolue. Il explique, après échanges avec le rectorat, qu'il y a une possibilité de bascule d'un certain nombre de postes du plafond A au plafond B et inversement, ce qui permettrait des créations de postes. Il souligne la situation paradoxale de Lyon 3 qui dispose des ressources propres pour payer ces emplois mais s'en voit empêché par le plafond imposé par l'État et les contraintes budgétaires de Bercy. Il ne peut donc pas se prononcer plus précisément sur les moyens qui pourront être alloués par l'État.

En l'absence de question supplémentaire, il est procédé au vote.

La lettre d'orientation RH 2024 est adoptée à l'unanimité par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 28
- ✓ Nombre de voix pour : 28
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Partie A – 6. Augmentation de la subvention des repas des personnels

Mme FERRARI-BREEUR explique que cette proposition fait suite à l'annonce d'une augmentation du tarif de certains restaurants partenaires et qu'elle actualise la prise en charge de l'établissement sur l'ensemble des restaurants. La subvention passe désormais à 3 euros pour tous et sans distinction d'indices. Elle précise que cette mesure a été soumise et votée à l'unanimité en CSAE du 05 septembre dernier.

En l'absence de question, il est procédé au vote.

L'augmentation de la subvention des repas des personnels est adoptée à l'unanimité des membres par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 26
- ✓ Nombre de voix pour : 26
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Partie A – 7. Augmentation de la prise en charge des prothèses auditives

Mme FERRARI-BREEUR détaille les différentes prestations sociales que verse l'université à ses agents. Certaines prestations sont obligatoirement versées car elles sont communes à l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur comme les prestations interministérielles à réglementation commune (PIM), quand d'autres sont des actions sociales d'initiative universitaire propres à chaque établissement (aide supplémentaire à la restauration, aide aux activités périscolaires, aide aux études supérieures par exemple). Une nouvelle action sociale va donc voir le jour avec cette aide à l'achat de prothèses auditives qui fait suite à l'alerte des représentants syndicaux sur des difficultés rencontrées par des personnels disposant d'une reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH). Il n'y aura pas de logique de marché public, avec l'obligation de présenter au moins trois devis, mais il faudra présenter au minimum deux devis pour que l'établissement puisse statuer, avec un montant maximal d'aide au financement fixé à 1700 euros.

M. GUYOMAR'CH complète en expliquant le contexte dans lequel s'inscrit cette délibération. Une augmentation des déclarations RQTH a été constatée au sein de l'établissement cette année suite à une campagne de sensibilisation menée par le SACSO et cela explique l'augmentation du nombre de demandes de prise en charge de prothèses auditives. Il rappelle que le coût des prothèses auditives est significatif et mal remboursé par la sécurité sociale et les mutuelles. Elles sont néanmoins indispensables pour pouvoir travailler dans de bonnes conditions.

M. VINOT demande une estimation du nombre d'agents concernés par cette mesure.

Mme FERRARI-BREEUR répond que 3 ou 4 agents sont concernés et que le coût s'élève entre 6800 et 7000 euros par an.

En l'absence de questions supplémentaires, il est procédé au vote.

Mme Karine Bennafla se déconnecte et donne procuration à Mme Vanina Jobert.

L'augmentation de la prise en charge des prothèses auditives est adoptée à l'unanimité des membres par :

- | | |
|---|----|
| ✓ Nombre de membres présents et représentés : | 28 |
| ✓ Nombre de voix pour : | 28 |
| ✓ Nombre de voix contre : | 0 |
| ✓ Nombre d'abstention : | 0 |

Mme Pascale Deumier quitte la salle et donne procuration à M. Eric Carpano.

Partie A – 8. Point d'information sur l'épicerie sociale et solidaire

M. BONNET rappelle que la lutte contre les précarités étudiantes est une priorité inscrite au cœur du projet d'établissement qui a fait l'objet dès 2021 d'un plan d'action. Il explique que l'association étudiante Lyon 3 développement durable (L3DD) a porté ce projet avec le soutien de l'université et que l'épicerie sociale et solidaire occupe un local situé à la Manufacture des Tabacs.

Mme DUMAS présente l'épicerie sociale et solidaire de l'université, dénommée Episcia, et dresse un bilan de sa première année d'existence. L'épicerie est un outil qui répond sur une durée définie à un besoin économique ponctuel. L'alimentation tient une place importante dans le budget d'un étudiant et l'épicerie est une aide à l'autonomie pour les étudiants en situation de précarité. Episcia s'inscrit dans une démarche écoresponsable et travaille exclusivement sur des circuits courts avec des acteurs agro-alimentaires régionaux. Elle a également vocation à devenir un lieu de vie et de partage afin de lutter contre l'isolement social. Les produits y sont proposés en libre-service à des prix allant de 10 à 30% du prix du marché. Le bénéficiaire peut acheter jusqu'à 160 euros de produits par mois (valeur marchande), ce qui ne lui coûtera réellement que 48 euros, pour une économie de 112 euros. Mme DUMAS définit les quatre critères à remplir pour pouvoir être bénéficiaire de l'épicerie : avoir le statut étudiant, être étudiant dans la zone du Grand Lyon, avoir un reste à vivre maximum de 10 euros par jour et avoir un projet personnel à financer (permis de conduire, déménagement, prêt étudiant, etc.).

Elle présente le bilan de l'année 2023-2023 : 50 bénéficiaires enregistrés, 70 permanences assurées et un montant réel financé de 4358 euros. Elle note que le nombre de bénéficiaires est très satisfaisant si on tient compte du fait qu'il s'agit d'une première année d'ouverture et qu'un important travail logistique a été mis en place pour lancer le projet. Forte de ce succès, l'association L3DD a été contactée par plusieurs responsables d'épiceries solidaires pour partager les outils ayant permis un lancement si rapide et réussi. Episcia a également été citée par la Métropole comme modèle auprès de l'École Centrale de Lyon qui souhaite ouvrir à son tour une épicerie solidaire.

Mme DUMAS détaille les différents partenaires et les aides financières qui ont permis la réussite de ce projet ainsi que le fonctionnement en économie circulaire et solidaire de l'épicerie. Il est à noter que plusieurs bénéficiaires ont souhaité s'investir comme bénévoles suite à leur expérience positive. Les objectifs pour 2023-2024 sont : augmenter le nombre de bénévoles, ouvrir davantage de permanences, réaliser une journée portes ouvertes et proposer plus d'ateliers.

Elle conclut en remerciant les partenaires financiers de l'épicerie sociale et solidaire mais aussi les différents services de l'université et les associations pour leur investissement dans la réussite de ce projet.

M. BONNET remercie à son tour la Métropole de Lyon pour son soutien dès le début du projet, la SMERRA, ainsi que tous les partenaires qui ont participé à l'élaboration de ce projet.

M. TRAVARD demande si l'université verse de l'argent à l'épicerie sous forme de subvention.

M. BONNET répond qu'une subvention de 20 000 euros, incluse dans la convention de partenariat, a été votée lors du CA de juillet 2021. Cette subvention est prévue pour la première année et peut être renouvelée si nécessaire mais comme l'épicerie fonctionne sur un modèle d'économie sociale et solidaire circulaire, l'autonomie financière devrait être atteinte. Le soutien de l'université se traduit essentiellement par la mise à disposition gratuite du local et des services supports à l'association L3DD.

M. TRAVARD s'interroge sur la possibilité pour les composantes de verser des subventions à l'épicerie sociale et solidaire.

M. BONNET répond que le soutien des composantes s'exprimera davantage par exemple par de l'aide à la communication pour le recrutement des bénévoles plutôt que par des dotations ou subventions. Mais il ne souhaite pas s'exprimer au nom de l'association L3DD et suggère de prendre contact directement avec l'association L3DD qui gère l'épicerie.

Mme LEDENTU remercie pour toutes les informations données sur l'épicerie sociale et solidaire. Elle remarque une différence de montant quant au critère d'accessibilité concernant le reste à vivre par jour (10 euros lors de la présentation au CA et 8 euros indiqués sur le site internet de l'université). Par ailleurs, elle s'interroge sur la complexité du dossier administratif à remplir pour les étudiants demandeurs et se demande si cela n'est pas un frein à l'accessibilité de l'épicerie.

Mme DUMAS répond que le reste à vivre maximum a été augmenté en début d'année universitaire pour permettre à plus d'étudiants d'accéder à l'épicerie. L'information sera actualisée sur le site internet de l'université. Concernant le dossier à remplir, il n'y a pas eu de difficultés remontées par les bénéficiaires et l'épicerie propose des sessions d'accompagnement si besoin.

M. BONNET explique qu'il faut bien prendre en compte la complémentarité de l'épicerie avec d'autres dispositifs (Collectif de solidarité Etudiante, association Linkee, etc.). Un point sur tous les dispositifs solidaires à destination des étudiants sera à l'ordre du jour de la prochaine CFVU avec pour objectif d'éviter la très grande précarité chez les étudiants. Il indique que les enquêtes démontrent que la précarité touche majoritairement les femmes : l'université a ainsi augmenté le nombre de distributeurs de protections périodiques gratuites, de 20 à 37. Par ailleurs, le parc d'ordinateurs en prêt longue durée de la BU a doublé (200 ordinateurs dès cette année) et continuera d'augmenter graduellement au fil des années pour répondre aux besoins des étudiants. Il ajoute que les produits d'hygiène sont les plus coûteux pour les étudiants et que deux distributeurs de produits hygiéniques gratuits seront installés à la fin du mois de septembre sur le site de la Manufacture et sur le site des quais. Ils donneront accès à deux produits d'hygiène gratuits par mois pour chaque étudiant.

M. KLIQUA, en tant que président du Collectif de solidarité étudiante (CSE) remercie l'université pour son soutien fidèle et continu à l'action du CSE, ainsi que l'IAE et la faculté de droit.

M. BONNET souligne qu'il est important d'arriver à coordonner et cartographier les dispositifs existants, avec les différents acteurs (rectorat, Métropole de Lyon, etc.) afin qu'ils soient complémentaires.

M. VINOT ajoute qu'il est important de ne pas oublier le site de Bourg-en-Bresse concernant le dispositif des distributeurs.

M. BONNET répond que le site de Bourg-en-Bresse est pleinement bénéficiaire des dispositifs et que la communication est constante avec le site de Lyon pour être au plus près de leurs besoins.

Partie B – 1. Questions financières

M. BONNET introduit les deux points afférents aux questions financières : les tarifs des tickets de cinéma et les prix de thèse.

Concernant les tarifs des tickets cinéma, **Mme FERRARI** indique que le choix a été fait de ne pas répercuter la hausse effectuée par un des cinémas partenaires sur le prix de revente des tickets par l'université.

Mme DELPLA explique que suite à une demande de cadrage émanant du rectorat concernant les prix de thèses distribués chaque année, trois règlements ont été rédigés dont un spécifique à la chaire de droit des contrats publics de François Lichère (ciblé sur un objet particulier et non réservé exclusivement aux étudiants de Lyon 3). Elle précise que ces règlements ont recueilli un avis favorable de la commission recherche (CR).

M. VINOT s'interroge sur l'existence de deux prix de thèses, un pour le droit et un pour toutes les autres disciplines.

Mme DELPLA comprend cette interrogation et explique qu'une discussion pourrait avoir lieu au sein des conseils et au niveau des directeurs d'école doctorale afin de faire évoluer cette situation et que cela n'est pas un choix de la présidence.

M. MARMOZ apporte un éclairage sur l'historique de cette situation et explique que sous le mandat du président Jacques Comby, la décision avait été prise de créer un prix de thèse spécifique compte tenu du nombre important de soutenances et de doctorants en droit.

Mme DELPLA précise que les enseignants-chercheurs qui participent au jury des prix de thèses n'ont pas de décharges particulières pour cette fonction et que le nombre de thèses à examiner a été réduit en conséquence. C'est une considération d'ordre pratique à prendre en compte si le droit venait à se regrouper avec les autres disciplines pour les prix de thèses.

Partie B – 2. Conventions pour approbation

M. BONNET présente les 3 conventions pour approbation : une convention cadre de coopération scientifique (DISPAC), une convention portant création de la chaire « Valeurs du soin », et une convention d'union des groupements d'achats publics (UGAP).

M. Guillaume Godineau et 1 élu étudiant quittent la salle.

En l'absence de question, il est procédé au vote.

L'ensemble des points de la partie B (questions financières et conventions pour approbation) est approuvé à l'unanimité par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 26
- ✓ Nombre de voix pour : 26
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Partie C – 1. Conventions pour information

M. BONNET présente les 12 conventions et 7 avenants pour information.

En l'absence de questions, M. BONNET propose de passer aux questions diverses.

Questions diverses

Mme LEDENTU demande la mise en ligne sur l'intranet du procès-verbal du CA du 31 janvier 2023 car il n'y figure pas. Par ailleurs, elle informe qu'un enseignant de la faculté des lettres et civilisations a été interpellé par des collègues sur le programme et le contenu de son cours en réponse à une démarche de certains étudiants. Elle tient à rappeler, auprès des élus étudiants et des enseignants présents au CA, le principe de respect de la liberté académique qui prévaut au sein de l'université.

M. BONNET la remercie pour ce rappel utile et nécessaire.

En l'absence de questions ou remarques supplémentaires, M. BONNET propose de clore le CA.

L'ordre du jour ayant été épuisé, la séance est levée à 16H32.

**Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
le premier vice-président, chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique**



Gilles BONNET

Délibération n° D2023-11-02-rh
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 28 novembre 2023

Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 712-3, R. 719-52 et R. 719-54 ;

Vu le décret n° 84-431 du 6 juin 1984 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences ;

Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;

Vu l'avis du comité social d'administration d'établissement du 14 novembre 2023 ;

Vu la délibération n°CAC-2023-11-02-rh du conseil académique réuni en formation plénière le 28 novembre 2023,

Sur proposition du président de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré,

Décide

d'approuver la campagne d'emploi 2024 partie 2 annexée à la présente délibération.

La présente délibération a été approuvée à l'unanimité par :

✓ Nombre de membres présents et représentés :	26
✓ Nombre de voix pour :	26
✓ Nombre de voix contre :	0
✓ Nombre d'abstention :	0

Lyon, le 28 novembre 2023

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique



Gilles BONNET

Campagne d'emploi 2024 - Postes d'enseignant-chercheur ouverts au recrutement

N°	Poste	Nature	Affectation	Section	Profil	Voie de recrutement
1	Création	PR	IAE	06	Sciences de gestion	Concours : agrégation du supérieur*
2	0654	PR	IAE	06	Sciences de gestion	Concours : agrégation du supérieur*
3	0265	PR	IAE	06-27	Management digital et data science	Concours : art 46-1*
4	0007	PR	Faculté de Droit	01	Droit de la sécurité sociale	Mutation : art.51
5	0209	PR	Faculté de Droit	02	Droit Public	Mutation : art.51
6	Création	PR	Faculté de Droit	01	Droit Privé	Concours : agrégation du supérieur*
7	0401	PR	Faculté de Droit	02	Droit Public	Concours : art 46-1*
8	0632	PR	Faculté des Lettres	23	Géographie humaine : approches sociales de l'environnement	Concours : art. 46.1
N°	Poste	Nature	Affectation	Section	Profil	Voie de recrutement
9	0354	MCF	Faculté de Droit	01	Droit pénal	Concours : art. 26
10	0726	MCF	Faculté de Droit	01	Droit civil	Concours : art. 26
11	0063	MCF	Faculté de Droit	01	Droit des affaires	Concours : art. 26
12	0358	MCF	Faculté de Droit	02	Droit de l'environnement	Concours : art. 26
13	0584	MCF	Faculté de Droit	06-19	Science de gestion - Sociologie	Concours : art. 26
14	0301	MCF	IAE	06	Gestion des Ressources Humaines	Concours : art. 26
15	0244	MCF	IAE	06	Gestion de la production, logistique, supply chain et management de projet	Concours : art. 26
16	Création	MCF	IUT	06	Sciences de gestion	Concours : art. 26
17	0144	MCF	Faculté des Lettres	21	Histoire médiévale	Concours : art. 26
18	0338	MCF	Faculté des Lettres	71	Sciences de l'information et de la communication	Concours : art. 26
19	0593	MCF	Faculté des Langues	11	LLCER / MEEF / LEA – Traductologie	Concours : art. 26
20	0704	MCF	Faculté des Langues	11	LANSAD pour philosophie et InfoCom	Concours : art. 26
21	0707	MCF	Faculté de Philosophie	17	Philosophie politique et juridique	Concours : art. 26

*Sous réserve de validation du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

Le poste est susceptible d'être ouvert à la mutation en cas de refus d'ouverture au 46.1

Délibération n° D2023-11-03-ins

**Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 28 novembre 2023**

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L. 712-3 et L. 821-1 ;

Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat ;

Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n°D2022-05-05-Ins du 24 mai 2022 approuvant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des agents et des personnes intervenant pour le compte de l'université,

Sur proposition du président de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré

Exposé des motifs

Les taux des indemnités de mission fixés par l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ont été revalorisés par arrêté interministériel du 20 septembre 2023. Cet arrêté s'inscrit dans le cadre des mesures gouvernementales issues des rencontres salariales 2023.

La présente délibération intègre ces nouvelles dispositions réglementaires et accompagne plus favorablement encore les conditions de prise en charge des missions de ses agents et des personnes qui apportent leur concours aux activités de l'université, pour répondre notamment à la réalité tarifaire du marché hôtelier, en particulier à Paris et dans les grandes métropoles françaises, à la veille de grandes manifestations sportives et culturelles, en particulier les JO de Paris en 2024, qui auront un impact significatif sur les tarifs des déplacements et de l'hébergement.

Elle tient compte également des propositions et des attentes des composantes de l'établissement, par exemple en matière de simplification des prises en charge pour certains intervenants extérieurs tout en garantissant la soutenabilité budgétaire de la politique des déplacements, en maintenant un cadre général élaboré dès 2018. Elle permet aussi de corriger les effets néfastes de décisions nationales qui pouvaient décourager l'engagement des enseignants-chercheurs dans les instances nationales comme le CNU, en garantissant l'alignement des prises en charge des déplacements pour ces activités au cadre général de l'établissement.

Conformément aux engagements pris dans son *Projet d'établissement 2021-2026*, l'université veille aussi, par des mesures complémentaires, à réduire l'impact environnemental de ses activités. Or, les modes de transports constituent un levier majeur d'action dans le domaine de la transition écologique et du développement soutenable. La présente délibération réaffirme cet engagement en maintenant cette préoccupation dans notre réglementation interne et dans nos usages afin de les adapter à ces enjeux.

La présente délibération entend enfin maintenir les dispositifs particuliers permettant la prise en charge des déplacements de ses étudiants, et en particulier de ses doctorants, lorsque ces déplacements relèvent directement de leur formation.

Si cette nouvelle délibération peut encore apparaître d'une très grande densité, par la diversité des situations qu'elle aborde, elle permet aux composantes, aux services, aux agents en mission comme aux gestionnaires financiers de disposer d'un cadre juridique exhaustif et structurant pour assurer le bon fonctionnement de l'établissement et la réalisation de l'ensemble de ses missions de service public.

Décide

Article 1 : objet

Le Conseil d'administration adopte les conditions et les modalités de règlement des frais de déplacement et de mission des agents de l'université ainsi que des personnes extérieures à l'établissement contribuant à ses activités. Elle précise également les conditions dans lesquelles les étudiants peuvent bénéficier d'une prise en charge financière au titre des déplacements qu'ils effectuent dans le cadre des activités, notamment pédagogiques, organisées par l'université.

Article 2 : dispositions applicables aux missions des agents de l'université

Constitue un agent en mission tout agent en service, muni d'un ordre de mission signé par le président de l'université ou son délégataire, pour une durée totale qui ne peut excéder douze mois, qui se déplace, pour l'exécution du service, hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale, en application des dispositions du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 susvisé.

Les agents concernés doivent effectuer leur demande d'ordre de mission au moins une semaine avant la date du déplacement, en mentionnant les dates effectives de la mission et, le cas échéant, le temps de trajet strictement nécessaire à la mission.

Sont considérés comme agents en service l'ensemble des personnels statutaires et contractuels de l'université, à l'exception des chargés d'enseignement vacataires et des agents temporaires vacataires, recrutés en application des dispositions du décret n°87-889 du 29 octobre 1987 susvisé et pour lesquels les dispositions particulières de l'article 12 de la présente délibération peuvent s'appliquer.

Article 3 : dispositions applicables aux autres personnes intervenant pour le compte de l'université

Les usagers et les personnes extérieures à l'établissement peuvent bénéficier de la prise en charge de leur déplacement, y compris vers ou depuis l'étranger, et des frais de mission afférents dans les mêmes conditions que les agents de l'université dès lors qu'elles interviennent pour le compte de l'établissement et à la demande de celui-ci. Il appartient au service qui assure la prise en charge du déplacement d'obtenir l'autorisation préalable du président de l'université ou de son délégué selon les mêmes modalités que pour les demandes d'ordre de mission mentionnées à l'article précédent. Cette prise en charge, si elle a une incidence financière, doit être justifiée par la production par le bénéficiaire d'une déclaration de non prise en charge par un tiers (ou ordre de mission sans frais pour les agents publics).

Article 4 : dispositions particulières aux déplacements à l'étranger

L'inscription sur « Fil d'Ariane » (service du Ministère de l'Europe et des affaires étrangères - MEAE) est préconisée pour tous les déplacements à l'étranger.

Pour les déplacements vers des destinations présentant un risque particulier, selon les informations publiées par le MEAE notamment sur son site internet, qu'il s'agisse de questions sanitaires, politiques ou de protection du potentiel scientifique et technique, la consultation du fonctionnaire de sécurité et de défense – FSD – de l'université est indispensable avant l'émission de l'ordre de mission et le départ de l'agent.

La consultation du médecin de prévention de l'université est fortement recommandée pour les déplacements dans des zones présentant des risques sanitaires.

Si l'université dispose d'un contrat d'assurance garantissant l'assistance et le rapatriement en cas d'accident survenu à l'étranger, il est conseillé aux agents se déplaçant à l'étranger de vérifier leur couverture assurantielle personnelle, notamment en matière de responsabilité civile et de prise en charge de frais médicaux autres que la couverture accident/rapatriement.

Article 5 : conditions de prise en charge des frais de transport collectif

I. Lorsque les moyens de transport autorisés sont des transports collectifs, les agents en mission quel que soit le type et le lieu de la mission doivent par principe utiliser les prestations offertes dans le cadre du marché. L'agent ne procède alors à aucune avance de frais.

A titre dérogatoire, lorsque le missionnaire n'a pas utilisé le marché et a fait l'avance des frais de transport, le remboursement s'effectue aux frais réels sur production des justificatifs, sur la base : avion classe éco et train seconde classe.

En cas de tickets de bus dématérialisés, et en l'absence de possibilité de transmettre des tickets compostés du fait de cette dématérialisation, un forfait de 2 tickets par jour de mission sera appliqué sur demande.

Les services d'autocar peuvent également être réservés, par l'intermédiaire du titulaire du marché de transport, à l'occasion du déplacement d'un groupe de personnes organisé par l'université s'il en résulte une économie par rapport aux remboursements individuels de frais de transport.

II. Dans le cadre de la politique en faveur des mobilités responsables, l'université Jean Moulin Lyon 3 souhaite traduire ses engagements en faveur de la transition écologique par une politique des déplacements professionnels respectueuse de l'environnement. Le coût financier d'un déplacement doit ainsi être mis en relation avec son coût écologique, notamment en termes d'émissions de gaz à effets de serre. L'établissement recommande donc à tous ses agents de prendre en considération, en amont de leur mission, l'empreinte écologique du déplacement à venir et de privilégier le transport ferroviaire.

Le trajet en train en deuxième classe s'impose comme la norme, définie par le décret du 3 juillet 2006 susvisé. Pour un trajet par voie ferroviaire d'une durée supérieure à 4h pour un aller simple, à 6h pour un aller-retour effectué dans la journée, l'agent se verra proposer de droit un déplacement en train en première classe.

Le recours à l'aérien en classe économique sur le territoire national métropolitain demeure autorisé de fait lorsque le coût global (transport et hébergement) du déplacement professionnel est moins élevé, et au-delà de 4h de transport ferroviaire.

Le recours au surclassement est également autorisé de fait lorsqu'il est plus économique pour les déplacements en train. Pour répondre à des situations spécifiques, notamment d'ordre sanitaire, le surclassement pour les transports ferroviaire et aérien peut être autorisé par le Président ou son délégué.

Article 6 : conditions de prise en charge des frais de transport individuel

I. L'université encourage l'utilisation des modes de transport les moins émetteurs de GES : train, métro, tramway, modes doux. Cependant, le recours au véhicule personnel est autorisé dans la mesure où ce mode de transport apparaît le mieux adapté au déplacement. Il est demandé aux agents de l'université, lorsque cela est possible, de privilégier le covoiturage, qui diminue très sensiblement le coût écologique du déplacement.

L'ordre de mission, permanent ou non, doit être accompagné si nécessaire d'une autorisation d'utilisation du véhicule personnel définissant le véhicule utilisé, le trajet de la mission ou le périmètre des missions et le kilométrage autorisé estimatif.

L'assurance du véhicule est obligatoire et l'université ne saurait prendre en charge l'assurance personnelle du véhicule du missionné pour les déplacements professionnels.

Le remboursement s'applique sur les frais kilométriques, prévus par l'arrêté du 6 juillet 2006 susvisé, en prenant en compte le trajet le plus court référence (Viamichelin), auquel peuvent s'ajouter les frais de péage.

II. L'utilisation du taxi peut être autorisée par le président ou son délégué pour un trajet à effectuer avant 7 heures et après 21 heures. En dehors de ces tranches horaires, le recours au taxi doit être limité à des circonstances exceptionnelles dûment justifiées ou sur de courtes distances en l'absence de transports en commun desservant le lieu de la mission. L'utilisation des navettes reliant l'aéroport au centre de la ville doit être à chaque fois privilégiée. Les frais de taxi engagés par l'agent peuvent être remboursés sur production des justificatifs de dépense. L'ordre de mission doit mentionner le recours au taxi.

III. Le recours à un véhicule de location, en France comme à l'étranger, doit être exceptionnel, justifié par des contraintes géographiques, par des transports d'objets encombrants, ou tout argumentaire justifiant cette utilisation, l'autorisation étant donnée par le président ou son délégué. Si l'autorisation de recourir à un véhicule de location est accordée, l'agent devra utiliser le marché qui inclut cette prestation, en France comme à l'étranger, dans le but d'éviter toute avance de frais. La dépense correspondante est en effet directement prise en charge par l'université. En l'absence de prise en charge directe, le remboursement des frais de location a lieu sur production de la facture du loueur et des frais de carburant.

Article 7 : fixation des taux de prise en charge des frais d'hébergement et de repas en France

I. Tous les agents dont la mission implique une ou plusieurs nuitées en France quels que soit leur qualité ou le type de mission qu'ils effectuent doivent utiliser les prestations d'hébergement proposées par le titulaire du marché conclu à cet effet.

Dans ce cas, aucune indemnité n'est due à l'agent, le prestataire étant directement payé par l'université. L'agent n'a dès lors aucune avance de frais à réaliser et est déchargé de l'obligation de production et de conservation des pièces justificatives.

En cas d'impossibilité avérée pour le titulaire du marché d'hébergement de fournir les prestations demandées (sur justificatif écrit : copie écran, mail, etc.) le missionnaire pourra :

- en priorité, se rapprocher du service administratif en charge de la gestion de sa mission pour commander la prestation hébergement via la procédure de dépense sous la forme d'un bon de commande simple après mise en concurrence de plusieurs hôteliers ou services d'hébergement ; cette procédure est à privilégier pour les hébergements groupés ;
- à titre secondaire, être remboursé de ses frais d'hébergement sur la base du montant réels des frais engagés, sur production d'une facture acquittée et dans la limite des taux mentionnés au II. du présent article. Dans le cas où l'agent s'exonère du recours au marché et commande directement de son propre chef la prestation d'hébergement sans que soit démontrée l'impossibilité pour le titulaire du marché de répondre à ses besoins, l'agent ne sera indemnisé que sur la base des taux maximaux fixés par la réglementation nationale.

II. Compte tenu de la tension tarifaire sur le marché hôtelier au niveau national, au-delà d'épisodes saisonniers, et en application des dispositions de l'article 7-1 du décret n°2006-781, les montants maximaux pris en charge par l'université pour l'hébergement en France, petit déjeuner inclus, par nuitée, sont fixés à :

- 200€ pour les hébergements à Paris (75),
- 150€ pour les autres communes de France, y compris outre-mer.

Les ordonnateurs de l'établissement, principal ou secondaires, de droit ou délégués, sont autorisés à déroger à ces montants, dans la limite de 350€, pour les invités de prestige ainsi que pour les agents reconnus en qualité de travailleurs handicapés et en situation de mobilité réduite. Cette dérogation s'applique aussi dans les situations avérées d'impossibilité de trouver un hébergement à un tarif inférieur ou égal aux plafonds susmentionnés, notamment en raison de la tenue d'événements exceptionnels (JO 2024, autres manifestations sportives, professionnelles ou culturelles), et dès lors que le déplacement ne peut être reporté ou remplacé par une participation à distance.

La taxe de séjour, lorsqu'elle fait l'objet d'un règlement par l'agent, lui est remboursée.

III. S'agissant des frais de repas pris dans le cadre d'une mission en France, conformément au décret du 3 juillet 2006 susvisé, ouvrent droit à remboursement les repas qui, lors d'une mission, sont inclus dans les périodes suivantes :

- Repas du midi : entre 11h00 et 14h00 ;
- Repas du soir : entre 18h00 et 21h00.

Le forfait repas, conformément à la réglementation nationale en vigueur à la date de la mission, s'applique pour tout le territoire, sans production d'un justificatif. Pour les repas pris à Paris et en Région Île-de-France, si le montant du repas excède ce forfait, un remboursement de l'agent jusqu'à 25€ par repas est autorisé sur présentation de la facture correspondante.

Article 8 : fixation des taux de prise en charge des frais d'hébergement et de repas à l'étranger

Les prises en charge des missions à l'étranger sont opérées selon les taux des indemnités journalières prévus par l'arrêté du 3 juillet 2006 susvisé, à l'exception :

- de taux spécifiques de prises en charge prévus dans le cadre d'accords de coopération internationale, programmes et projets internationaux, auxquels l'université est partie et sur le fondement desquels le déplacement est organisé ;
- les missions de terrain liées aux activités de recherche, les conseils de laboratoire sont autorisés à fixer des forfaits de mission globaux inférieurs aux taux des indemnités journalières prévus par l'arrêté du 3 juillet 2006 susvisé, sans pouvoir être inférieur à 35% de l'indemnité réglementaire en cas de logement gratuit, conformément à l'article 2 de l'arrêté du 3 juillet 2006 susvisé.

S'agissant des modalités de prises en charge, il doit par principe être fait appel aux prestations du marché. Le montant de la nuitée proposée dans le cadre du marché ne devra alors pas excéder 65% du montant journalier de l'indemnité. Le missionnaire percevra les 35% de l'indemnité restante pour couvrir ses frais de repas au retour de sa mission. Dans le cas où le titulaire du marché n'est pas en mesure de répondre au besoin de l'agent, notamment pour des motifs liés au respect du plafond précité, l'agent se verra remboursé de ses dépenses à son retour de mission, sur la base des taux de indemnités journalières fixés par l'arrêté du 3 juillet 2006 susvisé, ou des taux exceptionnels mentionnés au présent article le cas échéant, et sur production de la facture acquittée d'hébergement.

Dans tous les cas, l'agent en mission à l'étranger est exonéré de la production des justificatifs des frais de repas à son retour.

Article 9 : conditions de prises en charge de frais annexes aux déplacements

La prise en charge des frais de parking et de péage, en cas d'utilisation préalablement autorisée d'un véhicule personnel ou de service, est possible sur autorisation préalable du président de l'université, ou son délégué dans le cadre de l'ordre de mission, et sur présentation des pièces justificatives correspondantes. Les frais de parking sont pris en charge exclusivement à proximité des gares et aéroports pour des déplacements n'excédant pas 48 heures pour les gares et 5 jours pour les aéroports.

Des cartes d'abonnement et coupons de transport peuvent être souscrits et payés directement par l'université auprès du titulaire du marché de transport, sur demande de l'agent ou de son chef de service, dès lors qu'un nombre suffisant de déplacements à réaliser pour le compte de l'université par l'agent rend cet achat rentable.

Lors de la commande des billets de transport, les services et composantes de l'université peuvent souscrire, auprès du titulaire du marché de transport et pour un coût supplémentaire, une assurance complémentaire garantissant l'annulation de billets.

Sur autorisation du président de l'université, ou son délégué, le cas échéant après avis du médecin de prévention et du fonctionnaire de sécurité et de défense de l'université, et à la demande de l'agent, l'université peut rembourser les éventuels frais de visa et les frais de test sanitaire ou de vaccination préalables obligatoires voire très recommandées.

Article 10 : modalités de prise en charge des déplacements locaux

Les déplacements à l'intérieur d'une même résidence administrative ne donnent lieu à aucun remboursement. Toutefois, conformément à la réglementation, pour les déplacements extérieurs à l'établissement sur le territoire de la Métropole de Lyon, hors déplacements entre les sites de

l'université sur ce territoire, qu'imposent des activités pédagogiques, scientifiques, administratives ou techniques régulières, les agents ne disposant pas déjà d'une prise en charge partielle d'un abonnement TCL peuvent prétendre, sur leur demande préalable motivée et formalisée, et après avis favorable du chef de service, à la prise en charge des frais de déplacement sur autorisation du président de l'université ou de son délégué. Cette prise en charge est effectuée :

- par la mise à disposition de tickets TCL unitaires par les services de l'université, selon une procédure arrêtée par le président de l'université ;
- par le remboursement des tickets TCL sur la base du prix unitaire d'un ticket pour un carnet de dix tickets par trajet, sur production du justificatif correspondant ;
- par le remboursement d'indemnités kilométriques en cas d'utilisation de véhicule personnel dûment autorisée au préalable par le président de l'université ou son délégué.

Article 11 : prise en charge des frais de déplacement et de séjour liés aux activités du CNU

Afin de soutenir la participation et l'engagement de ses enseignants-chercheurs dans les activités du conseil national des universités, l'université autorise la prise en charge des frais de déplacements et de séjour liés aux activités du CNU pour ses personnels dans les mêmes conditions financières que les missions organisées pour ses propres besoins, notamment celles prévues à l'article 7 de la présente délibération.

Article 12 : frais de déplacement des enseignants vacataires

Les frais de déplacements des chargés d'enseignement vacataires et des agents temporaires vacataires, recrutés en application des dispositions du décret n°87-889 du 29 octobre 1987 susvisé ne sont en principe pas pris en charge par l'université lorsqu'ils correspondent aux déplacements entre leur domicile et le site d'enseignement.

Toutefois, pour répondre à des situations spécifiques d'interventions pédagogiques, notamment en matière de formation continue ou de partenariats nationaux ou internationaux, le président de l'université, ou son délégué, peut autoriser la prise en charge des frais de déplacement et de séjour des enseignants vacataires sur proposition motivée de la direction de la composante au sein de laquelle l'enseignant vacataire est appelé à intervenir.

Chaque composante élabore en début d'année universitaire un tableau prévisionnel des déplacements relevant de ce dispositif, listant les intervenants, les enseignements et diplômes concernés, les déplacements et les durées de séjours envisagées, le motif justifiant la prise en charge ainsi que les montants prévisionnels correspondants. Ce tableau peut être amendé en cours d'année.

Article 13 : aides spécifiques aux étudiants

A titre dérogatoire, les ordonnateurs, principal ou secondaires, de droit ou délégués, peuvent octroyer une aide spécifique en vue de la prise en charge des frais de déplacements des usagers, ne relevant pas des cas prévus aux articles précédents. Peuvent s'inscrire dans ce cadre :

- les déplacements des étudiants internationaux, inscrits ou non à l'université, pour lesquels un accord de coopération international auquel l'université est partie prévoit expressément une prise en charge des frais de transport et/ou d'hébergement par l'université, sur production de l'accord de coopération ;
- les aides financières au soutien des travaux de recherche personnels des doctorants de l'université dans le cadre de la politique de recherche décidée par le laboratoire, sur production de la décision nominative du directeur du laboratoire ;
- le soutien financier aux déplacements des étudiants inscrits à l'Université pour se rendre sur des lieux d'études ou de sorties pédagogiques, y compris études de terrain, éloignés des campus de l'université, en cas d'impossibilité pour les étudiants d'utiliser les transports en commun et pour l'université de louer un véhicule ou un bus auprès du titulaire du marché, étant rappelé que les transports collectifs pris en charge par l'université doivent être privilégiés.

Ces décisions d'octroi d'aides spécifiques individuelles sont de nature exclusivement financière, et ne créent pas de lien de subordination entre l'université et les usagers.

L'aide octroyée est soit forfaitaire sur la base du montant fixé dans la décision de l'ordonnateur soit aux frais réels. En tout état de cause, elle ne saurait excéder les plafonds suivants quel que soit le lieu et la durée du déplacement :

- Indemnités kilométriques : selon les taux des indemnités kilométriques prévus par l'arrêté du 3 juillet 2006 susvisé, en vigueur à la date du déplacement, pour un véhicule de 5 CV et moins, quelle que soit la puissance du véhicule effectivement utilisé ;
- Frais de péage : remboursement au réel sur production de justificatif ;
- Frais de repas : sur production de justificatif dans la limite du forfait en vigueur lors du voyage ;
- Frais d'hébergement : dans la limite de 90 euros la nuitée sur production de la facture d'hébergement.

Article 14 : dispositions finales

La présente délibération est applicable à compter du 1^{er} janvier 2024 pour les missions et déplacements réalisés à partir de cette date.

La délibération n° D2022-05-05-Ins du 24 mai 2022 modifiée approuvant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des agents et des personnes intervenant pour le compte de l'université, est abrogée à la même date.

Les montants dérogatoires à la réglementation nationale, pris en application des dispositions de l'article 7-1 du décret n°2006-781 susvisé dans l'intérêt du service et pour tenir compte de situations particulières, sont applicables pour les années 2024 et 2025. Ils peuvent être modifiés ou prorogés par délibération du conseil d'administration.

Le directeur général des services et l'agent comptable sont chargés de l'exécution de la présente délibération.

La présente délibération a été approuvée à l'unanimité par :

- | | |
|---|----|
| ✓ Nombre de membres présents et représentés : | 27 |
| ✓ Nombre de voix pour : | 27 |
| ✓ Nombre de voix contre : | 0 |
| ✓ Nombre d'abstention : | 0 |

Lyon, le 28 novembre 2023

**Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique**



Gilles BONNET

Délibération n° D2023-11-04-fin
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 28 novembre 2023

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3, L. 719-9 et R. 719-89 ;
Vu le décret n° D2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment l'article 193 ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-Ins du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2022-09-09-fin du 20 septembre 2022,

Après avis favorable de M. l'agent comptable,

Après en avoir délibéré,

Propose

de répondre favorablement au montant proposé en non valeur suivant :

N°facture	Date d'émission du titre	Montant	Redevable Personne physique	Centre financier	Nature de la recette	Motivation de la demande d'admission en non valeur	Montant proposé en non valeur
210051044	23/10/2020	3 210,00 €	BTL	DROIT	M2 droit des affaires année 2	Recouvrement mené à son terme - R1 du 10/01/2019 - Etat exécutoire du 26/11/2019 + 06/03/2021 NPAI - Demandes de renseignements effectuées auprès de la DRFIP afin d'obtenir des renseignements exploitables permettant de poursuivre l'action en recouvrement. Les saisies employeurs et bancaires effectuées dans le cadre de ce dossier n'ont pas permis d'aboutir à un recouvrement effectif. (pas d'indemnisation par le Pôle emploi et comptes clos juridiquement dans les deux banques actionnées).	3 210,00 €
							3 210,00 €

La présente délibération a été approuvée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 27
- ✓ Nombre de voix en faveur du montant proposé en non valeur : 26
- ✓ Nombre de voix contre le montant proposé en non valeur : 1
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Lyon, le 28 novembre 2023

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président, chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique,



Gilles BONNET

Délibération n° D2023-11-05-fin
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 28 novembre 2023

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3, L. 719-9 et R. 719-89 ;
 Vu le décret n° D2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment l'article 193 ;
 Vu la délibération n° D2017-10-07-Ins du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
 Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
 Vu la délibération n° D2022-09-09-fin du 20 septembre 2022,

Après avis favorable de M. l'agent comptable,

Après en avoir délibéré,

Propose

de répondre favorablement au montant proposé en non valeur suivant :

N°facture	Montant	Redevable Personne Physique	Centre financier	Nature de la recette	Motivation de la demande d'admission en non valeur	Montant régulé	Montant Proposé en non valeur
210044711	6 500,00	KN	IAE - FC	MASTER 2 IFOR	Recouvrement mené à son terme - R1 du 15/07/2019 - Etat exécutoire du 14/11/2019 NPAI - Etat exécutoire du 21/05/2021 - Demandes de renseignements effectuées auprès de la DRFIP afin d'obtenir des renseignements exploitables permettant de poursuivre l'action en recouvrement. La saisie employeur effectuée dans le cadre de ce dossier n'a pas permis d'aboutir à un recouvrement effectif (pas d'indemnisation par Pôle emploi et pas de compte bancaire). - 27/10/2022 : mandatement d'un commissaire de justice qui n'a pas abouti. Production d'un certificat d'irrecouvrabilité en d'octobre 2023.	0,00 €	6 500,00 €
	6 500,00						6 500,00 €

La présente délibération a été approuvée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 27
- ✓ Nombre de voix en faveur du montant proposé en non valeur : 26
- ✓ Nombre de voix contre le montant proposé en non valeur : 1
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Lyon, le 28 novembre 2023

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président, chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique,



Gilles BONNET

Délibération n° D2023-11-06-fin
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 28 novembre 2023

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3, L. 719-9 et R. 719-89 ;
 Vu le décret n° D2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment l'article 193 ;
 Vu la délibération n° D2017-10-07-Ins du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
 Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
 Vu la délibération n° D2022-09-09-fin du 20 septembre 2022,

Après avis favorable de M. l'agent comptable,

Après en avoir délibéré,

Propose

de répondre favorablement au montant proposé en non valeur suivant :

N°facture	Montant	Redevable Personne Physique	Centre financier	Nature de la recette	Motivation de la demande d'admission en non valeur	Montant réglé	Montant proposé en non valeur
210041074	8 000,00 €	NGV	IAE - FC	MASTER 2 GRH	Recouvrement mené à son terme Certificat d'irrecouvrabilité - R1 du 25/01/2019 - Etat exécutoire du 07/03/2019 NPAI - Etat exécutoire envoyé par mail le 13/09/2019 - 09/07/2019 demande de remise gracieuse refusée au CA - Demandes de renseignements effectuées auprès de la DRFIP afin d'obtenir des renseignements exploitables permettant de poursuivre l'action en recouvrement. La saisie employeur effectuée dans le cadre de ce dossier n'a pas permis d'aboutir à un recouvrement effectif ni les saisies bancaires menées dans le dossier. Mandatement d'un commissaire de justice qui n'a pas abouti. Production d'un certificat d'irrecouvrabilité en date de février 2023.	0,00 €	8 000,00 €
	8 000,00 €						8 000,00 €

La présente délibération a été approuvée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 27
- ✓ Nombre de voix en faveur du montant proposé en non valeur : 26
- ✓ Nombre de voix contre le montant proposé en non valeur : 1
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Lyon, le 28 novembre 2023

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président, chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique,



Gilles BONNET

Délibération n° D2023-11-07-fin
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 28 novembre 2023

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3, L. 719-9 et R. 719-89 ;
 Vu le décret n° D2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment l'article 193 ;
 Vu la délibération n° D2017-10-07-Ins du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
 Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
 Vu la délibération n° D2022-09-09-fin du 20 septembre 2022,

Après avis favorable de M. l'agent comptable,

Après en avoir délibéré,

Propose

de répondre favorablement au montant proposé en non valeur suivant :

N°facture	Date d'émission du titre	Montant	Redevable Personne physique	Centre financier	Nature de la recette	Motivation de la demande d'admission en non valeur	Montant proposé en valeur
210059947	05/07/2022	4 200,00 €	MT	FC3	LICENCE PROFESSIONNELLE	Recouvrement mené à son terme - R1 du 28/09/2022 - Etat exécutoire du 15/02/2023 NPAI - Etat exécutoire par mail DE RETOUR DU CLIENT - Recherches DRFIP du 19/09/2023 vaines. Pas d'adresse, ni compte bancaire, ni employeur connu.	4 200,00 €
							4 200,00 €

La présente délibération a été approuvée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 27
- ✓ Nombre de voix en faveur du montant proposé en non valeur : 26
- ✓ Nombre de voix contre le montant proposé en non valeur : 1
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Lyon, le 28 novembre 2023

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président, chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique,



Gilles BONNET

Délibération n° D2023-11-08-fin
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 28 novembre 2023

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3, L. 719-9 et R. 719-89 ;
 Vu le décret n° D2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment l'article 193 ;
 Vu la délibération n° D2017-10-07-Ins du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
 Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin,

Après avis défavorable de la composante,
 Après avis défavorable de la direction des affaires financières,
 Après avis défavorable de M. l'agent comptable,
 Après en avoir délibéré,

Décide

de répondre défavorablement à la demande de remise commerciale suivante :

Montant Convention	Personne morale	N° Facture	Nature prestation	Composante	Motivation de la demande de remise commerciale	Montant recouvre	Montant de remise demandée	Avis DAF	Avis AC	Avis composante
5 400,00 €	S. F	210060136	licence profession métiers notariat distance 2022	FC3	L'étudiante n'a pas pu suivre l'intégralité de la formation pour des raisons personnelles	5 400,00	5 400,00 €	Défavorable	Défavorable	Défavorable

La présente délibération a été approuvée par :

✓ Nombre de membres présents et représentés :	27
✓ Nombre de voix en faveur de la demande de remise commerciale :	1
✓ Nombre de voix contre la demande de remise commerciale :	26
✓ Nombre d'abstention :	0

Lyon, le 28 novembre 2023

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président, chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique,



Gilles BONNET

Si vous estimez que cette décision est contestable vous pouvez former : soit un recours gracieux auprès de Monsieur le Président de l'Université, soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon. Le recours contentieux doit intervenir dans un délai de **deux mois** à compter de la notification de la décision.

Délibération n° D2023-11-09-fin
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 28 novembre 2023

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3, L. 719-9 et R. 719-89 ;
Vu le décret n° D2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment l'article 193 ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-Ins du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin,

Après avis défavorable de la composante,
Après avis défavorable de la direction des affaires financières,
Après avis défavorable de M. l'agent comptable,
Après en avoir délibéré,

Décide

de répondre défavorablement à la demande de remise commerciale suivante :

Montant Convention	Personne morale	N° Facture	Nature prestation	Compos	Motivation de la demande de remise commerciale	Montant recouvre	Montant de remise demandée	Avis DAF	Avis AC	Avis composante
4 200,00 €	S.C B P C B M	210060134	licence professionnelle métiers du notariat à distance 2021-2022	FC3	Abandon de la formation pour des raisons personnelles	4 200,00	4 200,00 €	Défavorable	Défavorable	Défavorable

La présente délibération a été approuvée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 27
- ✓ Nombre de voix en faveur de la demande de remise commerciale : 1
- ✓ Nombre de voix contre la demande de remise commerciale : 26
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Lyon, le 28 novembre 2023

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président, chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique,



Gilles BONNET

Si vous estimez que cette décision est contestable vous pouvez former : soit un recours gracieux auprès de Monsieur le Président de l'Université, soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon. Le recours contentieux doit intervenir dans un délai de **deux mois** à compter de la notification de la décision.

Délibération n° D2023-11-10-sco
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 28 novembre 2023

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3 et suivants ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu l'avis de la commission de la formation et de la vie universitaire du 14 novembre 2023,

Sur proposition du président de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré,

Exposé des motifs

Chaque année le ministère envoie le calendrier de candidature des étudiants internationaux qui souhaitent intégrer un diplôme à l'université. Ce calendrier est décliné pour notre établissement.

Décide

d'approuver le calendrier présenté en annexe pour la procédure de candidature individuelle des étudiants étrangers non européens pour l'année universitaire 2024-2025.

La présente délibération a été approuvée à l'unanimité par :

✓	Nombre de membres présents et représentés :	26
✓	Nombre de voix pour :	26
✓	Nombre de voix contre :	0
✓	Nombre d'abstention :	0

Lyon, le 28 novembre 2023

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique



Gilles BONNET

Calendrier concernant la procédure de candidature individuelle des étudiants étrangers non européens 2024-2025

Exposé des motifs :

Chaque année le Ministère nous envoie le calendrier de candidature des étudiants internationaux qui souhaitent intégrer un diplôme dans notre université. Nous déclinons ce calendrier pour notre établissement.

○ Dossiers DAP pour L1

- Saisie des choix des candidats sur Etudes en France : **du 1^e octobre 2023 au 15 décembre 2023**
- Date du test de français (TCF) organisé par Lyon 3 : **1^{er} février 2024**
- Commissions pédagogiques à organiser par les composantes : **Du 1^{er} février au 4 mars 2024**
- Date limite de réception au SGRI des réponses envoyées par les composantes : **4 mars 2024**
- Date limite de réponse aux candidats : **11 mars 2024**
- Date limite du choix définitif de l'étudiant : **31 mai 2024**

○ Dossiers « Etudes en France » pour les L2, L3, M1 et M2

- Date limite de soumission électronique du dossier de candidature sur l'application « Etudes en France » : **à déterminer par l'ambassade**
- Date limite instruction SCAC : **15 mars 2024**
- Transmission des dossiers aux composantes : **du 15 janvier au 31 mars 2024** à raison d'un envoi par semaine
- Date limite d'envoi des réponses des composantes au SGRI : **30 avril 2024**
- Date limite du choix définitif de l'étudiant : **31 mai 2024**

Rappel important

Dès lors que les étudiants sont issus **de pays à procédure Etudes en France**, ils doivent obligatoirement respecter cette procédure. **Aucun dossier d'admission adressé directement aux composantes via ECandidat ne pourra faire l'objet d'une étude par la commission pédagogique.**

Proposition de délibération :

Article 1 : La Commission de la Formation et de la Vie Universitaire de l'Université Jean Moulin Lyon 3, réunie dans sa séance du 14 novembre 2023, approuve le calendrier pour la procédure de candidature individuelle des étudiants étrangers non européens 2024-2025, tel que présenté dans l'exposé des motifs de la présente délibération.

Article 2 : Le directeur général des services de l'Université Jean Moulin Lyon 3 est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Délibération n° D2023-11-11-sco
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 28 novembre 2023

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 123-3, L. 712-2, L. 712-3, L. 712-6 et suivants ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu l'avis de la commission de la formation et de la vie universitaire du 14 novembre 2023,

Sur proposition du président de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré,

Exposé des motifs

Le gouvernement a mis en place depuis la rentrée 2019 une stratégie nationale d'attractivité pour les étudiants internationaux. Cette stratégie intitulée « Bienvenue en France » repose sur trois piliers : l'amélioration des conditions d'accueil des étudiants internationaux ; la mise en place de droits d'inscription différenciés acquittés par certains étudiants internationaux, accompagnée d'une politique d'exonération et d'allocation de bourses confiée aux ambassades et aux établissements publics d'enseignement supérieur, qui permettra de financer ces mesures d'accueil ; et enfin, le renforcement de la présence de l'enseignement supérieur français à l'étranger.

Pour information ; les montants des droits d'inscriptions retenus au niveau national pour 2023-2024 sont les suivants (inchangés par rapport à 2022-2023) :

	Droits d'inscription nationaux	Droits d'inscription différenciés pour les étudiants internationaux
1er grade Licence	170 € / an	2 770 € / an
2ème grade Master	243 € / an	3 770 € / an
3ème grade Doctorat	380 € / an	380 € / an

Certaines catégories d'étudiants ne sont pas concernées par le paiement de droits différenciés. Ces étudiants acquitteront, en application des textes réglementaires, les mêmes montants de droits d'inscription que les étudiants français :

- les ressortissants de l'un des Etats membres de l'Union européenne, d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse ;
- les ressortissants d'Etats ayant conclu un accord international avec la France prévoyant l'acquittement de droits d'inscription identiques aux étudiants français (par exemple Andorre, Québec) ;
- les doctorants ;
- les personnes préparant l'habilitation à diriger les recherches ;
- les étudiants inscrits en troisième cycle long des études médicales, odontologiques et pharmaceutiques ;
- les étudiants en classes préparatoires aux grandes écoles ayant une double inscription en licence ;

- les étudiants réfugiés ou bénéficiant de la protection subsidiaire (qui pourront, comme aujourd'hui, bénéficier également d'exonérations totales des droits d'inscription) ;
- les étudiants durablement établis en France : les titulaires d'une carte de résident et leurs enfants mineurs, les étudiants ayant déclaré leur foyer fiscal en France depuis plus de deux ans ou les étudiants rattachés à un foyer fiscal en France depuis plus de deux ans ;
- l'ensemble des étudiants inscrits en France en 2018-2019 pour préparer un diplôme national ou un diplôme d'établissement ou pour suivre une formation dans un centre de français langue étrangère. Ces étudiants s'acquitteront des mêmes montants de droits que les étudiants français et étudiants ressortissants de l'Union européenne jusqu'à la fin de leurs études, dès lors que ces dernières sont effectuées sans discontinuité au sein de l'enseignement supérieur français.

La délibération fixant les critères généraux d'exonération ne concerne pas les étudiants pouvant être exonérés en vertu d'autres dispositions.

D'autre part et conformément aux dispositions ouvertes par les articles R. 719-49 à R. 719-50-1 du code de l'éducation et selon l'arrêté du 19 avril 2019 relatif aux droits d'inscription dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur, certains étudiants étrangers en mobilité internationale devant être assujettis à ces droits d'inscription différenciés peuvent être totalement ou partiellement exonérés par le chef d'établissement des droits d'inscription afférents à la préparation d'un diplôme national.

Les décisions d'exonérations totales et partielles de droits d'inscription sont accordées par le chef d'établissement dans le respect d'un plafond de 10% des étudiants inscrits hors personnes boursiers de l'Etat et pupilles de la Nation.

Les étudiants accueillis dans le cadre d'accords de partenariat, de programmes d'accueil d'étudiants, les étudiants formés à distance et empêchés ne sont pas comptabilisés dans ce plafond. De même les étudiants « qui suivent un enseignement dispensé dans un établissement étranger en application d'une convention conclue avec un établissement français » (cas des étudiants inscrits dans les diplômes délocalisés).

L'Université Jean Moulin Lyon 3 a décidé d'appliquer l'exonération partielle des droits différenciés depuis 2019.

Décide

d'approuver que l'ensemble des étudiants assujettis aux droits d'inscription différenciés sur l'année universitaire 2024-2025 bénéficieront d'une exonération partielle, leur permettant d'acquitter un montant de droits égal à celui acquitté par les étudiants nationaux, dans la limite de 10% des étudiants inscrits hors boursiers de l'Etat et pupilles de la Nation.

La présente délibération a été approuvée à l'unanimité par :

✓	Nombre de membres présents et représentés :	26
✓	Nombre de voix pour :	26
✓	Nombre de voix contre :	0
✓	Nombre d'abstention :	0

Lyon, le 28 novembre 2023

**Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique**



Gilles BONNET

Délibération n° D2023-11-12-sco
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 28 novembre 2023

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3 et suivants ;

Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;

Vu l'avis de la commission de la formation et de la vie universitaire du 14 novembre 2023,

Sur proposition du président de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré,

Décide

d'approuver les tarifs de la formation professionnelle, formation continue et alternance (DN, DU, certificats) de l'IAE, à partir de l'année universitaire 2023-2024, présentés en annexe de la présente délibération.

La présente délibération a été approuvée à l'unanimité par :

✓	Nombre de membres présents et représentés :	26
✓	Nombre de voix pour :	26
✓	Nombre de voix contre :	0
✓	Nombre d'abstention :	0

Lyon, le 28 novembre 2023

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique



Gilles BONNET

Tarifs de la Formation Professionnelle FC et alternance (DN/DU/CERTIFICATS) - A partir de l'année universitaire 2023-2024
Tarifs actualisés selon les recommandations de France Compétences - Sous réserve de validation par les instances de l'Université

* En cas de facturation sur la base du coût horaire, le montant total des factures sera ajusté au montant forfaitaire.
** Demi-tarif pour les demandeurs d'emploi : Pour tous les diplômes, un demi-tarif est prévu pour les demandeurs d'emploi qui financent personnellement leur formation et peuvent à ce titre éventuellement mobiliser leur CPF (Compte Personnel Formation), sous réserve de présentation d'un justificatif d'inscription à Pôle Emploi, daté du jour de la rentrée. Dans le cas d'un pack M1/M2 consécutifs, le justificatif sera demandé pour chacune des deux années.
*** Hors droits d'inscriptions à l'université lorsqu'ils sont applicables - le CFA se charge d'assumer le possible reste à charge, sauf dérogation au coût OPCO accordée en contrepartie d'une convention partenariale.

Les modifications sont indiquées en jaune

Fiche RNCP	Code diplôme CFA		PARCOURS	VOLUME HORAIRE MAQUETTE	TARIF FOR-FAITAIRE par apprenant*** 2023-2024	TARIF HORAIRE*	1/2 TARIF FC POUR LES DEMANDEURS D'EMPLOI**
30141	25023227		LP Chargé d'Affaires en Bâtiment (CAB)	561	8 200 €	14,62 €	4 100,00 €
30117	25025004		LP Conception et Management de l'Eclairage (CME)	620	7 800 €	12,58 €	3 900,00 €
30086	25031099		LP Office Manager	512	8 000 €	15,63 €	4 000,00 €
29631	2503123D		LP Métiers de la Vente (Vente)	520	7 500 €	14,42 €	3 750,00 €
30101	25032053		LP Communication Multimedia - C2M	600	6 595 €	10,99 €	3 297,50 €
30181	25031325		LP Commerce en Banque Assurance (Bourg et Lyon)	537	9 000 €	16,76 €	4 500,00 €
30106	25031503		LP Ressources Humaines et Paie (Bourg et Lyon)	640	6 490 €	10,14 €	3 245,00 €
29740	2503123A		LP Commerce en B to B des Produits de l'Industrie (BtoB) Lyon	561	7 700 €	13,73 €	3 850,00 €
			LP Commerce en B to B des Produits de l'Industrie (BtoB) Bourg en Bresse	561	7 700 €	13,73 €	3 850,00 €
			LP Management et Gestion de Rayon (DISTRISUP)	595	7 700 €	12,94 €	3 850,00 €
35526	26031403		DCG L2 (Bourg et Lyon)	550	7 596,00 €	13,81 €	3 798,00 €
			DCG L3 (Bourg et Lyon)	554	7 596,00 €	13,71 €	3 798,00 €
			DCG L2 et L3 (Bourg et Lyon)	1 104	15 192,00 €	13,76 €	7 596,00 €
35044	16031401		DSCG M1 (Bourg et Lyon)	668	8 000,00 €	11,98 €	4 000,00 €
			DSCG M2 (Bourg et Lyon)	468	8 000,00 €	17,09 €	4 000,00 €
			DSCG M1 et M2 (Bourg et Lyon)	1 136	16 000,00 €	14,08 €	8 000,00 €
35921	13531113		M1 Gestion de production logistique Achats (Lyon et Bourg en Bresse)	462	7 670,00 €	16,60 €	3 835,00 €
			M2 Management des achats en PME-PMI (Bourg)	448	7 670,00 €	17,12 €	3 835,00 €
			M2 Management Industriel et Logistique (Bourg-en-Bresse)	448	7 670,00 €	17,12 €	3 835,00 €
			M1 + M2 MIL (Bourg en Bresse) 2022/2024	930	15 170,00 €	16,31 €	7 585,00 €
			M1 + M2 MIL (Bourg) 2023/2025	910	15 340,00 €	16,86 €	7 670,00 €
			M1 + M2 Management des Achats (Lyon) 2022/2024	930	15 170,00 €	16,31 €	7 585,00 €
			M1 + M2 Management des Achats (Lyon et Bourg) 2023/2025	910	15 340,00 €	16,86 €	7 670,00 €
			M2 Management des Achats - deux parcours (Lyon)	448	7 670,00 €	17,12 €	3 835,00 €
35907	13531276		M1 Marketing Stratégique et Opérationnel	462	7 960,00 €	17,23 €	3 980,00 €
			M2 Marketing Stratégique et Opérationnel	448	7 960,00 €	17,77 €	3 980,00 €
			M1 et M2 Marketing Stratégique et Opérationnel - 2022/2024	930	15 200,00 €	16,34 €	7 600,00 €
			M1 et M2 Marketing Stratégique et Opérationnel - 2023/2025	910	15 920,00 €	17,49 €	7 960,00 €
			M2 Marketing Connecté et Communication Digitale	448	7 960,00 €	17,77 €	3 980,00 €
			M2 Vente et Management Commercial	448	7 960,00 €	17,77 €	3 980,00 €
			M1 Marketing, vente - Transition Digitale et Environnement - Bourg en Bresse	462	7 960,00 €	17,23 €	3 980,00 €
			M2 Marketing et Vente - BtoB - Bourg en Bresse	448	7 960,00 €	17,77 €	3 980,00 €
			M1 et M2 Marketing, Vente - Bourg en Bresse - 2022/2024	930	15 200,00 €	16,34 €	7 600,00 €
			M1 et M2 Marketing, Vente - Bourg en Bresse - 2023/2025	910	15 920,00 €	17,49 €	7 960,00 €
35919	13531392		M1 Gestion de patrimoine et Banque (GP)	462	7 768,00 €	16,81 €	3 884,00 €
			M2 Gestion de patrimoine (GP)	448	7 768,00 €	17,34 €	3 884,00 €
			M2 Conformité bancaire et contrôle interne des risques (CBCIR)	510	9 190,00 €	18,02 €	4 595,00 €
			M2 Chargé d'Affaires Entreprises en Banque (CAEB) Ex. Mention finance	448	7 768,00 €	17,34 €	3 884,00 €
			M1 ET M2 Gestion de patrimoine 2022/2024 (GP et CAEB)	930	17 446,00 €	18,76 €	8 723,00 €
			M1 ET M2 Gestion de patrimoine 2023/2025 (GP et CAEB)	910	15 536,00 €	17,07 €	7 768,00 €
35913	13531391		M1 Audit Financier	462	8 110,00 €	17,55 €	4 055,00 €
			M2 Audit Financier 2023/2024	448	8 110,00 €	18,10 €	4 055,00 €
			M1 M2 Audit financier 2022-2024	970	15 400,00 €	15,88 €	7 700,00 €
			M1 M2 Audit financier 2023-2025	910	16 220,00 €	17,82 €	8 110,00 €
			M1 Animation et Développement de Réseaux de Franchises - ADRE (M1)	462	8 064,00 €	17,45 €	4 032,00 €
			M2 Animation et Développement de Réseaux d'Enseignes - ADRF	448	8 064,00 €	18,00 €	4 032,00 €
			M1 et M2 Animation et Développement de Réseaux de Franchises 2022/2024	930	16 128,00 €	17,34 €	8 064,00 €
			M1 et M2 Animation et Développement de Réseaux de Franchises 2023/2025	910	16 128,00 €	17,72 €	8 064,00 €
			M1 Manager Qualité Sécurité Environnement (QSE)	462	8 850,00 €	19,16 €	4 425,00 €
			M2 Manager Qualité Sécurité Environnement (QSE)	448	8 850,00 €	19,75 €	4 425,00 €
			M1 et M2 Manager Qualité Sécurité Environnement (QSE) 2022/2024	930	17 700,00 €	19,03 €	8 850,00 €
			M1 et M2 Manager Qualité Sécurité Environnement (QSE) 2023/2025	910	17 700,00 €	19,45 €	8 850,00 €
			M1 Management de centres de profit en activité d'Hôtellerie, Restauration et de Loisirs -HRL	462	8 000,00 €	17,32 €	4 000,00 €
			M2 Management de centres de profit en activité d'Hôtellerie, Restauration et de Loisirs -HRL	448	8 000,00 €	17,86 €	4 000,00 €
			M1 et M2 Management de centres de profit en activité d'Hôtellerie, Restauration et de Loisirs - HRL 2022/2024	930	16 000,00 €	17,20 €	8 000,00 €

Tarifs de la Formation Professionnelle FC et alternance (DN/DU/CERTIFICATS) - A partir de l'année universitaire 2023-2024
Tarifs actualisés selon les recommandations de France Compétences - Sous réserve de validation par les instances de l'Université

* En cas de facturation sur la base du coût horaire, le montant total des factures sera ajusté au montant forfaitaire.
** Demi-tarif pour les demandeurs d'emploi : Pour tous les diplômes, un demi-tarif est prévu pour les demandeurs d'emploi qui financent personnellement leur formation et peuvent à ce titre éventuellement mobiliser leur CPF (Compte Personnel Formation), sous réserve de présentation d'un justificatif d'inscription à Pôle Emploi, daté du jour de la rentrée. Dans le cas d'un pack M1/M2 consécutifs, le justificatif sera demandé pour chacune des deux années.
*** Hors droits d'inscriptions à l'université lorsqu'ils sont applicables - le CFA se charge d'assumer le possible reste à charge, sauf dérogation au coût OPCO accordée en contrepartie d'une convention partenariale.

Les modifications sont indiquées en jaune

Fiche RNCP	Code diplôme CFA		PARCOURS	VOLUME HORAIRE MAQUETTE	TARIF FOR-FAITAIRES par apprenant*** 2023-2024	TARIF HORAIRE*	1/2 TARIF FC POUR LES DEMANDEURS D'EMPLOI**
35911	1353103		M1 et M2 Management de centres de profit en activité d'Hôtellerie, Restauration et de Loisirs - HRL 2023/2025	910	16 000,00 €	17,58 €	8 000,00 €
			M2 Management et Communication	448	8 000,00 €	17,86 €	4 000,00 €
			M1 MEQ2D Management des Equipes, Qualités et Développement Durable	462	6 468,00 €	14,00 €	3 234,00 €
			M2 MEQ2D Management des Equipes, Qualité et Développement Durable	448	6 272,00 €	14,00 €	3 136,00 €
			M1 MEQ2D + M2 MEQ2D 2022/2024	930	13 020,00 €	14,00 €	6 510,00 €
			M1 MEQ2D + M2 MEQ2D 2023/2025	910	12 740,00 €	14,00 €	6 370,00 €
			M1 MC2 Management, Conseil et Changement	462	6 468,00 €	14,00 €	3 234,00 €
			M2 MC2 Management, Conseil et Changement	448	6 272,00 €	14,00 €	3 136,00 €
			M1 MC2 + M2 MC2 2023/2025	910	12 740,00 €	14,00 €	6 370,00 €
			M1 MC2 + M2 MC2 2022/2024	930	13 020,00 €	14,00 €	6 510,00 €
			M1 MC2 + M2 MEQ2D 2023/2025	910	12 740,00 €	14,00 €	6 370,00 €
			M2 CTERSAMS Conduite du Changement dans les Territoires, Etablissements et réseaux sanitaires et médico-sociaux 2022 Nouvelle mention	448	6 272,00 €	14,00 €	3 136,00 €
			M1 MC2 + M2 CETERSAMS 2023/2025	910	12 740,00 €	14,00 €	6 370,00 €
			M1 MEQ2D + M2 CETERSAMS 2022/2024	930	13 020,00 €	14,00 €	6 510,00 €
			M1 MEQ2D + M2 CETERSAMS 2023/2025	910	12 740,00 €	14,00 €	6 370,00 €
			M1 MEQ2D + M2 RSEO 2022-2024	930	13 020,00 €	14,00 €	6 510,00 €
			M1 MEQ2D + M2 RSEO 2023-2025	910	14 458,00 €	15,89 €	7 229,00 €
			M1 MEQ2D + M2 MC2 2023/2025	910	12 740,00 €	14,00 €	6 370,00 €
35912	13531550		M1 Management des ressources humaines et organisation	462	7 990,00 €	17,29 €	3 995,00 €
			M2 Management des ressources humaines et organisation	448	7 990,00 €	17,83 €	3 995,00 €
			M1 et M2 Management des ressources humaines et organisation - 2 parcours 2022/2024	930	14 300,00 €	15,38 €	7 150,00 €
			M1 et M2 Management des ressources humaines et organisation - 2 parcours 2023/2025	910	15 980,00 €	17,56 €	7 990,00 €
			M2 Responsabilité Socio-économique des Organisations	448	7 990,00 €	17,83 €	3 995,00 €
35908	*		M2 Systèmes d'Information Avancés - SIA	518	8 064,00 €	15,57 €	4 032,00 €
			M2 Management et Stratégie des Systèmes d'Information - MS2I	448	8 064,00 €	18,00 €	4 032,00 €
35918	13531445		M1 et M2 CONSEIL STRATEGIE ET EXPERTISE (CSE) 2022/2024	930	16 330,00 €	17,56 €	8 165,00 €
			M1 et M2 CONSEIL STRATEGIE ET EXPERTISE (CSE) 2023/2025	910	16 000,00 €	17,58 €	8 000,00 €
			M2 CONSEIL STRATEGIE ET EXPERTISE (CSE) 2023/2024	448	8 000,00 €	17,86 €	4 000,00 €
			M2 Contrôle de Gestion	448	8 000,00 €	17,86 €	4 000,00 €
			M2 Diagnostic et Audit des Organisations - DAO	448	8 000,00 €	17,86 €	4 000,00 €
35922	1353103P		M2 Entrepreneuriat et Développement des Entreprises Nouvelles - EDEN	448	8 600,00 €	19,20 €	4 300,00 €
35915	135 3102E		M2 Manager des Affaires Européennes	448	8 454,00 €	18,87 €	4 227,00 €
35924	*		L2 MEQ 2D Management des Equipes, qualité et Développement Durable	500	7 000,00 €	14,00 €	3 500,00 €
35924	*		L3 MEQ 2D Management des Equipes, qualité et Développement Durable	500	7 000,00 €	14,00 €	3 500,00 €
35918	*		Master 2 - Contrôle de Gestion et Audit - FC Pure	312,5	9 500,00 €	30,40 €	4 750,00 €
35919	*		Master 2 - Gestion de Patrimoine - FC Pure	305	9 500,00 €	31,15 €	4 750,00 €
35912	*		Master 2 - Gestion des Ressources Humaines - FC Pure	360	9 500,00 €	26,39 €	4 750,00 €
35912	*		Master 2 - Gestion des Ressources Humaines - parcours COACHING - FC Pure	360	9 500,00 €	26,39 €	4 750,00 €
35922	*		Master 2 - Entrepreneuriat et Mgt de Projets - Management de l'Innovation et des Projets Complexes - FC Pure	280	9 500,00 €	33,93 €	4 750,00 €
*	*		Master 1 MAE - Management Général - FC Pure	347	7 500,00 €	21,61 €	3 750,00 €
*	*		Pack Master 1 MAE FC - Management Général et Master 2 de Formation Continue (pure FC)	En fonction de la formation	13 250,00 €	En fonction du volume horaire maquette	6 625,00 €
*	*		Pack Master 1 MAE FC - Management Général et Master 2 Formation Initiale (hors alternance)	En fonction de la formation	11 250,00 €	En fonction du volume horaire maquette	5 625,00 €
*	*		Pack Master 1 MAE FC - Management Général et Master 2 FA	En fonction de la formation	3750,00€+Tarif du master 2 visé	En fonction du volume horaire maquette	1875,00€+50% du tarif du M2 FA visé

Tarifs de la Formation Professionnelle FC et alternance (DN/DU/CERTIFICATS) - A partir de l'année universitaire 2023-2024
Tarifs actualisés selon les recommandations de France Compétences - Sous réserve de validation par les instances de l'Université

* En cas de facturation sur la base du coût horaire, le montant total des factures sera ajusté au montant forfaitaire.
** Demi-tarif pour les demandeurs d'emploi : Pour tous les diplômes, un demi-tarif est prévu pour les demandeurs d'emploi qui financent personnellement leur formation et peuvent à ce titre éventuellement mobiliser leur CPF (Compte Personnel Formation), sous réserve de présentation d'un justificatif d'inscription à Pôle Emploi, daté du jour de la rentrée. Dans le cas d'un pack M1/M2 consécutifs, le justificatif sera demandé pour chacune des deux années.
*** Hors droits d'inscriptions à l'université lorsqu'ils sont applicables - le CFA se charge d'assumer le possible reste à charge, sauf dérogation au coût OPCO accordée en contrepartie d'une convention partenariale.

Les modifications sont indiquées en jaune

Fiche RNCP	Code diplôme CFA		PARCOURS	VOLUME HORAIRE MAQUETTE	TARIF FOR-FAITAIRES par apprenant*** 2023-2024	TARIF HORAIRE*	1/2 TARIF FC POUR LES DEMANDEURS D'EMPLOI**
35916	*		Master 2 - MAE - Management Général - FC Pure	437	9 500,00 €	21,74 €	4 750,00 €
35916	*		Master 2 - MAE - Management Général parcours Cadre Hospitalier - FC PURE	185,5	4 400,00 €	23,72 €	2 200,00 €
35916	*		Master 2 MAE - Etudes et recherche en Management	344,0	4 000,00 €	11,63 €	2 000,00 €
35916	*		Master 2 - MAE - IMBA (International Master of Business Administration) FC Pure	450	13 500,00 €	30,00 €	6 750,00 €
35907	*		Master 2 - Marketing et Vente - Direction Commerciale FC Pure	340	9 500,00 €	27,94 €	4 750,00 €
*	*		DU Management de la Qualité de Vie et Santé	154	4 800,00 €	31,17 €	2 400,00 €
*	*		DU Reconversion Collaborateur Comptable FC Pure	210	4 500,00 €	21,43 €	non concerné
*	*		DU Finance et Contrôle de Gestion FC Pure	140	6 300,00 €	45,00 €	non concerné
*	*		DU Responsable confirmé de la Paie FC Pure	140	6 300,00 €	45,00 €	non concerné
*	*		Certificat Manager IFRS	60	3 900,00 €	65,00 €	non concerné
*	*		Master 2 - Contrôle de Gestion et Audit - FC Pure - Remise à niveau - Comptabilité Générale	10,5	300,00 €	-	150,00 €
*	*		Master 2 - Contrôle de Gestion et Audit - FC Pure - Remise à niveau - Comptabilité analytique	10,5	300,00 €	-	150,00 €
*	*		Master 2 - Contrôle de Gestion et Audit - FC Pure - Remise à niveau - Politique financière	21,0	450,00 €	-	225,00 €
*	*		Master 2 - Contrôle de Gestion et Audit - FC Pure - Remise à niveau - Stratégie	14,0	300,00 €	-	150,00 €
*	*		Master 2 - Contrôle de Gestion et Audit - FC Pure - Remise à niveau - Forfait totalité des modules	56,0	1 200,00 €	-	600,00 €
*	*		Suivi de mémoire FC (VAE, Validation partielle, redoublement pour UE Professionnalisation non validée)	6,0	500,00 €	-	non concerné
*	*		Autres Master 2	En fonction de la formation	7 500,00 €	En fonction du volume horaire	3 750,00 €
*	*		Autres Master 1	En fonction de la formation	6 800,00 €	En fonction du volume horaire	3 400,00 €
*	*		Autres Licences 1	En fonction de la formation	1 800,00 €	En fonction du volume horaire	900,00 €
*	*		Autres Licences 2	En fonction de la formation	3 000,00 €	En fonction du volume horaire	1 500,00 €
*	*		Autres Licences 3	En fonction de la formation	6 800,00 €	En fonction du volume horaire	3 400,00 €
*	*		CERTIFICATS FC	En fonction de la formation	*	45,00 €	non concerné
*	*		SEMINAIRES INTERNATIONAUX - Participants de formation continue	18	1 650,00 €	91,67 €	825,00 €
35916	*	RNCP35916BC02 Mobiliser et produire des savoirs hautement spécialisés	Certificat 1 Définir un projet et un design de recherche FC	40	1 000,00 €	25,00 €	500,00 €
35916	*	S'approprier les usages avancés et spécialisés des outils numériques	Certificat 2 Collecter les données FC	40	1 000,00 €	25,00 €	500,00 €
35916	*	Mesurer et contrôler via des outils et méthodes de gestion en management et administration des	Certificat 3 Analyse des données FC	53	1 325,00 €	25,00 €	662,50 €
35916	*	RNCP35916BC03 Communiquer en contexte professionnel	Certificat 4 Communiquer les résultats d'une recherche FC	27	675,00 €	25,00 €	337,50 €
35916	*	RNCP35916BC01 - RNCP35916BC02 - RNCP35916BC03 - RNCP35916BC07	DU METHODE DE RECHERCHE EN MANAGEMENT - FC	160	3 500,00 €	21,88 €	1 750,00 €
35916	*		PARCOURS METHODE DE RECHERCHE EN MANAGEMENT - Pour les étudiants FI/FA et participants FC déjà inscrits sur l'année universitaire 2023-2024	160	0,00 €	0,00 €	0,00 €
*	*		DU METHODE DE RECHERCHE EN MANAGEMENT - FI	160	500,00 €	3,13 €	NC
*	*		DU LEADERSHIP MEDICAL	120	4 800,00 €	40,00 €	2 400,00 €
*	*		Certificat Professionnel en Entreprise - post M2	0	500,00 €	non concerné	non concerné

Présentiel
Visio
Présentiel
Visio
Mixte

Délibération n° D2023-11-13-sco
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 28 novembre 2023

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3 et suivants ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu l'avis de la commission de la formation et de la vie universitaire du 14 novembre 2023,

Après en avoir délibéré,

Décide

d'approuver la création du diplôme universitaire (DU) « Droit des procédures » à compter de janvier 2024 et les tarifs d'inscription tels que présentés en annexe de la présente délibération.

La présente délibération a été approuvée à l'unanimité par :

✓	Nombre de membres présents et représentés :	26
✓	Nombre de voix pour :	26
✓	Nombre de voix contre :	0
✓	Nombre d'abstention :	0

Lyon, le 28 novembre 2023
Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique



Gilles BONNET

DU « droit des procédures »

Présentation générale

Les matières de procédure (civile et pénale) sont fondamentales pour la formation des juristes. Elles permettent de mettre en œuvre toutes les autres branches du droit civil et pénal et reposent sur des concepts fondamentaux et complexes (action, instance, jugement, autorité de chose jugée, administration de la preuve...). Par-delà leur richesse théorique, elles ont une importance décisive dans la pratique professionnelle : l'avocat, le magistrat, mais aussi le notaire ou le juriste d'entreprise doivent absolument maîtriser les procédures.

Il apparaît que les enseignements dispensés en licence 3 (sans travaux dirigés pour la procédure civile) ne permettent pas aux étudiants d'acquérir une véritable expertise en procédures. Les études réalisées auprès de ces publics démontrent que les étudiants sont en attente d'applications concrètes afin de pouvoir mettre en pratique les enseignements en s'exerçant à la rédaction d'actes et à l'élaboration de stratégies contentieuses.

C'est dans ce contexte qu'est proposée la création d'un DU en droit des procédures accessible aux étudiants de L3 désirant dès la fin de leur licence compléter leur formation en procédure civile et pénale, mais également aux étudiants de master 1 ou aux préparants de l'IEJ intéressés par un renfort en procédure. Ce DU permettra de parfaire l'exploration des disciplines précitées et d'initier les étudiants à la résolution de cas, la rédaction d'actes et l'élaboration de stratégies procédurales.

Maquette

60 h de CM

Période des cours : à partir de janvier et semaine intensive après les cours

UE 1 : Procédure civile (30h)

ECUE 1 : Droit commun du procès civil 9 h

Révision et consultations / conclusions à rédiger

- Actes de procédure : formalisme, notifications
- Modes amiables
- Action
- Compétence
- Principes directeurs : principe dispositif, principe du contradictoire
- Jugement

ECUE 2 : Procès civil en première instance 4,5 h

Révision et consultations / conclusions à rédiger

- Procédure écrite devant le tribunal judiciaire
- Procédure orale devant le tribunal judiciaire
- Référé - requête

ECUE 3 : Procès civil en appel 4,5h

Révision et consultations / conclusions à rédiger

- Procédure d'appel avec représentation obligatoire
- Procédure d'appel sans représentation obligatoire

ECUE 4 : Stratégie procédurale globale et modes amiables 12h

« Semaine intensive ». Étude de cas et simulations.

UE 2 : Procédure pénale (30h)

ECUE 5 : L'enquête 3 h

Théorie des T.S.E (Techniques spéciales d'enquêtes)

ECUE 6 : L'orientation des poursuites (la phase parquet) 3 h

Le choix des poursuites (simulation)

ECUE 7 : L'instruction préparatoire 3 h

Théorie de l'instruction

ECUE 8 : Le jugement 3 h

Théorie de la conduite de l'audience et de la gestion des incidents

ECUE 9 : L'exécution des peines 3 h

Théorie de l'exécution des peines en milieu ouvert (1.5 heures)

Théorie de l'exécution des peines en milieu fermé (1.5 heures)

Semaine intensive(15 h) : Simulation sur la pratique des cadres d'enquête, des pouvoirs d'enquêtes, de l'instruction, de l'audience, des peines .



Faculté de Droit

Tarifs - DU Droit des procédures à compter de janvier 2024

- Tarifs 470€ -

(Y compris tarif national)

Effectif prévisionnel : 30 étudiants

Délibération n° D2023-11-14-acc
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 28 novembre 2023

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-2 et L. 712-3 ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 08 janvier 2019 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2021-01-05-ins du 26 janvier 2021 portant approbation de la délégation de pouvoir du conseil d'administration au président,

Décide

d'approuver la convention suivante :

NUMERO	PARTENAIRES	OBJET
2023-06-G-075	Fondation Innovation Transitions	Avenant n°3 à la convention portant création de la Fondation « Université Jean Moulin »

La présente délibération a été approuvée à l'unanimité par :

✓ Nombre de membres présents et représentés :	26
✓ Nombre de voix pour :	26
✓ Nombre de voix contre :	0
✓ Nombre d'abstention :	0

Lyon, le 28 novembre 2023

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président, chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique,



Gilles BONNET

AVENANT 3
A LA CONVENTION PORTANT CREATION
DE LA FONDATION « UNIVERSITE JEAN MOULIN »

Fondation sous l'égide de la Fondation Innovation et Transitions

ENTRE :

L'UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON 3, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,

Sise 1C avenue des Frères Lumière – 69008 Lyon

Représentée par son Président, Monsieur Eric Carpano

Ci-après désigné « Le fondateur » ou « la fondation abritée »

D'UNE PART,

ET :

LA FONDATION INNOVATION ET TRANSITIONS,

Instituée par décret du 23 mars 2012 sous le nom de « Fondation pour l'Université de Lyon »

Reconnue d'utilité publique par décret du 24 octobre 1988 et régie par les statuts modifiés par décret du 20 décembre 2022,

Dont le siège social est situé 3 Place de la Bourse 69002 Lyon

Représentée par sa Directrice générale, Madame Cécile Cassin, dûment habilitée

Ci-après désignée par la « **Fondation abritante** »,

D'AUTRE PART,

PREAMBULE :

Les parties ont signé le 7 février 2013 une convention (ci-après la « Convention ») portant création d'une fondation sous égide dénommée « Fondation Université Lyon 3 » pour une durée de 5 ans. Cette convention a été reconduite pour une durée de 3 ans par avenant signé le 14 février 2018 (« avenant 1 »), puis de 2 ans par avenant du 23 avril 2021 (« avenant 2 »).

Depuis, la Fondation pour l'Université de Lyon a connu une refonte statutaire, validée par le Conseil d'Etat le 20 décembre 2022. Selon ses nouveaux statuts, la fondation abritante a pour but de favoriser le progrès de la connaissance et de l'innovation en portant des actions soutenues par un ou plusieurs acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche et du monde économique dans les domaines de l'innovation scientifique, technologique, sociale et environnementale, et de contribuer ainsi à un développement scientifique, environnemental, social, économique et culturel équilibré et solidaire.

Sans conséquence sur les relations qui la lient aux fondations abritées, le changement de statut a entraîné une modification de dénomination de la fondation abritante. Depuis la publication au journal officiel du 27 décembre 2022, celle-ci est désormais désignée Fondation Innovation et Transitions.

Par le présent avenant, les parties désirent renouveler l'abri au sein de la Fondation Innovation et Transitions pour une durée de 5 ans.

Aussi, dans le cadre du renforcement de la mise en conformité avec la réglementation nationale et européenne relative à la protection des données, la fondation abritante souhaite renforcer le contrôle et les obligations qui s'imposent à ses fondations abritées.

Dans ce cadre, les Parties sont convenues de modifier par le présent avenant (ci-après le « **présent Avenant** ») la convention d'abri.

Dans ce contexte, les parties décident :

ARTICLE 1- MODIFICATION DU TITRE I-ARTICLE 2 RELATIF A L'OBJET

Par le présent avenant, les parties souhaite modifier l'objet de la fondation Université Jean Moulin Lyon 3 de la manière suivante :

La fondation Université Jean Moulin Lyon 3 a pour objet de développer, d'encadrer et de financer des projets qui permettent de soutenir toute action, en France et à l'international, entrant dans le champ de compétences de l'Université Jean Moulin Lyon 3 dans une logique d'intérêt général, et notamment dans les domaines de la recherche en sciences humaines et sociales au service de la Société, de la formation et de la vie étudiante.

La fondation Université Jean Moulin pourra par exemple héberger des chaires ou tout projet d'intérêt général ayant un lien direct avec l'objet décrit ci-dessus.

ARTICLE 2 - MODIFICATION DU TITRE III – ARTICLE 8 RELATIF AUX DISPOSITIONS FINANCIERES

Par le présent avenant, les parties conviennent de réviser l'article 8 de la convention d'abri de la manière suivante :

Article 8 – Ressources (inchangé)

8.1 Les ressources de la Fondation Université Jean Moulin sont composées :

- des versements faits par les organismes de droit privé et les personnes physiques à destination de projets clairement identifiés au sein de la Fondation Université Jean Moulin. (ajout)
- des subventions qui lui sont affectées par l'Europe, l'État, les collectivités territoriales, leurs établissements publics et leurs groupements. Toute demande de subvention est initiée par la Fondation Université Jean Moulin puis signée par la fondation abritante. (ajout)
- des legs et donations dont la procédure d'instruction sera initiée et finalisée par la Fondation abritante de la fondation Université Jean Moulin et désignée comme telle dans le testament

ARTICLE 3 - MODIFICATION DU TITRE III - ARTICLE 9 DESORMAIS INTITULE : « ENGAGEMENTS DES PARTIES »

Par le présent avenant, les parties souhaitent réviser l'article 9 de la convention d'abri par une réorganisation et un ajout relatif aux obligations de la fondation abritée.

9.1 Engagements de la fondation abritante (disposition inchangée)

La Fondation abritante s'engage :

- à exécuter les décisions du Comité exécutif de la fondation Université Jean Moulin Lyon 3 sous réserve qu'elles soient conformes aux statuts et au règlement intérieur de la Fondation abritante

- à établir chaque année un compte d'exploitation
- à gérer le patrimoine du fonds
- à régler les legs ou donations consentis à la Fondation abritante pour le compte du fonds, sous réserve que les charges et conditions soient conformes à la convention ainsi qu'aux statuts du règlement intérieur et à la déontologie de la Fondation abritante
- à encaisser les versements et à remettre un reçu fiscal aux donateurs

9.2 Engagements de la fondation abritée

9.2.1 Obligations générales dans le cadre de l'abri (disposition inchangée)

Le Comité exécutif de la Fondation Université Jean Moulin Lyon 3 s'engage à :

- Faire connaître les buts et les moyens du fonds, à recueillir les fonds nécessaires à son fonctionnement et à introduire les demandes d'aide
- Respecter les procédures de fonctionnement de la Fondation abritante.

9.2.2 Obligations en termes de protection des données (ajout)

La Fondation abritée s'engage à respecter la réglementation générale sur la protection des données personnelles, et notamment le Règlement européen UE n°2016/679 du Parlement et du Conseil du 27 avril 2016, communément désigné sous l'acronyme « RGPD ».

Dans l'exercice de ses activités internes et externes, la fondation Université Jean Moulin Lyon 3 s'engage à mettre en œuvre les dispositions techniques et organisationnelles permettant de garantir la protection des Données Personnelles détenues contre tout accès non autorisé ainsi que contre toute violation, perte, divulgation non autorisée ou destruction fortuite, et à alerter si l'une de ces hypothèses se réalise, afin que celle-ci puisse alerter les personnes physiques concernées.

Elle s'engage également à garantir aux personnes physiques concernées par le traitement de Données Personnelles le droit d'être d'informées et d'accéder aux Données Personnelles les concernant, le droit de rectification et d'effacement, le droit de limitation et d'opposition au traitement, le droit de ne pas faire l'objet d'un traitement automatisé de données destiné à définir leur profil ou à évaluer certains aspects de leur personnalité, ainsi que le droit à la portabilité, lequel devra s'entendre strictement des Données Personnelles collectées directement auprès des personnes physiques concernées.

En conformité avec les exigences notamment rappelées par la CNIL, cela nécessite concrètement que la fondation abritée devra :

- Tenir un registre de traitement récapitulatif des activités de traitement opérées au sein de la fondation abritée
- Trier et fixer une durée de conservation des données
- Assurer le respect des droits des citoyens en leur donnant la possibilité d'exercer leur droit d'accès, de rectification, d'opposition, d'effacement.
- Donner des garanties en termes de sécurisation des données
- Avertir immédiatement la fondation abritante de toutes violations éventuelles de sécurité de données personnelles (perte de document ou failles de sécurité)
- Être vigilant dans le choix des prestataires auxquels elle estime nécessaire d'avoir recours pour la gestion de son activité. La fondation abritée doit notamment s'assurer que le sous-traitant présente des garanties suffisantes quant au respect du RGPD.

La fondation abritée reconnaît que la fondation abritante pourra lui demander de mettre à disposition toute information nécessaire pour démontrer le respect des obligations mentionnées ».


ARTICLE 4 – MODIFICATION DU TITRE V RELATIF A LA DUREE ET DISSOLUTION

Par le présent avenant, la convention de création de la Fondation Université Jean Moulin est reconduite pour une durée de 5 ans à compter du 14 février 2023.

Fait à Lyon, le

Pour la Fondation abritée
Le Fondateur

Eric Carpano

✓ Certified by  yousign

Monsieur Eric Carpano
Président de l'Université Jean Moulin

Pour la Fondation abritante
Fondation Innovation et Transitions

Madame Cécile Cassin
Directrice générale

Délibération n° D2023-11-15-acc
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 28 novembre 2023

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-2 et L. 712-3 ;

Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 08 janvier 2019 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° D2021-01-05-ins du 26 janvier 2021 portant approbation de la délégation de pouvoir du conseil d'administration au président,

Décide

d'approuver la convention suivante :

NUMERO	PARTENAIRES	OBJET
2023-10-G-145	Ministère de la Culture	Convention annuelle d'objectifs 2023, subvention de fonctionnement, dictionnaire des francophones

La présente délibération a été approuvée à l'unanimité par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 26
- ✓ Nombre de voix pour : 26
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Lyon, le 28 novembre 2023

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président, chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique,



Gilles BONNET

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS 2023

Subvention de fonctionnement

n°2023-10-G-145

Délégation générale à langue française et aux langues de France / Université Jean Moulin - Lyon III (Institut international pour la Francophonie) – *Dictionnaire des francophones*

Vu le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au *Journal officiel de l'Union européenne* du 26 juin 2014, notamment son article 53 ;

Vu la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 ;

Vu le décret n° 2022-1736 du 30 décembre 2022 pris en application de l'article 44 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances au titre de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 ;

Vu le programme n° 361 « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » ;

Vu la demande de subvention de l'Université Jean Moulin - Lyon III (Institut international pour la Francophonie) déposée le 19 juin 2023 ;

Vu le régime cadre exempté de notification N°SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2023 ;

Entre

D'une part, le Ministère de la Culture, représenté par Monsieur Paul de SINETY, Délégué général à la langue française et aux langues de France et désigné sous le terme « l'administration »,

Et

D'autre part,

L'Université Jean Moulin - Lyon III (Institut international pour la Francophonie), dont le siège social est situé 1C, avenue des Frères Lumière, CS 78242 Lyon 8^{ème}, 69 372 Lyon cedex 08, représentée par Monsieur Éric Carpano, Président, dûment mandaté,

N° SIRET : 196 924 377 00282

Et ci-après désigné « le bénéficiaire »

PRÉAMBULE

Considérant que, dans le cadre du plan d'action « Une ambition pour la langue française et le plurilinguisme » du Président de la République française, la Délégation générale à la langue française et aux langues de France (DGLFLF, ministère de la Culture) a été chargée de conduire et de piloter le projet de création d'un *Dictionnaire des francophones* ;

Considérant que la DGLFLF a confié la réalisation opérationnelle et l'expertise scientifique du projet de *Dictionnaire des francophones* à l'Institut International pour la Francophonie (2IF, Université Jean Moulin - Lyon III), qui, en tant que partenaire responsable de la maîtrise d'ouvrage du projet, est amené à interagir avec les différents prestataires et autres partenaires de ce projet et à sous-traiter certaines tâches, notamment en ce qui concerne l'hébergement et le développement de la plate-forme ;

Considérant que le *Dictionnaire des francophones*, site internet hébergé par la Très Grande Infrastructure de Recherche pour les humanités numériques du Centre national de la recherche scientifique (Humanum – CNRS), a vocation à faire vivre la richesse de la langue française dans la diversité de ses expressions à travers le monde, et à donner accès au plus grand nombre, et notamment du grand public, de corpus et de ressources lexicographiques en langue française et sous licence libre ;

Considérant le programme « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » du ministère de la Culture ;

Considérant que le projet ci-après présenté par le bénéficiaire participe de cette politique : mise en œuvre du projet de Dictionnaire des francophones, projet majeur du plan présidentiel « langue française et plurilinguisme » ;

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Le bénéficiaire s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet « Dictionnaire des francophones » tel que précisé en annexe I à la présente convention conforme à son objet statutaire.

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour une durée d'un an à compter de la date de sa signature.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total du projet sur la durée de la convention est évalué à 235 000 € conformément au(x) budget(s) prévisionnel(s) en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts qui peuvent être pris en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui

- respectent les conditions des 4. et 5. l'article 53 du règlement (UE) n°651/2014, telles que listées en annexe III ;
- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe III ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par le bénéficiaire ;
- Sont identifiables et contrôlables ;

- et le cas échéant, les coûts indirects éligibles sur la base d'un forfait de 13,80 % du montant total des coûts directs éligibles.

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son (ses) budget(s) prévisionnel(s) à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle n'excède pas 13,80 % au regard du coût total estimé visé à l'article 3.1.

Le bénéficiaire notifie ces modifications à l'administration par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1^{er} juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément « à l'article 5.2 » ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par l'administration de ces modifications.

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Au titre du règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, l'administration contribue financièrement au projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention.

La contribution de l'administration est une aide au fonctionnement et/ou à l'investissement, au sens de l'annexe III de la présente convention et prendra la forme d'une subvention. Elle n'en attend aucune contrepartie directe.

4.1 L'administration contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 80 % maximum des coûts admissibles, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2 Pour l'année 2023, une subvention de 180 000 € est accordée au bénéficiaire.

ARTICLE 5- MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1 L'administration verse 180 000 € euros à la notification de la convention.

5.2 La subvention est imputée sur les crédits du programme 361 — Action 3 — sous action 1 de la mission Culture.

5.3 La contribution financière est créditée au compte du bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements sont effectués au compte ouvert au nom de l'Université Jean Moulin Lyon 3 :

N° IBAN |_F_|_R_|_7_|_6_| |_1_|_0_|_0_|_7_| |_1_|_6_|_9_|_0_| |_0_|_0_|_0_|_0_| |_0_|_0_|_1_|_0_|
|_0_|_4_|_3_|_3_| |_4_|_6_|_0_|

BIC |_T_|_R_|_P_|_U_|_F_|_R_|_P_|_1_|_|_|_|

L'ordonnateur de la dépense est la Délégation générale à la langue française et aux langues de France.

Le comptable assignataire est le contrôleur budgétaire et comptable ministériel auprès du ministre de la culture pour l'administration centrale de l'État.

ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

Le bénéficiaire s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- Le compte rendu financier¹. Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre l'administration et le bénéficiaire. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.
- Les comptes annuels et, lorsqu'un texte législatif ou réglementaire l'impose, le rapport du commissaire aux comptes, le cas échéant, la référence de leur publication au *Journal officiel* ;

Le rapport d'activité, le cas échéant.

Tout autre document listé en annexe.

ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 Le bénéficiaire informe sans délai l'administration de toute modification de son identification et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, Le bénéficiaire en informe l'administration sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 Le bénéficiaire s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle du ministère de la culture sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.]

¹ Pour les organismes privés, le compte rendu financier doit être conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059). Ce modèle de compte-rendu peut servir de référence aux autres personnes morales qui n'entrent pas dans le champ de l'arrêté précité.

7. 4 Le bénéficiaire déclare ne pas être bénéficiaire d'aide illégale et incompatible soumise à obligation de remboursement en vertu d'une décision de la Commission européenne.

ARTICLE 8 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

8.1 Structure générale et code de l'application

L'infrastructure logicielle du site internet « Dictionnaire des francophones » est basée sur du code source mis à disposition sous licence libre. La licence utilisée est la licence Apache, version 2.0 :

<http://www.apache.org/licenses/LICENSE-2.0>.

Les applications « Dictionnaire des francophones » proposées sur Google Play et Apple Store sont basées sur du code source mis à disposition sous licence libre. La licence utilisée est la licence Apache, version 2.0 :

<http://www.apache.org/licenses/LICENSE-2.0>.

Les logos « Dictionnaire des francophones » et « DDF » ainsi que la charte graphique et les différents pictogrammes utilisés sur le site internet et les applications mobiles du Dictionnaire des francophones sont mises à disposition du public sous la licence libre Creative Commons CC-BY-SA 3.0 :

<https://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/fr/>.

8.2 Marques

Les marques de l'Institut international pour la Francophonie, de l'université Lyon 3 Jean Moulin, du ministère de la Culture et de leurs Partenaires ainsi que leurs logos sont des marques protégées par un droit de propriété industrielle.

Toute reproduction totale ou partielle de ces marques et de leur logo sans l'autorisation expresse de leurs ayants droits est donc strictement interdite et constitue un délit de contrefaçon au sens du code de la propriété intellectuelle.

8.3 Contenus textuels

Tous les contenus de nature textuelle (termes, définitions, nomenclature et tout autre renseignement associé aux entrées) proposés sur le Dictionnaire des francophones, autre que les catégories de données énumérées à l'article 2.4.6, sont mis à disposition du public selon les termes de la licence libre Creative Commons CC-BY-SA 3.0 : <https://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/fr>.

8.4 Contributions des Utilisateurs au Dictionnaire des francophones

Les Utilisateurs qui contribuent au Dictionnaire des francophones acceptent expressément de placer ces contributions sous la licence libre Creative Commons CC-BY-SA 3.0 :

<https://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/fr>.

L'ensemble des contributions des Utilisateurs sont mises à disposition du public sous la licence Creative Commons CC-BY-SA 3.0.

8.5 Contenus sonores et audio-visuels

Tous les contenus de nature sonore ou audio-visuelle (prononciations et enregistrements sonores des termes proposés notamment) proposés sur le Dictionnaire des francophones, sont mis à disposition du public selon les termes de la licence libre Creative Commons CC-BY-SA 3.0 : <https://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/fr>.

8.6 Contenus culturels et données lexicographiques produits par les partenaires du ministère de la Culture et présentés dans le cadre du Dictionnaire des francophones

Par exception à l'article 8.3 de la présente convention, les données proposées par certains partenaires du ministère de la Culture sont soumises à des conditions d'utilisation particulières dont le détail figure à l'adresse suivante : <https://www.dictionnairedesfrancophones.org/cgu>

ARTICLE 9 - SANCTIONS

9.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par le *bénéficiaire* sans l'accord écrit de l'administration, celle-ci peut ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire.

9.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 6 peut entraîner la suppression de l'aide. Tout refus de communication des comptes peut entraîner également la suppression de l'aide.

9.3 L'administration informe le bénéficiaire de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique avec accusé de réception.

ARTICLE 10 - ÉVALUATION

L'administration procède à la réalisation d'une évaluation de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 11 - CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION

11.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration. Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de l'aide.

11.2 L'administration contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. L'administration peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure au total annuel des coûts éligibles du *projet* augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5, dans la limite du montant prévu à l'article 3.2 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 12 - CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 10 et aux contrôles de l'article 11.

ARTICLE 13 – AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par l'administration et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 14 - ANNEXES

Les annexes I, II et III font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 15 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

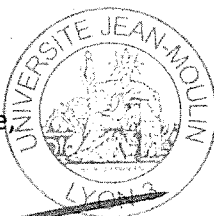
En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse².

ARTICLE 16 - RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Lyon.

Fait à Paris, le 17 OCT. 2023 2023

Pour le bénéficiaire,



Monsieur Éric CARPANO
Président

Pour le Ministre
et par délégation,

Paul DE SINETY
Délégué général à la langue française
et aux langues de France
Monsieur Paul de SINETY
Délégué général

² La résiliation du contrat pour motif d'intérêt général ouvrant par ailleurs droit à indemnité est un principe général de droit des contrats administratifs. Il fait l'objet d'une jurisprudence constante : Conseil d'Etat du 2 mai 1958, affaire commune de Magnac-Laval. Elle s'applique d'office sans qu'il y ait lieu de la mentionner.

ANNEXE I : Le projet « Dictionnaire des francophones »

L'Institut International pour la Francophonie de l'Université Jean Moulin - Lyon III assure le pilotage du projet « Dictionnaire des francophones », sous le contrôle du ministère de la Culture, en tant que principal financeur du projet, et du conseil scientifique du Dictionnaire des francophones, en ce qui concerne les orientations scientifiques du projet.

L'Institut International pour la Francophonie de l'Université Jean Moulin - Lyon III est l'éditeur du site internet dictionnairedesfrancophones.org et des applications mobiles « Dictionnaire des francophones » publiées sur AppStore et Google Play, et en assume la direction de publication ainsi que la pleine responsabilité juridique, notamment celle découlant du statut d'éditeur prévu par la Loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique, et celle de responsable de traitement de données à caractère personnel prévu par le règlement UE 2016/679 (Règlement général sur la protection des données) est transférée à l'Institut International pour la Francophonie de l'Université Jean Moulin - Lyon III.

Les livrables produits et à produire dans le cadre du présent projet sont soumis aux licences décrites à l'article 8 de la présente convention.

Engagements du bénéficiaire

L'Institut International pour la Francophonie de l'Université Jean Moulin - Lyon III s'engage à mettre en œuvre le projet ci-dessous, destiné à réaliser des missions culturelles visées en préambule.

L'Institut International pour la Francophonie de l'Université Jean Moulin - Lyon III apporte toute son expertise scientifique au projet, notamment en matière de lexiques francophones, de connaissances des réseaux francophones et sur la formation dans un contexte francophone.

L'Institut International pour la Francophonie de l'Université Jean Moulin - Lyon III est chargé de la réalisation opérationnelle des différents composants du Dictionnaire des francophones dont le détail figure dans la présente annexe, grâce au financement d'un consortium institutionnel incluant la Délégation générale à la langue française et aux langues de France (ministère de la Culture), et selon l'échéancier défini à l'annexe II de la présente convention.

L'Institut International pour la Francophonie de l'Université Jean Moulin - Lyon III, en tant que responsable de la maîtrise d'ouvrage du Dictionnaire des francophones, interagit directement avec les prestataires identifiés pour le développement des composants du Dictionnaire des francophones. Il rédige les cahiers des charges des composants du Dictionnaire des francophones et prend en charge la passation des marchés publics, dans le strict respect de la réglementation liée aux achats publics. Il s'assure de la conformité et de la qualité des produits livrés et du respect des délais fixés avec les différents prestataires.

Descriptif du projet

Ce projet a pour objectif de construire un ou plusieurs objets numériques permettant aux parlants français, partout dans le monde, de consulter et de proposer des mots en langue française.

Il s'articulera autour :

d'une base de connaissances ouverte recensant et décrivant le plus de mots possible, avec les informations pertinentes pour les comprendre.

des applications numériques permettant de consulter les mots de la langue française à travers des interfaces dynamiques et ergonomiques.

D'espaces d'échange au sein du projet et autour de celui-ci, centrés sur les usages de la langue française.

Le projet se déroule en trois phases principales. Dans un premier temps, il s'est agi de mettre en place la base de connaissances accompagnée d'une première version de l'application de dictionnaire permettant de consulter la base en consultation et de l'enrichir (2018-2021). Dans un deuxième temps, l'outil est enrichi de nouvelles fonctionnalités et de nouveaux contenus (2021-2022). Enfin, depuis 2022, l'outil poursuit son développement avec des composantes d'innovation technologique, l'intégration de nouvelles données au sein d'autres environnements numériques et la communication vers les francophones de ses contenus.

a) Objectif(s) et/ou activité(s) culturels :

- Des activités d'éducation culturelle et artistique ainsi que la promotion de la compréhension de l'importance de la protection et de la promotion de la diversité des expressions culturelles au moyen de programmes éducatifs et de programmes plus larges de sensibilisation du public, via des formats numériques et imprimés de médiation ainsi qu'un dispositif événementiel et d'intervention pédagogiques.

b) Public(s) visé(s) :

- Le projet s'adresse en priorité aux usagers ayant une bonne pratique de la langue française, amoureux de la langue, souhaitant contribuer à sa description et à diffusion.
- Une seconde catégorie d'usagers sont les experts de la langue, linguistes, lexicographes ou terminologues qui étudient ses variétés et à qui le projet fournira matière à analyser, classer, commenter, mais aussi matériau pour produire de nouveaux lexiques ou dictionnaires.
- Enfin une troisième cible, concerne tous les utilisateurs de la langue comme les enseignants, producteurs de jeux ou producteurs de contenus culturels liés à la langue.

c) Localisation :

Ensemble des territoires francophones

d) Moyens mis en œuvre :

Le projet vise à développer un système qui sera composé d'un ensemble de bases de connaissances formant

le Dictionnaire des francophones ainsi que différentes applications interfacées avec celles-ci. Outre l'application du Dictionnaire des francophones, ces applications pourront être d'autres dictionnaires diffusés en ligne mais avec des restrictions sur leur réusage, des jeux sur la langue, des applications pédagogiques et d'autres supports autour de la langue française.

1- La base de connaissances

La base de connaissances recense l'ensemble des mots utilisés par les francophones.

Chaque entrée du dictionnaire peut contenir la forme écrite du mot, une définition, des marques d'usage (aires d'usage et indications d'usages et de registre), une notice étymologique, des mots qui y sont liés par le sens (synonymes, antonymes, etc.), ses prononciations (y compris avec un fichier son) et des attestations d'usage issues de la littérature francophone.

La base de connaissances est alimentée d'une part par des importations de dictionnaires ou d'autres bases de données extérieures, d'autre part par des fouilles systématiques dans des corpus numériques sur internet et enfin par les mots fournis par des locuteurs.

La base de connaissance est principalement sous licence *Creative Commons*, CC-BY-SA (toute utilisation est autorisée, y compris à des fins commerciales, ainsi que la création d'œuvres dérivées, sous condition d'être distribuées sous une licence identique³), sauf pour certaines ressources qui ont été confiée sous d'autres licences moins ouvertes.

2- Le Dictionnaire des francophones

Le Dictionnaire des francophones est un dictionnaire dans lequel les utilisateurs peuvent :

- Consulter les définitions des mots, les indications d'usage et les commentaires qui y sont éventuellement associés,
- Ajouter des mots,
- Proposer des définitions supplémentaires à des mots,
- Lier les connaissances entre elles,
- Valider les définitions, signaler les problèmes et commenter les usages,

La suite du développement permettra également :

- Ajouter des prononciations, y compris en enregistrant leurs propres voix
- Écouter les prononciations des mots,
- Visualiser à l'aide de carte les aires d'usage des mots

³ <http://creativecommons.fr/licences/>

- Exporter une liste de mots,
- Communiquer avec des contributeurs via des espaces de discussion

Cette application est disponible sur des terminaux mobiles (téléphones et tablettes) et sur internet. Le site internet permet d'avoir accès à la base complète et de disposer d'une interface plus riche que celle de l'application. Néanmoins, l'application permet de disposer de toutes les actions de base permettant de décrire la langue ainsi de que lire et noter le reste du contenu. Elle permettra aussi, grâce à un cache, de stocker des informations hors-ligne et qui seront envoyées dès la connexion suivante. Ceci notamment afin de permettre la description même dans des lieux où l'accès à Internet n'est pas assuré.

Enfin des fonctionnalités de gestion des profils des contributeurs sont disponibles. Elles comprennent :

- Créer son profil et l'enregistrer,
- Modifier son profil pour inclure des préférences d'affichage.

La consultation en mode dictionnaire ne nécessite pas de s'enregistrer comme contributeur.

Des fonctionnalités de type administration seront également mise en place afin :

- Exporter des listes de mots ou des mots et leurs définitions,
- Produire des cartes et des statistiques sur des mots,
- Produire des cartes et graphiques sur les contributeurs,
- Produire d'autres données utiles pour l'exploitation scientifiques de la base.

Le code logiciel est open source et est publiée sous licence libre, soit sous la licence Apache, version 2.0⁴. Une charte commune au site et à l'application est mise en place afin de bien identifier le projet.

3- Un objet accessible et innovant

La base de connaissances du Dictionnaire des francophones permet d'accéder aux mots de la Francophonie à la manière d'un dictionnaire en ligne, mais n'est pas un simple dictionnaire. L'affichage est personnalisable afin de s'adapter aux besoins des utilisateurs, notamment en privilégiant leur lieu de vie et leur domaine d'intérêt. Un ensemble consistant de pages d'aide permet l'accompagnement du lectorat et la formation collective au sein de l'espace de contribution. Des aides contextuelles et des processus de gratification permettent une rétention élevée des utilisateurs, aussi bien le lectorat que le contributorat.

Avec l'évolution de l'outil, la recherche pourra être faite via la prononciation du mot recherché ainsi que par la reconnaissance de caractère d'un mot pris dans le champ de l'appareil photo d'un terminal mobile. La

⁴ <http://www.apache.org/licenses/LICENSE-2.0>

consultation sera à terme possible hors-ligne, aussi bien sur ordinateur que sur mobile. Le *Dictionnaire des francophones*, en s'interfaçant avec des bases de textes, permettra d'offrir des exemples supplémentaires à partir de la littérature francophone.

4- Des applications multiples

Outre cette première application, l'objectif est de pouvoir produire des dictionnaires thématiques qui iront puiser dans la base de données en fonction des étiquettes et marqueurs des mots. On peut par exemple envisager un dictionnaire des animaux, un dictionnaire pour les enfants francophones ou un dictionnaire du parler du XVIème arrondissement de Paris. L'exportation personnalisée permettra d'afficher en ligne ou d'imprimer simplement ces listes de mot avec leurs définitions pour un usage pédagogique ou ludique.

5- Un produit évolutif

Depuis le lancement public en mars 2021, le *Dictionnaire des francophones* s'est enrichi de nouvelles fonctionnalités, de nouvelles ressources et de nouvelles actions de communication et médiation permettant de le découvrir, l'appréhender et d'en faciliter l'usage. Il s'est également renforcé en terme technique pour être plus accessible, garantir la protection des données personnelles et mieux s'interfacer avec les autres outils numériques afin de mieux s'inscrire dans les usages numériques des francophones. Les actions de communication, en ciblant différents publics, permettent d'accroître la découvrabilité des contenus du *Dictionnaire des francophones* et de développer la culture francophone.

De nombreux efforts sont encore prévus pour la poursuite du projet, afin d'ajouter en priorité des fichiers audios, ainsi que de nouveaux dictionnaires. La communication, par des coopérations scientifiques et avec des médias francophones développera l'audience, les usages et réusages de l'outil.

ANNEXE II

MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Le modèle peut être enrichi autant que de besoin par les parties pour préciser la nature de leurs relations au service du projet financé et les missions respectives en découlant.

Conditions de l'évaluation :

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Indicateurs qualitatifs :

Projet n° (dans le cadre d'un programme d'actions présentation des objectifs et des d'indicateurs par projet)	Objectifs	Indicateurs associés à l'objectif	Valeurs cibles pour 2023
Dictionnaire francophone	Lancement de la v. 4	Mise en ligne sans difficultés d'accès	Mars
	Communication autour du DDF	Activité sur les réseaux socio-numériques et auprès de différents publics	Décembre
		Pilotage de projets étudiants pour la réalisation de vidéos	Juin
		Réalisation de vidéos présentant des contenus du DDF	Décembre
		Mise en place d'une lettre d'information mensuelle	Décembre
	Animation d'activités scientifiques autour du Dictionnaire des francophones	Participation à des colloques et webinaires, publications académiques, accompagnement à la recherche à partir des données du DDF	Décembre
	Ajout de nouvelles ressources dans la base de connaissances	Préparation et pilotage de l'intégration de nouvelles ressources dans la base de connaissances	Décembre
	Révision des ressources numérisées et mise à jour des ressources dynamiques	Relecture des données de la BDLP et de l'Inventaire, mise à jour du GDT et d'une nouvelle mise à jour majeure du Wiktionnaire	Mai
	Consolidation du portage de l'outil	Mise en place d'un comité technique pour le développement de l'outil suite à son transfert à l'université Jean Moulin Lyon 3	Octobre

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre de visiteurs sur le site internet dictionnairedesfrancophones.org
- Part de visiteurs ne résidant pas en France dans les visites du site
- Nombre de téléchargements des applications DDF
- Nombre de contributions reçues sur le DDF
- Nombre de membres inscrits sur le DDF
- Nombre de nouveaux jeux de données intégrés dans les DDF

ANNEXE III BUDGET GLOBAL DES PROJETS OU PAR PROJET
Année ou exercice 2023 (Dupliqué autant de fois que nécessaire)

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats		70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services	1 500 €		
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation	
Autres fournitures		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs		- DGLFLF 2023	180 000 €
Locations			
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance			
Documentation	500 €	Département(s) :	
62 - Autres services extérieurs		Intercommunalité(s) : EPCI	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	117 000€		
Publicité, publication		Commune(s) :	
Déplacements, missions	3 500€		
Services bancaires, autres			
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes			
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes			
64- Charges de personnel		L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
Rémunération des personnels annuelle chargée	112 500€	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
66- Charges financières		76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- Produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		78 – Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			55 000 € (1)
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	235 000 €	TOTAL DES PRODUITS	235 000 €
6 CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	

⁵ catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

⁶ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais « au pied » du compte de résultat si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables - voir le guide publié sur « www.associations.gouv.fr ».

860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL	235 000 €	TOTAL	235 000 €
La subvention de 180 000 000 EUR représente 76,6 % du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

Les coûts admissibles⁷, au titre de l'article 53 du RGEC, sont :

Pour les aides à l'investissement, les coûts admissibles sont les coûts des investissements dans des actifs corporels et incorporels, ce qui comprend :

- *les coûts de construction, de modernisation, d'acquisition, de conservation ou d'amélioration de l'infrastructure, pour autant que chaque année, sa capacité, tant en termes de temps que d'espace, soit utilisée au moins à 80 % à des fins culturelles ;*
- *les coûts d'acquisition, ce qui inclut la location-vente, le transfert de possession ou le déplacement physique du patrimoine culturel ;*
- *les coûts de sauvegarde, de préservation, de restauration et de réhabilitation du patrimoine culturel matériel et immatériel, ce qui inclut les coûts supplémentaires générés par le stockage dans des conditions appropriées et l'utilisation d'outils et de matériaux spéciaux ainsi que les coûts de documentation, de recherche, de numérisation et de publication ;*
- *les coûts supportés pour rendre le patrimoine culturel plus accessible au public, ce qui inclut les coûts liés à la numérisation et à d'autres nouvelles technologies, les coûts engagés pour améliorer l'accessibilité pour les personnes ayant des besoins particuliers (rampes et ascenseurs destinés aux personnes handicapées, indications en braille, expositions touche-à-tout dans les musées, notamment) et pour promouvoir la diversité culturelle en matière de présentations, de programmes et de visiteurs ;*
- *les coûts des projets et activités culturels, des programmes de coopération et d'échange et des subventions, ce qui inclut les coûts des procédures de sélection, les coûts de promotion et les coûts supportés directement du fait du projet.*

Pour les aides au fonctionnement, les coûts admissibles sont les suivants :

- *les coûts des institutions culturelles ou des sites du patrimoine liés aux activités permanentes ou périodiques telles que les expositions, les manifestations et événements et les activités culturelles similaires qui se déroulent dans le cours normal de l'activité ;*
- *les activités d'éducation culturelle et artistique ainsi que la promotion de la compréhension de l'importance de la protection et de la promotion de la diversité des expressions culturelles au moyen de programmes éducatifs et de programmes plus larges de sensibilisation du public, y compris grâce à l'utilisation de nouvelles technologies ;*

⁷ Sélectionner les mentions appropriées et supprimer les mentions inutiles

- *les coûts supportés pour améliorer l'accès du public aux sites et activités des institutions culturelles ou du patrimoine, notamment les coûts de numérisation et d'utilisation des nouvelles technologies, ainsi que les coûts supportés pour améliorer l'accessibilité pour les personnes handicapées ;*
- *les coûts de fonctionnement directement liés au projet ou à l'activité culturels, tels que les coûts de location simple ou avec option d'achat de biens immobiliers et de lieux culturels, les frais de voyage, les équipements et fournitures directement liés au projet ou à l'activité culturels, les structures architecturales utilisées pour les expositions et les décors, les prêts, la location avec option d'achat et l'amortissement des instruments, des logiciels et des équipements, les coûts liés aux droits d'accès aux œuvres protégées par des droits d'auteur et à d'autres contenus protégés par des droits de propriété intellectuelle, les coûts de promotion et les coûts supportés directement du fait du projet ou de l'activité; les charges d'amortissement et les coûts de financement ne sont admissibles que s'ils n'ont pas été couverts par une aide à l'investissement ;*
- *les coûts du personnel travaillant pour l'institution culturelle ou le site du patrimoine ou pour un projet ; (1)*
- *les coûts des services de conseil et de soutien fournis par des consultants et prestataires de services extérieurs, supportés directement du fait du projet.*

Délibération n° D2023-11-16-acc
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 28 novembre 2023

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-2 et L. 712-3 ;

Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 08 janvier 2019 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° D2021-01-05-ins du 26 janvier 2021 portant approbation de la délégation de pouvoir du conseil d'administration au président,

Les conventions suivantes ont été signées par le président, sur délégation de pouvoir du conseil d'administration, et transmises pour information aux membres :

NUMERO	PARTENAIRE	OBJET
2023-09-F-018	FNEGE	Convention de partenariat dans le cadre du score « IAE-Message »
2023-07-F-048	ICLY	Avenant n°1 à la convention de partenariat avec l'IAE
2023-09-F-059	ECAM	Avenant n°1 à la convention de partenariat M2 MAE avec l'IAE
2023-09-F-060	INSA Lyon	Avenant n°2 à la convention de partenariat M2 MAE avec l'IAE
2023-09-F-062	Ecole nationale des travaux publics de l'Etat, ENTPE	Convention de partenariat, IAE Master MAE
2023-09-F-063	Société Générale	Avenant n°1 au contrat de partenariat avec l'IAE
2023-09-F-064	GIP CEUBA	Convention de partenariat avec l'IAE 2023-2027
2023-10-F-067	ENS Lyon	Convention de partenariat relative à la L3 de langues, littératures et cultures de l'antiquité
2023-10-F-068	ENS Lyon	Convention de partenariat relative à la L3 de lettres
2023-11-F-079	Institut Supérieur Saint-Denis d'Annonay	Avenant de prolongation à la convention de partenariat, licence professionnelle "assistant de gestion administrative et financière"
2023-11-F-080	Institut Supérieur Saint-Denis d'Annonay	Avenant de prolongation à la convention de partenariat, BUT "carrières juridiques parcours entreprise et association"
2023-08-G-095	Jérôme Poulalier, photographe	Contrat de cession de droits d'auteur

2023-09-G-102	Fondation Maison des sciences de l'homme, FMSH	Convention de financement journée d'étude
2023-09-G-104	Editeur Walter De Gruyter	Convention d'aide à la publication
2023-09-G-105	Association TAIM'	Convention atelier « la voix des mots » Lyon en toutes lettres
2023-09-G-106	Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon	Convention de partenariat, concerts Music Hours
2023-09-G-107	Vincent Noclin, photographe	Convention ateliers de photographie
2023-09-G-108	Association Imp(r)ose toi !	Convention d'occupation temporaire des locaux 2023-2024
2023-09-109	Association Jean Moulin Post	Convention d'occupation temporaire des locaux 2023-2024
2023-09-G-110	Association BDE Histoire Lyon3	Convention d'occupation temporaire des locaux 2023-2024
2023-09-G-111	Association Patrimuse	Convention d'occupation temporaire des locaux 2023-2024
2023-09-G-112	Association EMF Lyon	Convention d'occupation temporaire des locaux 2023-2024
2023-09-G-113	Association L3DD	Convention d'occupation temporaire des locaux 2023-2024
2023-09-G-114	Association Lyon MUN	Convention d'occupation temporaire des locaux 2023-2024
2023-09-G-115	Association Poli'Gones	Convention d'occupation temporaire des locaux 2023-2024
2023-09-G-116	Association La Force	Convention d'occupation temporaire des locaux 2023-2024
2023-09-G-117	Sopra Steria	Avenant n°1 à la convention de partenariat avec l'IAE
2023-09-G-118	Némo, artiste	Atelier de Stop Motion
2023-09-G-119	Stéphanie Bulin	Convention atelier chant choral
2023-10-G-120	Association AE2L	Convention d'occupation temporaire des locaux 2023-2024
2023-10-G-121	Association ESN CosmoLyon	Convention d'occupation temporaire des locaux 2023-2024
2023-10-G-122	Association ADPH	Convention d'occupation temporaire des locaux 2023-2024
2023-10-G-123	Association ADSP	Convention d'occupation temporaire des locaux 2023-2024
2023-10-G-124	Association Corpo Lyon3	Convention d'occupation temporaire des locaux 2023-2024

2023-10-G-125	Association UNI	Convention d'occupation temporaire des locaux 2023-2024
2023-10-G-126	Editeur Mare&Martin	Convention d'aide à la publication
2023-10-G-127	Gérard Nioulou	Convention de don d'archives
2023-10-G-129	Association Lyon3 Orchestra	Convention d'occupation temporaire des locaux 2023-2024
2023-10-G-130	Association Swingin Lyon3	Convention d'occupation temporaire des locaux 2023-2024
2023-10-G-131	Association ESL Musique	Convention d'occupation temporaire des locaux 2023-2024
2023-10-G-132	Association UNEF	Convention d'occupation temporaire des locaux 2023-2024
2023-10-G-133	Association GAELIS	Convention d'occupation temporaire des locaux 2023-2024
2023-10-G-134	ARMORINE	Contrat de partenariat en vue de promouvoir les opérations d'économie d'énergie dans le cadre du dispositif des CEE
2023-10-G-135	ACT COMMODITIES	Contrat de partenariat concernant les opérations d'économie d'énergie dans le cadre du dispositif des CEE
2023-10-G-136	Librairie Traits d'Union	Convention d'occupation temporaire des locaux
2023-10-G-137	Librairie du Tramway	Convention d'occupation temporaire des locaux
2023-10-G-138	Collectif ANANSSÉ	Contrat de cession du spectacle de l'Arbre de Noël 2023
2023-10-G-139	UDL	Convention de refacturation cartes multiservices 2023-2024, étiquettes
2023-10-G-140	M. Saïd Tamgalti	Convention atelier langues des signes à Bourg-en-Bresse
2023-10-G-141	MJC Monplaisir	Convention d'utilisation d'une salle de la MJC
2023-10-G-144	Association UMANI	Convention de partenariat
2023-10-G-146	Ministère de l'Intérieur et des Outre-mer	Convention 2023/2024 subvention DU « Religion, Liberté religieuse et Laïcité »
2023-10-G-147	Agence bibliographique de l'enseignement supérieur	Avenant n°1 à la convention relative aux centres du réseau SUDOC PS
2023-10-G-148	Decitre	Convention de partenariat, prix caméléon 2024
SGR	Université Aix-Marseille	Convention de collaboration pour l'organisation d'un colloque, laboratoire ECHANGES
SGR	Université Sorbonne	Convention pour le versement d'une subvention pour l'organisation d'un colloque

SGR	Parc national des Ecrins	Convention d'étude et financière, laboratoire UMR 5600
SGR	Institut Agro	Avenant n°1 à la convention financière relative au projet « Metha-Biosol »
SGR	GIS	Convention de renouvellement du GIS Institut des Amériques
SGR	Université Lumière Lyon 2, Université Jean Monnet Saint-Etienne et CNRS	Convention d'accueil M. Frossard au CERCRID 2023-2026
SGR	GIP « Institut des études et de la recherche sur le droit et la justice »	Avenant n°1 à la convention de recherche n°21.27
SGR	ENS de Lyon	Convention de subvention M. Petit, laboratoire Magellan
SGR	CNRS	Convention de financement Rewriting
SGR	CNRS	Convention de financement d'un projet de recherche IXXI MSH LSE Biosyl 2023
SGRI	Institut Francophone International, Université nationale du Vietnam	Convention de partenariat avec 2IF
SGRI	China Foreign Affairs University CFAU	Convention de partenariat avec 2IF
SGRI	Université du Québec à Montréal UQAM	Accord cadre
SGRI	Collège d'enseignement général et professionnel de La Pocatière CEGEP, Canada	Convention de coopération
SGRI	Université de Sao Paulo USP, Brésil	International cooperation agreement
SGRI	University of Pavia, Italy	Agreement with IAE
SGRI	Brooklyn College, City University of New York	International student exchange agreement
SGRI	Universités de l'Ontario, Canada	Convention de gestion du programme ORA 2022-2027
SGRI	HEC Montréal, Canada	Convention de formation, IAE
SGRI	Kanagawa University, Japan	Memorandum on student exchange
SGRI	Pontificia Universidade Catolica Parana, Brésil PUCPR	Renewal of the agreement
SGRI	Konan University, Japan	Addendum to the partnership agreement

Lyon, le 28 novembre 2023

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le premier vice-président, chargé du conseil d'administration,
du pilotage et de la stratégie numérique,



Gilles BONNET

**CONVENTION DE PARTENARIAT
DANS LE CADRE DU SCORE « IAE-MESSAGE »**

2023-03-F-018

Entre :

La Fondation Nationale pour l'Enseignement de la Gestion des Entreprises (FNEGE)

Dont le siège social se situe 2 avenue Hoche – 75008 Paris
Représentée par son Délégué Général, Monsieur Jérôme CABY,
Ci-après désigné « **FNEGE** »

D'une part,

Et

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Établissement public à caractère culturel scientifique et professionnel enregistré en préfecture avec le numéro de déclaration d'activité 8269P000669,

N° SIRET : 196 924 377 00282,

Dont le siège social se situe 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon Cedex 08,
Représentée par son Président, Monsieur le Professeur Eric CARPANO, agissant dans le cadre d'un projet porté par l'**iaelyon School of Management** représenté par son Directeur Général, Monsieur Christian VARINARD,
Ci-après désignée « **l'Université Jean Moulin Lyon 3** »

D'autre part,

ENTRE LES DEUX PARTIES, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

La FNEGE, Fondation reconnue comme établissement d'utilité publique par décret du 15 mai 1968, a pour mission de développer et promouvoir l'enseignement supérieur de gestion en France et le porter à un niveau d'excellence. La FNEGE concourt à la mise en œuvre du test « Score IAE-Message ».

Le « Score IAE-Message » a vocation à mesurer les aptitudes des candidats dans quatre domaines fondamentaux pour de futurs managers. Il constitue un élément d'appréciation du dossier de candidature à une formation universitaire en management. Il peut être exigé à l'entrée de la 2^{ème} ou 3^{ème} année de la licence ou de la 1^{ère} ou 2^{ème} année de master.

Les candidats s'inscrivent librement au « Score IAE-Message ».

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de partenariat entre la FNEGE et l'Université Jean Moulin Lyon 3 dans le cadre du « Score-IAE Message ».

Article 2 – Obligations des co-contractants

La FNEGE gère les processus d'encaissement et de remboursement de tous les candidats inscrits au « Score-IAE Message ». La FNEGE facture à chaque candidat le montant de son inscription. Le paiement s'effectue via le site spécifiquement conçu à cet effet (site inscrit au service de paiement sécurisé sur *Internet Paybox System*).

L'Université Jean Moulin Lyon 3 s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour organiser les sessions du « Score IAE-Message » auxquelles elle a décidé de participer.

Article 3 - Dispositions financières

La FNEGE s'engage à indemniser forfaitairement l'**iaelyon** pour la mise en œuvre des moyens matériels qu'il aura déployés à cet effet. A ce jour, le forfait est de 11,50 € par inscrit.

Le paiement s'effectuera uniquement sur présentation de la facture accompagnée des coordonnées bancaires complètes.

Article 4 – Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur au 1^{er} janvier 2021 pour une durée d'une année.

Article 5 – Résiliation - Litiges

En cas de manquement de l'une ou l'autre des Parties aux obligations contractuelles qui lui incombent en vertu de la présente convention, chaque Partie pourra demander à la Partie défaillante, par lettre recommandée avec accusé de réception, d'y remédier dans un délai de 30 jours. Si une contestation ou un différend n'ont pu être réglés à l'amiable, le Tribunal Administratif de Paris sera seul compétent pour régler le litige.

Fait en **trois** exemplaires originaux en français, à Paris le 2/10/19

<p>Pour la FNEGE, Le Délégué Général,</p>  <p>Jérôme CABY</p>	<p>Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3, Le Président,</p>   <p>Eric CARPANO</p>	<p>Pour l'iaelyon, Le Directeur Général,</p>   <p>Christian VARINARD</p>
--	--	--

AVENANT n°1 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT

Masters M1 et M2 mention Management Sectoriel
Parcours Management de la qualité dans les industries pharmaceutiques et biomédicales
2023-07-F-048

Entre

L'Université Jean Moulin Lyon 3,

Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel enregistré en préfecture avec le numéro de déclaration d'activité 8269P000669, N° Siret : 196 924 377 00282,

Sise 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon Cedex 08,

Représentée par son Président, le Professeur Eric CARPANO agissant dans le cadre d'un projet porté par :

L'iaelyon School of Management

Représenté par son Directrice Générale, Marie-Christine CHALUS,

Ci-après dénommé « **iaelyon** »

Et

L'Institut Catholique de Lyon, Etablissement d'Enseignement Supérieur Privé d'Intérêt Général – EESPIG, Association loi 1901 reconnue d'utilité publique - SIRET : 326 930 062 00145

Sis 10 place des Archives 69002 Lyon,

Représenté par son Recteur, Olivier ARTUS habilité à signer le présent accord,

Ci-après dénommé « **UcLy** »

Agissant pour le compte de

L'institut de Formation de Techniciens de Laboratoire Médical de Lyon,

Sis 10 place des Archives 69002 Lyon,

Représenté par sa Directrice, Madame Linda AMAR

Ci-après dénommé « **IFTLM** »,

VU les articles L 123-4, L123-5 et L718-16 du Code de l'Éducation ;

VU l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master ;

VU l'arrêté ministériel du 20 juillet 2022 accréditant l'Université Jean Moulin Lyon3 à délivrer le diplôme de Droit, Economie, Gestion - Mention Management sectoriel - Parcours Management de la qualité dans les industries pharmaceutiques et biomédicales

VU la convention de partenariat n°2023-04-F-031 signée le 15 mai 2023 entre l'Université Jean Moulin Lyon 3 et plus particulièrement l'iaelyon et l'UcLy pour le compte de l'IFTLM ;

ARTICLE 1 – OBJET

L'article 6 « Dispositions financières » de la convention de partenariat n°2023-04-F-031 est modifié comme suit :

L'ouverture de la formation est conditionnée à un nombre minimum d'étudiants fixé à **12**.

Règles générales de fonctionnement :

Les heures d'enseignement seront intégralement à la charge de l'UCLy, et établies sur les bases du taux horaire en vigueur en formation continue (CM et TD), au sein de l'Université Jean Moulin Lyon3.

L'UCLy s'acquittera auprès de l'iaelyon d'une redevance fixe de 1000 € par étudiant pour les étudiants en formation initiale et à 1200 euros pour les étudiants en formation continue (montant de base majoré de 20%).

Droit d'inscription universitaire

Les candidats retenus devront s'inscrire à la fois à l'université Jean Moulin Lyon3 et à l'UCLy :

- Les droits d'inscription à l'université Lyon 3 sont perçus directement par celle-ci.
- Les droits d'inscription à l'UCLy sont perçus directement par celle-ci.

Pour les candidats relevant de la VAE, ils seront suivis par le service de formation continue de l'iaelyon et feront l'objet de la facturation afférente à cette modalité.

Pour les participants de formation continue :

La charge de l'organisation et de la prise en charge des étudiants en formation continue sera assurée par l'UCLy.

Règles de facturation

Pour chaque année universitaire et pour chaque promotion (M1 et M2), l'iaelyon établira une facture début novembre adressée à l'UCLy sur la base des effectifs inscrits et à minima pour 12 étudiants.

En fin d'année universitaire l'UCLy facturera à l'iaelyon sa part de résultat liée à la VAE.

Cette part correspond à 50% du résultat financier correspondant à la VAE.

Ce résultat est déterminé à partir des produits et charges suivants :

A titre de produits :

- 1ère étape - Recevabilité administrative et pédagogique : 200 euros
- 2ème étape - Rédaction du dossier de VAE : 1 200 euros
- 3ème étape - Le Jury : 1 000 euros
- Eventuels produits post VAE (frais de formation continue)
 - Coût horaire pour un module de formation : 25 € / heure
 - Suivi de mémoire (forfait) : 500 €

Chacun des partenaires déclarera les charges supportées à l'occasion de ce processus et s'entend quant aux états de rémunérations à déclarer sur les principes suivants :

Fonction	Nombres d'heures	Montant Heure de TD à titre indicatif	
		2022 : 41,41€	A partir du 1 ^{er} juillet 2023 : 43,50 €
Président	1,5	62,11 €	65,25 €
Référent Enseignant	7	289,87 €	304,5 €
Membre Enseignant	1,5	62,11 €	65,25 €
Référent Professionnel	5	207,05 €	217,5 €
Membre Professionnel	1,5	62,11 €	65,25 €

Bilan financier annuel


Un récapitulatif financier synthétisant les recettes et les charges de cette formation sera tenu et présenté par l'UCLy à la fin de chaque année universitaire.

Les autres articles et annexes de la convention restent inchangés.

ARTICLE 3 – DATE D'EFFET ET DUREE

Le présent avenant prend effet le 1^{er} septembre 2022. Il est conclu jusqu'au terme de la convention 2023-04-F-031 soit jusqu'à la fin de l'année universitaire 2026-2027.

Fait, en quatre exemplaires originaux, à Lyon, le 18.10.2023

ÉTABLISSEMENT D'ORIGINE	L'Université Jean Moulin Lyon 3, Éric CARPANO, Président de l'Université 	CACHET
	L'iaelyon Marie-Christine CHALUS, Directrice Générale	CACHET

ÉTABLISSEMENT PARTENAIRE	L'UCLy, Olivier ARTUS, Recteur	CACHET
	L'IFTLM Linda AMAR, Directrice	CACHET

**CONTRAT DE CESSION DE DROITS D'AUTEUR
PHOTOGRAPHE
N°2023-08-G-095**

ENTRE

L'UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON III, établissement public national à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social est situé 1 avenue des frères Lumière, 69372 LYON,

Représentée par Monsieur Éric CARPANO, en sa qualité de Président, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après "**l'Université**",

D'UNE PART

ET

Monsieur Jérôme POULALIER, autoentrepreneur enregistré au répertoire SIREN sous le numéro 802 715 300 et exerçant son activité professionnelle

Adresse postale :

Ci-après le « **Photographe** »,

D'AUTRE PART

L'Université et le Photographe sont ci-après désignés collectivement par les « **Parties** » et individuellement par la « **Partie** ».

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE QUE

Lieu de transmission et de démocratisation des arts et du savoir, l'Université Jean Moulin Lyon 3 est aussi un lieu de culture, vivante et créative. L'Université propose durant l'année universitaire, avec le soutien de ses partenaires, une programmation culturelle gratuite et variée aux étudiants, aux personnels et au grand public.

À l'occasion de ses 50 ans, l'Université Jean Moulin a choisi de placer ce jubilé sous le signe d'une invitation : « L'exigence en partage ». Elle porte ici une certaine idée de l'université, qui considère que l'excellence ne vaut que si elle est partagée. Les besoins spécifiques des étudiantes et étudiants en situation de handicap ne doivent en aucun cas être un frein à leur réussite et à leur insertion dans la vie étudiante, comme plus tard dans la vie active. Le projet UNICAP met en lumière ces étudiants, en multipliant les perspectives et en laissant place à la liberté créative. Il interroge ce qui les touche au plus près de leur quotidien : les transports en commun, les déambulations dans les espaces partagés, le travail universitaire, les rencontres, la participation durant les cours, les pratiques sportives ou artistiques... Les angles choisis sont aussi variés que les situations de handicap sont nombreuses.

La photographie et le reportage passent par l'échange et l'immersion. UNICAP est le résultat de ces rencontres, offrant un support d'expression original, diversifié et accessible par son aspect multimédia.

L'Université s'est associée au photographe Jérôme Poulalier afin de créer et mettre en place le projet UNICAP au sein de l'université. Jérôme Poulalier, photographe professionnel, est spécialisé dans le story-telling ou le récit de société. Il met son objectif au service d'une communauté qui a une histoire à raconter. Pour UNICAP, il se fait témoin de la réalité du handicap et offre un nouveau regard sur l'accessibilité et la réalité de ces étudiants en situation de handicap. Jérôme Poulalier est intervenu de nombreuses fois sur des sujets de société auprès d'établissements universitaires comme Oxford University, Kuwait University ou encore la Dallas International School. Son travail a été reconnu au fil des années par des structures de référence telles que Libération (2022), le Prix Levallois (finaliste, 2020), Interpol (Onlylyon, 2020), le Ministère de la Justice (PJJ, 2020), la Ville de Lyon, ONLYLYON, la Région Auvergne Rhône-Alpes, la Fédération des Aveugles de France, Actes Sud, etc.

L'Université souhaite faire réaliser par Jérôme Poulalier, le reportage photographique, (ci-après désigné par le « **Projet** »).

Le Photographe déclare avoir pour activité principale la réalisation de telles prestations et posséder les compétences humaines et matérielles adaptées à leur réalisation.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

1. OBJET

Dans le cadre du projet UNICAP, l'université confie au Photographe la réalisation d'une prestation photographique à titre onéreux et selon les conditions définies par la présente convention.

2. REALISATION DES PRISES DE VUES

- 2.1 Le Photographe réalisera les prises de vues selon les modalités et objectifs définis en **Annexe 1** intégrant le présent contrat.
- 2.2 Le Photographe s'engage, à l'issue des travaux à transmettre à l'Université tous les éléments techniques qui permettront à l'Université d'exploiter les **prises de vues**. Ce transfert interviendra au plus tard le 1^{er} octobre 2023.

3. CESSION DES DROITS DES DROITS PATRIMONIAUX DE L'AUTEUR

En vertu du présent contrat et en contrepartie de la rémunération prévue à l'article 6, le Photographe cède de façon exclusive à l'Université tous les droits d'exploitation attachés aux prises de vues. La présente cession porte notamment sur les droits de reproduction, de représentation, d'adaptation et d'exploitation.

En même temps que lui seront transmis les supports matériels et immatériels des œuvres réalisées (négatifs ou positifs photographiques, masters, fichiers informatiques et tous éléments

techniques des prises de vues), l'intégralité des droits patrimoniaux au sens des articles L. 122-1 et suivants du code de propriété intellectuelle, seront transférés à l'université.

La cession prévue aux alinéas précédents est effectuée à compter de la remise à l'Université des Prises de Vues dans leur version finale acceptée par l'Université, pour la durée des droits d'auteur, et pour le territoire de la France Métropolitaine ainsi que ses DROM (Départements-Régions d'Outre-Mer) et ses COM (Collectivités d'Outre-Mer).

Au titre des droits de reproduction, le Photographe cède à l'Université le droit de fixer matériellement et/ou de reproduire tout ou partie des Prises de Vues sur tout support connu et inconnu en l'état de la technique, actuel ou futur, et notamment sans que cette liste soit limitative support papier, documentation commerciale, affiche, plaquette, présentoir, support audiovisuel, support analogique, support numérique (tel que logiciel, CD-ROM, DVD-ROM, disquette, internet...), par visualisation sur écran.

Au titre des droits de représentation, le Photographe cède à l'Université le droit de représenter les prises de vues en totalité ou par extrait, par tout moyen media et notamment sans que cette liste soit limitative, par voie d'exposition (stand, congrès,...), par présentation publique, cinématographique, vidéographique, audiovisuelle, télématique, informatique ou par projection publique ou par télédiffusion ou par visualisation sur écran ou par la presse écrite, télévisée, internet, les reportages, les publiereportages.

Au titre du droit d'adaptation, l'Université pourra procéder, sous réserve du droit moral du Photographe à tout arrangement, à toute traduction, toute modification dans la présentation des Prises de Vues et notamment en fonction des supports.

Au titre de la destination, l'Université sera libre de présenter et/ou de distribuer les prises de vue auprès de tout public, incluant notamment les journalistes de la presse écrite, télévisée et/ou internet qu'elle soit spécialisée ou destinée au grand public, le grand public, ses clients, prospects, partenaires et collaborateurs salariés ou non.

Dans le cas où le Photographe ne serait pas propriétaire en totalité des droits susmentionnés le Photographe fera son affaire :

- d'obtenir des auteurs ou de leurs ayants droits la cession pour le compte de l'Université, de tous les droits exclusifs d'exploitation - droits de reproduction, de représentation, d'adaptation - sur les prises de vues, dans les mêmes conditions de support, de temps et de territoires que celles prévues au présent contrat.
- d'obtenir pour le compte de l'Université, l'autorisation des personnes physiques d'utiliser leur image et, plus précisément la cession des droits d'utilisation relevant du droit de la personnalité ou des droits voisins du droit d'auteur, définie précisément pour les médias et supports concernés dans le temps et l'espace conformément aux besoins définis par l'Université.

Le Photographe communiquera à l'Université la copie des contrats relatifs à la cession des droits ci-dessus mentionnés.

4. GARANTIES

- 4.1 Le Photographe garantit à l'Université l'exploitation paisible de tous les droits patrimoniaux sur les Prises de Vues cédées en vertu de l'Article 3 du présent Contrat. L'université garantit également au Photographe le respect des ses droits moraux sur son œuvre tels que définis aux article L. 121-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

À ce titre, le Photographe déclare :

- qu'il est l'auteur des prises de vues ou bien qu'il en a acquis les droits lui permettant ainsi de conclure le présent Contrat,
- que les Prises de Vues n'ont fait l'objet d'aucune cession à un tiers à la date de la signature du présent Contrat,
- que les Prises de Vues ne sont pas les reproductions d'une œuvre dont les droits appartiennent à un tiers, ni ne contiennent de reproductions susceptibles d'engager la responsabilité de l'Université vis-à-vis des tiers.

- 4.2 En conséquence, le Photographe garantit l'Université contre toute action en contrefaçon, revendication, ou opposition de la part d'un tiers invoquant un droit de propriété intellectuelle auquel l'exécution du présent Contrat aurait porté ou pourrait porter atteinte.

- 4.3 Le Photographe garantit à l'Université que le droit à l'image (au sens de l'Article 9 du Code Civil) des personnes apparaissant sur les Prises de Vues a bien été respecté et que ces dernières ont bien été informées de la finalité des Prises de Vues.

5. CONFIDENTIALITE

Les Parties conviennent du caractère confidentiel de l'ensemble des dispositions du présent Contrat.

6. CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie de la réalisation des Prises de Vues et des droits cédés en vertu du présent Contrat, le Photographe percevra une rémunération forfaitaire, globale et définitive d'un montant de vingt-trois mille huit cent quatre-vingt-onze euros et quatre-vingt-trois centimes hors taxes (23 891.83 € HT) (la « Rémunération »).

La Rémunération sera réglée par l'Université sur présentation préalable d'une facture adressée suivant la complète réalisation des prestations par le Photographe et ce dans un délai ne pouvant excéder quarante-cinq (45) jours date de facture.

7. RELATIONS ENTRE L'UNIVERSITE ET LE PHOTOGRAPHE

Le Photographe reconnaît qu'il n'existe aucun lien de subordination entre lui et l'Université. Le présent Contrat ne saurait être assimilé ou re-qualifié en contrat de travail.

Rien de ce qui est contenu dans le présent Contrat ne confère au Photographe le pouvoir de représenter l'Université. En conséquence, le photographe s'interdit de signer tout contrat et/ou document au nom de l'Université et de prendre tout engagement susceptible de lier l'Université à une quelconque obligation.

8. DUREE

Le présent Contrat prendra effet le 15/09/2023 et restera en vigueur pour toute la durée d'exploitation des œuvres photographique par l'Université.

Les dispositions des Articles 3, 4 et 5 survivront à l'expiration du présent Contrat qu'elle qu'en soit la cause.

9. DIVERS

- 9.1 Toute modification au présent Contrat devra faire l'objet d'un avenant écrit signé par chacune des Parties.
- 9.2 Le présent Contrat est l'expression de l'intégralité de la volonté des Parties et de leurs engagements relatifs à l'objet du présent Contrat et annulent et remplacent toutes propositions ou accords antérieurs et prévalent sur toutes autres communications entre les Parties se rapportant à l'objet du présent Contrat.
- 9.3 Dans le cas où une ou plusieurs clauses du présent Contrat s'avèrerai(en)t inapplicable(s) ou illégale(s), la validité, la légalité et l'applicabilité des autres clauses du Contrat ne seront pas affectées et les Parties veilleront à remplacer de bonne foi cette (ou ces) clause(s) illégale(s), et/ou inapplicable(s) par de nouvelles dispositions contractuelles légales et applicables, conformément à l'esprit du présent Contrat et à l'entente commune des Parties.
- 9.4 Le fait pour une Partie de ne pas exiger de l'autre Partie le respect de l'une des obligations du présent Contrat n'implique pas le renoncement par cette Partie à se prévaloir ultérieurement de ce non-respect et à demander à l'autre Partie de se conformer à ladite obligation, de même qu'il n'implique pas le renoncement à cette obligation par cette première Partie.
- 9.5 En raison du caractère personnel du présent Contrat celui-ci ne pourra être cédé à un tiers par le Photographe sans l'accord préalable et écrit de l'Université.
- 9.6 En cas de contradiction entre le Contrat et ses annexes, les dispositions du Contrat prévaudront.

10. DECLARATIONS – OBLIGATIONS SOCIALES ET FISCALES

Le Photographe déclare qu'il est en droit de conclure le présent Contrat notamment vis-à-vis de toute autre personne ou entité avec laquelle il serait lié par contrat et/ou vis-à-vis de toute autre autorité administrative, et de se soumettre à l'ensemble de ses dispositions.

Par la signature du présent Contrat, le Photographe (i) atteste sur l'honneur auprès de l'Université qu'au jour de la signature du présent Contrat, le Photographe est à jour de l'ensemble de ses obligations sociales et fiscales et (ii) s'engage à respecter ces obligations pendant toute la durée de ses relations contractuelles avec l'Université.

11. LOI APPLICABLE / LITIGES

Le présent Contrat est régi par la loi française.

Tout litige susceptible de s'élever entre les Parties à l'occasion de l'interprétation et/ou de l'exécution du présent Contrat qui n'aurait pas trouvé de solution amiable relèvera de la compétence du tribunal administratif de Lyon, France.

Fait en deux (2) exemplaires originaux dont un est remis à chaque Partie, à Lyon.

L'UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON III

le 09.10.2023

Nom : **Éric CARPANO**

Titre : Président

Date :

Signature :

LE PHOTOGRAPHE

Nom : **Jérôme POULALIER**

Date :

Signature :

Au cœur d'une communauté aussi riche et complexe que celle de l'université, les étudiants en situation de handicap font face à des problématiques d'accessibilité et peuvent ainsi éprouver des difficultés à trouver leur place, leurs repères, leur aisance dans leur vie étudiante. Pour autant, ces étudiants partagent les mêmes formations, aspirent à la même vie étudiante et obtiennent des réussites similaires qui méritent d'être mises en lumière.

Le projet donnera une voix à ces étudiants à travers une exposition photographique itinérante et accessible. L'exposition voyagera sur les sites de l'Université, sur les écrans iTCL des transports en commun lyonnais, dans les résidences du Crous et chez nos partenaires. Elle sera également disponible en format numérique et papier grâce à l'édition d'un livre. L'objectif est de déconstruire le tabou du handicap et d'encourager les étudiants actuels et futurs étudiants en situation de handicap à se faire accompagner pour compenser leurs difficultés et faciliter leur insertion dans le supérieur.

La photographie et le reportage passent d'abord par l'échange et l'immersion, ce projet sera alors le résultat naturel de rencontres avec les étudiants volontaires. Jérôme Poulalier, photographe reporter, racontera la vie de ces étudiants invisibilisés grâce à un récit photographie immersif en les interrogeant sur les challenges et réussites majeures de leur quotidien : les transports en commun, les déambulations dans les espaces commun, la bibliothèque universitaire, la gestion de l'agenda, la socialisation, la participation pendant les cours, les pratiques sportives ou artistiques.

AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT

N°2023-09-F-059

Relative au Master 2 Droit-Economie-Gestion, mention Management et
Administration des Entreprises (MAE)
parcours Management Général

Entre :

L'Université Jean Moulin Lyon 3,

Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel enregistré en préfecture
avec le numéro de déclaration d'activité 8269P000669, N° Siret : 196 924 377 00282,
Sise 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon Cedex 08,
Représentée par son Président, le Professeur Eric CARPANO agissant dans le cadre d'un projet
porté par :

L'iaelyon School of Management

Représenté par sa Directrice Générale, Marie-Christine CHALUS,
Ci-après dénommé « **iaelyon** »

D'une part,

Et

La fondation ECAM LaSalle

Ecole d'ingénieurs habilitée par la CTI (Commission des Titres d'Ingénieurs) et établissement
d'enseignement supérieur général (EESPIG) reconnu par le MESR par le BO du 12 mai 2016.
Sise 40 Montée Saint Barthélémy – 69321 LYON Cedex 05
Représentée par son Directeur Général pour la fondation ECAM LaSalle et pour l'ECAM Lyon,
Didier DESPLANCHE
Ci-après dénommée « **ECAM** »

*D'autre part***Vu** articles L.123-4 et L.718-16 du Code de l'Education**Vu** l'arrêté du 20 juillet 2022 portant sur l'accréditation de l'Université Jean Moulin Lyon 3 en
vue de la délivrance des diplômes nationaux,**Vu** la convention de partenariat 2023-04-F-029 signée le 26 juin 2023 entre l'Université Jean
Moulin Lyon 3 et plus particulièrement l'iaelyon et l'ECAM ;**Il est convenu ce qui suit :****Article 1 – Modification de la convention n°2023-04-F-029**

Les annexes 1 et 2 sont modifiées comme suit :

ANNEXE 1

Annexe pédagogique : Tableau d'équivalence

Semestre 3 et 4 Master Management et administration des entreprises parcours management général – version Française.

Les enseignements grisés de la première colonne sont admis par équivalence au regard des enseignements suivis à l'ECAM.

UE	volume	Année N+1 Master MAE	ECTS	ECAM 4 Sans dispenses	Équivalences suivies à L'ECAM 5 (année N)
UE 1 Stratégie & Marketing	20h	Stratégie d'entreprise	3		
	20h	Démarche et outils marketing	3		
UE 2 Comptabilité & finance	20h	Comptabilité générale et gestion financière	3		Finance d'entreprise (4 et 5 ^{ème} année 26h)
	20h	Analyse des coûts	3		
UE 3 Ressources Humaines	20h	Gestion des ressources humaines	3		
	20h	Management des comportements et des organisations	3		
UE 4 Environnement de l'entreprise	20h	Environnement juridique	3		
	20h	Environnement économique et international	3		
UE 5 Cours de spécialité & e-learning	20h	Système d'information et informatique de gestion	3		Système d'information (4 ^{ème} année (60 h))
	20h	RSO en e-learning	3		RSO (2, 3, et 4 ^{ème} année)
		Total semestre 3	30		
UE 1 Innovation management project	20h	Innovation management & new product development	3		
	20h	Team management & leadership	3		
UE 2 Management stratégique	20h	Management industriel & logistique	3		Management industriel (4 ^{ème} A 78h)
	20h	<u>Pilotage, mesure de la performance</u>	3		
UE 3 Plan d'action	20h	Jeu de simulation de gestion	3		
UE 4 Séminaire international & PFE	18h	Séminaire international	2		
	20h	PFE (22h)	3		PFE dispense
UE 5 stage et mémoire (Mission de professionnalisation)		- Stage en entreprise	2		- Stage S10
		- Mémoire			- 0
		- Soutenance	8		- 0
	338 h	Total semestre 4	30		

ANNEXE 2

Annexe pédagogique : Tableau d'équivalence

Semestre 3 et 4 Master Management et administration des entreprises parcours GMP : GENERAL MANAGEMENT PROGRAM

Les enseignements grisés de la première colonne sont admis par équivalence au regard des enseignements suivis à l'ECAM.

	volume	Année N+1 Master MAE	ECTS	ECAM 4 Sans dispense	Équivalences suivies à L'ECAM 5 (année N)
UE1 Strategy & Marketing	20h	Corporate Strategy	3		
	20h	Marketing	3		
UE 2 Comptabilité & finance	20h	Accounting & Financial Analysis	3		Finance d'entreprise
	20h	Control & Auditing	3		
UE 3 Ressources humaines	20h	Human Resources Management	3		
	20h	Organizational Behavior & CSR	3		
UE 4 Business environnement	20h	Business Law & Taxation	3		
	20h	Business Economics	3		
UE 5 cours de spécialité et cours en e-learning	20h	Business english / business french	3		Anglais (2, 3, et 4 ^{ème} année)
	20h	RSO en e-learning	3		RSO (2, 3 et 4 ^{ème} année)
Total semestre 3			30		
UE 1 Innovation Management Project	20h	Innovation management and new product development	3		
	20h	Team management & leadership	3		
UE 2 Management stratégique	20h	<u>Pilotage, mesure de la performance</u>	3		
	20h	Management industriel & logistique	3		Management industriel (78h)
UE 3 Plan d'action opérationnel (jeu de simulation)	20h	Jeu de simulation de gestion	3		Simulation de gestion
UE4 Séminaire international et PFE	18h	Séminaire international	2		
	22h	PFE	3		Dispense PFE
UE5 Stage et mémoire		- Stage en entreprise	2		- Stage S10
Mission de professionnalisation		- Mémoire			- 0
		- Soutenance	8		- 0
	338 h		30		

Le reste sans changement.


Article 2 - Prorogation de la convention n°2023-04-F-029

Conformément l'article 5 de la convention de partenariat visée ci-dessus, la convention initiale est reconduite pour l'année universitaire 2023/2024.

Article 3 - Date d'effet

Le présent avenant prend effet à compter du 1^{er} septembre 2023. Il couvre l'année universitaire 2023-2024.

Fait à Lyon, en trois exemplaires originaux, le 18.10.2023

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3, Le Président,  Eric CARPANO	Pour l'iaelyon, La Directrice Générale, Marie-Christine CHALUS	Pour l'ECAM, Le Directeur Général, Didier DESPLANCHE
--	---	---

AVENANT N°2 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT

N°2023-09-F-060

Relative au Master 2 Droit-Économie-Gestion, mention Management et
Administration des Entreprises (MAE)

Entre**L'Université Jean Moulin Lyon 3,**

Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel enregistré en
préfecture avec le numéro de déclaration d'activité 8269P000669, N° Siret : 196 924 377
00282,

Sise 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon Cedex 08,

Représentée par son Président, le Professeur Eric CARPANO agissant dans le cadre d'un
projet porté par :

L'iaelyon School of Management

Représenté par sa Directrice Générale, Marie-Christine CHALUS,

Ci-après dénommé « **iaelyon** »

D'une part,

Et

L'Institut National des Sciences Appliquées de Lyon (INSA Lyon), établissement public à
caractère scientifique, culturel et professionnel,

Sis 20 avenue Albert Einstein - 69621 Villeurbanne cedex,

Représenté par son Directeur, Frédéric FOTIADU, agissant pour le compte du Département
Génie Industriel, représenté par son Directeur Khaled HADJ HAMOU

Ci-après dénommé « **INSA-GI** »

D'autre part,

VU les articles L. 123-4, L.123-5 et L.718-16 du Code de l'Education ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 2022 portant sur l'accréditation de l'Université Jean Moulin Lyon 3 en
vue de la délivrance des diplômes nationaux,

VU la convention de partenariat 2022-06-F-058 signée le 12 juillet 2022 et sont avenant n°1
entre l'Université Jean Moulin Lyon 3 et plus particulièrement l'iaelyon et l'INSA ;

Article 1 – Modification de la convention n°2022-06-F-058

Les annexes 1 et 2 sont modifiées comme suit :

ANNEXE 1

Annexe pédagogique : Tableau d'équivalence

Semestre 3 et 4 Master Management et administration des entreprises parcours management général – version Française.

Les enseignements grisés de la première colonne sont admis par équivalence au regard des enseignements suivis à l'INSA- GI.

UE	volume	Année N+1 Master MAE	ECTS	Équivalences suivies à L'INSA (année N)
UE 1 Stratégie & Marketing	20h	Stratégie d'entreprise	3	
	20h	Démarche et outils marketing	3	
UE 2 Comptabilité & finance	20h	Comptabilité générale et gestion financière	3	
	20h	Analyse des coûts	3	Entreprise et diagnostic financier GI-3-S2-EC-DFI / Budget et contrôle de gestion GI-4-S2-EC-BCG
UE 3 Ressources Humaines	20h	Gestion des ressources humaines	3	
	20h	Management des comportements et des organisations	3	
UE 4 Environnement de l'entreprise	20h	Environnement juridique	3	
	20h	Environnement économique et international	3	
UE 5 Cours de spécialité & e-learning	20h	Système d'information et informatique de gestion	3	Conception de Systèmes d'information GI-4-S1-EC-CSI / Projet ERP, GPAO Gestion de Production GI-4-S2-EC-GPR
	20h	RSO en e-learning	3	Responsabilité Sociétale de l'Entreprise GI-5-S1-EC-MVE
	200h	Total semestre 3	30	
UE 1 Innovation management project	20h	Innovation management & new product development	3	Interface homme machine GI-4-S1-EC-IHM / conception de machine de production GI-3-S2-EC-CMP
	20h	Team management & leadership	3	Gestion et conduite de projets GI-4-GCP-S1 / Projet collectif GI-4/5-S1/S2-EC-PCO
UE 2 Management stratégique	20h	Management industriel & logistique	3	Introduction à la gestion de production GI-3-S1-EC-IGP / Gestion de production approfondie GI-4-S1-EC-GPA / Projet Ordonnancement et Gestion des Flux GI-4-S1-EC-ORD
	20h	<u>Pilotage, mesure de la performance</u>	3	Simulation de flux GI-4-S1-EC-PSF
UE 3 Plan d'action	20h	Jeu de simulation de gestion	3	Initiation à l'organisation industrielle GI-3-S1-EC-IOI
UE 4 Séminaire international & PFE	18h	Séminaire international	2	
	20h	PFE (22h)	3	Gestion et conduite de projets GI-4-GCP-S1 / Projet collectif GI-4/5-S1/S2-EC-PCO
UE 5 stage et mémoire (Mission de professionnalisation)		- Stage en entreprise	2	- projet de fin d'études, partie pratique GI-5-S2-EC-PFE (30/00)
		- Mémoire et Soutenance	8	-
	338 h	Total semestre 4	30	

ANNEXE 2

Annexe pédagogique : Tableau d'équivalence

Semestre 3 et 4 Master Management et administration des entreprises parcours management général - version Anglaise (GMP) :

· Les enseignements grisés de la première colonne sont admis par équivalence au regard des enseignements suivis à l'INSA.

	volume	Année N+1 Master MAE	ECTS	Équivalences suivies à L'INSA (année N)
UE1 Strategy & Marketing	20h	Corporate Strategy	3	
	20h	Marketing	3	
UE 2 Comptabilité & finance	20h	Accounting & Financial Analysis	3	
	20h	Control & Auditing	3	Entreprise et diagnostic financier GI-3-S2-EC-DFI / Budget et contrôle de gestion GI-4-S2-EC-BCG
UE 3 Ressources humaines	20h	HRM	3	
	20h	Organizational Behavior & CSR	3	
UE 4 Business environnement	20h	Business Law & Taxation	3	
	20h	Business Economics	3	
UE 5 cours de spécialité et cours en e-learning	20h	Business english / business french	3	Score minimum LinguaSkill ou équivalent
	20h	RSO en e-learning	3	Responsabilité Sociétale de l'Entreprise GI-5-S1-EC-MVE
		Total semestre 3	30	
UE 1 Innovation management project	20h	Innovation management & new product development	3	Interface homme machine GI-4-S1-EC-IHM / conception de machine de production GI-3-S2-EC-CMP
	20h	Team management & leadership	3	Gestion et conduite de projets GI-4-GCP-S1 / Projet collectif GI-4/5-S1/S2-EC-PCO
UE 2 Management stratégique	20h	Management industriel & logistique	3	Introduction à la gestion de production GI-3-S1-EC-IGP / Gestion de production approfondie GI-4-S1-EC-GPA / Projet Ordonnancement et Gestion des Flux GI-4-S1-EC-ORD
	20h	<u>Pilotage, mesure de la performance</u>	3	Simulation de flux GI-4-S1-EC-PSF
UE 3 Plan d'action	20h	Jeu de simulation de gestion	3	Initiation à l'organisation industrielle GI-3-S1-EC-IOI
UE 4 Séminaire international & PFE	18h	Séminaire international	2	
	20h	PFE (22h)	3	Gestion et conduite de projets GI-4-GCP-S1 / Projet collectif GI-4/5-S1/S2-EC-PCO
UE 5 stage et mémoire (Mission de professionnalisation)		- Stage en entreprise	2	- projet de fin d'études, partie pratique GI-5-S2-EC-PFE (30/00)
		- Mémoire et Soutenance	8	
	338 h	Total semestre 4	30	

Le reste sans changement.

Article 2 - Prorogation de la convention n°2022-06-F-058

Conformément l'article 4 de la convention de partenariat visée ci-dessus, la convention initiale est reconduite pour la durée de l'accréditation 2023-2027 de l'Université Jean Moulin Lyon 3 soit jusqu'à la fin de l'année universitaire 2027.


Elle est modifiable par voie d'avenant notamment pour la mise à jour des annexes précisant les équivalences.

La convention pourra être dénoncée par l'une des parties moyennant un préavis de trois mois, adressé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie.

Article 3 - Date d'effet

Le présent avenant prend effet à compter du 1^{er} septembre 2023.

Fait, en quatre exemplaires originaux, à Lyon, le 18.10.2023

<p>Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3, Le Président,</p>  <p>Eric CARPANO</p>	<p>Pour l'INSA Lyon, Le Directeur,</p> <p>Frédéric FOTIADU</p>
<p>Pour l'iaelyon, La Directrice Générale,</p> <p>Marie-Christine CHALUS</p>	<p>Pour le Département Génie Industriel de l'INSA Lyon, Le Directeur,</p> <p>Khaled HADJ HAMOU</p>

CONVENTION DE PARTENARIAT N°2023-09-F-062

Entre :

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel enregistré en préfecture avec le numéro de déclaration d'activité 8269P000669, N° SIRET 196 924 377 00282,

Sise 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon Cedex 08,

Représentée par son Président, le Professeur Eric CARPANO agissant dans le cadre d'un projet porté par **iaelyon School of Management**

Représentée par sa Directrice Générale, Marie-Christine CHALUS,

Ci-après dénommée « **iaelyon** »

D'une part,

Et

L'école nationale des travaux publics de l'État, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,

Sise 3 rue Maurice Audin 69518 Vaulx-en-Velin Cedex,

Représentée par sa Directrice, Cécile DELOLME,

Ci-après dénommée « **ENTPE** »

D'autre part

Vu les articles L.123-4 et L.718-16 du Code de l'Education

Vu l'arrêté ministériel du 20 juillet 2022 accréditant l'Université Jean Moulin Lyon 3 à délivrer le diplôme Master Droit-Economie-Gestion, mention Management et Administration des Entreprises (MAE),

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : OBJET

La convention a pour objet d'organiser l'admission et l'accueil des étudiants ingénieurs de l'ENTPE de 5^{ème} année en **Master 2 Droit-Économie-Gestion, mention Management et Administration des Entreprises (MAE)** de l'iaelyon. Cette formation correspondra en tous points à la maquette du diplôme habilitée par le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche mais la validation par équivalence de certains cours de ce master, déjà suivis avec succès par les étudiants au sein de l'ENTPE, leur permettra de bénéficier d'un parcours accéléré de formation.

Article 2 : ASPECTS PÉDAGOGIQUES

2.1 : Validation des cours par équivalence

Dans le cadre de la présente convention l'ENTPE soumettra l'ensemble de ses programmes d'enseignement en management et sciences économiques à l'iaelyon à chaque changement de programme. L'iaelyon pourra vérifier que les cours proposés sont en adéquation avec ses propres cours de master afin d'établir une liste des cours admis en équivalence.

Les élèves ingénieurs suivront des enseignements aux semestres 9 et 10 de l'année N à l'ENTPE et des enseignements aux semestres MS3 et MS4 de l'année N+1 à l'iaelyon.

Le détail des équivalences d'unités d'enseignement est indiqué dans le tableau de l'**annexe pédagogique**.

2.2 : Admission

L'inscription en Master Droit-Économie-Gestion, mention Management et Administration des Entreprises (MAE) est proposée aux étudiants présélectionnés par l'ENTPE selon les modalités suivantes :

Phase de présélection

- Étude des dossiers présélectionnés en fin de la 4^{ème} année
- Entretien de motivation par un jury commun : ENTPE/Master iaelyon

Phase de sélection

- Les étudiants doivent déposer un dossier de candidature auprès de l'iaelyon via l'application dédiée au cours du semestre 10 de l'année N.
- Les étudiants sont dispensés des tests Score iae message et de niveau d'anglais
- Sélection sur dossier et/ou entretien en N+1

Les candidats doivent valider le titre d'ingénieur pour intégrer le Master MAE – Management Général ou GMP.

La formation est ouverte aux candidats qui souhaitent s'inscrire dans le cadre de la formation continue.

L'admission dans l'année universitaire N+1 à l'iaelyon (semestre MS3) est effectuée sous la responsabilité de l'iaelyon.

2.3. Déroulement des enseignements

Les étudiants inscrits intégreront les cours du Master Droit-Économie-Gestion, mention Management et Administration des Entreprises (MAE), en formation initiale à l'iaelyon. Ils opteront pour suivre les cours en français ou en langue anglaise (GMP).

Les enseignements sont sous la responsabilité de l'ENTPE pour l'année N.

- Semestre 9 année N : scolarité à l'ENTPE Lyon
- Semestre 10 année N : stage de fin d'étude des étudiants ingénieurs sélectionnés qui pourra servir de mission de professionnalisation pour le Master MAE de l'iaelyon.

Les enseignements sont sous la responsabilité de l'iaelyon de l'Université Jean Moulin Lyon 3 pour l'année N+1.

- o Semestre MS3 année N+1 : début des cours M2 Management Général et GMP à l'iaelyon.
- o Semestre MS4 année N+1 : le séminaire international puis rédaction et soutenance d'un mémoire

Tous les cours se déroulent à l'Université Jean Moulin Lyon 3 pour l'année N+1. Les enseignements débuteront le 1^{er} semestre de l'année universitaire N+1. L'emploi du temps sera fixé en début de chaque année universitaire (N+1).

2.4. Examens

Les étudiants sélectionnés passent les épreuves selon les régimes des études et examens respectifs.

2.5. Le stage de fin de master

Dans la mesure où les étudiants sélectionnés auront réalisé lors de leur stage de fin d'étude d'ingénieur une mission d'au moins 5 mois en entreprise, incluant une problématique de nature managériale, ils n'ont pas l'obligation d'effectuer une nouvelle mission de professionnalisation.

Ces étudiants devront rédiger et soutenir un mémoire de fin d'études sur une problématique de gestion à partir du stage de fin d'étude du cursus ingénieur (de l'année N).

Ceux qui ne souhaitent pas bénéficier de cette mesure, effectueront leur mission de professionnalisation de Master dans les conditions prévues dans le régime des études et d'examen du Master.

Article 3 : OBLIGATIONS DES PARTENAIRES

L'Université Jean Moulin Lyon 3 (iaelyon) :

- Assure la sélection des candidats selon les modalités précisées ci-dessus,
- Désigne un représentant de l'Université Jean Moulin Lyon 3, la responsable pédagogique du diplôme comme correspondante de l'ENTPE ;
- Assure la responsabilité du programme et sa mise en œuvre ;
- Assure l'évaluation des étudiants conformément à la maquette du diplôme,
- Organise les examens et jurys,
- Délivre le diplôme,
- Gère les aspects administratifs propres au master.

L'ENTPE

- Permet à l'iaelyon de promouvoir la formation au sein de l'ENTPE,
- Participe à la sélection des étudiants.

Article 4 : DROITS D'INSCRIPTION

Les étudiants de l'ENTPE devront s'acquitter des droits d'inscription afférents auprès de l'ENTPE pour les semestres 9 et 10 (année N) auprès de l'université Jean Moulin Lyon 3 pour les semestres MS3 et MS4 (année N+1) du Master MAE de l'iaelyon.

Concernant le droit d'inscription à l'Université Jean Moulin Lyon 3, le tarif Formation Continue sera appliqué pour tout participant présentant une interruption d'études de plus de deux ans.

Article 5 : DATE D'EFFET ET DURÉE

Le partenariat est valable à compter de la rentrée universitaire 2023/2024. Elle est conclue pour une durée de l'accréditation 2023-2027 de l'Université Jean Moulin Lyon 3 soit jusqu'à la fin de l'année universitaire 2027.

Elle est modifiable par voie d'avenant notamment pour la mise à jour des annexes précisant les équivalences.

La convention pourra être dénoncée par l'une des parties moyennant un préavis de trois mois, adressé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie.

Article 6 : RÉSILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une des quelconques obligations contenues dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit sans aucune indemnisation après l'envoi par l'une des parties d'une lettre recommandée avec accusé de réception invitant la partie défaillante à respecter ses obligations dans un délai d'un mois. Les parties s'engagent à permettre aux étudiants de l'ENTPE déjà sélectionnés au moment de la résiliation de bénéficier des dispositions de la présente convention, sous réserve de l'habilitation des diplômes de master et d'ingénieur par les ministères de tutelle.

Article 7 : PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, l'Université Jean Moulin Lyon 3 et l'ENTPE conviennent conjointement que chaque partie assure le respect des dispositions de la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles, et notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les parties agissent en tant que co-responsables de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679. Dans le cadre de l'exécution de la présente convention, des transferts de données à caractère personnel peuvent être effectués indifféremment par les deux responsables de traitement vers l'autre partie afin de répondre aux finalités administratives et pédagogiques afférentes dans la mesure où ces finalités sont déterminées et légitimes. À ce titre, les parties s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions prévues par la législation pour assurer les principes de conformité, incluant les principes de minimisation des données collectées, traitées et transférées, l'exécution du droit d'information des personnes concernées dans leur périmètre respectif, et la mise en œuvre des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées.

Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle dans le traitement de ces demandes. Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser indifféremment aux délégués à la protection des données personnelles des deux établissements partenaires :

- Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3 : dpd@univ-lyon3.fr
- Pour l'ENTPE : eric.payan@entpe.fr

Les parties s'engagent également à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72h après la découverte de ladite violation. Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet événement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.

À l'issue de l'année universitaire, chaque partie s'engage à respecter les durées de conservation et de traitement légales qui lui sont opposables. De même, à l'issue de la durée de la convention, chaque partie s'assure du respect de la réglementation applicable quant au sort des données dans son propre périmètre.


L'iaelyon fait signer à chaque étudiant une fiche concernant le traitement des données à caractère personnel (Annexe 3) au moment des pré-sélections en N-1.

Article 8 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Les parties s'efforcent de résoudre à l'amiable tout différend ou litige survenant à l'occasion de l'exécution de la présente convention. À défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Lyon.

Toute modification à la présente convention se fera par voie d'avenant.

Fait en trois exemplaires à Lyon, le 04.10.2023

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3, Le Président,  Eric CARPANO	Pour l'iaelyon, La Directrice Générale, Marie-Christine CHALUS	Pour l'ENTPE, La Directrice, Cécile DELOLME
--	---	--

ANNEXE 1

Annexe pédagogique : Tableau d'équivalence

Semestre 3 et 4 Master Management et administration des entreprises parcours management général – version Française.

Les enseignements grisés de la première colonne sont admis par équivalence au regard des enseignements suivis à l'ENTPE.

UE	volume	Année N+1 Master MAE	ECTS	Équivalences suivies à L'ENTPE (année N)
UE 1 Stratégie & Marketing	20h	Stratégie d'entreprise	3	Stratégie des organisations
	20h	Démarche et outils marketing	3	
UE 2 Comptabilité & finance	20h	Comptabilité générale et gestion financière	3	Gestion financière de l'entreprise
	20h	Analyse des coûts	3	Contrôle de gestion des organisations
UE 3 Ressources Humaines	20h	Gestion des ressources humaines	3	
	20h	Management des comportements et des organisations	3	
UE 4 Environnement de l'entreprise	20h	Environnement juridique	3	
	20h	Environnement économique et international	3	
UE 5 Cours de spécialité & e-learning	20h	Système d'information et informatique de gestion	3	Mathématiques et informatique
	20h	RSO en e-learning	3	RSO
		Total semestre 3	30	
UE 1 Innovation management project	20h	Innovation management & new product development	3	Innovation, entrepreneuriat
	20h	Team management & leadership	3	Approche sociologique des organisations
UE 2 Management stratégique	20h	Management industriel & logistique	3	Transition et projet d'ingénierie territoriale
	20h	Pilotage, mesure de la performance	3	Transition et Projet d'ingénierie territoriale
UE 3 Plan d'action	20h	Jeu de simulation de gestion	3	Simulation de gestion
UE 4 Séminaire international & PFE	18h	Séminaire international	2	
	20h	PFE (22h)	3	PFE
UE 5 stage et mémoire (Mission de professionnalisation)		- Stage en entreprise	2	- Stage S10 (25ects)
		- Mémoire		- 0
		- Soutenance	8	- 0
	338 h	Total semestre 4	30	

ANNEXE 2

Annexe pédagogique : Tableau d'équivalence

Semestre 3 et 4 Master Management et administration des entreprises parcours GMP : GENERAL MANAGEMENT PROGRAM

Les enseignements grisés de la première colonne sont admis par équivalence au regard des enseignements suivis à l'ENTPE.

	volume	Année N+1 Master MAE	ECTS	Équivalences suivies à l'ENTPE (année N)
UE1 Strategy & Marketing	20h	Corporate Strategy	3	Stratégie des organisations
	20h	Marketing	3	
UE 2 Comptabilité & finance	20h	Accounting & Financial Analysis	3	Gestion financière de l'entreprise
	20h	Control & Auditing	3	Contrôle de gestion des organisations
UE 3 Ressources humaines	20h	HRM	3	
	20h	Organizational Behavior & CSR	3	
UE 4 Business environnement	20h	Business Law & Taxation	3	
	20h	Business Economics	3	
UE 5 cours de spécialité et cours en e-learning	20h	Business english / business french	3	
	20h	RSO en e-learning	3	RSO
Total semestre 3			30	
UE 1 Innovation Management Project	20h	Innovation management and new product development	6	Innovation, entrepreneuriat
	20h	Team management & leadership		Approche sociologique des organisations
UE 2 Management stratégique	20h	<u>Pilotage, mesure de la performance</u> (20h)	6	Contrôle de gestion et transition
	20h	Management industriel & logistique (20 h)		Projet d'ingénierie territoriale
UE 3 Plan d'action opérationnel (jeu de simulation) (20h)	20h	Jeu de simulation de gestion	3	Simulation de gestion
UE4 Séminaire international et PFE	18h	Séminaire international	2	
	22h	PFE	3	PFE
UE5 Stage et mémoire		- Stage en entreprise	2	- Stage S10 (25ects)
Mission de professionnalisation		- Mémoire		- 0
		- Soutenance	8	- 0
	338 h		30	

ANNEXE 3

Annexe concernant le traitement des données à caractère personnel : Fiche remise à l'étudiant lors de son inscription

Transmission de données vous concernant

Dans le cadre de votre pré-sélection au Master Mention Management et Administration des entreprises et du partenariat qui lie l'iaelyon à l'ENTPE, si vous êtes sélectionné, vos données personnelles (nom, prénom, adresse mail, numéro de téléphone) feront l'objet d'une communication de la part de l'ENTPE vers l'Université Lyon 3 - iaelyon, en vue d'identifier votre dossier de candidature et suivre votre processus de recrutement.

Ces éléments seront conservés jusqu'à la fin du processus de recrutement de l'iaelyon.

Vous avez la possibilité de vous opposer à la transmission de vos données personnelles à l'iaelyon.

Je soussigné-,

.....
en qualité d'étudiant inscrit à l'ENTPE, (n° d'étudiant :)

Autorise

N'autorise pas

L'ENTPE à transmettre mes données à l'université Lyon 3 – iaelyon.

Fait à Lyon, le

Signature :

Ce document est établi en trois exemplaires :

- 1 exemplaire est à conserver par l'établissement d'origine,
- 1 exemplaire est à conserver par le gestionnaire de scolarité de l'établissement d'accueil,
- 1 exemplaire est à conserver par l'étudiant.

AVENANT N°1
n°2023-09-F-063
AU CONTRAT DE PARTENARIAT

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

L'Université Jean Moulin Lyon 3,

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, enregistré en préfecture avec le numéro de déclaration d'activité 8269P000669 N° Siret : 19692437700282,

Dont le siège social se situe 1C avenue des Frères Lumières CS 78242 69372 Lyon Cedex 08,

Représentée par son Président, le Professeur Eric CARANO agissant dans le cadre d'un projet porté par iaelyon School of Management représentée par sa Directrice Générale, Marie-Christine CHALUS,

Ci-après dénommée « **iaelyon School of Management** »,

D'une part,

ET

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE,

Société anonyme au capital de 1 010 261 206,25 euros, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 552 120 222, ayant son siège social sis 29, boulevard Haussmann à Paris (75009),

Représentée par Madame Nathalie GOUADAIN, en qualité de Responsable de l'apprentissage et du recrutement des profils juniors, dûment habilité(e) par les présentes

Ci-après, le « **Société Générale** »,

D'autre part,

Ci-après, désignées ensemble les « Parties » ou individuellement la « Partie »

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

1 - PREAMBULE

Les Parties ont conclu en date du 01/09/2021 un contrat de partenariat « Ecole » d'une durée de deux ans (ci-après, le « Contrat »).

laelyon School of Management accueille chaque année plusieurs milliers d'étudiants au sein de ses formations dans le domaine de la gestion et du management.

Société Générale, est un établissement de crédit habilité, conformément aux articles L. 511-1 et suivants du Code monétaire et financier, à traiter toutes les opérations en banque.

Les Parties souhaitent aujourd'hui prolonger le Contrat. Dans ce contexte, elles se sont rapprochées en vue de conclure le présent avenant au Contrat (ci-après, l'« Avenant »).

2 - OBJET

Le présent Avenant a pour objet de :

- Contractualiser la collaboration entre Société Générale et laelyon School of Management.
- Définir les conditions et modalités de collaboration entre les Parties dans le cadre du partenariat.
- Proposer des prestations qui permettent d'assurer une présence active de Société Générale tout au long de l'année auprès des élèves pour mieux communiquer sur ses métiers, ses opportunités professionnelles (offre de stage, VIE, emploi) et augmenter sa notoriété.
- Permettre à l'Ecole de pérenniser ses relations avec Société Générale, de mieux satisfaire ses attentes et procurer de nouvelles ressources financières qui contribuent au soutien de la vie étudiante et à l'innovation pédagogique.

3 - ENTREE EN VIGUEUR

L'Avenant entre en vigueur à compter du 01/09/2023 et pour une durée d'un an soit jusqu'au 31/08/2024.

A l'expiration de cette période, l'Avenant ne sera pas renouvelé par tacite reconduction.

4 - MODIFICATIONS APPORTEES AU CONTRAT

Les Parties conviennent d'ajouter dans l'article 4 « Engagements du Partenaire » au Contrat de la manière suivante :

laelyon School of Management s'engage, pendant toute la durée du Contrat à :

Mission handicap

- Informer et orienter, dans la mesure du possible, les étudiants de l'existence de la Mission Handicap de Société Générale afin qu'elle puisse accompagner et orienter dans leur insertion professionnelle et vers les opportunités de recrutement au sein de Société Générale les étudiants en situation de handicap qui le souhaitent ;
- Impliquer les associations étudiantes sur le sujet handicap dans les actions mises en place.

Les Parties conviennent d'ajouter dans l'article 5 « Engagement de Société Générale » au Contrat de la manière suivante :

Mission handicap

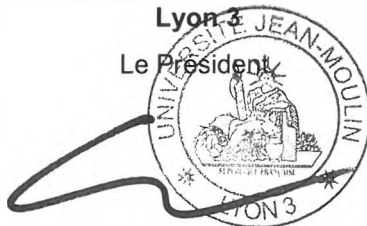
Société Générale d'engage de son côté et pendant toute la durée du Contrat, à :

- Donner accès à des événements Société Générale autour du handicap aux étudiants d'iaelyon School of Management ;
- Accompagner iaelyon School of Management dans ses actions de sensibilisation au handicap à destination de ses étudiants ;
- Répondre aux sollicitations des étudiants en situation de handicap sur les problématiques liées à leur inseton professionnelle (simulation d'entretien, aide à la rédaction de CV...) et les accompagner dans leur recherche et dans le processus de recrutement ;
- Donner accès au référent handicap de l'iaelyon School of Management à des formations spécialisées sur le handicap, dispensées par des associations partenaires de la Mission Handicap de Société Générale.

5 - AUTRES STIPULATIONS

Sous réserve des modifications apportées par le présent Avenant, l'ensemble des dispositions du Contrat est maintenu en l'état.

Fait à Paris, en trois exemplaires originaux, le 20.10.2023

<p>Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3</p> <p>Le Président,</p>  <p>Eric CARPANO</p>	<p>Pour l'iaelyon School of Management</p> <p>La Directrice Générale,</p> <p>Marie-Christine CHALUS</p>	<p>Pour Société Générale</p> <p>Responsbale de l'apprentissage et du recrutement des profils juniors</p> <p>Nathalie GOUADAIN</p>
--	---	---

CONVENTION DE PARTENARIAT N°2023-09-F-064

Entre :

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel enregistré en préfecture avec le numéro de déclaration d'activité 8269P000669, n° Siret 196924377-00282,

Dont le siège social se situe 1 rue de l'Université 69007 Lyon
Représentée par son Président, le Professeur Eric CARPANO
agissant dans le cadre d'un projet porté par

iaelyon School of Management

représentée par sa Directrice Générale, Marie-Christine CHALUS,

Ci-après désignée **iaelyon**

D'une part,

Et

Le Groupement d'Intérêt Public : Centre d'Etudes Universitaires de Bourg et de l'Ain, créé par arrêté préfectoral du 18 novembre 2013 portant approbation de la convention constitutive du GIP CEUBA,

Dont le siège social se situe 2 rue du 23^{ème} R.I. 01000 Bourg en Bresse
Représenté par son Directeur, Monsieur Stéphane MARION,

Ci-après désigné **GIP CEUBA**,

D'autre part,

VU les articles L 6231-3 du code du travail ;

VU les articles L 123-4, L123-5 et L718-16 du Code de l'Education ;

VU Le décret n°2013-756 du 19 août 2013 relatif aux dispositions réglementaires des Livres VI et VII du Code de l'Education ;

VU Le décret n°2018-1360 du 28 décembre 2018 portant aménagement des dispositions relatives au diplôme de comptabilité et de gestion, au diplôme supérieur de comptabilité et de gestion et au diplôme d'expertise comptable ;

VU l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master ;

VU L'arrêté du 06 décembre 2019 portant réforme de la licence professionnelle ;

VU l'arrêté ministériel du 20 juillet 2022 ayant pour objet l'accréditation de l'Université Jean Moulin Lyon3 en vue de la délivrance des diplômes nationaux,

Entre les deux parties, Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la coopération entre l'iaelyon et le GIP CEUBA dans le cadre de l'organisation des formations suivantes délocalisées à Bourg en Bresse :

- **DCG** (Diplôme de Comptabilité et de Gestion) année 2 et 3 ;
- **Master 1** Marketing, Vente—Commercialisation et Marketing dans l'entreprise en transition
- **Master 1** Gestion de Production, Logistique, Achats - Management des Opérations
- **Master 2** Marketing et Vente en Business to Business
- **Master 2** Management Industriel et logistique
- **Master 2** Gestion de Production, Logistique, Achats – Achat en PME / PMI
- **Licence professionnelle** mention Assurance-Banque-Finance parcours : Commerce en Banque Assurance
- **Licence professionnelle** mention Métiers de la Gestion et de la Comptabilité : Comptabilité et Paie parcours Gestion des Systèmes d'Information de la Paie
- **Licence Professionnelle** Commerce en B to B des produits de l'Industrie

Cette convention pourra être élargie à tout autre diplôme développé par la voie de la professionnalisation (contrat d'apprentissage et contrat de professionnalisation développés sur le site du campus de Bourg dans les années futures) et devra faire alors l'objet d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 2 : Modalités pédagogiques

Les modalités pédagogiques sont prévues dans les accréditations ministérielles accordées aux universités. L'université Jean Moulin Lyon 3, en liaison avec son campus, dispose de la maîtrise pédagogique et du recrutement des étudiants. Afin de garantir la qualité et l'efficacité du processus de formation, un responsable pédagogique est désigné pour chaque diplôme concerné parmi les enseignants de l'iaelyon.

ARTICLE 3 : Localisation des formations

Les formations et examens sont organisés dans les locaux du GIP CEUBA, 2 rue du 23^{ème} R.I. à Bourg en Bresse ou dans les locaux d'un de ses partenaires. À titre exceptionnel, certains séminaires ou cours peuvent se dérouler sur les sites lyonnais de l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Les étudiants se rendent sur les lieux de la formation par leurs propres moyens. Les examens sont organisés dans les conditions de droit commun des diplômes.

ARTICLE 4 : Modalités financières

La prise en charge des coûts de formation par le CFA de l'enseignement supérieur FORMASUP Ain Rhône Loire pour les étudiants en contrat d'apprentissage ou par les OPCO pour les étudiants en contrat de professionnalisation sera perçue par l'iaelyon.

Les dépenses et les recettes liées à cette convention sont réparties entre l'Université Jean Moulin Lyon 3 et le GIP CEUBA, selon les termes suivants définis chaque année dans un budget prévisionnel.

Pour le GIP CEUBA

L'Université Jean Moulin Lyon 3 perçoit l'intégralité des recettes des contrats d'alternance et retient 16% (11 % pour l'Université et 5% pour l'I.A.E.) sur le montant total des recettes au titre des frais de gestion.

L'Université Jean Moulin Lyon 3 reverse au GIP CEUBA la part des ressources nécessaires à l'exécution des obligations soit : Frais de déplacements, frais directs de fonctionnement et pédagogique sur présentation de justificatifs et d'une facture. Les frais de déplacement sont à la charge du GIP CEUBA, ainsi que les frais liés au fonctionnement direct des diplômes : secrétariat (1/3^e d'un temps plein brut chargé) par diplôme.

Le reversement par l'Université Jean Moulin Lyon 3, sur facture du GIP CEUBA, se fait chaque année selon le calendrier suivant :

- 30% en novembre de l'année N
- 30% en mars de l'année N + 1
- 30% en octobre de l'année N + 1
- Solde : 10% en janvier de l'année N + 2

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3

- Recettes de l'Université Jean Moulin Lyon 3

- Droits d'inscription nationaux des étudiants.
- 11% de frais de gestion sur le montant total des recettes.

- Recettes de l'iaelyon

- Pour les étudiants inscrits en DCG, Masters ou LP : les recettes seront évaluées sur la base des étudiants effectivement inscrits dans la formation à la date de l'évaluation et ayant signé un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation. Elles seront égales au montant des coûts pris en charges par le CFA de l'enseignement supérieur FORMASUP Ain Rhône Loire pour l'ensemble des étudiants en contrat d'apprentissage ou par les OPCO pour les étudiants en contrat de professionnalisation.

- Dépenses à la charge de l'iaelyon

- 5% de frais de gestion sur le montant total des recettes.
- Le coût des heures d'enseignement équivalent TD est fixé par le tableau de référence annuel du contrôle de gestion de l'Université Jean Moulin Lyon 3 portant sur les coûts moyens des heures d'enseignement (actualisé chaque année - 58 euros pour l'année 2022/2023).
Le coût des enseignements sera évalué sur la base des maquettes pédagogiques. Le nombre d'heures prises en considération tient compte des cours mutualisés lorsque ceux-ci existent.

Un budget prévisionnel sera établi avant le début de l'année universitaire établissant pour chaque diplôme un nombre minimum d'étudiants, seuil d'ouverture de chacune des formations.

À la fin de la formation, un bilan financier, comportant pour chaque partenaire, l'ensemble des dépenses et des recettes, sera établi.

La marge globale sera partagée à part égal entre le GIP CEUBA et l'iaelyon.

ARTICLE 5 : Bilan annuel

La coordination des diplômes sera assurée par :

- Pour l'iaelyon : le responsable pédagogique des formations concernées
- Pour le GIP CEUBA : le Directeur du GIP CEUBA

Les coordinateurs du diplôme présenteront conjointement un rapport annuel sur le déroulement de la formation, l'organisation des examens et les résultats obtenus ainsi qu'un bilan financier.

Un bilan annuel sera effectué conjointement à la fin de chaque année universitaire.

ARTICLE 6 : Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, l'Université Jean Moulin Lyon 3 et le GIP CEUBA conviennent conjointement que chaque partie assure le respect des dispositions de la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles, et notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les parties agissent en tant que co-responsables de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679. Dans le cadre de l'exécution de la présente convention, des transferts de données à caractère personnel peuvent être effectués indifféremment par les deux responsables de traitement vers l'autre partie afin de répondre aux finalités administratives et pédagogiques afférentes dans la mesure où ces finalités sont déterminées et légitimes. A ce titre, les parties s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions prévues par la législation pour assurer les principes de conformité, incluant les principes de minimisation des données collectées, traitées et transférées, l'exécutif du droit d'information des personnes concernées dans leur périmètre respectif, et la mise en œuvre des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées.

Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle dans le traitement de ces demandes. Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser indifféremment aux déléguées à la protection des données personnelles des deux établissements d'enseignement supérieur :

- Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3 : dpd@univ-lyon3.fr
- Pour le GIP CEUBA : Daniel ESPEL daniel.espel@univ-lyon3.fr

Les parties s'engagent également à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72h après la découverte de ladite violation. Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet événement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.

A l'issue de l'année universitaire, chaque partie s'engage à respecter les durées de conservation et de traitement légales qui lui sont opposables. De même, à l'issue de la durée de la convention, chaque partie s'assure du respect de la réglementation applicable quant au sort des données dans son propre périmètre.

ARTICLE 7 : Exécution de la convention

La Directrice Générale de l'iaelyon et le Directeur du GIP CEUBA sont chargés de l'exécution du présent accord.

ARTICLE 8 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} septembre 2023.

Elle est conclue pour une durée de l'accréditation 2023-2027 de l'Université Jean Moulin Lyon 3 soit jusqu'au 31 août 2027.

Elle est modifiable par voie d'avenant.

ARTICLE 9 : Résiliation

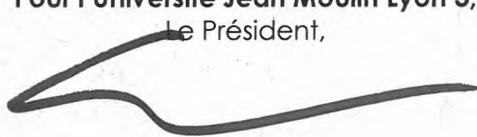
La convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception sous réserve d'un préavis de 6 mois. Elle peut également être résiliée de plein droit, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, en cas d'inobservation des clauses qu'elle contient, après mise en demeure restée infructueuse pendant le délai d'un mois, sans préjudice des dommages et intérêts auxquelles la partie lésée peut avoir droit.

Au cas où il serait mis fin à cette convention, les étudiants inscrits dans la formation doivent avoir la possibilité de compléter et finir leur programme.

ARTICLE 10 : Règlement des litiges

Les parties s'engagent à chercher en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux devra être porté devant le tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, en trois exemplaires, le 04.10.2023

<p>Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3, Le Président,</p>  <p>Eric CARPANO</p>	<p>Pour le GIP CEUBA, Le Directeur,</p> <p>Stéphane MARION</p>
<p>Pour l'iaelyon, La Directrice Générale,</p> <p>Marie-Christine CHALUS</p>	

CONVENTION DE FINANCEMENT
Références FMSH : REI_AAM_2023_09
n°2023-09-G-102

Entre

La Fondation Maison des sciences de l'homme,

Fondation reconnue d'utilité publique

Siret : 77566410500019

Dont le siège est situé 54 boulevard Raspail, 75006 Paris,

Représentée par la Directrice Recherche & International, Madame Marta CRAVERI,

Ci-après dénommée « la FMSH » ;

ET

L'Université Lyon 3 Jean Moulin

Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

Siret : 19692437700282

Dont le siège est situé 1c, avenue des frères Lumière, CS 7824, 69372 Lyon Cedex 08,

Représentée par son Président, Monsieur Éric CARPANO,

Ci-après dénommée « l'Université Lyon 3 Jean Moulin »,

Ci-après conjointement désignées par les « Parties ».

Article 1 - Objet

La présente convention a pour objet l'encadrement de la participation financière de la FMSH sous forme de subvention à la journée d'étude intitulée « *Femmes, littérature et autoritarismes dans les pays de langue portugaise* », organisée par le laboratoire MARGE, Unité de Recherche 3712 - Université Lyon 3 Jean Moulin, le 13 octobre 2023, à Lyon.

La responsable scientifique de la manifestation à l'Université Lyon 3 Jean Moulin est madame Natalia GUERELLUS, enseignante-chercheuse (Maîtresse de conférences), Département de Portugais, membre statutaire du Laboratoire MARGE.

Article 2 – Montant de financement

A ce titre, la FMSH accorde la somme de 1 040,00 € (mille quarante euros), pour la mise en œuvre de la manifestation scientifique par l'Université Lyon 3 Jean Moulin. S'agissant d'une subvention, cette somme s'entend toutes taxes comprises.

Article 3 – Durée

Ce soutien financier est accordé pour l'année 2023, durant laquelle doit se tenir la manifestation scientifique.

Article 4 – Modalité de versement de la subvention

Le versement de cette subvention se fera en un versement à la signature de la présente convention, par virement bancaire sur le compte de l'Université Lyon 3 Jean Moulin dont le RIB est joint, en annexe 1. Le versement sera fléché sur le compte financier de l'Unité de Recherche 3712- laboratoire MARGE – SO 905512 – Centre de cout 512CMARGE.

Article 5 – Modalités d'utilisation de la subvention

La subvention est destinée au financement des frais de transport et d'hébergement de chercheurs étrangers participant à la journée d'étude intitulée « *Femmes, littérature et autoritarismes dans les pays de langue portugaise* ».

Ne sont pas éligibles les dépenses suivantes :

- Dépenses de personnel (salaires)
- D'équipement
- De restauration
- Frais de gestion

La FMSH se réserve le droit d'exiger le reversement total ou partiel des sommes versées en cas d'inexécution par le bénéficiaire de ses obligations contractuelles ainsi que des sommes non utilisées.

Article 6 – Obligation de l'établissement porteur

L'Université Lyon 3 Jean Moulin s'engage à :

- ❖ Communiquer à la FMSH le programme définitif de la manifestation au moins un mois avant sa tenue ;
- ❖ Mentionner le soutien de la FMSH dans tout support de communication relatif au projet subventionné ;
- ❖ Faire parvenir au Pôle Recherche & International de la FMSH un rapport financier faisant état de l'utilisation de la subvention, visé par l'agent comptable de l'établissement, dans le mois (1 mois) suivant la tenue de la manifestation scientifique.

Article 7 – Propriété intellectuelle et données personnelles

7.1 Les résultats du projet appartiennent à l'Université Lyon 3 Jean Moulin en pleine propriété.

La FMSH s'engage à ne revendiquer aucun droit de propriété intellectuelle sur les résultats issus du projet, du fait de sa contribution financière désintéressée.

7.2 Les Parties s'engagent à assurer réciproquement la sécurité et la confidentialité des données nominatives auxquelles elles auront accès dans le cadre de la présente convention. Plus précisément, chacune des Parties, pour ce qui la concerne, est seule responsable des fichiers qu'elle exploite ainsi que des procédures administratives y afférentes.

7.3 Il est entendu que la constitution et la transmission de fichiers contenant des données nominatives doivent faire conformément aux dispositions du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Article 8 – Modification et résiliation

8.1 La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les Parties.

8.2 En cas de non-respect par l'une des Parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre Partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois (3) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 9 – Droit applicable et règlement des litiges

La présente convention est soumise au droit français.

Pour toute contestation qui s'élèverait entre les Parties, relativement à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les Parties s'engagent à résoudre leur différend, préalablement à toute instance juridictionnelle, à l'amiable.

A défaut de conciliation, la juridiction compétente est désignée selon les règles de compétence d'ordre public applicables.

Fait à Paris en trois exemplaires originaux

Pour le laboratoire Marge,
Christian COTE
Directeur du laboratoire

Pour l'Université Lyon 3,
Jean Moulin
Éric CARPANO
Président



Pour la Fondation Maison
des sciences de l'homme,
Marta CRAVERI
Directrice Recherche &
International

ANNEXE 1

RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3



TRESOR PUBLIC

RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE

PARTIE RÉSERVÉE AU DESTINATAIRE DU RELEVÉ

Le relevé ci-contre est destiné à être remis à vos créanciers ou débiteurs, français ou étrangers, appelés à faire inscrire des opérations à votre compte (virements, paiement des quittances etc...)

Identifiant national de compte bancaire - RIB				
Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB	Domiciliation
10071	69000	00001004334	60	TP LYON

Identifiant international de compte bancaire - IBAN

IBAN (International Bank Account Number)							BIC (Bank Identifier Code)
FR76	1007	1690	0000	0010	0433	460	TRPUFRP1

TITULAIRE DU COMPTE :

UNIV J MOULIN LYON 3

AGENCE COMPTABLE

CONVENTION D'AIDE A LA PUBLICATION N°2023-09-G-104

Entre :

L'université Jean Moulin Lyon 3, Établissement public à caractère scientifique culturel et professionnel

Dont le siège social se situe

1C avenue des Frères Lumière
CS 78242
69372 Lyon Cedex 08

Représentée par son Président, le Professeur Éric CARPANO

Ci-après désigné « Université »

Et

La société :

Walter De Gruyter Gmbh

Dont le siège social se situe :

Genthiner Strasse 13
D-10785 Berlin

Numéro de TVA DE 136 320 747

Représentée par Dr. Torsten Wollina (Acquisitions Editor Islamic Studies)

Ci-après désigné « EDITEUR »

Par cette convention, il est convenu ce qui suit :

Préambule :

L'ÉDITEUR, en accord avec l'Université, a accepté de publier la monographie co-dirigée par Mme Marie-Céline ISAÏA, professeure d'histoire médiévale à l'Université Lyon 3, et M. Rémy GAREIL, maître de conférences en études arabes à l'Université Lyon 3

Faire école au Moyen Âge. Maîtres et élèves, Orient et Occident (IV^e-XVI^e siècle)

Article 1 – Objet : aide à la publication de l'ouvrage

Dans le cadre du projet initié par Marie-Céline ISAÏA, membre du CIHAM (UMR 5648), et Rémy GAREIL, membre de l'IETT (Institut d'études Transtextuelles et Transculturelles, équipe d'accueil EA 4186), travail de recherche soutenu par l'UNIVERSITÉ, celle-ci a décidé de verser une aide à la publication à l'ÉDITEUR en vue de l'édition de l'ouvrage précité.

Article 2 – Date et Durée

La présente convention prend effet le 16/10/2023 et pour une période de 10 ans.

Article 3 – Correspondants de l'Université Jean Moulin Lyon 3

Pour l'exécution de la présente convention, les correspondants sont Rémy GAREIL, remy.gareil@univ-lyon3.fr, 06 14 06 79 08 et Marie-Céline Isaïa, marie.isaia@univ-lyon3.fr, 06 52 93 64 89

Toutes les demandes d'informations complémentaires concernant l'exécution de la présente convention pourront être adressées à :

- Pour l'UNIVERSITE : Julie SYLVESTRE, coordinatrice IETT, julie.sylvestre@univ-lyon3.fr, 04 26 31 87 78
- Pour l'ÉDITEUR : Dr. Torsten Wollina, Acquisitions Editor Islamic Studies, torsten.wollina@degruyter.com

Article 4 – Modalités de paiement

Le montant de l'aide à la publication citée en objet est fixé à **3 000 € TTC**. Cette somme financera une partie des frais d'édition de l'ouvrage.

L'ÉDITEUR sera payé, à signature de la présente convention, sur présentation d'une facture libellée de la manière suivante :

Université Jean Moulin Lyon 3
Service facturier
Agence comptable
Centre financier : 913X319CIETT
1C Avenue des Frères Lumière
CS 78242
69372 Lyon cedex 08

Cette facture fera l'objet d'un paiement par virement bancaire dans les délais réglementaires dès que la totalité des pièces aura été fournie par le contractant (RIB, convention signée, facture conforme). Le règlement se fera sur le compte suivant :

BIC : COBADEFFXXX

IBAN : DE39 1004 0000 0200 9900 01

Dans le cas où les éditions **De Gruyter** décideraient de ne pas éditer cet ouvrage, la somme sera intégralement reversée à l'université dans le délai d'un mois.

Article 5 – Remise d'ouvrages à titre gratuit :

L'EDITEUR s'engage à faire parvenir **deux (2) exemplaires de l'ouvrage à titre de justificatif gratuit à l'UNIVERSITE**. Les bénéficiaires de ces exemplaires sont **l'équipe de recherche IETT pour l'un et la bibliothèque universitaire de Lyon 3 pour l'autre**. Ces exemplaires seront envoyés à l'adresse suivante :

À l'attention de Monsieur Rémy Gareil
Université Jean Moulin Lyon 3
Institut d'études Transtextuelles et Transculturelles (EA 4186)
Maison Internationale des Langues et des Cultures (MILC)
18 rue Chevreul 69007 Lyon

Article 6 – Spécifications techniques

L'EDITEUR prévoit un ouvrage comptant environ 800 pages, incluant 10 images en noir et blanc, et 3 images en couleur. A l'exception de ces 3 dernières images, l'ouvrage sera imprimé en noir et blanc.

Le format est 23,0 x 15,5 cm.

Le papier utilisé est du papier à livre de 80 g/m²

L'EDITEUR prévoit d'imprimer 120 exemplaires de l'ouvrage

Article 7 – Processus d'évaluation et de correction

L'EDITEUR organise le processus d'évaluation comme suit : Torsten Wollina organise l'évaluation par les pairs, tandis qu'une vérification stylistique et éditoriale est confiée à Antonia Pohl.

La mise en page est conçue sur le modèle de la série « Studies on Modern Orient », et la composition sera réalisée avec Integra, le partenaire de De Gruyter. Au moins trois épreuves seront réalisées durant la phase de préparation et de correction. Elles seront envoyées à Rémy GAREIL et Marie-Céline ISAÏA pour révision et correction.

Article 8 – Mention de la participation sur l'ouvrage

L'EDITEUR s'engage à indiquer dans les premières pages de l'ouvrage la mention suivante : **« Ouvrage publié avec le soutien de l'Institut d'études transtextuelles et transculturelles (IETT) de l'université Jean Moulin Lyon 3 »**.

Article 9 : Cession de fonds

En cas de cession de fonds de commerce, l'EDITEUR s'engage à ne pas transmettre à titre gracieux ou onéreux le bénéfice de la présente convention à des tiers sans avoir préalablement obtenu l'autorisation de l'UNIVERSITE.

Article 10 - Promotion et commercialisation :

L'ouvrage sera mis en vente par tous les moyens habituels (librairies, sites internet, etc.).

La diffusion électronique de l'ouvrage sera assurée par l'EDITEUR sur son site internet.

Article 11 – Modification

Toute modification à la présente convention doit faire l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

Article 12 – Résiliation

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'un des cocontractants en cas d'inexécution par l'autre d'une ou plusieurs des obligations contenues dans ses diverses clauses.

Cette résiliation deviendra effective deux (2) mois après l'envoi par le cocontractant plaignant d'une lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie, exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai le cocontractant défaillant n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas le cocontractant défaillant de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation de la présente convention.

Les dispositions prévues à l'article 4 resteront en vigueur nonobstant l'expiration ou la résiliation de la présente convention.

Article 13 – Différends et litiges éventuels

Si une contestation ou un différend éventuel n'a pu être réglé à l'amiable, le litige sera porté devant la juridiction compétente.

Fait à Lyon, en trois exemplaires originaux, le 27.10.2023

Pour l'UNIVERSITÉ
Le Président de l'Université Jean Moulin

Pour l'ÉDITEUR
Acquisitions Editor Islamic Studies

Pour le président de l'Université
Jean Moulin Lyon 3 et par délégation,
Le directeur de cabinet

Éric CARPANO

Marc BONINCHI

Dr. Torsten WOLLINA

CONVENTION
ATELIER « LA VOIX DES MOTS »
LYON EN TOUTES LETTRES
N°2023-09-G-105

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sise 1 rue de l'Université, 69007 LYON

Représentée par son président, Monsieur le Professeur Eric CARPANO

L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « L'ORGANISATEUR »,

D'une part,

ET

Association : **TAIM'** (Théâtre Actuel Insolite Mouvant)

Représentée par : **Cécile Guyot de Saint Michel**

Qualité : **Présidente**

Siège social : Auxois 58800 Corbigny

Téléphone : 03 58 05 13 07

Numéro SIRET: 500 491 816 00046

Code APE 9001Z

Licence d'entrepreneur de spectacles : PLATESV-R-2021-007056

Téléphone : 03 58 05 13 07

Ci-après dénommée le « PRODUCTEUR »

D'autre part,

PRÉAMBULE

Lieu de transmission et de démocratisation des arts et du savoir, **l'Université Jean Moulin Lyon 3** est aussi un lieu de culture, vivante et créative. Ouverte sur la Cité, Lyon 3 propose durant l'année universitaire une programmation culturelle gratuite aux étudiants, aux personnels et au grand public. Elle accueille chaque année des résidences d'artistes.

Le service des affaires culturelles de l'Université Jean Moulin Lyon 3 participe à l'accès à la culture pour tous, à la formation à la citoyenneté et au développement de l'esprit critique par l'éveil de la sensibilité artistique et de l'intelligence créative notamment par la mise en place d'ateliers de pratique artistique et de master classes.

L'Association TAIM' a pour mission de développer et soutenir la création et la diffusion de projets artistiques, culturels et socioculturels. Organiser et produire des spectacles vivants ouverts à tous modes d'expressions et pratiques artistiques. Promouvoir la transmission de la lecture à haute voix auprès d'un public d'enfants, de jeunes et d'adultes pour qu'elle devienne un « art des paroles écrites ».

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Le PRODUCTEUR s'engage à mettre à disposition une comédienne/metteuse en scène, **Frédérique Bruyas**, pour proposer un atelier LYON EN TOUTES LETTRES axé sur la découverte de grands textes de la littérature universelle :

Comment créer un moment unique où le décor naturel entre en résonance avec un texte, où le livre s'inscrit dans le paysage comme un prolongement naturel de celui-ci ? "Lyon en toutes lettres" donnera lieu à une balade littéraire au cœur de la ville, pour découvrir la ville autrement, imaginer un parcours, lire à voix haute en extérieur et partager l'émotion de la littérature dans un décor naturel...

Cet atelier est ouvert à la bonification culture et effectué selon les modalités suivantes :

1^{ERE} SESSION 2023

10 séances de 2h dont une restitution des travaux des étudiants.

2^{EME} SESSION 2024

10 séances de 2h dont une restitution des travaux des étudiants.

LIEU : Université Jean Moulin Lyon 3 – Campus de la Manufacture des Tabacs –1, C avenue des Frères Lumière - Lyon 8^e. Des ateliers pourront se tenir hors les murs de L'ORGANISATEUR.

HORAIRE et JOUR des ateliers : les lundis de 18h à 20h

L'ORGANISATEUR déclare accepter le contenu des ateliers précités qui s'appuie majoritairement sur les questions suivantes :

- Comment prendre conscience de sa voix dans sa globalité (respiration, registres vocaux, timbres, articulation...) ?
- Comment découvrir la voix des mots propres à notre langue (voyelles, consonnes, mélodie parlée, débit, accentuation et projection de la phrase...) ?
- Comment aborder la mise en voix d'un texte nourrie de sons et de sens, pour que la voix se mette au service des voies possibles d'interprétation d'un texte ?

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

Le PRODUCTEUR s'engage à donner, dans les conditions définies ci-après, et dans le cadre du présent contrat 20 ateliers sur le lieu précité. En cas d'atelier hors les murs, LE PRODUCTEUR s'engage à en informer le service des affaires culturelles et les étudiants inscrits à l'atelier au moins 15 jours avant la date dudit atelier.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

Le PRODUCTEUR assumera la responsabilité artistique des ateliers.

Il s'engage :

- À informer du calendrier prévisionnel des séances de l'atelier et d'informer de tout changement concernant les heures et dates des séances.
- A restituer les travaux lors d'une représentation des étudiants de l'atelier en décembre 2023 et au printemps 2024 à l'occasion du Festival des ateliers de pratique artistique *L'Art au Moulin*.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR mettra à disposition du PRODUCTEUR une salle pédagogique en ordre de marche à **partir du lundi 25 septembre 2023** pour permettre la bonne tenue des ateliers. Il assurera en outre le service général du lieu.

Le PRODUCTEUR a pris connaissance du dispositif technique de la salle et l'a validé.

Les séances se dérouleront sous la responsabilité du service des affaires culturelles.

ARTICLE 4 - PRIX

L'ORGANISATEUR s'engage à verser en deux versements (novembre 2023 – avril 2024), au PRODUCTEUR, en contrepartie de la présente cession sur présentation de deux factures, une somme globale de **deux mille trois cent quarante euros (2340 €)** pour l'année 2023-24 pour 20 séances de 2h soit 40h.

« TVA non applicable. Article 293 B du Code Général des Impôts »

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE PAIEMENT

Le règlement des sommes prévues à l'article 4 sera effectué après service fait par mandat administratif selon la réglementation en vigueur, sur présentation de factures transmises par courrier à :

Université Jean Moulin Lyon 3, Agence Comptable - Service Facturier - 1C avenue des frères Lumière - CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08 et par messagerie électronique à compta.fournisseurs@univ-lyon3.fr, à l'ordre de :

COMPAGNIE TAIM'

IBAN : FR764255910000801220161663



Relevé d'identité Bancaire

Ce relevé est destiné à être remis, sur leur demande, à vos créanciers ou débiteurs appelés à faire inscrire des opérations à votre compte (virement, paiement de quittance, etc).
Son utilisation vous garantit le bon enregistrement des opérations en cause et vous évite ainsi les réclamations pour erreurs ou retards d'imputation.

42559	10000	08012201816	63	GRUPE CREDIT COOPERATIF
code élab.	code guichet	numéro de compte	clé RUB	domiciliation

IBAN

FR76	4255	9100	0008	0122	0181	663
------	------	------	------	------	------	-----

BIC

C	C	O	P	F	R	P	P	X	X	X
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

PARIS COURCELLES
80 RUE DE COURCELLES
75008 PARIS
Tél :
Tél :

Intitulé du compte

TAIM
TAIM
RUE AUXOIS
58000 CORBIGNY

ARTICLE 6 - RESPONSABILITÉ – ASSURANCE

LE PRODUCTEUR ainsi que la comédienne/metteure en scène se conformeront au règlement intérieur de Lyon 3 et aux instructions techniques concernant les matériels et la sécurité.

La comédienne/metteure en scène assurera sa couverture en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables. Elle devra souscrire les polices d'assurance de responsabilité civile adaptées aux actions conduites et fournir une attestation au service des affaires culturelles.

ARTICLE 7- ANNULATION DU CONTRAT

Le présent contrat est régi par la loi française.

Le présent contrat se trouverait suspendu ou résilié de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure.

Toutes modifications des conditions ou modalités d'exécution du présent partenariat, défini d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet d'un avenant.

En cas de non-respect de l'une des clauses du présent partenariat, chaque partie pourra résilier de plein droit l'accord 15 jours francs après l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, en explicitant les griefs invoqués et demeurés sans réponse passé le délai d'un mois.

ARTICLE 8 - LOI APPLICABLE – RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une recherche de conciliation amiable. A défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre, à défaut d'accord amiable, à l'appréciation du tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, le 19 septembre 2023

En deux exemplaires originaux

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3

Le Président,



Eric CARPANO

**Pour L'association TAIM'
La Présidente**

Cécile Guyot de Saint Michel

CONVENTION DE PARTENARIAT
N°2023-09-G-106

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3 – CNSMD Lyon

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sise 1 rue de l'Université, 69007 Lyon représentée par son président, Monsieur le Professeur Éric CARPANO.

L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « Lyon 3 »

D'une part,

ET

Le Conservatoire National Supérieur de Musique et Danse de Lyon

Domicilié 3, quai Chauveau - CP 120 - 69266 LYON CEDEX 09

Licences d'entrepreneur de spectacles :

- cat.1 : PLATESV-R-2022-001845, PLATESV-R-2022-001846, PLATESV-R-2022-001847
- cat. 2 : PLATESV-R-2022-001849
- cat. 3 : PLATESV-R-2022-001850

N° SIRET : 196 931 331 000 17 / Code APE : 8559 B

Numéro TVA intracommunautaire : FR 82 196 931 331 000 17

Établissement public administratif sous tutelle du Ministère de la Culture,

Représenté par son directeur, Monsieur Mathieu FERREY,

Le Conservatoire National Supérieur de Musique et Danse de Lyon, ci-après dénommée par le terme « le CNSMD »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

Lieu de production de savoirs, de transmission et de démocratisation des connaissances et des arts, **l'Université Jean Moulin Lyon 3** est aussi un lieu de culture, vivante et créative. Ouverte sur la Cité, Lyon 3 propose durant l'année universitaire une programmation culturelle gratuite aux étudiants, aux personnels et au grand public. Elle accueille chaque année des résidences d'artistes. Le service des affaires culturelles de l'Université Jean Moulin Lyon 3 participe à l'accès à la culture pour tous, à la formation à la citoyenneté et au développement de l'esprit critique par l'éveil de la sensibilité artistique et de l'intelligence créative notamment par la mise en place d'ateliers de pratique artistique et de master classes.

Partenaire du CNSMD Lyon depuis près de vingt ans, l'Université Jean Moulin Lyon 3 offre des lieux de représentation publique aux étudiants du Conservatoire National Supérieur de Musique et Danse de Lyon au travers de concerts.

Au titre du décret 2009-201 du 18 février 2009, le **CNSMD Lyon** est chargé de dispenser un enseignement de haut niveau spécialisé dans les domaines de la musique, de la danse et des nouvelles technologies du son, au titre de la formation initiale ou de la formation continue. Cet enseignement a pour objet l'acquisition des connaissances théoriques et la maîtrise pratique nécessaires à l'exercice de ces arts ou professions ainsi qu'à leur enseignement.

Pour l'exercice de ces missions, l'établissement :

1. organise, dans le cadre de l'apprentissage de la scène, des spectacles musicaux et chorégraphiques ;
2. peut passer des conventions avec des organismes publics ou privés, notamment d'enseignement supérieur français ou étrangers ;
3. mène des activités de recherche, notamment pédagogiques et en assure la diffusion ;
4. assure des prestations de service à titre onéreux, réalise des productions éditoriales et audiovisuelles ou y participe et assure la valorisation de ses productions et activités.

Dans le cadre de ses missions pédagogiques, le CNSMD Lyon place ses étudiants dans des conditions d'apprentissage proches du métier de musicien ou de danseur qu'ils souhaitent exercer.

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Cette convention a pour objectif de contractualiser l'organisation de concerts intégrés à la saison culturelle et artistique universitaire :

- **Les Music Hours** : concerts d'une durée d'une heure (12h30-13h30)

Ces concerts sont proposés gratuitement aux publics. Le service des affaires culturelles de Lyon 3 assurera l'organisation du concert et l'accueil des spectateurs.

ARTICLE 2 - ENGAGEMENT DES PARTENAIRES

Le CNSMD Lyon s'engage à proposer des ensembles en formation qui se produiront à titre gracieux dans le cadre de la programmation culturelle et artistique de Lyon 3. Pour ces concerts le CNSMD Lyon assurera le transport du matériel et des instruments nécessaires aux concerts (hors piano).

Lyon 3 mettra à disposition du CNSMD Lyon l'auditorium Malraux et la loge des artistes en ordre de marche une demi-journée pour les répétitions et le concert et assurera l'accord du piano avant chaque concert nécessitant son utilisation.

En l'absence de régisseur permanent à Lyon 3, les projets ne pourront répondre à des besoins techniques conséquents en plateau, son, vidéo ou lumière. Si toutefois, une intervention nécessite ce type de régie, l'Université Lyon 3 et le CNSMD se rapprocheront pour étudier la faisabilité en concertation avec le Pôle Audiovisuel et Multimédia.

Lyon 3 offrira un ticket déjeuner au restaurant universitaire situé sur le campus de la Manufacture des Tabacs aux étudiants musiciens à l'issue du concert. L'engagement sera pris dans le cadre des marchés publics de Lyon 3.

Le calendrier des manifestations est fixé d'un commun accord entre les partenaires selon les disponibilités de l'auditorium Malraux ou autre lieu déterminé en commun.

ARTICLE 3 - COMMUNICATION

Chacune des parties autorise l'autre à utiliser son nom pour promouvoir les concerts par différents canaux de communication, notamment : sites internet, lettres électroniques. Cette utilisation se fera dans les conditions compatibles avec la notoriété, l'image et la charte graphique des deux partenaires, chacune des parties se réservant le droit à tout moment de retirer cette autorisation.

Aucune des deux parties ne peut utiliser l'image de l'autre hors du cadre explicite de cette convention et vice-versa. Avant diffusion de toute communication majeure incluant les relations avec la presse, les deux parties devront s'être préalablement mises d'accord et avoir accepté explicitement cette communication.

Les supports de communication sont les suivants : actualité en ligne, affiche, newsletter, relai sur les réseaux sociaux. Par ailleurs les concerts pourront bénéficier d'une captation audio à des fins pédagogiques.

ARTICLE 4 – RESPONSABILITÉ / ASSURANCE

Les étudiants musiciens du CNSMD Lyon, ainsi que toute personne invitée à intervenir à l'occasion du concert se conformeront au règlement intérieur de Lyon 3 et aux instructions techniques concernant les matériels et la sécurité.

Les étudiants musiciens, ainsi que toute personne invitée à intervenir à l'occasion du concert assureront leur couverture en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables. Ils devront souscrire la police d'assurance de responsabilité civile adaptée.

Le CNSMD de Lyon est tenu d'assurer les instruments ou tout objet lui appartenant ou appartenant à ses personnels contre tous les risques pouvant survenir à l'occasion des transports. Il déclare en outre avoir souscrit toutes les assurances nécessaires à ses dispositifs techniques.

L'Université Jean Moulin Lyon 3 déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'exploitation du concert dans son lieu, notamment en matière de responsabilité civile.

ARTICLE 5 - SUIVI ET ÉVALUATION DE LA CONVENTION

Un représentant du service des affaires culturelles et le chef du service programmation/communication du CNSMD Lyon se rencontreront une fois par an pour évaluer les actions menées durant l'année et définir en commun les actions de l'année à venir.

ARTICLE 6 - DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans. Elle prend effet à compter de sa signature jusqu'à l'issue de l'action.

En cas de non-respect de l'une des clauses du présent partenariat ou en cas de force majeure, chaque partenaire pourra résilier de plein droit l'accord 15 jours francs après l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, en explicitant les griefs invoqués.

ARTICLE 7 : LOI APPLICABLE – RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une recherche de conciliation amiable. A défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, le 09.10.2023

En deux exemplaires originaux

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3
Le président,

Éric CARPANO

A large, stylized handwritten signature in black ink, starting with a large loop and ending with a long horizontal stroke.

Pour le CNSMD Lyon
Le directeur,

Mathieu FERÉY

CONVENTION
N°2023-09-G-107
ATELIERS DE PHOTOGRAPHIE

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sise 1 rue de l'Université, 69007 LYON

Représentée par son président, Monsieur le Professeur Eric CARPANO

L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « L'ORGANISATEUR »,

D'une part,

ET

Vincent NOCLIN, entreprise individuelle, sise 16, Route du Col de l'Oeillon, 42410 PÉLUSSIN

Téléphone : 06 04 14 06 63

Numéro de SIRET : 82243546700029

Ci-après dénommée par le terme « LE PRODUCTEUR »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

Lieu de transmission et de démocratisation des arts et du savoir, **l'Université Jean Moulin Lyon 3** est aussi un lieu de culture, vivante et créative. Ouverte sur la Cité, Lyon 3 propose durant l'année universitaire, avec le soutien de ses partenaires, une programmation culturelle gratuite aux étudiants, aux personnels et au grand public. Elle accueille chaque année des artistes en résidence.

Le service des affaires culturelles de l'Université Jean Moulin Lyon 3 participe à l'accès à la culture pour tous, à la formation à la citoyenneté et au développement de l'esprit critique par l'éveil de la sensibilité artistique et de l'intelligence créative notamment par la mise en place d'ateliers de pratiques artistiques et de master classes.

Vincent NOCLIN est photographe et vidéaste indépendant. Il collabore notamment avec des artistes et des institutions pour les accompagner dans la création d'images. Parallèlement, riche d'une formation en médiation culturelle et éducation à l'image, il met son savoir à disposition de divers projets éducatifs : Ateliers photo et vidéo, master class, réalisation de documentaires pédagogiques.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

Le PRODUCTEUR s'engage à diriger et animer pour les étudiants de Lyon 3 un atelier de photographie ouvert à la bonification culture.

L'objectif de **L'ATELIER DE PHOTOGRAPHIE** est de comprendre comment la photographie se construit, tant sur le plan pratique et technique que théorique, afin de les maîtriser et ainsi pouvoir explorer les différentes manières de créer des images photographiques.

Aiguiser son regard, travailler sa composition, régler correctement son appareil, réfléchir à l'intention de l'image photographique produite, afin d'envisager une production artistique en s'affranchissant par la connaissance des contraintes techniques qui peuvent freiner la création.

Cet atelier fonctionnera sur la base d'échanges mutuels, alternant parties théoriques et pratiques, de la prise de vue à la post-production, et quelques sorties en extérieur.

L'année sera couronnée par une exposition rassemblant une sélection d'images, réalisées par les étudiants, dans le cadre du festival « L'Art au Moulin ».

Une exposition intermédiaire aura lieu en décembre.

L'impression de ces expositions est à la charge de L'ORGANISATEUR.

Cet atelier sera effectué selon les modalités suivantes :

HORAIRE et JOUR des ateliers de photographie : un samedi par mois de 10h à 17h avec une pause déjeuner d'1h.

1^{ERE} SESSION 2023

3 séances de 10h à 17h avec une pause déjeuner d'1h + 1 séance de 2h d'installation de l'exposition intermédiaire.

2^{EME} SESSION 2024

3 séances de 10h à 17h avec une pause déjeuner d'1h + 1 séance de 2h d'installation de l'exposition à l'occasion du Festival étudiant L'Art au Moulin.

CALENDRIER PRÉVISIONNEL

1^{ERE} SESSION 2023 : 21/10 – 18/11 – 09/12

2^{EME} SESSION 2024 : 20/01 – 03/02 – 17/02

LIEU : Université Jean Moulin Lyon 3 – Campus de la Manufacture des Tabacs – 1, C avenue des Frères Lumière - Lyon 8^e. Des ateliers pourront se tenir hors les murs de L'ORGANISATEUR.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

Le PRODUCTEUR assumera la responsabilité artistique des ateliers. Il s'engage à informer du calendrier prévisionnel des séances de l'atelier et à informer le service des affaires culturelles de Lyon 3 de tout changement concernant les heures et dates des séances ou des prises de vues.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR mettra à disposition du PRODUCTEUR une salle informatique en ordre de marche à partir du **samedi 21 octobre 2023** pour permettre la bonne tenue de l'atelier selon un planning pré établi et sous réserve de sa disponibilité.

Il assurera en outre le service général du lieu.

Le PRODUCTEUR prendra connaissance du dispositif technique de la salle et le validera avant la première séance de l'atelier.

L'atelier est destiné aux étudiants de l'Université Jean Moulin Lyon 3 et se déroulera sous la responsabilité du service des affaires culturelles.

ARTICLE 4 - PRIX

Coût horaire : 58,50 €

- 1^{ERE} SESSION 2023 : 3 séances de 6h + 1 séance de 2h pour l'exposition intermédiaire de décembre soit **20h** au total pour un coût global de **1170 €**
- 2^{EME} SESSION 2024 : 3 séances de 6h + 1 séance de 2h pour l'exposition dans le cadre du Festival l'Art au Moulin soit **20h** au total pour un coût global de **1170 €**

« TVA non applicable. Article 293 B du Code Général des Impôts »

L'ORGANISATEUR s'engage à verser, en deux versements (NOV 2023 – AVRIL 2024), au PRODUCTEUR, en contrepartie de la présente cession sur présentation de deux factures, une somme globale de **deux mille trois cent quarante euros (2 340 €)** pour l'année universitaire 2023-2024.

Le PRODUCTEUR assumera la responsabilité artistique de l'ateliers et des expositions. Il s'engage à informer le service des affaires culturelles de tout changement concernant les heures et dates des séances.

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE PAIEMENT

Le règlement des sommes prévues à l'article 4 sera effectué après service fait par mandat administratif selon la réglementation en vigueur, sur présentation de factures transmises par courrier à :

Université Jean Moulin Lyon 3, Agence Comptable - Service Facturier - 1C avenue des frères Lumière - CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08 **ET** par messagerie électronique à compta.fournisseurs@univ-lyon3.fr, à l'ordre de :

Vincent Noclin

IBAN (International Bank Account Number) BIC (Bank Identification Code)

FR86 3000 2010 6200 0005 8635 T52 CRLYFRPP

Code Banque Code Guichet N° du compte Clé RIB Domiciliation/Paying Bank

30002 01062 0000058635T 52 CL LYON MONTCHAT (01062)

ARTICLE 6 - RESPONSABILITÉ – ASSURANCE

LE PRODUCTEUR se conformera au règlement intérieur de Lyon 3 et aux instructions techniques concernant les matériels et la sécurité.

Il assurera sa couverture en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables. Il devra souscrire les polices d'assurance de responsabilité civile adaptées aux actions conduites et fournir une attestation au service des affaires culturelles.

ARTICLE 7 - ANNULATION DU CONTRAT

Le présent contrat est régi par la loi française.

Le présent contrat se trouverait suspendu ou résilié de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure.

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution du présent partenariat, défini d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

En cas de non-respect de l'une des clauses du présent partenariat, chaque partie pourra résilier de plein droit l'accord 15 jours francs après l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, en explicitant les griefs invoqués et demeurés sans réponse passé le délai d'un mois.

ARTICLE 8 - LOI APPLICABLE – RÉGLEMENT DES LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une recherche de conciliation amiable. A défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre, à défaut d'accord amiable, à l'appréciation du tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, le 02.10.2023

En deux exemplaires originaux

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3

Pour l'entreprise individuelle

Le Président,



Eric CARPANO

Vincent NOCLIN

**Convention d'occupation temporaire de locaux
N°2023-09-G-108**

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L. 2121-1, L. 2122-1 et L. 2122-1-4 ;

Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 712-2 ;

Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° CAC-2023-06-02-ins du conseil académique de l'université Jean Moulin en date du 27 juin 2023 portant approbation des conditions d'utilisation et d'affectation des locaux mis à disposition des étudiants ;

Vu l'arrêté n° 23-159 du 28 juin 2023 fixant les conditions d'affectation des locaux mis à disposition des étudiants ;

Vu l'arrêté n° 23-209 du 28 juin 2023 portant sur l'affectation des locaux associatifs étudiants ;

Entre les soussignées :

L'université Jean MOULIN, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8^{ème}

Représentée par son Président, Eric CARPANO

Ci-après nommée « l'Université »

D'une part,

Et

L'association Imp(r)ose-toi !

Dont le siège social se situe : Atelier des Assos, 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8^{ème}

Représentée par son Président, Zacharie DADURE

Numéro d'enregistrement à la Préfecture : W691091379

Ci-après nommée « l'Association »

D'autre part,

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

L'Université est affectataire de dépendances du domaine public de l'État pour assurer les missions de service public qui lui incombent en application des dispositions du code de l'éducation. L'occupation de ce domaine public implique la connaissance et le respect des règles spécifiques contenues dans le code général de la propriété des personnes publiques et le code du domaine de l'État ainsi que des principes dégagés par la jurisprudence.

La présente convention a pour objet de permettre l'occupation temporaire de parcelles et de locaux du domaine public au profit de l'Association, son action complétant et soutenant les missions de l'Université. La présente convention est précaire et révocable.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de mise à disposition par l'Université, à titre précaire et révocable, d'un local situé au 1^{er} étage du bâtiment E sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs.

Ce local est mis à disposition de l'Association afin d'y exercer une activité conforme à la mission de service public de l'Université. Ce local sera partagé avec l'association Jean Moulin Post.

L'Association s'engage à occuper personnellement le local mis à sa disposition. Toute mise à disposition au profit d'un tiers quel qu'il soit, à titre onéreux ou gratuit, est strictement interdite.



La présente convention est conclue sous le régime des occupations temporaires du domaine public.

Article 2 : Portée de la convention

Les termes de cette convention ne pourront être modifiés que par voie d'avenant écrit et signé par les personnes dûment habilitées à cet effet.

La présente convention est conclue en considération des qualités et capacités des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'Association ainsi que de l'objet et des statuts de celle-ci.

En conséquence, tout changement partiel ou total des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'Association, ainsi que de l'objet et des statuts de celle-ci devra être notifié à l'Université, notamment au Pôle Vie Étudiante de la Direction des Études et de la Vie Universitaire (vie-associative@univ-lyon3.fr).

Article 3 : Durée et résiliation de la convention

La présente convention est conclue à compter du jour de sa signature et jusqu'à l'édition d'un nouvel arrêté portant affectation des locaux associatifs étudiants.

L'Université peut mettre fin à la présente convention avant terme pour tout motif d'intérêt général, sous réserve du respect d'un préavis de deux mois.

Cette résiliation ne saurait donner lieu au versement d'indemnités de compensation.

Le préavis mentionné aux alinéas précédents n'est pas opposable à l'Université en cas de manquement de l'Association à l'une des obligations souscrites dans le cadre de la présente convention. L'Université aura la faculté de résilier la convention aux torts et griefs de l'Association, sans que cette dernière puisse prétendre à des dommages et intérêts. L'Association devra libérer les lieux et les remettre en état dans les quinze jours suivant le commandement de l'Université.

Article 4 : Conditions de mise à disposition

Article 4.1 Désignation des locaux

Le local mis à disposition de l'Association, sis au 1^{er} étage du bâtiment E sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs, et d'une superficie de 18,61 m², consiste en une salle à usage de local de réunions.

L'Association reconnaît avoir reçu une clé de la salle. L'Association s'engage à la ranger systématiquement dans l'armoire à clés et à la restituer au terme de la présente convention. Les responsables de l'Association s'engagent à ne pas en faire de copies, à ne pas percer les portes pour faire poser un verrou et à ne pas faire changer les serrures du local sous peine de suspension ou de révocation de la présente convention.

Un état des lieux, joint en annexe, est dûment établi contradictoirement entre les parties avant la signature des présentes. À défaut de cet état des lieux, l'Association est réputée avoir reçu les biens en parfait état. Un autre état des lieux sera dressé au terme de l'occupation afin de déterminer si des réparations doivent être supportées financièrement par l'Association (usure anormale).

L'état des lieux sera établi conjointement avec l'Association par la Direction de l'Immobilier et de la Logistique.

L'Association fait son affaire des équipements mobiliers et outils de bureautique nécessaires à son activité et prend à sa charge les assurances nécessaires au bon fonctionnement de ces équipements.

L'Association déclare avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, des règlements et des prescriptions en vigueur au sein de l'Université et s'engage à les faire appliquer dans le local mis à disposition.

Article 4.2 Usage des locaux

Le local, objet de la présente convention, sera utilisé par l'Association à usage exclusif d'activités entrant dans son objet social et ne portant pas atteinte aux missions de l'Université et sans troubler l'ordre public.

La mise à disposition par l'Association, au profit d'autres associations ou d'autres personnes physiques ou morales, est interdite.

Il lui est également interdit d'effectuer des activités à caractère commercial qui pourraient porter atteinte au principe de neutralité commerciale sur le domaine public.

L'Association a libre accès au local pendant les jours et horaires d'ouverture de l'Université.

Article 4.3 Entretien du local

L'Association assurera le nettoyage et le maintien en parfait état du local.

Les sacs poubelles doivent être attachés avant d'être déposés dans les bacs à couvercle gris. Les cartons seront pliés avant d'être déposés dans les bacs à couvercle bleu. Aucun autre type de déchets (verres, bouteilles, encombrants, DEEE) ne devra être entreposé dans les locaux poubelles de l'établissement.

L'Association ne pourra procéder à aucune transformation du local quelle qu'en soit la nature, ces travaux ne pouvant relever que de l'Université. Il en est de même pour la maintenance technique des locaux (ex : remplacement de lampe). En cas de besoin, l'Association peut toutefois solliciter les services de la Direction de l'Immobilier et de la Logistique dil@univ-lyon3.fr. L'Association, lorsqu'elle quittera les lieux, aura vidé le local de tout document, matériels, appareils électriques, poubelles. Le local devra être rendu propre.

Article 4.4 Règles d'hygiène et de sécurité

L'Association déclare avoir pris connaissance des consignes générales sanitaires et de sécurité (jointes en annexe), des règlements et des prescriptions en vigueur dans les locaux de l'Université et s'engage à les faire appliquer.

Tous dégâts survenus dans les installations devront être signalés aux services compétents.

L'Association reconnaît ainsi être notamment informée des règles relatives à l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif.

Il est de même interdit d'entreposer, de vendre, distribuer ou consommer des boissons alcoolisées au sein des locaux mis à disposition. Toute publicité en faveur de boissons alcoolisées est pareillement interdite y compris dans le cadre de partenariats liés à des événements particuliers.

L'Université se réserve le droit de procéder, à tout moment, à un contrôle sur les conditions d'occupation des locaux.

L'Université se réserve le droit d'accéder aux locaux dans le cadre de vérifications techniques réglementaires annuelles (installations électriques). En cas de constatation de matériel défectueux, les occupants des locaux en seront informés.

Article 5 : Charges relatives à l'occupation

L'Université demeurera seule redevable des charges afférentes à l'occupation accordée pour ce qui concerne l'eau, l'électricité et le chauffage.

Article 6 : Responsabilité et assurances

L'Association sera personnellement responsable vis-à-vis de l'Université et des tiers des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou des personnes qu'elle accueille.

L'Association répondra des dégradations causées au local mis à sa disposition et commises tant par elle que par ses membres, par les personnes qu'elle accueille, et toute personne effectuant des interventions pour son compte.

L'Association est tenue de souscrire une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile et le risque aux tiers auprès d'une compagnie notoirement solvable.



Elle déclare être titulaire d'une assurance pour les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux, de vols par effraction et pour tout risque locatif, afférents au local mis à sa disposition et à ses agencements matériels et mobiliers. Cette assurance sera transmise au Pôle Vie Etudiante de la DEVU avant la signature de la présente convention.

Article 7 : Mesures d'urgence

Outre les mesures prévues aux articles précédents, l'Université peut, en cas de carence grave de l'occupant, de menace à l'hygiène ou à la sécurité, de mise en danger des personnes telle que définie à l'article 223-1 du code pénal, prendre toute mesure adaptée à la situation, y compris la fermeture temporaire du local ou la résiliation de la présente convention.

Article 8 : Obligations de l'Association

L'Association s'engage avant l'entrée en vigueur de la présente convention, à transmettre au Pôle Vie Etudiante de la DEVU (vie-associative@univ-lyon3.fr) :

1. une attestation d'assurance pour la responsabilité civile et pour les locaux
2. le procès-verbal relatif au dernier changement de Bureau de l'association
3. un contact téléphonique d'un membre au moins du Bureau

Et, en cas de changement :

4. la copie du récépissé de déclaration de modification de l'Association effectuée à la préfecture,
5. les statuts.

Article 9 : Règlement Général sur la Protection des Données

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, l'Université et l'Association conviennent conjointement que chaque partie assure le respect des dispositions de la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, et notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les parties s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions prévues par la législation pour assurer les principes de conformité, incluant les principes de minimisation des données collectées, traitées et transférées ; l'exécution du droit d'information des personnes concernées dans leur périmètre respectif ; et la mise en œuvre des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées.

Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle dans le traitement de ces demandes. Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser au Délégué de l'Université en charge de la protection des données personnelles : dpd@univ-lyon3.fr.

Les parties s'engagent également à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72h après la découverte de ladite violation. Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet événement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.

A l'issue de l'année universitaire, chaque partie s'engage à respecter les durées de conservation et de traitement légales qui lui sont opposables. De même, à l'issue de la durée de la convention, chaque partie s'assure du respect de la réglementation applicable quant au sort des données dans son propre périmètre.



Article 10 : Règlement des litiges

En cas de litige né de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation en lien avec l'exécution des dispositions de la présente convention sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, en 2 exemplaires originaux, le 02.10.2023

M. le président de l'université
Jean MOULIN

Eric CARPANO

M. le président de l'association
Imp(r)ose-toi !

Zacharie DADURE



ETAT DES LIEUX D'ENTRE ET DE SORTIE
Références : DIL /JFN – EDL entrée 12-09 2023

Vu la convention d'occupation temporaire de locaux N°. 2623-09-G-108

ENTRE :

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,

sisé 1 C Avenue des Frères Lumière – CS 78242, 69372 LYON CEDEX 08

Représentée par son président, **Monsieur le Professeur Eric Carpano**

L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « **l'Université** »,

D'une part,

ET

L'association Improse Toi !,

Représentée par **Monsieur François Madeline**, en qualité de représentants légaux de l'association.

Domiciliée : Université Jean Moulin Lyon 3, 1 avenue de l'université, 69365 LYON

N° W691091379 ;

Ci-après dénommée « **l'Association** »

D'autre part,

Adresse postale des locaux loués/ prêtés

Université Jean Moulin Lyon 3 Manufacture des Tabacs | 1C, avenue des Frères Lumière | 69008 Lyon

Local N° : 4539 – 1^{er} Aile E

Surface : 18,61 m²

Accès/ clés

Nombre et détail de clés : Ø

Badges du contrôle d'accès : Ø

Emetteurs accès au parking : cartes professionnelles paramétrées : Ø

Clés entrée immeuble : Ø

Boîte aux lettres : Ø

local poubelle : Ø

Autres :

Etat des éléments de chauffage

☒ Chauffage collectif

☐ Chaudière individuelle

Eléments	Nombre	Localisation	Entrée des lieux	Sortie des lieux
			Etat	Etat
Radiateurs eau	1		BON ETAT	
Convecteurs électriques	Ø			

Etat des éléments de climatisation

☐ Climatisation collective

☐ Climatisation individuelle

Eléments	Nombre	Localisation	Entrée des lieux	Sortie des lieux
			Etat	Etat
Climatiseur individuel	Ø			
Ventilo convecteurs 2 tubes	Ø			
Cassettes plafonniers	Ø			

Etat de lieu

Pour chaque pièce et chaque équipement, notez l'état et commentez le défaut

SALLE 2218	Entrée des lieux					Sortie des lieux				
	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Observations Entrée de lieux	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Observations Sortie de lieux
Murs				X	A Repeindre					
Sol			X							
Plafond			X							
Portes, menuiserie		X			Signalétique à remettre en place					
Fenêtres (vitres, volets)		X								
Gaine de ventilation		X			A Nettoyer					
Electricité, éclairage		X								
Electricité commandes /interrupteur s et prises		X								

A l'entrée des lieux
Autres observations



A la sortie des lieux
Autres observations

Conditions générales

Conformément aux dispositions de l'article 4 de la Convention entre l'université et l'association **Improse Toi**, un état des lieux contradictoire doit être réalisé entre l'université Jean Moulin Lyon 3 et l'occupant lors de la remise du local et lors de la restitution.

Les cosignataires reconnaissent avoir reçu chacun un exemplaire du présent état des lieux et s'accordent pour y faire référence lors du départ de l'occupant. Cet état des lieux est transmis soit par e-mail au format PDF, soit par courrier.

L'occupant sortant est informé que les dégradations ou défauts constatés sur le présent état des lieux peuvent relever de son éventuelle responsabilité après comparaison avec l'état des lieux d'entrée. Il reconnaît que des indemnités ou remises en état correspondant aux dégradations ou défauts d'entretien pourront lui être imputées.

Ce local reste accessible aux personnels habilités de l'université, SHS et DIL et au service des affaires culturelles.

A remplir à l'entrée des lieux

Le présent état des lieux d'entrée a été établi contradictoirement et accepté par les parties à l'entrée des lieux. Fait en deux exemplaires à Lyon le 12/09/2023

Jean-Florent NIGAY

François Madeline

Signature Représentant de l'Université
Précédée de la mention « certifié exact »

Signature de Représentant de l'Association
Précédée de la mention « certifié exact »



A remplir à la sortie des lieux

Le présent état des lieux de sortie a été établi contradictoirement et accepté par les parties à l'entrée des lieux. Fait en deux exemplaires à Lyon le ___ / ___ / 202...

Signature représentant de l'Université
Précédée de la mention « certifié exact »
exact »

Signature l'association représenté par
Précédée de la mention « certifié

Annexe - photos



**Convention d'occupation temporaire de locaux
N°2023-09-G-109**

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L. 2121-1, L. 2122-1 et L. 2122-1-4 ;

Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 712-2 ;

Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° CAC-2023-06-02-ins du conseil académique de l'université Jean Moulin en date du 27 juin 2023 portant approbation des conditions d'utilisation et d'affectation des locaux mis à disposition des étudiants ;

Vu l'arrêté n° 23-159 du 28 juin 2023 fixant les conditions d'affectation des locaux mis à disposition des étudiants ;

Vu l'arrêté n° 23-209 du 28 juin 2023 portant sur l'affectation des locaux associatifs étudiants ;

Entre les soussignées :

L'université Jean MOULIN, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8^{ème}

Représentée par son Président, Eric CARPANO

Ci-après nommée « l'Université »

D'une part,

Et

L'association Jean Moulin Post

Dont le siège social se situe : Atelier des Assos, 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8^{ème}

Représentée par sa Présidente, Elena DI GIULIO

Numéro d'enregistrement à la Préfecture : W691087182

Ci-après nommée « l'Association »

D'autre part,

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

L'Université est affectataire de dépendances du domaine public de l'État pour assurer les missions de service public qui lui incombent en application des dispositions du code de l'éducation. L'occupation de ce domaine public implique la connaissance et le respect des règles spécifiques contenues dans le code général de la propriété des personnes publiques et le code du domaine de l'État ainsi que des principes dégagés par la jurisprudence.

La présente convention a pour objet de permettre l'occupation temporaire de parcelles et de locaux du domaine public au profit de l'Association, son action complétant et soutenant les missions de l'Université. La présente convention est précaire et révocable.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de mise à disposition par l'Université, à titre précaire et révocable, d'un local situé au 1^{er} étage du bâtiment E sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs.

Ce local est mis à disposition de l'Association afin d'y exercer une activité conforme à la mission de service public de l'Université. Ce local sera partagé avec l'association Imp(r)ose-toi !

L'Association s'engage à occuper personnellement le local mis à sa disposition. Toute mise à disposition au profit d'un tiers quel qu'il soit, à titre onéreux ou gratuit, est strictement interdite.

La présente convention est conclue sous le régime des occupations temporaires du domaine public.

Article 2 : Portée de la convention

Les termes de cette convention ne pourront être modifiés que par voie d'avenant écrit et signé par les personnes dûment habilitées à cet effet.

La présente convention est conclue en considération des qualités et capacités des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'Association ainsi que de l'objet et des statuts de celle-ci.

En conséquence, tout changement partiel ou total des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'Association, ainsi que de l'objet et des statuts de celle-ci devra être notifié à l'Université, notamment au Pôle Vie Étudiante de la Direction des Études et de la Vie Universitaire (vie-associative@univ-lyon3.fr).

Article 3 : Durée et résiliation de la convention

La présente convention est conclue à compter du jour de sa signature et jusqu'à l'édition d'un nouvel arrêté portant affectation des locaux associatifs étudiants.

L'Université peut mettre fin à la présente convention avant terme pour tout motif d'intérêt général, sous réserve du respect d'un préavis de deux mois.

Cette résiliation ne saurait donner lieu au versement d'indemnités de compensation.

Le préavis mentionné aux alinéas précédents n'est pas opposable à l'Université en cas de manquement de l'Association à l'une des obligations souscrites dans le cadre de la présente convention. L'Université aura la faculté de résilier la convention aux torts et griefs de l'Association, sans que cette dernière puisse prétendre à des dommages et intérêts. L'Association devra libérer les lieux et les remettre en état dans les quinze jours suivant le commandement de l'Université.

Article 4 : Conditions de mise à disposition

Article 4.1 Désignation des locaux

Le local mis à disposition de l'Association, sis au 1^{er} étage du bâtiment E sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs, et d'une superficie de 18,61 m², consiste en une salle à usage de local de réunions.

L'Association reconnaît avoir reçu une clé de la salle. L'Association s'engage à la ranger systématiquement dans l'armoire à clés et à la restituer au terme de la présente convention. Les responsables de l'Association s'engagent à ne pas en faire de copies, à ne pas percer les portes pour faire poser un verrou et à ne pas faire changer les serrures du local sous peine de suspension ou de révocation de la présente convention.

Un état des lieux, joint en annexe, est dûment établi contradictoirement entre les parties avant la signature des présentes. À défaut de cet état des lieux, l'Association est réputée avoir reçu les biens en parfait état. Un autre état des lieux sera dressé au terme de l'occupation afin de déterminer si des réparations doivent être supportées financièrement par l'Association (usure anormale).

L'état des lieux sera établi conjointement avec l'Association par la Direction de l'Immobilier et de la Logistique.

L'Association fait son affaire des équipements mobiliers et outils de bureautique nécessaires à son activité et prend à sa charge les assurances nécessaires au bon fonctionnement de ces équipements.

L'Association déclare avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, des règlements et des prescriptions en vigueur au sein de l'Université et s'engage à les faire appliquer dans le local mis à disposition.



Article 4.2 Usage des locaux

Le local, objet de la présente convention, sera utilisé par l'Association à usage exclusif d'activités entrant dans son objet social et ne portant pas atteinte aux missions de l'Université et sans troubler l'ordre public.

La mise à disposition par l'Association, au profit d'autres associations ou d'autres personnes physiques ou morales, est interdite.

Il lui est également interdit d'effectuer des activités à caractère commercial qui pourraient porter atteinte au principe de neutralité commerciale sur le domaine public.

L'Association a libre accès au local pendant les jours et horaires d'ouverture de l'Université.

Article 4.3 Entretien du local

L'Association assurera le nettoyage et le maintien en parfait état du local.

Les sacs poubelles doivent être attachés avant d'être déposés dans les bacs à couvercle gris. Les cartons seront pliés avant d'être déposés dans les bacs à couvercle bleu. Aucun autre type de déchets (verres, bouteilles, encombrants, DEEE) ne devra être entreposé dans les locaux poubelles de l'établissement.

L'Association ne pourra procéder à aucune transformation du local quelle qu'en soit la nature, ces travaux ne pouvant relever que de l'Université. Il en est de même pour la maintenance technique des locaux (ex : remplacement de lampe). En cas de besoin, l'Association peut toutefois solliciter les services de la Direction de l'Immobilier et de la Logistique dil@univ-lyon3.fr. L'Association, lorsqu'elle quittera les lieux, aura vidé le local de tout document, matériels, appareils électriques, poubelles. Le local devra être rendu propre.

Article 4.4 Règles d'hygiène et de sécurité

L'Association déclare avoir pris connaissance des consignes générales sanitaires et de sécurité (jointes en annexe), des règlements et des prescriptions en vigueur dans les locaux de l'Université et s'engage à les faire appliquer.

Tous dégâts survenus dans les installations devront être signalés aux services compétents.

L'Association reconnaît ainsi être notamment informée des règles relatives à l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif.

Il est de même interdit d'entreposer, de vendre, distribuer ou consommer des boissons alcoolisées au sein des locaux mis à disposition. Toute publicité en faveur de boissons alcoolisées est pareillement interdite y compris dans le cadre de partenariats liés à des événements particuliers.

L'Université se réserve le droit de procéder, à tout moment, à un contrôle sur les conditions d'occupation des locaux.

L'Université se réserve le droit d'accéder aux locaux dans le cadre de vérifications techniques réglementaires annuelles (installations électriques). En cas de constatation de matériel défectueux, les occupants des locaux en seront informés.

Article 5 : Charges relatives à l'occupation

L'Université demeurera seule redevable des charges afférentes à l'occupation accordée pour ce qui concerne l'eau, l'électricité et le chauffage.

Article 6 : Responsabilité et assurances

L'Association sera personnellement responsable vis-à-vis de l'Université et des tiers des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou des personnes qu'elle accueille.

L'Association répondra des dégradations causées au local mis à sa disposition et commises tant par elle que par ses membres, par les personnes qu'elle accueille, et toute personne effectuant des interventions pour son compte.

L'Association est tenue de souscrire une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile et le risque aux tiers auprès d'une compagnie notoirement solvable.

Elle déclare être titulaire d'une assurance pour les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux, de vols par effraction et pour tout risque locatif, afférents au local mis à sa disposition et à ses agencements matériels et mobiliers. Cette assurance sera transmise au Pôle Vie Etudiante de la DEVU avant la signature de la présente convention.

Article 7 : Mesures d'urgence

Outre les mesures prévues aux articles précédents, l'Université peut, en cas de carence grave de l'occupant, de menace à l'hygiène ou à la sécurité, de mise en danger des personnes telle que définie à l'article 223-1 du code pénal, prendre toute mesure adaptée à la situation, y compris la fermeture temporaire du local ou la résiliation de la présente convention.

Article 8 : Obligations de l'Association

L'Association s'engage avant l'entrée en vigueur de la présente convention, à transmettre au Pôle Vie Etudiante de la DEVU (vie-associative@univ-lyon3.fr) :

1. une attestation d'assurance pour la responsabilité civile et pour les locaux
2. le procès-verbal relatif au dernier changement de Bureau de l'association
3. un contact téléphonique d'un membre au moins du Bureau

Et, en cas de changement :

4. la copie du récépissé de déclaration de modification de l'Association effectuée à la préfecture,
5. les statuts.

Article 9 : Règlement Général sur la Protection des Données

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, l'Université et l'Association conviennent conjointement que chaque partie assure le respect des dispositions de la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, et notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les parties s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions prévues par la législation pour assurer les principes de conformité, incluant les principes de minimisation des données collectées, traitées et transférées ; l'exécution du droit d'information des personnes concernées dans leur périmètre respectif ; et la mise en œuvre des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées.

Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle dans le traitement de ces demandes. Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser au Délégué de l'Université en charge de la protection des données personnelles : dpd@univ-lyon3.fr.

Les parties s'engagent également à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72h après la découverte de ladite violation. Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet événement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.

A l'issue de l'année universitaire, chaque partie s'engage à respecter les durées de conservation et de traitement légales qui lui sont opposables. De même, à l'issue de la durée de la convention, chaque partie s'assure du respect de la réglementation applicable quant au sort des données dans son propre périmètre.



Article 10 : Règlement des litiges

En cas de litige né de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation en lien avec l'exécution des dispositions de la présente convention sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, en 2 exemplaires originaux, le 02.10.2023

M. le président de l'université
Jean MOULIN

Eric CARPANO

Mme. la Présidente de l'Association

Elena DI GIULIO



ETAT DES LIEUX D'ENTRE ET DE SORTIE
Références : DIL /JFN – EDL entrée 12-09 2023

Vu la convention d'occupation temporaire de locaux N°..2023..02..6..109

ENTRE :

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,

sise 1 C Avenue des Frères Lumière – CS 78242, 69372 LYON CEDEX 08

Représentée par son président, **Monsieur le Professeur Eric Carpano**

L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « **l'Université** »,

D'une part,

ET

L'association Jean moulin Post,

Représentée par Madame Elena DI GIULIO, en qualité de représentant légal de l'association.

Domiciliée : Université Jean Moulin Lyon 3, 1 avenue de l'université, 69365 LYON

N° W691087182 ;

Ci-après dénommée « **l'Association** »

D'autre part,

Adresse postale des locaux loués/ prêtés

Université Jean Moulin Lyon 3 Manufacture des Tabacs | 1C, avenue des Frères Lumière | 69008 Lyon

Local N° : 4539 – 1^{er} Aile E

Surface : 18,61 m²



Accès/ clés

Nombre et détail de clés : Ø

Badges du contrôle d'accès : Ø

Emetteurs accès au parking : cartes professionnelles paramétrées : Ø

Clés entrée immeuble : Ø Boîte aux lettres : Ø local poubelle : Ø

Autres :

Etat des éléments de chauffage

☒ Chauffage collectif

☐ Chaudière individuelle

Eléments	Nombre	Localisation	Entrée des lieux	Sortie des lieux
			Etat	Etat
Radiateurs eau	1		BON ETAT	
Convecteurs électriques	Ø			

Etat des éléments de climatisation

☐ Climatisation collective

☐ Climatisation individuelle

Eléments	Nombre	Localisation	Entrée des lieux	Sortie des lieux
			Etat	Etat
Climatiseur individuel	Ø			
Ventilo convecteurs 2 tubes	Ø			
Cassettes plafonnieres	Ø			

Etat de lieu										
Pour chaque pièce et chaque équipement, notez l'état et commentez le défaut										
SALLE 2218	Entrée des lieux					Sortie des lieux				
	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Observations Entrée de lieux	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Observations Sortie de lieux
Murs				X	A repeindre					
Sol			X							
Plafond			X							
Portes, menuiserie		X			Signalétique à remettre					
Fenêtres (vitres, volets)		X								
Gaine de ventilation		X			A nettoyer					
Electricité, éclairage		X								
Electricité commandes /interrupteur s et prises		X								



*A l'entrée des lieux
Autres observations*

*A la sortie des lieux
Autres observations*

Conditions générales

Conformément aux dispositions de l'article 4 de la Convention entre l'université et l'association **Jean Moulin Post**, un état des lieux contradictoire doit être réalisé entre l'université Jean Moulin Lyon 3 et l'occupant lors de la remise du local et lors de la restitution.

Les cosignataires reconnaissent avoir reçu chacun un exemplaire du présent état des lieux et s'accordent pour y faire référence lors du départ de l'occupant. Cet état des lieux est transmis soit par e-mail au format PDF, soit par courrier.

L'occupant sortant est informé que les dégradations ou défauts constatés sur le présent état des lieux peuvent relever de son éventuelle responsabilité après comparaison avec l'état des lieux d'entrée. Il reconnaît que des indemnités ou remises en état correspondant aux dégradations ou défauts d'entretien pourront lui être imputées.

Ce local reste accessible aux personnels habilités de l'université, SHS et DIL et au service des affaires culturelles.

A remplir à l'entrée des lieux

Le présent état des lieux d'entrée a été établi contradictoirement et accepté par les parties à l'entrée des lieux. Fait en deux exemplaires à Lyon le 12/09/2023

Jean-Florent NIGAY

Elena DI GIULIO

Signature Représentant de l'Université
Précédée de la mention « certifié exact »

Signature de Représentant de l'Association
Précédée de la mention « certifié exact »

A remplir à la sortie des lieux

Le présent état des lieux de sortie a été établi contradictoirement et accepté par les parties à l'entrée des lieux. Fait en deux exemplaires à Lyon le ___ / ___ / 202....

Signature représentant de l'Université
Précédée de la mention « certifié exact »
exact »

Signature l'association représenté par
Précédée de la mention « certifié

Annexe - photos



**Convention d'occupation temporaire de locaux
N°2023-09-G-110**

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L. 2121-1, L. 2122-1 et L. 2122-1-4 ;

Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 712-2 ;

Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° CAC-2023-06-02-ins du conseil académique de l'université Jean Moulin en date du 27 juin 2023 portant approbation des conditions d'utilisation et d'affectation des locaux mis à disposition des étudiants ;

Vu l'arrêté n° 23-159 du 28 juin 2023 fixant les conditions d'affectation des locaux mis à disposition des étudiants ;

Vu l'arrêté n° 23-209 du 28 juin 2023 portant sur l'affectation des locaux associatifs étudiants ;

Entre les soussignées :

L'université Jean MOULIN, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8^{ème}

Représentée par son Président, Eric CARPANO

Ci-après nommée « l'Université »

D'une part,

Et

L'association BDE Histoire Lyon 3

Dont le siège social se situe : Atelier des Assos, 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8^{ème}

Représentée par ses co-présidents, Yanis FERNANDES et Lysiane PERNELET

Numéro d'enregistrement à la Préfecture : W691086821

Ci-après nommée « l'Association »

D'autre part,

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

L'Université est affectataire de dépendances du domaine public de l'État pour assurer les missions de service public qui lui incombent en application des dispositions du code de l'éducation. L'occupation de ce domaine public implique la connaissance et le respect des règles spécifiques contenues dans le code général de la propriété des personnes publiques et le code du domaine de l'État ainsi que des principes dégagés par la jurisprudence.

La présente convention a pour objet de permettre l'occupation temporaire de parcelles et de locaux du domaine public au profit de l'Association, son action complétant et soutenant les missions de l'Université. La présente convention est précaire et révocable.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de mise à disposition par l'Université, à titre précaire et révocable, d'un local situé au sous-sol du bâtiment AC sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs.

Ce local est mis à disposition de l'Association afin d'y exercer une activité conforme à la mission de service public de l'Université. Ce local sera partagé avec l'association Patrimuse.

L'Association s'engage à occuper personnellement le local mis à sa disposition. Toute mise à disposition au profit d'un tiers quel qu'il soit, à titre onéreux ou gratuit, est strictement interdite.

La présente convention est conclue sous le régime des occupations temporaires du domaine public.

Article 2 : Portée de la convention

Les termes de cette convention ne pourront être modifiés que par voie d'avenant écrit et signé par les personnes dûment habilitées à cet effet.

La présente convention est conclue en considération des qualités et capacités des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'Association ainsi que de l'objet et des statuts de celle-ci.

En conséquence, tout changement partiel ou total des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'Association, ainsi que de l'objet et des statuts de celle-ci devra être notifié à l'Université, notamment au Pôle Vie Étudiante de la Direction des Études et de la Vie Universitaire (vie-associative@univ-lyon3.fr).

Article 3 : Durée et résiliation de la convention

La présente convention est conclue à compter du jour de sa signature et jusqu'à l'édition d'un nouvel arrêté portant affectation des locaux associatifs étudiants.

L'Université peut mettre fin à la présente convention avant terme pour tout motif d'intérêt général, sous réserve du respect d'un préavis de deux mois.

Cette résiliation ne saurait donner lieu au versement d'indemnités de compensation.

Le préavis mentionné aux alinéas précédents n'est pas opposable à l'Université en cas de manquement de l'Association à l'une des obligations souscrites dans le cadre de la présente convention. L'Université aura la faculté de résilier la convention aux torts et griefs de l'Association, sans que cette dernière puisse prétendre à des dommages et intérêts. L'Association devra libérer les lieux et les remettre en état dans les quinze jours suivant le commandement de l'Université.

Article 4 : Conditions de mise à disposition

Article 4.1 Désignation des locaux

Le local mis à disposition de l'Association, sis au sous-sol du bâtiment AC sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs, et d'une superficie de 20,23 m², consiste en une salle à usage de local de réunions.

L'Association reconnaît avoir reçu une clé de la salle. L'Association s'engage à la ranger systématiquement dans l'armoire à clés et à la restituer au terme de la présente convention. Les responsables de l'Association s'engagent à ne pas en faire de copies, à ne pas percer les portes pour faire poser un verrou et à ne pas faire changer les serrures du local sous peine de suspension ou de révocation de la présente convention.

Un état des lieux, joint en annexe, est dûment établi contradictoirement entre les parties avant la signature des présentes. À défaut de cet état des lieux, l'Association est réputée avoir reçu les biens en parfait état. Un autre état des lieux sera dressé au terme de l'occupation afin de déterminer si des réparations doivent être supportées financièrement par l'Association (usure anormale).

L'état des lieux sera établi conjointement avec l'Association par la Direction de l'Immobilier et de la Logistique.

L'Association fait son affaire des équipements mobiliers et outils de bureautique nécessaires à son activité et prend à sa charge les assurances nécessaires au bon fonctionnement de ces équipements.

L'Association déclare avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, des règlements et des prescriptions en vigueur au sein de l'Université et s'engage à les faire appliquer dans le local mis à disposition.



Article 4.2 Usage des locaux

Le local, objet de la présente convention, sera utilisé par l'Association à usage exclusif d'activités entrant dans son objet social et ne portant pas atteinte aux missions de l'Université et sans troubler l'ordre public.

La mise à disposition par l'Association, au profit d'autres associations ou d'autres personnes physiques ou morales, est interdite.

Il lui est également interdit d'effectuer des activités à caractère commercial qui pourraient porter atteinte au principe de neutralité commerciale sur le domaine public.

L'Association a libre accès au local pendant les jours et horaires d'ouverture de l'Université.

Article 4.3 Entretien du local

L'Association assurera le nettoyage et le maintien en parfait état du local.

Les sacs poubelles doivent être attachés avant d'être déposés dans les bacs à couvercle gris. Les cartons seront pliés avant d'être déposés dans les bacs à couvercle bleu. Aucun autre type de déchets (verres, bouteilles, encombrants, DEEE) ne devra être entreposé dans les locaux poubelles de l'établissement.

L'Association ne pourra procéder à aucune transformation du local quelle qu'en soit la nature, ces travaux ne pouvant relever que de l'Université. Il en est de même pour la maintenance technique des locaux (ex : remplacement de lampe). En cas de besoin, l'Association peut toutefois solliciter les services de la Direction de l'Immobilier et de la Logistique dil@univ-lyon3.fr.

L'Association, lorsqu'elle quittera les lieux, aura vidé le local de tout document, matériels, appareils électriques, poubelles. Le local devra être rendu propre.

Article 4.4 Règles d'hygiène et de sécurité

L'Association déclare avoir pris connaissance des consignes générales sanitaires et de sécurité (jointes en annexe), des règlements et des prescriptions en vigueur dans les locaux de l'Université et s'engage à les faire appliquer.

Tous dégâts survenus dans les installations devront être signalés aux services compétents.

L'Association reconnaît ainsi être notamment informée des règles relatives à l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif.

Il est de même interdit d'entreposer, de vendre, distribuer ou consommer des boissons alcoolisées au sein des locaux mis à disposition. Toute publicité en faveur de boissons alcoolisées est pareillement interdite y compris dans le cadre de partenariats liés à des événements particuliers. L'Université se réserve le droit de procéder, à tout moment, à un contrôle sur les conditions d'occupation des locaux.

L'Université se réserve le droit d'accéder aux locaux dans le cadre de vérifications techniques réglementaires annuelles (installations électriques). En cas de constatation de matériel défectueux, les occupants des locaux en seront informés.

Article 5 : Charges relatives à l'occupation

L'Université demeure seule redevable des charges afférentes à l'occupation accordée pour ce qui concerne l'eau, l'électricité et le chauffage.

Article 6 : Responsabilité et assurances

L'Association sera personnellement responsable vis-à-vis de l'Université et des tiers des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou des personnes qu'elle accueille.

L'Association répondra des dégradations causées au local mis à sa disposition et commises tant par elle que par ses membres, par les personnes qu'elle accueille, et toute personne effectuant des interventions pour son compte.

L'Association est tenue de souscrire une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile et le risque aux tiers auprès d'une compagnie notoirement solvable.

Elle déclare être titulaire d'une assurance pour les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux, de vols par effraction et pour tout risque locatif, afférents au local mis à sa disposition et à

ses agencements matériels et mobiliers. Cette assurance sera transmise au Pôle Vie Etudiante de la DEVU avant la signature de la présente convention.

Article 7 : Mesures d'urgence

Outre les mesures prévues aux articles précédents, l'Université peut, en cas de carence grave de l'occupant, de menace à l'hygiène ou à la sécurité, de mise en danger des personnes telle que définie à l'article 223-1 du code pénal, prendre toute mesure adaptée à la situation, y compris la fermeture temporaire du local ou la résiliation de la présente convention.

Article 8 : Obligations de l'Association

L'Association s'engage avant l'entrée en vigueur de la présente convention, à transmettre au Pôle Vie Etudiante de la DEVU (vie-associative@univ-lyon3.fr) :

1. une attestation d'assurance pour la responsabilité civile et pour les locaux
2. le procès-verbal relatif au dernier changement de Bureau de l'association
3. un contact téléphonique d'un membre au moins du Bureau

Et, en cas de changement :

4. la copie du récépissé de déclaration de modification de l'Association effectuée à la préfecture,
5. les statuts.

Article 9 : Règlement Général sur la Protection des Données

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, l'Université et l'Association conviennent conjointement que chaque partie assure le respect des dispositions de la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, et notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les parties s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions prévues par la législation pour assurer les principes de conformité, incluant les principes de minimisation des données collectées, traitées et transférées ; l'exécution du droit d'information des personnes concernées dans leur périmètre respectif ; et la mise en œuvre des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées.

Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle dans le traitement de ces demandes. Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser au Délégué de l'Université en charge de la protection des données personnelles : dgd@univ-lyon3.fr.

Les parties s'engagent également à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72h après la découverte de ladite violation. Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet événement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.

A l'issue de l'année universitaire, chaque partie s'engage à respecter les durées de conservation et de traitement légales qui lui sont opposables. De même, à l'issue de la durée de la convention, chaque partie s'assure du respect de la réglementation applicable quant au sort des données dans son propre périmètre.



Article 10 : Règlement des litiges

En cas de litige né de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation en lien avec l'exécution des dispositions de la présente convention sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, en 2 exemplaires originaux, le 02.10.2023

M. le président de l'université Jean MOULIN

Eric CARPANO

M. le co-président de l'association BDE Histoire Lyon 3

Yanis FERNANDES

Mme. la co-présidente de l'association BDE Histoire Lyon 3

Lysiane PERNELET

ETAT DES LIEUX D'ENTRÉE ET DE SORTIE
Références : DIL /JFN – EDL entrée 15-09 2023

Vu la convention d'occupation temporaire de locaux N°..2023...09...6...110

ENTRE :

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,

sise 1 C Avenue des Frères Lumière – CS 78242, 69372 LYON CEDEX 08

Représentée par son président, **Monsieur le Professeur Eric Carpano**

L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « **l'Université** »,

D'une part,

ET

L'association BDE Histoire,

Représentée par Madame/ Monsieur Lysiane PERNELET et Yanis FERNANDES FILIPE, en qualité de représentants légaux de l'association.

Domiciliée : Université Jean Moulin Lyon 3, 1 avenue de l'université, 69365 LYON

N° W691086821 ;

Ci-après dénommée « **l'Association** »

D'autre part,

Adresse postale des locaux loués/ prêtés

Université Jean Moulin Lyon 3 Manufacture des Tabacs | 1C, avenue des Frères Lumière | 69008 Lyon

Local N° : 1102 – Sous-sol Pav AC

Surface : 20,23 m²



Accès/ clés

Nombre et détail de clés : Ø

Badges du contrôle d'accès : Ø

Emetteurs accès au parking : cartes professionnelles paramétrées : Ø

Clés entrée immeuble : Ø

Boite aux lettres : Ø

local poubelle : Ø

Autres :

Etat des éléments de chauffage

☒ Chauffage collectif

☐ Chaudière individuelle

Eléments	Nombre	Localisation	Entrée des lieux	Sortie des lieux
			Etat	Etat
Radiateurs eau	1		BE	
Convecteurs électriques	Ø			

Etat des éléments de climatisation

☐ Climatisation collective

☐ Climatisation individuelle

Eléments	Nombre	Localisation	Entrée des lieux	Sortie des lieux
			Etat	Etat
Climatiseur individuel	Ø			
Ventilo convecteurs 2 tubes	Ø			
Cassettes plafonniers	Ø			

Etat de lieu

Pour chaque pièce et chaque équipement, notez l'état et commentez le défaut

SALLE 2218	Entrée des lieux					Sortie des lieux				
	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Observations Entrée de lieux	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Observations Sortie de lieux
Murs		X			Coulée sur mur du fond suite à fuit ou infiltration d'eau					
Sol		X								
Plafond		X			Etiquettes collées					
Portes, menuiserie			X		Poignée à revoir, trous à reboucher et à repeindre					
Fenêtres (vitres, volets)					Ø					
Gaine de ventilation					Ø					
Electricité, éclairage			X		1 néon HS					
Electricité commandes /interrupteurs et prises		X								



A l'entrée des lieux
Autres observations

A la sortie des lieux
Autres observations

Conditions générales

Conformément aux dispositions de l'article 4 de la Convention entre l'université et l'association **BDE Histoire**, un état des lieux contradictoire doit être réalisé entre l'université Jean Moulin Lyon 3 et l'occupant lors de la remise du local et lors de la restitution.

Les cosignataires reconnaissent avoir reçu chacun un exemplaire du présent état des lieux et s'accordent pour y faire référence lors du départ de l'occupant. Cet état des lieux est transmis soit par e-mail au format PDF, soit par courrier.

L'occupant sortant est informé que les dégradations ou défauts constatés sur le présent état des lieux peuvent relever de son éventuelle responsabilité après comparaison avec l'état des lieux d'entrée. Il reconnaît que des indemnités ou remises en état correspondant aux dégradations ou défauts d'entretien pourront lui être imputées.

Ce local reste accessible aux personnels habilités de l'université, SHS et DIL et au service des affaires culturelles.

A remplir à l'entrée des lieux

Le présent état des lieux d'entrée a été établi contradictoirement et accepté par les parties à l'entrée des lieux. Fait en deux exemplaires à Lyon le 15/09/2023

Jean-Florent NIGAY

Lysiane PERNELET et Yanis FERNANDES FILIPE

Signature Représentant de l'Université
Précédée de la mention « certifié exact »

Signature de Représentant de l'Association
Précédée de la mention « certifié exact »

A remplir à la sortie des lieux

Le présent état des lieux de sortie a été établi contradictoirement et accepté par les parties à l'entrée des lieux. Fait en deux exemplaires à Lyon le ___ / ___ / 202....

Signature représentant de l'Université
Précédée de la mention « certifié exact »

Signature l'association représenté par
Précédée de la mention « certifié exact »

Annexe - photos



**Convention d'occupation temporaire de locaux
N°2023-09-G-111**

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L. 2121-1, L. 2122-1 et L. 2122-1-4 ;

Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 712-2 ;

Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° CAC-2023-06-02-ins du conseil académique de l'université Jean Moulin en date du 27 juin 2023 portant approbation des conditions d'utilisation et d'affectation des locaux mis à disposition des étudiants ;

Vu l'arrêté n° 23-159 du 28 juin 2023 fixant les conditions d'affectation des locaux mis à disposition des étudiants ;

Vu l'arrêté n° 23-209 du 28 juin 2023 portant sur l'affectation des locaux associatifs étudiants ;

Entre les soussignées :

L'université Jean MOULIN, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8^{ème}

Représentée par son Président, Eric CARPANO

Ci-après nommée « l'Université »

D'une part,

Et

L'association Patrimuse

Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8^{ème}

Représentée par son Président, Thibault ECUER

Numéro d'enregistrement à la Préfecture : W691052513

Ci-après nommée « l'Association »

D'autre part,

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

L'Université est affectataire de dépendances du domaine public de l'État pour assurer les missions de service public qui lui incombent en application des dispositions du code de l'éducation. L'occupation de ce domaine public implique la connaissance et le respect des règles spécifiques contenues dans le code général de la propriété des personnes publiques et le code du domaine de l'État ainsi que des principes dégagés par la jurisprudence.

La présente convention a pour objet de permettre l'occupation temporaire de parcelles et de locaux du domaine public au profit de l'Association, son action complétant et soutenant les missions de l'Université. La présente convention est précaire et révocable.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de mise à disposition par l'Université, à titre précaire et révocable, d'un local situé au sous-sol du bâtiment AC sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs.

Ce local est mis à disposition de l'Association afin d'y exercer une activité conforme à la mission de service public de l'Université. Ce local sera partagé avec l'association BDE Histoire Lyon 3.

L'Association s'engage à occuper personnellement le local mis à sa disposition. Toute mise à disposition au profit d'un tiers quel qu'il soit, à titre onéreux ou gratuit, est strictement interdite.



La présente convention est conclue sous le régime des occupations temporaires du domaine public.

Article 2 : Portée de la convention

Les termes de cette convention ne pourront être modifiés que par voie d'avenant écrit et signé par les personnes dûment habilitées à cet effet.

La présente convention est conclue en considération des qualités et capacités des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'Association ainsi que de l'objet et des statuts de celle-ci.

En conséquence, tout changement partiel ou total des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'Association, ainsi que de l'objet et des statuts de celle-ci devra être notifié à l'Université, notamment au Pôle Vie Étudiante de la Direction des Études et de la Vie Universitaire (vie-associative@univ-lyon3.fr).

Article 3 : Durée et résiliation de la convention

La présente convention est conclue à compter du jour de sa signature et jusqu'à l'édition d'un nouvel arrêté portant affectation des locaux associatifs étudiants.

L'Université peut mettre fin à la présente convention avant terme pour tout motif d'intérêt général, sous réserve du respect d'un préavis de deux mois.

Cette résiliation ne saurait donner lieu au versement d'indemnités de compensation.

Le préavis mentionné aux alinéas précédents n'est pas opposable à l'Université en cas de manquement de l'Association à l'une des obligations souscrites dans le cadre de la présente convention. L'Université aura la faculté de résilier la convention aux torts et griefs de l'Association, sans que cette dernière puisse prétendre à des dommages et intérêts. L'Association devra libérer les lieux et les remettre en état dans les quinze jours suivant le commandement de l'Université.

Article 4 : Conditions de mise à disposition

Article 4.1 Désignation des locaux

Le local mis à disposition de l'Association, sis au sous-sol du bâtiment AC sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs, et d'une superficie de 20,23 m², consiste en une salle à usage de local de réunions.

L'Association reconnaît avoir reçu une clé de la salle. L'Association s'engage à la ranger systématiquement dans l'armoire à clés et à la restituer au terme de la présente convention. Les responsables de l'Association s'engagent à ne pas en faire de copies, à ne pas percer les portes pour faire poser un verrou et à ne pas faire changer les serrures du local sous peine de suspension ou de révocation de la présente convention.

Un état des lieux, joint en annexe, est dûment établi contradictoirement entre les parties avant la signature des présentes. À défaut de cet état des lieux, l'Association est réputée avoir reçu les biens en parfait état. Un autre état des lieux sera dressé au terme de l'occupation afin de déterminer si des réparations doivent être supportées financièrement par l'Association (usure anormale).

L'état des lieux sera établi conjointement avec l'Association par la Direction de l'Immobilier et de la Logistique.

L'Association fait son affaire des équipements mobiliers et outils de bureautique nécessaires à son activité et prend à sa charge les assurances nécessaires au bon fonctionnement de ces équipements.

L'Association déclare avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, des règlements et des prescriptions en vigueur au sein de l'Université et s'engage à les faire appliquer dans le local mis à disposition.



Article 4.2 Usage des locaux

Le local, objet de la présente convention, sera utilisé par l'Association à usage exclusif d'activités entrant dans son objet social et ne portant pas atteinte aux missions de l'Université et sans troubler l'ordre public.

La mise à disposition par l'Association, au profit d'autres associations ou d'autres personnes physiques ou morales, est interdite.

Il lui est également interdit d'effectuer des activités à caractère commercial qui pourraient porter atteinte au principe de neutralité commerciale sur le domaine public.

L'Association a libre accès au local pendant les jours et horaires d'ouverture de l'Université.

Article 4.3 Entretien du local

L'Association assurera le nettoyage et le maintien en parfait état du local.

Les sacs poubelles doivent être attachés avant d'être déposés dans les bacs à couvercle gris. Les cartons seront pliés avant d'être déposés dans les bacs à couvercle bleu. Aucun autre type de déchets (verres, bouteilles, encombrants, DEEE) ne devra être entreposé dans les locaux poubelles de l'établissement.

L'Association ne pourra procéder à aucune transformation du local quelle qu'en soit la nature, ces travaux ne pouvant relever que de l'Université. Il en est de même pour la maintenance technique des locaux (ex : remplacement de lampe). En cas de besoin, l'Association peut toutefois solliciter les services de la Direction de l'Immobilier et de la Logistique dil@univ-lyon3.fr.

L'Association, lorsqu'elle quittera les lieux, aura vidé le local de tout document, matériels, appareils électriques, poubelles. Le local devra être rendu propre.

Article 4.4 Règles d'hygiène et de sécurité

L'Association déclare avoir pris connaissance des consignes générales sanitaires et de sécurité (jointes en annexe), des règlements et des prescriptions en vigueur dans les locaux de l'Université et s'engage à les faire appliquer.

Tous dégâts survenus dans les installations devront être signalés aux services compétents.

L'Association reconnaît ainsi être notamment informée des règles relatives à l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif.

Il est de même interdit d'entreposer, de vendre, distribuer ou consommer des boissons alcoolisées au sein des locaux mis à disposition. Toute publicité en faveur de boissons alcoolisées est pareillement interdite y compris dans le cadre de partenariats liés à des événements particuliers. L'Université se réserve le droit de procéder, à tout moment, à un contrôle sur les conditions d'occupation des locaux.

L'Université se réserve le droit d'accéder aux locaux dans le cadre de vérifications techniques réglementaires annuelles (installations électriques). En cas de constatation de matériel défectueux, les occupants des locaux en seront informés.

Article 5 : Charges relatives à l'occupation

L'Université demeurera seule redevable des charges afférentes à l'occupation accordée pour ce qui concerne l'eau, l'électricité et le chauffage.

Article 6 : Responsabilité et assurances

L'Association sera personnellement responsable vis-à-vis de l'Université et des tiers des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou des personnes qu'elle accueille.

L'Association répondra des dégradations causées au local mis à sa disposition et commises tant par elle que par ses membres, par les personnes qu'elle accueille, et toute personne effectuant des interventions pour son compte.

L'Association est tenue de souscrire une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile et le risque aux tiers auprès d'une compagnie notoirement solvable.

Elle déclare être titulaire d'une assurance pour les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux, de vols par effraction et pour tout risque locatif, afférents au local mis à sa disposition et à



ses agencements matériels et mobiliers. Cette assurance sera transmise au Pôle Vie Etudiante de la DEVU avant la signature de la présente convention.

Article 7 : Mesures d'urgence

Outre les mesures prévues aux articles précédents, l'Université peut, en cas de carence grave de l'occupant, de menace à l'hygiène ou à la sécurité, de mise en danger des personnes telle que définie à l'article 223-1 du code pénal, prendre toute mesure adaptée à la situation, y compris la fermeture temporaire du local ou la résiliation de la présente convention.

Article 8 : Obligations de l'Association

L'Association s'engage avant l'entrée en vigueur de la présente convention, à transmettre au Pôle Vie Etudiante de la DEVU (vie-associative@univ-lyon3.fr) :

1. une attestation d'assurance pour la responsabilité civile et pour les locaux
2. le procès-verbal relatif au dernier changement de Bureau de l'association
3. un contact téléphonique d'un membre au moins du Bureau

Et, en cas de changement :

4. la copie du récépissé de déclaration de modification de l'Association effectuée à la préfecture,
5. les statuts.

Article 9 : Règlement Général sur la Protection des Données

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, l'Université et l'Association conviennent conjointement que chaque partie assure le respect des dispositions de la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, et notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les parties s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions prévues par la législation pour assurer les principes de conformité, incluant les principes de minimisation des données collectées, traitées et transférées ; l'exécution du droit d'information des personnes concernées dans leur périmètre respectif ; et la mise en œuvre des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées.

Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle dans le traitement de ces demandes. Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser au Délégué de l'Université en charge de la protection des données personnelles : dgd@univ-lyon3.fr.

Les parties s'engagent également à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72h après la découverte de ladite violation. Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet événement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.

A l'issue de l'année universitaire, chaque partie s'engage à respecter les durées de conservation et de traitement légales qui lui sont opposables. De même, à l'issue de la durée de la convention, chaque partie s'assure du respect de la réglementation applicable quant au sort des données dans son propre périmètre.



Article 10 : Règlement des litiges

En cas de litige né de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation en lien avec l'exécution des dispositions de la présente convention sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, en 2 exemplaires originaux, le 02.10.2023

M. le président de l'université
Jean MOULIN

Eric CARPANO

M. le président de l'association
Patrimuse

Thibault ECUER

ETAT DES LIEUX D'ENTRE ET DE SORTIE
Références : DIL /JFN – EDL entrée 15-09 2023

Vu la convention d'occupation temporaire de locaux N°. 2023...09...6...111.

ENTRE :

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,

sise 1 C Avenue des Frères Lumière – CS 78242, 69372 LYON CEDEX 08

Représentée par son président, **Monsieur le Professeur Eric Carpano**

L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « **l'Université** »,

D'une part,

ET

L'association Patrimuse,

Représentée par Monsieur Thibault ECUER, en qualité de représentant légal de l'association.

Domiciliée : Université Jean Moulin Lyon 3, 1 avenue de l'université, 69365 LYON

N° W691052513 ;

Ci-après dénommée « **l'Association** »

D'autre part,

Adresse postale des locaux loués/ prêtés

Université Jean Moulin Lyon 3 Manufacture des Tabacs | 1C, avenue des Frères Lumière | 69008 Lyon

Local N° : 1102 – Sous-sol Pav AC

Surface : 20,23 m²



Accès/ clés

Nombre et détail de clés : Ø

Badges du contrôle d'accès : Ø

Emetteurs accès au parking : cartes professionnelles paramétrées : Ø

Clés entrée immeuble : Ø Boîte aux lettres : Ø local poubelle : Ø

Autres :

Etat des éléments de chauffage

☒ Chauffage collectif

☐ Chaudière individuelle

Eléments	Nombre	Localisation	Entrée des lieux	Sortie des lieux
			Etat	Etat
Radiateurs eau	1		BE	
Convecteurs électriques	Ø			

Etat des éléments de climatisation

☐ Climatisation collective

☐ Climatisation individuelle

Eléments	Nombre	Localisation	Entrée des lieux	Sortie des lieux
			Etat	Etat
Climatiseur individuel	Ø			
Ventilo convecteurs 2 tubes	Ø			
Cassettes plafonnières	Ø			

Etat de lieu

Pour chaque pièce et chaque équipement, notez l'état et commentez le défaut

SALLE 2218	Entrée des lieux					Sortie des lieux				
	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Observations Entrée de lieux	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Observations Sortie de lieux
Murs		X			Coulée sur mur du fond suite à fuite ou infiltration d'eau					
Sol		X								
Plafond		X			Etiquettes collées					
Portes, menuiserie			X		Poignée à revoir, trous à reboucher et à repeindre					
Fenêtres (vitres, volets)					Ø					
Gaine de ventilation					Ø					
Electricité, éclairage			X		1 néon HS					
Electricité commandes /interrupteurs et prises		X								



A l'entrée des lieux
Autres observations

A la sortie des lieux
Autres observations

Conditions générales

Conformément aux dispositions de l'article 4 de la Convention entre l'université et l'association **Patrimuse**, un état des lieux contradictoire doit être réalisé entre l'université Jean Moulin Lyon 3 et l'occupant lors de la remise du local et lors de la restitution.

Les cosignataires reconnaissent avoir reçu chacun un exemplaire du présent état des lieux et s'accordent pour y faire référence lors du départ de l'occupant. Cet état des lieux est transmis soit par e-mail au format PDF, soit par courrier.

L'occupant sortant est informé que les dégradations ou défauts constatés sur le présent état des lieux peuvent relever de son éventuelle responsabilité après comparaison avec l'état des lieux d'entrée. Il reconnaît que des indemnités ou remises en état correspondant aux dégradations ou défauts d'entretien pourront lui être imputées.

Ce local reste accessible aux personnels habilités de l'université, SHS et DIL et au service des affaires culturelles.

A remplir à l'entrée des lieux

Le présent état des lieux d'entrée a été établi contradictoirement et accepté par les parties à l'entrée des lieux. Fait en deux exemplaires à Lyon le 15/09/2023

Jean-Florent NIGAY

Thibault ECUER

Signature Représentant de l'Université
Précédée de la mention « certifié exact »

Signature de Représentant de l'Association
Précédée de la mention « certifié exact »

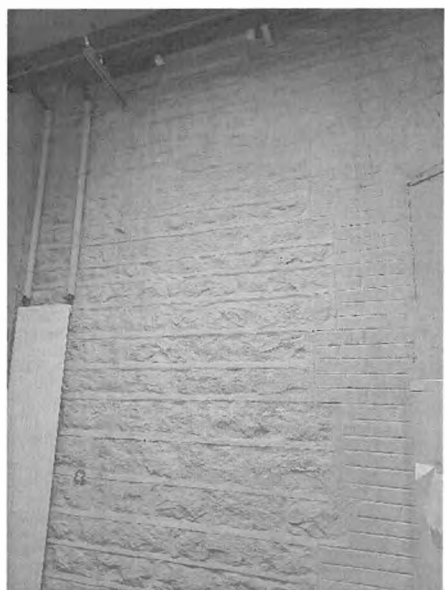
A remplir à la sortie des lieux

Le présent état des lieux de sortie a été établi contradictoirement et accepté par les parties à l'entrée des lieux. Fait en deux exemplaires à Lyon le ___ / ___ / 202....

Signature représentant de l'Université
Précédée de la mention « certifié exact »

Signature l'association représenté par
Précédée de la mention « certifié exact »

Annexe - photos



**Convention d'occupation temporaire de locaux
N°2023-09-G-112**

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L. 2121-1, L. 2122-1 et L. 2122-1-4 ;
Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 712-2 ;
Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° CAC-2023-06-02-ins du conseil académique de l'université Jean Moulin en date du 27 juin 2023 portant approbation des conditions d'utilisation et d'affectation des locaux mis à disposition des étudiants ;
Vu l'arrêté n° 23-159 du 28 juin 2023 fixant les conditions d'affectation des locaux mis à disposition des étudiants ;
Vu l'arrêté n° 23-209 du 28 juin 2023 portant sur l'affectation des locaux associatifs étudiants ;

Entre les soussignées :

L'université Jean MOULIN, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8^{ème}

Représentée par son Président, Eric CARPANO

Ci-après nommée « l'Université »

D'une part,

Et

L'association EMF Lyon

Dont le siège social se situe : Atelier des Assos, 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8^{ème}

Représentée par sa Présidente, Ayat JAAFARI

Numéro d'enregistrement à la Préfecture : W691061847

Ci-après nommée « l'Association »

D'autre part,

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIIT :

L'Université est affectataire de dépendances du domaine public de l'État pour assurer les missions de service public qui lui incombent en application des dispositions du code de l'éducation. L'occupation de ce domaine public implique la connaissance et le respect des règles spécifiques contenues dans le code général de la propriété des personnes publiques et le code du domaine de l'État ainsi que des principes dégagés par la jurisprudence.

La présente convention a pour objet de permettre l'occupation temporaire de parcelles et de locaux du domaine public au profit de l'Association, son action complétant et soutenant les missions de l'Université. La présente convention est précaire et révocable.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de mise à disposition par l'Université, à titre précaire et révocable, d'un local situé au sous-sol du bâtiment AC sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs.

Ce local est mis à disposition de l'Association afin d'y exercer une activité conforme à la mission de service public de l'Université. Ce local sera partagé avec l'association L3DD.

L'Association s'engage à occuper personnellement le local mis à sa disposition. Toute mise à disposition au profit d'un tiers quel qu'il soit, à titre onéreux ou gratuit, est strictement interdite. La présente convention est conclue sous le régime des occupations temporaires du domaine public.

Article 2 : Portée de la convention

Les termes de cette convention ne pourront être modifiés que par voie d'avenant écrit et signé par les personnes dûment habilitées à cet effet.

La présente convention est conclue en considération des qualités et capacités des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'Association ainsi que de l'objet et des statuts de celle-ci.

En conséquence, tout changement partiel ou total des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'Association, ainsi que de l'objet et des statuts de celle-ci devra être notifié à l'Université, notamment au Pôle Vie Étudiante de la Direction des Études et de la Vie Universitaire (vie-associative@univ-lyon3.fr).

Article 3 : Durée et résiliation de la convention

La présente convention est conclue à compter du jour de sa signature et jusqu'à l'édition d'un nouvel arrêté portant affectation des locaux associatifs étudiants.

L'Université peut mettre fin à la présente convention avant terme pour tout motif d'intérêt général, sous réserve du respect d'un préavis de deux mois.

Cette résiliation ne saurait donner lieu au versement d'indemnités de compensation.

Le préavis mentionné aux alinéas précédents n'est pas opposable à l'Université en cas de manquement de l'Association à l'une des obligations souscrites dans le cadre de la présente convention. L'Université aura la faculté de résilier la convention aux torts et griefs de l'Association, sans que cette dernière puisse prétendre à des dommages et intérêts. L'Association devra libérer les lieux et les remettre en état dans les quinze jours suivant le commandement de l'Université.

Article 4 : Conditions de mise à disposition

Article 4.1 Désignation des locaux

Le local mis à disposition de l'Association, sis au sous-sol du bâtiment AC sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs, et d'une superficie de 20,23 m², consiste en une salle à usage de local de réunions.

L'Association reconnaît avoir reçu une clé de la salle. L'Association s'engage à la ranger systématiquement dans l'armoire à clés et à la restituer au terme de la présente convention. Les responsables de l'Association s'engagent à ne pas en faire de copies, à ne pas percer les portes pour faire poser un verrou et à ne pas faire changer les serrures du local sous peine de suspension ou de révocation de la présente convention.

Un état des lieux, joint en annexe, est dûment établi contradictoirement entre les parties avant la signature des présentes. À défaut de cet état des lieux, l'Association est réputée avoir reçu les biens en parfait état. Un autre état des lieux sera dressé au terme de l'occupation afin de déterminer si des réparations doivent être supportées financièrement par l'Association (usure anormale).

L'état des lieux sera établi conjointement avec l'Association par la Direction de l'Immobilier et de la Logistique.

L'Association fait son affaire des équipements mobiliers et outils de bureautique nécessaires à son activité et prend à sa charge les assurances nécessaires au bon fonctionnement de ces équipements.

L'Association déclare avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, des règlements et des prescriptions en vigueur au sein de l'Université et s'engage à les faire appliquer dans le local mis à disposition.

Article 4.2 Usage des locaux

Le local, objet de la présente convention, sera utilisé par l'Association à usage exclusif d'activités entrant dans son objet social et ne portant pas atteinte aux missions de l'Université et sans troubler l'ordre public.

La mise à disposition par l'Association, au profit d'autres associations ou d'autres personnes physiques ou morales, est interdite.

Il lui est également interdit d'effectuer des activités à caractère commercial qui pourraient porter atteinte au principe de neutralité commerciale sur le domaine public.

L'Association a libre accès au local pendant les jours et horaires d'ouverture de l'Université.

Article 4.3 Entretien du local

L'Association assurera le nettoyage et le maintien en parfait état du local.

Les sacs poubelles doivent être attachés avant d'être déposés dans les bacs à couvercle gris. Les cartons seront pliés avant d'être déposés dans les bacs à couvercle bleu. Aucun autre type de déchets (verres, bouteilles, encombrants, DEEE) ne devra être entreposé dans les locaux poubelles de l'établissement.

L'Association ne pourra procéder à aucune transformation du local quelle qu'en soit la nature, ces travaux ne pouvant relever que de l'Université. Il en est de même pour la maintenance technique des locaux (ex : remplacement de lampe). En cas de besoin, l'Association peut toutefois solliciter les services de la Direction de l'Immobilier et de la Logistique dil@univ-lyon3.fr. L'Association, lorsqu'elle quittera les lieux, aura vidé le local de tout document, matériels, appareils électriques, poubelles. Le local devra être rendu propre.

Article 4.4 Règles d'hygiène et de sécurité

L'Association déclare avoir pris connaissance des consignes générales sanitaires et de sécurité (jointes en annexe), des règlements et des prescriptions en vigueur dans les locaux de l'Université et s'engage à les faire appliquer.

Tous dégâts survenus dans les installations devront être signalés aux services compétents.

L'Association reconnaît ainsi être notamment informée des règles relatives à l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif.

Il est de même interdit d'entreposer, de vendre, distribuer ou consommer des boissons alcoolisées au sein des locaux mis à disposition. Toute publicité en faveur de boissons alcoolisées est pareillement interdite y compris dans le cadre de partenariats liés à des événements particuliers.

L'Université se réserve le droit de procéder, à tout moment, à un contrôle sur les conditions d'occupation des locaux.

L'Université se réserve le droit d'accéder aux locaux dans le cadre de vérifications techniques réglementaires annuelles (installations électriques). En cas de constatation de matériel défectueux, les occupants des locaux en seront informés.

Article 5 : Charges relatives à l'occupation

L'Université demeurera seule redevable des charges afférentes à l'occupation accordée pour ce qui concerne l'eau, l'électricité et le chauffage.

Article 6 : Responsabilité et assurances

L'Association sera personnellement responsable vis-à-vis de l'Université et des tiers des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou des personnes qu'elle accueille.

L'Association répondra des dégradations causées au local mis à sa disposition et commises tant par elle que par ses membres, par les personnes qu'elle accueille, et toute personne effectuant des interventions pour son compte.

L'Association est tenue de souscrire une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile et le risque aux tiers auprès d'une compagnie notoirement solvable.

Elle déclare être titulaire d'une assurance pour les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux, de vols par effraction et pour tout risque locatif, afférents au local mis à sa disposition et à ses agencements matériels et mobiliers. Cette assurance sera transmise au Pôle Vie Etudiante de la DEVU avant la signature de la présente convention.

Article 7 : Mesures d'urgence

Outre les mesures prévues aux articles précédents, l'Université peut, en cas de carence grave de l'occupant, de menace à l'hygiène ou à la sécurité, de mise en danger des personnes telle que définie à l'article 223-1 du code pénal, prendre toute mesure adaptée à la situation, y compris la fermeture temporaire du local ou la résiliation de la présente convention.

Article 8 : Obligations de l'Association

L'Association s'engage avant l'entrée en vigueur de la présente convention, à transmettre au Pôle Vie Etudiante de la DEVU (vie-associative@univ-lyon3.fr) :

1. une attestation d'assurance pour la responsabilité civile et pour les locaux
2. le procès-verbal relatif au dernier changement de Bureau de l'association
3. un contact téléphonique d'un membre au moins du Bureau

Et, en cas de changement :

4. la copie du récépissé de déclaration de modification de l'Association effectuée à la préfecture,
5. les statuts.

Article 9 : Règlement Général sur la Protection des Données

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, l'Université et l'Association conviennent conjointement que chaque partie assure le respect des dispositions de la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, et notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les parties s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions prévues par la législation pour assurer les principes de conformité, incluant les principes de minimisation des données collectées, traitées et transférées ; l'exécution du droit d'information des personnes concernées dans leur périmètre respectif ; et la mise en œuvre des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées.

Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle dans le traitement de ces demandes.

Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser au Délégué de l'Université en charge de la protection des données personnelles : dpd@univ-lyon3.fr.

Les parties s'engagent également à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72h après la découverte de ladite violation. Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet événement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.

A l'issue de l'année universitaire, chaque partie s'engage à respecter les durées de conservation et de traitement légales qui lui sont opposables. De même, à l'issue de la durée de la convention, chaque partie s'assure du respect de la réglementation applicable quant au sort des données dans son propre périmètre.



Article 10 : Règlement des litiges

En cas de litige né de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation en lien avec l'exécution des dispositions de la présente convention sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, en 2 exemplaires originaux, le 02.10.2023

M. le président de l'université
Jean MOULIN

Mme. la Présidente de l'Association

Eric CARPANO

Ayat JAAFARI



ETAT DES LIEUX D'ENTRE ET DE SORTIE
Références : DIL /JFN – EDL entrée 15-09 2023

Vu la convention d'occupation temporaire de locaux N°. 2023-09-6-112

ENTRE :

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,

sise 1 C Avenue des Frères Lumière – CS 78242, 69372 LYON CEDEX 08

Représentée par son président, **Monsieur le Professeur Eric Carpano**

L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « **l'Université** »,

D'une part,

ET

L'association EMF LYON,

Représentée par Madame Ayat JAAFARI, en qualité de représentant légal de l'association.

Domiciliée : Université Jean Moulin Lyon 3, 1 avenue de l'université, 69365 LYON

N° W691061847 ;

Ci-après dénommée « **l'Association** »

D'autre part,

Adresse postale des locaux loués/ prêtés

Université Jean Moulin Lyon 3 Manufacture des Tabacs | 1C, avenue des Frères Lumière | 69008 Lyon

Local N° : 1103 – Sous-sol Pav AC

Surface : 20,23 m²

Accès/ clés

Nombre et détail de clés : Ø

Badges du contrôle d'accès : Ø

Emetteurs accès au parking : cartes professionnelles paramétrées : Ø

Clés entrée immeuble : Ø Boîte aux lettres : Ø local poubelle : Ø

Autres :

Etat des éléments de chauffage

☒ Chauffage collectif

☐ Chaudière individuelle

Eléments	Nombre	Localisation	Entrée des lieux	Sortie des lieux
			Etat	Etat
Radiateurs eau	1		BE	
Convecteurs électriques	Ø			

Etat des éléments de climatisation

☐ Climatisation collective

☐ Climatisation individuelle

Eléments	Nombre	Localisation	Entrée des lieux	Sortie des lieux
			Etat	Etat
Climatiseur individuel	Ø			
Ventilo convecteurs 2 tubes	Ø			
Cassettes plafonniers	Ø			

Etat de lieu										
Pour chaque pièce et chaque équipement, notez l'état et commentez le défaut										
SALLE 2218	Entrée des lieux					Sortie des lieux				
	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Observations Entrée de lieux	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Observations Sortie de lieux
Murs		X								
Sol		X								
Plafond		X								
Portes, menuiserie		X								
Fenêtres (vitres, volets)					Ø					
Gaine de ventilation					Ø					
Electricité, éclairage		X								
Electricité commandes /interrupteur s et prises		X								



A l'entrée des lieux
Autres observations

A la sortie des lieux
Autres observations

Conditions générales

Conformément aux dispositions de l'article 4 de la Convention entre l'université et l'association **EMF LYON**, un état des lieux contradictoire doit être réalisé entre l'université Jean Moulin Lyon 3 et l'occupant lors de la remise du local et lors de la restitution.

Les cosignataires reconnaissent avoir reçu chacun un exemplaire du présent état des lieux et s'accordent pour y faire référence lors du départ de l'occupant. Cet état des lieux est transmis soit par e-mail au format PDF, soit par courrier.

L'occupant sortant est informé que les dégradations ou défauts constatés sur le présent état des lieux peuvent relever de son éventuelle responsabilité après comparaison avec l'état des lieux d'entrée. Il reconnaît que des indemnités ou remises en état correspondant aux dégradations ou défauts d'entretien pourront lui être imputées.

Ce local reste accessible aux personnels habilités de l'université, SHS et DIL et au service des affaires culturelles.

A remplir à l'entrée des lieux

Le présent état des lieux d'entrée a été établi contradictoirement et accepté par les parties à l'entrée des lieux. Fait en deux exemplaires à Lyon le 15/09/2023

Jean-Florent NIGAY

Ayat JAAFARI,

Signature Représentant de l'Université
Précédée de la mention « certifié exact »

Signature de Représentant de l'Association
Précédée de la mention « certifié exact »

A remplir à la sortie des lieux



Le présent état des lieux de sortie a été établi contradictoirement et accepté par les parties à l'entrée des lieux. Fait en deux exemplaires à Lyon le ___ / ___ / 202....

Signature représentant de l'Université
Précédée de la mention « certifié exact »

Signature l'association représenté par
Précédée de la mention « certifié exact »

Annexe - photos







**Convention d'occupation temporaire de locaux
N°2023-09-G-113**

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L. 2121-1, L. 2122-1 et L. 2122-1-4 ;
Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 712-2 ;
Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° CAC-2023-06-02-ins du conseil académique de l'université Jean Moulin en date du 27 juin 2023 portant approbation des conditions d'utilisation et d'affectation des locaux mis à disposition des étudiants ;
Vu l'arrêté n° 23-159 du 28 juin 2023 fixant les conditions d'affectation des locaux mis à disposition des étudiants ;
Vu l'arrêté n° 23-209 du 28 juin 2023 portant sur l'affectation des locaux associatifs étudiants ;

Entre les soussignées :

L'université Jean MOULIN, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel
Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8^{ème}
Représentée par son Président, Eric CARPANO
Ci-après nommée « l'Université »
D'une part,

Et

L'association Lyon III Développement Durable (L3DD)

Dont le siège social se situe : Atelier des Assos, 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8^{ème}
Représentée par son Président, Alexandre ROUGON
Numéro d'enregistrement à la Préfecture : W691069504
Ci-après nommée « l'Association »
D'autre part,

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

L'Université est affectataire de dépendances du domaine public de l'État pour assurer les missions de service public qui lui incombent en application des dispositions du code de l'éducation. L'occupation de ce domaine public implique la connaissance et le respect des règles spécifiques contenues dans le code général de la propriété des personnes publiques et le code du domaine de l'État ainsi que des principes dégagés par la jurisprudence.
La présente convention a pour objet de permettre l'occupation temporaire de parcelles et de locaux du domaine public au profit de l'Association, son action complétant et soutenant les missions de l'Université. La présente convention est précaire et révocable.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de mise à disposition par l'Université, à titre précaire et révocable, d'un local situé au sous-sol du bâtiment AC sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs.
Ce local est mis à disposition de l'Association afin d'y exercer une activité conforme à la mission de service public de l'Université. Ce local sera partagé avec l'association EMF Lyon.
L'Association s'engage à occuper personnellement le local mis à sa disposition. Toute mise à disposition au profit d'un tiers quel qu'il soit, à titre onéreux ou gratuit, est strictement interdite.

La présente convention est conclue sous le régime des occupations temporaires du domaine public.

Article 2 : Portée de la convention

Les termes de cette convention ne pourront être modifiés que par voie d'avenant écrit et signé par les personnes dûment habilitées à cet effet.

La présente convention est conclue en considération des qualités et capacités des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'Association ainsi que de l'objet et des statuts de celle-ci.

En conséquence, tout changement partiel ou total des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'Association, ainsi que de l'objet et des statuts de celle-ci devra être notifié à l'Université, notamment au Pôle Vie Étudiante de la Direction des Études et de la Vie Universitaire (vie-associative@univ-lyon3.fr).

Article 3 : Durée et résiliation de la convention

La présente convention est conclue à compter du jour de sa signature et jusqu'à l'édition d'un nouvel arrêté portant affectation des locaux associatifs étudiants.

L'Université peut mettre fin à la présente convention avant terme pour tout motif d'intérêt général, sous réserve du respect d'un préavis de deux mois.

Cette résiliation ne saurait donner lieu au versement d'indemnités de compensation.

Le préavis mentionné aux alinéas précédents n'est pas opposable à l'Université en cas de manquement de l'Association à l'une des obligations souscrites dans le cadre de la présente convention. L'Université aura la faculté de résilier la convention aux torts et griefs de l'Association, sans que cette dernière puisse prétendre à des dommages et intérêts. L'Association devra libérer les lieux et les remettre en état dans les quinze jours suivant le commandement de l'Université.

Article 4 : Conditions de mise à disposition

Article 4.1 Désignation des locaux

Le local mis à disposition de l'Association, sis au sous-sol du bâtiment AC sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs, et d'une superficie de 20,23 m², consiste en une salle à usage de local de réunions.

L'Association reconnaît avoir reçu une clé de la salle. L'Association s'engage à la ranger systématiquement dans l'armoire à clés et à la restituer au terme de la présente convention. Les responsables de l'Association s'engagent à ne pas en faire de copies, à ne pas percer les portes pour faire poser un verrou et à ne pas faire changer les serrures du local sous peine de suspension ou de révocation de la présente convention.

Un état des lieux, joint en annexe, est dûment établi contradictoirement entre les parties avant la signature des présentes. À défaut de cet état des lieux, l'Association est réputée avoir reçu les biens en parfait état. Un autre état des lieux sera dressé au terme de l'occupation afin de déterminer si des réparations doivent être supportées financièrement par l'Association (usure anormale).

L'état des lieux sera établi conjointement avec l'Association par la Direction de l'Immobilier et de la Logistique.

L'Association fait son affaire des équipements mobiliers et outils de bureautique nécessaires à son activité et prend à sa charge les assurances nécessaires au bon fonctionnement de ces équipements.

L'Association déclare avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, des règlements et des prescriptions en vigueur au sein de l'Université et s'engage à les faire appliquer dans le local mis à disposition.

Article 4.2 Usage des locaux

Le local, objet de la présente convention, sera utilisé par l'Association à usage exclusif d'activités entrant dans son objet social et ne portant pas atteinte aux missions de l'Université et sans troubler l'ordre public.

La mise à disposition par l'Association, au profit d'autres associations ou d'autres personnes physiques ou morales, est interdite.

Il lui est également interdit d'effectuer des activités à caractère commercial qui pourraient porter atteinte au principe de neutralité commerciale sur le domaine public.

L'Association a libre accès au local pendant les jours et horaires d'ouverture de l'Université.

Article 4.3 Entretien du local

L'Association assurera le nettoyage et le maintien en parfait état du local.

Les sacs poubelles doivent être attachés avant d'être déposés dans les bacs à couvercle gris. Les cartons seront pliés avant d'être déposés dans les bacs à couvercle bleu. Aucun autre type de déchets (verres, bouteilles, encombrants, DEEE) ne devra être entreposé dans les locaux poubelles de l'établissement.

L'Association ne pourra procéder à aucune transformation du local quelle qu'en soit la nature, ces travaux ne pouvant relever que de l'Université. Il en est de même pour la maintenance technique des locaux (ex : remplacement de lampe). En cas de besoin, l'Association peut toutefois solliciter les services de la Direction de l'Immobilier et de la Logistique dil@univ-lyon3.fr.

L'Association, lorsqu'elle quittera les lieux, aura vidé le local de tout document, matériels, appareils électriques, poubelles. Le local devra être rendu propre.

Article 4.4 Règles d'hygiène et de sécurité

L'Association déclare avoir pris connaissance des consignes générales sanitaires et de sécurité (jointes en annexe), des règlements et des prescriptions en vigueur dans les locaux de l'Université et s'engage à les faire appliquer.

Tous dégâts survenus dans les installations devront être signalés aux services compétents.

L'Association reconnaît ainsi être notamment informée des règles relatives à l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif.

Il est de même interdit d'entreposer, de vendre, distribuer ou consommer des boissons alcoolisées au sein des locaux mis à disposition. Toute publicité en faveur de boissons alcoolisées est pareillement interdite y compris dans le cadre de partenariats liés à des événements particuliers. L'Université se réserve le droit de procéder, à tout moment, à un contrôle sur les conditions d'occupation des locaux.

L'Université se réserve le droit d'accéder aux locaux dans le cadre de vérifications techniques réglementaires annuelles (installations électriques). En cas de constatation de matériel défectueux, les occupants des locaux en seront informés.

Article 5 : Charges relatives à l'occupation

L'Université demeure seule redevable des charges afférentes à l'occupation accordée pour ce qui concerne l'eau, l'électricité et le chauffage.

Article 6 : Responsabilité et assurances

L'Association sera personnellement responsable vis-à-vis de l'Université et des tiers des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou des personnes qu'elle accueille.

L'Association répondra des dégradations causées au local mis à sa disposition et commises tant par elle que par ses membres, par les personnes qu'elle accueille, et toute personne effectuant des interventions pour son compte.

L'Association est tenue de souscrire une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile et le risque aux tiers auprès d'une compagnie notoirement solvable.

Elle déclare être titulaire d'une assurance pour les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux, de vols par effraction et pour tout risque locatif, afférents au local mis à sa disposition et à



ses agencements matériels et mobiliers. Cette assurance sera transmise au Pôle Vie Etudiante de la DEVU avant la signature de la présente convention.

Article 7 : Mesures d'urgence

Outre les mesures prévues aux articles précédents, l'Université peut, en cas de carence grave de l'occupant, de menace à l'hygiène ou à la sécurité, de mise en danger des personnes telle que définie à l'article 223-1 du code pénal, prendre toute mesure adaptée à la situation, y compris la fermeture temporaire du local ou la résiliation de la présente convention.

Article 8 : Obligations de l'Association

L'Association s'engage avant l'entrée en vigueur de la présente convention, à transmettre au Pôle Vie Etudiante de la DEVU (vie-associative@univ-lyon3.fr) :

1. une attestation d'assurance pour la responsabilité civile et pour les locaux
2. le procès-verbal relatif au dernier changement de Bureau de l'association
3. un contact téléphonique d'un membre au moins du Bureau

Et, en cas de changement :

4. la copie du récépissé de déclaration de modification de l'Association effectuée à la préfecture,
5. les statuts.

Article 9 : Règlement Général sur la Protection des Données

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, l'Université et l'Association conviennent conjointement que chaque partie assure le respect des dispositions de la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, et notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les parties s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions prévues par la législation pour assurer les principes de conformité, incluant les principes de minimisation des données collectées, traitées et transférées ; l'exécution du droit d'information des personnes concernées dans leur périmètre respectif ; et la mise en œuvre des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées.

Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle dans le traitement de ces demandes. Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser au Délégué de l'Université en charge de la protection des données personnelles : dgd@univ-lyon3.fr.

Les parties s'engagent également à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72h après la découverte de ladite violation. Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet événement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.

A l'issue de l'année universitaire, chaque partie s'engage à respecter les durées de conservation et de traitement légales qui lui sont opposables. De même, à l'issue de la durée de la convention, chaque partie s'assure du respect de la réglementation applicable quant au sort des données dans son propre périmètre.



Article 10 : Règlement des litiges

En cas de litige né de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation en lien avec l'exécution des dispositions de la présente convention sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, en 2 exemplaires originaux, le 02.10.2023

M. le président de l'université
Jean MOULIN

Eric CARPANO

M. le Président de l'Association

Alexandre ROUGON



ETAT DES LIEUX D'ENTRÉE ET DE SORTIE
Références : DIL /JFN – EDL entrée 15-09 2023

Vu la convention d'occupation temporaire de locaux N°..2023-09-4-113

ENTRE :

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,

sise 1 C Avenue des Frères Lumière – CS 78242, 69372 LYON CEDEX 08

Représentée par son président, **Monsieur le Professeur Eric Carpano**

L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « **l'Université** »,

D'une part,

ET

L'association L3 Développement Durable,

Représentée par Madame/ Monsieur Alexandre ROUGON, en qualité de représentant légal de l'association.

Domiciliée : Université Jean Moulin Lyon 3, 1 avenue de l'université, 69365 LYON

N° W691069504 ;

Ci-après dénommée « **l'Association** »

D'autre part,

Adresse postale des locaux loués/ prêtés

Université Jean Moulin Lyon 3 Manufacture des Tabacs | 1C, avenue des Frères Lumière | 69008 Lyon

Local N° : 1103 – Sous-sol Pav AC

Surface : 20,23 m²



Accès/ clés

Nombre et détail de clés : Ø

Badges du contrôle d'accès : Ø

Emetteurs accès au parking : cartes professionnelles paramétrées : Ø

Clés entrée immeuble : Ø Boîte aux lettres : Ø local poubelle : Ø

Autres :

Etat des éléments de chauffage

☒ Chauffage collectif

☐ Chaudière individuelle

Eléments	Nombre	Localisation	Entrée des lieux	Sortie des lieux
			Etat	Etat
Radiateurs eau	1		BE	
Convecteurs électriques	Ø			

Etat des éléments de climatisation

☐ Climatisation collective

☐ Climatisation individuelle

Eléments	Nombre	Localisation	Entrée des lieux	Sortie des lieux
			Etat	Etat
Climatiseur individuel	Ø			
Ventilo convecteurs 2 tubes	Ø			
Cassettes plafonnieres	Ø			

Etat de lieu

Pour chaque pièce et chaque équipement, notez l'état et commentez le défaut

SALLE 2218	Entrée des lieux					Sortie des lieux				
	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Observations Entrée de lieux	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Observations Sortie de lieux
Murs		X								
Sol		X								
Plafond		X								
Portes, menuiserie		X								
Fenêtres (vitres, volets)					Ø					
Gaine de ventilation					Ø					
Electricité, éclairage		X								
Electricité commandes /interrupteur s et prises		X								



A l'entrée des lieux
Autres observations

A la sortie des lieux
Autres observations

Conditions générales

Conformément aux dispositions de l'article 4 de la Convention entre l'université et l'association **L3 Développement Durable**, un état des lieux contradictoire doit être réalisé entre l'université Jean Moulin Lyon 3 et l'occupant lors de la remise du local et lors de la restitution.

Les cosignataires reconnaissent avoir reçu chacun un exemplaire du présent état des lieux et s'accordent pour y faire référence lors du départ de l'occupant. Cet état des lieux est transmis soit par e-mail au format PDF, soit par courrier.

L'occupant sortant est informé que les dégradations ou défauts constatés sur le présent état des lieux peuvent relever de son éventuelle responsabilité après comparaison avec l'état des lieux d'entrée. Il reconnaît que des indemnités ou remises en état correspondant aux dégradations ou défauts d'entretien pourront lui être imputées.

Ce local reste accessible aux personnels habilités de l'université, SHS et DIL et au service des affaires culturelles.

A remplir à l'entrée des lieux

Le présent état des lieux d'entrée a été établi contradictoirement et accepté par les parties à l'entrée des lieux. Fait en deux exemplaires à Lyon le 15/09/2023

Jean-Florent NIGAY

Alexandre ROUGON

Signature Représentant de l'Université
Précédée de la mention « certifié exact »

Signature de Représentant de l'Association
Précédée de la mention « certifié exact »



A remplir à la sortie des lieux

Le présent état des lieux de sortie a été établi contradictoirement et accepté par les parties à l'entrée des lieux. Fait en deux exemplaires à Lyon le ____ / ____ / 202....

Signature représentant de l'Université
Précédée de la mention « certifié exact »

Signature l'association représenté par
Précédée de la mention « certifié exact »

Annexe - photos





Convention d'occupation temporaire de locaux N°2023-09-G-114

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L. 2121-1, L. 2122-1 et L. 2122-1-4 ;

Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 712-2 ;

Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° CAC-2023-06-02-ins du conseil académique de l'université Jean Moulin en date du 27 juin 2023 portant approbation des conditions d'utilisation et d'affectation des locaux mis à disposition des étudiants ;

Vu l'arrêté n° 23-159 du 28 juin 2023 fixant les conditions d'affectation des locaux mis à disposition des étudiants ;

Vu l'arrêté n° 23-209 du 28 juin 2023 portant sur l'affectation des locaux associatifs étudiants ;

Entre les soussignées :

L'université Jean MOULIN, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8^{ème}

Représentée par son Président, Eric CARPANO

Ci-après nommée « l'Université »

D'une part,

Et

L'association Lyon MUN

Dont le siège social se situe : Atelier des Assos, 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8^{ème}

Représentée par sa Présidente, Chanel GROUILLER-CORTAY

Numéro d'enregistrement à la Préfecture : W691082011

Ci-après nommée « l'Association »

D'autre part,

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

L'Université est affectataire de dépendances du domaine public de l'État pour assurer les missions de service public qui lui incombent en application des dispositions du code de l'éducation. L'occupation de ce domaine public implique la connaissance et le respect des règles spécifiques contenues dans le code général de la propriété des personnes publiques et le code du domaine de l'État ainsi que des principes dégagés par la jurisprudence.

La présente convention a pour objet de permettre l'occupation temporaire de parcelles et de locaux du domaine public au profit de l'Association, son action complétant et soutenant les missions de l'Université. La présente convention est précaire et révocable.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de mise à disposition par l'Université, à titre précaire et révocable, d'un local situé au rez-de-chaussée du bâtiment AB sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs.

Ce local est mis à disposition de l'Association afin d'y exercer une activité conforme à la mission de service public de l'Université. Ce local sera partagé avec l'association Poli'Gones.

L'Association s'engage à occuper personnellement le local mis à sa disposition. Toute mise à disposition au profit d'un tiers quel qu'il soit, à titre onéreux ou gratuit, est strictement interdite.

La présente convention est conclue sous le régime des occupations temporaires du domaine public.

Article 2 : Portée de la convention

Les termes de cette convention ne pourront être modifiés que par voie d'avenant écrit et signé par les personnes dûment habilitées à cet effet.

La présente convention est conclue en considération des qualités et capacités des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'Association ainsi que de l'objet et des statuts de celle-ci.

En conséquence, tout changement partiel ou total des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'Association, ainsi que de l'objet et des statuts de celle-ci devra être notifié à l'Université, notamment au Pôle Vie Étudiante de la Direction des Études et de la Vie Universitaire (vie-associative@univ-lyon3.fr).

Article 3 : Durée et résiliation de la convention

La présente convention est conclue à compter du jour de sa signature et jusqu'à l'édition d'un nouvel arrêté portant affectation des locaux associatifs étudiants.

L'Université peut mettre fin à la présente convention avant terme pour tout motif d'intérêt général, sous réserve du respect d'un préavis de deux mois.

Cette résiliation ne saurait donner lieu au versement d'indemnités de compensation.

Le préavis mentionné aux alinéas précédents n'est pas opposable à l'Université en cas de manquement de l'Association à l'une des obligations souscrites dans le cadre de la présente convention. L'Université aura la faculté de résilier la convention aux torts et griefs de l'Association, sans que cette dernière puisse prétendre à des dommages et intérêts. L'Association devra libérer les lieux et les remettre en état dans les quinze jours suivant le commandement de l'Université.

Article 4 : Conditions de mise à disposition

Article 4.1 Désignation des locaux

Le local mis à disposition de l'Association, sis au rez-de-chaussée du bâtiment AB sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs, et d'une superficie de 17,42 m², consiste en une salle à usage de local de réunions.

L'Association reconnaît avoir reçu une clé de la salle. L'Association s'engage à la ranger systématiquement dans l'armoire à clés et à la restituer au terme de la présente convention. Les responsables de l'Association s'engagent à ne pas en faire de copies, à ne pas percer les portes pour faire poser un verrou et à ne pas faire changer les serrures du local sous peine de suspension ou de révocation de la présente convention.

Un état des lieux, joint en annexe, est dûment établi contradictoirement entre les parties avant la signature des présentes. À défaut de cet état des lieux, l'Association est réputée avoir reçu les biens en parfait état. Un autre état des lieux sera dressé au terme de l'occupation afin de déterminer si des réparations doivent être supportées financièrement par l'Association (usure anormale).

L'état des lieux sera établi conjointement avec l'Association par la Direction de l'Immobilier et de la Logistique.

L'Association fait son affaire des équipements mobiliers et outils de bureautique nécessaires à son activité et prend à sa charge les assurances nécessaires au bon fonctionnement de ces équipements.

L'Association déclare avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, des règlements et des prescriptions en vigueur au sein de l'Université et s'engage à les faire appliquer dans le local mis à disposition.

Article 4.2 Usage des locaux

Le local, objet de la présente convention, sera utilisé par l'Association à usage exclusif d'activités entrant dans son objet social et ne portant pas atteinte aux missions de l'Université et sans troubler l'ordre public.

La mise à disposition par l'Association, au profit d'autres associations ou d'autres personnes physiques ou morales, est interdite.

Il lui est également interdit d'effectuer des activités à caractère commercial qui pourraient porter atteinte au principe de neutralité commerciale sur le domaine public.

L'Association a libre accès au local pendant les jours et horaires d'ouverture de l'Université.

Article 4.3 Entretien du local

L'Association assurera le nettoyage et le maintien en parfait état du local.

Les sacs poubelles doivent être attachés avant d'être déposés dans les bacs à couvercle gris. Les cartons seront pliés avant d'être déposés dans les bacs à couvercle bleu. Aucun autre type de déchets (verres, bouteilles, encombrants, DEEE) ne devra être entreposé dans les locaux poubelles de l'établissement.

L'Association ne pourra procéder à aucune transformation du local quelle qu'en soit la nature, ces travaux ne pouvant relever que de l'Université. Il en est de même pour la maintenance technique des locaux (ex : remplacement de lampe). En cas de besoin, l'Association peut toutefois solliciter les services de la Direction de l'Immobilier et de la Logistique dil@univ-lyon3.fr.

L'Association, lorsqu'elle quittera les lieux, aura vidé le local de tout document, matériels, appareils électriques, poubelles. Le local devra être rendu propre.

Article 4.4 Règles d'hygiène et de sécurité

L'Association déclare avoir pris connaissance des consignes générales sanitaires et de sécurité (jointes en annexe), des règlements et des prescriptions en vigueur dans les locaux de l'Université et s'engage à les faire appliquer.

Tous dégâts survenus dans les installations devront être signalés aux services compétents.

L'Association reconnaît ainsi être notamment informée des règles relatives à l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif.

Il est de même interdit d'entreposer, de vendre, distribuer ou consommer des boissons alcoolisées au sein des locaux mis à disposition. Toute publicité en faveur de boissons alcoolisées est pareillement interdite y compris dans le cadre de partenariats liés à des événements particuliers. L'Université se réserve le droit de procéder, à tout moment, à un contrôle sur les conditions d'occupation des locaux.

L'Université se réserve le droit d'accéder aux locaux dans le cadre de vérifications techniques réglementaires annuelles (installations électriques). En cas de constatation de matériel défectueux, les occupants des locaux en seront informés.

Article 5 : Charges relatives à l'occupation

L'Université demeurera seule redevable des charges afférentes à l'occupation accordée pour ce qui concerne l'eau, l'électricité et le chauffage.

Article 6 : Responsabilité et assurances

L'Association sera personnellement responsable vis-à-vis de l'Université et des tiers des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou des personnes qu'elle accueille.

L'Association répondra des dégradations causées au local mis à sa disposition et commises tant par elle que par ses membres, par les personnes qu'elle accueille, et toute personne effectuant des interventions pour son compte.

L'Association est tenue de souscrire une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile et le risque aux tiers auprès d'une compagnie notoirement solvable.

Elle déclare être titulaire d'une assurance pour les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux, de vols par effraction et pour tout risque locatif, afférents au local mis à sa disposition et à

ses agencements matériels et mobiliers. Cette assurance sera transmise au Pôle Vie Etudiante de la DEVU avant la signature de la présente convention.

Article 7 : Mesures d'urgence

Outre les mesures prévues aux articles précédents, l'Université peut, en cas de carence grave de l'occupant, de menace à l'hygiène ou à la sécurité, de mise en danger des personnes telle que définie à l'article 223-1 du code pénal, prendre toute mesure adaptée à la situation, y compris la fermeture temporaire du local ou la résiliation de la présente convention.

Article 8 : Obligations de l'Association

L'Association s'engage avant l'entrée en vigueur de la présente convention, à transmettre au Pôle Vie Etudiante de la DEVU (vie-associative@univ-lyon3.fr) :

1. une attestation d'assurance pour la responsabilité civile et pour les locaux
2. le procès-verbal relatif au dernier changement de Bureau de l'association
3. un contact téléphonique d'un membre au moins du Bureau

Et, en cas de changement :

4. la copie du récépissé de déclaration de modification de l'Association effectuée à la préfecture,
5. les statuts.

Article 9 : Règlement Général sur la Protection des Données

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, l'Université et l'Association conviennent conjointement que chaque partie assure le respect des dispositions de la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, et notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les parties s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions prévues par la législation pour assurer les principes de conformité, incluant les principes de minimisation des données collectées, traitées et transférées ; l'exécution du droit d'information des personnes concernées dans leur périmètre respectif ; et la mise en œuvre des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées.

Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle dans le traitement de ces demandes. Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser au Délégué de l'Université en charge de la protection des données personnelles : dpg@univ-lyon3.fr.

Les parties s'engagent également à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72h après la découverte de ladite violation. Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet événement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.

A l'issue de l'année universitaire, chaque partie s'engage à respecter les durées de conservation et de traitement légales qui lui sont opposables. De même, à l'issue de la durée de la convention, chaque partie s'assure du respect de la réglementation applicable quant au sort des données dans son propre périmètre.



Article 10 : Règlement des litiges

En cas de litige né de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation en lien avec l'exécution des dispositions de la présente convention sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, en 2 exemplaires originaux, le 02.10.2023

M. le président de l'université Jean MOULIN



ERIC CARPANO

Mme. la présidente de l'association Lyon MUN

Chanel GROUILLER-CORTAY



ETAT DES LIEUX D'ENTRE ET DE SORTIE
Références : DIL /JFN – EDL entrée 11-09 2023

Vu la convention d'occupation temporaire de locaux N°. 2023-05-6-114

ENTRE :

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,

sise 1 C Avenue des Frères Lumière – CS 78242, 69372 LYON CEDEX 08

Représentée par son président, **Monsieur le Professeur Eric Carpano**

L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « **l'Université** »,

D'une part,

ET

L'association Lyon MUN,

Représentée par **Madame Chanel Grouiller-Cortay**, en qualité de représentant légal de l'association.

Domiciliée : Université Jean Moulin Lyon 3, 1 avenue de l'université, 69365 LYON

N° W691082011 ;

Ci-après dénommée « **l'Association** »

D'autre part,

Adresse postale des locaux loués/ prêtés

Université Jean Moulin Lyon 3 Manufacture des Tabacs | 1C, avenue des Frères Lumière | 69008 Lyon

Local N° : 2218 – RDC Pavillon AB

Surface : 17,42 m²



Accès/ clés

Nombre et détail de clés : Ø

Badges du contrôle d'accès : Ø

Emetteurs accès au parking : cartes professionnelles paramétrées : Ø

Clés entrée immeuble : Ø

Boite aux lettres : Ø

local poubelle : Ø

Autres :

Etat des éléments de chauffage

☒ Chauffage collectif

☐ Chaudière individuelle

Eléments	Nombre	Localisation	Entrée des lieux	Sortie des lieux
			Etat	Etat
Radiateurs eau	1	2218	MOYEN	
Convecteurs électriques	Ø			

Etat des éléments de climatisation

☐ Climatisation collective

☐ Climatisation individuelle

Eléments	Nombre	Localisation	Entrée des lieux	Sortie des lieux
			Etat	Etat
Climatiseur individuel	Ø			
Ventilo convecteurs 2 tubes	Ø			
Cassettes plafonnières	Ø			

Etat de lieu

Pour chaque pièce et chaque équipement, notez l'état et commentez le défaut

SALLE 2218	Entrée des lieux					Sortie des lieux				
	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Observations Entrée de lieux	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Observations Sortie de lieux
Murs				X						
Sol				X						
Plafond				X						
Portes, menuiserie			X							
Fenêtres (vitres, volets)			X							
Equipement panneaux acoustiques					Ø					
Gaine de ventilation			X		A nettoyer					
Electricité, éclairage			X		1 Néon HS					
Electricité commandes /interrupteur s et prises		X								



*A l'entrée des lieux
Autres observations*

*A la sortie des lieux
Autres observations*

Conditions générales

Conformément aux dispositions de l'article 4 de la Convention entre l'université et l'association **Lyon MUN**, un état des lieux contradictoire doit être réalisé entre l'université Jean Moulin Lyon 3 et l'occupant lors de la remise du local et lors de la restitution.

Les cosignataires reconnaissent avoir reçu chacun un exemplaire du présent état des lieux et s'accordent pour y faire référence lors du départ de l'occupant. Cet état des lieux est transmis soit par e-mail au format PDF, soit par courrier.

L'occupant sortant est informé que les dégradations ou défauts constatés sur le présent état des lieux peuvent relever de son éventuelle responsabilité après comparaison avec l'état des lieux d'entrée. Il reconnaît que des indemnités ou remises en état correspondant aux dégradations ou défauts d'entretien pourront lui être imputées.

Ce local reste accessible aux personnels habilités de l'université, SHS et DIL et au service des affaires culturelles.

A remplir à l'entrée des lieux

Le présent état des lieux d'entrée a été établi contradictoirement et accepté par les parties à l'entrée des lieux. Fait en deux exemplaires à Lyon le 11/09/2023

Jean-Florent NIGAY

Chanel GROUILLER-CORTAY

Signature Représentant de l'Université
Précédée de la mention « certifié exact »

Signature de Représentant de l'Association
Précédée de la mention « certifié exact »

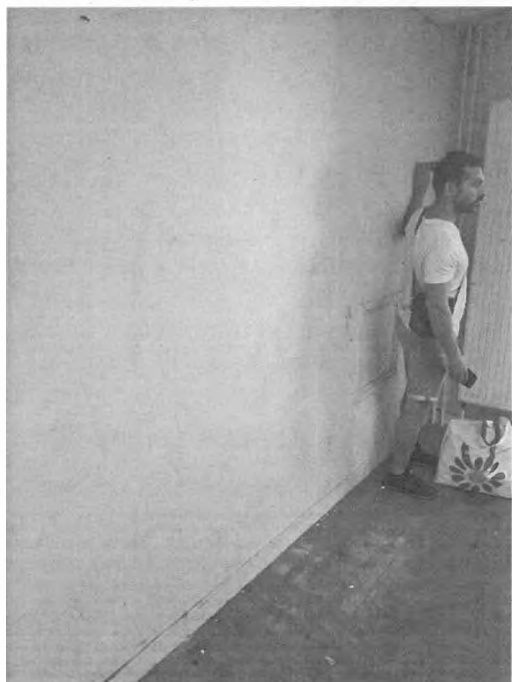
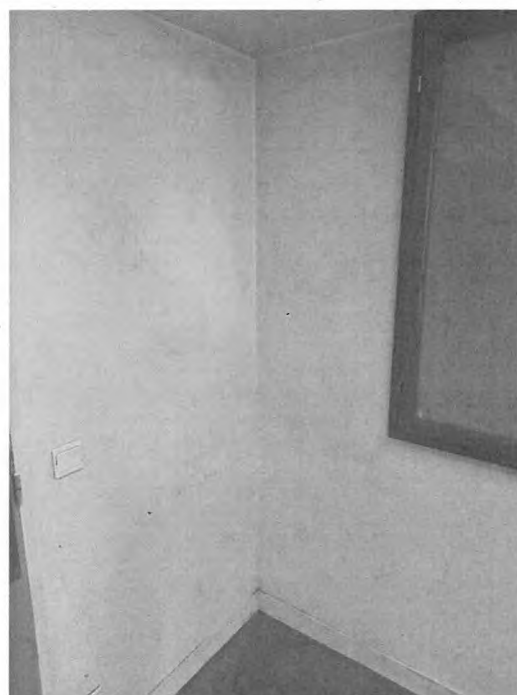
A remplir à la sortie des lieux

Le présent état des lieux de sortie a été établi contradictoirement et accepté par les parties à l'entrée des lieux. Fait en deux exemplaires à Lyon le ___ / ___ / 202....

Signature représentant de l'Université
Précédée de la mention « certifié exact »

Signature l'association représenté par
Précédée de la mention « certifié exact »

Annexe photos



**Convention d'occupation temporaire de locaux
N°2023-09-G-115**

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L. 2121-1, L. 2122-1 et L. 2122-1-4 ;

Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 712-2 ;

Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° CAC-2023-06-02-ins du conseil académique de l'université Jean Moulin en date du 27 juin 2023 portant approbation des conditions d'utilisation et d'affectation des locaux mis à disposition des étudiants ;

Vu l'arrêté n° 23-159 du 28 juin 2023 fixant les conditions d'affectation des locaux mis à disposition des étudiants ;

Vu l'arrêté n° 23-209 du 28 juin 2023 portant sur l'affectation des locaux associatifs étudiants ;

Entre les soussignées :

L'université Jean MOULIN, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel
Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8^{ème}
Représentée par son Président, Eric CARPANO
Ci-après nommée « l'Université »
D'une part,

Et

L'association Poli'Gones

Dont le siège social se situe : Atelier des Assos, 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8^{ème}
Représentée par son Président, Mathias PETIT
Numéro d'enregistrement à la Préfecture : W691080463
Ci-après nommée « l'Association »
D'autre part,

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

L'Université est affectataire de dépendances du domaine public de l'État pour assurer les missions de service public qui lui incombent en application des dispositions du code de l'éducation. L'occupation de ce domaine public implique la connaissance et le respect des règles spécifiques contenues dans le code général de la propriété des personnes publiques et le code du domaine de l'État ainsi que des principes dégagés par la jurisprudence.

La présente convention a pour objet de permettre l'occupation temporaire de parcelles et de locaux du domaine public au profit de l'Association, son action complétant et soutenant les missions de l'Université. La présente convention est précaire et révocable.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de mise à disposition par l'Université, à titre précaire et révocable, d'un local situé au rez-de-chaussée du bâtiment AB sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs.

Ce local est mis à disposition de l'Association afin d'y exercer une activité conforme à la mission de service public de l'Université. Ce local sera partagé avec l'association Lyon MUN.

L'Association s'engage à occuper personnellement le local mis à sa disposition. Toute mise à disposition au profit d'un tiers quel qu'il soit, à titre onéreux ou gratuit, est strictement interdite.



La présente convention est conclue sous le régime des occupations temporaires du domaine public.

Article 2 : Portée de la convention

Les termes de cette convention ne pourront être modifiés que par voie d'avenant écrit et signé par les personnes dûment habilitées à cet effet.

La présente convention est conclue en considération des qualités et capacités des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'Association ainsi que de l'objet et des statuts de celle-ci.

En conséquence, tout changement partiel ou total des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'Association, ainsi que de l'objet et des statuts de celle-ci devra être notifié à l'Université, notamment au Pôle Vie Étudiante de la Direction des Études et de la Vie Universitaire (vie-associative@univ-lyon3.fr).

Article 3 : Durée et résiliation de la convention

La présente convention est conclue à compter du jour de sa signature et jusqu'à l'édition d'un nouvel arrêté portant affectation des locaux associatifs étudiants.

L'Université peut mettre fin à la présente convention avant terme pour tout motif d'intérêt général, sous réserve du respect d'un préavis de deux mois.

Cette résiliation ne saurait donner lieu au versement d'indemnités de compensation.

Le préavis mentionné aux alinéas précédents n'est pas opposable à l'Université en cas de manquement de l'Association à l'une des obligations souscrites dans le cadre de la présente convention. L'Université aura la faculté de résilier la convention aux torts et griefs de l'Association, sans que cette dernière puisse prétendre à des dommages et intérêts. L'Association devra libérer les lieux et les remettre en état dans les quinze jours suivant le commandement de l'Université.

Article 4 : Conditions de mise à disposition

Article 4.1 Désignation des locaux

Le local mis à disposition de l'Association, sis au rez-de-chaussée du bâtiment AB sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs, et d'une superficie de 17,42 m², consiste en une salle à usage de local de réunions.

L'Association reconnaît avoir reçu une clé de la salle. L'Association s'engage à la ranger systématiquement dans l'armoire à clés et à la restituer au terme de la présente convention. Les responsables de l'Association s'engagent à ne pas en faire de copies, à ne pas percer les portes pour faire poser un verrou et à ne pas faire changer les serrures du local sous peine de suspension ou de révocation de la présente convention.

Un état des lieux, joint en annexe, est dûment établi contradictoirement entre les parties avant la signature des présentes. À défaut de cet état des lieux, l'Association est réputée avoir reçu les biens en parfait état. Un autre état des lieux sera dressé au terme de l'occupation afin de déterminer si des réparations doivent être supportées financièrement par l'Association (usure anormale).

L'état des lieux sera établi conjointement avec l'Association par la Direction de l'Immobilier et de la Logistique.

L'Association fait son affaire des équipements mobiliers et outils de bureautique nécessaires à son activité et prend à sa charge les assurances nécessaires au bon fonctionnement de ces équipements.

L'Association déclare avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, des règlements et des prescriptions en vigueur au sein de l'Université et s'engage à les faire appliquer dans le local mis à disposition.



Article 4.2 Usage des locaux

Le local, objet de la présente convention, sera utilisé par l'Association à usage exclusif d'activités entrant dans son objet social et ne portant pas atteinte aux missions de l'Université et sans troubler l'ordre public.

La mise à disposition par l'Association, au profit d'autres associations ou d'autres personnes physiques ou morales, est interdite.

Il lui est également interdit d'effectuer des activités à caractère commercial qui pourraient porter atteinte au principe de neutralité commerciale sur le domaine public.

L'Association a libre accès au local pendant les jours et horaires d'ouverture de l'Université.

Article 4.3 Entretien du local

L'Association assurera le nettoyage et le maintien en parfait état du local.

Les sacs poubelles doivent être attachés avant d'être déposés dans les bacs à couvercle gris. Les cartons seront pliés avant d'être déposés dans les bacs à couvercle bleu. Aucun autre type de déchets (verres, bouteilles, encombrants, DEEE) ne devra être entreposé dans les locaux poubelles de l'établissement.

L'Association ne pourra procéder à aucune transformation du local quelle qu'en soit la nature, ces travaux ne pouvant relever que de l'Université. Il en est de même pour la maintenance technique des locaux (ex : remplacement de lampe). En cas de besoin, l'Association peut toutefois solliciter les services de la Direction de l'Immobilier et de la Logistique dil@univ-lyon3.fr.

L'Association, lorsqu'elle quittera les lieux, aura vidé le local de tout document, matériels, appareils électriques, poubelles. Le local devra être rendu propre.

Article 4.4 Règles d'hygiène et de sécurité

L'Association déclare avoir pris connaissance des consignes générales sanitaires et de sécurité (jointes en annexe), des règlements et des prescriptions en vigueur dans les locaux de l'Université et s'engage à les faire appliquer.

Tous dégâts survenus dans les installations devront être signalés aux services compétents.

L'Association reconnaît ainsi être notamment informée des règles relatives à l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif.

Il est de même interdit d'entreposer, de vendre, distribuer ou consommer des boissons alcoolisées au sein des locaux mis à disposition. Toute publicité en faveur de boissons alcoolisées est pareillement interdite y compris dans le cadre de partenariats liés à des événements particuliers. L'Université se réserve le droit de procéder, à tout moment, à un contrôle sur les conditions d'occupation des locaux.

L'Université se réserve le droit d'accéder aux locaux dans le cadre de vérifications techniques réglementaires annuelles (installations électriques). En cas de constatation de matériel défectueux, les occupants des locaux en seront informés.

Article 5 : Charges relatives à l'occupation

L'Université demeure seule redevable des charges afférentes à l'occupation accordée pour ce qui concerne l'eau, l'électricité et le chauffage.

Article 6 : Responsabilité et assurances

L'Association sera personnellement responsable vis-à-vis de l'Université et des tiers des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou des personnes qu'elle accueille.

L'Association répondra des dégradations causées au local mis à sa disposition et commises tant par elle que par ses membres, par les personnes qu'elle accueille, et toute personne effectuant des interventions pour son compte.

L'Association est tenue de souscrire une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile et le risque aux tiers auprès d'une compagnie notoirement solvable.

Elle déclare être titulaire d'une assurance pour les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux, de vols par effraction et pour tout risque locatif, afférents au local mis à sa disposition et à

ses agencements matériels et mobiliers. Cette assurance sera transmise au Pôle Vie Etudiante de la DEVU avant la signature de la présente convention.

Article 7 : Mesures d'urgence

Outre les mesures prévues aux articles précédents, l'Université peut, en cas de carence grave de l'occupant, de menace à l'hygiène ou à la sécurité, de mise en danger des personnes telle que définie à l'article 223-1 du code pénal, prendre toute mesure adaptée à la situation, y compris la fermeture temporaire du local ou la résiliation de la présente convention.

Article 8 : Obligations de l'Association

L'Association s'engage avant l'entrée en vigueur de la présente convention, à transmettre au Pôle Vie Etudiante de la DEVU (vie-associative@univ-lyon3.fr) :

1. une attestation d'assurance pour la responsabilité civile et pour les locaux
2. le procès-verbal relatif au dernier changement de Bureau de l'association
3. un contact téléphonique d'un membre au moins du Bureau

Et, en cas de changement :

4. la copie du récépissé de déclaration de modification de l'Association effectuée à la préfecture,
5. les statuts.

Article 9 : Règlement Général sur la Protection des Données

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, l'Université et l'Association conviennent conjointement que chaque partie assure le respect des dispositions de la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, et notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les parties s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions prévues par la législation pour assurer les principes de conformité, incluant les principes de minimisation des données collectées, traitées et transférées ; l'exécution du droit d'information des personnes concernées dans leur périmètre respectif ; et la mise en œuvre des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées.

Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle dans le traitement de ces demandes. Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser au Délégué de l'Université en charge de la protection des données personnelles : dgd@univ-lyon3.fr.

Les parties s'engagent également à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72h après la découverte de ladite violation. Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet événement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.

A l'issue de l'année universitaire, chaque partie s'engage à respecter les durées de conservation et de traitement légales qui lui sont opposables. De même, à l'issue de la durée de la convention, chaque partie s'assure du respect de la réglementation applicable quant au sort des données dans son propre périmètre.



Article 10 : Règlement des litiges

En cas de litige né de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation en lien avec l'exécution des dispositions de la présente convention sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, en 2 exemplaires originaux, le 02.10.2023

M. le président de l'université Jean MOULIN

Eric CARPANO

M. le président de l'association Poli'Gones

Mathias PETIT



ETAT DES LIEUX D'ENTRE ET DE SORTIE
Références : DIL /JFN – EDL entrée 11-09 2023

Vu la convention d'occupation temporaire de locaux N°. **2.023-09-6-115**

ENTRE :

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,

sise 1 C Avenue des Frères Lumière – CS 78242, 69372 LYON CEDEX 08

Représentée par son président, **Monsieur le Professeur Eric Carpano**

L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « **l'Université** »,

D'une part,

ET

L'association Poli'Gones,

Représentée par **Monsieur Mathias PETIT**, en qualité de représentant légal de l'association.

Domiciliée : Université Jean Moulin Lyon 3, 1 avenue de l'université, 69365 LYON

N° W691080463 ;

Ci-après dénommée « **l'Association** »

D'autre part,

Adresse postale des locaux loués/ prêtés

Université Jean Moulin Lyon 3 Manufacture des Tabacs | 1C, avenue des Frères Lumière | 69008 Lyon

Local N° : 2218 – RDC Pavillon AB

Surface : 17,42 m²

Accès/ clés

Nombre et détail de clés : Ø

Badges du contrôle d'accès : Ø

Emetteurs accès au parking : cartes professionnelles paramétrées : Ø

Clés entrée immeuble : Ø

Boîte aux lettres : Ø

local poubelle : Ø

Autres :

Etat des éléments de chauffage

☒ Chauffage collectif

☐ Chaudière individuelle

Eléments	Nombre	Localisation	Entrée des lieux	Sortie des lieux
			Etat	Etat
Radiateurs eau	1	2218	MOYEN	
Convecteurs électriques	Ø			

Etat des éléments de climatisation

☐ Climatisation collective

☐ Climatisation individuelle

Eléments	Nombre	Localisation	Entrée des lieux	Sortie des lieux
			Etat	Etat
Climatiseur individuel	Ø			
Ventilo convecteurs 2 tubes	Ø			
Cassettes plafonniers	Ø			

Etat de lieu

Pour chaque pièce et chaque équipement, notez l'état et commentez le défaut

SALLE 2218	Entrée des lieux					Sortie des lieux				
	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Observations Entrée de lieux	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Observations Sortie de lieux
Murs				X						
Sol				X						
Plafond				X						
Portes, menuiserie			X							
Fenêtres (vitres, volets)			X							
Equipement panneaux acoustiques					Ø					
Gaine de ventilation			X		A nettoyer					
Electricité, éclairage			X		1 Néon HS					
Electricité commandes /interrupteur s et prises		X								



*A l'entrée des lieux
Autres observations*

*A la sortie des lieux
Autres observations*

Conditions générales

Conformément aux dispositions de l'article 4 de la Convention entre l'université et l'association **Lyon MUN**, un état des lieux contradictoire doit être réalisé entre l'université Jean Moulin Lyon 3 et l'occupant lors de la remise du local et lors de la restitution.

Les cosignataires reconnaissent avoir reçu chacun un exemplaire du présent état des lieux et s'accordent pour y faire référence lors du départ de l'occupant. Cet état des lieux est transmis soit par e-mail au format PDF, soit par courrier.

L'occupant sortant est informé que les dégradations ou défauts constatés sur le présent état des lieux peuvent relever de son éventuelle responsabilité après comparaison avec l'état des lieux d'entrée. Il reconnaît que des indemnités ou remises en état correspondant aux dégradations ou défauts d'entretien pourront lui être imputées.

Ce local reste accessible aux personnels habilités de l'université, SHS et DIL et au service des affaires culturelles.

A remplir à l'entrée des lieux

Le présent état des lieux d'entrée a été établi contradictoirement et accepté par les parties à l'entrée des lieux. Fait en deux exemplaires à Lyon le 11/09/2023

Jean-Florent NIGAY

Mathias PETIT

Signature Représentant de l'Université
Précédée de la mention « certifié exact »

Signature de Représentant de l'Association
Précédée de la mention « certifié exact »

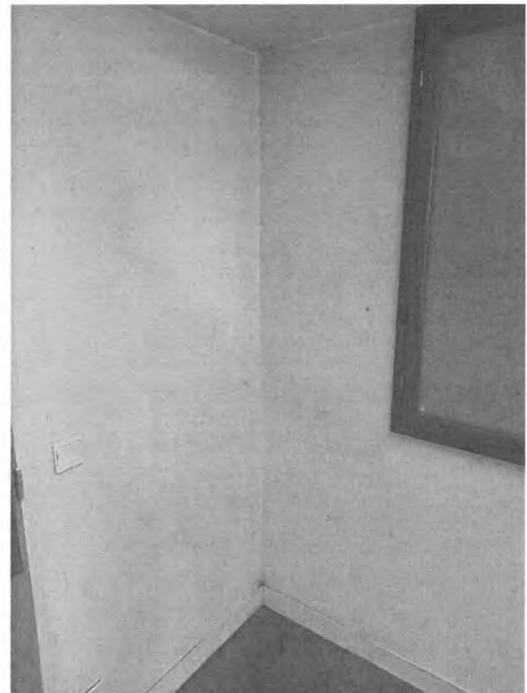
A remplir à la sortie des lieux

Le présent état des lieux de sortie a été établi contradictoirement et accepté par les parties à l'entrée des lieux. Fait en deux exemplaires à Lyon le ___ / ___ / 202....

Signature représentant de l'Université
Précédée de la mention « certifié exact »

Signature l'association représenté par
Précédée de la mention « certifié exact »

Annexe photos





Convention d'occupation temporaire de locaux N°2023-09-G-116

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L. 2121-1, L. 2122-1 et L. 2122-1-4 ;

Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 712-2 ;

Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° CAC-2023-06-02-ins du conseil académique de l'université Jean Moulin en date du 27 juin 2023 portant approbation des conditions d'utilisation et d'affectation des locaux mis à disposition des étudiants ;

Vu l'arrêté n° 23-159 du 28 juin 2023 fixant les conditions d'affectation des locaux mis à disposition des étudiants ;

Vu l'arrêté n° 23-209 du 28 juin 2023 portant sur l'affectation des locaux associatifs étudiants ;

Entre les soussignées :

L'université Jean MOULIN, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel
Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8^{ème}
Représentée par son Président, Eric CARPANO
Ci-après nommée « l'Université »
D'une part,

Et

L'association La Force

Dont le siège social se situe : 41, rue Victor Hugo, Lyon 2^{ème}

Représentée par son Président, Naïl KLIQUA

Numéro d'enregistrement à la Préfecture : W691107782

Ci-après nommée « l'Association »

D'autre part,

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

L'Université est affectataire de dépendances du domaine public de l'État pour assurer les missions de service public qui lui incombent en application des dispositions du code de l'éducation. L'occupation de ce domaine public implique la connaissance et le respect des règles spécifiques contenues dans le code général de la propriété des personnes publiques et le code du domaine de l'État ainsi que des principes dégagés par la jurisprudence.

La présente convention a pour objet de permettre l'occupation temporaire de parcelles et de locaux du domaine public au profit de l'Association, son action complétant et soutenant les missions de l'Université. La présente convention est précaire et révocable.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de mise à disposition par l'Université, à titre précaire et révocable, d'un local situé en mezzanine du bâtiment AB, sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs.

Ce local est mis à disposition de l'Association afin d'y exercer une activité conforme à la mission de service public de l'Université.

L'Association-s'engage à occuper personnellement le local mis à sa disposition. Toute mise à disposition au profit d'un tiers quel qu'il soit, à titre onéreux ou gratuit, est strictement interdite.

La présente convention est conclue sous le régime des occupations temporaires du domaine public.

Article 2 : Portée de la convention

Les termes de cette convention ne pourront être modifiés que par voie d'avenant écrit et signé par les personnes dûment habilitées à cet effet.

La présente convention est conclue en considération des qualités et capacités des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'Association ainsi que de l'objet et des statuts de celle-ci.

En conséquence, tout changement partiel ou total des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'Association, ainsi que de l'objet et des statuts de celle-ci devra être notifié à l'Université, notamment au Pôle Vie Étudiante de la Direction des Études et de la Vie Universitaire (vie-associative@univ-lyon3.fr).

Article 3 : Durée et résiliation de la convention

La présente convention est conclue à compter du jour de sa signature et jusqu'à l'édition d'un nouvel arrêté portant affectation des locaux associatifs étudiants.

L'Université peut mettre fin à la présente convention avant terme pour tout motif d'intérêt général, sous réserve du respect d'un préavis de deux mois.

Cette résiliation ne saurait donner lieu au versement d'indemnités de compensation.

Le préavis mentionné aux alinéas précédents n'est pas opposable à l'Université en cas de manquement de l'Association à l'une des obligations souscrites dans le cadre de la présente convention. L'Université aura la faculté de résilier la convention aux torts et griefs de l'Association, sans que cette dernière puisse prétendre à des dommages et intérêts. L'Association devra libérer les lieux et les remettre en état dans les quinze jours suivant le commandement de l'Université.

Article 4 : Conditions de mise à disposition

Article 4.1 Désignation des locaux

Le local mis à disposition de l'Association, sis en mezzanine du bâtiment AB, sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs, et d'une superficie de 31,02 m², consiste en trois salles à usage de local de réunions.

L'Association reconnaît avoir reçu une clé du local. L'Association s'engage à la ranger systématiquement dans l'armoire à clés et à la restituer au terme de la présente convention. Les responsables de l'Association s'engagent à ne pas en faire de copies, à ne pas percer les portes pour faire poser un verrou et à ne pas faire changer les serrures du local sous peine de suspension ou de révocation de la présente convention.

Un état des lieux, joint en annexe, est dûment établi contradictoirement entre les parties avant la signature des présentes. À défaut de cet état des lieux, l'Association est réputée avoir reçu les biens en parfait état. Un autre état des lieux sera dressé au terme de l'occupation afin de déterminer si des réparations doivent être supportées financièrement par l'Association (usure anormale).

L'état des lieux sera établi conjointement avec l'Association par la Direction de l'Immobilier et de la Logistique.

L'Association fait son affaire des équipements mobiliers et outils de bureautique nécessaires à son activité et prend à sa charge les assurances nécessaires au bon fonctionnement de ces équipements.

L'Association déclare avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, des règlements et des prescriptions en vigueur au sein de l'Université et s'engage à les faire appliquer dans le local mis à disposition.

Article 4.2 Usage des locaux

Le local, objet de la présente convention, sera utilisé par l'Association à usage exclusif d'activités entrant dans son objet social et ne portant pas atteinte aux missions de l'Université et sans troubler l'ordre public.

La mise à disposition par l'Association, au profit d'autres associations ou d'autres personnes physiques ou morales, est interdite.

Il lui est également interdit d'effectuer des activités à caractère commercial qui pourraient porter atteinte au principe de neutralité commerciale sur le domaine public.

L'Association a libre accès au local pendant les jours et horaires d'ouverture de l'Université.

Article 4.3 Entretien du local

L'Association assurera le nettoyage et le maintien en parfait état du local.

Les sacs poubelles doivent être attachés avant d'être déposés dans les bacs à couvercle gris. Les cartons seront pliés avant d'être déposés dans les bacs à couvercle bleu. Aucun autre type de déchets (verres, bouteilles, encombrants, DEEE) ne devra être entreposé dans les locaux poubelles de l'établissement.

L'Association ne pourra procéder à aucune transformation du local quelle qu'en soit la nature, ces travaux ne pouvant relever que de l'Université. Il en est de même pour la maintenance technique des locaux (ex : remplacement de lampe). En cas de besoin, l'Association peut toutefois solliciter les services de la Direction de l'Immobilier et de la Logistique dil@univ-lyon3.fr. L'Association, lorsqu'elle quittera les lieux, aura vidé le local de tout document, matériels, appareils électriques, poubelles. Le local devra être rendu propre.

Article 4.4 Règles d'hygiène et de sécurité

L'Association déclare avoir pris connaissance des consignes générales sanitaires et de sécurité (jointes en annexe), des règlements et des prescriptions en vigueur dans les locaux de l'Université et s'engage à les faire appliquer.

Tous dégâts survenus dans les installations devront être signalés aux services compétents.

L'Association reconnaît ainsi être notamment informée des règles relatives à l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif.

Il est de même interdit d'entreposer, de vendre, distribuer ou consommer des boissons alcoolisées au sein des locaux mis à disposition. Toute publicité en faveur de boissons alcoolisées est pareillement interdite y compris dans le cadre de partenariats liés à des événements particuliers.

L'Université se réserve le droit de procéder, à tout moment, à un contrôle sur les conditions d'occupation des locaux.

L'Université se réserve le droit d'accéder aux locaux dans le cadre de vérifications techniques réglementaires annuelles (installations électriques). En cas de constatation de matériel défectueux, les occupants des locaux en seront informés.

Article 5 : Charges relatives à l'occupation

L'Université demeurera seule redevable des charges afférentes à l'occupation accordée pour ce qui concerne l'eau, l'électricité et le chauffage.

Article 6 : Responsabilité et assurances

L'Association sera personnellement responsable vis-à-vis de l'Université et des tiers des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou des personnes qu'elle accueille.

L'Association répondra des dégradations causées au local mis à sa disposition et commises tant par elle que par ses membres, par les personnes qu'elle accueille, et toute personne effectuant des interventions pour son compte.

L'Association est tenue de souscrire une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile et le risque aux tiers auprès d'une compagnie notoirement solvable.

Elle déclare être titulaire d'une assurance pour les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux, de vols par effraction et pour tout risque locatif, afférents au local mis à sa disposition et à ses agencements matériels et mobiliers. Cette assurance sera transmise au Pôle Vie Etudiante de la DEVU avant la signature de la présente convention.

Article 7 : Mesures d'urgence

Outre les mesures prévues aux articles précédents, l'Université peut, en cas de carence grave de l'occupant, de menace à l'hygiène ou à la sécurité, de mise en danger des personnes telle que définie à l'article 223-1 du code pénal, prendre toute mesure adaptée à la situation, y compris la fermeture temporaire du local ou la résiliation de la présente convention.

Article 8 : Obligations de l'Association

L'Association s'engage avant l'entrée en vigueur de la présente convention, à transmettre au Pôle Vie Etudiante de la DEVU (vie-associative@univ-lyon3.fr) :

1. une attestation d'assurance pour la responsabilité civile et pour les locaux
2. le procès-verbal relatif au dernier changement de Bureau de l'association
3. un contact téléphonique d'un membre au moins du Bureau

Et, en cas de changement :

4. la copie du récépissé de déclaration de modification de l'Association effectuée à la préfecture,
5. les statuts.

Article 9 : Règlement Général sur la Protection des Données

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, l'Université et l'Association conviennent conjointement que chaque partie assure le respect des dispositions de la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, et notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les parties s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions prévues par la législation pour assurer les principes de conformité, incluant les principes de minimisation des données collectées, traitées et transférées ; l'exécution du droit d'information des personnes concernées dans leur périmètre respectif ; et la mise en œuvre des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées.

Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle dans le traitement de ces demandes. Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser au Délégué de l'Université en charge de la protection des données personnelles : dpgd@univ-lyon3.fr.

Les parties s'engagent également à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72h après la découverte de ladite violation. Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet événement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.

A l'issue de l'année universitaire, chaque partie s'engage à respecter les durées de conservation et de traitement légales qui lui sont opposables. De même, à l'issue de la durée de la convention, chaque partie s'assure du respect de la réglementation applicable quant au sort des données dans son propre périmètre.



Article 10 : Règlement des litiges

En cas de litige né de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation en lien avec l'exécution des dispositions de la présente convention sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, en 2 exemplaires originaux, le 02.10.2023

M. le président de l'université
Jean MOULIN

Eric CARPANO

M. le Président de l'Association
La Force

Nail KLIQUA

ETAT DES LIEUX D'ENTRE ET DE SORTIE
Références : DIL /JFN – EDL entrée 12-09 2023

Vu la convention d'occupation temporaire de locaux N°..2023..09..6..11.6.

ENTRE :

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,

sise 1 C Avenue des Frères Lumière – CS 78242, 69372 LYON CEDEX 08

Représentée par son président, **Monsieur le Professeur Eric Carpano**

L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « **l'Université** »,

D'une part,

ET

L'association La Force,

Représentée par **Monsieur Nail KLIQUA**, en qualité de représentant légal de l'association.

Domiciliée : Université Jean Moulin Lyon 3, 1 avenue de l'université, 69365 LYON

N° W691107782 ;

Ci-après dénommée « **l'Association** »

D'autre part,

Adresse postale des locaux loués/ prêtés

Université Jean Moulin Lyon 3 Manufacture des Tabacs | 1C, avenue des Frères Lumière | 69008 Lyon

Local N° : 3026 – MEZ Pav AB

Surface : 31,02 m²

Accès/ clés

Nombre et détail de clés : Ø

Badges du contrôle d'accès : Ø

Emetteurs accès au parking : cartes professionnelles paramétrées : Ø

Clés entrée immeuble : Ø Boîte aux lettres : Ø local poubelle : Ø

Autres :

Etat des éléments de chauffage

☒ Chauffage collectif

☐ Chaudière individuelle

Eléments	Nombre	Localisation	Entrée des lieux	Sortie des lieux
			Etat	Etat
Radiateurs eau	2		MOYEN	
Convecteurs électriques				

Etat des éléments de climatisation

☐ Climatisation collective

☐ Climatisation individuelle

Eléments	Nombre	Localisation	Entrée des lieux	Sortie des lieux
			Etat	Etat
Climatiseur individuel				
Ventilo convecteurs 2 tubes				
Cassettes plafonnieres				

Etat de lieu										
Pour chaque pièce et chaque équipement, notez l'état et commentez le défaut										
SALLE 2218	Entrée des lieux					Sortie des lieux				
	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Observations Entrée de lieux	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Observations Sortie de lieux
Murs				X						
Sol				X						
Plafond				X						
Portes, menuiserie			X							
Fenêtres (vitres, volets)		X								
Gaine de ventilation			X		A nettoyer					
Electricité, éclairage			X							
Electricité commandes /interrupteur s et prises		X								



*A l'entrée des lieux
Autres observations*

*A la sortie des lieux
Autres observations*

Conditions générales

Conformément aux dispositions de l'article 4 de la Convention entre l'université et l'association **La Force**, un état des lieux contradictoire doit être réalisé entre l'université Jean Moulin Lyon 3 et l'occupant lors de la remise du local et lors de la restitution.

Les cosignataires reconnaissent avoir reçu chacun un exemplaire du présent état des lieux et s'accordent pour y faire référence lors du départ de l'occupant. Cet état des lieux est transmis soit par e-mail au format PDF, soit par courrier.

L'occupant sortant est informé que les dégradations ou défauts constatés sur le présent état des lieux peuvent relever de son éventuelle responsabilité après comparaison avec l'état des lieux d'entrée. Il reconnaît que des indemnités ou remises en état correspondant aux dégradations ou défauts d'entretien pourront lui être imputées.

Ce local reste accessible aux personnels habilités de l'université, SHS et DIL et au service des affaires culturelles.

A remplir à l'entrée des lieux

Le présent état des lieux d'entrée a été établi contradictoirement et accepté par les parties à l'entrée des lieux. Fait en deux exemplaires à Lyon le 12/09/2023

Jean-Florent NIGAY

Naïl KLIQUA

Signature Représentant de l'Université
Précédée de la mention « certifié exact »

Signature de Représentant de l'Association
Précédée de la mention « certifié exact »



A remplir à la sortie des lieux

Le présent état des lieux de sortie a été établi contradictoirement et accepté par les parties à l'entrée des lieux. Fait en deux exemplaires à Lyon le ___ / ___ / 202....

Signature représentant de l'Université
Précédée de la mention « certifié exact »
exact »

Signature l'association représenté par
Précédée de la mention « certifié

Annexe - Photos



AVENANT n°1 n°2023-09-G-117
DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT n° 2022-10-G-140

Entre :

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel enregistré en préfecture avec le numéro de déclaration d'activité 8269P000669, N° SIRET 196 924 377 00282,

Sise 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon Cedex 08,

Représentée par son Président, le Professeur Eric CARPANO agissant dans le cadre d'un projet porté par :

L'iaelyon School of Management

Représenté par sa Directrice Générale, Marie-Christine CHALUS,

Ci-après dénommé « **iaelyon** »

D'une part,

Et

Sopra Steria Group, Société Anonyme au capital de 20 547 701 euros,

Sise à 74940 Annecy, PAE Les Glaisins, Annecy-le-Vieux inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés d'Annecy, sous le numéro 326 820 065,

Représentée par Frédéric MOUTON, Directeur Région Rhône-Alpes Auvergne, dûment habilité à l'effet des présentes,

Désignée ci-après par « **Sopra Steria** »,

D'autre part,

VU les articles L. 123-4, L.123-5 et L.718-16 du Code de l'Education ;

VU la convention de partenariat n°2022-10-G-140 signée le 9 novembre 2022 entre l'Université Jean Moulin Lyon 3 et plus particulièrement l'iaelyon et Sopra Steria ;

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET

L'article 1 « Objet », de la convention, est modifié comme suit :

Le présent Contrat a pour objet de définir les conditions et modalités du partenariat entre l'iaelyon et Sopra Steria, et notamment de définir les obligations respectives des Parties.

A cet égard, la collaboration entre l'iaelyon et Sopra Steria vise notamment à :

- Faire bénéficier les étudiants de l'iaelyon d'informations sur les métiers exercés et les opportunités de carrières au sein de Sopra Steria,
- Permettre aux étudiants de l'iaelyon de connaître les activités de Sopra Steria,

- Valoriser les actions menées dans le cadre de ce partenariat sur les outils de communication respectifs des Parties.

L'objectif général du présent Contrat est de favoriser l'optimisation des partages et échanges entre les étudiants de l'iaelyon et Sopra Steria.

Il est précisé que les Parties s'engagent dans une démarche partenariale entre elles, mais qu'elles ne s'accordent pas d'exclusivité sur les actions convenues dans le cadre des présentes.

Le paragraphe 3.2 « Engagements de Sopra Steria » de l'article 3 « ENGAGEMENTS DES PARTIES », de la convention, est modifié comme suit :

En contrepartie des engagements de l'iaelyon tels que précisés à l'article 3.1 ci-dessus, Sopra Steria s'engage à :

- Apporter une contribution financière forfaitaire, ferme, pour l'année universitaire, via le versement d'un montant total de **dix mille Euros (10 000 €)** à l'iaelyon ;
- Proposer à l'iaelyon les offres correspondant à ses besoins en termes de stages, d'alternance et d'emploi ;
- S'impliquer dans au moins une des actions décrites ci-dessus au 3.1 et tout mettre en œuvre pour sa bonne réalisation ;
- Renforcer les relations avec les étudiants en vue d'intégrer de nouvelles compétences dans son organisation ;
- Fournir à l'iaelyon un kit de communication clé en main pour permettre la réalisation du plan de communication de l'iaelyon sur ses réseaux sociaux ;
- Fournir à l'iaelyon le logo de Sopra Steria, et autoriser l'iaelyon à l'utiliser en respectant les éléments de la charte graphique tels qu'indiqués en Annexe 1 du présent Contrat ;
- Mettre à disposition de l'iaelyon un kit de bienvenue (exemple : magazines DigitalLovers) ;
- Désigner parmi son personnel un contact, qui sera l'interlocuteur de l'iaelyon, et devra être remplacé dans les meilleurs délais en cas de défaillance/d'absence prolongée.

La contribution financière susvisée est réglée par Sopra Steria, selon l'échéancier de facturation suivant :

- 5 000 Euros facturés le 30/10/2023
- 5 000 Euros facturés le 31/03/2024

dans un délai de quarante-cinq (45) jours fin de mois, à compter de la date d'émission de facture.

La facture est envoyée à :

Sopra Steria Group
PAE Les Glaisins
Annecy-le-Vieux
74940 Annecy

Le défaut de paiement à échéance, pour toute facture conforme et non-contestée, entraînera le paiement d'une indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement et d'intérêts de retard calculés à compter de la date de ladite échéance et jusqu'à paiement intégral sur la base d'un taux égal à trois fois (x3) le taux d'intérêt légal.

Les autres articles et annexes de la convention restent inchangés.


ARTICLE 2 – PROROGATION DE LA CONVENTION N°2022-10-G-140

Conformément son article 4, la convention n°2022-10-G-140 est reconduite dans les mêmes termes jusqu'au 31 août 2024.

ARTICLE 3 – DATE D'EFFET ET DUREE

Le présent avenant prend effet à compter du 1^{er} septembre 2023. Il est conclu jusqu'à la fin de l'année universitaire 2023-2024.

Fait en trois exemplaires originaux à Lyon, le 09.10.2023

<p>Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3 Le Président,</p>  <p>Eric CARPANO</p>	<p>Pour l'iaelyon La Directrice Générale,</p> <p>Marie-Christine CHALUS</p>	<p>Pour Sopra Steria Le Directeur Région Rhône-Alpes Auvergne,</p> <p>Frédéric MOUTON</p>
---	---	---

CONVENTION

n°2023-09-G-118

LE KIOSQUE DE L'ABSURDE

ATELIER DE STOP MOTION

ENTRE LES SOUSSIGNÉES

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sise 1 rue de l'Université, 69007 LYON

Représentée par son président, Monsieur le Professeur Éric CARPANO

L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « L'ORGANISATEUR »,

D'une part,

ET

Némo, artiste, sise 345, chemin des Fayes – 69 690 BRULLIOLLES

Numéro de SIRET : 331 054 098 000 16

APE : 923 A

Ci-après dénommé par le terme « LE PRODUCTEUR »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

Lieu de transmission et de démocratisation des arts et du savoir, **l'Université Jean Moulin Lyon 3** est aussi un lieu de culture, vivante et créative. Ouverte sur la Cité, Lyon 3 propose durant l'année universitaire une programmation culturelle gratuite aux étudiants, aux personnels et au grand public. Elle accueille chaque année des résidences d'artistes.

Le service des affaires culturelles de l'Université Jean Moulin Lyon 3 participe à l'accès à la culture pour tous, à la formation à la citoyenneté et au développement de l'esprit critique par l'éveil de la

sensibilité artistique et de l'intelligence créative notamment par la mise en place d'ateliers de pratique artistique et de master classes.

Ce projet est le résultat de la rencontre entre deux artistes désirant mêler leur pratique à travers un stage de pratique avec des étudiants.

Némo, artiste plasticien et scénographe, réalise depuis 40 ans de multiples constructions et figurines à partir d'objets récupérés et recyclés, travail qu'il nomme « bouzingo system », dont le travail est présenté ci-après :

« BOUZINGO SYSTEM : Bigre ! Que cache le titre de l'exposition et de cet ouvrage ? Bouzingo, avec ou sans « t », est sorti de l'argot de la marine anglaise pour s'imposer dans les cabarets du XIXe siècle à grand bruit. Faire du bouzingo, c'est produire un joyeux tintamarre, s'adonner au tapage nocturne, puis, par extension, lancer une clameur révolutionnaire. Il y a du rebelle dans ce mot là. Mais prenons un ciseau et coupons : « Bouzin » et « go ». On obtient la confrontation de désordre et d'action. Ajoutés à « System », ça donne « Big Bazar réorganisé ». Voilà tout l'évangile de saint Némo. Que dit ce prophète ? Autrefois, la terre était un jardin d'Eden. La bête humaine a fait de la planète une pomme talée, oxydée. Le vaisseau universel navigue encore, cahin-caha, mais y aura-t-il une seconde chance pour l'arche de Noé ? Homo Sapiens y est allé un peu fort ces derniers temps. Il consomme sur ordonnance et régurgite (vomit, chie) un Himalaya de déchets. Les décharges planétaires sont devenues les cimetières des choses mortes, des galeries aux horreurs. Le système Némo repose sur la compassion vis-à-vis des objets perdus. Son atelier se confond avec l'hospice du Grand Saint-Bernard. Les matériaux variés et avariés, victimes de l'humanité, y attendent une seconde vie. Némo se prend pour David (pas le peintre, mais le tombeur de Goliath), ou pour le ver dans la pomme (d'Apple), ou pour la souris qui mord la pachydermique globalisation. Bouzingo System serait un supermarché de la seconde vie, un souk éloquent de dénonciation ludique. (Texte de Jean-Yves Loude dans l'ouvrage Bouzingo System, Némo, édition mouche à oreille.) ».

Vincent Noclin, photographe et réalisateur indépendant, est impliqué dans plusieurs projets pédagogiques, notamment avec les étudiants de Lyon 3 (photographie – Création documentaire), projets dans lesquels il cherche à interroger la place des images dans nos vies.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

LE PRODUCTEUR s'engage à diriger un atelier de pratique artistique pour **20 étudiants de l'Université Jean Moulin Lyon 3**, sans prérequis, avec bonification possible.

L'objectif de cet atelier participatif est de réaliser avec les étudiants de la *stop motion* (animation image par image) afin d'interroger la question de l'absurde de nos sociétés. En travaillant uniquement à partir de « déchets » produits par la société, des objets manufacturés à usage unique ou destinés à la poubelle, nous voulons questionner l'absurde en redonnant un nouveau souffle à ces déchets, maintenant réinvestis par un geste artistique, ils deviennent la critique de leur raison d'être.

L'atelier se présente sous la forme d'un stage intensif, permettant aux étudiants de s'immerger dans la création durant une semaine.

Organisé sous la forme d'un kiosque, avec différents pôles (photographie, création graphique, son, montage vidéo, peinture...), le stage permettra à chaque étudiant de s'emparer d'une technique et de cocréer avec les autres participants des différents pôles. Il s'agit ici de mêler art plastique et photographie, peinture et animation vidéo, son, musique, bruitages... Chaque étudiant pourra ainsi s'initier à plusieurs pratiques et apporter ses compétences dans les disciplines qui lui sont plus ou moins familières.

Les séances de pratique artistique auront lieu sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs, 1 avenue des Frères Lumière, Lyon 8^e.

Cet atelier donnera lieu à une restitution sous forme d'une installation des œuvres créées par les étudiants au Point Culture Nord du campus universitaire de la Manufacture des Tabacs et sous une forme numérique valorisée sur l'espace CULTURE du site internet de L'ORGANISATEUR.

Calendrier prévisionnel des séances :

- Lundi 30 octobre 2023 de 9 h-13h et 14h-17h
- Mardi 31 octobre 2023 de 9 h-13h et 14h-17h
- Jeudi 2 novembre 2023 de 9 h-13h et 14h-17h
- Vendredi 3 novembre 2023 9 h-13h et 14h-16h30

L'ORGANISATEUR déclare accepter le contenu des séances précitées.

Article 1 – OBJET

LE PRODUCTEUR s'engage à donner, dans les conditions définies ci-après, et dans le cadre du présent contrat, **4 séances** sur les lieux précités et une valorisation des travaux des étudiants sous forme de deux restitutions : une installation plastique (Point Culture Nord) et d'une présentation numérique (Espace CULTURE du site internet institutionnel).

Article 2 - OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

A. GÉNÉRALITÉS

LE PRODUCTEUR assumera la responsabilité artistique des répétitions.

En cas d'indisponibilité des intervenants précités pour des raisons de santé ou autres, LE PRODUCTEUR s'engage à déplacer la date de l'atelier ou à remplacer l'intervenant absent.

Article 3 - OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

A. GÉNÉRALITÉS

L'ORGANISATEUR assurera la mise à disposition d'une salle pédagogique adaptée et unique durant la durée du stage.

Le PRODUCTEUR prendra connaissance du dispositif technique de la salle précitée et le validera avant le démarrage du stage.

B. AUTORISATIONS

Les ateliers sont destinés aux étudiants de l'Université Jean Moulin Lyon 3 exclusivement et se dérouleront sous la responsabilité du service des affaires culturelles de l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Article 4 – PRIX

L'ORGANISATEUR s'engage à verser au PRODUCTEUR, en contrepartie de la présente prestation, une somme totale de **5000 € TTC** (cinq milles euros TTC) en **deux versements** selon l'échéancier de facturation ci-dessous :

30 septembre 2023 : 3000 € TTC

06 novembre 2023 : 2000 € TTC

Article 5 - MODALITÉS DE PAIEMENT

Le règlement des sommes prévues à l'article 4 sera effectué par mandat administratif selon la réglementation en vigueur, sur présentation des factures transmises par courrier à : **Université Jean Moulin Lyon 3**, AGENCE COMPTABLE - Service Facturier - 1C avenue des frères Lumière - CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08 ET par messagerie électronique à compta.fournisseurs@univ-lyon3.fr, à l'ordre de :

Némo :

IBAN : FR20 2004 1010 0707 3205 7M03 879

Etablissement : 20041 - La Banque Postale – Guichet : 01007 – N° Compte : 0732057M038 –

Clé RIB : 79

Domiciliation : La Banque Postale – Centre Financier – 69900 Lyon Cedex 20

Article 6 - RESPONSABILITÉ – ASSURANCE

LE PRODUCTEUR se conformera au règlement intérieur de L'ORGANISATEUR et aux instructions techniques concernant les matériels et la sécurité.

Les intervenants assureront leur couverture en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables. Elles devront souscrire les polices d'assurance de responsabilité civile adaptées aux actions conduites.

Article 7 - ANNULATION DU CONTRAT

Le présent contrat est régi par la loi française.

Le présent contrat se trouverait suspendu ou résilié de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure.

Toutes modifications des conditions ou modalités d'exécution du présent partenariat, défini d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

En cas de non-respect de l'une des clauses du présent partenariat, chaque partie pourra résilier de plein droit l'accord 15 jours francs après l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, en explicitant les griefs invoqués et demeurés sans réponse passé le délai d'un mois.

Article 8 - LOI APPLICABLE – RÉGLEMENT DES LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une recherche de conciliation amiable. A défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre, à défaut d'accord amiable, à l'appréciation du tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, le 3 octobre 2023

En deux exemplaires originaux

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3

Le Président

Éric CARPANO



L'artiste, Néo

CONVENTION
N°2023-09-G-119
ATELIER CHANT CHORAL

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sise 1 rue de l'Université, 69007 LYON
Représentée par son président, Monsieur le Professeur Eric CARPANO
L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « L'ORGANISATEUR »,

D'une part,

ET

Stéphanie BULIN, entreprise individuelle, sise 86, chemin de Versaillat, 01250 MONTAGNAT
Téléphone : 06 03 30 73 74
Numéro de SIRET : 797 665 122 00017
Ci-après dénommée par le terme « LE PRODUCTEUR »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

Lieu de transmission et de démocratisation des arts et du savoir, **l'Université Jean Moulin Lyon 3** est aussi un lieu de culture, vivante et créative. Ouverte sur la Cité, Lyon 3 propose durant l'année universitaire, avec le soutien de ses partenaires, une programmation culturelle gratuite aux étudiants, aux personnels et au grand public. Elle accueille chaque année des artistes en résidence.

Le service des affaires culturelles de l'Université Jean Moulin Lyon 3 participe à l'accès à la culture pour tous, à la formation à la citoyenneté et au développement de l'esprit critique par l'éveil de la sensibilité artistique et de l'intelligence créative notamment par la mise en place d'ateliers de pratiques artistiques et de master classes.

Stéphanie BULIN se définit comme un électron libre autodidacte de la musique. Chanteuse de jazz et de blues, elle est membre du duo "Soul People". Elle dirige plusieurs chorales sur le département de l'Ain (*) et enseigne la technique vocale ainsi que le chant notamment à l'université Lyon III à Bourg-en-Bresse. Elle prend le pari audacieux de faire découvrir la musique d'une manière totalement différente. En souhaitant s'abstraire d'un enseignement cadré et souvent trop rigide, elle recentre le travail de ses choristes sur l'essentiel : la beauté des textes, les sensations vocales, la pureté de l'émotion. Depuis 20 ans sa vie est rythmée par sa passion pour la musique, la trompette, le chant, le coaching, la technique vocale, la direction de chorales, son groupe "Soul People" et le théâtre. Tout naturellement et en profitant du confinement, elle intègre en 2020 l'Académie de théâtre Charles Dullin à Paris pour se former à la mise en scène.

Elle fonde en 2016 le « Chœur Ballandr'Ain » pour développer la comédie musicale et en 2023 la troupe « 4è Art Company ».

* « La Molégia » à Montrevel en Bresse, une chorale adulte au Foyer Rural de Meillonas, un ensemble vocal adulte à la MCC de Bourg-en-Bresse, un groupe d'autistes au GEM l'Envol de Bourg-en-Bresse.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

Le PRODUCTEUR s'engage à diriger et animer pour les étudiants de Lyon 3 un atelier de chant choral ouvert à la bonification culture.

L'objectif de **L'ATELIER DE CHANT CHORAL** est d'apporter aux participants (étudiants & personnels de Lyon 3) détente et confiance pour un bien-être personnel et mieux avancer dans la vie.

Chant, technique vocale et expression scénique.

Jauge prévisionnelle : 30 participants (25 étudiants & 5 personnels).

Atelier ouvert à la bonification culture pour les étudiants.

Cet atelier sera effectué selon les modalités suivantes :

HORAIRE et JOUR de l'atelier : Les lundis de 12h30 à 14h.

- **1^{ÈRE} SESSION 2023** : 10 séances de 1h30 + 1 concert en décembre.
- **2^{ÈME} SESSION 2024** : 10 séances de 1h30 + 1 concert à l'occasion du Festival étudiant L'Art au Moulin en avril.

LIEU : Université Jean Moulin Lyon 3 – Campus de la Manufacture des Tabacs – Auditorium Malraux, 1C avenue des Frères Lumière - Lyon 8^e.

Le PRODUCTEUR s'engage également à diriger et animer pour les étudiants de Lyon 3 sur le Campus de Bourg-en-Bresse un atelier de chant choral ouvert à la bonification culture.

HORAIRE et JOUR de l'atelier : Les jeudis de 13h à 14h30.

- **1^{ÈRE} SESSION 2023** : 12 séances de 1h30.
- **2^{ÈME} SESSION 2024** : 12 séances de 1h30 + 1 concert le jeudi 4 avril pour les restitutions des ateliers culturels de Bourg-en-Bresse

LIEU : Université Jean Moulin Lyon 3 – Campus de Bourg-en-Bresse – 2, rue du 23^{ème} RI – 01000 Bourg-en-Bresse

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

Le PRODUCTEUR assumera la responsabilité artistique des séances. Il s'engage à informer le service des affaires culturelles de Lyon 3 de tout changement concernant les heures et dates des séances ou des concerts.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR mettra à disposition du PRODUCTEUR une salle de répétition en ordre de marche à partir du **lundi 25 septembre 2023** pour permettre la bonne tenue de l'atelier selon un planning pré établi.

Il assurera en outre le service général du lieu.

Le PRODUCTEUR prendra connaissance du dispositif technique de la salle et le validera avant la première séance de l'atelier.

L'atelier est destiné aux étudiants et aux personnels de l'Université Jean Moulin Lyon 3 et se déroulera sous la responsabilité du service des affaires culturelles.

ARTICLE 4 - PRIX

L'ORGANISATEUR s'engage à verser, en deux versements (**NOV 2023 – AVRIL 2024**), au PRODUCTEUR, en contrepartie de la présente cession sur présentation de deux factures, une somme globale de **3571,76 €** pour l'année universitaire 2023-2024 incluant 30 h de direction de chœur (Coût horaire : 58,50 €), les achats de partitions ainsi que les frais de transport.

Pour l'atelier proposé sur le Campus de Bourg, L'ORGANISATEUR s'engage à verser, en deux versements (**NOV 2023 – AVRIL 2024**), au PRODUCTEUR, en contrepartie de la présente cession sur présentation de deux factures, une somme globale de **2400,00 €** pour l'année universitaire 2023-2024 incluant 24 séances de 1h30 et une restitution.

Le PRODUCTEUR assumera la responsabilité artistique de l'atelier et des concerts. Il s'engage à informer le service des affaires culturelles de tout changement concernant les heures et dates des séances.

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE PAIEMENT

Le règlement des sommes prévues à l'article 4 sera effectué après service fait par mandat administratif selon la réglementation en vigueur, sur présentation de factures déposées sur la plateforme CHORUS ou transmises par courrier à :

Université Jean Moulin Lyon 3, Agence Comptable - Service Facturier - 1C avenue des frères Lumière - CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08 et par messagerie électronique à compta.fournisseurs@univ-lyon3.fr, à l'ordre de :

Stéphanie BULIN

IBAN (International Bank Account Number) **FR76 1780 6004 4062 2644 7433 276**

BIC (Bank Identification Code) **AGRIFRPP878**

Code Banque **17806**

Code Guichet **00440**

N° du compte **62264474332**

Clé RIB **76**

Domiciliation/Paying Bank **Crédit Agricole Centre Est**

ARTICLE 6 - RESPONSABILITÉ – ASSURANCE

LE PRODUCTEUR se conformera au règlement intérieur de Lyon 3 et aux instructions techniques concernant les matériels et la sécurité.

Il assurera sa couverture en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables. Il devra souscrire les polices

d'assurance de responsabilité civile adaptées aux actions conduites et fournir une attestation au service des affaires culturelles.

ARTICLE 7 - ANNULATION DU CONTRAT

Le présent contrat est régi par la loi française.

Le présent contrat se trouverait suspendu ou résilié de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure.

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution du présent partenariat, défini d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

En cas de non-respect de l'une des clauses du présent partenariat, chaque partie pourra résilier de plein droit l'accord 15 jours francs après l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, en explicitant les griefs invoqués et demeurés sans réponse passé le délai d'un mois.

ARTICLE 8 - LOI APPLICABLE – RÉGLEMENT DES LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une recherche de conciliation amiable. A défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre, à défaut d'accord amiable, à l'appréciation du tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, le 09.10.2023

En deux exemplaires originaux

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3

Pour l'entreprise individuelle

Le Président,

A large, stylized handwritten signature in black ink, starting with a large loop and ending with a long horizontal stroke.

Éric CARPANO

Stéphanie BULIN

**CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE À LA L3
DE LANGUES, LITTÉRATURES ET CULTURES DE L'ANTIQUITÉ
N°2023-10-F-067**

Entre

**L'Université Jean Moulin - Lyon 3,
Établissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Sise 1C avenue des Frères Lumière, CS 78242 69372 Lyon Cedex 08**

**Représentée par son Président, Monsieur Éric CARPANO
ci-après désignée « Université Lyon 3 »**

Et

**L'École normale supérieure de Lyon,
Établissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Sise 15 parvis René Descartes – BP 7000 – 69342 Lyon Cedex 07**

**Représentée par son Président, Monsieur Emmanuel TRIZAC
ci-après désignée « ENS de Lyon »**

L'Université Lyon 3 et l'ENS de Lyon conviennent de coopérer pour la troisième année de la Licence mention « LETTRES », parcours « Langues, Littératures et cultures de l'Antiquité » (LLCA), et établissent à cette fin la présente convention.

Préambule

La présente convention a pour objet de déterminer, entre l'Université Lyon 3 et l'ENS de Lyon, les modalités de fonctionnement du partenariat pédagogique concernant la L3 « Langues, Littératures et cultures de l'Antiquité », en vue de la délivrance du diplôme de Licence mention « LETTRES », parcours « Langues, Littératures et cultures de l'Antiquité » (LLCA).

1. Inscription administrative

Les normaliens élèves et les normaliens étudiants intégrant l'ENS de Lyon sont admis de plein droit en Licence de la Faculté des Lettres et Civilisations de l'Université Lyon 3. La commission pédagogique est informée de ce dispositif.

Le responsable de la première année Lettres Classiques à l'ENS de Lyon remettra avant le 15 septembre de chaque année universitaire la liste des élèves concernés au responsable de la licence LLCA de Lyon 3, au secrétariat du service Scolarité de l'ENS de Lyon et au secrétariat du service de la Scolarité des L3 de la Faculté des Lettres et Civilisations de l'Université Lyon 3.

La présence des normaliens de l'ENS de Lyon est requise comme celle des autres étudiants lors des réunions de rentrée de la Faculté des Lettres et Civilisations de l'Université Lyon 3, afin qu'ils

procèdent à leur inscription en TD.

2. Organisation pédagogique

2.1 Scolarité

Les enseignements sont suivis et validés à l'Université Lyon 3 ou à l'ENS de Lyon selon les tableaux suivants (en grisé figurent les enseignements de l'Université Lyon 3 dont les normaliens sont dispensés puisqu'ils suivent, à la place, des enseignements de l'ENS de Lyon) :

Au semestre 5 :

Université Lyon 3	ECTS	ENS de Lyon	ECTS
UEF – Langues anciennes : - Langue latine pour spécialistes - Langue grecque pour spécialistes		Pratique langue latine ou thème latin Pratique langue grecque ou thème grec	3 3
UEF – Littératures anciennes : - Littérature latine (CM : 24h) - Littérature grecque (CM : 24h)	2 2		
UEF – L'Antiquité au présent		Enjeux de l'édition de textes anciens (paléographie) + Critique moderne de textes anciens (groupes de lecture) ou : - Introduction à la philosophie antique ou : - Sciences de l'Antiquité : enjeux et débats	2
UEF – Linguistique ancienne (TD 30h)	2		
UEF – Littérature française (CM 18, TD 15)	2		
UET – Projet personnel et professionnel (CM 2h, TD 4h)	2		
UET – Langue vivante (Allemand, Anglais, Italien, Espagnol)		Langue vivante (Allemand, Anglais, Italien ou Espagnol niveau baccalauréat au moins)	2
	10		10

Au semestre 6 :

Université Lyon 3		ENS de Lyon	
UEF – Langues anciennes : - Langue latine pour spécialistes - Langue grecque pour spécialistes		Pratique langue latine ou thème latin Pratique langue grecque ou thème grec	3 3
UEF – Littératures anciennes : - Littérature latine (CM : 24h) - Littérature grecque (CM : 24h)	2 2		
UEF – Humanités et actualité		- Enjeux de l'édition de textes anciens (paléographie) + Critique moderne de textes anciens (groupes de lecture) ou : - Introduction à la philosophie antique ou : - Sciences de l'Antiquité : enjeux et débats	2
UEF – Linguistique ancienne (TD 30h)	2		
UEF – Littérature française (CM 18 TD 15)	2		
UET Stage	2	dispensé	
UET – Langue vivante (Allemand, Anglais, Italien ou Espagnol)		Langue vivante (Allemand, Anglais, Italien ou Espagnol niveau baccalauréat au moins)	2
	10		10

À ces unités d'enseignement fondamental (UEF) et Transversales (UET), valant **20 ECTS**, s'ajoute, à chaque semestre, une Mineure valant **10 ECTS**.

Dans la mineure, les cours en bleu, pour chaque semestre, sont à suivre au choix, soit à l'ENS, soit à Lyon 3. Ainsi au S5 et au S6 l'étudiant.e suit 2 cours (3 ECTS chacun pour 6 ECTS en tout) :

1. Fabrique du discours (Lyon 3) ou Méthodologie du français (ENS).
2. Un cours au choix de Lyon 3 (parmi les 3 cours indiqués) ou un cours au choix parmi les cours des départements de l'ENS hors Lettres classiques.

Au semestre 5 :

Projet tutoré	2		
Renforcement méthodologique (20 TD)	2	dispensé	
Fabrique du discours (18 CM)	3	Méthodologie du français	3
1 Cours au choix (18 CM) parmi :	3	Un cours au choix parmi les cours des départements de l'ENS hors cours de Lettres classiques	3
- Cultures et sociétés de l'Antiquité tardive			
- Cultures des mondes hellénistiques			
- Religion et croyances des mondes antiques			

Au semestre 6 :

Projet tutoré	2		
Renforcement méthodologique (20 TD)	2	dispensé	
Fabrique du discours (18 CM)	3	Méthodologie du français	3
1 Cours au choix (18 CM) parmi :	3	Un cours au choix parmi les cours des départements de l'ENS hors cours de Lettres classiques	3
- Réception(s) de la littérature antique			
- Romanité et hellénisme			
- Histoires du livre et de l'écriture			

Les notes obtenues à l'ENS de Lyon seront transmises par le secrétariat du service Études et Scolarité de l'École au service de la scolarité L3 de la Faculté des Lettres et Civilisations de l'Université Lyon 3, qui les reportera dans le relevé de notes semestriel de ces étudiants.

Les normaliens élèves et les normaliens étudiants de l'ENS de Lyon inscrits en L3 LLCA seront soumis au régime d'examen de la Faculté des Lettres et Civilisations et à la charte des examens en vigueur à l'Université Lyon 3 pour l'obtention de la troisième année de licence, sous réserve des particularités instaurées au titre de la présente convention.

2.2. Coordonnées des services et calendrier de transmission des notes

Le secrétariat du service Études et Scolarité de l'ENS de Lyon peut être contacté à l'adresse suivante :

etudes_departements_lash@ens-lyon.fr

Le secrétariat du service scolarité L3 de la Faculté Lettres et Civilisations de l'Université Lyon 3 peut être contacté à l'adresse suivante :

scolarite-licences-lettres@univ-lyon3.fr

Le planning de transmission des notes est défini comme suit :

semestre 5 : début février
semestre 6 : début juin

3. Régime d'assiduité

Dans la mesure du possible, les normaliens de l'ENS de Lyon sont tenus de suivre la totalité des enseignements à valider à l'Université Lyon 3 sous le régime du contrôle continu.

Si, cependant, des contraintes d'emploi du temps rendent impossible le suivi de certains de ces enseignements, les normaliens élèves et les normaliens étudiants de l'ENS de Lyon seront dispensés d'assiduité et évalués selon le régime d'examen de la Faculté des Lettres et Civilisations prévu pour les étudiants dispensés d'assiduité.

La dispense d'assiduité leur sera accordée par le doyen de la Faculté des Lettres et Civilisations, sur demande explicite validée conjointement par le responsable de la L3 LLCA de l'université Lyon 3 et le responsable de la première année de Lettres Classiques à l'ENS de Lyon.

4. Litige

Pour tout litige que pourrait soulever l'application de la présente convention, les parties s'efforceront de trouver un accord amiable.

À défaut, le contentieux sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.

5. Entrée en vigueur et durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'ensemble du contrat quinquennal 2023-2026. Elle prend effet au 1^{er} septembre 2023 et est valide jusqu'au 31 août 2026.

Toute modification entraînera la rédaction d'un avenant.

La présente convention pourra être dénoncée par chacune des parties par lettre recommandée avec AR avant le 1^{er} juin de l'année en cours, pour une résiliation effective à la rentrée suivante.

Fait à Lyon en deux exemplaires originaux,

Le 18.10.2023

Le Président de l'Université
Jean Moulin - Lyon 3
Éric CARPANO

Le

Le Président de
l'ENS de Lyon
Emmanuel TRIZAC

LICENCE MENTION LETTRES parcours LLCA - Langues, littératures et cultures de l'Antiquité

(Valable au titre de l'année universitaire 2023-2024)

Glossaire	CM : Cours Magistral TD : Travaux Dirigés DA : Dispensé d'Assiduité <input checked="" type="checkbox"/> : Matières à choix	MCCC : Modalités de Contrôle des Connaissances et des Compétences :			
		Examens en fin de semestre : TE : Terminal Écrit (1 note) TO : Terminal Oral (1 note) Droit à une seconde chance en fin d'année		Examens en cours de semestre : CC : Contrôle Continu (2 notes mini) EE : Épreuve unique (1 note)	

SEMESTRE 5

Unités d'Enseignement (UE) / Matières	Volumes Horaires		MCCC			ECT S
	CM	TD	Modalité	DA	2nd chance	
MAJEURE						20
UE Fondamentale						16
Latin (niveau 3 à 4)		36	TE (30) 3h + CC (30)	TE (60) 3h	TO (30)	3
Grec (niveau 3 à 4)		36	TE (30) 3h + CC (30)	TE (60) 3h	TO (30)	3
Littérature latine	24		TO (40)	TO (40)	TO (40)	2
Littérature grecque	24		TO (40)	TO (40)	TO (40)	2
Linguistique		30	TE (40) 2h	TE (40) 2h	TO (40)	2
L'Antiquité au présent	18		CC (40)	EE (40)		2
Littérature française XX-XXIe	18	15	CC (40)	EE (40) dossier		2
UE Transversale						4
PPP	2	4	CC (40)	EE (40)		2
LV : <input checked="" type="checkbox"/> anglais, <input checked="" type="checkbox"/> espagnol, <input checked="" type="checkbox"/> allemand, <input checked="" type="checkbox"/> italien		15	CC (40)	EE (40)		2
MINEURE Langues, Littératures et Cultures de l'Antiquité						
Projet tutoré		18	CC (40)	EE (40)		2
Fabrique du discours	18		CC (60)	EE (60)		3
Renforcement méthodologique		20	CC (40)	EE (40)		2
<input checked="" type="checkbox"/> Cultures et sociétés de l'Antiquité tardive	18		TE (60) 2h	TE (60) 2h	TE (60) 2h*	3
<input checked="" type="checkbox"/> Cultures des mondes hellénistiques	18		TE (60) 2h	TE (60) 2h	TE (60) 2h*	3
<input checked="" type="checkbox"/> Religions et Croyances des Mondes Antiques	18		TE (60) 2h	TE (60) 2h	TE (60) 2h*	3

* Pour la session de 2^e chance, si moins de 6 étudiants sont concernés, le TE devient un TO.

SEMESTRE 6

Unités d'Enseignement (UE) / Matières	Volumes Horaires		MCCC			ECT S
	CM	TD	Modalité	DA	2nd chance	
MAJEURE						20
UE Fondamentale						16
Latin (niveau 3 à 4)		36	TE (30) 3h + CC (30)	TE (60) 3h	TO (30)	3
Grec (niveau 3 à 4)		36	TE (30) 3h + CC (30)	TE (60) 3h	TO (30)	3
Littérature latine	24		TO (40)	TO (40)	TO (40)	2
Littérature grecque	24		TO (40)	TO (40)	TO (40)	2
Linguistique		30	TE (40) 2h	TE (40) 2h	TO (40)	2
Humanités et actualité	18		CC (40)	EE (40)		2
Littérature française XVIIIe	18	15	TE (40) 4h	TE (40) 4h	TE (40) 4h	2
UE Transversale						4
Stage obligatoire		2	EE (40)	EE (40)		2
LV : <input checked="" type="checkbox"/> anglais, <input checked="" type="checkbox"/> espagnol, <input checked="" type="checkbox"/> allemand, <input checked="" type="checkbox"/> italien		15	CC (40)	EE (40)		2
MINEURE Langues, Littératures et Cultures de l'Antiquité						
Projet tutoré		18	CC (40)	EE (40)		2
Fabrique du discours	18		CC (60)	EE (60)		3
Renforcement méthodologique		20	CC (40)	EE (40)		2
<input checked="" type="checkbox"/> Réception(s) de la littérature antique	18		TE (60) 2h	TE (60) 2h	TE (60) 2h*	3
<input checked="" type="checkbox"/> Romanité et hellénisme	18		TE (60) 2h	TE (60) 2h	TE (60) 2h*	3
<input checked="" type="checkbox"/> Histoires du livre et de l'écriture	18		TE (60) 2h	TE (60) 2h	TE (60) 2h*	3

* Pour la session de 2^e chance, si moins de 6 étudiants sont concernés, le TE devient un TO.

CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE À LA L3 DE LETTRES

N°2023-10-F-068

Entre

**L'Université Jean Moulin - Lyon 3,
Établissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Sise 1C avenue des Frères Lumière, CS 78242 69372 Lyon Cedex 08**

**Représentée par son Président, Monsieur Éric CARPANO
ci-après désignée « Université Lyon 3 »**

Et

**L'École normale supérieure de Lyon,
Établissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Sise 15 parvis René Descartes – BP 7000 – 69342 Lyon Cedex 07**

**Représentée par son Président, Monsieur Emmanuel TRIZAC
ci-après désignée « ENS de Lyon »**

L'Université Lyon 3 et l'ENS de Lyon conviennent de coopérer pour la troisième année de la Licence de Lettres-parcours Lettres modernes et établissent à cette fin la présente convention.

Préambule

La présente convention a pour objet de déterminer, entre l'Université Lyon 3 et l'ENS de Lyon, les modalités de fonctionnement du partenariat pédagogique concernant la L3 de Lettres modernes, en vue de la délivrance du diplôme de Licence mention Lettres-parcours Lettres modernes.

1. Inscription administrative

Les normaliens élèves et les normaliens étudiants intégrant l'ENS de Lyon sont admis de plein droit en Licence de la Faculté des Lettres et Civilisations de l'Université Lyon 3. La commission pédagogique est informée de ce dispositif.

Le responsable de la première année Lettres Modernes à l'ENS de Lyon remettra avant le 15 septembre de chaque année universitaire la liste des élèves et étudiants normaliens concernés au responsable de la licence et de la L3 de Lettres modernes de Lyon 3, au secrétariat du service Scolarité de l'ENS de Lyon et à la Scolarité des L3 de Lettres modernes de l'Université Lyon 3.

La présence des normaliens de l'ENS de Lyon est requise, comme celle des autres étudiants, lors de la réunion de pré-rentree de la Licence 3 Lettres modernes de l'Université Lyon 3 lorsque le calendrier

le permet.

2. Organisation pédagogique

2.1 Scolarité

Les enseignements sont suivis et validés à l'Université Lyon 3 ou à l'ENS de Lyon selon les tableaux suivants (en italique et grisés figurent les enseignements de l'Université Lyon 3 dont les normaliens peuvent être dispensés puisqu'ils peuvent suivre, à la place, des enseignements de l'ENS de Lyon) :

Au semestre 5 :

Université Lyon 3	Ects	ENS de Lyon	Ects
Majeure UEF			
Littérature française (3 CM : 3x18h + 3 TD : 3X15h)	7.5		
Littérature comparée (CM : 18h + TD : 15h)	2.5		
<i>Littérature francophone (CM 24h)</i>		3 Groupes de lecture : problématiques de la recherche en Lettres au choix.	2
Grammaire et stylistique (CM 24h)	2		
Lire les textes médiévaux (TD 10h)	2		
Majeure UET			
<i>Projet personnel et professionnel</i>		Projet personnel et professionnel.	2
<i>Langue vivante (Allemand, Anglais, Italien ou Espagnol niveau baccalauréat au moins)</i>		Langue vivante (Allemand, Anglais, Italien ou Espagnol niveau baccalauréat au moins).	2
Total	14		6

Mineures AU CHOIX : LER / LER+ / LAC / LAC+

LER			
Problématique littéraire	4		
Grammaire du français moderne	4		
<i>Langue antique : latin ou grec</i>		Latin ou grec pour non-spécialistes	2
Total	8		2

LER+			
Problématique littéraire	3		
Grammaire du français moderne	3		
Ancien français	2		
<i>Langue antique : latin ou grec</i>		Latin ou grec pour non-spécialistes	2
Total	8		2

LAC			
Littérature, arts et culture (programme 5)	4		
Stratégies argumentatives	4		
<i>Au choix :</i> - Cultures et sociétés de l'Antiquité tardive - Cultures des mondes hellénistiques - Religions et croyances des mondes antiques		Latin ou grec pour non-spécialistes	2
Total	8		2

LAC+			
Atelier création	2		
Littérature, arts et culture (programme 5)	3		
Stratégies argumentatives	3		
<i>Au choix :</i> - Cultures et sociétés de l'Antiquité tardive - Cultures des mondes hellénistiques - Religions et croyances des mondes antiques		Latin ou grec pour non-spécialistes	2

Total	8	2
--------------	----------	----------

Au semestre 6 :

Université Lyon 3	Ects	ENS de Lyon	Ects
Majeure UEF			
Littérature française (3 CM : 3x18h + 3 TD : 3x15h)	7.5		
Littérature comparée (CM : 18h + TD : 15h)	2.5		
Grammaire et stylistique (CM 24h)	2		
Lire les textes médiévaux (TD 10h)	2		
<i>Problématique littéraire</i>		3 Groupes de lecture : problématiques de la recherche en Lettres au choix.	2
Majeure UET			
<i>Langue vivante (Allemand, Anglais, Italien ou Espagnol niveau baccalauréat au moins)</i>		Langue vivante (Allemand, Anglais, Italien ou Espagnol niveau baccalauréat).	2
Ouverture sur le monde professionnel et la recherche	2		
Total	16		4

Mineures AU CHOIX : LER / LER+ / LAC / LAC+

LER			
Littérature comparée	4		
Stylistique	4		
<i>Langue antique : latin ou grec</i>		Latin ou grec pour non-spécialistes	2
Total	8		2

LER+			
Littérature comparée	3		
Stylistique	3		
Ancien français	2		
<i>Langue antique : latin ou grec</i>		Latin ou grec pour non-spécialistes	2
Total	8		2

LAC			
Littérature, arts et culture (programme 6)	4		
Valorisation du livre et de la culture	4		
<i>Au choix :</i> - Cultures et sociétés de l'Antiquité tardive - Cultures des mondes hellénistiques - Religions et croyances des mondes antiques		Latin ou grec pour non-spécialistes	2
Total	8		2

LAC+			
Valorisation du livre et de la culture	3		
Littérature, arts et culture (programme 6)	3		
Atelier création	2		
<i>Au choix :</i> - Cultures et sociétés de l'Antiquité tardive - Cultures des mondes hellénistiques - Religions et croyances des mondes antiques		Latin ou grec pour non-spécialistes	2
Total	8		2

Les notes obtenues à l'ENS de Lyon seront transmises par le secrétariat du service Études et Scolarité

de l'École au service de la scolarité L3 de Lettres modernes de l'Université Lyon 3, qui les reportera dans le relevé de notes semestriel de ces étudiants.

Les normaliens élèves et les normaliens étudiants de l'ENS de Lyon inscrits en L3 de Lettres modernes seront soumis au régime d'examen de la Faculté des Lettres et Civilisations et à la charte des examens en vigueur à l'Université Lyon 3 pour l'obtention de la troisième année de licence de Lettres modernes, sous réserve des particularités instaurées au titre de la présente convention.

2.2. Coordonnées des services et calendrier de transmission des notes

Le secrétariat du service Études et Scolarité de l'ENS de Lyon peut être contacté à l'adresse suivante :
etudes_departements_lash@ens-lyon.fr

Le secrétariat du service scolarité L3 Lettres modernes de la Faculté Lettres et Civilisations de l'Université Lyon 3 peut être contacté à l'adresse suivante :
scolarite-licences-lettres@univ-lyon3.fr

Le planning de transmission des notes est défini comme suit :

Semestre 5 : fin janvier

Semestre 6 : mi mai

Seconde chance : fin juin

3. Régime d'assiduité

Dans la mesure du possible, les normaliens de l'ENS de Lyon sont tenus de suivre la totalité des enseignements à valider à l'Université Lyon 3 sous le régime du contrôle continu.

Si, cependant, des contraintes d'emploi du temps rendent impossible le suivi de certains de ces enseignements, les normaliens élèves et les normaliens étudiants de l'ENS de Lyon seront dispensés d'assiduité et évalués selon le régime d'examen de la Faculté des Lettres et Civilisations prévu pour les étudiants dispensés d'assiduité.

La dispense d'assiduité leur sera accordée par le doyen de la Faculté des Lettres et Civilisations, sur demande explicite validée conjointement par le responsable de la L3 de Lettres Modernes de l'Université Lyon 3 et le responsable de la première année de Lettres Modernes à l'ENS de Lyon.

4. Litige

Pour tout litige que pourrait soulever l'application de la présente convention, les parties s'efforceront de trouver un accord amiable.

À défaut, le contentieux sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.

5. Entrée en vigueur et durée de la convention

La présente convention d'application prend effet à la rentrée universitaire 2023-2024.

Toute modification de cette convention d'application entraînera la rédaction d'un nouvel avenant. Si aucune modification n'est apportée, la convention d'application est reconduite tacitement chaque année, jusqu'à la fin du contrat quinquennal engagé, c'est-à-dire la fin de l'année universitaire 2025-2026, visé dans la présente convention d'application.

La présente convention pourra être dénoncée par chacune des parties par lettre recommandée avec AR avant le 1^{er} juin de l'année en cours, pour une résiliation effective à la rentrée suivante.

Fait à Lyon en deux exemplaires originaux,

Le 18.10.2023

Le Président de l'Université Jean Moulin - Lyon 3
Éric CARPANO



Le

Le Président de l'ENS de Lyon
Emmanuel TRIZAC

Annexe 1 : maquette de l'année de Licence 3 de Lettres modernes – Université Lyon 3

(Valable au titre de l'année universitaire 2023-2024)

Glossaire	CM : Cours Magistral TD : Travaux Dirigés DA : Dispensé d'Assiduité <input checked="" type="checkbox"/> : Matières à choix	MCCC : Modalités de Contrôle des Connaissances et des Compétences : Examens en fin de semestre : TE : Terminal Écrit (1 note) TO : Terminal Oral (1 note) Droit à une seconde chance en fin d'année			
		Examens en cours de semestre : CC : Contrôle Continu (2 notes minimum) EE : Épreuve unique (1 note)			

SEMESTRE 5

Unités d'Enseignement (UE) / Matières	Volumes Horaires		MCCC			ECTS
	CM	TD	Modalité	DA		
MAJEURE						20
UE Fondamentale						16
Littérature française : Moyen-Âge	18	15	TE (100) 4h*	TE (100) 4h*	TE(100) 4h*	2,5
Littérature française : XVII ^e s.	18	15				2,5
Littérature française : XX-XXI ^e s.	18	15	CC (50)	EE (50) dossier		2,5
Littérature comparée	18	15	CC (50)	EE (50) dossier		2,5
Littérature francophone	24		TE (40) 2h	TE (40) 2h	TE (40) 2h	2
Grammaire et stylistique	24		TE (40) 2h	TE (40) 2h	TE (40) 1h	2
Lire les textes médiévaux		10	CC (40)	EE (40) 2h		2
UE Transversale						4
LV : <input checked="" type="checkbox"/> anglais, <input checked="" type="checkbox"/> espagnol, <input checked="" type="checkbox"/> allemand, <input checked="" type="checkbox"/> italien		15	CC (40)	EE (40)		2
PPP	4	6	CC (40)	EE (40) dossier		2
MINEURE : au choix						10
<input checked="" type="checkbox"/> Communication, médias et organisations <input checked="" type="checkbox"/> Humanités numériques <input checked="" type="checkbox"/> Lettres, Arts et Culture (LAC) <input checked="" type="checkbox"/> Lettres, Enseignement et Recherche (LER) <input checked="" type="checkbox"/> Professorat des écoles <input checked="" type="checkbox"/> Stratégies de l'Information, de la donnée et du document numérique			Voir la maquette de la mineure choisie			

* L'épreuve est commune aux deux cours. Le sujet portera aléatoirement sur l'un ou l'autre programme.

** L'épreuve de 2^e chance est commune avec celle du cours de S6 correspondant et le programme de révision global.

Mineure Lettres, Enseignement, Recherche (LER) – semestre 5

Unités d'Enseignement (UE) / Matières	Volumes horaires		MCCC			ECTS
	CM	TD		DA		
<input checked="" type="checkbox"/> Option 1 :						
Problématique littéraire	24		CC (80)	EE (80) dossier		4
Grammaire du français moderne	24		CC (80)	EO/EE dossier (80)		4
1 choix parmi :						
<input checked="" type="checkbox"/> Ancien français	18		TE (40) 2h	TE (40) 2h	TE (40) 2h	2
<input checked="" type="checkbox"/> Langue antique : latin		15	TE (40) 2h	TE (40) 2h	TE (40) 2h**	2
<input checked="" type="checkbox"/> Langue antique : grec		15	CC (40)	EE (40) 1h30		
<input checked="" type="checkbox"/> Option 2 :						
Problématique littéraire	24		CC (60)	EE (60) dossier		3
Grammaire du français moderne	24		CC (60)	EO/EE dossier (60)		3
Ancien français	18		TE (40) 2h	TE (40) 2h	TE (40) 2h	2
1 choix parmi :						
<input checked="" type="checkbox"/> Langue antique : latin		15	TE (40) 2h	TE (40) 2h	TE (40) 2h**	2
<input checked="" type="checkbox"/> Langue antique : grec		15	CC (40)	EE (40) 1h30		2

** L'épreuve de 2^e chance est commune avec celle du cours de S6 correspondant et le programme de révision global.

Mineure Littérature, Arts et Culture (LAC) – semestre 5

Unités d'Enseignement (UE) / Matières	Volumes Horaires		MCCC			ECTS
	CM	TD	Modalité	DA	2 ^e chance	
<input checked="" type="checkbox"/> Option 1 :						
Littérature, arts et culture (programme 5)	24		CC (80)	EE (80) dossier		4
Stratégies argumentatives	24		CC (80)	EE (80) dossier		4
<input checked="" type="checkbox"/> Atelier création		15	CC (40)	EE (40) dossier		2
<input checked="" type="checkbox"/> Cultures et sociétés de l'Antiquité tardive	18		TE (40) 2h	TE (40) 2h	TE (40) 2h*	2
<input checked="" type="checkbox"/> Cultures des mondes hellénistiques	18		TE (40) 2h	TE (40) 2h	TE (40) 2h*	2
<input checked="" type="checkbox"/> Religions et croyances des mondes antiques	18		TE (40) 2h	TE (40) 2h	TE (40) 2h*	2
<input checked="" type="checkbox"/> Option 2 :						
Atelier création		15	CC (40)	EE (40) dossier		2
Littérature, arts et culture (programme 5)	24		CC (60)	EE (60) dossier		3
Stratégies argumentatives	24		CC (60)	EE (60) dossier		3
<input checked="" type="checkbox"/> Cultures et sociétés de l'Antiquité tardive	18		TE (40) 2h	TE (40) 2h	TE (40) 2h*	2
<input checked="" type="checkbox"/> Cultures des mondes hellénistiques	18		TE (40) 2h	TE (40) 2h	TE (40) 2h*	2
<input checked="" type="checkbox"/> Religions et croyances des mondes antiques	18		TE (40) 2h	TE (40) 2h	TE (40) 2h*	2

* Pour la session de 2^e chance, si moins de 6 étudiants sont concernés, le TE devient un TO.

SEMESTRE 6

Unités d'Enseignement (UE) / Matières	Volumes Horaires		MCCC			ECTS
	CM	TD	Modalité	DA	2 ^e chance	
MAJEURE						20
UE Fondamentale						16
Littérature française : XVI ^e s.	18	15	CC (50)	EE (50) dossier		2,5
Littérature française : XVIII ^e s.	18	15	TE (100) 4h*	TE (100) 4h*	TE (100) 4h*	2,5
Littérature française : XIX ^e s.	18	15				2,5
Littérature comparée	18	15	TE (50) 4h	TE (50) 4h	TE (50) 4h	2,5
Problématique littéraire	24		TE (40) 4h	TE (40) 4h	TE (40) 4h	2
Grammaire et stylistique	24		TE (40) 2h	TE (40) 2h	TE (40) 1h	2
Lire les textes médiévaux		10	CC (40)	EE (40) 2h		2
UE Transversale						4
LV : <input type="checkbox"/> anglais, <input type="checkbox"/> espagnol, <input type="checkbox"/> allemand, <input type="checkbox"/> italien		15	CC (40)	EE (40)		2
Ouverture sur le monde professionnel et la recherche			EE (40) dossier	EE (40) dossier		2
MINEURE : au choix						10
<input checked="" type="checkbox"/> Communication, médias et organisations <input checked="" type="checkbox"/> Humanités numériques <input checked="" type="checkbox"/> Lettres, Arts et Culture (LAC) <input checked="" type="checkbox"/> Lettres, Enseignement et Recherche (LER) <input checked="" type="checkbox"/> Professorat des écoles <input checked="" type="checkbox"/> Stratégies de l'Information, de la donnée et du document numérique			Voir la maquette de la mineure choisie			

* L'épreuve est commune aux deux cours. Le sujet portera aléatoirement sur l'un ou l'autre programme.

** L'épreuve de 2^e chance est commune avec celle du cours de S5 correspondant et le programme de révision global.

Mineure Lettres, Enseignement, Recherche (LER) – semestre 6

Unités d'Enseignement (UE) / Matières	Volumes horaires		MCCC			ECTS
	CM	TD		DA		ECTS
<input checked="" type="checkbox"/> Option 1 :						
Littérature comparée	24		TO (80)	TO (80)	TO (80)	4
Stylistique	24		TE (80) 2h	TE (80) 2h	TE (80) 2h	4
1 choix parmi :						
<input checked="" type="checkbox"/> Ancien français	18		TE (40) 2h	TE (40) 2h	TE (40) 2h	2
<input checked="" type="checkbox"/> Langue antique : latin		15	TE (40) 2h	TE (40) 2h	TE (40) 2h**	2
<input checked="" type="checkbox"/> Langue antique : grec		15	CC (40)	EE (40) 1h30		
<input checked="" type="checkbox"/> Option 2 :						
Littérature comparée	24		TO (60)	TO (60)	TO (60)	3
Stylistique	24		TE (60) 2h	TE (60) 2h	TE (60) 2h	3
Ancien français	18		TE (40) 2h	TE (40) 2h	TE (40) 2h	2
1 choix parmi :						
<input checked="" type="checkbox"/> Langue antique : latin		15	TE (40) 2h	TE (40) 2h	TE (40) 2h**	2
<input checked="" type="checkbox"/> Langue antique : grec		15	CC (40)	EE (40) 1h30		2

** L'épreuve de 2e chance est commune avec celle du cours de S5 correspondant et le programme de révision global.

Mineure Littérature, Arts et Culture (LAC) – semestre 6

Unités d'Enseignement (UE) / Matières	Volumes Horaires		MCCC			ECTS
	CM	TD	Modalité	DA	2 ^e chance	10
<input checked="" type="checkbox"/> Option 1 :						
Littérature, arts et culture (programme 6)	24		CC (80)	EE (80) dossier		4
Valorisation du livre et de la culture	24		CC (80)	EE (80) dossier		4
<input checked="" type="checkbox"/> Atelier création		15	CC (40)	EE (40) dossier		2
<input checked="" type="checkbox"/> Réception (s) de la littérature antique	18		TE (40) 2h	TE (40) 2h	TE (40) 2h*	2
<input checked="" type="checkbox"/> Romanité et hellénisme	18		TE (40) 2h	TE (40) 2h	TE (40) 2h*	2
<input checked="" type="checkbox"/> Histoires du livre et de l'écriture	18		TE (40) 2h	TE (40) 2h	TE (40) 2h	2
<input checked="" type="checkbox"/> Option 2 :						
Atelier création		15	CC (40)	EE (40) dossier		2
Littérature, arts et culture (programme 6)	24		CC (60)	EE (60) dossier		3
Valorisation du livre et de la culture	24		CC (60)	EE (60) dossier		3
<input checked="" type="checkbox"/> Réception(s) de la littérature antique	18		TE (40) 2h	TE (40) 2h	TE (40) 2h*	2
<input checked="" type="checkbox"/> Romanité et hellénisme	18		TE (40) 2h	TE (40) 2h	TE (40) 2h*	2
<input checked="" type="checkbox"/> Histoires du livre et de l'écriture	18		TE (40) 2h	TE (40) 2h	TE (40) 2h	2

* Pour la session de 2^e chance, si moins de 6 étudiants sont concernés, le TE devient un TO.

Annexe 2 : maquette de la première année du Diplôme de l'ENS de Lyon

<i>Compétences numériques</i>	<i>7 crédits</i>
<i>Pluridisciplinarité</i>	<i>au moins 4 crédits</i>
<i>Formation à la recherche : 1 cours à choisir dans une liste de 3 cours qui peuvent varier chaque année (spécialités langue française, littérature française et littérature générale et comparée)</i>	<i>au moins 4 crédits</i>



Convention d'occupation temporaire de locaux N°2023-10-G-120

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L. 2121-1, L. 2122-1 et L. 2122-1-4 ;

Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 712-2 ;

Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° CAC-2023-06-02-ins du conseil académique de l'université Jean Moulin en date du 27 juin 2023 portant approbation des conditions d'utilisation et d'affectation des locaux mis à disposition des étudiants ;

Vu l'arrêté n° 23-159 du 28 juin 2023 fixant les conditions d'affectation des locaux mis à disposition des étudiants ;

Vu l'arrêté n° 23-209 du 28 juin 2023 portant sur l'affectation des locaux associatifs étudiants ;

Entre les soussignées :

L'université Jean MOULIN, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8^{ème}

Représentée par son Président, Eric CARPANO

Ci-après nommée « l'Université »

D'une part,

Et

L'association AE2L

Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8^{ème}

Représentée par sa Présidente, Emma REY DEPREUX

Numéro d'enregistrement à la Préfecture W691054947

Ci-après nommée « l'Association »

D'autre part,

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

L'Université est affectataire de dépendances du domaine public de l'État pour assurer les missions de service public qui lui incombent en application des dispositions du code de l'éducation. L'occupation de ce domaine public implique la connaissance et le respect des règles spécifiques contenues dans le code général de la propriété des personnes publiques et le code du domaine de l'État ainsi que des principes dégagés par la jurisprudence.

La présente convention a pour objet de permettre l'occupation temporaire de parcelles et de locaux du domaine public au profit de l'Association, son action complétant et soutenant les missions de l'Université. La présente convention est précaire et révocable.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de mise à disposition par l'Université, à titre précaire et révocable, d'un local situé au RDC du bâtiment AB sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs.

Ce local est mis à disposition de l'Association afin d'y exercer une activité conforme à la mission de service public de l'Université. Ce local sera partagé avec l'association ESN CosmoLyon.

L'Association s'engage à occuper personnellement le local mis à sa disposition. Toute mise à disposition au profit d'un tiers quel qu'il soit, à titre onéreux ou gratuit, est strictement interdite.



La présente convention est conclue sous le régime des occupations temporaires du domaine public.

Article 2 : Portée de la convention

Les termes de cette convention ne pourront être modifiés que par voie d'avenant écrit et signé par les personnes dûment habilitées à cet effet.

La présente convention est conclue en considération des qualités et capacités des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'Association ainsi que de l'objet et des statuts de celle-ci.

En conséquence, tout changement partiel ou total des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'Association, ainsi que de l'objet et des statuts de celle-ci devra être notifié à l'Université, notamment au Pôle Vie Étudiante de la Direction des Études et de la Vie Universitaire (vie-associative@univ-lyon3.fr).

Article 3 : Durée et résiliation de la convention

La présente convention est conclue à compter du jour de sa signature et jusqu'à l'édition d'un nouvel arrêté portant affectation des locaux associatifs étudiants.

L'Université peut mettre fin à la présente convention avant terme pour tout motif d'intérêt général, sous réserve du respect d'un préavis de deux mois.

Cette résiliation ne saurait donner lieu au versement d'indemnités de compensation.

Le préavis mentionné aux alinéas précédents n'est pas opposable à l'Université en cas de manquement de l'Association à l'une des obligations souscrites dans le cadre de la présente convention. L'Université aura la faculté de résilier la convention aux torts et griefs de l'Association, sans que cette dernière puisse prétendre à des dommages et intérêts. L'Association devra libérer les lieux et les remettre en état dans les quinze jours suivant le commandement de l'Université.

Article 4 : Conditions de mise à disposition

Article 4.1 Désignation des locaux

Le local mis à disposition de l'Association, sis au RDC du bâtiment AB sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs, et d'une superficie de 17,86 m², consiste en une salle à usage de local de réunions.

L'Association reconnaît avoir reçu une clef de la salle. L'Association s'engage à la ranger systématiquement dans l'armoire à clés et à la restituer au terme de la présente convention. Les responsables de l'Association s'engagent à ne pas en faire de copies, à ne pas percer les portes pour faire poser un verrou et à ne pas faire changer les serrures du local sous peine de suspension ou de révocation de la présente convention.

Un état des lieux, joint en annexe, est dûment établi contradictoirement entre les parties avant la signature des présentes. À défaut de cet état des lieux, l'Association est réputée avoir reçu les biens en parfait état. Un autre état des lieux sera dressé au terme de l'occupation afin de déterminer si des réparations doivent être supportées financièrement par l'Association (usure anormale).

L'état des lieux sera établi conjointement avec l'Association par la Direction de l'Immobilier et de la Logistique.

L'Association fait son affaire des équipements mobiliers et outils de bureautique nécessaires à son activité et prend à sa charge les assurances nécessaires au bon fonctionnement de ces équipements.

L'Association déclare avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, des règlements et des prescriptions en vigueur au sein de l'Université et s'engage à les faire appliquer dans le local mis à disposition.

Article 4.2 Usage des locaux

Le local, objet de la présente convention, sera utilisé par l'Association à usage exclusif d'activités entrant dans son objet social et ne portant pas atteinte aux missions de l'Université et sans troubler l'ordre public.

La mise à disposition par l'Association, au profit d'autres associations ou d'autres personnes physiques ou morales, est interdite.

Il lui est également interdit d'effectuer des activités à caractère commercial qui pourraient porter atteinte au principe de neutralité commerciale sur le domaine public.

L'Association a libre accès au local pendant les jours et horaires d'ouverture de l'Université.

Article 4.3 Entretien du local

L'Association assurera le nettoyage et le maintien en parfait état du local.

Les sacs poubelles doivent être attachés avant d'être déposés dans les bacs à couvercle gris. Les cartons seront pliés avant d'être déposés dans les bacs à couvercle bleu. Aucun autre type de déchets (verres, bouteilles, encombrants, DEEE) ne devra être entreposé dans les locaux poubelles de l'établissement.

L'Association ne pourra procéder à aucune transformation du local quelle qu'en soit la nature, ces travaux ne pouvant relever que de l'Université. Il en est de même pour la maintenance technique des locaux (ex : remplacement de lampe). En cas de besoin, l'Association peut toutefois solliciter les services de la Direction de l'Immobilier et de la Logistique dil@univ-lyon3.fr.

L'Association, lorsqu'elle quittera les lieux, aura vidé le local de tout document, matériels, appareils électriques, poubelles. Le local devra être rendu propre.

Article 4.4 Règles d'hygiène et de sécurité

L'Association déclare avoir pris connaissance des consignes générales sanitaires et de sécurité (jointes en annexe), des règlements et des prescriptions en vigueur dans les locaux de l'Université et s'engage à les faire appliquer.

Tous dégâts survenus dans les installations devront être signalés aux services compétents.

L'Association reconnaît ainsi être notamment informée des règles relatives à l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif.

Il est de même interdit d'entreposer, de vendre, distribuer ou consommer des boissons alcoolisées au sein des locaux mis à disposition. Toute publicité en faveur de boissons alcoolisées est pareillement interdite y compris dans le cadre de partenariats liés à des événements particuliers.

L'Université se réserve le droit de procéder, à tout moment, à un contrôle sur les conditions d'occupation des locaux.

L'Université se réserve le droit d'accéder aux locaux dans le cadre de vérifications techniques réglementaires annuelles (installations électriques). En cas de constatation de matériel défectueux, les occupants des locaux en seront informés.

Article 5 : Charges relatives à l'occupation

L'Université demeurera seule redevable des charges afférentes à l'occupation accordée pour ce qui concerne l'eau, l'électricité et le chauffage.

Article 6 : Responsabilité et assurances

L'Association sera personnellement responsable vis-à-vis de l'Université et des tiers des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou des personnes qu'elle accueille.

L'Association répondra des dégradations causées au local mis à sa disposition et commises tant par elle que par ses membres, par les personnes qu'elle accueille, et toute personne effectuant des interventions pour son compte.

L'Association est tenue de souscrire une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile et le risque aux tiers auprès d'une compagnie notoirement solvable.

Elle déclare être titulaire d'une assurance pour les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux, de vols par effraction et pour tout risque locatif, afférents au local mis à sa disposition et à

ses agencements matériels et mobiliers. Cette assurance sera transmise au Pôle Vie Etudiante de la DEVU avant la signature de la présente convention.

Article 7 : Mesures d'urgence

Outre les mesures prévues aux articles précédents, l'Université peut, en cas de carence grave de l'occupant, de menace à l'hygiène ou à la sécurité, de mise en danger des personnes telle que définie à l'article 223-1 du code pénal, prendre toute mesure adaptée à la situation, y compris la fermeture temporaire du local ou la résiliation de la présente convention.

Article 8 : Obligations de l'Association

L'Association s'engage avant l'entrée en vigueur de la présente convention, à transmettre au Pôle Vie Etudiante de la DEVU (vie-associative@univ-lyon3.fr) :

1. une attestation d'assurance pour la responsabilité civile et pour les locaux
2. le procès-verbal relatif au dernier changement de Bureau de l'association
3. un contact téléphonique d'un membre au moins du Bureau

Et, en cas de changement :

4. la copie du récépissé de déclaration de modification de l'Association effectuée à la préfecture,
5. les statuts.

Article 9 : Règlement Général sur la Protection des Données

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, l'Université et l'Association conviennent conjointement que chaque partie assure le respect des dispositions de la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, et notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les parties s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions prévues par la législation pour assurer les principes de conformité, incluant les principes de minimisation des données collectées, traitées et transférées ; l'exécution du droit d'information des personnes concernées dans leur périmètre respectif ; et la mise en œuvre des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées.

Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle dans le traitement de ces demandes.

Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser au Délégué de l'Université en charge de la protection des données personnelles : dgd@univ-lyon3.fr.

Les parties s'engagent également à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72h après la découverte de ladite violation. Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet événement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.

A l'issue de l'année universitaire, chaque partie s'engage à respecter les durées de conservation et de traitement légales qui lui sont opposables. De même, à l'issue de la durée de la convention, chaque partie s'assure du respect de la réglementation applicable quant au sort des données dans son propre périmètre.

Article 10 : Règlement des litiges

En cas de litige né de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation en lien avec l'exécution des dispositions de la présente convention sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.



Fait à Lyon, en 2 exemplaires originaux, le 06.10.2023

M. le président de l'université
Jean MOULIN

Eric CARPANO

Mme. la Présidente de l'Association
AE2L

Emma REY DEPREUX

ETAT DES LIEUX D'ENTRE ET DE SORTIE
Références : DIL /JFN – EDL entrée 15-09 2023

Vu la convention d'occupation temporaire de locaux N°2023-10-G-120

ENTRE :

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,

sise 1 C Avenue des Frères Lumière – CS 78242, 69372 LYON CEDEX 08

Représentée par son président, **Monsieur le Professeur Eric Carpano**

L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « **l'Université** »,

D'une part,

ET

L'association AE2L,

Représentée par Madame Emma REY DEPREUX, en qualité de représentant légal de l'association.

Domiciliée : Université Jean Moulin Lyon 3, 1C avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8e

N° W691054947 ;

Ci-après dénommée « **l'Association** »

D'autre part,

Adresse postale des locaux loués/ prêtés

Université Jean Moulin Lyon 3 Manufacture des Tabacs | 1C, avenue des Frères Lumière
| 69008 Lyon

Local N° : 2220 – RDC Pav AB

Surface : 17,86 m²

Accès/ clés

Nombre et détail de clés : Ø

Badges du contrôle d'accès : Ø

Emetteurs accès au parking : cartes professionnelles paramétrées : Ø

Clés entrée immeuble : Ø

Boîte aux lettres : Ø

local poubelle : Ø

Autres :

Etat des éléments de chauffage

☒ Chauffage collectif

☐ Chaudière individuelle

Eléments	Nombre	Localisation	Entrée des lieux	Sortie des lieux
			Etat	Etat
Radiateurs eau	1		BE	
Convecteurs électriques	Ø			

Etat des éléments de climatisation

☐ Climatisation collective

☐ Climatisation individuelle

Eléments	Nombre	Localisation	Entrée des lieux	Sortie des lieux
			Etat	Etat
Climatiseur individuel	Ø			
Ventilo convecteurs 2 tubes	Ø			
Cassettes plafonnieres	Ø			

Etat de lieu

Pour chaque pièce et chaque équipement, notez l'état et commentez le défaut

SALLE 2218	Entrée des lieux					Sortie des lieux				
	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Observations Entrée de lieux	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Observations Sortie de lieux
Murs		X								
Sol			X							
Plafond			X							
Portes, menuiserie		X			Signalétique a remettre					
Fenêtres (vitres, volets)		X								
Gaine de ventilation		X								
Electricité, éclairage		X								
Electricité commandes /interrupteur s et prises		X								



*A l'entrée des lieux
Autres observations*

*A la sortie des lieux
Autres observations*

Conditions générales

Conformément aux dispositions de l'article 4 de la Convention entre l'université et l'association **AE2L**, un état des lieux contradictoire doit être réalisé entre l'université Jean Moulin Lyon 3 et l'occupant lors de la remise du local et lors de la restitution.

Les cosignataires reconnaissent avoir reçu chacun un exemplaire du présent état des lieux et s'accordent pour y faire référence lors du départ de l'occupant. Cet état des lieux est transmis soit par e-mail au format PDF, soit par courrier.

L'occupant sortant est informé que les dégradations ou défauts constatés sur le présent état des lieux peuvent relever de son éventuelle responsabilité après comparaison avec l'état des lieux d'entrée. Il reconnaît que des indemnités ou remises en état correspondant aux dégradations ou défauts d'entretien pourront lui être imputées.

Ce local reste accessible aux personnels habilités de l'université, SHS et DIL et au service des affaires culturelles.

A remplir à l'entrée des lieux

Le présent état des lieux d'entrée a été établi contradictoirement et accepté par les parties à l'entrée des lieux. Fait en deux exemplaires à Lyon le 15/09/2023

Jean-Florent NIGAY

Emma REY DEPREUX

Signature Représentant de l'Université

Signature de Représentant de
l'Association

Précédée de la mention « certifié exact »

Précédée de la mention « certifié exact »

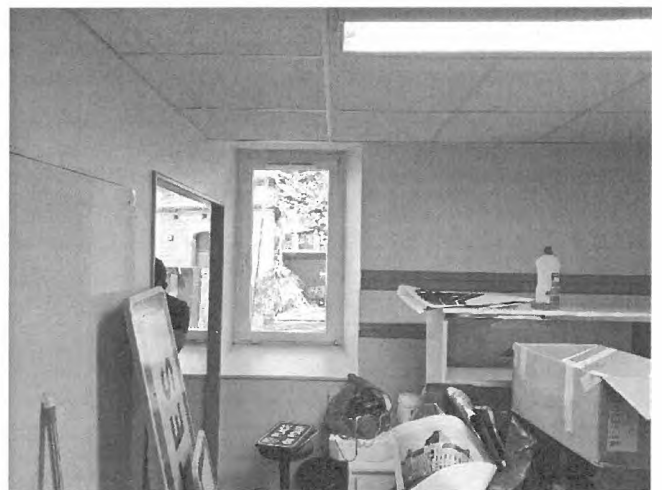
A remplir à la sortie des lieux

Le présent état des lieux de sortie a été établi contradictoirement et accepté par les parties à l'entrée des lieux. Fait en deux exemplaires à Lyon le ___ / ___ / 202....

Signature représentant de l'Université
Précédée de la mention « certifié exact »

Signature l'association représenté par
Précédée de la mention « certifié exact »

Annexe - photos



**Convention d'occupation temporaire de locaux
N°2023-10-G-121**

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L. 2121-1, L. 2122-1 et L. 2122-1-4 ;

Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 712-2 ;

Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° CAC-2023-06-02-ins du conseil académique de l'université Jean Moulin en date du 27 juin 2023 portant approbation des conditions d'utilisation et d'affectation des locaux mis à disposition des étudiants ;

Vu l'arrêté n° 23-159 du 28 juin 2023 fixant les conditions d'affectation des locaux mis à disposition des étudiants ;

Vu l'arrêté n° 23-209 du 28 juin 2023 portant sur l'affectation des locaux associatifs étudiants ;

Entre les soussignées :

L'université Jean MOULIN, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8^{ème}

Représentée par son Président, Eric CARPANO

Ci-après nommée « l'Université »

D'une part,

Et

L'association ESN CosmoLyon

Dont le siège social se situe : 90 rue de Marseille, Lyon 7^{ème}

Représentée par son Président, Tom SAMPIC

Numéro d'enregistrement à la Préfecture W691064668

Ci-après nommée « l'Association »

D'autre part,

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

L'Université est affectataire de dépendances du domaine public de l'État pour assurer les missions de service public qui lui incombent en application des dispositions du code de l'éducation. L'occupation de ce domaine public implique la connaissance et le respect des règles spécifiques contenues dans le code général de la propriété des personnes publiques et le code du domaine de l'État ainsi que des principes dégagés par la jurisprudence.

La présente convention a pour objet de permettre l'occupation temporaire de parcelles et de locaux du domaine public au profit de l'Association, son action complétant et soutenant les missions de l'Université. La présente convention est précaire et révocable.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de mise à disposition par l'Université, à titre précaire et révocable, d'un local situé au RDC du bâtiment AB sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs.

Ce local est mis à disposition de l'Association afin d'y exercer une activité conforme à la mission de service public de l'Université. Ce local sera partagé avec l'association AE2L.

L'Association s'engage à occuper personnellement le local mis à sa disposition. Toute mise à disposition au profit d'un tiers quel qu'il soit, à titre onéreux ou gratuit, est strictement interdite.



La présente convention est conclue sous le régime des occupations temporaires du domaine public.

Article 2 : Portée de la convention

Les termes de cette convention ne pourront être modifiés que par voie d'avenant écrit et signé par les personnes dûment habilitées à cet effet.

La présente convention est conclue en considération des qualités et capacités des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'Association ainsi que de l'objet et des statuts de celle-ci.

En conséquence, tout changement partiel ou total des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'Association, ainsi que de l'objet et des statuts de celle-ci devra être notifié à l'Université, notamment au Pôle Vie Étudiante de la Direction des Études et de la Vie Universitaire (vie-associative@univ-lyon3.fr).

Article 3 : Durée et résiliation de la convention

La présente convention est conclue à compter du jour de sa signature et jusqu'à l'édition d'un nouvel arrêté portant affectation des locaux associatifs étudiants.

L'Université peut mettre fin à la présente convention avant terme pour tout motif d'intérêt général, sous réserve du respect d'un préavis de deux mois.

Cette résiliation ne saurait donner lieu au versement d'indemnités de compensation.

Le préavis mentionné aux alinéas précédents n'est pas opposable à l'Université en cas de manquement de l'Association à l'une des obligations souscrites dans le cadre de la présente convention. L'Université aura la faculté de résilier la convention aux torts et griefs de l'Association, sans que cette dernière puisse prétendre à des dommages et intérêts. L'Association devra libérer les lieux et les remettre en état dans les quinze jours suivant le commandement de l'Université.

Article 4 : Conditions de mise à disposition

Article 4.1 Désignation des locaux

Le local mis à disposition de l'Association, sis au RDC du bâtiment AB sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs, et d'une superficie de 17,86 m², consiste en une salle à usage de local de réunions.

L'Association reconnaît avoir reçu une clef de la salle. L'Association s'engage à la ranger systématiquement dans l'armoire à clés et à la restituer au terme de la présente convention. Les responsables de l'Association s'engagent à ne pas en faire de copies, à ne pas percer les portes pour faire poser un verrou et à ne pas faire changer les serrures du local sous peine de suspension ou de révocation de la présente convention.

Un état des lieux, joint en annexe, est dûment établi contradictoirement entre les parties avant la signature des présentes. À défaut de cet état des lieux, l'Association est réputée avoir reçu les biens en parfait état. Un autre état des lieux sera dressé au terme de l'occupation afin de déterminer si des réparations doivent être supportées financièrement par l'Association (usure anormale).

L'état des lieux sera établi conjointement avec l'Association par la Direction de l'Immobilier et de la Logistique.

L'Association fait son affaire des équipements mobiliers et outils de bureautique nécessaires à son activité et prend à sa charge les assurances nécessaires au bon fonctionnement de ces équipements.

L'Association déclare avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, des règlements et des prescriptions en vigueur au sein de l'Université et s'engage à les faire appliquer dans le local mis à disposition.



Article 4.2 Usage des locaux

Le local, objet de la présente convention, sera utilisé par l'Association à usage exclusif d'activités entrant dans son objet social et ne portant pas atteinte aux missions de l'Université et sans troubler l'ordre public.

La mise à disposition par l'Association, au profit d'autres associations ou d'autres personnes physiques ou morales, est interdite.

Il lui est également interdit d'effectuer des activités à caractère commercial qui pourraient porter atteinte au principe de neutralité commerciale sur le domaine public.

L'Association a libre accès au local pendant les jours et horaires d'ouverture de l'Université.

Article 4.3 Entretien du local

L'Association assurera le nettoyage et le maintien en parfait état du local.

Les sacs poubelles doivent être attachés avant d'être déposés dans les bacs à couvercle gris. Les cartons seront pliés avant d'être déposés dans les bacs à couvercle bleu. Aucun autre type de déchets (verres, bouteilles, encombrants, DEEE) ne devra être entreposé dans les locaux poubelles de l'établissement.

L'Association ne pourra procéder à aucune transformation du local quelle qu'en soit la nature, ces travaux ne pouvant relever que de l'Université. Il en est de même pour la maintenance technique des locaux (ex : remplacement de lampe). En cas de besoin, l'Association peut toutefois solliciter les services de la Direction de l'Immobilier et de la Logistique dil@univ-lyon3.fr.

L'Association, lorsqu'elle quittera les lieux, aura vidé le local de tout document, matériels, appareils électriques, poubelles. Le local devra être rendu propre.

Article 4.4 Règles d'hygiène et de sécurité

L'Association déclare avoir pris connaissance des consignes générales sanitaires et de sécurité (jointes en annexe), des règlements et des prescriptions en vigueur dans les locaux de l'Université et s'engage à les faire appliquer.

Tous dégâts survenus dans les installations devront être signalés aux services compétents.

L'Association reconnaît ainsi être notamment informée des règles relatives à l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif.

Il est de même interdit d'entreposer, de vendre, distribuer ou consommer des boissons alcoolisées au sein des locaux mis à disposition. Toute publicité en faveur de boissons alcoolisées est pareillement interdite y compris dans le cadre de partenariats liés à des événements particuliers.

L'Université se réserve le droit de procéder, à tout moment, à un contrôle sur les conditions d'occupation des locaux.

L'Université se réserve le droit d'accéder aux locaux dans le cadre de vérifications techniques réglementaires annuelles (installations électriques). En cas de constatation de matériel défectueux, les occupants des locaux en seront informés.

Article 5 : Charges relatives à l'occupation

L'Université demeurera seule redevable des charges afférentes à l'occupation accordée pour ce qui concerne l'eau, l'électricité et le chauffage.

Article 6 : Responsabilité et assurances

L'Association sera personnellement responsable vis-à-vis de l'Université et des tiers des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou des personnes qu'elle accueille.

L'Association répondra des dégradations causées au local mis à sa disposition et commises tant par elle que par ses membres, par les personnes qu'elle accueille, et toute personne effectuant des interventions pour son compte.

L'Association est tenue de souscrire une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile et le risque aux tiers auprès d'une compagnie notoirement solvable.

Elle déclare être titulaire d'une assurance pour les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux, de vols par effraction et pour tout risque locatif, afférents au local mis à sa disposition et à



ses agencements matériels et mobiliers. Cette assurance sera transmise au Pôle Vie Etudiante de la DEVU avant la signature de la présente convention.

Article 7 : Mesures d'urgence

Outre les mesures prévues aux articles précédents, l'Université peut, en cas de carence grave de l'occupant, de menace à l'hygiène ou à la sécurité, de mise en danger des personnes telle que définie à l'article 223-1 du code pénal, prendre toute mesure adaptée à la situation, y compris la fermeture temporaire du local ou la résiliation de la présente convention.

Article 8 : Obligations de l'Association

L'Association s'engage avant l'entrée en vigueur de la présente convention, à transmettre au Pôle Vie Etudiante de la DEVU (vie-associative@univ-lyon3.fr) :

1. une attestation d'assurance pour la responsabilité civile et pour les locaux
2. le procès-verbal relatif au dernier changement de Bureau de l'association
3. un contact téléphonique d'un membre au moins du Bureau

Et, en cas de changement :

4. la copie du récépissé de déclaration de modification de l'Association effectuée à la préfecture,
5. les statuts.

Article 9 : Règlement Général sur la Protection des Données

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, l'Université et l'Association conviennent conjointement que chaque partie assure le respect des dispositions de la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, et notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les parties s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions prévues par la législation pour assurer les principes de conformité, incluant les principes de minimisation des données collectées, traitées et transférées ; l'exécution du droit d'information des personnes concernées dans leur périmètre respectif ; et la mise en œuvre des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées.

Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle dans le traitement de ces demandes.

Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser au Délégué de l'Université en charge de la protection des données personnelles : dgd@univ-lyon3.fr.

Les parties s'engagent également à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72h après la découverte de ladite violation. Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet événement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.

A l'issue de l'année universitaire, chaque partie s'engage à respecter les durées de conservation et de traitement légales qui lui sont opposables. De même, à l'issue de la durée de la convention, chaque partie s'assure du respect de la réglementation applicable quant au sort des données dans son propre périmètre.

Article 10 : Règlement des litiges

En cas de litige né de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation en lien avec l'exécution des dispositions de la présente convention sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.



Fait à Lyon, en 2 exemplaires originaux, le 06.10.2023

M. le président de l'université
Jean MOULIN

Eric CARPANO

M. le Président de l'Association
ESN CosmoLyon

Tom SAMPIC



ETAT DES LIEUX D'ENTRE ET DE SORTIE
Références : DIL /JFN – EDL entrée 15-09-2023

Vu la convention d'occupation temporaire de locaux N°2023-10-G-121

ENTRE :

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,

sise 1 C Avenue des Frères Lumière – CS 78242, 69372 LYON CEDEX 08

Représentée par son président, **Monsieur le Professeur Eric Carpano**

L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « **l'Université** »,

D'une part,

ET

L'association ESN CosmoLyon,

Représentée par Monsieur Tom Sampic, en qualité de représentant légal de l'association.

Domiciliée : 90 rue de Marseille, Lyon 7eme.

N° W691064668 ;

Ci-après dénommée « **l'Association** »

D'autre part,

Adresse postale des locaux loués/ prêtés

Université Jean Moulin Lyon 3 Manufacture des Tabacs | 1C, avenue des Frères Lumière
| 69008 Lyon

Local N° : 2220 – RDC Pav AB

Surface : 17,86 m²

Accès/ clés

Nombre et détail de clés : Ø

Badges du contrôle d'accès : Ø

Emetteurs accès au parking : cartes professionnelles paramétrées : Ø

Clés entrée immeuble : Ø Boîte aux lettres : Ø local poubelle : Ø

Autres :

Etat des éléments de chauffage

☒ Chauffage collectif

☐ Chaudière individuelle

Eléments	Nombre	Localisation	Entrée des lieux	Sortie des lieux
			Etat	Etat
Radiateurs eau	1		BE	
Convecteurs électriques	Ø			

Etat des éléments de climatisation

☐ Climatisation collective

☐ Climatisation individuelle

Eléments	Nombre	Localisation	Entrée des lieux	Sortie des lieux
			Etat	Etat
Climatiseur individuel	Ø			
Ventilo convecteurs 2 tubes	Ø			
Cassettes plafonnières	Ø			

Etat de lieu										
Pour chaque pièce et chaque équipement, notez l'état et commentez le défaut										
SALLE 2218	Entrée des lieux					Sortie des lieux				
	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Observations Entrée de lieux	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Observations Sortie de lieux
Murs		X								
Sol			X							
Plafond			X							
Portes, menuiserie		X			Remettre signalétique					
Fenêtres (vitres, volets)		X								
Gaine de ventilation		X								
Electricité, éclairage		X								
Electricité commandes /interrupteur s et prises		X								



A l'entrée des lieux
Autres observations

A la sortie des lieux
Autres observations

Conditions générales

Conformément aux dispositions de l'article 4 de la Convention entre l'université et l'association **ESN Cosmo Lyon**, un état des lieux contradictoire doit être réalisé entre l'université Jean Moulin Lyon 3 et l'occupant lors de la remise du local et lors de la restitution.

Les cosignataires reconnaissent avoir reçu chacun un exemplaire du présent état des lieux et s'accordent pour y faire référence lors du départ de l'occupant. Cet état des lieux est transmis soit par e-mail au format PDF, soit par courrier.

L'occupant sortant est informé que les dégradations ou défauts constatés sur le présent état des lieux peuvent relever de son éventuelle responsabilité après comparaison avec l'état des lieux d'entrée. Il reconnaît que des indemnités ou remises en état correspondant aux dégradations ou défauts d'entretien pourront lui être imputées.

Ce local reste accessible aux personnels habilités de l'université, SHS et DIL et au service des affaires culturelles.

A remplir à l'entrée des lieux

Le présent état des lieux d'entrée a été établi contradictoirement et accepté par les parties à l'entrée des lieux. Fait en deux exemplaires à Lyon le 15/09/2023

Jean-Florent NIGAY

Tom SAMPIC

Signature Représentant de l'Université

Signature de Représentant de
l'Association

Précédée de la mention « certifié exact »

Précédée de la mention « certifié exact »

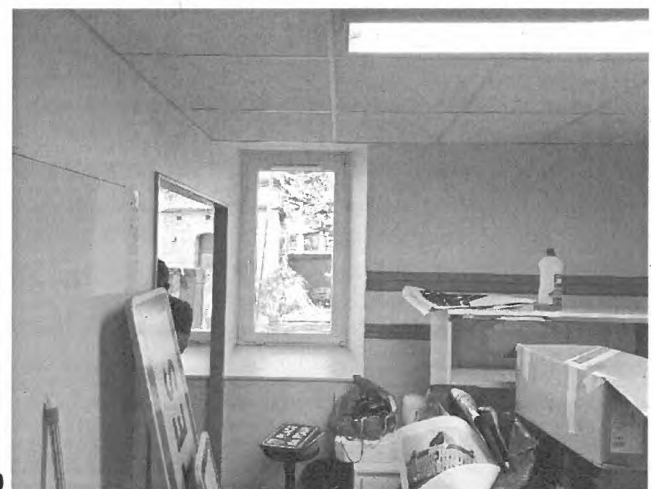
A remplir à la sortie des lieux

Le présent état des lieux de sortie a été établi contradictoirement et accepté par les parties à l'entrée des lieux. Fait en deux exemplaires à Lyon le ___ / ___ / 202....

Signature représentant de l'Université
Précédée de la mention « certifié exact »

Signature l'association représenté par
Précédée de la mention « certifié exact »

Annexe - photos





Convention d'occupation temporaire de locaux N°2023-10-G-122

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L. 2121-1, L. 2122-1 et L. 2122-1-4 ;

Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 712-2 ;

Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° CAC-2023-06-02-ins du conseil académique de l'université Jean Moulin en date du 27 juin 2023 portant approbation des conditions d'utilisation et d'affectation des locaux mis à disposition des étudiants ;

Vu l'arrêté n° 23-159 du 28 juin 2023 fixant les conditions d'affectation des locaux mis à disposition des étudiants ;

Vu l'arrêté n° 23-209 du 28 juin 2023 portant sur l'affectation des locaux associatifs étudiants ;

Entre les soussignées :

L'université Jean MOULIN, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

Dont le siège social se situe : 1 C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8^{ème}

Représentée par son Président, Eric CARPANO

Ci-après nommée « l'Université »

D'une part,

Et

L'association Droit Philosophie (ADPH)

Dont le siège social se situe : 1 C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8^{ème}

Représentée par sa Présidente, Chloé CHAUMONT

Numéro d'enregistrement à la Préfecture W691091540

Ci-après nommée « l'Association »

D'autre part,

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIIT :

L'Université est affectataire de dépendances du domaine public de l'État pour assurer les missions de service public qui lui incombent en application des dispositions du code de l'éducation. L'occupation de ce domaine public implique la connaissance et le respect des règles spécifiques contenues dans le code général de la propriété des personnes publiques et le code du domaine de l'État ainsi que des principes dégagés par la jurisprudence.

La présente convention a pour objet de permettre l'occupation temporaire de parcelles et de locaux du domaine public au profit de l'Association, son action complétant et soutenant les missions de l'Université. La présente convention est précaire et révocable.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de mise à disposition par l'Université, à titre précaire et révocable, d'un local situé en mezzanine du bâtiment EB sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs.

Ce local est mis à disposition de l'Association afin d'y exercer une activité conforme à la mission de service public de l'Université. Ce local sera partagé avec les associations ADSP et GAELIS.

L'Association s'engage à occuper personnellement le local mis à sa disposition. Toute mise à disposition au profit d'un tiers quel qu'il soit, à titre onéreux ou gratuit, est strictement interdite.



La présente convention est conclue sous le régime des occupations temporaires du domaine public.

Article 2 : Portée de la convention

Les termes de cette convention ne pourront être modifiés que par voie d'avenant écrit et signé par les personnes dûment habilitées à cet effet.

La présente convention est conclue en considération des qualités et capacités des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'Association ainsi que de l'objet et des statuts de celle-ci.

En conséquence, tout changement partiel ou total des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'Association, ainsi que de l'objet et des statuts de celle-ci devra être notifié à l'Université, notamment au Pôle Vie Étudiante de la Direction des Études et de la Vie Universitaire (vie-associative@univ-lyon3.fr).

Article 3 : Durée et résiliation de la convention

La présente convention est conclue à compter du jour de sa signature et jusqu'à l'édition d'un nouvel arrêté portant affectation des locaux associatifs étudiants.

L'Université peut mettre fin à la présente convention avant terme pour tout motif d'intérêt général, sous réserve du respect d'un préavis de deux mois.

Cette résiliation ne saurait donner lieu au versement d'indemnités de compensation.

Le préavis mentionné aux alinéas précédents n'est pas opposable à l'Université en cas de manquement de l'Association à l'une des obligations souscrites dans le cadre de la présente convention. L'Université aura la faculté de résilier la convention aux torts et griefs de l'Association, sans que cette dernière puisse prétendre à des dommages et intérêts. L'Association devra libérer les lieux et les remettre en état dans les quinze jours suivant le commandement de l'Université.

Article 4 : Conditions de mise à disposition

Article 4.1 Désignation des locaux

Le local mis à disposition de l'Association, sis en mezzanine du bâtiment EB sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs, et d'une superficie de 20,37 m², consiste en une salle à usage de local de réunions.

L'Association reconnaît avoir reçu une clef de la salle. L'Association s'engage à la ranger systématiquement dans l'armoire à clés et à la restituer au terme de la présente convention. Les responsables de l'Association s'engagent à ne pas en faire de copies, à ne pas percer les portes pour faire poser un verrou et à ne pas faire changer les serrures du local sous peine de suspension ou de révocation de la présente convention.

Un état des lieux, joint en annexe, est dûment établi contradictoirement entre les parties avant la signature des présentes. À défaut de cet état des lieux, l'Association est réputée avoir reçu les biens en parfait état. Un autre état des lieux sera dressé au terme de l'occupation afin de déterminer si des réparations doivent être supportées financièrement par l'Association (usure anormale).

L'état des lieux sera établi conjointement avec l'Association par la Direction de l'Immobilier et de la Logistique.

L'Association fait son affaire des équipements mobiliers et outils de bureautique nécessaires à son activité et prend à sa charge les assurances nécessaires au bon fonctionnement de ces équipements.

L'Association déclare avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, des règlements et des prescriptions en vigueur au sein de l'Université et s'engage à les faire appliquer dans le local mis à disposition.

Article 4.2 Usage des locaux

Le local, objet de la présente convention, sera utilisé par l'Association à usage exclusif d'activités entrant dans son objet social et ne portant pas atteinte aux missions de l'Université et sans troubler l'ordre public.

La mise à disposition par l'Association, au profit d'autres associations ou d'autres personnes physiques ou morales, est interdite.

Il lui est également interdit d'effectuer des activités à caractère commercial qui pourraient porter atteinte au principe de neutralité commerciale sur le domaine public.

L'Association a libre accès au local pendant les jours et horaires d'ouverture de l'Université.

Article 4.3 Entretien du local

L'Association assurera le nettoyage et le maintien en parfait état du local.

Les sacs poubelles doivent être attachés avant d'être déposés dans les bacs à couvercle gris. Les cartons seront pliés avant d'être déposés dans les bacs à couvercle bleu. Aucun autre type de déchets (verres, bouteilles, encombrants, DEEE) ne devra être entreposé dans les locaux poubelles de l'établissement.

L'Association ne pourra procéder à aucune transformation du local quelle qu'en soit la nature, ces travaux ne pouvant relever que de l'Université. Il en est de même pour la maintenance technique des locaux (ex : remplacement de lampe). En cas de besoin, l'Association peut toutefois solliciter les services de la Direction de l'Immobilier et de la Logistique dil@univ-lyon3.fr.

L'Association, lorsqu'elle quittera les lieux, aura vidé le local de tout document, matériels, appareils électriques, poubelles. Le local devra être rendu propre.

Article 4.4 Règles d'hygiène et de sécurité

L'Association déclare avoir pris connaissance des consignes générales sanitaires et de sécurité (jointes en annexe), des règlements et des prescriptions en vigueur dans les locaux de l'Université et s'engage à les faire appliquer.

Tous dégâts survenus dans les installations devront être signalés aux services compétents.

L'Association reconnaît ainsi être notamment informée des règles relatives à l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif.

Il est de même interdit d'entreposer, de vendre, distribuer ou consommer des boissons alcoolisées au sein des locaux mis à disposition. Toute publicité en faveur de boissons alcoolisées est pareillement interdite y compris dans le cadre de partenariats liés à des événements particuliers.

L'Université se réserve le droit de procéder, à tout moment, à un contrôle sur les conditions d'occupation des locaux.

L'Université se réserve le droit d'accéder aux locaux dans le cadre de vérifications techniques réglementaires annuelles (installations électriques). En cas de constatation de matériel défectueux, les occupants des locaux en seront informés.

Article 5 : Charges relatives à l'occupation

L'Université demeurera seule redevable des charges afférentes à l'occupation accordée pour ce qui concerne l'eau, l'électricité et le chauffage.

Article 6 : Responsabilité et assurances

L'Association sera personnellement responsable vis-à-vis de l'Université et des tiers des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou des personnes qu'elle accueille.

L'Association répondra des dégradations causées au local mis à sa disposition et commises tant par elle que par ses membres, par les personnes qu'elle accueille, et toute personne effectuant des interventions pour son compte.

L'Association est tenue de souscrire une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile et le risque aux tiers auprès d'une compagnie notoirement solvable.

Elle déclare être titulaire d'une assurance pour les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux, de vols par effraction et pour tout risque locatif, afférents au local mis à sa disposition et à

ses agencements matériels et mobiliers. Cette assurance sera transmise au Pôle Vie Etudiante de la DEVU avant la signature de la présente convention.

Article 7 : Mesures d'urgence

Outre les mesures prévues aux articles précédents, l'Université peut, en cas de carence grave de l'occupant, de menace à l'hygiène ou à la sécurité, de mise en danger des personnes telle que définie à l'article 223-1 du code pénal, prendre toute mesure adaptée à la situation, y compris la fermeture temporaire du local ou la résiliation de la présente convention.

Article 8 : Obligations de l'Association

L'Association s'engage avant l'entrée en vigueur de la présente convention, à transmettre au Pôle Vie Etudiante de la DEVU (vie-associative@univ-lyon3.fr) :

1. une attestation d'assurance pour la responsabilité civile et pour les locaux
2. le procès-verbal relatif au dernier changement de Bureau de l'association
3. un contact téléphonique d'un membre au moins du Bureau

Et, en cas de changement :

4. la copie du récépissé de déclaration de modification de l'Association effectuée à la préfecture,
5. les statuts.

Article 9 : Règlement Général sur la Protection des Données

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, l'Université et l'Association conviennent conjointement que chaque partie assure le respect des dispositions de la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, et notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les parties s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions prévues par la législation pour assurer les principes de conformité, incluant les principes de minimisation des données collectées, traitées et transférées ; l'exécution du droit d'information des personnes concernées dans leur périmètre respectif ; et la mise en œuvre des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées.

Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle dans le traitement de ces demandes.

Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser au Délégué de l'Université en charge de la protection des données personnelles : dgd@univ-lyon3.fr.

Les parties s'engagent également à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72h après la découverte de ladite violation. Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet événement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.

A l'issue de l'année universitaire, chaque partie s'engage à respecter les durées de conservation et de traitement légales qui lui sont opposables. De même, à l'issue de la durée de la convention, chaque partie s'assure du respect de la réglementation applicable quant au sort des données dans son propre périmètre.

Article 10 : Règlement des litiges

En cas de litige né de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation en lien avec l'exécution des dispositions de la présente convention sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.



Fait à Lyon, en 2 exemplaires originaux, le 06.10.2023

M. le président de l'université
Jean MOULIN

Mme. la Présidente de l'Association
ADPH

Eric CARPANO

Chloé CHAUMONT



ETAT DES LIEUX D'ENTRE ET DE SORTIE
Références : DIL /JFN – EDL entrée 15-09 2023

Vu la convention d'occupation temporaire de locaux N°2023-10-G-122

ENTRE :

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,

sise 1 C Avenue des Frères Lumière – CS 78242, 69372 LYON CEDEX 08

Représentée par son président, **Monsieur le Professeur Eric Carpano**

L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « **l'Université** »,

D'une part,

ET

L'Association Droit Philo (ADPH) ,

Représentée par Madame Chloé Chaumont en qualité de représentant légal de l'association.

Domiciliée : 1C avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8eme

N° W691091540 ;

Ci-après dénommée « **l'Association** »

D'autre part,

Adresse postale des locaux loués/ prêtés

Université Jean Moulin Lyon 3 Manufacture des Tabacs | 1C, avenue des Frères Lumière
| 69008 Lyon

Local N° : 3402 – MEZ Pav EB

Surface : 20,37 m²

Accès/ clés

Nombre et détail de clés : Ø

Badges du contrôle d'accès : Ø

Emetteurs accès au parking : cartes professionnelles paramétrées : Ø

Clés entrée immeuble : Ø Boite aux lettres : Ø local poubelle : Ø

Autres :

Etat des éléments de chauffage

☒ Chauffage collectif

☐ Chaudière individuelle

Eléments	Nombre	Localisation	Entrée des lieux	Sortie des lieux
			Etat	Etat
Radiateurs eau	1		TBE	
Convecteurs électriques	Ø			

Etat des éléments de climatisation

☐ Climatisation collective

☐ Climatisation individuelle

Eléments	Nombre	Localisation	Entrée des lieux	Sortie des lieux
			Etat	Etat
Climatiseur individuel	Ø			
Ventilo convecteurs 2 tubes	Ø			
Cassettes plafonniers	Ø			

Etat de lieu									
Pour chaque pièce et chaque équipement, notez l'état et commentez le défaut									
SALLE 2218	Entrée des lieux				Observations Entrée de lieux	Sortie des lieux			
	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état		Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état
Murs	X								
Sol			X						
Plafond	X								
Portes, menuiserie		X							
Fenêtres (vitres, volets)	X								
Gaine de ventilation			X						
Electricité, éclairage		X			2 néons HS				
Electricité commandes /interrupteur s et prises		X							



A l'entrée des lieux
Autres observations

A la sortie des lieux
Autres observations

Conditions générales

Conformément aux dispositions de l'article 4 de la Convention entre l'université et l'association **L'Association Droit Philo (ADPH)**, un état des lieux contradictoire doit être réalisé entre l'université Jean Moulin Lyon 3 et l'occupant lors de la remise du local et lors de la restitution.

Les cosignataires reconnaissent avoir reçu chacun un exemplaire du présent état des lieux et s'accordent pour y faire référence lors du départ de l'occupant. Cet état des lieux est transmis soit par e-mail au format PDF, soit par courrier.

L'occupant sortant est informé que les dégradations ou défauts constatés sur le présent état des lieux peuvent relever de son éventuelle responsabilité après comparaison avec l'état des lieux d'entrée. Il reconnaît que des indemnités ou remises en état correspondant aux dégradations ou défauts d'entretien pourront lui être imputées.

Ce local reste accessible aux personnels habilités de l'université, SHS et DIL et au service des affaires culturelles.

A remplir à l'entrée des lieux

Le présent état des lieux d'entrée a été établi contradictoirement et accepté par les parties à l'entrée des lieux. Fait en deux exemplaires à Lyon le 15/09/2023

Jean-Florent NIGAY

Chloé CHAUMONT

Signature Représentant de l'Université

Signature de Représentant de
l'Association

Précédée de la mention « certifié exact »

Précédée de la mention « certifié exact »

A remplir à la sortie des lieux

Le présent état des lieux de sortie a été établi contradictoirement et accepté par les parties à l'entrée des lieux. Fait en deux exemplaires à Lyon le ___ / ___ / 202....

Signature représentant de l'Université
Précédée de la mention « certifié exact »

Signature l'association représenté par
Précédée de la mention « certifié exact »

Annexe - photos





Convention d'occupation temporaire de locaux N°2023-10-G-123

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L. 2121-1, L. 2122-1 et L. 2122-1-4 ;

Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 712-2 ;

Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° CAC-2023-06-02-ins du conseil académique de l'université Jean Moulin en date du 27 juin 2023 portant approbation des conditions d'utilisation et d'affectation des locaux mis à disposition des étudiants ;

Vu l'arrêté n° 23-159 du 28 juin 2023 fixant les conditions d'affectation des locaux mis à disposition des étudiants ;

Vu l'arrêté n° 23-209 du 28 juin 2023 portant sur l'affectation des locaux associatifs étudiants ;

Entre les soussignées :

L'université Jean MOULIN, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8^{ème}

Représentée par son Président, Eric CARPANO

Ci-après nommée « l'Université »

D'une part,

Et

L'association Droit Science-Politique (ADSP)

Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8^{ème}

Représentée par sa Présidente, Seema GAURIAUD

Numéro d'enregistrement à la Préfecture W691086507

Ci-après nommée « l'Association »

D'autre part,

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

L'Université est affectataire de dépendances du domaine public de l'État pour assurer les missions de service public qui lui incombent en application des dispositions du code de l'éducation. L'occupation de ce domaine public implique la connaissance et le respect des règles spécifiques contenues dans le code général de la propriété des personnes publiques et le code du domaine de l'État ainsi que des principes dégagés par la jurisprudence.

La présente convention a pour objet de permettre l'occupation temporaire de parcelles et de locaux du domaine public au profit de l'Association, son action complétant et soutenant les missions de l'Université. La présente convention est précaire et révocable.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de mise à disposition par l'Université, à titre précaire et révocable, d'un local situé en mezzanine du bâtiment EB sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs.

Ce local est mis à disposition de l'Association afin d'y exercer une activité conforme à la mission de service public de l'Université. Ce local sera partagé avec les associations ADPH et GAELIS.

L'Association s'engage à occuper personnellement le local mis à sa disposition. Toute mise à disposition au profit d'un tiers quel qu'il soit, à titre onéreux ou gratuit, est strictement interdite.



La présente convention est conclue sous le régime des occupations temporaires du domaine public.

Article 2 : Portée de la convention

Les termes de cette convention ne pourront être modifiés que par voie d'avenant écrit et signé par les personnes dûment habilitées à cet effet.

La présente convention est conclue en considération des qualités et capacités des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'Association ainsi que de l'objet et des statuts de celle-ci.

En conséquence, tout changement partiel ou total des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'Association, ainsi que de l'objet et des statuts de celle-ci devra être notifié à l'Université, notamment au Pôle Vie Étudiante de la Direction des Études et de la Vie Universitaire (vie-associative@univ-lyon3.fr).

Article 3 : Durée et résiliation de la convention

La présente convention est conclue à compter du jour de sa signature et jusqu'à l'édition d'un nouvel arrêté portant affectation des locaux associatifs étudiants.

L'Université peut mettre fin à la présente convention avant terme pour tout motif d'intérêt général, sous réserve du respect d'un préavis de deux mois.

Cette résiliation ne saurait donner lieu au versement d'indemnités de compensation.

Le préavis mentionné aux alinéas précédents n'est pas opposable à l'Université en cas de manquement de l'Association à l'une des obligations souscrites dans le cadre de la présente convention. L'Université aura la faculté de résilier la convention aux torts et griefs de l'Association, sans que cette dernière puisse prétendre à des dommages et intérêts. L'Association devra libérer les lieux et les remettre en état dans les quinze jours suivant le commandement de l'Université.

Article 4 : Conditions de mise à disposition

Article 4.1 Désignation des locaux

Le local mis à disposition de l'Association, sis en mezzanine du bâtiment EB sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs, et d'une superficie de 20,37 m², consiste en une salle à usage de local de réunions.

L'Association reconnaît avoir reçu une clef de la salle. L'Association s'engage à la ranger systématiquement dans l'armoire à clés et à la restituer au terme de la présente convention. Les responsables de l'Association s'engagent à ne pas en faire de copies, à ne pas percer les portes pour faire poser un verrou et à ne pas faire changer les serrures du local sous peine de suspension ou de révocation de la présente convention.

Un état des lieux, joint en annexe, est dûment établi contradictoirement entre les parties avant la signature des présentes. À défaut de cet état des lieux, l'Association est réputée avoir reçu les biens en parfait état. Un autre état des lieux sera dressé au terme de l'occupation afin de déterminer si des réparations doivent être supportées financièrement par l'Association (usure anormale).

L'état des lieux sera établi conjointement avec l'Association par la Direction de l'Immobilier et de la Logistique.

L'Association fait son affaire des équipements mobiliers et outils de bureautique nécessaires à son activité et prend à sa charge les assurances nécessaires au bon fonctionnement de ces équipements.

L'Association déclare avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, des règlements et des prescriptions en vigueur au sein de l'Université et s'engage à les faire appliquer dans le local mis à disposition.



Article 4.2 Usage des locaux

Le local, objet de la présente convention, sera utilisé par l'Association à usage exclusif d'activités entrant dans son objet social et ne portant pas atteinte aux missions de l'Université et sans troubler l'ordre public.

La mise à disposition par l'Association, au profit d'autres associations ou d'autres personnes physiques ou morales, est interdite.

Il lui est également interdit d'effectuer des activités à caractère commercial qui pourraient porter atteinte au principe de neutralité commerciale sur le domaine public.

L'Association a libre accès au local pendant les jours et horaires d'ouverture de l'Université.

Article 4.3 Entretien du local

L'Association assurera le nettoyage et le maintien en parfait état du local.

Les sacs poubelles doivent être attachés avant d'être déposés dans les bacs à couvercle gris. Les cartons seront pliés avant d'être déposés dans les bacs à couvercle bleu. Aucun autre type de déchets (verres, bouteilles, encombrants, DEEE) ne devra être entreposé dans les locaux poubelles de l'établissement.

L'Association ne pourra procéder à aucune transformation du local quelle qu'en soit la nature, ces travaux ne pouvant relever que de l'Université. Il en est de même pour la maintenance technique des locaux (ex : remplacement de lampe). En cas de besoin, l'Association peut toutefois solliciter les services de la Direction de l'Immobilier et de la Logistique dil@univ-lyon3.fr.

L'Association, lorsqu'elle quittera les lieux, aura vidé le local de tout document, matériels, appareils électriques, poubelles. Le local devra être rendu propre.

Article 4.4 Règles d'hygiène et de sécurité

L'Association déclare avoir pris connaissance des consignes générales sanitaires et de sécurité (jointes en annexe), des règlements et des prescriptions en vigueur dans les locaux de l'Université et s'engage à les faire appliquer.

Tous dégâts survenus dans les installations devront être signalés aux services compétents.

L'Association reconnaît ainsi être notamment informée des règles relatives à l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif.

Il est de même interdit d'entreposer, de vendre, distribuer ou consommer des boissons alcoolisées au sein des locaux mis à disposition. Toute publicité en faveur de boissons alcoolisées est pareillement interdite y compris dans le cadre de partenariats liés à des événements particuliers.

L'Université se réserve le droit de procéder, à tout moment, à un contrôle sur les conditions d'occupation des locaux.

L'Université se réserve le droit d'accéder aux locaux dans le cadre de vérifications techniques réglementaires annuelles (installations électriques). En cas de constatation de matériel défectueux, les occupants des locaux en seront informés.

Article 5 : Charges relatives à l'occupation

L'Université demeurera seule redevable des charges afférentes à l'occupation accordée pour ce qui concerne l'eau, l'électricité et le chauffage.

Article 6 : Responsabilité et assurances

L'Association sera personnellement responsable vis-à-vis de l'Université et des tiers des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou des personnes qu'elle accueille.

L'Association répondra des dégradations causées au local mis à sa disposition et commises tant par elle que par ses membres, par les personnes qu'elle accueille, et toute personne effectuant des interventions pour son compte.

L'Association est tenue de souscrire une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile et le risque aux tiers auprès d'une compagnie notoirement solvable.

Elle déclare être titulaire d'une assurance pour les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux, de vols par effraction et pour tout risque locatif, afférents au local mis à sa disposition et à



ses agencements matériels et mobiliers. Cette assurance sera transmise au Pôle Vie Etudiante de la DEVU avant la signature de la présente convention.

Article 7 : Mesures d'urgence

Outre les mesures prévues aux articles précédents, l'Université peut, en cas de carence grave de l'occupant, de menace à l'hygiène ou à la sécurité, de mise en danger des personnes telle que définie à l'article 223-1 du code pénal, prendre toute mesure adaptée à la situation, y compris la fermeture temporaire du local ou la résiliation de la présente convention.

Article 8 : Obligations de l'Association

L'Association s'engage avant l'entrée en vigueur de la présente convention, à transmettre au Pôle Vie Etudiante de la DEVU (vie-associative@univ-lyon3.fr) :

1. une attestation d'assurance pour la responsabilité civile et pour les locaux
2. le procès-verbal relatif au dernier changement de Bureau de l'association
3. un contact téléphonique d'un membre au moins du Bureau

Et, en cas de changement :

4. la copie du récépissé de déclaration de modification de l'Association effectuée à la préfecture,
5. les statuts.

Article 9 : Règlement Général sur la Protection des Données

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, l'Université et l'Association conviennent conjointement que chaque partie assure le respect des dispositions de la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, et notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les parties s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions prévues par la législation pour assurer les principes de conformité, incluant les principes de minimisation des données collectées, traitées et transférées ; l'exécution du droit d'information des personnes concernées dans leur périmètre respectif ; et la mise en œuvre des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées.

Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle dans le traitement de ces demandes.

Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser au Délégué de l'Université en charge de la protection des données personnelles : dpd@univ-lyon3.fr.

Les parties s'engagent également à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72h après la découverte de ladite violation. Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet événement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.

A l'issue de l'année universitaire, chaque partie s'engage à respecter les durées de conservation et de traitement légales qui lui sont opposables. De même, à l'issue de la durée de la convention, chaque partie s'assure du respect de la réglementation applicable quant au sort des données dans son propre périmètre.

Article 10 : Règlement des litiges

En cas de litige né de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation en lien avec l'exécution des dispositions de la présente convention sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.



Fait à Lyon, en 2 exemplaires originaux, le 06.10.2023

M. le président de l'université
Jean MOULIN

Eric CARPANO

Mme. la Présidente de l'Association
ADSP

Seema GAURIAUD



ETAT DES LIEUX D'ENTRE ET DE SORTIE
Références : DIL /JFN – EDL entrée 15-09 2023

Vu la convention d'occupation temporaire de locaux N°2023-10-G-123

ENTRE :

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,

sise 1 C Avenue des Frères Lumière – CS 78242, 69372 LYON CEDEX 08

Représentée par son président, **Monsieur le Professeur Eric Carpano**

L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « **l'Université** »,

D'une part,

ET

L'Association Droit Science Politique (ADSP),

Représentée par Madame Seema GAURIAUD, en qualité de représentant légal de l'association.

Domiciliée : 1C avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8eme

N° W691086507 ;

Ci-après dénommée « **l'Association** »

D'autre part,

Adresse postale des locaux loués/ prêtés

Université Jean Moulin Lyon 3 Manufacture des Tabacs | 1C, avenue des Frères Lumière
| 69008 Lyon

Local N° : 3402 – MEZ Pav EB

Surface : 20,37 m²

Accès/ clés

Nombre et détail de clés : Ø

Badges du contrôle d'accès : Ø

Emetteurs accès au parking : cartes professionnelles paramétrées : Ø

Clés entrée immeuble : Ø Boîte aux lettres : Ø local poubelle : Ø

Autres :

Etat des éléments de chauffage

☒ Chauffage collectif

☐ Chaudière individuelle

Eléments	Nombre	Localisation	Entrée des lieux	Sortie des lieux
			Etat	Etat
Radiateurs eau	1		TBE	
Convecteurs électriques	Ø			

Etat des éléments de climatisation

☐ Climatisation collective

☐ Climatisation individuelle

Eléments	Nombre	Localisation	Entrée des lieux	Sortie des lieux
			Etat	Etat
Climatiseur individuel	Ø			
Ventilo convecteurs 2 tubes	Ø			
Cassettes plafonnères	Ø			

Etat de lieu

Pour chaque pièce et chaque équipement, notez l'état et commentez le défaut

SALLE 2218	Entrée des lieux					Sortie des lieux				
	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Observations Entrée de lieux	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Observations Sortie de lieux
Murs	X									
Sol			X							
Plafond	X									
Portes, menuiserie		X								
Fenêtres (vitres, volets)	X									
Gaine de ventilation			X							
Electricité, éclairage		X			2 néons HS					
Electricité commandes /interrupteur s et prises		X								



A l'entrée des lieux
Autres observations

A la sortie des lieux
Autres observations

Conditions générales

Conformément aux dispositions de l'article 4 de la Convention entre l'université et l'association **L'Association Droit Science Po (ADSP)**, un état des lieux contradictoire doit être réalisé entre l'université Jean Moulin Lyon 3 et l'occupant lors de la remise du local et lors de la restitution.

Les cosignataires reconnaissent avoir reçu chacun un exemplaire du présent état des lieux et s'accordent pour y faire référence lors du départ de l'occupant. Cet état des lieux est transmis soit par e-mail au format PDF, soit par courrier.

L'occupant sortant est informé que les dégradations ou défauts constatés sur le présent état des lieux peuvent relever de son éventuelle responsabilité après comparaison avec l'état des lieux d'entrée. Il reconnaît que des indemnités ou remises en état correspondant aux dégradations ou défauts d'entretien pourront lui être imputées.

Ce local reste accessible aux personnels habilités de l'université, SHS et DIL et au service des affaires culturelles.

A remplir à l'entrée des lieux

Le présent état des lieux d'entrée a été établi contradictoirement et accepté par les parties à l'entrée des lieux. Fait en deux exemplaires à Lyon le 15/09/2023

Jean-Florent NIGAY

Seema GAURIAUD

Signature Représentant de l'Université

Signature de Représentant de
l'Association

Précédée de la mention « certifié exact »

Précédée de la mention « certifié exact »

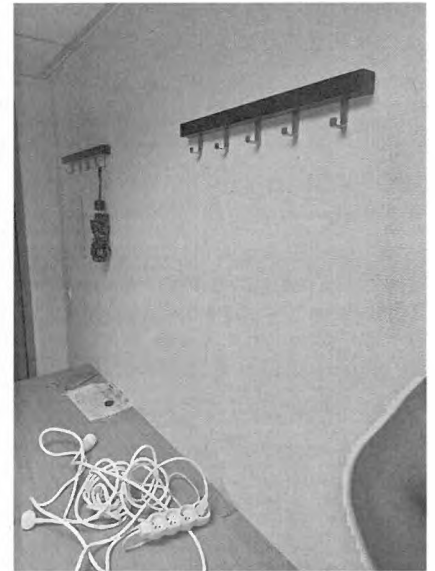
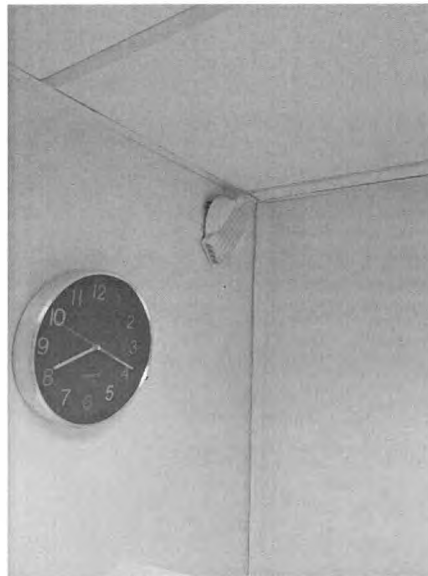
A remplir à la sortie des lieux

Le présent état des lieux de sortie a été établi contradictoirement et accepté par les parties à l'entrée des lieux. Fait en deux exemplaires à Lyon le ___ / ___ / 202....

Signature représentant de l'Université
Précédée de la mention « certifié exact »

Signature l'association représenté par
Précédée de la mention « certifié exact »

Annexe - photos





Convention d'occupation temporaire de locaux N°2023-10-G-124

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L. 2121-1, L. 2122-1 et L. 2122-1-4 ;

Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 712-2 ;

Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° CAC-2023-06-02-ins du conseil académique de l'université Jean Moulin en date du 27 juin 2023 portant approbation des conditions d'utilisation et d'affectation des locaux mis à disposition des étudiants ;

Vu l'arrêté n° 23-159 du 28 juin 2023 fixant les conditions d'affectation des locaux mis à disposition des étudiants ;

Vu l'arrêté n° 23-209 du 28 juin 2023 portant sur l'affectation des locaux associatifs étudiants ;

Entre les soussignées :

L'université Jean MOULIN, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel
Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8^{ème}
Représentée par son Président, Eric CARPANO
Ci-après nommée « l'Université »
D'une part,

Et

L'association Corpo Lyon 3

Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8^{ème}
Représentée par son Président, Alexandre CHABOUD
Numéro d'enregistrement à la Préfecture W691060692
Ci-après nommée « l'Association »
D'autre part,

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIIT :

L'Université est affectataire de dépendances du domaine public de l'État pour assurer les missions de service public qui lui incombent en application des dispositions du code de l'éducation. L'occupation de ce domaine public implique la connaissance et le respect des règles spécifiques contenues dans le code général de la propriété des personnes publiques et le code du domaine de l'État ainsi que des principes dégagés par la jurisprudence.

La présente convention a pour objet de permettre l'occupation temporaire de parcelles et de locaux du domaine public au profit de l'Association, son action complétant et soutenant les missions de l'Université. La présente convention est précaire et révocable.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de mise à disposition par l'Université, à titre précaire et révocable, d'un local situé au rez-de-chaussée du bâtiment AB sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs.

Ce local est mis à disposition de l'Association afin d'y exercer une activité conforme à la mission de service public de l'Université.

L'Association s'engage à occuper personnellement le local mis à sa disposition. Toute mise à disposition au profit d'un tiers quel qu'il soit, à titre onéreux ou gratuit, est strictement interdite.



La présente convention est conclue sous le régime des occupations temporaires du domaine public.

Article 2 : Portée de la convention

Les termes de cette convention ne pourront être modifiés que par voie d'avenant écrit et signé par les personnes dûment habilitées à cet effet.

La présente convention est conclue en considération des qualités et capacités des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'Association ainsi que de l'objet et des statuts de celle-ci.

En conséquence, tout changement partiel ou total des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'Association, ainsi que de l'objet et des statuts de celle-ci devra être notifié à l'Université, notamment au Pôle Vie Étudiante de la Direction des Études et de la Vie Universitaire (vie-associative@univ-lyon3.fr).

Article 3 : Durée et résiliation de la convention

La présente convention est conclue à compter du jour de sa signature et jusqu'à l'édition d'un nouvel arrêté portant affectation des locaux associatifs étudiants.

L'Université peut mettre fin à la présente convention avant terme pour tout motif d'intérêt général, sous réserve du respect d'un préavis de deux mois.

Cette résiliation ne saurait donner lieu au versement d'indemnités de compensation.

Le préavis mentionné aux alinéas précédents n'est pas opposable à l'Université en cas de manquement de l'Association à l'une des obligations souscrites dans le cadre de la présente convention. L'Université aura la faculté de résilier la convention aux torts et griefs de l'Association, sans que cette dernière puisse prétendre à des dommages et intérêts. L'Association devra libérer les lieux et les remettre en état dans les quinze jours suivant le commandement de l'Université.

Article 4 : Conditions de mise à disposition

Article 4.1 Désignation des locaux

Le local mis à disposition de l'Association, sis en rez-de-chaussée du bâtiment AB sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs, et d'une superficie de 18,03 m², consiste en une salle à usage de local de réunions.

L'Association reconnaît avoir reçu une clef de la salle. L'Association s'engage à la ranger systématiquement dans l'armoire à clés et à la restituer au terme de la présente convention. Les responsables de l'Association s'engagent à ne pas en faire de copies, à ne pas percer les portes pour faire poser un verrou et à ne pas faire changer les serrures du local sous peine de suspension ou de révocation de la présente convention.

Un état des lieux, joint en annexe, est dûment établi contradictoirement entre les parties avant la signature des présentes. À défaut de cet état des lieux, l'Association est réputée avoir reçu les biens en parfait état. Un autre état des lieux sera dressé au terme de l'occupation afin de déterminer si des réparations doivent être supportées financièrement par l'Association (usure anormale).

L'état des lieux sera établi conjointement avec l'Association par la Direction de l'Immobilier et de la Logistique.

L'Association fait son affaire des équipements mobiliers et outils de bureautique nécessaires à son activité et prend à sa charge les assurances nécessaires au bon fonctionnement de ces équipements.

L'Association déclare avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, des règlements et des prescriptions en vigueur au sein de l'Université et s'engage à les faire appliquer dans le local mis à disposition.

Article 4.2 Usage des locaux

Le local, objet de la présente convention, sera utilisé par l'Association à usage exclusif d'activités entrant dans son objet social et ne portant pas atteinte aux missions de l'Université et sans troubler l'ordre public.

La mise à disposition par l'Association, au profit d'autres associations ou d'autres personnes physiques ou morales, est interdite.

Il lui est également interdit d'effectuer des activités à caractère commercial qui pourraient porter atteinte au principe de neutralité commerciale sur le domaine public.

L'Association a libre accès au local pendant les jours et horaires d'ouverture de l'Université.

Article 4.3 Entretien du local

L'Association assurera le nettoyage et le maintien en parfait état du local.

Les sacs poubelles doivent être attachés avant d'être déposés dans les bacs à couvercle gris. Les cartons seront pliés avant d'être déposés dans les bacs à couvercle bleu. Aucun autre type de déchets (verres, bouteilles, encombrants, DEEE) ne devra être entreposé dans les locaux poubelles de l'établissement.

L'Association ne pourra procéder à aucune transformation du local quelle qu'en soit la nature, ces travaux ne pouvant relever que de l'Université. Il en est de même pour la maintenance technique des locaux (ex : remplacement de lampe). En cas de besoin, l'Association peut toutefois solliciter les services de la Direction de l'Immobilier et de la Logistique dil@univ-lyon3.fr.

L'Association, lorsqu'elle quittera les lieux, aura vidé le local de tout document, matériels, appareils électriques, poubelles. Le local devra être rendu propre.

Article 4.4 Règles d'hygiène et de sécurité

L'Association déclare avoir pris connaissance des consignes générales sanitaires et de sécurité (jointes en annexe), des règlements et des prescriptions en vigueur dans les locaux de l'Université et s'engage à les faire appliquer.

Tous dégâts survenus dans les installations devront être signalés aux services compétents.

L'Association reconnaît ainsi être notamment informée des règles relatives à l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif.

Il est de même interdit d'entreposer, de vendre, distribuer ou consommer des boissons alcoolisées au sein des locaux mis à disposition. Toute publicité en faveur de boissons alcoolisées est pareillement interdite y compris dans le cadre de partenariats liés à des événements particuliers.

L'Université se réserve le droit de procéder, à tout moment, à un contrôle sur les conditions d'occupation des locaux.

L'Université se réserve le droit d'accéder aux locaux dans le cadre de vérifications techniques réglementaires annuelles (installations électriques). En cas de constatation de matériel défectueux, les occupants des locaux en seront informés.

Article 5 : Charges relatives à l'occupation

L'Université demeurera seule redevable des charges afférentes à l'occupation accordée pour ce qui concerne l'eau, l'électricité et le chauffage.

Article 6 : Responsabilité et assurances

L'Association sera personnellement responsable vis-à-vis de l'Université et des tiers des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou des personnes qu'elle accueille.

L'Association répondra des dégradations causées au local mis à sa disposition et commises tant par elle que par ses membres, par les personnes qu'elle accueille, et toute personne effectuant des interventions pour son compte.

L'Association est tenue de souscrire une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile et le risque aux tiers auprès d'une compagnie notoirement solvable.

Elle déclare être titulaire d'une assurance pour les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux, de vols par effraction et pour tout risque locatif, afférents au local mis à sa disposition et à



ses agencements matériels et mobiliers. Cette assurance sera transmise au Pôle Vie Etudiante de la DEVU avant la signature de la présente convention.

Article 7 : Mesures d'urgence

Outre les mesures prévues aux articles précédents, l'Université peut, en cas de carence grave de l'occupant, de menace à l'hygiène ou à la sécurité, de mise en danger des personnes telle que définie à l'article 223-1 du code pénal, prendre toute mesure adaptée à la situation, y compris la fermeture temporaire du local ou la résiliation de la présente convention.

Article 8 : Obligations de l'Association

L'Association s'engage avant l'entrée en vigueur de la présente convention, à transmettre au Pôle Vie Etudiante de la DEVU (vie-associative@univ-lyon3.fr) :

1. une attestation d'assurance pour la responsabilité civile et pour les locaux
2. le procès-verbal relatif au dernier changement de Bureau de l'association
3. un contact téléphonique d'un membre au moins du Bureau

Et, en cas de changement :

4. la copie du récépissé de déclaration de modification de l'Association effectuée à la préfecture,
5. les statuts.

Article 9 : Règlement Général sur la Protection des Données

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, l'Université et l'Association conviennent conjointement que chaque partie assure le respect des dispositions de la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, et notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les parties s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions prévues par la législation pour assurer les principes de conformité, incluant les principes de minimisation des données collectées, traitées et transférées ; l'exécution du droit d'information des personnes concernées dans leur périmètre respectif ; et la mise en œuvre des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées.

Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle dans le traitement de ces demandes.

Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser au Délégué de l'Université en charge de la protection des données personnelles : dgd@univ-lyon3.fr.

Les parties s'engagent également à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72h après la découverte de ladite violation. Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet événement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.

A l'issue de l'année universitaire, chaque partie s'engage à respecter les durées de conservation et de traitement légales qui lui sont opposables. De même, à l'issue de la durée de la convention, chaque partie s'assure du respect de la réglementation applicable quant au sort des données dans son propre périmètre.

Article 10 : Règlement des litiges

En cas de litige né de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation en lien avec l'exécution des dispositions de la présente convention sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.



Fait à Lyon, en 2 exemplaires originaux, le 06.10.2023

M. le président de l'université
Jean MOULIN

Eric CARPANO

M. le Président de l'Association
CORPO Lyon 3

Alexandre CHABOUD



ETAT DES LIEUX D'ENTRE ET DE SORTIE
Références : DIL /JFN – EDL entrée 15-09 2023

Vu la convention d'occupation temporaire de locaux N°2023-10-G-124

ENTRE :

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,

sise 1 C Avenue des Frères Lumière – CS 78242, 69372 LYON CEDEX 08

Représentée par son président, **Monsieur le Professeur Eric Carpano**

L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « **l'Université** »,

D'une part,

ET

L'association CORPO LYON 3,

Représentée par Monsieur Alexandre CHABOUD, en qualité de représentant légal de l'association.

Domiciliée : 1 C Avenue des Frères Lumière – CS 78242, 69372 LYON CEDEX 08

N° W691060692 ;

Ci-après dénommée « **l'Association** »

D'autre part,

Adresse postale des locaux loués/ prêtés

Université Jean Moulin Lyon 3 Manufacture des Tabacs | 1C, avenue des Frères Lumière
| 69008 Lyon

Local N° : 2219 – RDC Pav AB

Surface : 18,03 m²

Accès/ clés

Nombre et détail de clés : Ø

Badges du contrôle d'accès : Ø

Emetteurs accès au parking : cartes professionnelles paramétrées : Ø

Clés entrée immeuble : Ø Boîte aux lettres : Ø local poubelle : Ø
Autres :

Etat des éléments de chauffage

☒ Chauffage collectif

☐ Chaudière individuelle

Eléments	Nombre	Localisation	Entrée des lieux	Sortie des lieux
			Etat	Etat
Radiateurs eau	1		BE	
Convecteurs électriques	Ø			

Etat des éléments de climatisation

☐ Climatisation collective

☐ Climatisation individuelle

Eléments	Nombre	Localisation	Entrée des lieux	Sortie des lieux
			Etat	Etat
Climatiseur individuel	Ø			
Ventilo convecteurs 2 tubes	Ø			
Cassettes plafonniers	Ø			

Etat de lieu

Pour chaque pièce et chaque équipement, notez l'état et commentez le défaut

SALLE 2218	Entrée des lieux				Observations Entrée de lieux	Sortie des lieux				Observations Sortie de lieux
	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état		Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	
Murs		X								
Sol			X							
Plafond			X							
Portes, menuiserie		X								
Fenêtres (vitres, volets)		X								
Gaine de ventilation		X			A nettoyer					
Electricité, éclairage		X								
Electricité commandes /interrupteur s et prises		X								



A l'entrée des lieux
Autres observations

A la sortie des lieux
Autres observations

Conditions générales

Conformément aux dispositions de l'article 4 de la Convention entre l'université et l'association **CORPO LYON 3**, un état des lieux contradictoire doit être réalisé entre l'université Jean Moulin Lyon 3 et l'occupant lors de la remise du local et lors de la restitution.

Les cosignataires reconnaissent avoir reçu chacun un exemplaire du présent état des lieux et s'accordent pour y faire référence lors du départ de l'occupant. Cet état des lieux est transmis soit par e-mail au format PDF, soit par courrier.

L'occupant sortant est informé que les dégradations ou défauts constatés sur le présent état des lieux peuvent relever de son éventuelle responsabilité après comparaison avec l'état des lieux d'entrée. Il reconnaît que des indemnités ou remises en état correspondant aux dégradations ou défauts d'entretien pourront lui être imputées.

Ce local reste accessible aux personnels habilités de l'université, SHS et DIL et au service des affaires culturelles.

A remplir à l'entrée des lieux

Le présent état des lieux d'entrée a été établi contradictoirement et accepté par les parties à l'entrée des lieux. Fait en deux exemplaires à Lyon le 15/09/2023

Jean-Florent NIGAY

Alexandre CHABOUD

Signature Représentant de l'Université

Signature de Représentant de
l'Association

Précédée de la mention « certifié exact »

Précédée de la mention « certifié exact »

A remplir à la sortie des lieux

Le présent état des lieux de sortie a été établi contradictoirement et accepté par les parties à l'entrée des lieux. Fait en deux exemplaires à Lyon le ____ / ____ / 202....

Signature représentant de l'Université
Précédée de la mention « certifié exact »

Signature l'association représenté par
Précédée de la mention « certifié exact »

Annexe - Photos



**Convention d'occupation temporaire de locaux
N°2023-10-G-125**

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L. 2121-1, L. 2122-1 et L. 2122-1-4 ;

Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 712-2 ;

Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° CAC-2023-06-02-ins du conseil académique de l'université Jean Moulin en date du 27 juin 2023 portant approbation des conditions d'utilisation et d'affectation des locaux mis à disposition des étudiants ;

Vu l'arrêté n° 23-159 du 28 juin 2023 fixant les conditions d'affectation des locaux mis à disposition des étudiants ;

Vu l'arrêté n° 23-209 du 28 juin 2023 portant sur l'affectation des locaux associatifs étudiants ;

Entre les soussignées :

L'université Jean MOULIN, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8^{ème}

Représentée par son Président, Eric CARPANO

Ci-après nommée « l'Université »

D'une part,

Et

L'association UNI, antenne de Lyon

Dont le siège social se situe : 36, rue Laborde, 75018 Paris

Représentée par son Référent local, Barthélémy CAYRE-BIDEAU

Numéro d'enregistrement à la Préfecture W923000687

Ci-après nommée « l'Association »

D'autre part,

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

L'Université est affectataire de dépendances du domaine public de l'État pour assurer les missions de service public qui lui incombent en application des dispositions du code de l'éducation. L'occupation de ce domaine public implique la connaissance et le respect des règles spécifiques contenues dans le code général de la propriété des personnes publiques et le code du domaine de l'État ainsi que des principes dégagés par la jurisprudence.

La présente convention a pour objet de permettre l'occupation temporaire de parcelles et de locaux du domaine public au profit de l'Association, son action complétant et soutenant les missions de l'Université. La présente convention est précaire et révocable.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de mise à disposition par l'Université, à titre précaire et révocable, d'un local situé en mezzanine du bâtiment AB sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs.

Ce local est mis à disposition de l'Association afin d'y exercer une activité conforme à la mission de service public de l'Université.

L'Association s'engage à occuper personnellement le local mis à sa disposition. Toute mise à disposition au profit d'un tiers quel qu'il soit, à titre onéreux ou gratuit, est strictement interdite.

La présente convention est conclue sous le régime des occupations temporaires du domaine public.

Article 2 : Portée de la convention

Les termes de cette convention ne pourront être modifiés que par voie d'avenant écrit et signé par les personnes dûment habilitées à cet effet.

La présente convention est conclue en considération des qualités et capacités des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'Association ainsi que de l'objet et des statuts de celle-ci.

En conséquence, tout changement partiel ou total des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'Association, ainsi que de l'objet et des statuts de celle-ci devra être notifié à l'Université, notamment au Pôle Vie Étudiante de la Direction des Études et de la Vie Universitaire (vie-associative@univ-lyon3.fr).

Article 3 : Durée et résiliation de la convention

La présente convention est conclue à compter du jour de sa signature et jusqu'à l'édition d'un nouvel arrêté portant affectation des locaux associatifs étudiants.

L'Université peut mettre fin à la présente convention avant terme pour tout motif d'intérêt général, sous réserve du respect d'un préavis de deux mois.

Cette résiliation ne saurait donner lieu au versement d'indemnités de compensation.

Le préavis mentionné aux alinéas précédents n'est pas opposable à l'Université en cas de manquement de l'Association à l'une des obligations souscrites dans le cadre de la présente convention. L'Université aura la faculté de résilier la convention aux torts et griefs de l'Association, sans que cette dernière puisse prétendre à des dommages et intérêts. L'Association devra libérer les lieux et les remettre en état dans les quinze jours suivant le commandement de l'Université.

Article 4 : Conditions de mise à disposition

Article 4.1 Désignation des locaux

Le local mis à disposition de l'Association, sis en mezzanine du bâtiment AB sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs, et d'une superficie de 23,39 m², consiste en une salle à usage de local de réunions.

L'Association reconnaît avoir reçu une clef de la salle. L'Association s'engage à la ranger systématiquement dans l'armoire à clés et à la restituer au terme de la présente convention. Les responsables de l'Association s'engagent à ne pas en faire de copies, à ne pas percer les portes pour faire poser un verrou et à ne pas faire changer les serrures du local sous peine de suspension ou de révocation de la présente convention.

Un état des lieux, joint en annexe, est dûment établi contradictoirement entre les parties avant la signature des présentes. À défaut de cet état des lieux, l'Association est réputée avoir reçu les biens en parfait état. Un autre état des lieux sera dressé au terme de l'occupation afin de déterminer si des réparations doivent être supportées financièrement par l'Association (usure anormale).

L'état des lieux sera établi conjointement avec l'Association par la Direction de l'Immobilier et de la Logistique.

L'Association fait son affaire des équipements mobiliers et outils de bureautique nécessaires à son activité et prend à sa charge les assurances nécessaires au bon fonctionnement de ces équipements.

L'Association déclare avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, des règlements et des prescriptions en vigueur au sein de l'Université et s'engage à les faire appliquer dans le local mis à disposition.

Article 4.2 Usage des locaux

Le local, objet de la présente convention, sera utilisé par l'Association à usage exclusif d'activités entrant dans son objet social et ne portant pas atteinte aux missions de l'Université et sans troubler l'ordre public.

La mise à disposition par l'Association, au profit d'autres associations ou d'autres personnes physiques ou morales, est interdite.

Il lui est également interdit d'effectuer des activités à caractère commercial qui pourraient porter atteinte au principe de neutralité commerciale sur le domaine public.

L'Association a libre accès au local pendant les jours et horaires d'ouverture de l'Université.

Article 4.3 Entretien du local

L'Association assurera le nettoyage et le maintien en parfait état du local.

Les sacs poubelles doivent être attachés avant d'être déposés dans les bacs à couvercle gris. Les cartons seront pliés avant d'être déposés dans les bacs à couvercle bleu. Aucun autre type de déchets (verres, bouteilles, encombrants, DEEE) ne devra être entreposé dans les locaux poubelles de l'établissement.

L'Association ne pourra procéder à aucune transformation du local quelle qu'en soit la nature, ces travaux ne pouvant relever que de l'Université. Il en est de même pour la maintenance technique des locaux (ex : remplacement de lampe). En cas de besoin, l'Association peut toutefois solliciter les services de la Direction de l'Immobilier et de la Logistique dil@univ-lyon3.fr.

L'Association, lorsqu'elle quittera les lieux, aura vidé le local de tout document, matériels, appareils électriques, poubelles. Le local devra être rendu propre.

Article 4.4 Règles d'hygiène et de sécurité

L'Association déclare avoir pris connaissance des consignes générales sanitaires et de sécurité (jointes en annexe), des règlements et des prescriptions en vigueur dans les locaux de l'Université et s'engage à les faire appliquer.

Tous dégâts survenus dans les installations devront être signalés aux services compétents.

L'Association reconnaît ainsi être notamment informée des règles relatives à l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif.

Il est de même interdit d'entreposer, de vendre, distribuer ou consommer des boissons alcoolisées au sein des locaux mis à disposition. Toute publicité en faveur de boissons alcoolisées est pareillement interdite y compris dans le cadre de partenariats liés à des événements particuliers.

L'Université se réserve le droit de procéder, à tout moment, à un contrôle sur les conditions d'occupation des locaux.

L'Université se réserve le droit d'accéder aux locaux dans le cadre de vérifications techniques réglementaires annuelles (installations électriques). En cas de constatation de matériel défectueux, les occupants des locaux en seront informés.

Article 5 : Charges relatives à l'occupation

L'Université demeurera seule redevable des charges afférentes à l'occupation accordée pour ce qui concerne l'eau, l'électricité et le chauffage.

Article 6 : Responsabilité et assurances

L'Association sera personnellement responsable vis-à-vis de l'Université et des tiers des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou des personnes qu'elle accueille.

L'Association répondra des dégradations causées au local mis à sa disposition et commises tant par elle que par ses membres, par les personnes qu'elle accueille, et toute personne effectuant des interventions pour son compte.

L'Association est tenue de souscrire une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile et le risque aux tiers auprès d'une compagnie notoirement solvable.

Elle déclare être titulaire d'une assurance pour les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux, de vols par effraction et pour tout risque locatif, afférents au local mis à sa disposition et à

ses agencements matériels et mobiliers. Cette assurance sera transmise au Pôle Vie Etudiante de la DEVU avant la signature de la présente convention.

Article 7 : Mesures d'urgence

Outre les mesures prévues aux articles précédents, l'Université peut, en cas de carence grave de l'occupant, de menace à l'hygiène ou à la sécurité, de mise en danger des personnes telle que définie à l'article 223-1 du code pénal, prendre toute mesure adaptée à la situation, y compris la fermeture temporaire du local ou la résiliation de la présente convention.

Article 8 : Obligations de l'Association

L'Association s'engage avant l'entrée en vigueur de la présente convention, à transmettre au Pôle Vie Etudiante de la DEVU (vie-associative@univ-lyon3.fr) :

1. une attestation d'assurance pour la responsabilité civile et pour les locaux
2. le procès-verbal relatif au dernier changement de Bureau de l'association
3. un contact téléphonique d'un membre au moins du Bureau

Et, en cas de changement :

4. la copie du récépissé de déclaration de modification de l'Association effectuée à la préfecture,
5. les statuts.

Article 9 : Règlement Général sur la Protection des Données

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, l'Université et l'Association conviennent conjointement que chaque partie assure le respect des dispositions de la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, et notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les parties s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions prévues par la législation pour assurer les principes de conformité, incluant les principes de minimisation des données collectées, traitées et transférées ; l'exécution du droit d'information des personnes concernées dans leur périmètre respectif ; et la mise en œuvre des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées.

Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle dans le traitement de ces demandes.

Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser au Délégué de l'Université en charge de la protection des données personnelles : dgd@univ-lyon3.fr.

Les parties s'engagent également à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72h après la découverte de ladite violation. Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet événement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.

A l'issue de l'année universitaire, chaque partie s'engage à respecter les durées de conservation et de traitement légales qui lui sont opposables. De même, à l'issue de la durée de la convention, chaque partie s'assure du respect de la réglementation applicable quant au sort des données dans son propre périmètre.

Article 10 : Règlement des litiges

En cas de litige né de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation en lien avec l'exécution des dispositions de la présente convention sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.



Fait à Lyon, en 2 exemplaires originaux, le 06.10.2023

M. le président de l'université
Jean MOULIN

Eric CARPANO

M. le Référent local de l'Association
UNI, antenne de Lyon

Barthélémy CAYRE-BIDEAU



ETAT DES LIEUX D'ENTRE ET DE SORTIE
Références : DIL /JFN – EDL entrée 15-09 2023

Vu la convention d'occupation temporaire de locaux N°2023-10-G-125

ENTRE :

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,

sise 1 C Avenue des Frères Lumière – CS 78242, 69372 LYON CEDEX 08

Représentée par son président, **Monsieur le Professeur Eric Carpano**

L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « **l'Université** »,

D'une part,

ET

L'association l'UNI,

Représentée par Monsieur Barthélémy CAYRE-BIDEAU, en qualité de représentant légal de l'association.

Domiciliée : 36 rue Laborde, 75018 Paris

N° W923000687 ;

Ci-après dénommée « **l'Association** »

D'autre part,

Adresse postale des locaux loués/ prêtés

Université Jean Moulin Lyon 3 Manufacture des Tabacs | 1C, avenue des Frères Lumière
| 69008 Lyon

Local N° : 3025 – MEZ Pav AB

Surface : 23.39 m²

Accès/ clés

Nombre et détail de clés : Ø

Badges du contrôle d'accès : Ø

Emetteurs accès au parking : cartes professionnelles paramétrées : Ø

Clés entrée immeuble : Ø Boite aux lettres : Ø local poubelle : Ø

Autres :

Etat des éléments de chauffage

☒ Chauffage collectif

☐ Chaudière individuelle

Eléments	Nombre	Localisation	Entrée des lieux	Sortie des lieux
			Etat	Etat
Radiateurs eau	1		BE	
Convecteurs électriques	Ø			

Etat des éléments de climatisation

☐ Climatisation collective

☐ Climatisation individuelle

Eléments	Nombre	Localisation	Entrée des lieux	Sortie des lieux
			Etat	Etat
Climatiseur individuel	Ø			
Ventilo convecteurs 2 tubes	Ø			
Cassettes plafonnieres	Ø			

Etat de lieu										
Pour chaque pièce et chaque équipement, notez l'état et commentez le défaut										
SALLE 2218	Entrée des lieux				Sortie des lieux					
	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Observations Entrée de lieux	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Observations Sortie de lieux
Murs		X			A repeindre					
Sol		X								
Plafond		X			1 plaque cassée vers néon					
Portes, menuiserie			X		A repeindre face externe – Signalétique à faire + panneau affichage (bureau JFN)					
Fenêtres (vitres, volets)		X								
Gaine de ventilation		X			A nettoyer					
Electricité, éclairage		X								
Electricité commandes /interrupteur s et prises		X								



*A l'entrée des lieux
Autres observations*

*A la sortie des lieux
Autres observations*

Conditions générales

Conformément aux dispositions de l'article 4 de la Convention entre l'université et l'association **I'UNI**, un état des lieux contradictoire doit être réalisé entre l'université Jean Moulin Lyon 3 et l'occupant lors de la remise du local et lors de la restitution.

Les cosignataires reconnaissent avoir reçu chacun un exemplaire du présent état des lieux et s'accordent pour y faire référence lors du départ de l'occupant. Cet état des lieux est transmis soit par e-mail au format PDF, soit par courrier.

L'occupant sortant est informé que les dégradations ou défauts constatés sur le présent état des lieux peuvent relever de son éventuelle responsabilité après comparaison avec l'état des lieux d'entrée. Il reconnaît que des indemnités ou remises en état correspondant aux dégradations ou défauts d'entretien pourront lui être imputées.

Ce local reste accessible aux personnels habilités de l'université, SHS et DIL et au service des affaires culturelles.

A remplir à l'entrée des lieux

Le présent état des lieux d'entrée a été établi contradictoirement et accepté par les parties à l'entrée des lieux. Fait en deux exemplaires à Lyon le 15/09/2023

Jean-Florent NIGAY

Barthélémy CAYRE-BIDEAU

Signature Représentant de l'Université
l'Association
Précédée de la mention « certifié exact »

Signature de Représentant de
Précédée de la mention « certifié exact »

A remplir à la sortie des lieux

Le présent état des lieux de sortie a été établi contradictoirement et accepté par les parties à l'entrée des lieux. Fait en deux exemplaires à Lyon le ___ / ___ / 202....

Signature représentant de l'Université
Précédée de la mention « certifié exact »

Signature l'association représenté par
Précédée de la mention « certifié exact »

Annexe - photos



CONTRAT

n°2023-10-G-126

Entre les soussignés :**Université Jean Moulin Lyon 3.**

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel dont le siège est situé
1C avenue des Frères Lumière – CS 78242 – 69372 Lyon Cedex 08, n° de SIRET 19 69 243 77
000 19, représentée par Monsieur Eric CARPANO, en sa qualité de Président,

Ci-après dénommé « Le Cocontractant »,

Directeurs de publication :**Monsieur Lukasz Stankiewicz**

Adresse : Equipe de droit public de Lyon
1C avenue des Frères Lumière-CS 78242
69372 LYON CEDEX 08

Mail : lukasz.stankiewicz@univ-lyon3.fr

Date de naissance (dépôt légal à la BNF) : 08 septembre 1978

Madame Aurélie Dort

Adresse : 9 Chemin du Petit Claude
42360 Panissières

Mail : aurelie.dort@univ-lorraine.fr

Date de naissance (dépôt légal à la BNF) : 13 décembre 1989

d'une part,

et

MARE & MARTIN, Société à Responsabilité Limitée (SARL) au Capital de 40 000 euros.
Immatriculée au RCS de Créteil sous le n° 800 265 647, dont le siège social est situé 16 rue Danton –
94270 Le Kremlin-Bicêtre

Ci-après dénommée « L'Éditeur »,

d'autre part,

Paraphes des signataires

--	--

PRÉAMBULE :

1. Il est créé un ouvrage collectif ci-après dénommé :

Finances européennes : évolutions et perspectives

- L'Éditeur prend à sa charge la réalisation de la maquette, l'impression et réimpressions éventuelles de l'ouvrage dans les termes définis à l'article 4, son référencement et sa distribution.

EN FOI DE QUOI, IL A ÉTÉ CONVENU DE CE QUI SUIT:**Article 1 – OBJET**

Le présent contrat détermine les conditions applicables à la réalisation, à la publication, la diffusion de l'œuvre.

1. Les auteurs cèdent à **titre exclusif** à l'éditeur les droits de reproduction et de représentation afférents à l'œuvre qu'ils se proposent d'écrire, à l'exception, toutefois, des droits d'adaptation audiovisuelle qui doivent faire l'objet d'un contrat écrit sur un document distinct conformément à l'article L.131-3 du Code de la propriété intellectuelle. Les droits de reproduction et de représentation cédés pourront être exploités en toutes langues et tous pays, sous toutes formes et présentations et par tous procédés actuels et futurs.

2. La cession est consentie pour la durée de la propriété littéraire dont bénéficieront les auteurs et leurs ayants droit, aux termes des lois françaises et étrangères et d'après les conventions internationales, actuelles et futures, y compris au titre des prolongations qui pourraient être apportées à cette durée.

3. Les auteurs garantissent à l'éditeur la jouissance entière et libre de toutes servitudes des droits cédés contre tous troubles, revendications et évictions quelconques.

Ils déclarent notamment que leur œuvre est entièrement originale et ne contient aucun emprunt à une autre œuvre de quelque nature que ce soit, qui serait susceptible d'engager la responsabilité de l'éditeur.

4. De son côté, l'éditeur s'engage à assurer, à ses frais, risques et périls, la publication de l'œuvre sous forme de livre et s'emploiera à lui procurer, par une diffusion dans le public et auprès des tiers susceptibles d'être intéressés, les conditions favorables à son exploitation sous d'autres formes.

Article 1 bis : ETENDUE DE LA CESSION**1 bis.1 Edition imprimée**

1. Les auteurs cèdent à l'éditeur, à titre exclusif, le droit de reproduire, publier et exploiter l'œuvre sous forme de livre. La présente cession est consentie pour avoir effet en tous lieux, pour tous les pays et toutes les langues, et pour tout le temps que durera la propriété littéraire de l'auteur et de ses ayants droit, d'après les législations tant françaises qu'étrangères et les conventions internationales, actuelles ou futures, y compris les prolongations éventuelles qui pourraient être apportées à cette durée.

2. Les auteurs, considérant les obligations mises à la charge de l'éditeur par le présent contrat et notamment l'engagement qu'il souscrit de publier l'œuvre sous forme de livre et de lui assurer une exploitation permanente et suivie, les risques financiers de la publication que l'éditeur assume seul, les avantages que comporte l'unité de gestion et les possibilités d'autres exploitations que la publication sous

Paraphes des signataires

--	--

forme de livre assure à l'œuvre, cèdent également à l'éditeur, à titre exclusif et pour la durée du présent contrat, le droit de reproduire et de représenter, de publier et d'exploiter l'œuvre en tous pays et en toutes langues ainsi que suit. Il est rappelé que, conformément à l'article 131 du Code de la propriété intellectuelle, le présent contrat ne concerne pas les droits d'adaptation audiovisuelle de l'œuvre.

a) Droits de reproduction et d'adaptation graphique

- Le droit de reproduire tout ou partie de l'œuvre sur tout support graphique actuel ou futur et notamment par voie de presse, de photocopie, de micro-reproduction ou de livre sous d'autres présentations que l'édition principale ;

- Le droit d'adapter tout ou partie de l'œuvre sous forme modifiée, condensée ou étendue par l'intégration d'éléments nouveaux et de reproduire ces adaptations sur tout support graphique actuel ou futur et notamment en pré ou post publication.

b) Droits de traduction

Le droit de traduire tout ou partie de l'œuvre ou de ses adaptations en toutes langues et de reproduire ces traductions sur tout support actuel ou futur.

c) Droits de reproduction, d'adaptation et de traduction autres que graphiques

- Le droit de reproduire tout ou partie de l'œuvre sur tout support d'enregistrement actuel ou futur et notamment le disque, la bande magnétique, la disquette, la carte à mémoire, la diapositive, le microfilm, le CD ;

- Le droit d'adapter et de traduire tout ou partie de l'œuvre en toutes langues pour toutes exploitations autres que graphiques et notamment exploitation sonore, visuelle, radiophonique ou électronique (CD-photos, CD-I, CD ROM, etc.) à l'exception toutefois des adaptations audiovisuelles, et de reproduire ces adaptations et traductions sur tout support d'enregistrement actuel ou futur.

d) Droits de reprographie

- Le droit de percevoir et de faire percevoir en tous pays les droits dus à l'occasion de la reprographie, privée ou non, de tout ou partie de l'œuvre et de ses adaptations ou traductions.

e) Droits de représentation

- Le droit de représenter tout ou partie de l'œuvre et ses adaptations et traductions, à l'exception des adaptations audiovisuelles, par tout procédé actuel ou futur de communication au public et notamment par lecture publique, présentation publique et télédiffusion.

1 bis.2 Exploitation sous forme numérique

1. Les auteurs cèdent à l'éditeur, à titre exclusif, le droit de publier et exploiter l'œuvre sous forme numérique pour la durée de la propriété intellectuelle en tous pays et en toutes langues ainsi que suit.

a) Le droit de reproduire l'œuvre sur tout support d'enregistrement numérique, tant actuel que futur, et notamment CD-Rom, DVD, CD-Photo et CD-I, e-book et plus généralement tout support permettant de stocker de manière transitoire ou permanente des informations numérisées, permettant la consultation de l'œuvre, par le biais d'une connexion numérique ou analogique distante et/ou locale. Ce droit comprend toute opération de stockage, transmission, téléchargement et déchargement.

b) Le droit de représenter et faire représenter et communiquer au public tout ou partie de l'œuvre par tous procédés de communication au public en ligne actuel ou futur, par tout réseau de diffusion des paroles, des sons, des textes et des images, notamment numérique tel que le réseau internet, les réseaux extranet ou intranet de toute personne morale de droit public ou privé notamment des entreprises, établissements d'enseignement, bibliothèques, ou tout autre système destiné aux téléphones mobiles, assistants

Paraphes des signataires

--	--

personnels, iPad, smartphones, tablettes numériques, PDA, tablettes de lecture, télévision numérique, systèmes interactifs ou tout autre procédé de transmission de données, existant ou à venir, ne supposant pas la vente d'un support mais permettant l'accès à des contenus par les utilisateurs via des serveurs publics ou privés et de façon générale toute mise à disposition du public de manière que toute personne puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'elle choisit.

c) Le droit d'adapter tout ou partie de l'œuvre sous forme d'œuvre multimédia, cette adaptation étant susceptible d'entraîner des modifications dans la présentation, les modalités d'accès et de consultation dont l'Editeur est seul juge sous réserve du respect du droit moral des auteurs ce qui inclut :

- Le droit d'actualiser tout ou partie de l'œuvre de telle sorte qu'à tout moment l'œuvre comporte l'information la plus complète et la plus adaptée pour l'utilisateur.
- Le droit d'intégrer tout ou partie de l'œuvre dans une ou plusieurs bases de données structurées et interrogeables au moyen de logiciels dont le choix appartient à l'Editeur.

L'Editeur peut en conséquence : indexer et élaborer un résumé du texte ; permettre l'interrogation de la ou les banques de données ainsi constituées ; permettre la visualisation à l'écran des résultats de l'interrogation ; permettre l'impression des résultats de l'interrogation ; permettre la transmission de tout ou partie de l'œuvre par tout procédé de télécommunication actuel ou futur.

Article 2 - RÉALISATION DE L'OUVRAGE

2.1 Remise du manuscrit

Le Cocontractant s'engage à remettre à l'Éditeur son manuscrit, définitif et complet, **exempt de fautes d'orthographe et de grammaire**, par email sous format Word (en un seul fichier), avec s'il y a lieu toutes annexes et tous documents d'illustration.

Le Cocontractant s'engage à respecter le CAHIER DES CHARGES de l'Editeur, dont les indications détaillées se trouve en annexe du présent contrat.

IMPORTANT : le recours au langage épïcène ou à l'écriture dite « inclusive » n'est pas permis dans le corps du texte, les notes de bas de page et les textes annexes, ni pour l'intitulé de l'ouvrage et le texte de quatrième de couverture.

2.2 Documents et propriété des supports de réalisation du livre

Le Cocontractant déclare conserver un double du manuscrit et de l'ensemble des documents remis pour l'impression par devers lui et dégage l'Éditeur de toute responsabilité en cas de perte, de vol ou destruction du manuscrit ou des documents remis.

Toutefois les documents originaux fournis par le Cocontractant lui seront restitués sur sa demande après la parution de l'ouvrage, les clichés et la maquette réalisés par l'Éditeur restent la propriété de l'Éditeur. Si dans un délai d'un an à compter de la publication de l'ouvrage le Cocontractant ou les Auteurs n'ont pas réclamé les documents fournis, l'Éditeur ne pourra être tenu responsable de leur perte ou de leur destruction.

Les documents utilisés pour la réalisation du livre (maquettes corrigées, sortie papier de manuscrit, etc.) resteront la propriété de l'Éditeur qui les conservera dans ses archives.

Les droits de propriété intellectuelle éventuellement attachés à la composition et à la couverture réalisées par l'Éditeur resteront sa propriété exclusive.

Paraphes des signataires

--	--

2.3 Projet de maquette et de couverture

La fabrication de la maquette ne peut commencer qu'à réception du fichier définitif.

L'Éditeur expédie au Cocontractant après réception d'un fichier conforme aux stipulations de l'article 2.1 ci-dessus, un projet de maquette et de couverture, cette dernière ayant été choisie conjointement.

La maquette devra reprendre le texte des Auteurs dans son intégralité. Cependant, l'Éditeur pourra modifier ce texte en vue de le rendre conforme aux usages typographiques en vigueur dans la profession.

2.4 Épreuves et corrections

Seules les corrections réalisées dans les épreuves définitives seront prises en compte. Il est rappelé au Cocontractant que le « bon à tirer » emporte acceptation de la maquette et de son contenu. La maquette est alors définitive. La modification demandée par le Cocontractant de toute maquette déjà revêtue par lui de la mention « bon à tirer » sera à leur charge.

2.5 Illustrations

Les photographies, illustrations et documents fournis par le Cocontractants à l'Éditeur (qu'il s'agisse de documents destinés à illustrer la couverture ou le contenu de l'ouvrage) devront être fournis « libres de droits », ce qui signifie que le Cocontractant devra avoir obtenu les autorisations nécessaires à leur reproduction et à leur diffusion sur la couverture ou intérieur du livre, le Cocontractant garantissant

l'Éditeur contre tout recours éventuel de tiers relatif à l'usage de cette photographie ou illustration en application de l'Article 18.

Article 3 – IMPRESSION DU LIVRE

Le livre sera réalisé sous la forme d'un volume d'environ 350 pages au format 15 x 21cm , rogne trois faces avec reliure dos carré-collé.

La couverture, réalisée en couleur, sera imprimée sur papier 240 grammes, avec pelliculage mat ou brillant.

Le texte fera l'objet d'une impression en caractère de corps classique noir sur papier supérieur 80 grammes.

L'Éditeur s'engage à publier l'ouvrage dans la collection « Droit et gestions publiques ».

Article 4 – TIRAGE

L'Éditeur prend à sa charge le coût du tirage. Celui-ci n'est pas limité à un nombre d'ouvrages déterminé à l'avance, mais illimité, l'Éditeur adaptant le tirage à la « demande effective », c'est-à-dire en fonction des commandes effectives qui lui parviendront et de telle manière à ne causer aucune rupture ni retard d'approvisionnement.

Paraphes des signataires

--	--

Article 5 – EXEMPLAIRES DE CONTRIBUTEURS

En contrepartie de la cession de droit mentionnée aux article 1 et 1bis du présent contrat, le Cocontractant se verra remettre 3 exemplaires gratuits de l'ouvrage (à envoyer à l'EDPL), chacun des directeurs 3 exemplaires et chaque contributeur 1 exemplaire gratuit de l'ouvrage.

Si le Cocontractant souhaite des exemplaires supplémentaires, l'Éditeur propose la possibilité d'acheter le livre à prix préférentiel.

- Exemplaires achetés par le Cocontractant/ les auteurs :

S'il le souhaite, le Cocontractant aura la possibilité d'acheter des exemplaires supplémentaires, *par lots de 5 exemplaires minimum*. Pour chaque commande, ces ouvrages lui seront facturés avec une remise de 30 %.

Toute commande devra être formulée par écrit 20 jours francs avant la date de livraison souhaitée. Ces exemplaires ne sont destinés à être placés chez les libraires. Pour des raisons de comptabilité, seuls pourront être placés chez le libraire les livres commandés par ce dernier à l'Éditeur. L'Éditeur expédiera les livres aux libraires à ses frais.

- Expéditions d'ouvrages

Dans tous les cas, les ouvrages seront expédiés par l'Éditeur par voie postale ou par l'intermédiaire de transporteurs. Les frais d'expédition seront à la charge du commanditaire

En cas de rachat d'ouvrages par le Cocontractant en fin de contrat, les frais de transport seront à la charge du commanditaire.

Les envois seront effectués par l'Éditeur aux tarifs des envois courants ; si le commanditaire le souhaite, il pourra prendre à sa charge tout autre type de transport ou mode de transport, par express, recommandé, *Chronopost* ou autre ; dans ce cas les frais d'expédition seront réglés à l'Éditeur avant l'envoi.

L'Éditeur prend entièrement à sa charge le comptage, la vérification des ouvrages, leur emballage et la remise des colis aux services postaux ou aux transporteurs. Après cette remise, l'Éditeur ne pourra être tenu pour responsable d'éventuels retards de livraison dus à des grèves ou à des événements indépendants de sa volonté.

Néanmoins, il interviendra, si nécessaire, auprès des services postaux ou des transporteurs, de concert avec le commanditaire.

De même, en cas de perte définitive partielle ou totale, ou de la dégradation d'un colis du fait des services postaux ou des transporteurs, l'Éditeur ne pourrait être tenu pour responsable.

Article 6 – EXEMPLAIRES LÉGAUX

Deux volumes seront réservés pour les formalités administratives du dépôt légal.

Article 7 – PRÉROGATIVES DE L'ÉDITEUR

Les décisions suivantes seront prises par l'Éditeur seul en tenant compte de l'intérêt commun des parties, étant entendu que le Cocontractant déclare expressément bien connaître les formes habituelles des ouvrages publiés par l'Éditeur :

Paraphes des signataires

--	--

- format, présentation et couverture, choix de la collection et mise en page ;
- prix de vente : le prix de vente des exemplaires, choisi initialement par l'Éditeur, pourra être modifié par lui, l'Éditeur devant alors informer l'Auteur de tout changement de prix ;
- date de mise en vente ;
- la forme prise par l'ouvrage en cas de retraitage (poche, luxe, demi-luxe, etc.) ;

L'Éditeur informera le Cocontractant de l'ensemble des décisions mentionnées ci-dessus.

Article 8 – PRIX DU LIVRE

Le prix de vente est fixé à **28 Euros TTC** (à préciser lorsque la maquette sera terminée) par exemplaire. Ce prix comprend toutes les taxes dont la TVA dérogatoire sur les livres de 5,5 %.

Article 9 – DIFFUSION ET DISTRIBUTION

La diffusion sera assurée par Géodif (Groupe Eyrolles).

La distribution sera effectuée par la Sodis (Groupe Gallimard).

9.1 Inscription de l'ouvrage au Catalogue en ligne des Éditions Mare & Martin

Une fiche de chaque livre et sa présentation seront disponibles sur le catalogue en ligne du site Internet des Éditions Mare et Martin (www.mareetmartin.com).

L'Éditeur insérera sur son site Internet (www.mareetmartin.com) une fiche sur l'Auteur comportant une description du livre (4^{ème} de couverture), éventuellement des éléments biographiques de l'Auteur. Tous ces éléments (texte biographique, adresses des liens) seront fournis par l'Auteur.

9.2 Inscription de l'ouvrage sur les librairies virtuelles.

L'ouvrage sera également mis en ligne sur les sites des librairies virtuelles Amazon.fr et Chapitre.com

9.3 Service de Presse et Promotion du livre

Le service de presse de l'Éditeur effectuera la promotion du livre auprès de médias presse et éventuellement radiophonique ou télévisuel susceptibles d'être intéressés par l'ouvrage.

Pour cela, il rédigera un communiqué de presse présentant l'ouvrage et adressera ce communiqué avec un exemplaire du livre à une liste de journalistes et contacts préalablement établie.

L'Auteur autorise l'Éditeur à présenter sa candidature et envoyer un service de presse aux prix littéraires susceptibles de retenir son ouvrage.

Au-delà de l'envoi de **10 exemplaires** en service de presse, l'Éditeur décidera seul de l'opportunité d'envoyer des services de presse supplémentaires avec exemplaires gratuits du livre aux médias ou à des tiers.

Pour accroître les retombées presse éventuelles, l'Auteur pourra donner à l'Éditeur les coordonnées de quotidiens régionaux spécialisés, revues ou magazines qui ne figurent pas sur son fichier.

Paraphes des signataires

--	--

L'Auteur aura à cœur de faciliter la diffusion de son ouvrage, en répondant positivement aux sollicitations des médias. Les médias étant un moyen important pour faire connaître un livre, il est conseillé à l'Auteur d'accorder aux journalistes une attention particulière et si possible d'être joignable par l'Éditeur notamment en cas d'urgence pour un entretien avec la presse.

9.4 Salons du livre, rencontres et manifestations littéraires, signatures et dédicaces en librairie

L'Auteur autorise l'Éditeur à présenter l'ouvrage lors des salons et manifestations littéraires auxquels il participe. L'Éditeur informera l'Auteur de ces manifestations et pourra l'inviter, si l'Auteur l'accepte, à venir présenter et/ou dédicacer son ouvrage.

Dans le cas où l'Auteur souhaite être présent ou est invité à un salon du livre, une manifestation ou présentation universitaire, une séance de vente, signatures et dédicaces, l'Éditeur expédiera éventuellement le nombre de livres qu'il juge nécessaire à l'Auteur ou l'organisateur de l'événement. Cependant, l'Auteur devra impérativement préciser par courrier à l'Éditeur les coordonnées de l'organisateur et les dates de dédicace souhaitées un mois avant la date de la séance de signatures.

Article 10 – AIDE A LA PUBLICATION

Dans le cadre de la parution par les Editions Mare & Martin de l'ouvrage, et suivant le devis établi en date du 19/01/2023, le montant de la réalisation (Maquette et projet de couverture) et l'impression de l'ouvrage s'élève à **3 000,00 € T.T.C.** (Trois mille euros, toutes taxes comprises).

Article 11 – GARANTIES

Le Cocontractant garantit à l'Éditeur la jouissance entière et libre de toute servitude des droits cédés, contre tous troubles, revendications et évictions quelconques.

Il déclare expressément disposer des droits cédés par le présent contrat et que l'œuvre n'a fait l'objet d'aucun contrat d'édition encore valable et n'entre pas dans le cadre d'un droit de préférence, tel qu'il est désigné à l'article L. 132-4 du Code de la propriété intellectuelle que le Cocontractant déclare parfaitement connaître, accordé antérieurement par lui à un autre éditeur.

Il garantit également que les manuscrits ne contiennent rien qui puisse tomber sous le coup des lois et autres dispositions relatives à la diffamation et l'injure, à la vie privée et au droit à l'image, à l'atteinte aux bonnes mœurs ou à la contrefaçon. Il garantit en particulier que les manuscrits ne comportent aucun emprunt à une autre œuvre, emprunt qui serait de nature à engager la responsabilité de l'Éditeur, cette garantie étant une condition essentielle et déterminante du contrat.

Article 12 - CAS FORTUITS

En cas d'incendie, inondation ou encore de tout cas accidentel ou de force majeure ayant eu pour conséquence la détérioration, la destruction ou la disparition de tout ou partie des exemplaires en stock, l'Éditeur ne pourra être tenu pour responsable des exemplaires détériorés, détruits ou disparus et il ne sera dû par lui, au Cocontractant, aucun droit ni aucune indemnité relatifs à ces exemplaires.

L'Éditeur s'engage, néanmoins, à les réimprimer dans un bref délai.

Paraphes des signataires

--	--


Article 13 – DATE DE PARUTION

La remise du fichier de l'ouvrage est prévue pour le mois de décembre 2023

La date de parution est prévue pour le mois de mars-avril 2024

Article 14 – CONFIDENTIALITE

Les clauses de la présente convention sont confidentielles et ne doivent pas être divulguées à un tiers.



Le cocontractant

Fait au Kremlin-Bicêtre, le 28/09/2023
En deux exemplaires.

Gaël Martin
Directeur

Paraphes des signataires

--	--



CONVENTION DE DON D'ARCHIVES PRIVEES
N°2023-10-G-127

Entre

Gérard Nioulou

demeurant 5 rue Henriette 69005 Lyon

ci-après dénommé « Le donateur »,

Et

L'université Jean Moulin Lyon 3,

établissement public à caractère scientifique culturel et professionnel, dont le siège est situé au 1C avenue des frères Lumière, CS 78242, 69372 Lyon cedex 08

représentée par son président Eric Carpano,

ci-après dénommée « L'Université »,

Conformément aux dispositions de l'article L. 1121-2 du code général de la propriété des personnes publiques stipulant que « *les établissements publics de l'Etat acceptent et refusent librement les dons et legs qui leur sont faits sans charges, conditions ni affectation immobilière [...]* ».

Conformément aux dispositions de l'article L. 712-2 du code de l'éducation et en application de la délibération n°2021-01-05-ins voté le 26 janvier 2021 par le conseil d'administration portant délégation de pouvoir en faveur du président de l'université.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

Le donateur, ancien agent de l'établissement, fait don gracieusement à l'Université des documents d'archives personnels intéressant l'histoire de l'université, dont il est propriétaire et dont un état succinct est annexé à la présente convention.

Article 2 - Devenir des fonds

L'Université acquiert ces fonds dans le but d'en assurer la conservation et la valorisation. A ce titre, l'Université pourra notamment :

- Effectuer dans les fonds des opérations de tri, classement et élimination.
- Déplacer les fonds.
- Transmettre les fonds, en tant qu'archives historiques, au service des Archives du Département du Rhône ou de la Métropole de Lyon.

Article 3 - Respect de l'identité des fonds

L'Université s'engage à ce que le donateur soit toujours identifié comme producteur des fonds donnés, et ce quel que soit leur devenir ou l'usage qui en est fait.

Article 4 - Communicabilité des fonds

Les personnels en charge de la gestion des archives de l'Université auront accès aux documents dans le strict cadre de leurs missions.

Les documents de ce fonds seront communicables sans délai au donateur. En outre, le donateur pourra donner mandat à un tiers nommément désigné, par le biais du modèle de formulaire annexé à la présente convention, afin que cette personne ait accès aux documents sans délai.

Pour toute personne autre, la communicabilité des documents se fera conformément aux restrictions et délais réglementaires en vigueur pour les archives publiques.

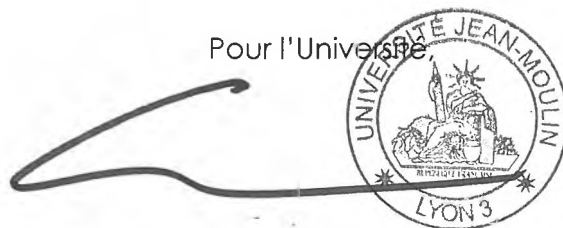
Article 5 - Mise en valeur des fonds

L'Université est autorisée à exposer des documents de ce fonds, à les présenter publiquement ou à les diffuser (publications, multimédias, pages mises en ligne sur les sites internet de la Ville) sous réserve de leur communicabilité, conformément à l'article 4 de la présente convention. Cette utilisation est exempte de contrepartie financière.

Fait à Lyon, en deux exemplaires, le 20.10.2023

Le donateur,

Pour l'Université



ANNEXE 1 A LA CONVENTION DE DON

Etat succinct des archives concernées

Référence	Description	Volume
	<ul style="list-style-type: none"> - L'UNIVERSITÉ – Documentation générale → + une cassette sur : Bilan et perspectives de la période 2003 à 2010 ; plans, schémas..., plan Campus - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DE LYON → + une cassette sur la chronologie de l'enseignement supérieur de Lyon - OUVRAGE DES 130 ANS DE LA FACULTÉ DE DROIT → + une cassette sur ce thème - INCENDIE DE LA BU DU 12 JUIN 1999 - DONNÉES HISTORIQUES ET J.E.P. MANU ET QUAI - DONNÉES HISTORIQUES MANUFACTURE DES TABACS - DONNÉES HISTORIQUES – SITE DE LA MANU - Affichettes, flyers... - Revues de l'Université - QUALIFICATION EN ATELIER → Thèse de 3 étudiants de JUIN 96 - ANTICIPATION DES ÉTAPES D'UN PROJET → Maîtrise d'Adeline Cinquin - REAMENAGEMENT DE LA MANUFACTURE DES TABACS → COURLY - VALORISATION DES SOLUTIONS DE REAMENAGEMENT de la MANUFACTURE DE LYON → ALGO - Environnement urbain – Manufacture des tabacs Université Jean Moulin LYON 3 → ENTPE - Projet Atelier : Manufacture des tabacs – 	0,6

	<p>Université Jean Moulin → étudiants de l'INSA</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les Cahiers de l'Atelier de la Rize : <ul style="list-style-type: none"> ○ Manufacture des tabacs ○ Bibliothèque de la "Manu" - La BIBLIOTHÈQUE de la Manufacture - CONTRAT QUADRIENNAL VAGUE 1999 - JEAN MOULIN INFORMATION → N° 2 de 1974, N° 3 de 1974, sans N° de février 1975, N° 5 de juin 1975 - Jean Moulin informations → Délibération du 11 février 1975 / N° 1 - septembre 1976 au N° 62 - février 1988 - Le Journal de l'UNIVERSITE JEAN MOULIN → Lyon 3 infos – Edito puis N° 2 – mai 1988 au N° 29 – juin 1994 - INFOPLUS (Le service technique intérieur vous informe) → Numéro 1 – JUIN 92 au N° 6 – 13 janvier 1994 - Le Journal de l'Université Jean Moulin → NUMERO 1 – OCTOBRE 1994 au NUMERO 24 – juillet 1997 - SERVICE DES SPORTS 1998-1999 - ETUDES INDO-EUROPENNES - LA FEUILLE DE CHOU - CORPO LYON 3 / mai 90 et mars 1992 - Bulletin d'information - la lettre aux ATOS / n° 2, 3, 4 et 5 - La lettre SUP / 7 numéros non numéroté - SUP l'actualité de l'enseignement supérieur / n° 0, 1, 2 et n° 8 à 12 + supplément et numéro spécial 	
--	--	--

- | | | |
|--|--|--|
| | <ul style="list-style-type: none"> - Divers bulletins SUP et TRIMESTRE ATOS - Etude de 6 pages sur le thème 'LE PALAIS BDE L'UNIVERSITE – HISTOIRE D'UN BATIMENT (Gérard Nioulou) - Recueil de textes de base concernant le fonctionnement de l'Université - Plans et cartes universitaires - Evènements universitaires : portrait Denise Domenach-Lallich - DOCTEUR HONORIS CAUSA : Pierre LALIVE D'EPINAY - ANNUAIRE des Associations étudiantes de l'Université Jean Moulin - IAGE – Renseignements pratiques - UNIVERSITE JEAN MOULIN 1975 – 76 – livret de l'étudiant de 257 pages - UNIVERSITE JEAN MOULIN 1977 – 78 – livret de l'étudiant - ICONOGRAPHIE SITE MANU (dossier rouge) - LAISSEZ-VOUS CONTER LYON 3 (dossier bleu) - STATUTS de l'UNIVERSITÉ JEAN MOULIN - Annuaire interne (3 dossiers) - LIVRET DE LA RECHERCHE - Dossier ORGANIGRAME - DOSSIER D'INFORMATION JUIN 1980 - DOSSIER DE PRESSE RENTREE UNIVERSITAIRE 1989/1990 - PUBLICATIONS DES ENSEIGNANTS 1981 et 1982 - LA LETTRE D'INFORMATION / n° 1 à 7 et n° | |
|--|--|--|

	<p>10 et 11</p> <ul style="list-style-type: none"> - Livret d'information 1991-1992 - GUIDE DE L'ÉTUDIANT / 1974 1975 – 1978 1977 – 1981 1982 - Guide de l'Étudiant / 2002 – 2003 - MUSÉE DE MOULAGES - CENTRE BERTHELOT - ICONOGRAPHIE SITE DES QUAIS - ŒUVRES D'ART DU PALAIS DE L'UNIVERSITÉ - PATRIMOINE EX-SITES LYON 3 : HISTORIQUE, ÉTUDES, ICONOGRAPHIE - DONNÉES HISTORIQUES SITE QUAIS 	
	Crâne mérovingien avec historique	

ANNEXE 2 A LA CONVENTION DE DON

Modèle de mandat pour l'accès aux documents

Je soussigné, , donateur du fonds
..... , autorise
..... à consulter les archives ayant été cédées à
l'Université Jean Moulin Lyon 3, selon les modalités suivantes :

☐ Ensemble du fonds

☐ Eléments spécifiques :

Fait à le/...../..... ,

Signature

**Convention d'occupation temporaire de locaux
N°2023-10-G-129**

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L. 2121-1, L. 2122-1 et L. 2122-1-4 ;

Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 712-2 ;

Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° CAC-2023-06-02-ins du conseil académique de l'université Jean Moulin en date du 27 juin 2023 portant approbation des conditions d'utilisation et d'affectation des locaux mis à disposition des étudiants ;

Vu l'arrêté n° 23-159 du 28 juin 2023 fixant les conditions d'affectation des locaux mis à disposition des étudiants ;

Entre les soussignées :

L'université Jean MOULIN, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel
Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8^{ème}
Représentée par son Président, Eric CARPANO
Ci-après nommée « l'Université »
D'une part,

Et

L'association Lyon 3 Orchestra

Dont le siège social se situe : Atelier des Assos, 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8^{ème}
Représentée par son Président, Hugo PAYERNE
Numéro d'enregistrement à la Préfecture : W691088138
Ci-après nommée « l'Association »
D'autre part,

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

L'Université est affectataire de dépendances du domaine public de l'État pour assurer les missions de service public qui lui incombent en application des dispositions du code de l'éducation. L'occupation de ce domaine public implique la connaissance et le respect des règles spécifiques contenues dans le code général de la propriété des personnes publiques et le code du domaine de l'État ainsi que des principes dégagés par la jurisprudence.

La présente convention a pour objet de permettre l'occupation temporaire de parcelles et de locaux du domaine public au profit de l'Association, son action complétant et soutenant les missions de l'Université. La présente convention est précaire et révocable.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de mise à disposition par l'Université, à titre précaire et révocable, d'un local situé au sous-sol du bâtiment AB sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs.

Ce local est mis à disposition de l'Association afin d'y exercer une activité conforme à la mission de service public de l'Université. Ce local sera partagé avec les associations ESL Musique et Swingin Lyon 3.

L'Association s'engage à occuper personnellement le local mis à sa disposition. Toute mise à disposition au profit d'un tiers quel qu'il soit, à titre onéreux ou gratuit, est strictement interdite.

La présente convention est conclue sous le régime des occupations temporaires du domaine public.

Article 2 : Portée de la convention

Les termes de cette convention ne pourront être modifiés que par voie d'avenant écrit et signé par les personnes dûment habilitées à cet effet.

La présente convention est conclue en considération des qualités et capacités des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'Association ainsi que de l'objet et des statuts de celle-ci.

En conséquence, tout changement partiel ou total des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'Association, ainsi que de l'objet et des statuts de celle-ci devra être notifié à l'Université, notamment au Pôle Vie Étudiante de la Direction des Études et de la Vie Universitaire (vie-associative@univ-lyon3.fr).

Article 3 : Durée et résiliation de la convention

La présente convention est conclue à compter du jour de sa signature et jusqu'à l'édition d'un nouvel arrêté portant affectation des locaux associatifs étudiants.

L'Université peut mettre fin à la présente convention avant terme pour tout motif d'intérêt général, sous réserve du respect d'un préavis de deux mois.

Cette résiliation ne saurait donner lieu au versement d'indemnités de compensation.

Le préavis mentionné aux alinéas précédents n'est pas opposable à l'Université en cas de manquement de l'Association à l'une des obligations souscrites dans le cadre de la présente convention. L'Université aura la faculté de résilier la convention aux torts et griefs de l'Association, sans que cette dernière puisse prétendre à des dommages et intérêts. L'Association devra libérer les lieux et les remettre en état dans les quinze jours suivant le commandement de l'Université.

Article 4 : Conditions de mise à disposition

Article 4.1 Désignation des locaux

Le local mis à disposition de l'Association, sis au sous-sol du bâtiment AB sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs, et d'une superficie de 50,80 m², consiste en une salle à usage de local de réunions ou de répétitions.

L'Association reconnaît avoir reçu une clé de la salle. L'Association s'engage à la ranger systématiquement dans l'armoire à clés et à la restituer au terme de la présente convention. Les responsables de l'Association s'engagent à ne pas en faire de copies, à ne pas percer les portes pour faire poser un verrou et à ne pas faire changer les serrures du local sous peine de suspension ou de révocation de la présente convention.

Un état des lieux, joint en annexe, est dûment établi contradictoirement entre les parties avant la signature des présentes. À défaut de cet état des lieux, l'Association est réputée avoir reçu les biens en parfait état. Un autre état des lieux sera dressé au terme de l'occupation afin de déterminer si des réparations doivent être supportées financièrement par l'Association (usure anormale).

L'état des lieux sera établi conjointement avec l'Association par la Direction de l'Immobilier et de la Logistique.

L'Association fait son affaire des équipements mobiliers et outils de bureautique nécessaires à son activité et prend à sa charge les assurances nécessaires au bon fonctionnement de ces équipements.

L'Association déclare avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, des règlements et des prescriptions en vigueur au sein de l'Université et s'engage à les faire appliquer dans le local mis à disposition.

Article 4.2 Usage des locaux

Le local, objet de la présente convention, sera utilisé par l'Association à usage exclusif d'activités entrant dans son objet social et ne portant pas atteinte aux missions de l'Université et sans troubler l'ordre public.

La mise à disposition par l'Association, au profit d'autres associations ou d'autres personnes physiques ou morales, est interdite.

Il lui est également interdit d'effectuer des activités à caractère commercial qui pourraient porter atteinte au principe de neutralité commerciale sur le domaine public.

L'Association a libre accès au local pendant les jours et horaires d'ouverture de l'Université.

Article 4.3 Entretien du local

L'Association assurera le nettoyage et le maintien en parfait état du local.

Les sacs poubelles doivent être attachés avant d'être déposés dans les bacs à couvercle gris. Les cartons seront pliés avant d'être déposés dans les bacs à couvercle bleu. Aucun autre type de déchets (verres, bouteilles, encombrants, DEEE) ne devra être entreposé dans les locaux poubelles de l'établissement.

L'Association ne pourra procéder à aucune transformation du local quelle qu'en soit la nature, ces travaux ne pouvant relever que de l'Université. Il en est de même pour la maintenance technique des locaux (ex : remplacement de lampe). En cas de besoin, l'Association peut toutefois solliciter les services de la Direction de l'Immobilier et de la Logistique dil@univ-lyon3.fr.

L'Association, lorsqu'elle quittera les lieux, aura vidé le local de tout document, matériels, appareils électriques, poubelles. Le local devra être rendu propre.

Article 4.4 Règles d'hygiène et de sécurité

L'Association déclare avoir pris connaissance des consignes générales sanitaires et de sécurité (jointes en annexe), des règlements et des prescriptions en vigueur dans les locaux de l'Université et s'engage à les faire appliquer.

Tous dégâts survenus dans les installations devront être signalés aux services compétents.

L'Association reconnaît ainsi être notamment informée des règles relatives à l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif.

Il est de même interdit d'entreposer, de vendre, distribuer ou consommer des boissons alcoolisées au sein des locaux mis à disposition. Toute publicité en faveur de boissons alcoolisées est pareillement interdite y compris dans le cadre de partenariats liés à des événements particuliers. L'Université se réserve le droit de procéder, à tout moment, à un contrôle sur les conditions d'occupation des locaux.

L'Université se réserve le droit d'accéder aux locaux dans le cadre de vérifications techniques réglementaires annuelles (installations électriques). En cas de constatation de matériel défectueux, les occupants des locaux en seront informés.

Article 5 : Charges relatives à l'occupation

L'Université demeurera seule redevable des charges afférentes à l'occupation accordée pour ce qui concerne l'eau, l'électricité et le chauffage.

Article 6 : Responsabilité et assurances

L'Association sera personnellement responsable vis-à-vis de l'Université et des tiers des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou des personnes qu'elle accueille.

L'Association répondra des dégradations causées au local mis à sa disposition et commises tant par elle que par ses membres, par les personnes qu'elle accueille, et toute personne effectuant des interventions pour son compte.

L'Association est tenue de souscrire une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile et le risque aux tiers auprès d'une compagnie notoirement solvable.

Elle déclare être titulaire d'une assurance pour les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux, de vols par effraction et pour tout risque locatif, afférents au local mis à sa disposition et à



ses agencements matériels et mobiliers. Cette assurance sera transmise au Pôle Vie Etudiante de la DEVU avant la signature de la présente convention.

Article 7 : Mesures d'urgence

Ouvre les mesures prévues aux articles précédents, l'Université peut, en cas de carence grave de l'occupant, de menace à l'hygiène ou à la sécurité, de mise en danger des personnes telle que définie à l'article 223-1 du code pénal, prendre toute mesure adaptée à la situation, y compris la fermeture temporaire du local ou la résiliation de la présente convention.

Article 8 : Obligations de l'Association

L'Association s'engage avant l'entrée en vigueur de la présente convention, à transmettre au Pôle Vie Etudiante de la DEVU (vie-associative@univ-lyon3.fr) :

1. une attestation d'assurance pour la responsabilité civile et pour les locaux
2. le procès-verbal relatif au dernier changement de Bureau de l'association
3. un contact téléphonique d'un membre au moins du Bureau

Et, en cas de changement :

4. la copie du récépissé de déclaration de modification de l'Association effectuée à la préfecture,
5. les statuts.

Article 9 : Règlement Général sur la Protection des Données

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, l'Université et l'Association conviennent conjointement que chaque partie assure le respect des dispositions de la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, et notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les parties agissent en tant que co-responsables de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679. Dans le cadre de l'exécution de la présente convention, des transferts de données à caractère personnel peuvent être effectués indifféremment par les deux responsables de traitement vers l'autre partie afin de répondre aux finalités administratives et d'information afférentes dans la mesure où ces finalités sont déterminées et légitimes. A ce titre, les parties s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions prévues par la législation pour assurer les principes de conformité, incluant les principes de minimisation des données collectées, traitées et transférées ; l'exécution du droit d'information des personnes concernées dans leur périmètre respectif ; et la mise en œuvre des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées.

Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle dans le traitement de ces demandes. Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser au Délégué de l'Université en charge de la protection des données personnelles : dpg@univ-lyon3.fr.

Les parties s'engagent également à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72h après la découverte de ladite violation. Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet événement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.

A l'issue de l'année universitaire, chaque partie s'engage à respecter les durées de conservation et de traitement légales qui lui sont opposables. De même, à l'issue de la durée de la convention, chaque partie s'assure du respect de la réglementation applicable quant au sort des données dans son propre périmètre.



Article 10 : Règlement des litiges

En cas de litige né de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation en lien avec l'exécution des dispositions de la présente convention sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, en 2 exemplaires originaux, le 13.10.2023

M. le président de l'université

Jean Moulin

Eric CARPANO

M. le Président de l'Association,
Lyon3 Orchestra

Hugo PAYERNE

ETAT DES LIEUX D'ENTRÉE ET DE SORTIE
Références : DIL /JFN – EDL entrée 15-09 2023

Vu la convention d'occupation temporaire de locaux N°2023-10-G-129

ENTRE :

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,

sise 1 C Avenue des Frères Lumière – CS 78242, 69372 LYON CEDEX 08

Représentée par son président, **Monsieur le Professeur Eric Carpano**

L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « **l'Université** »,

D'une part,

ET

L'Association Lyon 3 Orchestra,

Représentée par Monsieur, Hugo PAYERNE, en qualité de représentant légal de l'association.

Domiciliée : Université Jean Moulin Lyon 3, 1C, avenue des Frères Lumière | 69008 Lyon
N° W691088138 ;

Ci-après dénommée « **l'Association** »

D'autre part,

Adresse postale des locaux loués/ prêtés

Université Jean Moulin Lyon 3 Manufacture des Tabacs | 1C, avenue des Frères Lumière | 69008 Lyon

Local N° : 1113 – Sous-sol Aile A / Pav AB

Surface : 50.8 m²

Accès/ clés

Nombre et détail de clés : Ø

Badges du contrôle d'accès : Ø

Emetteurs accès au parking : cartes professionnelles paramétrées : Ø

Clés entrée immeuble : Ø Boîte aux lettres : Ø local poubelle : Ø

Autres :

Etat des éléments de chauffage

☒ Chauffage collectif

☐ Chaudière individuelle

Eléments	Nombre	Localisation	Entrée des lieux	Sortie des lieux
			Etat	Etat
Radiateurs eau	2		TBE	
Convecteurs électriques	Ø			

Etat des éléments de climatisation

☐ Climatisation collective

☐ Climatisation individuelle

Eléments	Nombre	Localisation	Entrée des lieux	Sortie des lieux
			Etat	Etat
Climatiseur individuel	Ø			
Ventilo convecteurs 2 tubes	Ø			
Cassettes plafonnieres	Ø			

Etat de lieu

Pour chaque pièce et chaque équipement, notez l'état et commentez le défaut

SALLE 2218	Entrée des lieux				Observations Entrée de lieux	Sortie des lieux				Observations Sortie de lieux
	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état		Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	
Murs		X								
Sol		X			Rayures					
Plafond			X		2 dalles à changer en 1200X600 en récup					
Portes, menuiserie		X			Porte à repeindre face ext sur PAV AB					
Fenêtres (vitres, volets)					Ø					
Gaine de ventilation					A reposer					
Electricité, éclairage		X								
Electricité commandes /interrupteurs et prises		X			Attention beaucoup trop de multiprises					



A l'entrée des lieux
Autres observations

A la sortie des lieux
Autres observations

Conditions générales

Conformément aux dispositions de l'article 4 de la Convention entre l'université et l'association **Lyon 3 Orchestra**, un état des lieux contradictoire doit être réalisé entre l'université Jean Moulin Lyon 3 et l'occupant lors de la remise du local et lors de la restitution.

Les cosignataires reconnaissent avoir reçu chacun un exemplaire du présent état des lieux et s'accordent pour y faire référence lors du départ de l'occupant. Cet état des lieux est transmis soit par e-mail au format PDF, soit par courrier.

L'occupant sortant est informé que les dégradations ou défauts constatés sur le présent état des lieux peuvent relever de son éventuelle responsabilité après comparaison avec l'état des lieux d'entrée. Il reconnaît que des indemnités ou remises en état correspondant aux dégradations ou défauts d'entretien pourront lui être imputées.

Ce local reste accessible aux personnels habilités de l'université, SHS et DIL et au service des affaires culturelles.

A remplir à l'entrée des lieux

Le présent état des lieux d'entrée a été établi contradictoirement et accepté par les parties à l'entrée des lieux. Fait en deux exemplaires à Lyon le 15/09/2023

Jean-Florent NIGAY

Hugo PAYERNE

Signature Représentant de l'Université

Signature de Représentant de
l'Association

Précédée de la mention « certifié exact »

Précédée de la mention « certifié exact »

A remplir à la sortie des lieux

Le présent état des lieux de sortie a été établi contradictoirement et accepté par les parties à l'entrée des lieux. Fait en deux exemplaires à Lyon le ___ / ___ / 202....

Signature représentant de l'Université
Précédée de la mention « certifié exact »

Signature l'association représenté par
Précédée de la mention « certifié exact »

Annexe - photos



**Convention d'occupation temporaire de locaux
N°2023-10-G-130**

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L. 2121-1, L. 2122-1 et L. 2122-1-4 ;
Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 712-2 ;
Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° CAC-2023-06-02-ins du conseil académique de l'université Jean Moulin en date du 27 juin 2023 portant approbation des conditions d'utilisation et d'affectation des locaux mis à disposition des étudiants ;
Vu l'arrêté n° 23-159 du 28 juin 2023 fixant les conditions d'affectation des locaux mis à disposition des étudiants ;

Entre les soussignées :

L'université Jean MOULIN, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel
Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8^{ème}
Représentée par son Président, Eric CARPANO
Ci-après nommée « l'Université »
D'une part,

Et

L'association Swingin Lyon 3

Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8^{ème}
Représentée par son Président, Samuel MASSON
Numéro d'enregistrement à la Préfecture : W691086986
Ci-après nommée « l'Association »
D'autre part,

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

L'Université est affectataire de dépendances du domaine public de l'État pour assurer les missions de service public qui lui incombent en application des dispositions du code de l'éducation. L'occupation de ce domaine public implique la connaissance et le respect des règles spécifiques contenues dans le code général de la propriété des personnes publiques et le code du domaine de l'État ainsi que des principes dégagés par la jurisprudence.
La présente convention a pour objet de permettre l'occupation temporaire de parcelles et de locaux du domaine public au profit de l'Association, son action complétant et soutenant les missions de l'Université. La présente convention est précaire et révocable.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de mise à disposition par l'Université, à titre précaire et révocable, d'un local situé au sous-sol du bâtiment AB sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs.

Ce local est mis à disposition de l'Association afin d'y exercer une activité conforme à la mission de service public de l'Université. Ce local sera partagé avec les associations Lyon 3 Orchestra et ESL Musique.

L'Association s'engage à occuper personnellement le local mis à sa disposition. Toute mise à disposition au profit d'un tiers quel qu'il soit, à titre onéreux ou gratuit, est strictement interdite.



La présente convention est conclue sous le régime des occupations temporaires du domaine public.

Article 2 : Portée de la convention

Les termes de cette convention ne pourront être modifiés que par voie d'avenant écrit et signé par les personnes dûment habilitées à cet effet.

La présente convention est conclue en considération des qualités et capacités des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'Association ainsi que de l'objet et des statuts de celle-ci.

En conséquence, tout changement partiel ou total des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'Association, ainsi que de l'objet et des statuts de celle-ci devra être notifié à l'Université, notamment au Pôle Vie Étudiante de la Direction des Études et de la Vie Universitaire (vie-associative@univ-lyon3.fr).

Article 3 : Durée et résiliation de la convention

La présente convention est conclue à compter du jour de sa signature et jusqu'à l'édition d'un nouvel arrêté portant affectation des locaux associatifs étudiants.

L'Université peut mettre fin à la présente convention avant terme pour tout motif d'intérêt général, sous réserve du respect d'un préavis de deux mois.

Cette résiliation ne saurait donner lieu au versement d'indemnités de compensation.

Le préavis mentionné aux alinéas précédents n'est pas opposable à l'Université en cas de manquement de l'Association à l'une des obligations souscrites dans le cadre de la présente convention. L'Université aura la faculté de résilier la convention aux torts et griefs de l'Association, sans que cette dernière puisse prétendre à des dommages et intérêts. L'Association devra libérer les lieux et les remettre en état dans les quinze jours suivant le commandement de l'Université.

Article 4 : Conditions de mise à disposition

Article 4.1 Désignation des locaux

Le local mis à disposition de l'Association, sis au sous-sol du bâtiment AB sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs, et d'une superficie de 50,80 m², consiste en une salle à usage de local de réunions ou de répétitions.

L'Association reconnaît avoir reçu une clé de la salle. L'Association s'engage à la ranger systématiquement dans l'armoire à clés et à la restituer au terme de la présente convention. Les responsables de l'Association s'engagent à ne pas en faire de copies, à ne pas percer les portes pour faire poser un verrou et à ne pas faire changer les serrures du local sous peine de suspension ou de révocation de la présente convention.

Un état des lieux, joint en annexe, est dûment établi contradictoirement entre les parties avant la signature des présentes. À défaut de cet état des lieux, l'Association est réputée avoir reçu les biens en parfait état. Un autre état des lieux sera dressé au terme de l'occupation afin de déterminer si des réparations doivent être supportées financièrement par l'Association (usure anormale).

L'état des lieux sera établi conjointement avec l'Association par la Direction de l'Immobilier et de la Logistique.

L'Association fait son affaire des équipements mobiliers et outils de bureautique nécessaires à son activité et prend à sa charge les assurances nécessaires au bon fonctionnement de ces équipements.

L'Association déclare avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, des règlements et des prescriptions en vigueur au sein de l'Université et s'engage à les faire appliquer dans le local mis à disposition.



Article 4.2 Usage des locaux

Le local, objet de la présente convention, sera utilisé par l'Association à usage exclusif d'activités entrant dans son objet social et ne portant pas atteinte aux missions de l'Université et sans troubler l'ordre public.

La mise à disposition par l'Association, au profit d'autres associations ou d'autres personnes physiques ou morales, est interdite.

Il lui est également interdit d'effectuer des activités à caractère commercial qui pourraient porter atteinte au principe de neutralité commerciale sur le domaine public.

L'Association a libre accès au local pendant les jours et horaires d'ouverture de l'Université.

Article 4.3 Entretien du local

L'Association assurera le nettoyage et le maintien en parfait état du local.

Les sacs poubelles doivent être attachés avant d'être déposés dans les bacs à couvercle gris. Les cartons seront pliés avant d'être déposés dans les bacs à couvercle bleu. Aucun autre type de déchets (verres, bouteilles, encombrants, DEEE) ne devra être entreposé dans les locaux poubelles de l'établissement.

L'Association ne pourra procéder à aucune transformation du local quelle qu'en soit la nature, ces travaux ne pouvant relever que de l'Université. Il en est de même pour la maintenance technique des locaux (ex : remplacement de lampe). En cas de besoin, l'Association peut toutefois solliciter les services de la Direction de l'Immobilier et de la Logistique dil@univ-lyon3.fr.

L'Association, lorsqu'elle quittera les lieux, aura vidé le local de tout document, matériels, appareils électriques, poubelles. Le local devra être rendu propre.

Article 4.4 Règles d'hygiène et de sécurité

L'Association déclare avoir pris connaissance des consignes générales sanitaires et de sécurité (jointes en annexe), des règlements et des prescriptions en vigueur dans les locaux de l'Université et s'engage à les faire appliquer.

Tous dégâts survenus dans les installations devront être signalés aux services compétents.

L'Association reconnaît ainsi être notamment informée des règles relatives à l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif.

Il est de même interdit d'entreposer, de vendre, distribuer ou consommer des boissons alcoolisées au sein des locaux mis à disposition. Toute publicité en faveur de boissons alcoolisées est pareillement interdite y compris dans le cadre de partenariats liés à des événements particuliers. L'Université se réserve le droit de procéder, à tout moment, à un contrôle sur les conditions d'occupation des locaux.

L'Université se réserve le droit d'accéder aux locaux dans le cadre de vérifications techniques réglementaires annuelles (installations électriques). En cas de constatation de matériel défectueux, les occupants des locaux en seront informés.

Article 5 : Charges relatives à l'occupation

L'Université demeurera seule redevable des charges afférentes à l'occupation accordée pour ce qui concerne l'eau, l'électricité et le chauffage.

Article 6 : Responsabilité et assurances

L'Association sera personnellement responsable vis-à-vis de l'Université et des tiers des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou des personnes qu'elle accueille.

L'Association répondra des dégradations causées au local mis à sa disposition et commises tant par elle que par ses membres, par les personnes qu'elle accueille, et toute personne effectuant des interventions pour son compte.

L'Association est tenue de souscrire une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile et le risque aux tiers auprès d'une compagnie notoirement solvable.

Elle déclare être titulaire d'une assurance pour les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux, de vols par effraction et pour tout risque locatif, afférents au local mis à sa disposition et à

ses agencements matériels et mobiliers. Cette assurance sera transmise au Pôle Vie Etudiante de la DEVU avant la signature de la présente convention.

Article 7 : Mesures d'urgence

Outre les mesures prévues aux articles précédents, l'Université peut, en cas de carence grave de l'occupant, de menace à l'hygiène ou à la sécurité, de mise en danger des personnes telle que définie à l'article 223-1 du code pénal, prendre toute mesure adaptée à la situation, y compris la fermeture temporaire du local ou la résiliation de la présente convention.

Article 8 : Obligations de l'Association

L'Association s'engage avant l'entrée en vigueur de la présente convention, à transmettre au Pôle Vie Etudiante de la DEVU (vie-associative@univ-lyon3.fr) :

1. une attestation d'assurance pour la responsabilité civile et pour les locaux
2. le procès-verbal relatif au dernier changement de Bureau de l'association
3. un contact téléphonique d'un membre au moins du Bureau

Et, en cas de changement :

4. la copie du récépissé de déclaration de modification de l'Association effectuée à la préfecture,
5. les statuts.

Article 9 : Règlement Général sur la Protection des Données

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, l'Université et l'Association conviennent conjointement que chaque partie assure le respect des dispositions de la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, et notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les parties agissent en tant que co-responsables de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679. Dans le cadre de l'exécution de la présente convention, des transferts de données à caractère personnel peuvent être effectués indifféremment par les deux responsables de traitement vers l'autre partie afin de répondre aux finalités administratives et d'information afférentes dans la mesure où ces finalités sont déterminées et légitimes. A ce titre, les parties s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions prévues par la législation pour assurer les principes de conformité, incluant les principes de minimisation des données collectées, traitées et transférées ; l'exécution du droit d'information des personnes concernées dans leur périmètre respectif ; et la mise en œuvre des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées.

Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle dans le traitement de ces demandes. Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser au Délégué de l'Université en charge de la protection des données personnelles : dpd@univ-lyon3.fr.

Les parties s'engagent également à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72h après la découverte de ladite violation. Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet événement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.

A l'issue de l'année universitaire, chaque partie s'engage à respecter les durées de conservation et de traitement légales qui lui sont opposables. De même, à l'issue de la durée de la convention, chaque partie s'assure du respect de la réglementation applicable quant au sort des données dans son propre périmètre.



Article 10 : Règlement des litiges

En cas de litige né de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation en lien avec l'exécution des dispositions de la présente convention sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, en 2 exemplaires originaux, le 13.10.2023

M. le président de l'université
Jean MOULIN

Eric CARPANO

M. le Président de l'Association
Swingin Lyon 3

Samuel MASSON



ETAT DES LIEUX D'ENTRE ET DE SORTIE
Références : DIL /JFN – EDL entrée 15-09 2023

Vu la convention d'occupation temporaire de locaux N°2023-10-G-130

ENTRE :

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,

sis 1 C Avenue des Frères Lumière – CS 78242, 69372 LYON CEDEX 08

Représentée par son président, **Monsieur le Professeur Eric Carpano**

L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « **l'Université** »,

D'une part,

ET

L'Association Swingin Lyon 3,

Représentée par Monsieur, Samuel MASSON, en qualité de représentant légal de l'association.

Domiciliée : 1 C Avenue des Frères Lumière – CS 78242, 69372 LYON CEDEX 08

N° W691086986

Ci-après dénommée « **l'Association** »

D'autre part,

Adresse postale des locaux loués/ prêtés

Université Jean Moulin Lyon 3 Manufacture des Tabacs | 1C, avenue des Frères Lumière | 69008 Lyon

Local N° : 1113 – Sous-sol Aile A / Pav AB

Surface : 50.8 m²



Accès/ clés

Nombre et détail de clés : Ø

Badges du contrôle d'accès : Ø

Emetteurs accès au parking : cartes professionnelles paramétrées : Ø

Clés entrée immeuble : Ø Boîte aux lettres : Ø local poubelle : Ø

Autres :

Etat des éléments de chauffage

☒ Chauffage collectif

☐ Chaudière individuelle

Eléments	Nombre	Localisation	Entrée des lieux	Sortie des lieux
			Etat	Etat
Radiateurs eau	2		TBE	
Convecteurs électriques	Ø			

Etat des éléments de climatisation

☐ Climatisation collective

☐ Climatisation individuelle

Eléments	Nombre	Localisation	Entrée des lieux	Sortie des lieux
			Etat	Etat
Climatiseur individuel	Ø			
Ventilo convecteurs 2 tubes	Ø			
Cassettes plafonnieres	Ø			

Etat de lieu										
Pour chaque pièce et chaque équipement, notez l'état et commentez le défaut										
SALLE 2218	Entrée des lieux					Sortie des lieux				
	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Observations Entrée de lieux	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Observations Sortie de lieux
Murs		X								
Sol		X			Rayures					
Plafond			X		2 dalles à changer en 1200X600 en récup					
Portes, menuiserie		X			Porte à repeindre face ext sur PAV AB					
Fenêtres (vitres, volets)					Ø					
Gaine de ventilation					A reposer					
Electricité, éclairage		X								
Electricité commandes /interrupteurs et prises		X			Attention beaucoup trop de multiprises					



A l'entrée des lieux
Autres observations

A la sortie des lieux
Autres observations

Conditions générales

Conformément aux dispositions de l'article 4 de la Convention entre l'université et l'association **Swingin Lyon 3**, un état des lieux contradictoire doit être réalisé entre l'université Jean Moulin Lyon 3 et l'occupant lors de la remise du local et lors de la restitution.

Les cosignataires reconnaissent avoir reçu chacun un exemplaire du présent état des lieux et s'accordent pour y faire référence lors du départ de l'occupant. Cet état des lieux est transmis soit par e-mail au format PDF, soit par courrier.

L'occupant sortant est informé que les dégradations ou défauts constatés sur le présent état des lieux peuvent relever de son éventuelle responsabilité après comparaison avec l'état des lieux d'entrée. Il reconnaît que des indemnités ou remises en état correspondant aux dégradations ou défauts d'entretien pourront lui être imputées.

Ce local reste accessible aux personnels habilités de l'université, SHS et DIL et au service des affaires culturelles.

A remplir à l'entrée des lieux

Le présent état des lieux d'entrée a été établi contradictoirement et accepté par les parties à l'entrée des lieux. Fait en deux exemplaires à Lyon le 15/09/2023

Jean-Florent NIGAY

Samuel MASSON

Signature Représentant de l'Université

Signature de Représentant de
l'Association

Précédée de la mention « certifié exact »

Précédée de la mention « certifié exact »



A remplir à la sortie des lieux

Le présent état des lieux de sortie a été établi contradictoirement et accepté par les parties à l'entrée des lieux. Fait en deux exemplaires à Lyon le ___ / ___ / 202....

Signature représentant de l'Université
Précédée de la mention « certifié exact »

Signature l'association représenté par
Précédée de la mention « certifié exact »

Annexe - photos



**Convention d'occupation temporaire de locaux
N°2023-10-G-131**

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L. 2121-1, L. 2122-1 et L. 2122-1-4 ;
Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 712-2 ;
Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° CAC-2023-06-02-ins du conseil académique de l'université Jean Moulin en date du 27 juin 2023 portant approbation des conditions d'utilisation et d'affectation des locaux mis à disposition des étudiants ;
Vu l'arrêté n° 23-159 du 28 juin 2023 fixant les conditions d'affectation des locaux mis à disposition des étudiants ;

Entre les soussignées :

L'université Jean MOULIN, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel
Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8^{ème}
Représentée par son Président, Eric CARPANO
Ci-après nommée « l'Université »
D'une part,

Et

L'association ESL Musique

Dont le siège social se situe : 6 les allées Gambetta, 69800 Saint-Priest
Représentée par son Président, Lucas COTTANCIN
Numéro d'enregistrement à la Préfecture : W691088138
Ci-après nommée « l'Association »
D'autre part,

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

L'Université est affectataire de dépendances du domaine public de l'État pour assurer les missions de service public qui lui incombent en application des dispositions du code de l'éducation. L'occupation de ce domaine public implique la connaissance et le respect des règles spécifiques contenues dans le code général de la propriété des personnes publiques et le code du domaine de l'État ainsi que des principes dégagés par la jurisprudence.
La présente convention a pour objet de permettre l'occupation temporaire de parcelles et de locaux du domaine public au profit de l'Association, son action complétant et soutenant les missions de l'Université. La présente convention est précaire et révocable.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de mise à disposition par l'Université, à titre précaire et révocable, d'un local situé au sous-sol du bâtiment AB sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs.

Ce local est mis à disposition de l'Association afin d'y exercer une activité conforme à la mission de service public de l'Université. Ce local sera partagé avec les associations Lyon 3 Orchestra et Swingin Lyon 3.

L'Association s'engage à occuper personnellement le local mis à sa disposition. Toute mise à disposition au profit d'un tiers quel qu'il soit, à titre onéreux ou gratuit, est strictement interdite.

La présente convention est conclue sous le régime des occupations temporaires du domaine public.

Article 2 : Portée de la convention

Les termes de cette convention ne pourront être modifiés que par voie d'avenant écrit et signé par les personnes dûment habilitées à cet effet.

La présente convention est conclue en considération des qualités et capacités des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'Association ainsi que de l'objet et des statuts de celle-ci.

En conséquence, tout changement partiel ou total des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'Association, ainsi que de l'objet et des statuts de celle-ci devra être notifié à l'Université, notamment au Pôle Vie Étudiante de la Direction des Études et de la Vie Universitaire (vie-associative@univ-lyon3.fr).

Article 3 : Durée et résiliation de la convention

La présente convention est conclue à compter du jour de sa signature et jusqu'à l'édition d'un nouvel arrêté portant affectation des locaux associatifs étudiants.

L'Université peut mettre fin à la présente convention avant terme pour tout motif d'intérêt général, sous réserve du respect d'un préavis de deux mois.

Cette résiliation ne saurait donner lieu au versement d'indemnités de compensation.

Le préavis mentionné aux alinéas précédents n'est pas opposable à l'Université en cas de manquement de l'Association à l'une des obligations souscrites dans le cadre de la présente convention. L'Université aura la faculté de résilier la convention aux torts et griefs de l'Association, sans que cette dernière puisse prétendre à des dommages et intérêts. L'Association devra libérer les lieux et les remettre en état dans les quinze jours suivant le commandement de l'Université.

Article 4 : Conditions de mise à disposition

Article 4.1 Désignation des locaux

Le local mis à disposition de l'Association, sis au sous-sol du bâtiment AB sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs, et d'une superficie de 50,80 m², consiste en une salle à usage de local de réunions ou de répétitions.

L'Association reconnaît avoir reçu une clé de la salle. L'Association s'engage à la ranger systématiquement dans l'armoire à clés et à la restituer au terme de la présente convention. Les responsables de l'Association s'engagent à ne pas en faire de copies, à ne pas percer les portes pour faire poser un verrou et à ne pas faire changer les serrures du local sous peine de suspension ou de révocation de la présente convention.

Un état des lieux, joint en annexe, est dûment établi contradictoirement entre les parties avant la signature des présentes. À défaut de cet état des lieux, l'Association est réputée avoir reçu les biens en parfait état. Un autre état des lieux sera dressé au terme de l'occupation afin de déterminer si des réparations doivent être supportées financièrement par l'Association (usure anormale).

L'état des lieux sera établi conjointement avec l'Association par la Direction de l'Immobilier et de la Logistique.

L'Association fait son affaire des équipements mobiliers et outils de bureautique nécessaires à son activité et prend à sa charge les assurances nécessaires au bon fonctionnement de ces équipements.

L'Association déclare avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, des règlements et des prescriptions en vigueur au sein de l'Université et s'engage à les faire appliquer dans le local mis à disposition.



Article 4.2 Usage des locaux

Le local, objet de la présente convention, sera utilisé par l'Association à usage exclusif d'activités entrant dans son objet social et ne portant pas atteinte aux missions de l'Université et sans troubler l'ordre public.

La mise à disposition par l'Association, au profit d'autres associations ou d'autres personnes physiques ou morales, est interdite.

Il lui est également interdit d'effectuer des activités à caractère commercial qui pourraient porter atteinte au principe de neutralité commerciale sur le domaine public.

L'Association a libre accès au local pendant les jours et horaires d'ouverture de l'Université.

Article 4.3 Entretien du local

L'Association assurera le nettoyage et le maintien en parfait état du local.

Les sacs poubelles doivent être attachés avant d'être déposés dans les bacs à couvercle gris. Les cartons seront pliés avant d'être déposés dans les bacs à couvercle bleu. Aucun autre type de déchets (verres, bouteilles, encombrants, DEEE) ne devra être entreposé dans les locaux poubelles de l'établissement.

L'Association ne pourra procéder à aucune transformation du local quelle qu'en soit la nature, ces travaux ne pouvant relever que de l'Université. Il en est de même pour la maintenance technique des locaux (ex : remplacement de lampe). En cas de besoin, l'Association peut toutefois solliciter les services de la Direction de l'Immobilier et de la Logistique dil@univ-lyon3.fr.

L'Association, lorsqu'elle quittera les lieux, aura vidé le local de tout document, matériels, appareils électriques, poubelles. Le local devra être rendu propre.

Article 4.4 Règles d'hygiène et de sécurité

L'Association déclare avoir pris connaissance des consignes générales sanitaires et de sécurité (jointes en annexe), des règlements et des prescriptions en vigueur dans les locaux de l'Université et s'engage à les faire appliquer.

Tous dégâts survenus dans les installations devront être signalés aux services compétents.

L'Association reconnaît ainsi être notamment informée des règles relatives à l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif.

Il est de même interdit d'entreposer, de vendre, distribuer ou consommer des boissons alcoolisées au sein des locaux mis à disposition. Toute publicité en faveur de boissons alcoolisées est pareillement interdite y compris dans le cadre de partenariats liés à des événements particuliers. L'Université se réserve le droit de procéder, à tout moment, à un contrôle sur les conditions d'occupation des locaux.

L'Université se réserve le droit d'accéder aux locaux dans le cadre de vérifications techniques réglementaires annuelles (installations électriques). En cas de constatation de matériel défectueux, les occupants des locaux en seront informés.

Article 5 : Charges relatives à l'occupation

L'Université demeurera seule redevable des charges afférentes à l'occupation accordée pour ce qui concerne l'eau, l'électricité et le chauffage.

Article 6 : Responsabilité et assurances

L'Association sera personnellement responsable vis-à-vis de l'Université et des tiers des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou des personnes qu'elle accueille.

L'Association répondra des dégradations causées au local mis à sa disposition et commises tant par elle que par ses membres, par les personnes qu'elle accueille, et toute personne effectuant des interventions pour son compte.

L'Association est tenue de souscrire une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile et le risque aux tiers auprès d'une compagnie notoirement solvable.

Elle déclare être titulaire d'une assurance pour les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux, de vols par effraction et pour tout risque locatif, afférents au local mis à sa disposition et à



ses agencements matériels et mobiliers. Cette assurance sera transmise au Pôle Vie Etudiante de la DEVU avant la signature de la présente convention.

Article 7 : Mesures d'urgence

Outre les mesures prévues aux articles précédents, l'Université peut, en cas de carence grave de l'occupant, de menace à l'hygiène ou à la sécurité, de mise en danger des personnes telle que définie à l'article 223-1 du code pénal, prendre toute mesure adaptée à la situation, y compris la fermeture temporaire du local ou la résiliation de la présente convention.

Article 8 : Obligations de l'Association

L'Association s'engage avant l'entrée en vigueur de la présente convention, à transmettre au Pôle Vie Etudiante de la DEVU (vie-associative@univ-lyon3.fr) :

1. une attestation d'assurance pour la responsabilité civile et pour les locaux
2. le procès-verbal relatif au dernier changement de Bureau de l'association
3. un contact téléphonique d'un membre au moins du Bureau

Et, en cas de changement :

4. la copie du récépissé de déclaration de modification de l'Association effectuée à la préfecture,
5. les statuts.

Article 9 : Règlement Général sur la Protection des Données

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, l'Université et l'Association conviennent conjointement que chaque partie assure le respect des dispositions de la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, et notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les parties agissent en tant que co-responsables de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679. Dans le cadre de l'exécution de la présente convention, des transferts de données à caractère personnel peuvent être effectués indifféremment par les deux responsables de traitement vers l'autre partie afin de répondre aux finalités administratives et d'information afférentes dans la mesure où ces finalités sont déterminées et légitimes. A ce titre, les parties s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions prévues par la législation pour assurer les principes de conformité, incluant les principes de minimisation des données collectées, traitées et transférées ; l'exécution du droit d'information des personnes concernées dans leur périmètre respectif ; et la mise en œuvre des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées.

Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle dans le traitement de ces demandes. Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser au Délégué de l'Université en charge de la protection des données personnelles : dpd@univ-lyon3.fr.

Les parties s'engagent également à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72h après la découverte de ladite violation. Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet événement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.

A l'issue de l'année universitaire, chaque partie s'engage à respecter les durées de conservation et de traitement légales qui lui sont opposables. De même, à l'issue de la durée de la convention, chaque partie s'assure du respect de la réglementation applicable quant au sort des données dans son propre périmètre.



Article 10 : Règlement des litiges

En cas de litige né de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation en lien avec l'exécution des dispositions de la présente convention sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, en 2 exemplaires originaux, le 13.10.2023

M. le président de l'université
Jean MOULIN

Eric CARPANO

M. le Président de l'Association
ESL Musique

Lucas COTTANCIN

ETAT DES LIEUX D'ENTRE ET DE SORTIE
Références : DIL /JFN – EDL entrée 15-09 2023

Vu la convention d'occupation temporaire de locaux N°2023-10-G-131

ENTRE :

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,

sise 1 C Avenue des Frères Lumière – CS 78242, 69372 LYON CEDEX 08

Représentée par son président, **Monsieur le Professeur Eric Carpano**

L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « **l'Université** »,

D'une part,

ET

L'Association ESL Musique,

Représentée par Monsieur, Lucas COTTANCIN, en qualité de représentant légal de l'association.

Domiciliée : 6 les allées Gambetta 69800 Saint-Priest

N° W691088138

Ci-après dénommée « **l'Association** »

D'autre part,

Adresse postale des locaux loués/ prêtés

Université Jean Moulin Lyon 3 Manufacture des Tabacs | 1C, avenue des Frères Lumière | 69008 Lyon

Local N° : 1113 – Sous-sol Aile A / Pav AB

Surface : 50.8 m²



Accès/ clés

Nombre et détail de clés : Ø

Badges du contrôle d'accès : Ø

Emetteurs accès au parking : cartes professionnelles paramétrées : Ø

Clés entrée immeuble : Ø Boîte aux lettres : Ø local poubelle : Ø

Autres :

Etat des éléments de chauffage

☒ Chauffage collectif

☐ Chaudière individuelle

Eléments	Nombre	Localisation	Entrée des lieux	Sortie des lieux
			Etat	Etat
Radiateurs eau	2		TBE	
Convecteurs électriques	Ø			

Etat des éléments de climatisation

☐ Climatisation collective

☐ Climatisation individuelle

Eléments	Nombre	Localisation	Entrée des lieux	Sortie des lieux
			Etat	Etat
Climatiseur individuel	Ø			
Ventilo convecteurs 2 tubes	Ø			
Cassettes plafonnieres	Ø			

Etat de lieu

Pour chaque pièce et chaque équipement, notez l'état et commentez le défaut

SALLE 2218	Entrée des lieux					Sortie des lieux				
	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Observations Entrée de lieux	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Observations Sortie de lieux
Murs		X								
Sol		X			Rayures					
Plafond			X		2 dalles à changer en 1200X600 en récup					
Portes, menuiserie		X			Porte à repeindre face ext sur PAV AB					
Fenêtres (vitres, volets)					Ø					
Gaine de ventilation					A reposer					
Electricité, éclairage		X								
Electricité commandes /interrupteur s et prises		X			Attention beaucoup trop de multiprises					



A l'entrée des lieux
Autres observations

A la sortie des lieux
Autres observations

Conditions générales

Conformément aux dispositions de l'article 4 de la Convention entre l'université et l'association **ESL Musique**, un état des lieux contradictoire doit être réalisé entre l'université Jean Moulin Lyon 3 et l'occupant lors de la remise du local et lors de la restitution.

Les cosignataires reconnaissent avoir reçu chacun un exemplaire du présent état des lieux et s'accordent pour y faire référence lors du départ de l'occupant. Cet état des lieux est transmis soit par e-mail au format PDF, soit par courrier.

L'occupant sortant est informé que les dégradations ou défauts constatés sur le présent état des lieux peuvent relever de son éventuelle responsabilité après comparaison avec l'état des lieux d'entrée. Il reconnaît que des indemnités ou remises en état correspondant aux dégradations ou défauts d'entretien pourront lui être imputées.

Ce local reste accessible aux personnels habilités de l'université, SHS et DIL et au service des affaires culturelles.

A remplir à l'entrée des lieux

Le présent état des lieux d'entrée a été établi contradictoirement et accepté par les parties à l'entrée des lieux. Fait en deux exemplaires à Lyon le 15/09/2023

Jean-Florent NIGAY

Lucas COTTANCIN

Signature Représentant de l'Université

Signature de Représentant de
l'Association

Précédée de la mention « certifié exact »

Précédée de la mention « certifié exact »

A remplir à la sortie des lieux

Le présent état des lieux de sortie a été établi contradictoirement et accepté par les parties à l'entrée des lieux. Fait en deux exemplaires à Lyon le ___ / ___ / 202....

Signature représentant de l'Université
Précédée de la mention « certifié exact »

Signature l'association représenté par
Précédée de la mention « certifié exact »

Annexe - photos





Convention d'occupation temporaire de locaux N°2023-10-G-132

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L. 2121-1, L. 2122-1 et L. 2122-1-4 ;

Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 712-2 ;

Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° CAC-2023-06-02-ins du conseil académique de l'université Jean Moulin en date du 27 juin 2023 portant approbation des conditions d'utilisation et d'affectation des locaux mis à disposition des étudiants ;

Vu l'arrêté n° 23-159 du 28 juin 2023 fixant les conditions d'affectation des locaux mis à disposition des étudiants ;

Vu l'arrêté n° 23-209 du 28 juin 2023 portant sur l'affectation des locaux associatifs étudiants ;

Entre les soussignées :

L'université Jean MOULIN, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8^{ème}

Représentée par son Président, Eric CARPANO

Ci-après nommée « l'Université »

D'une part,

Et

L'association AG des Étudiant.e.s de Lyon – Union Nationale des Étudiants de France

Dont le siège social se situe : Université Lyon 2 Lumière, Maison de Etudiant, Campus Porte des Alpes, 5 avenue Pierre MENDES FRANCE, 69500 Bron

Représentée par sa présidente, Manon MORET

Numéro d'enregistrement à la Préfecture W691106019

Ci-après nommée « l'Association »

D'autre part,

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

L'Université est affectataire de dépendances du domaine public de l'État pour assurer les missions de service public qui lui incombent en application des dispositions du code de l'éducation. L'occupation de ce domaine public implique la connaissance et le respect des règles spécifiques contenues dans le code général de la propriété des personnes publiques et le code du domaine de l'État ainsi que des principes dégagés par la jurisprudence.

La présente convention a pour objet de permettre l'occupation temporaire de parcelles et de locaux du domaine public au profit de l'Association, son action complétant et soutenant les missions de l'Université. La présente convention est précaire et révocable.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de mise à disposition par l'Université, à titre précaire et révocable, d'un local situé en mezzanine du bâtiment E sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs.

Ce local est mis à disposition de l'Association afin d'y exercer une activité conforme à la mission de service public de l'Université.



L'Association s'engage à occuper personnellement le local mis à sa disposition. Toute mise à disposition au profit d'un tiers quel qu'il soit, à titre onéreux ou gratuit, est strictement interdite. La présente convention est conclue sous le régime des occupations temporaires du domaine public.

Article 2 : Portée de la convention

Les termes de cette convention ne pourront être modifiés que par voie d'avenant écrit et signé par les personnes dûment habilitées à cet effet.

La présente convention est conclue en considération des qualités et capacités des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'Association ainsi que de l'objet et des statuts de celle-ci.

En conséquence, tout changement partiel ou total des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'Association, ainsi que de l'objet et des statuts de celle-ci devra être notifié à l'Université, notamment au Pôle Vie Étudiante de la Direction des Études et de la Vie Universitaire (vie-associative@univ-lyon3.fr).

Article 3 : Durée et résiliation de la convention

La présente convention est conclue à compter du jour de sa signature et jusqu'à l'édition d'un nouvel arrêté portant affectation des locaux associatifs étudiants.

L'Université peut mettre fin à la présente convention avant terme pour tout motif d'intérêt général, sous réserve du respect d'un préavis de deux mois.

Cette résiliation ne saurait donner lieu au versement d'indemnités de compensation.

Le préavis mentionné aux alinéas précédents n'est pas opposable à l'Université en cas de manquement de l'Association à l'une des obligations souscrites dans le cadre de la présente convention. L'Université aura la faculté de résilier la convention aux torts et griefs de l'Association, sans que cette dernière puisse prétendre à des dommages et intérêts. L'Association devra libérer les lieux et les remettre en état dans les quinze jours suivant le commandement de l'Université.

Article 4 : Conditions de mise à disposition

Article 4.1 Désignation des locaux

Le local mis à disposition de l'Association, sis en mezzanine du bâtiment E sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs, et d'une superficie de 34,08 m², consiste en une salle à usage de local de réunions.

L'Association reconnaît avoir reçu une clef de la salle. L'Association s'engage à la ranger systématiquement dans l'armoire à clés et à la restituer au terme de la présente convention. Les responsables de l'Association s'engagent à ne pas en faire de copies, à ne pas percer les portes pour faire poser un verrou et à ne pas faire changer les serrures du local sous peine de suspension ou de révocation de la présente convention.

Un état des lieux, joint en annexe, est dûment établi contradictoirement entre les parties avant la signature des présentes. À défaut de cet état des lieux, l'Association est réputée avoir reçu les biens en parfait état. Un autre état des lieux sera dressé au terme de l'occupation afin de déterminer si des réparations doivent être supportées financièrement par l'Association (usure anormale).

L'état des lieux sera établi conjointement avec l'Association par la Direction de l'Immobilier et de la Logistique.

L'Association fait son affaire des équipements mobiliers et outils de bureautique nécessaires à son activité et prend à sa charge les assurances nécessaires au bon fonctionnement de ces équipements.

L'Association déclare avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, des règlements et des prescriptions en vigueur au sein de l'Université et s'engage à les faire appliquer dans le local mis à disposition.



Article 4.2 Usage des locaux

Le local, objet de la présente convention, sera utilisé par l'Association à usage exclusif d'activités entrant dans son objet social et ne portant pas atteinte aux missions de l'Université et sans troubler l'ordre public.

La mise à disposition par l'Association, au profit d'autres associations ou d'autres personnes physiques ou morales, est interdite.

Il lui est également interdit d'effectuer des activités à caractère commercial qui pourraient porter atteinte au principe de neutralité commerciale sur le domaine public.

L'Association a libre accès au local pendant les jours et horaires d'ouverture de l'Université.

Article 4.3 Entretien du local

L'Association assurera le nettoyage et le maintien en parfait état du local.

Les sacs poubelles doivent être attachés avant d'être déposés dans les bacs à couvercle gris. Les cartons seront pliés avant d'être déposés dans les bacs à couvercle bleu. Aucun autre type de déchets (verres, bouteilles, encombrants, DEEE) ne devra être entreposé dans les locaux poubelles de l'établissement.

L'Association ne pourra procéder à aucune transformation du local quelle qu'en soit la nature, ces travaux ne pouvant relever que de l'Université. Il en est de même pour la maintenance technique des locaux (ex : remplacement de lampe). En cas de besoin, l'Association peut toutefois solliciter les services de la Direction de l'Immobilier et de la Logistique dil@univ-lyon3.fr.

L'Association, lorsqu'elle quittera les lieux, aura vidé le local de tout document, matériels, appareils électriques, poubelles. Le local devra être rendu propre.

Article 4.4 Règles d'hygiène et de sécurité

L'Association déclare avoir pris connaissance des consignes générales sanitaires et de sécurité (jointes en annexe), des règlements et des prescriptions en vigueur dans les locaux de l'Université et s'engage à les faire appliquer.

Tous dégâts survenus dans les installations devront être signalés aux services compétents.

L'Association reconnaît ainsi être notamment informée des règles relatives à l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif.

Il est de même interdit d'entreposer, de vendre, distribuer ou consommer des boissons alcoolisées au sein des locaux mis à disposition. Toute publicité en faveur de boissons alcoolisées est pareillement interdite y compris dans le cadre de partenariats liés à des événements particuliers.

L'Université se réserve le droit de procéder, à tout moment, à un contrôle sur les conditions d'occupation des locaux.

L'Université se réserve le droit d'accéder aux locaux dans le cadre de vérifications techniques réglementaires annuelles (installations électriques). En cas de constatation de matériel défectueux, les occupants des locaux en seront informés.

Article 5 : Charges relatives à l'occupation

L'Université demeurera seule redevable des charges afférentes à l'occupation accordée pour ce qui concerne l'eau, l'électricité et le chauffage.

Article 6 : Responsabilité et assurances

L'Association sera personnellement responsable vis-à-vis de l'Université et des tiers des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou des personnes qu'elle accueille.

L'Association répondra des dégradations causées au local mis à sa disposition et commises tant par elle que par ses membres, par les personnes qu'elle accueille, et toute personne effectuant des interventions pour son compte.

L'Association est tenue de souscrire une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile et le risque aux tiers auprès d'une compagnie notoirement solvable.

Elle déclare être titulaire d'une assurance pour les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux, de vols par effraction et pour tout risque locatif, afférents au local mis à sa disposition et à

ses agencements matériels et mobiliers. Cette assurance sera transmise au Pôle Vie Etudiante de la DEVU avant la signature de la présente convention.

Article 7 : Mesures d'urgence

Outre les mesures prévues aux articles précédents, l'Université peut, en cas de carence grave de l'occupant, de menace à l'hygiène ou à la sécurité, de mise en danger des personnes telle que définie à l'article 223-1 du code pénal, prendre toute mesure adaptée à la situation, y compris la fermeture temporaire du local ou la résiliation de la présente convention.

Article 8 : Obligations de l'Association

L'Association s'engage avant l'entrée en vigueur de la présente convention, à transmettre au Pôle Vie Etudiante de la DEVU (vie-associative@univ-lyon3.fr) :

1. une attestation d'assurance pour la responsabilité civile et pour les locaux
2. le procès-verbal relatif au dernier changement de Bureau de l'association
3. un contact téléphonique d'un membre au moins du Bureau

Et, en cas de changement :

4. la copie du récépissé de déclaration de modification de l'Association effectuée à la préfecture,
5. les statuts.

Article 9 : Règlement Général sur la Protection des Données

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, l'Université et l'Association conviennent conjointement que chaque partie assure le respect des dispositions de la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, et notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les parties s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions prévues par la législation pour assurer les principes de conformité, incluant les principes de minimisation des données collectées, traitées et transférées ; l'exécution du droit d'information des personnes concernées dans leur périmètre respectif ; et la mise en œuvre des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées.

Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle dans le traitement de ces demandes.

Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser au Délégué de l'Université en charge de la protection des données personnelles : dgd@univ-lyon3.fr.

Les parties s'engagent également à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72h après la découverte de ladite violation. Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet événement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.

A l'issue de l'année universitaire, chaque partie s'engage à respecter les durées de conservation et de traitement légales qui lui sont opposables. De même, à l'issue de la durée de la convention, chaque partie s'assure du respect de la réglementation applicable quant au sort des données dans son propre périmètre.

Article 10 : Règlement des litiges

En cas de litige né de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation en lien avec l'exécution des dispositions de la présente convention sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.



Fait à Lyon, en 2 exemplaires originaux, le 13.10.2023

M. le président de l'université
Jean MOULIN

Eric CARPANO

M. la présidente de l'association
AG des Étudiant.e.s de Lyon – Union
Nationale des Étudiants de France

Manon MORET



ETAT DES LIEUX D'ENTRE ET DE SORTIE
Références : DIL /JFN – EDL entrée 12-09 2023

Vu la convention d'occupation temporaire de locaux N°2023-10-G-132

ENTRE :

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,

sise 1 C Avenue des Frères Lumière – CS 78242, 69372 LYON CEDEX 08

Représentée par son président, **Monsieur le Professeur Eric Carpano**

L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « **l'Université** »,

D'une part,

ET

L'association AG des Étudiant.e.s de Lyon – Union Nationale des Étudiants de France,

Représentée par **Madame Manon MORET**, en qualité de représentant légal de l'association.

Domiciliée : Université Lyon 2 Lumière, Maison de Etudiant, Campus Porte des Alpes, 5 avenue Pierre Mendès France, 69500 Bron

N° W691106019 ;

Ci-après dénommée « **l'Association** »

D'autre part,

Adresse postale des locaux loués/ prêtés

Université Jean Moulin Lyon 3 Manufacture des Tabacs | 1C, avenue des Frères Lumière
| 69008 Lyon

Local N° : 3410 B – MEZ Aile E

Surface : 34,08 m²

Accès/ clés

Nombre et détail de clés : Ø

Badges du contrôle d'accès : Ø

Emetteurs accès au parking : cartes professionnelles paramétrées : Ø

Clés entrée immeuble : Ø

Boîte aux lettres : Ø

local poubelle : Ø

Autres :

Etat des éléments de chauffage

☒ Chauffage collectif

☐ Chaudière individuelle

Eléments	Nombre	Localisation	Entrée des lieux	Sortie des lieux
			Etat	Etat
Radiateurs eau	Ø			
Convecteurs électriques	Ø			
Ventilo convecteurs 2 tubes	1		BON ETAT	

Etat des éléments de climatisation

☐ Climatisation collective

☐ Climatisation individuelle

Eléments	Nombre	Localisation	Entrée des lieux	Sortie des lieux
			Etat	Etat
Climatiseur individuel	Ø			
Ventilo convecteurs 2 tubes	1		BON ETAT	
Cassettes plafonnieres	Ø			

Etat de lieu										
Pour chaque pièce et chaque équipement, notez l'état et commentez le défaut										
SALLE 2218	Entrée des lieux					Sortie des lieux				
	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Observations Entrée de lieux	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Observations Sortie de lieux
Murs			X							
Sol			X		Rayures multiples					
Plafond		X			Plafond bacs gris métalliques					
Portes, menuiserie		X			Porte en verre					
Fenêtres (vitres, volets)		X			Châssis fixe					
Gaine de ventilation		X								
Electricité, éclairage		X			3 ampoules HS					
Electricité commandes /interrupteurs et prises		X								



A l'entrée des lieux
Autres observations

A la sortie des lieux
Autres observations

Conditions générales

Conformément aux dispositions de l'article 4 de la Convention entre l'université et l'association **AG des Étudiant.e.s de Lyon – Union Nationale des Étudiants de France**, un état des lieux contradictoire doit être réalisé entre l'université Jean Moulin Lyon 3 et l'occupant lors de la remise du local et lors de la restitution.

Les cosignataires reconnaissent avoir reçu chacun un exemplaire du présent état des lieux et s'accordent pour y faire référence lors du départ de l'occupant. Cet état des lieux est transmis soit par e-mail au format PDF, soit par courrier.

L'occupant sortant est informé que les dégradations ou défauts constatés sur le présent état des lieux peuvent relever de son éventuelle responsabilité après comparaison avec l'état des lieux d'entrée. Il reconnaît que des indemnités ou remises en état correspondant aux dégradations ou défauts d'entretien pourront lui être imputées.

Ce local reste accessible aux personnels habilités de l'université, SHS et DIL et au service des affaires culturelles.

A remplir à l'entrée des lieux

Le présent état des lieux d'entrée a été établi contradictoirement et accepté par les parties à l'entrée des lieux. Fait en deux exemplaires à Lyon le 12/09/2023

Jean-Florent NIGAY

Manon MORET

Signature Représentant de l'Université

Signature de Représentant de
l'Association

Précédée de la mention « certifié exact »

Précédée de la mention « certifié exact »



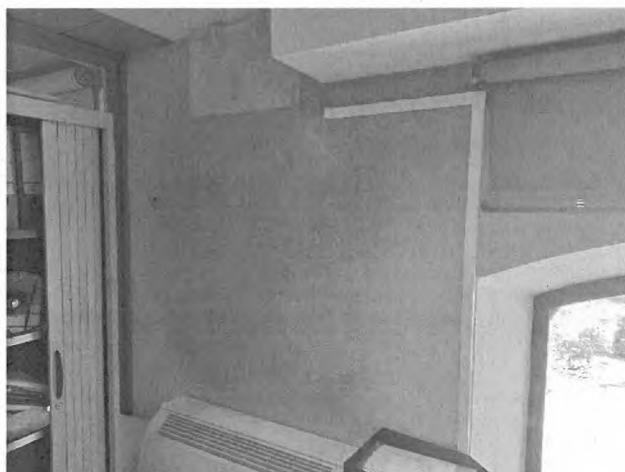
A remplir à la sortie des lieux

Le présent état des lieux de sortie a été établi contradictoirement et accepté par les parties à l'entrée des lieux. Fait en deux exemplaires à Lyon le ___ / ___ / 202....

Signature représentant de l'Université
Précédée de la mention « certifié exact »

Signature l'association représenté par
Précédée de la mention « certifié exact »

Annexe - Photos



**Convention d'occupation temporaire de locaux
N°2023-10-G-133**

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L. 2121-1, L. 2122-1 et L. 2122-1-4 ;

Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 712-2 ;

Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° CAC-2023-06-02-ins du conseil académique de l'université Jean Moulin en date du 27 juin 2023 portant approbation des conditions d'utilisation et d'affectation des locaux mis à disposition des étudiants ;

Vu l'arrêté n° 23-159 du 28 juin 2023 fixant les conditions d'affectation des locaux mis à disposition des étudiants ;

Vu l'arrêté n° 23-209 du 28 juin 2023 portant sur l'affectation des locaux associatifs étudiants ;

Entre les soussignées :

L'université Jean MOULIN, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8^{ème}

Représentée par son Président, Eric CARPANO

Ci-après nommée « l'Université »

D'une part,

Et

L'association GAELIS

Dont le siège social se situe : 43, boulevard du 11 novembre 1918, 69100 Villeurbanne

Représentée par sa Présidente, Louison BRUTUS

Numéro d'enregistrement à la Préfecture W691056315

Ci-après nommée « l'Association »

D'autre part,

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

L'Université est affectataire de dépendances du domaine public de l'État pour assurer les missions de service public qui lui incombent en application des dispositions du code de l'éducation. L'occupation de ce domaine public implique la connaissance et le respect des règles spécifiques contenues dans le code général de la propriété des personnes publiques et le code du domaine de l'État ainsi que des principes dégagés par la jurisprudence.

La présente convention a pour objet de permettre l'occupation temporaire de parcelles et de locaux du domaine public au profit de l'Association, son action complétant et soutenant les missions de l'Université. La présente convention est précaire et révocable.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de mise à disposition par l'Université, à titre précaire et révocable, d'un local situé en mezzanine du bâtiment EB sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs.

Ce local est mis à disposition de l'Association afin d'y exercer une activité conforme à la mission de service public de l'Université. Ce local sera partagé avec les associations ADPH et ADSP.

L'Association s'engage à occuper personnellement le local mis à sa disposition. Toute mise à disposition au profit d'un tiers quel qu'il soit, à titre onéreux ou gratuit, est strictement interdite.



La présente convention est conclue sous le régime des occupations temporaires du domaine public.

Article 2 : Portée de la convention

Les termes de cette convention ne pourront être modifiés que par voie d'avenant écrit et signé par les personnes dûment habilitées à cet effet.

La présente convention est conclue en considération des qualités et capacités des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'Association ainsi que de l'objet et des statuts de celle-ci.

En conséquence, tout changement partiel ou total des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'Association, ainsi que de l'objet et des statuts de celle-ci devra être notifié à l'Université, notamment au Pôle Vie Étudiante de la Direction des Études et de la Vie Universitaire (vie-associative@univ-lyon3.fr).

Article 3 : Durée et résiliation de la convention

La présente convention est conclue à compter du jour de sa signature et jusqu'à l'édition d'un nouvel arrêté portant affectation des locaux associatifs étudiants.

L'Université peut mettre fin à la présente convention avant terme pour tout motif d'intérêt général, sous réserve du respect d'un préavis de deux mois.

Cette résiliation ne saurait donner lieu au versement d'indemnités de compensation.

Le préavis mentionné aux alinéas précédents n'est pas opposable à l'Université en cas de manquement de l'Association à l'une des obligations souscrites dans le cadre de la présente convention. L'Université aura la faculté de résilier la convention aux torts et griefs de l'Association, sans que cette dernière puisse prétendre à des dommages et intérêts. L'Association devra libérer les lieux et les remettre en état dans les quinze jours suivant le commandement de l'Université.

Article 4 : Conditions de mise à disposition

Article 4.1 Désignation des locaux

Le local mis à disposition de l'Association, sis en mezzanine du bâtiment EB sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs, et d'une superficie de 20,37 m², consiste en une salle à usage de local de réunions.

L'Association reconnaît avoir reçu une clef de la salle. L'Association s'engage à la ranger systématiquement dans l'armoire à clés et à la restituer au terme de la présente convention. Les responsables de l'Association s'engagent à ne pas en faire de copies, à ne pas percer les portes pour faire poser un verrou et à ne pas faire changer les serrures du local sous peine de suspension ou de révocation de la présente convention.

Un état des lieux, joint en annexe, est dûment établi contradictoirement entre les parties avant la signature des présentes. À défaut de cet état des lieux, l'Association est réputée avoir reçu les biens en parfait état. Un autre état des lieux sera dressé au terme de l'occupation afin de déterminer si des réparations doivent être supportées financièrement par l'Association (usure anormale).

L'état des lieux sera établi conjointement avec l'Association par la Direction de l'Immobilier et de la Logistique.

L'Association fait son affaire des équipements mobiliers et outils de bureautique nécessaires à son activité et prend à sa charge les assurances nécessaires au bon fonctionnement de ces équipements.

L'Association déclare avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, des règlements et des prescriptions en vigueur au sein de l'Université et s'engage à les faire appliquer dans le local mis à disposition.



Article 4.2 Usage des locaux

Le local, objet de la présente convention, sera utilisé par l'Association à usage exclusif d'activités entrant dans son objet social et ne portant pas atteinte aux missions de l'Université et sans troubler l'ordre public.

La mise à disposition par l'Association, au profit d'autres associations ou d'autres personnes physiques ou morales, est interdite.

Il lui est également interdit d'effectuer des activités à caractère commercial qui pourraient porter atteinte au principe de neutralité commerciale sur le domaine public.

L'Association a libre accès au local pendant les jours et horaires d'ouverture de l'Université.

Article 4.3 Entretien du local

L'Association assurera le nettoyage et le maintien en parfait état du local.

Les sacs poubelles doivent être attachés avant d'être déposés dans les bacs à couvercle gris. Les cartons seront pliés avant d'être déposés dans les bacs à couvercle bleu. Aucun autre type de déchets (verres, bouteilles, encombrants, DEEE) ne devra être entreposé dans les locaux poubelles de l'établissement.

L'Association ne pourra procéder à aucune transformation du local quelle qu'en soit la nature, ces travaux ne pouvant relever que de l'Université. Il en est de même pour la maintenance technique des locaux (ex : remplacement de lampe). En cas de besoin, l'Association peut toutefois solliciter les services de la Direction de l'Immobilier et de la Logistique dil@univ-lyon3.fr.

L'Association, lorsqu'elle quittera les lieux, aura vidé le local de tout document, matériels, appareils électriques, poubelles. Le local devra être rendu propre.

Article 4.4 Règles d'hygiène et de sécurité

L'Association déclare avoir pris connaissance des consignes générales sanitaires et de sécurité (jointes en annexe), des règlements et des prescriptions en vigueur dans les locaux de l'Université et s'engage à les faire appliquer.

Tous dégâts survenus dans les installations devront être signalés aux services compétents.

L'Association reconnaît ainsi être notamment informée des règles relatives à l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif.

Il est de même interdit d'entreposer, de vendre, distribuer ou consommer des boissons alcoolisées au sein des locaux mis à disposition. Toute publicité en faveur de boissons alcoolisées est pareillement interdite y compris dans le cadre de partenariats liés à des événements particuliers.

L'Université se réserve le droit de procéder, à tout moment, à un contrôle sur les conditions d'occupation des locaux.

L'Université se réserve le droit d'accéder aux locaux dans le cadre de vérifications techniques réglementaires annuelles (installations électriques). En cas de constatation de matériel défectueux, les occupants des locaux en seront informés.

Article 5 : Charges relatives à l'occupation

L'Université demeurera seule redevable des charges afférentes à l'occupation accordée pour ce qui concerne l'eau, l'électricité et le chauffage.

Article 6 : Responsabilité et assurances

L'Association sera personnellement responsable vis-à-vis de l'Université et des tiers des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou des personnes qu'elle accueille.

L'Association répondra des dégradations causées au local mis à sa disposition et commises tant par elle que par ses membres, par les personnes qu'elle accueille, et toute personne effectuant des interventions pour son compte.

L'Association est tenue de souscrire une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile et le risque aux tiers auprès d'une compagnie notoirement solvable.

Elle déclare être titulaire d'une assurance pour les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux, de vols par effraction et pour tout risque locatif, afférents au local mis à sa disposition et à



ses agencements matériels et mobiliers. Cette assurance sera transmise au Pôle Vie Etudiante de la DEVU avant la signature de la présente convention.

Article 7 : Mesures d'urgence

Outre les mesures prévues aux articles précédents, l'Université peut, en cas de carence grave de l'occupant, de menace à l'hygiène ou à la sécurité, de mise en danger des personnes telle que définie à l'article 223-1 du code pénal, prendre toute mesure adaptée à la situation, y compris la fermeture temporaire du local ou la résiliation de la présente convention.

Article 8 : Obligations de l'Association

L'Association s'engage avant l'entrée en vigueur de la présente convention, à transmettre au Pôle Vie Etudiante de la DEVU (vie-associative@univ-lyon3.fr) :

1. une attestation d'assurance pour la responsabilité civile et pour les locaux
2. le procès-verbal relatif au dernier changement de Bureau de l'association
3. un contact téléphonique d'un membre au moins du Bureau

Et, en cas de changement :

4. la copie du récépissé de déclaration de modification de l'Association effectuée à la préfecture,
5. les statuts.

Article 9 : Règlement Général sur la Protection des Données

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, l'Université et l'Association conviennent conjointement que chaque partie assure le respect des dispositions de la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, et notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les parties s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions prévues par la législation pour assurer les principes de conformité, incluant les principes de minimisation des données collectées, traitées et transférées ; l'exécution du droit d'information des personnes concernées dans leur périmètre respectif ; et la mise en œuvre des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées.

Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle dans le traitement de ces demandes.

Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser au Délégué de l'Université en charge de la protection des données personnelles : dpd@univ-lyon3.fr.

Les parties s'engagent également à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72h après la découverte de ladite violation. Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet événement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.

A l'issue de l'année universitaire, chaque partie s'engage à respecter les durées de conservation et de traitement légales qui lui sont opposables. De même, à l'issue de la durée de la convention, chaque partie s'assure du respect de la réglementation applicable quant au sort des données dans son propre périmètre.

Article 10 : Règlement des litiges

En cas de litige né de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation en lien avec l'exécution des dispositions de la présente convention sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.



Fait à Lyon, en 2 exemplaires originaux, le 13.10.2023

M. le président de l'université
Jean MOULIN

Eric CARPANO

Mme. la Présidente de l'Association
GAELIS

Louison BRUTUS

ETAT DES LIEUX D'ENTRE ET DE SORTIE
Références : DIL /JFN – EDL entrée 15-09 2023

Vu la convention d'occupation temporaire de locaux N°2023-10-G-133

ENTRE :

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,

sise 1 C Avenue des Frères Lumière – CS 78242, 69372 LYON CEDEX 08

Représentée par son président, **Monsieur le Professeur Eric Carpano**

L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « **l'Université** »,

D'une part,

ET

L'association GAELIS,

Représentée par Madame Louison BRUTUS, en qualité de représentant légal de l'association.

Domiciliée : 43, boulevard du 11 novembre 1918, 69100 Villeurbanne

N° W691056315 ;

Ci-après dénommée « **l'Association** »

D'autre part,

Adresse postale des locaux loués/ prêtés

Université Jean Moulin Lyon 3 Manufacture des Tabacs | 1C, avenue des Frères Lumière
| 69008 Lyon

Local N° : 3402 – MEZ Pav EB

Surface : 20.37 m²

Accès/ clés

Nombre et détail de clés : Ø

Badges du contrôle d'accès : Ø

Emetteurs accès au parking : cartes professionnelles paramétrées : Ø

Clés entrée immeuble : Ø Boîte aux lettres : Ø local poubelle : Ø

Autres :

Etat des éléments de chauffage

☒ Chauffage collectif

☐ Chaudière individuelle

Eléments	Nombre	Localisation	Entrée des lieux	Sortie des lieux
			Etat	Etat
Radiateurs eau	1		TBE	
Convecteurs électriques	Ø			

Etat des éléments de climatisation

☐ Climatisation collective

☐ Climatisation individuelle

Eléments	Nombre	Localisation	Entrée des lieux	Sortie des lieux
			Etat	Etat
Climatiseur individuel	Ø			
Ventilo convecteurs 2 tubes	Ø			
Cassettes plafonnieres	Ø			

Etat de lieu										
Pour chaque pièce et chaque équipement, notez l'état et commentez le défaut										
SALLE 2218	Entrée des lieux					Sortie des lieux				
	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Observations Entrée de lieux	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Observations Sortie de lieux
Murs	X									
Sol			X							
Plafond	X									
Portes, menuiserie		X								
Fenêtres (vitres, volets)	X									
Gaine de ventilation			X							
Electricité, éclairage		X			2 néons HS					
Electricité commandes /interrupteur s et prises		X								



A l'entrée des lieux
Autres observations

A la sortie des lieux
Autres observations

Conditions générales

Conformément aux dispositions de l'article 4 de la Convention entre l'université et l'association **GAE LIS**, un état des lieux contradictoire doit être réalisé entre l'université Jean Moulin Lyon 3 et l'occupant lors de la remise du local et lors de la restitution.

Les cosignataires reconnaissent avoir reçu chacun un exemplaire du présent état des lieux et s'accordent pour y faire référence lors du départ de l'occupant. Cet état des lieux est transmis soit par e-mail au format PDF, soit par courrier.

L'occupant sortant est informé que les dégradations ou défauts constatés sur le présent état des lieux peuvent relever de son éventuelle responsabilité après comparaison avec l'état des lieux d'entrée. Il reconnaît que des indemnités ou remises en état correspondant aux dégradations ou défauts d'entretien pourront lui être imputées.

Ce local reste accessible aux personnels habilités de l'université, SHS et DIL et au service des affaires culturelles.

A remplir à l'entrée des lieux

Le présent état des lieux d'entrée a été établi contradictoirement et accepté par les parties à l'entrée des lieux. Fait en deux exemplaires à Lyon le 15/09/2023

Jean-Florent NIGAY

Louison BRUTUS

Signature Représentant de l'Université

Signature de Représentant de
l'Association

Précédée de la mention « certifié exact »

Précédée de la mention « certifié exact »



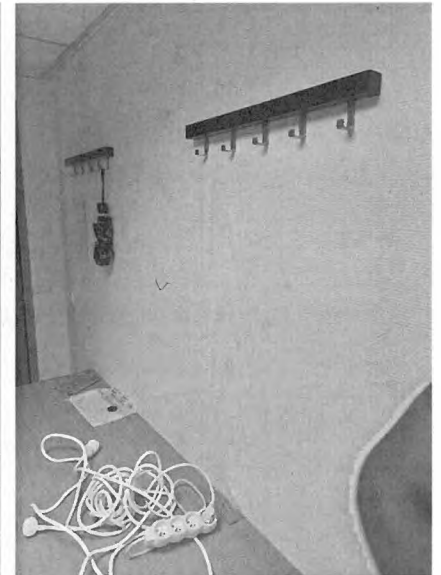
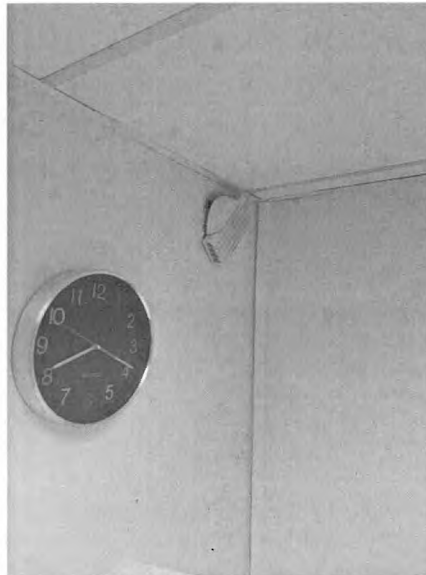
A remplir à la sortie des lieux

Le présent état des lieux de sortie a été établi contradictoirement et accepté par les parties à l'entrée des lieux. Fait en deux exemplaires à Lyon le ___ / ___ / 202....

Signature représentant de l'Université
Précédée de la mention « certifié exact »

Signature l'association représenté par
Précédée de la mention « certifié exact »

Annexe – photos



**CONTRAT DE PARTENARIAT EN VUE DE PROMOUVOIR LES
OPERATIONS D'ECONOMIE D'ENERGIE DANS LE CADRE DU DISPOSITIF DES CEE**
n°2023-10-G-134

Le présent contrat, en date du 9 février 2022 (le « **Contrat** ») est conclu,

(1) ENTRE :

- (2) ARMORINE** société par actions simplifiées au capital de 1 806 000 €, dont le siège social est sis 225 rue Jean-Baptiste Martenot – 56850 Caudan, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro RCS 864 504 418 (ci-après l'« **Obligé** »), représentée par **ACT COMMODITIES (FRANCE)**, société par actions simplifiée au capital de 500.000 €, dont le siège social est sis 5, rue Alfred de Vigny à Paris (75008), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 849 616 828 RCS Paris elle-même représentée par Monsieur David Maarek (ci-après le « **Mandataire** ») dûment habilité au titre des présentes ;

D'UNE PART,

ET

- (3) UNIVERSITE LYON 3 JEAN MOULIN**, Etablissement public national à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social est situé au 1C Avenue des frères Lumière, CS 78242, 69372 Lyon cedex 08, Numéro de SIREN : 196 924 377 00282; NAF/APE : 8542Z Enseignement supérieur

représentée par Monsieur Eric Carpano, Président de l'université (ci-après le « **Bénéficiaire** ») dûment habilité au titre des présentes ;

D'AUTRE PART,

(l'Obligé et le Bénéficiaire sont ci-après collectivement dénommés les « **Parties** » et individuellement une « **Partie** »).

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

- A** L'Obligé a la qualité d'obligé au sens de l'article L. 221-1 du Code de l'énergie. Dans ce cadre, l'Obligé propose auprès de clients de tous secteurs ses services d'assistance à la valorisation d'opérations d'économie d'énergie dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie (« **CEE** ») prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code de l'énergie, en ce inclus dans le cadre du dispositif « Coup de Pouce » (le « **Dispositif CEE** »).
- B** Le Bénéficiaire souhaite bénéficier d'opérations d'économie d'énergie dans le cadre du Dispositif CEE.
- C** Les Parties se sont donc rapprochées afin de déterminer les termes et conditions dans lesquelles l'Obligé s'engage à accompagner le Bénéficiaire dans le cadre de la réalisation d'opérations d'économie d'énergie.

CECI RAPPELÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIIT

1. VERSEMENT DE LA PRIME CEE PAR L'OBLIGE AU PROFIT DU BENEFICIAIRE

Le Bénéficiaire souhaite bénéficier des catégories d'opérations d'économie d'énergie éligibles au Dispositif CEE, dont la liste figure en Annexe 3

(l'« **Opération** ») sur les sites du Bénéficiaire dont la liste figure en Annexe 2.

Antérieurement au déclenchement de l'Opération par le Bénéficiaire, l'Obligé s'engage à lui apporter, conformément aux stipulations du Contrat, une contribution directe favorisant la réalisation de l'Opération.

Dans ce contexte, l'Obligé s'engage à accompagner le Bénéficiaire dans la réalisation de l'Opération en lui apportant une contribution au titre du Dispositif CEE, sous la forme d'une prime versée par l'Obligé au Bénéficiaire, dont le montant unitaire H.T. s'élèvera à 6 € par MWh cumac (la « **Prime CEE** »), permettant d'apporter la preuve du rôle actif et incitatif de l'Obligé dans le cadre de l'Opération.

Il est convenu entre les Parties, que si au jour de la transmission d'un chiffrage ferme et définitif suite à l'envoi des éléments communiqué par les établissements, le dernier Prix Moyen pondéré publié disponible de l'indice spot (en €/MWh) des CEE (correspondant au type de CEE concernés : Classiques ou Précarité), consultable sur le site EMMY (<https://www.emmy.fr/public/donnees-mensuelles>) est supérieur de plus de 15% par rapport au Prix Moyen pondéré de l'indice spot (en €/MWh) des CEE (correspondant au type de CEE concernés : Classiques ou Précarité) au 1^{er} janvier 2022 et consultable sur le site EMMY (<https://www.emmy.fr/public/donnees-mensuelles>), le montant unitaire H.T. de la Prime CEE sera révisé à la hausse, selon la formule suivante :

$$\text{Prime CEE Révisée} = \text{Prime Fixe Minimum} \times [V1 / V0]$$

Où :

- **Prime Fixe Minimum** : désigne 6€ par MWh cumac
- **V1** : désigne le dernier Prix Moyen pondéré disponible de l'indice spot (en €/MWh) des CEE, consultable sur le site EMMY (<https://www.emmy.fr/public/donnees-mensuelles>)
- **V0** : désigne le Prix Moyen pondéré de l'indice spot (en €/MWh) des CEE au 1^{er} janvier 2022, consultable sur le site EMMY (<https://www.emmy.fr/public/donnees-mensuelles>)

Ainsi :

- si $V1 > [V0 \times 1,15]$: le montant de la Prime CEE unitaire H.T. sera égal à la Prime CEE Révisée telle que calculée conformément à la formule ci-dessus ; et
- si $V1 < [V0 \times 1,15]$: le montant de la Prime CEE unitaire H.T. sera égal à 6€ par MWh cumac

Le montant définitif total de la Prime CEE dépendra des travaux effectivement réalisés au titre de l'Opération et du volume de CEE effectivement crédité par le Pôle National des CEE (« **PNCEE** ») sur le compte de l'Obligé ouvert auprès du Registre National des Certificats d'Economies d'Energie (« **Registre Emmy** »), ce volume étant susceptible d'évoluer (à la hausse ou à la baisse) en fonction des évolutions de la réglementation applicable au Dispositif CEE.

Le montant total de la Prime CEE pourra ainsi être révisé en cas de modification (i) de l'Opération et/ou (ii) du volume de CEE généré par l'Opération (le cas échéant, en raison des évolutions de la réglementation applicable au Dispositif CEE).

Les Parties reconnaissent que la date d'engagement de chaque Opération, au sens de l'Arrêté CEE (la « **Date d'Engagement** »), est concomitante ou postérieure à la date de signature du Contrat.

Par ailleurs, les Opérations soumises au présent Contrat sont celles dont la Date d'Engagement a eu lieu avant la date de fin du Contrat, ou la date de sa résiliation conformément à ses termes et conditions.

2. CONSTITUTION DU DOSSIER CEE

A la suite de la réalisation de chaque Opération, l'Obligé constituera le dossier de demande de CEE y afférent (le « **Dossier CEE** ») conformément aux termes de l'arrêté en date du 4 septembre 2014 fixant la liste des éléments d'une demande de certificats d'économies et les documents à archiver par le demandeur, tel qu'ultérieurement modifié par plusieurs arrêtés successifs, dont le dernier en date du 25 mars 2021 et de l'arrêté du 29 décembre 2014 relatif aux modalités d'application du dispositif des certificats d'économies d'énergie tel qu'ultérieurement modifié par plusieurs arrêtés successifs, dont le dernier en date du 25 mars 2021 (ensemble l'« **Arrêté CEE** »), afin de le déposer auprès du PNCEE sur le Registre Emmy, sur le compte de l'Obligé.

A cette fin, le Bénéficiaire s'engage à communiquer à l'Obligé, dans un délai maximum de trois (3) mois à compter de la date du document apportant la preuve de réalisation de chaque Opération, *i.e.*, la date d'achèvement de l'Opération au sens de l'Arrêté CEE (la « **Date d'Achèvement** »), toutes les informations et les documents qui seront nécessaires à la constitution du Dossier CEE conformément aux termes de l'Arrêté CEE (les « **Documents Justificatifs** ») et notamment :

- toute pièce apportant la preuve de la réalisation de l'Opération (factures, attestation d'installation, décision de réception des travaux ou fiche de réception, ordre de service, bon de commande, devis, acte d'engagement ou toute autre pièce justificative conformément aux termes de l'Arrêté CEE) et comportant l'identité du Bénéficiaire, la date de délivrance, d'émission ou de signature du document considéré, le lieu de réalisation de l'Opération et la description de l'Opération ;
- les attestations sur l'honneur relatives à l'Opération, notamment (i) une attestation sur l'honneur signée par le Bénéficiaire du rôle actif et incitatif de l'Obligé dans la réalisation de l'Opération et (ii) s'agissant des opérations standardisées, une attestation sur l'honneur du Bénéficiaire précisant que (x) les économies d'énergie réalisées n'ont pas permis de réduire les émissions de gaz à effet de serre d'une installation classée mentionnée à l'article L. 229-5 du Code de l'environnement exploitée, au sens de l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, par le Bénéficiaire et (y) l'Opération n'a pas bénéficié d'une aide à l'investissement de la part de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie ou que l'Opération a bénéficié d'une aide à l'investissement de la part de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie dont le calcul et la décision d'attribution ont pris en compte la délivrance de CEE ;
- tout autre document ou information demandé par l'Obligé ou les autorités en charge de la délivrance des CEE et qui serait nécessaire pour compléter le Dossier CEE ou réaliser des contrôles sur l'Opération.

Le Bénéficiaire reconnaît qu'en signant l'attestation sur l'honneur relative à l'Opération, il accepte le recueil de ses informations et ne peut demander par la suite à l'Obligé l'effacement de ses données personnelles.

3. OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Le Bénéficiaire reconnaît expressément que le Dispositif CEE ne pourra pas s'appliquer et ainsi que la Prime CEE ne pourra pas lui être versée si la Date d'Engagement est antérieure à la signature du Contrat.

Par ailleurs, dans le cadre de chaque Opération, le Bénéficiaire :

- s'engage à autoriser l'Obligé à déposer sur son compte ouvert auprès du Registre Emmy, les Dossiers CEE correspondant aux Opérations engagées pendant toute la durée du Contrat ;

- s'engage à transmettre les Documents Justificatifs relatifs à l'Opération, à des fins de délivrance et valorisation des CEE, exclusivement à l'Obligé et s'interdit de déposer une demande de CEE portant sur des travaux inclus dans le périmètre du Contrat en son nom propre ou d'autoriser un tiers, quel qu'il soit, à le faire ;
- déclare et garantit à l'Obligé que les Documents Justificatifs seront transmis de bonne foi et n'auront pas de caractère frauduleux, mensonger, incomplet, imprécis ou inexact, ne contiendront pas de fausse déclaration ou de falsification ;
- s'engage à respecter les termes et conditions du Contrat ainsi que, le cas échéant, toute autre obligation lui incombant dans le cadre du Dispositif CEE en sa qualité de Bénéficiaire.

Les établissements s'engagent, pendant toute la durée du partenariat, à ne pas conclure de convention ou de partenariat pour l'obtention et la valorisation de CEE avec des sociétés concurrentes au titre de toute opération pour lesquelles le partenaire aura réalisé une estimation de volume CEE et/ou de Prime CEE. Cet engagement subsistera jusqu'à la date de fin du Contrat.

4. CONTROLE DES DOCUMENTS JUSTIFICATIFS

L'Obligé se réserve le droit de mener, à ses frais, tout contrôle administratif ou technique, sur document ou sur site, portant sur l'Opération et les Documents Justificatifs transmis par le Bénéficiaire aux fins de délivrance et valorisation de CEE, notamment les contrôles prévus par l'article L. 221-9 du Code de l'énergie.

En cas d'information manquante pour la constitution du Dossier CEE, l'Obligé informera le Bénéficiaire qui aura un délai de vingt (20) jours calendaires pour transmettre les éléments manquants à l'Obligé.

Dans le cas où le contrôle est réalisé par un organisme indépendant mandaté par l'Obligé et révélerait un manquement ou une différence entre les éléments fournis par le Bénéficiaire et les éléments constatés à l'issue du contrôle, le montant de la prestation de l'organisme mandaté pourra être refacturé intégralement au Bénéficiaire.

Le Bénéficiaire reconnaît expressément :

- qu'il pourra être contacté par les services de l'Etat ou tout organisme indépendant mandaté pour contrôler la réalité de l'Opération ainsi que des Documents Justificatifs. Dans ce cadre, le Bénéficiaire s'engage à collaborer de bonne foi ;
- que si l'Opération et les Documents Justificatifs ne respectent pas scrupuleusement le Dispositif CEE, la Prime CEE ne sera pas versée par l'Obligé au Bénéficiaire.

5. MODALITES DE PAIEMENT DE LA PRIME CEE

Le Bénéficiaire remettra à l'Obligé la facture au titre de la Prime CEE le jour de la validation du Dossier CEE auprès du PNCEE. Sous réserve des stipulations de l'Article 7, l'Obligé devra payer la Prime CEE au Bénéficiaire dans un délai maximum de trente (30) jours calendaires à compter de la réception de la facture, par virement sur le compte bancaire dont les coordonnées auront été communiquées par le Bénéficiaire à l'Obligé.

En cas de défaut de paiement à l'échéance de la Prime CEE, la Prime CEE sera majorée :

- de pénalités de retard correspondants aux intérêts courus depuis la date d'échéance du paiement jusqu'à la date de paiement effectif, à un taux de 10% par an (les intérêts seront calculés sur une base journalière) ; et
- d'une indemnité forfaitaire de quarante (40) euros pour frais de recouvrement.

Le Bénéficiaire reconnaît expressément que dans le cas où le Dossier CEE relatif à l'Opération ferait l'objet d'un contrôle du PNCEE, le paiement de la Prime CEE par l'Obligé sera suspendu jusqu'à la fin dudit contrôle.

6. DÉCLARATIONS ET GARANTIES DES PARTIES

Chaque Partie déclare et garantit à l'autre Partie ce qui suit :

- (a) elle est valablement constituée et immatriculée, conformément aux lois qui lui sont applicables ;
- (b) elle a pris toutes les mesures requises, et dispose des pouvoirs nécessaires pour signer le Contrat et tout autre document devant être signé en application de ses stipulations, et pour exécuter ses obligations en résultant ;

- (c) la conclusion du Contrat a été valablement autorisée par l'ensemble de ses organes sociaux compétents et le Contrat a été valablement signé, est valablement conclu et constitue un engagement valable de chaque Partie, ayant force obligatoire à son encontre en application de ses stipulations ;
- (d) elle ne se trouve pas en état de cessation de paiements et ne fait l'objet d'aucune procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire au titre des lois applicables, ou de toute procédure équivalente, notamment de toute procédure visant à prévenir ou régler des difficultés financières. Elle ne fait l'objet d'aucune procédure ou demande de dissolution ou de liquidation, judiciaire ou amiable ;
- (e) la conclusion du Contrat et l'exécution et le respect de ses termes et conditions, ne contreviennent à aucune loi ni aucune stipulation de ses statuts, de tout accord ou de tout acte auquel elle est partie.

7. RESPONSABILITÉ

Le Bénéficiaire reconnaît que sa responsabilité au titre du Contrat pourra être engagée en cas de manquement à l'une de ses obligations au titre du Contrat ou au titre du Dispositif CEE.

Sans préjudice de tout autre recours à la disposition de l'Obligé à raison de cette inexécution, en cas d'inexécution par le Bénéficiaire de l'une quelconque de ses obligations au titre du Contrat et notamment (i) si le Bénéficiaire transmet les Documents Justificatifs relatifs à l'Opération, à des fins de délivrance et valorisation des CEE, à toute personne autre que l'Obligé, (ii) si le Bénéficiaire transmet des Documents Justificatifs à caractère mensonger, incomplet, imprécis ou inexact, ou contenant de fausses déclarations ou falsifications et/ou (iii) en cas de refus de délivrance de CEE, de retrait de décision de délivrance de CEE, d'annulation de CEE ou en cas de sanctions prononcées à la suite d'un quelconque manquement lié à la délivrance d'un CEE, liés à un manquement du Bénéficiaire (le « **Manquement** ») :

- si la Prime CEE n'a pas encore été versée par l'Obligé au Bénéficiaire : l'Obligé ne sera pas redevable de la Prime CEE qui ne sera pas versée au Bénéficiaire ;
- si la Prime CEE a déjà été versée par l'Obligé au Bénéficiaire : le Bénéficiaire s'engage à verser à l'Obligé, à première demande de ce dernier, le montant de la Prime CEE. Le Bénéficiaire reconnaît expressément et accepte, par les présentes, que s'il existe une créance certaine du Bénéficiaire sur l'Obligé, l'Obligé pourra automatiquement déduire les sommes dues au Bénéficiaire au titre de ladite créance et les sommes dues par le Bénéficiaire à l'Obligé au titre du présent paragraphe, à due proportion, par compensation de créance.

En outre, le Bénéficiaire s'engage à indemniser l'Obligé des conséquences du Manquement et notamment de toutes sanctions pécuniaires qui pourraient être prononcées à l'encontre de l'Obligé, résultant de ce Manquement.

8. CONFIDENTIALITE

Chaque Partie s'engage à traiter de manière strictement confidentielle (les « **Informations Confidentielles** ») :

- (a) toutes les informations de quelque nature qu'elles soient (financière, juridique, commerciale etc.) communiquées dans le cadre du présent Contrat, ou en lien avec l'Opération sous quelque forme que ce soit à compter de la signature du présent Contrat ; et

- (b) les discussions entre les Parties concernant l'Opération, le contenu et l'état d'avancement de telles discussions, l'existence même du Contrat, de ces discussions et les modalités de l'Opération et, de manière générale, tout document ayant trait à de telles discussions ou à l'Opération.

Ne sont pas considérées comme des Informations Confidentielles, les informations :

- (a) qui étaient connues par une Partie avant qu'elles ne lui soient divulguées par l'autre Partie ;
- (b) qui sont dans le domaine public au moment de leur communication ou tombent dans le domaine public postérieurement à leur communication autrement que par le non-respect par une Partie de l'engagement de confidentialité au titre des présentes ;
- (c) qui seraient communiquées à une Partie par un tiers à titre non confidentiel ;
- (d) qui seraient développées par une Partie de manière indépendante et sans utiliser ou se baser sur les Informations Confidentielles ; ou
- (e) qui sont confidentielles, mais dont la divulgation a préalablement été autorisée par écrit par une Partie à l'autre Partie.

Chaque Partie s'engage à ce que les Informations Confidentielles :

- ne soient divulguées qu'à ses seuls (x) affiliés, administrateurs, mandataires sociaux, salariés, agents, commissaires aux comptes ayant à les connaître dans le cadre de l'Opération, que dans la mesure nécessaire à l'exécution de ses obligations au titre du Contrat et à condition d'informer ces personnes de leur nature confidentielle et (y) qu'à ses conseils extérieurs (notamment juridiques, stratégiques, financiers, fiscaux, comptables et auditeurs ainsi que tout autre conseil) et potentiels partenaires financiers, à la condition que ceux-ci soient tenus à une obligation de secret et/ou de confidentialité en vertu de leurs règles professionnelles ;
- ne soient divulguées à tout tiers (à l'exception des personnes mentionnées au paragraphe ci-dessus), sauf avec l'accord exprès de l'autre Partie ; et
- ne soient utilisées qu'aux seules fins de la réalisation de l'Opération et de l'exécution du Contrat, notamment les Parties reconnaissent que les Informations Confidentielles pourront être communiquées au Mandataire à cet effet.

Il est convenu entre les Parties que l'obligation de confidentialité ne s'applique pas dans le cas où l'une des Parties serait contrainte par des dispositions légales ou réglementaires impératives, par des normes comptables, ou par une décision d'une autorité administrative ou judiciaire, de divulguer une Information Confidentielle à une telle autorité ou à un tiers. Dans ce cas, la Partie concernée s'engage à :

- notifier l'autre Partie dans les meilleurs délais l'existence, les conditions et les circonstances de cette obligation ; et
- divulguer lesdites Informations Confidentielles requises dans la limite uniquement de ce qui est strictement nécessaire.

Les stipulations du présent Article 8 resteront en vigueur pendant toute la durée du Contrat ainsi que pendant une période de deux (2) ans à compter de la fin du Contrat, pour quelque cause que ce soit.

9. INDÉPENDANCE DES PARTIES

Les Parties déclarent et reconnaissent qu'elles sont et demeureront, pendant toute la durée du Contrat, des partenaires commerciaux et professionnels indépendants, assumant chacune les risques de leur propre exploitation.

10. SUBSTITUTION

Aucune des Parties ne pourra céder, transférer ou grever l'un quelconque des droits conférés par le Contrat, ni en disposer de toute autre manière, ni ne pourra conférer ou créer aucun droit ni aucune sûreté sur ces droits, sauf avec l'accord exprès, préalable et écrit de l'autre Partie.

11. RESILIATION

Chaque Partie pourra résilier de plein droit le Contrat en cas d'inexécution d'une obligation matérielle incombant à l'autre Partie, après mise en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, restée infructueuse pendant un délai d'un (1) mois à compter de la réception de ladite lettre.

La Partie qui a manqué à ses engagements contractuels ne pourra prétendre à une quelconque indemnité.

La Partie lésée par le manquement se réserve le droit de demander la réparation du préjudice qu'elle a éventuellement subi du fait du manquement de l'autre Partie.

12. DUREE DU CONTRAT

Sous réserve des stipulations de l'Article 11, le Contrat prend effet à compter des présentes et subsistera pendant une durée d'un (1) an. Il sera ensuite renouvelable par tacite reconduction pour des périodes successives d'un (1) an jusqu'à la fin de la cinquième période du dispositif des CEE (*i.e.*, la période mise en place par le décret n°2021-712 du 3 juin 2021, qui s'étend du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2025) sans pouvoir excéder une durée totale de quatre (4) ans à compter de la signature du présent Contrat.

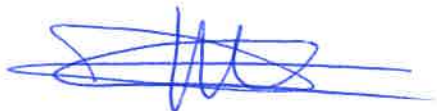
Si la cinquième période du dispositif des CEE devait être prolongée, les Parties conviennent de se réunir dans un délai de trente (30) jours calendaires précédant le 31 décembre 2025, afin de discuter de l'opportunité de signer un avenant au présent Contrat pour reconduire ledit Contrat jusqu'à la fin de la cinquième période du dispositif des CEE telle que modifiée par la réglementation.

13. DROIT APPLICABLE ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE

- (a) Le Contrat et toute obligation non contractuelle résultant du, ou relative au Contrat, sont régis par le droit français et interprétés conformément à celui-ci.
- (b) Les Parties conviennent irrévocablement qu'en cas de litige, les Parties tenteront de bonne foi de parvenir à un accord. Si un tel accord ne peut être obtenu après des négociations conduites de bonne foi pendant une période de trente (30) jours ouvrés, le différend relèvera de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Lyon.

Fait à **Paris**, à la date figurant en tête du Contrat, en deux (2) exemplaires originaux.

ARMORINE



Représentée par ACT COMMODITIES
(FRANCE), elle-même représentée par
Monsieur David Maarek

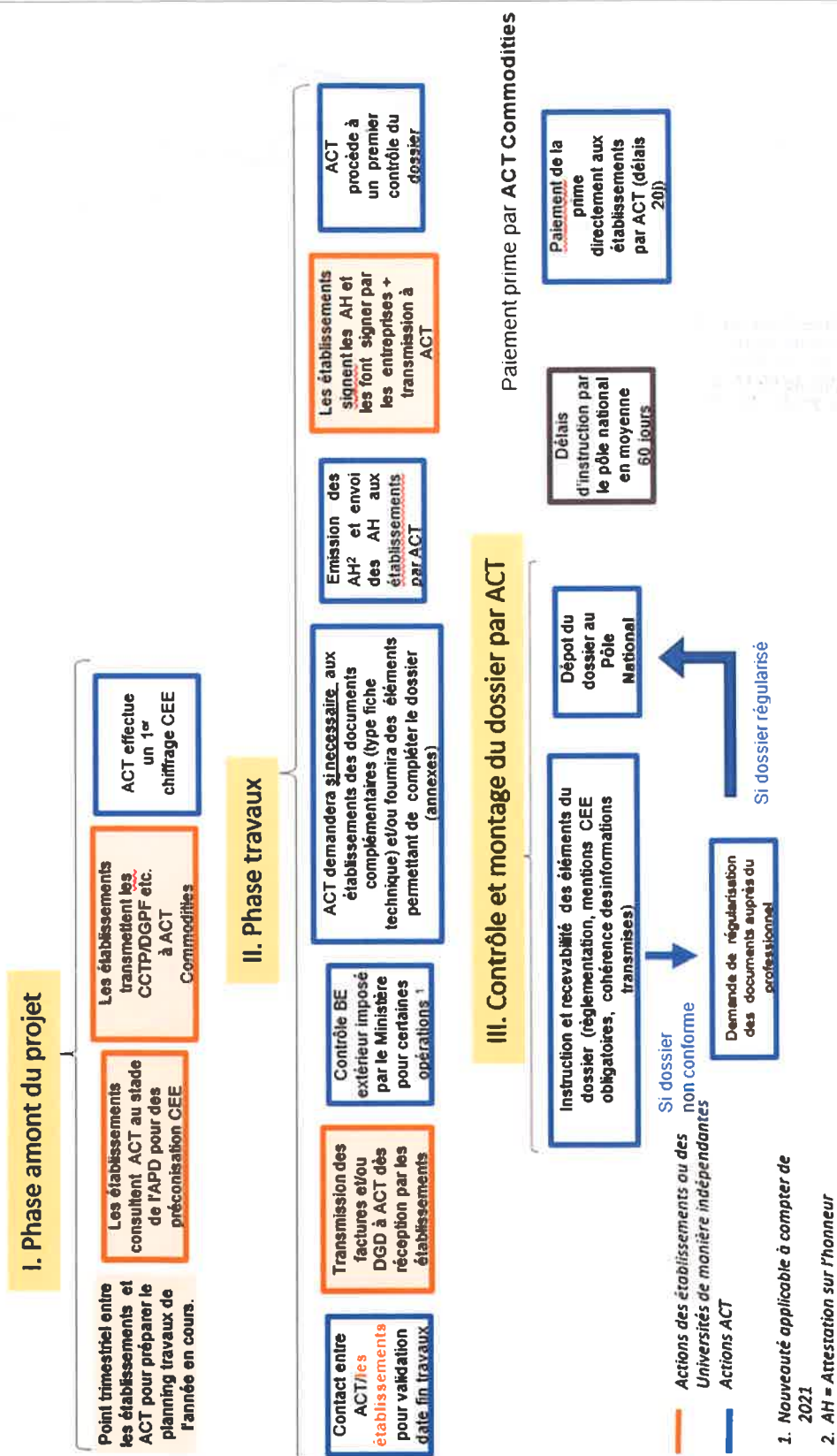
ACT Commodities (France) SAS
5 rue Alfred de Vigny
75008 Paris - France
Tél. : +33 (0)1 86 65 17 18
Siret 849 616 826 000 20 - APE 7022Z

UNIVERSITE LYON 3



Représentée par : Eric Carpano

Annexe 1 - Procédure de l'accompagnement du Bénéficiaire par ACT



Annexe 3 – Liste des catégories d’Opérations dont le Bénéficiaire souhaite bénéficier

Annexe 2 – Liste des sites du Bénéficiaire sur lesquels il souhaite bénéficier d'Opérations

Le parc de l'université Jean Moulin Lyon 3 est composé de trois sites :

- **Manufacture des Tabacs (Lyon 8ème): 61 000 m² SHON (6 rue Pr. Rollet ou 1 avenue des Frères Lumière | **Lyon 8^e**)**
- **Site des Quais (Lyon 7ème) : 34 000 m² SHON**
 - Le site des quais comprend plusieurs bâtiments distincts :**
 - IUT (88 rue Pasteur, 69007 Lyon)
 - MILC (35 rue Raulin, 69007 Lyon)
 - Le Palais et Cavenne (15 quais Claude Bernard, 69007 Lyon)
 - Chevreul (18 rue Chevreul, 69007 Lyon)
 - Les bâtiments AthenaAthéna et Dugas (7 rue Chevreul, 69007 Lyon)
- **Site de la Charité (Bourg en Bresse) 2 Rue du 23ème R.I., 01000 Bourg-en-Bresse**



**ACCORD - OPERATIONS D'ECONOMIE D'ENERGIE DANS LE CADRE DU DISPOSITIF
DES CEE
2023-10-G-135**

Le présent accord, en date du 26 janvier 2022 (l'« **Accord** ») est conclu,

ENTRE :

- (1) **ACT COMMODITIES (FRANCE)**, société par actions simplifiée au capital de 500.000 €, dont le siège social est sis 5, rue Alfred de Vigny à Paris (75008), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 849 616 826 RCS Paris, représentée par Monsieur David Maarek (ci-après « **ACT** ») ; **D'UNE PART,**

ET

- (2) **UNIVERSITE LYON 3 JEAN MOULIN**, Etablissement public national à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social est situé au 1C Avenue des frères Lumière, CS 78242, 69372 Lyon cedex 08, Numéro de SIREN : 196 924 377 00282; NAF/APE : 8542Z Enseignement Supérieurs

- (3) (ci-après le « **Bénéficiaire** ») ; **D'AUTRE PART,**

(ci-après collectivement dénommés les « **Parties** » et individuellement une « **Partie** »).

1. Introduction

Le Bénéficiaire souhaite bénéficier d'opérations d'économie d'énergie (l'« **Opération** ») dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie (« **CEE** ») prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code de l'énergie, R. 221-1 et suivants du Code de l'énergie ainsi que les décrets et arrêtés pris en application de ces dispositions (la « **Règlementation** »).

ACT est notamment spécialisé dans la prestation de services, d'assistance et de conseils auprès de différents acteurs, afin de permettre à ces derniers d'optimiser leur efficacité énergétique. A ce titre, ACT maîtrise le dispositif des CEE et collabore avec des obligés (au sens de l'article L. 221-1 du Code de l'énergie) et des délégataires (au sens de l'article R. 221-5 du Code de l'énergie) (les « **Obligés** ») qui proposent auprès de clients de tous secteurs leurs services d'assistance à la valorisation d'opérations d'économie d'énergie dans le cadre du dispositif des CEE.

2. Mise en place de l'Opération

Dans le cadre de chaque Opération, le Bénéficiaire signera avec l'Obligé (par l'intermédiaire d'ACT conformément au Contrat de Mandat) (i) un contrat stipulant les termes et conditions de l'Opération (le « **Contrat Projet** ») ou (ii) une convention d'accompagnement ; ou Contrat de partenariat, du Bénéficiaire dans l'ensemble de ses projets de valorisation d'opérations d'économie d'énergie dans le cadre du dispositif des CEE (la « **Contrat de Partenariat** », ensemble avec le Contrat Projet le « **Contrat CEE** »).

Dans le cadre du Contrat CEE et du Contrat de Mandat, le Bénéficiaire s'engage à communiquer à ACT, dès réception par le Bénéficiaire, toutes les informations et les documents qui seront nécessaires à la constitution du Dossier CEE conformément à la Règlementation.

L'Obligé accompagnera le Bénéficiaire dans la réalisation de l'Opération en lui apportant une contribution au titre du dispositif des CEE, sous la forme d'une prime versée par l'Obligé (par l'intermédiaire d'ACT conformément au Contrat de Mandat) au Bénéficiaire (la « **Prime CEE** »), permettant d'apporter la preuve du rôle actif et incitatif de l'Obligé dans le cadre de l'Opération.

Il est précisé que le versement de la Prime CEE sera soumis à des conditions, qui seront déterminées dans le Contrat CEE et notamment :

- le montant définitif total de la Prime CEE dépendra des travaux effectivement réalisés au titre de l'Opération concernée et du volume de CEE effectivement crédité par le Pôle National des CEE (« **PNCEE** ») sur le compte de l'Obligé ;
- la Prime CEE ne pourra être versée que si l'ensemble des termes et conditions du Contrat CEE ainsi que les conditions d'application du dispositif CEE et de la Règlementation sont respectés par le Bénéficiaire.

Préalablement à la signature d'un Contrat CEE entre un Obligé et le Bénéficiaire, ACT conclura un contrat de mandat avec l'Obligé, qui prévoira notamment que (i) ACT agira en qualité de mandataire de l'Obligé dans le cadre de la signature entre l'Obligé et le Bénéficiaire du Contrat CEE, la réalisation de l'Opération, la constitution du dossier de demande de CEE (le « **Dossier CEE** ») y afférent et (ii) ACT versera la Prime CEE au Bénéficiaire, au nom et pour le compte de l'Obligé (le « **Contrat de Mandat** »).

Sous réserve des termes et conditions prévues par le Contrat CEE, la Prime CEE sera versée par ACT au Bénéficiaire dans un délai de vingt (20) jours calendaires à compter du dépôt du Dossier CEE auprès du PNCEE.

3. Accompagnement du Bénéficiaire par ACT dans le cadre de l'Opération

A l'Annexe 1 figure la procédure type de l'accompagnement du Bénéficiaire par ACT ainsi que des actions à effectuer par le Bénéficiaire dans ce cadre. A titre d'information, s'agissant d'une demande spécifique, le nombre de jours ouvrés passés par ACT sur les missions suivantes sont décrits ci-dessous :

Mission	Temps passé (en jours ouvrés)
Chiffrage d'un CCTP	2-5 jours
Demande de quotation	1-2 jours
Déplacement de la responsable dossier et du responsable commercial	6 mois

(i) Préalablement à l'Opération

ACT accompagnera le Bénéficiaire dans la constitution des Dossiers CEE et accomplira notamment les missions listées en Annexe 2.

Le Bénéficiaire transmettra à ACT toutes les informations susceptibles de faciliter cette mission (CCTP, DPGF, Devis, Etudes ou tout autre type de documents).

Après étude des éléments communiqués, ACT adressera un bilan au Bénéficiaire, estimant le gisement de CEE existant et, si cela est techniquement possible, des préconisations en matière d'installations et d'équipements afin de maximiser le gisement potentiel de CEE.

Dans tous les cas, ACT adressera au Bénéficiaire un chiffrage détaillé exprimé en MWh cumac ou en GWh cumac.

ACT tiendra également le Bénéficiaire informé, chaque trimestre s'agissant des évolutions de la Règlementation, par téléphone ainsi que par email et notamment s'agissant des sujets suivants :

- les fiches CEE qui seront supprimées ;
- les fiches CEE dont les coefficients vont être réévalués à la baisse ou à la hausse ;
- les nouvelles fiches CEE ;
- les autres actualités utiles s'agissant de la Règlementation.



ACT mettra à la disposition du Bénéficiaire un interlocuteur unique (sur un numéro unique) afin de centraliser et recueillir toutes les demandes du Bénéficiaire.

Si un délai supplémentaire était nécessaire à ACT pour faire une étude des éléments communiqués, en fonction de la complexité des Dossiers CEE et/ou des éléments communiqués, ACT s'engage à prévenir le Bénéficiaire et à lui donner un délai estimatif de traitement et d'étude de son Dossier CEE.

Dans ce contexte, les Parties organiseront un point téléphonique trimestriel, afin de préparer le planning des travaux devant intervenir pendant l'année en cours, notamment s'agissant de la date de fin des travaux concernés.

(ii) Constitution du Dossier CEE

Le Bénéficiaire reconnaît que, conformément aux termes et conditions du Contrat CEE, seront effectués des contrôles administratifs ou techniques, sur document ou sur site, portant sur l'Opération et les documents justificatifs transmis par le Bénéficiaire aux fins de délivrance et valorisation de CEE, notamment les contrôles prévus par l'article L. 221-9 du Code de l'énergie. Certains contrôles sont obligatoires conformément à la Réglementation. ACT se chargera d'organiser lesdits contrôles et déduira le montant de la prestation de l'organisme mandaté pour le contrôle du montant de la Prime CEE.

Si nécessaire à la constitution du Dossier CEE, ACT pourra demander au Bénéficiaire des documents complémentaires.

Une fois l'ensemble des éléments communiqués par le Bénéficiaire à ACT pour la constitution du Dossier CEE, ACT contrôlera lesdits éléments communiqués. ACT procédera à l'instruction des éléments communiqués et analysera leur recevabilité conformément aux dispositions de la Réglementation.

Notamment, ACT se chargera de vérifier que les devis communiqués par le Bénéficiaire sont bien conformes aux critères d'éligibilité de la fiche CEE concernée. Si ce n'est pas le cas, ACT l'indiquera au Bénéficiaire.

(iii) Dépôt du Dossier CEE auprès du PNCEE

Une fois le dépôt du Dossier CEE auprès du PNCEE effectué sur le Registre National des Certificats d'Economies d'Energie (Emmy), sur le compte Emmy de l'Obligé, ACT informera le Bénéficiaire dudit dépôt ainsi que du gisement final de CEE déclaré au PNCEE à l'occasion de ce dépôt.

4. Confidentialité

Pendant la durée de l'Accord, ainsi que pendant une durée de deux (2) ans suivant la fin de l'Accord, chaque Partie s'engage à traiter de manière strictement confidentielle (les « **Informations Confidentielles** ») toutes les informations de quelque nature qu'elles soient (financière, juridique, commerciale etc.) communiquées dans le cadre du présent Accord (en ce compris son existence). Chaque Partie s'engage à ce que les Informations Confidentielles ne soient utilisées qu'aux seules fins de l'exécution de l'Accord.

Ne sont pas considérées comme des Informations Confidentielles, les informations (i) qui étaient connues par une Partie avant qu'elles ne lui soient divulguées par l'autre Partie, (ii) qui sont dans le domaine public au moment de leur communication ou tombent dans le domaine public postérieurement à leur communication autrement que par le non-respect par une Partie de l'engagement de confidentialité au titre des présentes et (iii) que l'une des Parties serait contrainte par des dispositions légales ou réglementaires impératives, par des normes comptables, ou par une décision d'une autorité

administrative ou judiciaire, de divulguer à une telle autorité ou à un tiers.

5. Substitution

Aucune des Parties ne pourra céder, transférer ou grever l'un quelconque des droits conférés par l'Accord, ni en disposer de toute autre manière, ni ne pourra conférer ou créer aucun droit ni aucune sûreté sur ces droits, sauf avec l'accord exprès, préalable et écrit de l'autre Partie.

Par dérogation à ce qui est prévu ci-avant, ACT pourra céder librement ses droits et obligations au titre de l'Accord à titre de garantie ou au bénéfice d'une banque ou institution financière dans le cadre du financement de ses activités commerciales.

6. Durée de l'Accord

Sous réserve des stipulations de l'Article **Error! Reference source not found.**, le Contrat prend effet à compter des présentes et subsistera pendant une durée d'un (1) an. Il sera ensuite renouvelable par tacite reconduction pour des périodes successives d'un (1) an jusqu'à la fin de la cinquième période du dispositif des CEE (*i.e.*, la période mise en place par le décret n°2021-712 du 3 juin 2021, qui s'étend du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2025) sans pouvoir excéder une durée totale de quatre (4) ans à compter de la signature du présent Contrat.

Si la cinquième période du dispositif des CEE devait être prolongée, les Parties conviennent de se réunir dans un délai de trente (30) jours calendaires précédant le 31 décembre 2025, afin de discuter de l'opportunité de signer un avenant au présent Contrat pour reconduire ledit Contrat jusqu'à la fin de la cinquième période du dispositif des CEE telle que modifiée par la réglementation.

7. Droit applicable et attribution de compétence

L'Accord et toute obligation non contractuelle résultant du, ou relative à l'Accord sont régis par le droit français et interprétés conformément à celui-ci.

Les Parties conviennent irrévocablement qu'en cas de litige, les Parties tenteront de bonne foi de parvenir à un accord. Si un tel accord ne peut être obtenu après des négociations conduites de bonne foi pendant une période de trente (30) jours ouvrés, le différend relèvera de la compétence exclusive du Tribunal de Commerce de Paris.

Fait à **Paris**, à la date figurant en tête de l'Accord, en deux (2) exemplaires originaux.

ACT COMMODITIES (FRANCE)



Représentée par Monsieur David Maarek

UNIVERSITE LYON 3



Représentée par : Eric Carpaño

ACT Commodities (France) SAS
5 rue Alfred de Vigny
75008 Paris - France
Tél. : +33 (0)1 86 65 17 18
Siret 849 616 826 000 20 - APE 7022Z



Annexe 1 – Procédure de l'accompagnement du Bénéficiaire par ACT

Annexe 2 - Accompagnement du Bénéficiaire par ACT

- Relecture par ACT de CCTP rédigés par le Bénéficiaire ou par un tiers, afin de s'assurer de la conformité des informations techniques requises pour la valorisation des CEE ;
- Vérification par ACT de devis réalisés par des entreprises, afin de s'assurer de la conformité des informations techniques requises pour la valorisation des CEE ;
- Accompagnement du Bénéficiaire par ACT pour la constitution des dossiers de valorisation des projets identifiés ;
- ACT mettra en place et tiendra à jour un outil de suivi consultable par ACT et le Bénéficiaire, avec l'état d'avancement des dossiers, la réception des documents et leur validation, la date d'échéance de valorisation des projets identifiés, les éventuelles évolutions réglementaires ;
- ACT aura un rôle proactif dans la réalisation de projets de CEE valorisables et notamment :
 - o ACT participera à une visite de l'établissement du Bénéficiaire et une réunion de lancement en début d'Accord ;
 - o ACT procèdera le cas échéant à des études d'opportunité pour optimiser la réalisation de projets d'investissement valorisables par les CEE (exemple : investigation par diagnostic terrain du potentiel éligible en calorifuge des réseaux d'eau chaude). Ces études seront réalisées sur demande du maître d'ouvrage ou proposition du titulaire ;
 - o Au moins une réunion semestrielle (qui pourra intervenir par téléphone) sera organisée entre ACT et le Bénéficiaire afin de faire le point sur les états d'avancement des différents projets. A chaque réunion, un point sur les évolutions réglementaires en lien avec les CEE devra être réalisé ;
 - o Un état des lieux semestriel de l'évolution du cours du prix des CEE sera communiqué par ACT au Bénéficiaire.

I. Phase amont du projet

Point trimestriel entre les établissements et ACT pour préparer le planning travaux de l'année en cours.

Les établissements consultent ACT au stade de l'APD pour des préconisations CEE

Les établissements transmettent les CCTP/DGPF etc. à ACT Commodities

ACT effectue un 1^{er} chiffrage CEE

II. Phase travaux

Contact entre ACT/les établissements pour validation date fin travaux

Transmission des factures et/ou DGD à ACT dès réception par les établissements

Contrôle BE extérieur imposé par le Ministère pour certaines opérations ¹

ACT demandera si nécessaire aux établissements des documents complémentaires (type fiche technique) et/ou fournira des éléments permettant de compléter le dossier (annexes)

Emission des AH² et envoi des AH aux établissements par ACT

Les établissements signent les AH et les font signer par les entreprises + transmission à ACT

ACT procède à un premier contrôle du dossier

III. Contrôle et montage du dossier par ACT

Instruction et recevabilité des éléments du dossier (réglementation, mentions CEE obligatoires, cohérence des informations transmises)

Si dossier non conforme

Actions des établissements ou des Universités de manière indépendante

Actions ACT

Demande de régularisation des documents auprès du professionnel

Si dossier régularisé

Dépôt du dossier au Pôle National

Délais d'instruction par le pôle national en moyenne 60 jours

Païement de la prime directement aux établissements par ACT (délais 20j)

Païement prime par ACT Commodities

1. Nouveauté applicable à compter de 2021

2. AH = Attestation sur l'honneur



CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE LOCAUX

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L. 2121-1, L. 2122-1 et L. 2122-1-4 ;

Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 123-2 et L. 712-2 ;

Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° 2018-07-01 attribuant délégation de pouvoir du conseil d'administration au président du 10 juillet 2018,

ENTRE

L'université Jean Moulin,

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,

1C, avenue des Frères Lumière - CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 0,

Représentée par son président en exercice, Monsieur Eric CARPANO,

Ci-après dénommée « l'université »,
D'une part,

ET

Librairie Traits d'Union

Dont le siège social est situé 61 rue des Girondins, 69007 Lyon

Représentée par sa gérante, Madame Nathalie RENAUD, co-gérante

Ci-après dénommée « Le bénéficiaire »,
D'autre part,

PREAMBULE

A l'occasion d'une conférence organisée sur le campus de l'université Jean Moulin Lyon 3, à laquelle participe Mme Brigitte Giraud, écrivaine, un stand de vente d'ouvrages de cette autrice sera tenu par la Librairie Traits d'Union.

En vertu de ce qui précède, les parties conviennent de ce qui suit.

Article 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de permettre l'occupation temporaire de parcelles et de locaux du domaine public au profit du bénéficiaire, son action complétant et soutenant les missions de l'université.

La présente convention est conclue sous le régime des occupations temporaires du domaine public.

Article 2 : DURÉE ET DÉSIGNATION

La présente convention prend effet le 18 octobre 2023 et a pour objet de définir les conditions et modalités de mise à disposition d'un espace pour accueillir un stand de vente d'ouvrage par l'université, à titre précaire et révocable :

- Sur le site de l'université « Athéna Dugas », 7 rue Chevreul devant l'amphithéâtre QUINET de 17h30 à 20h30

Article 3 : USAGE ET ENTRETIEN DES LOCAUX

Le bénéficiaire déclare avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, des règlements et des prescriptions en vigueur au sein de l'université et s'engage à les faire appliquer dans les lieux mis à sa disposition.

Les lieux, objet des présentes, sont utilisés par le bénéficiaire à usage exclusif d'activités entrant dans le champ de son objet, ne portant pas atteinte aux missions de l'université et ne troublant pas l'ordre public.

Au terme des présentes, les lieux sont remis dans l'état dans lequel ils ont été mis à disposition par l'université.

Article 4 : CHARGES

L'université demeure seule redevable des charges afférentes à l'occupation accordée.

Article 5 : RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE

Le bénéficiaire est responsable, vis-à-vis de l'université et des tiers, des conséquences dommageables pouvant résulter du non-respect des présentes.

Le bénéficiaire est également responsable des éventuelles dégradations des lieux et assume toutes les charges liées à la remise en état.

Le bénéficiaire est tenu de souscrire une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile et le risque aux tiers et d'en justifier auprès de l'université, en amont de la mise à disposition.

Article 6 : MESURES D'URGENCE

En cas de carence grave de la part du bénéficiaire, d'atteinte à l'hygiène ou à la sécurité, de mise en danger des personnes, l'université peut prendre toute mesure adaptée afin de mettre un terme à la situation, sans compensation ni indemnité.

Article 7 : VALORISATION

Le montant de la redevance perçue par l'université au titre de l'occupation temporaire du domaine est défini comme suit :

- A l'issue de l'opération prévue dans la convention, dès lors qu'il sera constaté la réalisation d'un chiffre d'affaires supérieur ou égal à 2500€, l'université percevra une redevance équivalente à 5% de ce chiffre d'affaires.

Article 8 : LITIGES

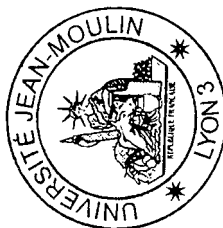
La présente convention est régie, en raison de son objet et de ses clauses, par les règles du droit administratif.

Tout litige, né de l'interprétation ou de l'exécution des présentes, qui ne pourrait être réglé de façon amiable, sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon,
En deux exemplaires originaux,
Le 19 octobre 2023

Pour l'université Jean Moulin
Le Président de l'université

M. Eric CARPANO



Pour la Librairie Traits d'Union
La gérante

Mme Nathalie RENAUD



CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE LOCAUX

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L. 2121-1, L. 2122-1 et L. 2122-1-4 ;

Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 123-2 et L. 712-2 ;

Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° 2017-10-06 du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° 2018-07-01 attribuant délégation de pouvoir du conseil d'administration au président du 10 juillet 2018,

ENTRE

L'université Jean Moulin,

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
1C, avenue des Frères Lumière - CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 0,
Représentée par son président en exercice, Monsieur Eric CARPANO,

Ci-après dénommée « l'université »,
D'une part,

ET

Librairie du Tramway,

Dont le siège social est situé 92, rue Moncey - 69003 Lyon
Représentée par ses associés, Madame Frédérique PINGAULT et Monsieur Romain VACHOUX

Ci-après dénommée « Le bénéficiaire »,
D'autre part,

PREAMBULE

A l'occasion d'une conférence organisée sur le campus de l'université Jean Moulin Lyon 3, à laquelle participe M. Édouard PHILIPPE, un stand de vente d'ouvrages en lien avec le sujet sera tenu par la Librairie du Tramway.

L'ouvrage proposé est le suivant :

- « Des lieux qui disent », Ed. JC Lattès, 2023.

En vertu de ce qui précède, les parties conviennent de ce qui suit.

Article 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de permettre l'occupation temporaire de parcelles et de locaux du domaine public au profit du bénéficiaire, son action complétant et soutenant les missions de l'université.

La présente convention est conclue sous le régime des occupations temporaires du domaine public.

Article 2 : DURÉE ET DÉSIGNATION

La présente convention prend effet le 18 octobre 2023 et a pour objet de définir les conditions et modalités de mise à disposition d'un espace pour accueillir un stand de vente d'ouvrage par l'université, à titre précaire et révocable :

- Sur le Site de la Manufacture des Tabacs, auditorium Malraux, le 18 octobre 2023 (8h30-11h30).

Article 3 : USAGE ET ENTRETIEN DES LOCAUX

Le bénéficiaire déclare avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité, des règlements et des prescriptions en vigueur au sein de l'université et s'engage à les faire appliquer dans les lieux mis à sa disposition.

Les lieux, objet des présentes, sont utilisés par le bénéficiaire à usage exclusif d'activités entrant dans le champ de son objet, ne portant pas atteinte aux missions de l'université et ne troublant pas l'ordre public.

Au terme des présentes, les lieux sont remis dans l'état dans lequel ils ont été mis à disposition par l'université.

Article 4 : CHARGES

L'université demeure seule redevable des charges afférentes à l'occupation accordée.

Article 5 : RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE

Le bénéficiaire est responsable, vis-à-vis de l'université et des tiers, des conséquences dommageables pouvant résulter du non-respect des présentes.

Le bénéficiaire est également responsable des éventuelles dégradations des lieux et assume toutes les charges liées à la remise en état.

Le bénéficiaire est tenu de souscrire une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile et le risque aux tiers et d'en justifier auprès de l'université, en amont de la mise à disposition.

Article 6 : MESURES D'URGENCE

En cas de carence grave de la part du bénéficiaire, d'atteinte à l'hygiène ou à la sécurité, de mise en danger des personnes, l'université peut prendre toute mesure adaptée afin de mettre un terme à la situation, sans compensation ni indemnité.

Article 7 : VALORISATION

Au titre des frais d'occupation temporaire du domaine, l'Occupant s'engage à régler à l'Université un montant correspondant à 5 % du chiffre d'affaires réalisé pendant l'opération dans le cas où celui-ci est supérieur ou égal à 2 500 euros TTC.

À l'issue de la manifestation, et au plus tard le 25/10/2023, l'Occupant devra présenter le montant du chiffre d'affaires TTC réalisé pendant l'occupation temporaire, sous la forme d'une déclaration écrite et signée, accompagnée de justificatifs.

Article 8 : LITIGES

La présente convention est régie, en raison de son objet et de ses clauses, par les règles du droit administratif.


Tout litige, né de l'interprétation ou de l'exécution des présentes, qui ne pourrait être réglé de façon amiable, sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

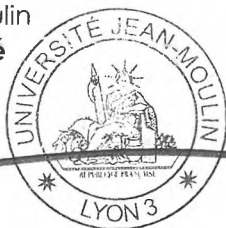
Fait à Lyon,

En deux exemplaires originaux,

Le 20/10/2023

Pour l'université Jean Moulin
Le Président de l'université


M. Éric CARPANO



Pour la Librairie du Tramway
Les associés

Mme. Frédérique PINGAULT

M. Romain VACHOUX

Le **PRODUCTEUR** présentera :

Nom du spectacle : Bouquet de Contes – 2 interventions

Date : 13 Décembre 2023

Heure : 14 h 00 et 17 h 00

Durée : 40 minutes

Article 2 – OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR :

Le **PRODUCTEUR** fournira le spectacle entièrement monté et assumera la responsabilité artistique de la représentation. En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises de son personnel attaché au spectacle. Le spectacle comprendra les décors, les costumes, accessoires et d'une manière générale, tous les éléments nécessaires à sa représentation.

Le **PRODUCTEUR** en assurera le transport de l'aller et du retour.

Article 3 – OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR :

L'ORGANISATEUR fournira le lieu de représentation en ordre de marche y compris le personnel nécessaire au service de la représentation. En qualité d'employeur, il assurera :

- Ø Les rémunérations charges sociales et fiscales comprises de son personnel,
- Ø L'accueil et l'encadrement du public où doit se tenir le spectacle,
- Ø La prise en charge des droits d'auteurs (SACEM et/ou SACD).

En matière de publicité et d'information **L'ORGANISATEUR** s'efforcera de respecter l'esprit général de la documentation fournie par le producteur.

Article 4 – REMUNERATION DU PRODUCTEUR

En contrepartie des obligations mentionnées à l'article 1, suite à une concertation entre les parties, **L'ORGANISATEUR** s'engage à verser au **PRODUCTEUR** la somme totale :

Total en chiffre : **674,82 euros TTC**

Total en toute lettre : six cent soixante-quatorze euros et quatre-vingt-deux centimes qui incluent : (optionnel, préciser ici, si besoin le détails des frais annexes (transport, hébergement,...) à la charge de **L'ORGANISATEUR**

T.V.A. non applicable, article 293 B du CGI.

Le règlement s'effectuera sous 30 jours maximum sur production d'une facture, à l'issue de la représentation.

La facture sera à déposer sur CHORUS par **LE PRODUCTEUR** à l'issue de la représentation avec le bon de commande **n°4500126765**

Article 5 – ASSURANCES

CONTRAT DE CESSION DU SPECTACLE

N°2023-10-G-138

Bouquet de contes – Arbre de Noël 2023

ENTRE

L'université Jean Moulin Lyon 3

ET LE COLLECTIF ANANSSÉ

Entre les soussignés :

Nom de la Structure : Université Jean Moulin Lyon 3 – SACSO **Service d'Action Culturelle et Sociale**

Adresse : 1C avenue des Frères Lumière - CS 78242

Code postal et Ville : 69372 LYON CEDEX 08

Représentée par Monsieur Eric CARPANO en qualité de Président de l'Université Lyon 3

N° siret : 19692437700282

Code APE : 8542Z

Licences :

N° Tél : 04 26 31 87 68

Ci-après dénommée l'**ORGANISATEUR**

LE COLLECTIF ANANSSÉ

Chez Monsieur Michel CELEMENSKI

37 rue de la Glacière – 69600 OULLINS

Représenté par Monsieur Michel CELEMENSKI, Président.

N°SIREN : 891441875

Licence N°2 : PLATESV-D-2021-000353

Licence N°3 : PLATESV-D-2021-000826

Contact : collectif.anansse@gmail.com

Tél. : 06.10.91.57.64

Ci-après dénommée le **PRODUCTEUR**

LES PARTIES CONVIENNENT DES DISPOSITIONS SUIVANTES :

Article 1 – OBJET :

A- **Le PRODUCTEUR** dispose du droit de représentation, en France, du spectacle suivant :

Titre du spectacle : Bouquet de Contes

Artiste(s) sur scène / fonction : Ernest Afriyie et Sébastien Bluriot

B – **L'ORGANISATEUR** s'assure de la disposition du lieu suivant :

Nom du lieu de la représentation : Manufacture des Tabacs – Université Jean Moulin Lyon 3

Adresse : **1C avenue des Frères Lumière CS 78242 - 69372 Lyon Cedex 08**

Le **PRODUCTEUR** déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à la représentation en ce qui concerne le personnel et la protection du matériel lui appartenant ou appartenant au personnel.

L'**ORGANISATEUR** déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à la représentation du spectacle dans son lieu.

Article 6 : RESOLUTION

Le présent contrat ne pourra être dénoncé, de part et d'autre, sans indemnité d'aucune sorte que dans les cas de force majeure.

Article 7 : LITIGE

En cas de litige né de l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, il est convenu qu'avant d'introduire tout recours, les soussignés s'obligeront à rechercher une solution amiable dans un délai raisonnable.

Article 8 : COMPETENCE JURIDIQUE

En cas d'échec, le tribunal administratif de Lyon est le seul compétent.

Les parties signataires déclarent avoir pris connaissance des dispositions du présent contrat qu'elles s'engagent à respecter et à accomplir avec diligence et de bonne foi.

Article 9 - ANNULATION DU CONTRAT

Le présent contrat se trouverait suspendu ou annulé de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure.

En cas de crise sanitaire et de mesures de protection de la population imposées par les autorités compétentes, un report de la présentation de l'intervenant à une date convenant aux deux parties sera privilégié.

Fait à Oullins, le 9 octobre 2023, en 2 exemplaires
(Faire précéder la signature de la mention Lu et Approuvé)

LE PRODUCTEUR,
M. Michel CELEMENSKI,
Président

L'ORGANISATEUR
Mathieu VILES
Pour le Président de
l'Université Jean Moulin Lyon 3
et par délégation

A large, stylized handwritten signature in blue ink, consisting of a long horizontal stroke followed by a loop.

**Convention de refacturation
Cartes multiservices
2023-2024**

n°2023-10-G-139

ENTRE :

La communauté d'universités et établissements Université de Lyon

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Dont le siège est situé 92 rue Pasteur - CS 30122 – 69361 LYON cedex 07,
N° SIRET 13002136300010, Code APE 85.42Z,
Représentée par son Président, Monsieur Frank DEBOUCK,

Ci-après désignée par « **UdL** »,

D'une part

ET

L'Université Jean Moulin Lyon 3

Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
Dont le siège est situé 1 rue de l'Université, 69007 Lyon,
N° de SIRET 19692437700019, code NAF 85.42Z,
Représentée par son Président, Monsieur Eric CARPANO,

Ci-après désignée par « **Université Lyon 3** »,

D'autre part

Ci-après dénommés individuellement par « la Partie » ou collectivement par « les Parties »

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet carte multiservices, l'UdL a mis en place un achat groupé pour l'achat des cartes, des stickers, des flyers et divers produits.

Cette procédure permet aux établissements membres, qui le désirent, de bénéficier des conditions négociées par l'UdL.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : Objet.....	3
ARTICLE 2 : Rôle de l'UdL.....	3
ARTICLE 3 : Modalités financières.....	3
3.1. Obligation des parties	4
3.2 Coordonnées bancaires.....	4
ARTICLE 4 : Durée de la convention	4
ARTICLE 5 : Modification de la convention	4
ARTICLE 6 : Résiliation de la convention.....	4
ARTICLE 7 : Loi applicable – litige	4

LES PARTIES ONT CONVENU DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet cartes multiservices, la présente convention a pour objet de définir les conditions du versement par l'Université Lyon 3 à l'UdL.

La présente convention définit le rôle des Parties.

ARTICLE 2 : Rôle de l'UdL

L'UdL :

- Achète les cartes mentionnées dans la convention constitutive du groupement de commandes pour la fourniture de cartes sans contact au format ISO adaptées aux usages portés par la « carte multiservice de l'étudiant »
- Achète les stickers, les flyers et divers produits
- Les fait distribuer à chaque établissement
- Refacture les cartes sans frais de gestion conformément au BPU du marché 2022.054
- Refacture les stickers, les flyers et divers produits, en fonction des prix du marché, sans frais de gestion pour l'année 2023 – 2024.

ARTICLE 3 : Modalités financières

La commande de l'Université Lyon 3 comporte :

- 4 000 stickers pour un montant de 608 € HT

L'Université Lyon 3 s'engage à verser à l'UdL la somme de **608 euros HT** pour l'année universitaire 2023-2024, **majorée d'un taux de TVA à 20 %** selon les modalités prévues à l'article 3.1.

Le montant n'est pas révisable à la hausse, sauf accord des Parties

3.1. Obligation des parties

L'Université Lyon 3 s'engage à retourner à l'UdL les deux exemplaires originaux signés de la convention accompagnés du bon de commande correspondant.

Dès réception de la convention signée et du numéro de commande, l'UdL émettra une facture du montant correspondant. La facture sera à payer sous 30 jours sur le compte bancaire ci-dessous.

3.2 Coordonnées bancaires

<u>Titulaire du compte</u>	<u>Domiciliation bancaire</u>
Comue Université de Lyon 92 rue Pasteur CS 30122 69361 LYON cedex 07	Trésor Public – TP Lyon trésorerie Générale de Lyon Code banque : 10071 Code guichet : 69000 N° compte : 00001005020 Clé RIB : 39

ARTICLE 4 : Durée de la convention

La convention prend effet à la date de signature et se termine après règlement des sommes dues par l'Université Lyon 3.

ARTICLE 5 : Modification de la convention

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 6 : Résiliation de la convention

Conformément au régime juridique d'un contrat administratif conclu entre personnes publiques, la présente convention pourra être résiliée par l'une des parties pour motif d'intérêt général dûment justifié.

Dans tous les cas, aucune indemnité ne sera versée. En effet, l'UdL s'engage contractuellement pour ces membres. Il est donc impossible de résilier cette convention sans verser à l'UdL, sur présentation d'une facture, le montant égal à la totalité des sommes restant à payer par l'Université Lyon 3.

La résiliation ne devient effective qu'à échéance de l'année d'utilisation en cours à compter de la réception de la demande transmise par lettre recommandée avec accusé de réception et qu'après versement des annuités restant à payer.

ARTICLE 7 : Loi applicable – litige

La présente convention est soumise au droit français.

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable par l'intermédiaire de leurs autorités respectives. Au cas où les Parties ne parviendraient pas à résoudre leur différend dans un délai

de deux (2) mois à compter de la survenance du différend, notifiée par la Partie plaignante aux autres Parties, le litige sera définitivement tranché par les tribunaux compétents.

Fait à Lyon, en deux exemplaires, le 12 octobre 2023.

Pour la COMUE Université de Lyon

Le Président
Frank DEBOUCK

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3

Le Président
Eric CARPANO



CONVENTION
ATELIER LANGUES DES SIGNES A BOURG-EN-BRESSE
N°2023-10-G-140

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sise 1 rue de l'Université, 69007 LYON
Représentée par son président, Monsieur le Professeur Eric CARPANO
L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « L'ORGANISATEUR »,

D'une part,

Et M. Saïd Tamgalti, "Langue visuelle"
Exerçant son activité en portage entrepreneurial avec TIPI Portage
BNPSI (SAS) - 215, Boulevard Burdeau - 69400, Villefranche Sur Saône
N° SIRET : 480 126 838 00030
Déclaration enregistrée sous le n° 82 69 08837 69 auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes

M. Saïd Tamgalti sera ci-après dénommée le « PRODUCTEUR »

D'autre part,

PRÉAMBULE

Lieu de transmission et de démocratisation des arts et du savoir, **l'Université Jean Moulin Lyon 3** est aussi un lieu de culture, vivante et créative. Ouverte sur la Cité, Lyon 3 propose durant l'année universitaire une programmation culturelle gratuite aux étudiants, aux personnels et au grand public. Elle accueille chaque année des résidences d'artistes.

Le service des affaires culturelles de l'Université Jean Moulin Lyon 3 participe à l'accès à la culture pour tous, à la formation à la citoyenneté et au développement de l'esprit critique par l'éveil de la sensibilité artistique et de l'intelligence créative notamment par la mise en place d'ateliers de pratique artistique et de master classes.

M. Tamgalti Said, enseignant de LSF, diplômé de l'université de Poitiers, propose des cours et ateliers de LSF de tous niveaux pour entendants ou enfants sourds. Ses cours et ateliers sont destinés aux particuliers, entreprises et administration public afin de sensibiliser le public à la surdité et casser les barrières de la communication.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Le PRODUCTEUR s'engage à diriger et animer un atelier Langues des signes à destination des étudiants du Campus de Bourg-en-Bresse de l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Cet atelier est ouvert à la bonification culture et effectué selon les modalités suivantes :

1^{ERE} SESSION 2023

12 séances de 13h à 14h

12 séances de 14h à 15h

2^{EME} SESSION 2024

12 séances de 13h à 14h

12 séances de 14h à 15h

LIEU : Campus de Bourg-en-Bresse de l'université Jean Moulin Lyon 3 – Campus de Bourg-en-Bresse – salle 212 ou 213

HORAIRE et JOUR des ateliers : le jeudi sur 2 créneaux : de 13h à 14h ; de 14h à 15h.

2 groupes de niveau seront constitués :

Un premier groupe qui a déjà un certain niveau de pratique préparera un spectacle bilingue (FR / LSF) selon les personnages (sourds et entendants), avec la présence d'interprètes.

Le but de ce spectacle sera de montrer au public le quotidien des personnes sourdes, les barrières de la vie privée et pro, la culture, la vie de famille et de couple sourds ou mixte, les relations amoureuses et intimes entre sourds et entendants, les chocs culturels....

Le groupe de débutant travaillera sur un chansigne en lien avec la chorale également proposée sur le Campus.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

Le PRODUCTEUR s'engage à donner, dans les conditions définies ci-après, et dans le cadre du présent contrat 24 séances par semestre sur le lieu précité. En cas d'atelier hors les murs, LE PRODUCTEUR s'engage à en informer le service des relations extérieures de la communication et de la vie étudiante de l'Université Jean Moulin Lyon 3 – Campus de Bourg-en-Bresse et les étudiants inscrits à l'atelier au moins 15 jours avant la date dudit atelier.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

Le PRODUCTEUR assumera la responsabilité artistique des ateliers.

Il s'engage :

- À informer du calendrier prévisionnel des séances de l'atelier et d'informer de tout changement concernant les heures et dates des séances.
- A restituer les travaux lors d'une représentation des étudiants de l'atelier le jeudi 4 avril 2024

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR mettra à disposition du PRODUCTEUR une salle pédagogique en ordre de marche à **partir du lundi 25 septembre 2023** pour permettre la bonne tenue des ateliers.

Il assurera en outre le service général du lieu.

Le PRODUCTEUR a pris connaissance du dispositif technique de la salle et l'a validé.

Les séances se dérouleront sous la responsabilité du service des affaires culturelles et du service des relations extérieures de la communication et de la vie étudiante de l'Université Jean Moulin Lyon 3 – Campus de Bourg-en-Bresse.

ARTICLE 4 - PRIX

L'ORGANISATEUR s'engage à verser en deux versements (novembre 2023 – avril 2024), au PRODUCTEUR, en contrepartie de la présente cession sur présentation de deux factures, une somme globale de **deux mille cinq cent quatre-vingt-douze (2592 €)** pour l'année 2023-24 pour 48 séances de 1h soit 48h, selon l'échéancier suivant :

NOVEMBRE 2023 : 1296 €

AVRIL 2024 : 1296 €

« TVA non applicable. Article 293 B du Code Général des Impôts »

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE PAIEMENT

Le règlement des sommes prévues à l'article 4 sera effectué après service fait par mandat administratif selon la réglementation en vigueur, sur présentation de factures déposées sur la **plateforme CHORUS PRO** ou transmises par courrier à :

Université Jean Moulin Lyon 3, Agence Comptable - Service Facturier - 1C avenue des frères Lumière - CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08 **ET** par messagerie électronique à **compta.fournisseurs@univ-lyon3.fr**, à l'ordre de :

IBAN (International Bank Account Number) BIC (Bank Identification Code)

FR76 1680 7004 0081 4837 0821 619 CCBPFRPPGRE

Code Banque Code Guichet N° du compte Clé RIB Domiciliation/Paying Bank

16807 00400 81483708216 19 BPAURA ENT VILLEFRANCHE

ARTICLE 6 - RESPONSABILITÉ – ASSURANCE

LE PRODUCTEUR ainsi que l'intervenant se conformeront au règlement intérieur de Lyon 3 et aux instructions techniques concernant les matériels et la sécurité.

L'intervenant assurera sa couverture en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables. Il devra souscrire les polices d'assurance de responsabilité civile adaptées aux actions conduites et fournir une attestation au service des affaires culturelles.

ARTICLE 7- ANNULATION DU CONTRAT

Le présent contrat est régi par la loi française.

Le présent contrat se trouverait suspendu ou résilié de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure.

Toutes modifications des conditions ou modalités d'exécution du présent partenariat, défini d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet d'un avenant.

En cas de non-respect de l'une des clauses du présent partenariat, chaque partie pourra résilier de plein droit l'accord 15 jours francs après l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, en explicitant les griefs invoqués et demeurés sans réponse passé le délai d'un mois.

ARTICLE 8 - LOI APPLICABLE – RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une recherche de conciliation amiable. A défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre, à défaut d'accord amiable, à l'appréciation du tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, le 12 octobre 2023

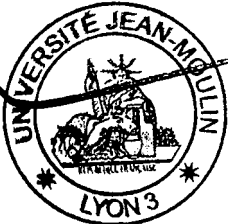
En deux exemplaires originaux

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3

Pour le producteur

Le Président,

Eric CARBANO



M. Saïd Tamgalti
Exerçant son activité en portage entrepreneurial
avec TIPI Portage



Convention d'utilisation d'une salle de la MJC

N°2023-10-G-141

Entre :

**MJC Monplaisir, 25 avenue des Frères Lumière 69008 LYON,
Représentée par son directeur, Brice GOURDOL,**

Et :

**Nom de l'organisme : Université Jean Moulin Lyon 3,
Représentée par son président, Éric CARPANO,**

Nom de la personne responsable du projet : France LAREDO, coordinatrice des actions culturelles 04 78 78 71 68

Nom de la personne en charge du suivi du dossier : Juliette RINDONE, service des affaires culturelles, adjointe

Adresse mail & numéro de téléphone : juliette.rindone@univ-lyon3.fr / 04 78 78 77 85

Adresse : 1C av. des frères Lumière | CS 78242 – 69372 LYON Cedex 08

Il est exposé que :

La présente convention a pour objet de préciser les conditions de mise à disposition de la salle de spectacle de la MJC Monplaisir à l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Article 1er - Période de mise à disposition

L'utilisation de la salle de spectacle de la MJC Monplaisir est accordée pour une période correspondant à l'année universitaire 2023-2024 selon le calendrier prévisionnel ci-dessous :

- **SAMEDI 4 NOVEMBRE 2023** : Concert de l'atelier Du corps aux mots, du geste aux sons, dirigé par Giacomo Spica Capobianco & concert de l'Orchestre national urbain
- **MERCREDI 6 MARS 2024** : Festival Meraki / Répétitions et calages techniques avec les ateliers théâtre dirigés par Ilaria MORETTI & Corinne GINISTI, Cie Le Rayon Vert, et à distance avec les metteurs en scène des troupes étudiantes de l'Université de Padoue, Italie, et de Dublin City University, Irlande
- **VENDREDI 22 MARS 2024** : Prise en charge d'une représentation de la troupe Lyon III
- **MERCREDI 3 AVRIL 2024** : Représentation de l'atelier théâtre dirigé par Anne-Laure POMMIER, Cie Drôle de Trame
- **VENDREDI 5 AVRIL 2024** : Concert de l'atelier chant, dirigé par Stéphanie BALLANDRIN-BULIN
- **MERCREDI 10 AVRIL 2024** : Concert de l'atelier orchestre, dirigé par Thierry VAYSSE
- **JEUDI 11 AVRIL 2024** : Représentation de l'atelier théâtre en anglais, dirigé par Clara Griffiths, en collaboration avec Eleanor Gilbert, Elizabeth Itzkoff et Dylan Thwaits
- **VENDREDI 12 AVRIL 2024** : Représentations des ateliers théâtre en espagnol, dirigés par Francisco VILLANUEVA MACÍAS et par Ana BENITO & Joséphine CARABALLO - Cie Les 3.8
- **VENDREDI 17 MAI 2024** : Festival Meraki / Répétitions et calages techniques avec les ateliers théâtre dirigés par Ilaria MORETTI & Corinne GINISTI, Cie Le Rayon Vert
- **VENDREDI 31 MAI 2024** : Festival Meraki / Représentations de l'atelier de théâtre dirigé par Corinne GINISTI, Cie Le Rayon Vert, et de la troupe étudiante de l'Université de Padoue, Italie
- **SAMEDI 1^{ER} JUIN 2024** : Festival Meraki / Représentations de la troupe étudiante de Dublin City University, Irlande et de l'atelier de théâtre en italien dirigé par Ilaria MORETTI

Les horaires précis (arrivée et installation du matériel, raccords éventuels, soirée, démontage) seront communiqués à la MJC Monplaisir dès que le programme aura été fixé.

Le montant de la mise à disposition est fixé à 750 € TTC par soirée.

La facturation sera établie après service fait, à la fin du mois du mois de décembre 2023 (pour la date du 4 novembre) et juin 2024 (pour les autres dates).

Article 2 - Durée de la convention

La présente convention prend effet au 4 novembre 2023 jusqu'au samedi 1^{er} juin 2024 inclus.

Article 3 - Règles de la mise à disposition et nature des activités organisées

L'Université Jean Moulin Lyon 3 s'engage à n'utiliser les installations que dans le cadre d'activités culturelles, programmées et suivies par son service des affaires culturelles. Celui-ci fera appel à des artistes ou à des troupes d'étudiants de l'Université Jean Moulin Lyon 3 et, uniquement pour les représentations prévues les 31 mai 2024 et 1^{er} juin 2024, aux deux troupes étudiantes des universités partenaires citées à l'article 1, invitées dans le cadre du festival MERAKI, organisé par l'Université Jean Moulin Lyon 3. Ces manifestations auront lieu en soirée sauf cas de force majeure lié aux consignes sanitaires de la pandémie de COVID 19 (accueil de public, couvre-feu, etc.).

Le public sera constitué prioritairement d'étudiants et personnels de l'Université Jean Moulin Lyon 3 mais si la capacité d'accueil maximum de la salle n'est pas atteinte, soit 150 places (pleine capacité d'accueil), l'Université pourra ouvrir la séance à un public extérieur.

L'entrée des spectateurs, contrôlée par le service des affaires culturelles de l'Université Lyon 3, sera gratuite.

L'utilisation des locaux s'effectuera dans le respect de l'ordre public et de la réglementation en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité.

Article 4 – Matériel

La MJC Monplaisir met à disposition les locaux attenants à la salle de spectacle : coulisses, loges, hall d'entrée. Les équipements d'éclairage, de sonorisation et de projection de la MJC seront mis à disposition si le spectacle le nécessite. Dans ce cas, la présence du technicien de la MJC est incluse et obligatoire mais ne fera pas l'objet d'une tarification supplémentaire.

Pour toutes **installations de matériel scénique, une fiche technique** devra être envoyée, jointe à cette convention dans les mêmes conditions de délais.

Pour les pièces de théâtre, le régisseur de la MJC assurera l'accueil du responsable de la compagnie et l'assistera dans le montage, démontage et régie éventuelle.

Pour les concerts, un régisseur son ou le régisseur de la MJC interviendra spécialement pour sonoriser le concert. Il sera présent l'après-midi pour effectuer les balances et le soir pour la régie son. **Sa présence est obligatoire.**

Le régisseur de la MJC sera présent pour la mise en place de la lumière le matin et pour la régie lumière le soir.

En cas de dégradation, l'utilisateur s'engage à rembourser à la MJC Monplaisir la réparation ou le remboursement à l'identique du matériel dégradé s'il s'avère que sa responsabilité est engagée.

Pour toutes installations de matériel scénique, une fiche technique devra être envoyée, jointe à cette convention dans les mêmes conditions de délais.

Article 5 - Contrôle et sécurité

Le service des affaires culturelles de l'Université Lyon 3 est chargé de veiller à l'application des clauses de ladite convention.

L'ouverture et la fermeture des locaux sont assurées par la MJC Monplaisir, qui met à disposition le personnel nécessaire à la sécurité du bâtiment dont le coût est compris dans le prix de la mise à disposition de la salle.

Il revient à l'Université Lyon 3 de veiller au respect de la capacité maximale d'accueil de la salle de spectacle et à celui de la conformité aux normes de sécurité du matériel extérieur à la MJC utilisé pour les spectacles.

Le service des affaires culturelles de l'Université Lyon 3 s'engage à mettre en œuvre la sécurité durant les spectacles avec au minimum un agent SSIAP ou d'organiser la sécurité dans la salle avec au minimum 1 personne référente.

Le preneur s'engage à contracter une assurance qui le couvre pour la responsabilité civile, les dommages matériels et défense-recours. La MJC dégage toute responsabilité pour les vols, pertes d'objets ou de vêtements, ainsi que pour les accidents survenus au cours de l'utilisation des locaux.

Article 6 - Clause de renégociation

Le tarif préférentiel appliqué à cette convention est fixé compte tenu du nombre de réservations, soit 4 dates minimum par année.

Toute annulation devra avoir lieu au moins 4 semaines avant le jour de la réservation sauf cas de force majeure lié aux consignes sanitaires de la pandémie de COVID 19 (confinement, etc.).

Article 7 - Résiliation de la convention

La réservation de la salle ne sera effective qu'au retour, au plus tard 5 semaines avant la date de l'événement, de cette convention signée.

Article 8 - Règlement et Litige

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable les litiges concernant l'exécution de la présente convention. À défaut, le Tribunal Administratif de Lyon sera compétent pour régler le litige.

Fait à Lyon, le 24/10/23

Le Président de L'Université Jean Moulin Lyon 3
Éric CARPANO



Le Directeur de la MJC Monplaisir,
Brice GOURDOL



CONVENTION DE PARTENARIAT

n°2023-10-G-144

Entre les soussignés

UMANI - Associu pè una Fundazione di Corsica, dont le siège social est situé BP 55 - 20416 Ville di Pietrabugnu Cedex, représentée par Monsieur Jean-François Bernardini, en sa qualité de Président, dûment habilité à l'effet des présentes.

Ci-après dénommée UMANI

d'une part,

ET

L'Université Lyon 3, situé 1 Av. des Frères Lumière 69008 Lyon, représentée par Mr le Professeur Eric Carpano, en sa qualité de Président de l'Université Lyon 3, dûment habilité à l'effet des présentes, d'autre part,

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de décrire les conditions et les modalités de collaboration entre les Parties, dans le cadre de la mise en place des rencontres-échanges données par Monsieur Jean-François Bernardini qui se dérouleront les :

Mardi 30 janvier 2024

de 14h00 à 16h00 pour les lycées Parc Chabrières (Oullins), Lycée Lumière 69008, Lycée Colbert 69008

et

de 16h00 à 18h00 dans le cadre de « la Cordée de la réussite »

Mercredi 31 janvier 2024

14h00 à 16h00 Lycée professionnel Marcelle Pardé à Bourg en Bresse dans le cadre de « la Cordée de la réussite »

et dont le thème est :

“ La non-violence, ça s'apprend ”

ARTICLE 2 : Engagements d'UMANI

UMANI s'engage à animer les rencontres-échanges mentionnées dans l'article 1.

ARTICLE 3 : Engagement de l'Université Lyon 3

L'établissement s'engage à respecter toutes les conditions d'accueil et de mise à disposition nécessaire à cette intervention, ainsi qu'au versement de la somme indiquée à l'article 4 pour participation aux frais d'organisation et de déplacement.

ARTICLE 4 : Durée de la Convention

La présente convention est conclue pour la durée mentionnée dans l'article 1.

ARTICLE 5 : Modalités financières

L'intervention de Monsieur Jean-François Bernardini est donnée à titre gracieux.

Les frais d'organisation et de déplacement seront pris en charge par l'établissement, UMANI établira une facture d'un montant de **trois cent cinquante euros (350,00 €)** (exo. TVA.)

Le règlement de la facture s'effectuera par :

- Chèque à l'ordre de : afc-UMANI et envoyé à l'adresse suivante :
BP 55 - 20416 Ville di Pietrabugnu Cedex
- Virement bancaire (RIB ci-dessous)

RIB : Associu pè una Fondazione di Corsica

IBAN BIC
FR76 1027 8090 8100 0203 6200 176 CMCIFR2A

Domiciliation : Crédit Mutuel de Furiani

ARTICLE 6 : Responsabilité

L'établissement déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques notamment en matière de responsabilité civile. UMANI déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à son intervention.

ARTICLE 7 : Annulation ou report

L'établissement et UMANI se reconnaissent la possibilité d'annuler ou de reporter l'évènement à tout moment pour des motifs d'ordre public ou d'intérêt général.

La partie souhaitant reporter ou mettre un terme à l'évènement devra en faire part à l'autre partie par mail dans les plus brefs délais.

Article 8 : Attribution de compétences

Le Président de l'Université Lyon 3 et le président d'UMANI se tiendront mutuellement informés des difficultés qui pourraient naître de l'application de la présente convention et prendront d'un commun accord en liaison avec l'équipe pédagogique les dispositions propres à la résoudre. Pour tout litige qui résulterait de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des autorités compétentes.

La présente convention comporte 2 pages.

Fait en deux exemplaires originaux.

A Bastia, le 19 octobre 2023

UMANI - Associu pè una Fondazione di Corsica
Le Président
Jean-François BERNARDINI



Université Lyon 3
Le Président
Eric CARPANO



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR
ET DES OUTRE-MER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

***Direction des libertés publiques
et des affaires juridiques***

Sous-direction des cultes et de la laïcité

**Convention 2023/2024 d'attribution de subvention
portant sur le diplôme d'université « Religion, Liberté religieuse et Laïcité »
de l'université Jean Moulin Lyon 3**

n°2023-10-G-146

Entre, d'une part,

L'Etat, Ministère de l'intérieur et des outre-mer, direction des libertés publiques et des affaires juridiques (DLPAJ), place Beauvau-75800 Paris cedex 08, représenté par Pascale LEGLISE, directrice des libertés publiques et des affaires juridiques, désigné sous le terme « la DLPAJ »,

Et d'autre part,

L'université **Jean Moulin Lyon 3** établissement public national à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP), dont le siège est situé **1C Avenue des Frères Lumière – 69372 Lyon CEDEX 08 (adresse)**, représentée par son Président **Eric Carpano (nom et prénom du Président)**, dont le numéro SIRET est n°**19692437700282 (14 chiffres)**, désignée sous le terme « l'Établissement »,

Ou conjointement dénommées « les Parties »,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Considérant que l'Établissement a initié et conçu un projet conforme à son objet statutaire, à savoir le diplôme d'université (DU) intitulé « **Religion, Liberté religieuse et Laïcité** » ;

Considérant que la direction des libertés publiques et des affaires juridiques (DLPAJ) du ministère de l'intérieur et des outre-mer, créée par décret n°85-1057 du 2 octobre 1985 relatif à l'organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et de la décentralisation et modifiée par le décret n° 2013-728 du 12 août 2013 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer, est chargée de définir et de mettre en œuvre la politique publique de conception, de conseil, d'expertise et d'assistance juridiques auprès de l'ensemble des services du ministère et, par ailleurs, de promouvoir la formation au principe de laïcité, notamment pour les cadres religieux ;

Considérant que le DU « **Religion, Liberté religieuse et Laïcité** » de l'Établissement s'inscrit dans le réseau national des formations « laïcité, religion et citoyenneté » réglementées par l'arrêté du 5 mai 2017 modifié relatif aux diplômes de formation civile et civique suivie par les aumôniers militaires d'active et les aumôniers hospitaliers et pénitentiaires et fixant les modalités d'établissement de la liste de ces formations ;

Considérant que la mise en œuvre des diplômes de formation « laïcité, religion et citoyenneté » destinés à former notamment les cadres religieux, les responsables associatifs et les agents du secteur public a un double objectif : transmettre des connaissances relatives au contexte socio-historique, au droit et aux institutions de la

République et fournir des instruments aux responsables religieux en vue de faciliter la gestion des institutions culturelles ;

Considérant que, pour la mise en œuvre de cette politique, le ministère de l'intérieur et des outre-mer s'appuie, notamment, sur les universités ;

Considérant que ce cursus a pour objectif de faire dialoguer des professionnels, qui ont à traiter dans le cadre de leurs fonctions des situations mettant en jeu la connaissance de la diversité culturelle et religieuse, avec des cadres religieux et des responsables associatifs de tous les cultes, en prise avec des questions touchant au principe de laïcité ;

Considérant qu'à cet égard la mixité des publics doit être recherchée et nécessite de la part des intervenants un souci constant de pédagogie ;

Considérant que le décret n°2017-756 du 3 mai 2017 relatif aux aumôniers militaires, hospitaliers et pénitentiaires et à leur formation civile et civique et l'arrêté du 5 mai 2017 modifié relatif aux diplômes de formation civile et civique suivie par les aumôniers militaires d'active et les aumôniers hospitaliers et pénitentiaires et fixant les modalités d'établissement de la liste de ces formations, créent, pour les aumôniers rémunérés et nouvellement recrutés, une obligation de suivi d'une formation « laïcité, religion et citoyenneté » figurant sur une liste référencée et fixée, annuellement, par décision conjointe des ministres de l'intérieur et de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

Considérant que l'action ci-après présentée par la formation portée par l'Etablissement participe de cette politique.

Article 1 - Objet de la convention

Par la présente convention, l'Etablissement s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées en préambule, le projet suivant, bénéficiant notamment à des cadres religieux, des responsables associatifs et des agents du secteur public

Mise en œuvre du diplôme d'université/ intitulé « Religion, Liberté religieuse et Laïcité » pour l'année universitaire 2023/2024

- **Descriptif :**

Cette formation comprend **130 heures** et **5 unités** d'enseignements (UE) conformes à la réglementation en vigueur.

Le DU/le certificat est sanctionné selon les modalités de contrôle des connaissances adoptées par le Conseil d'administration, propres à chacun des établissements. En l'occurrence, cette formation sera validée par le biais de : **contrôle des connaissances avec des examens sur table sur l'ensemble des modules et d'une soutenance orale de mémoire.**

Dans ce cadre, la DLPAJ contribue financièrement à la réalisation de ce projet. Cette aide financière a notamment pour objet de faciliter l'inscription des cadres religieux, notamment les aumôniers, en faisant tendre, autant que possible, les frais d'inscription vers un coût résiduel. L'engagement financier de l'État inscrit dans la présente convention porte sur l'année 2023. La DLPAJ n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

Article 2 - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année universitaire 2023/2024.

Durant cette période, l'Etablissement s'engage à notifier à la DLPAJ tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts, de ses organes statutaires ou de ses coordonnés bancaires.

Article 3- Dispositif de reconnaissance des parcours personnels des candidats au DU de formation civile et civique

L'Établissement veillera à favoriser la mise en œuvre d'un dispositif de reconnaissance des parcours personnels pour les candidats au diplôme de formation « laïcité, religion et citoyenneté », sans oublier toutefois l'objectif de dialogue entre les publics auquel le suivi de cette formation répond. Les modalités de validation seront fixées par l'Établissement, dans le respect du principe d'autonomie des universités.

Article 4 – Conditions de détermination du coût de l'action

4.1 Le coût total estimé du projet sur la durée de la convention est évalué à **42 250 euros** [page 9 du dossier de demande de subvention].

4.2 Le besoin de financement public doit prendre en compte tous les produits affectés à l'action. Le budget prévisionnel de l'action indique le détail des coûts éligibles à la contribution financière de l'administration, établis en conformité avec les règles définies à l'article 4.3, et l'ensemble des produits affectés.

4.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre de l'action, notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre des actions qui :

- sont liés à l'objet des actions ;
- sont nécessaires à la réalisation des actions ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de réalisation des actions ;
- sont dépensés par les organismes ;
- sont identifiables et contrôlables.

- et le cas échéant, les coûts indirects. Il s'agit des coûts qui ne sont ou ne peuvent être directement rattachés aux actions et ne sont pas directement identifiables, mesurables et justifiables. Le taux des coûts indirects affectés à l'action sera de 5% du montant total des coûts directs.

4.4 Lors de la mise en œuvre du projet, l'Établissement peut procéder à une adaptation de son budget prévisionnel par des transferts entre natures de charges éligibles telles que les achats, les locations, les dépenses de publications, les charges de personnel et les frais de déplacement. Cette adaptation des dépenses, réalisée dans le respect du montant total des coûts éligibles mentionnés au point 4.1, ne doit pas affecter la réalisation du projet et ne doit pas être substantielle.

Lors de la mise en œuvre du projet, l'organisme contractant peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel, à condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle.

L'Établissement notifie ces modifications à la DLPAJ par écrit (par mail ou par voie postale) dès qu'elle peut les évaluer, et en tout état de cause avant la fin de l'action. Le versement du solde annuel ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse de ces modifications par la DLPAJ.

Article 5 – Condition de détermination de la contribution financière de la DLPAJ

Pour l'exercice budgétaire de cette année (2023), la DLPAJ contribue financièrement pour un montant total **de 15 000 euros (quinze mille euros)**, équivalent à **35,5 %** du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention, établis à la signature de la présente convention, tels que mentionnés à l'article 3.1.

La contribution financière de l'administration mentionnée au paragraphe ne sera applicable que sous réserve des deux conditions suivantes :

- le respect par l'Établissement des obligations mentionnées dans la convention ;
- et que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet.

Article 6 – Modalités de versement de la contribution financière

La subvention **de 15 000 euros – quinze mille euros** - pour l'année 2023, fera l'objet d'un seul versement à la notification de la convention, sous réserve des ajustements prévus à l'article 4.4.

Cette dépense est imputable sur les crédits du Budget 2023 de la mission « Administration générale et territoriale de l'Etat », programme 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur », action 7 « cultes et laïcité », domaine fonctionnel 0216-07-02 « Laïcité », activité 021607020201 « Laïcité », axe ministériel 1 = 09-CL0000003, axe ministériel 2 = DU – compte PCE n°6311000000.

La contribution financière sera créditée, selon les procédures comptables en vigueur, au compte de l'Etablissement (*mentions à compléter + RIB de l'établissement à fournir*) :

Banque : Trésor Public

Titulaire : Université Jean Moulin Lyon 3

Agence : Agence comptable

Code établissement : 10071

Code guichet : 69000

N° de compte : 00001004334

Clé RIB : 60

IBAN : FR76 1007 1690 0000 0010 0433 460

BIC : TRPUFRP1

Tout changement de coordonnées bancaires devra être notifié à : Ministère de l'intérieur et des outre-mer - Secrétariat Général - Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction des cultes et de la laïcité - Bureau de la laïcité - 1 bis place des Saussaies - 75 800 Paris Cedex 08.

L'ordonnateur de la dépense est la DLPJ.

Le comptable assignataire chargé de la dépense est le contrôleur budgétaire et comptable ministériel auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer.

Article 7 : Reversement

Il est interdit de reverser, sous forme de subvention, tout ou partie du présent financement à un tiers (personne morale ou physique). Il n'y a pas de reversement lorsque l'Etablissement rémunère un organisme tiers pour des prestations qu'il souhaite mettre en œuvre dans le cadre du projet financé.

Article 8 – Compte-rendu financier et justificatifs

L'Etablissement s'engage à fournir, avant toute nouvelle demande de subvention ou dans les six mois suivant la fin de l'exercice au cours duquel la subvention a été accordée, les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- **le compte rendu financier des actions** (annexe I), conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte-rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (CERFA n°15059*02), composé d' :
 - ✓ **un bilan qualitatif de l'action**, qui comporte une description des conditions de réalisation et un certain nombre d'indicateurs permettant d'évaluer les résultats obtenus. Il doit retracer de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention ;
 - ✓ **un tableau de synthèse**, qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes relatives à l'action financée ;
 - ✓ **une fiche « données chiffrées : annexe »**, qui permet de donner des explications sur le tableau de synthèse (clés de répartition des charges indirectes affectées à l'action subventionnée, explication des écarts constatés entre le budget prévisionnel et le budget final, nature des contributions volontaires en nature).
- Le rapport annuel des comptes approuvé par le commissaire aux comptes du dernier exercice clos.
- Les statuts de l'Etablissement.

Ces documents sont signés par le représentant légal de l'Etablissement (ou toute personne ayant un pouvoir écrit de ce dernier) et il engage l'Etablissement. Il est rappelé que toute fausse déclaration à une administration

publique ou à un organisme chargé d'une mission de service public est passible de peines d'emprisonnement et d'amendes prévues par les articles 441-6 et 7 du code pénal.

- le document de données statistiques de la dernière promotion (annexe II) ;
- le tableau du taux de réussite de la dernière promotion (annexe III).

Si la totalité des subventions publiques affectées au projet visé à l'article 1 n'a pas été utilisée, c'est-à-dire si les recettes sont supérieures aux dépenses, les sommes qui dépassent ce seuil seront systématiquement reversées à la DLPAJ (au prorata de sa contribution aux subventions d'exploitation affectées au compte 74 du point 2. « tableau de synthèse » du compte-rendu financier).

Article 9 – Information légale – Règlement général à la protection des données (RGPD)

Les données à caractère personnel seront conservées pendant un délai de trois ans dans les archives courantes du bureau de la laïcité du ministère de l'intérieur et des outre-mer. A l'issue de ce délai, ces données seront supprimées.

Le traitement de ces données est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable du traitement (article 6 du Règlement général à la protection des données - RGPD).

Conformément au Règlement général à la protection des données (RGPD) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, l'Établissement dispose de droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, et d'un droit à la limitation du traitement des données.

Le bureau de la laïcité se tient à votre disposition à l'établissement pour toute question, à l'adresse : formations-lrc@interieur.gouv.fr

Article 10 – Publicité des subventions

Les financements accordés par le ministère de l'intérieur et des outre-mer au projet conduit par l'Établissement doivent être portés obligatoirement à la connaissance des bénéficiaires et du grand public.

L'Établissement s'engage à faire figurer, de manière lisible, la mention du concours apporté par le ministère de l'intérieur et des outre-mer et son logo sur tous les documents de promotion et de communication (programmes, flyers, revues, publications, affiches, site internet, dossier de presse, communiqué de presse, documents audiovisuels), produits dans le cadre de cette convention. Ces documents seront soumis à l'avis de la DLPAJ avant publication.

Article 11 –Évaluation

L'évaluation des conditions de réalisation du projet auquel l'État a apporté son concours est réalisée par le ministère de l'intérieur et des outre-mer, sur un plan quantitatif et qualitatif. Elle porte notamment sur la conformité des résultats visés à l'objet mentionné à l'article 1 et les conditions définies d'un commun accord entre la DLPAJ et l'Établissement.

Dans le cadre de l'évaluation, la DLPAJ communique les conclusions finales de son évaluation et indique à l'Établissement, le cas échéant, le délai pour présenter ses conclusions contradictoires assorties des justificatifs nécessaires. Cette communication n'intervient qu'après audition de leurs représentants.

Article 12 : Restitutions

- **En cas d'inexécution ou de modification substantielle des conditions d'exécution et retard pris par l'Établissement**

En cas de non-exécution, de retard significatif, de modification substantielle ou d'actions non conformes à celles pour lesquelles la subvention a été attribuée, par l'Établissement, pour une raison quelconque, celui-ci est tenu d'en informer, sans délai, la DLPAJ, par lettre recommandée avec accusé de réception et par voie dématérialisée à l'adresse : formations-lrc@interieur.gouv.fr.

Au regard des éléments fournis, la DLPAJ peut exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Établissement et avoir préalablement entendu ses représentants.

La DLPAJ informe l'Établissement de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception et par voie dématérialisée.

- **Résiliation de la convention par l'une ou l'autre des parties**

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie dès la constatation de l'irrégularité et après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles le cas échéant et restée infructueuse au bout d'un mois.

La DLPAJ pourra exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Article 13 – Études de suivi et contrôles de l'administration

- **Études de suivi**

Le ministère de l'intérieur et des outre-mer peut être amené à réaliser des études annuelles de suivi sur certains programmes ou thématiques. Ces études sont réalisées par des agents du ministère de l'intérieur et des outre-mer ou par des prestataires mandatés par celui-ci. L'Établissement s'engage à répondre à toutes sollicitations pour la réalisation de ces études.

- **Contrôles de l'administration**

L'Établissement s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la DLPAJ de la réalisation de l'action et de l'emploi des fonds. Il s'engage à faciliter l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Le ministère de l'intérieur et des outre-mer se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par lui, sur pièces ou sur place, à toute vérification ou tout audit qu'elle jugerait utile.

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la DLPAJ ou ses prestataires mandatés, en vue de vérifier l'exactitude des comptes rendus financiers et la mise en œuvre de l'action soutenue, et qui contrôle(nt) annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du service.

Au cas où les vérifications feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1 de la présente convention, la DLPAJ exigera le reversement des sommes indûment perçues.

Article 14 - Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 11 de cette convention et aux contrôles prévus à l'article 13; aucun versement ne sera effectué tant que toutes les actions des années antérieures terminées au jour de la mise en paiement de la présente subvention, ne sont pas justifiées (voir modalités de justification à l'article 7).

Article 15 - Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la DLPAJ et l'Établissement. La demande de modification de la présente convention par l'une des parties est réalisée par lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Article 16 – Litiges

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R312-11 du code de justice administrative.

Fait en deux exemplaires originaux.

Paris, le **06 OCT. 2023**

Pour l'Établissement,

Le président

Eric CARPANO



Pour le ministre et par délégation,
L'adjoint à la directrice des libertés
publiques et des affaires juridiques,
Le sous-directeur des cultes et de la laïcité,


Vincent PLOQUIN-DUCHEFDELAVILLE

Documents annexés à la convention :

- I. Compte-rendu financier ;
- II. Document de données statistiques de la dernière promotion ;
- III. Tableau du taux de réussite de la dernière promotion.

AVENANT N° 1 A LA CONVENTION RELATIVE AUX CENTRES DU RESEAU SUDOC-PS N° 2021-232-70

n°2023-10-G-147

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

L'Agence bibliographique de l'enseignement supérieur, établissement public national à caractère administratif (EPA), n° de SIRET 180 044 224 00020, dont le siège est situé 227 avenue du Professeur Jean-Louis Viala, 34193 Montpellier cedex 5,
représentée par Monsieur Nicolas MORIN, en qualité de directeur.

CI-DESSOUS DENOMMEE : « ABES »

D'UNE PART

ET :

Université Jean Moulin Lyon 3,
établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP),
dont le siège est situé 6 cours Albert Thomas - BP 8242 - 69355 LYON Cedex 08,
représentée par Monsieur Eric CARPANO, en qualité de Président

abritant le CR 70 du Sudoc-PS (Rhône Alpes - Académie de Lyon)

CI-DESSOUS DENOMMEE : « l'organisme »

D'AUTRE PART

1. OBJET

Le présent avenant a pour objet de :

- Prolonger de douze mois la durée de la convention initiale 2021-232-70 entre l'Abes et l'organisme
- Modifier l'article III intitulé « Montant et modalités d'attribution de la subvention » et l'article V intitulé « Durée »

Les autres articles demeurent inchangés.

2. MONTANT ET MODALITES D'ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION EN 2024

L'article III de la convention est modifié comme suit :

Le montant de la subvention accordée par l'Abes à l'organisme pour les activités sur projets détaillées dans l'annexe 1 de la convention est de :

- 2024 : 3 000 €

La subvention pour l'année 2024 sera versée à l'issue de la signature de l'avenant par les deux parties et à réception par l'Abes du rapport d'activité 2023.

La subvention annuelle sera versée à l'organisme à :

Université Jean Moulin Lyon 3

Au compte ouvert

TPLYON

FR76 1007 1690 0000 0010 0433460

TRPUFRP1

L'organisme s'engage à utiliser le financement uniquement pour la réalisation des activités du projet faisant l'objet de la présente convention, détaillées dans l'annexe 1.

3. DUREE

L'article V de la convention est modifié comme suit :

La présente convention est conclue pour une durée de 4 ans, du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2024.

Toutes les clauses de la convention relative aux centres du réseau Sudoc-PS n° 2021-232-70 demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de différence.

4. SIGNATURES

Fait à Montpellier en deux exemplaires originaux

Pour l'Abes

Nom : Nicolas MORIN
Qualité : Directeur
Date : 11 octobre 2023

Signature et cachet de l'ABES



Pour Université Jean Moulin Lyon 3

Nom : Eric CARPANO
Qualité : Président
Date : ...27.10.../2023

Signature et cachet de l'organisme



CONVENTION DE PARTENARIAT

N° 2023-10- G - 148

Entre :

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sise à la Manufacture des tabacs au 1 avenue des frères Lumière 69008 Lyon.
Représentée par son président, Monsieur le Professeur Éric Carpano
L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « Lyon 3 »,

D'une part,

ET

La Société Decitre dont le siège social est situé 16 rue Jean Desparmet 69008 Lyon
Siret : 95651314700192
Enregistrée sous le code APE : 4761Z
Représentée par Jacques-Olivier Cuenin

PRÉAMBULE

Lieu de transmission et de démocratisation des arts et du savoir, l'université est aussi un lieu de culture, vivante et créative. Ouverte sur la Cité, l'Université Jean Moulin Lyon 3 propose durant toute l'année universitaire concerts, expositions, conférences, ateliers d'expression artistique, spectacles, découvertes du patrimoine, visites commentées, rencontres avec des artistes et écrivains, ... offrant ainsi une programmation annuelle riche et variée au service de ses usagers – étudiants, enseignants et administratifs.

L'Université Jean Moulin Lyon 3 a créé un prix littéraire annuel destiné à récompenser l'auteur et le traducteur d'un roman étranger publié récemment en France. Le Prix Caméléon a pour objectif principal le développement et l'attractivité de la culture littéraire contemporaine auprès des étudiants. En ce sens, l'Université Jean Moulin Lyon 3 leur propose de devenir l'un des 100 jurés étudiants qui voteront pour leur roman préféré et éliront ainsi les lauréats.

Après notamment l'Espagne, la Corée, la Pologne et l'Irlande lors des premières éditions, le Prix Caméléon 2024 se met aux couleurs de l'Allemagne. Une sélection de 3 romans contemporains a été proposée au jury :

- **Les Archives des sentiments** de STAMM Peter trad. Pierre Dehusses aux éditions Fischer (2021)
- **Lilas rouge** de KAISER-MUHLECKE Reinhard trad. Olivier Le Lay aux éditions Verdier (2021)
- **Les dents de lait** de BUKOWSKI de Helene trad. Elisa Crabeil et Sarah Raquillet aux éditions Galimeister (2021)

CECI ETANT EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions de partenariat entre Lyon 3 et la société Decitre.

ARTICLE 2 – DÉFINITION DU PARTENARIAT

Dans le cadre de la cérémonie de remise des prix aux lauréats du Prix Caméléon 2024 le mardi 26 mars 2024 sur le site de la Manufacture des tabacs, Lyon 3 et la société Decitre s'accordent sur les quatre points suivants :

a. La société Decitre s'engage à prendre en charge pour un montant de 1 000€ TTC maximum :

- les frais de transport (train ou avion) des deux lauréats (auteur et traducteur) depuis leur pays d'origine jusqu'à Lyon
- Les nuits d'hôtels à Lyon des deux lauréats (auteur et traducteur)
- Les frais de taxis aller-retour des deux lauréats (auteur et traducteur)
- L'impression des jaquettes signalant les livres lauréats du Prix Caméléon depuis la première édition en 2015 et la pose de ces jaquettes sur les livres vendus dans les librairies Decitre.

b. La société Decitre s'engage également à communiquer sur le Prix Caméléon dans les 5 magasins lyonnais (via affiches ou écrans digitaux) et à présenter sur son site internet la cérémonie de remise du Prix Caméléon 2024.

En contrepartie,

c. Lyon 3 s'engage à intégrer le logo et tous les éléments visuels mis à sa disposition par la société Decitre dans le cadre de la communication menée autour du Prix Caméléon 2024.

Détail des supports concernés :

- Articles en ligne et actualité sur le site internet dédié au Prix Caméléon, sur le site institutionnel et les sites intranet de Lyon 3 *mention du partenariat en toutes lettres et logo* ;
- Information dans la Newsletter « Flash info des étudiants » - plus de 28 000 destinataires (*mention du partenariat en toutes lettres*). Cette information renvoie vers l'actualité en ligne (*mention du partenariat en toutes lettres et logo*) ;
- Information dans la Newsletter « Flash info des personnels » - plus de 3 000 destinataires (*mention du partenariat en toutes lettres*). Cette information renvoie vers l'actualité en ligne (*mention du partenariat en toutes lettres et logo*) ;
- Communiqué de presse (*mention du partenariat en toutes lettres et logo*) ;
- Ecrans TV de l'Université (*logo*) ;
- Mailing plus de 30 000 destinataires étudiants (*mention du partenariat en toutes lettres et logo*).

d. Lyon 3 s'engage également à concevoir et à fournir à la Société Decitre le fichier des jaquettes des livres lauréats du prix Caméléon

ARTICLE 3 – DURÉE - RÉSILIATION

La présente convention prend effet à compter de sa signature, jusqu'au mardi 30 avril 2024.

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution du présent partenariat, définie d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet d'un avenant.

En cas de non-respect de l'une des clauses, chaque partie pourra résilier de plein droit la présente convention 30 jours francs après l'envoi d'un courrier circonstancié, par voie recommandée avec accusé de réception, resté sans réponse.

ARTICLE 4 – LOI APPLICABLE – RÉGLEMENT DES LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une recherche de conciliation amiable. A défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, le mardi 17 octobre 2023,

En quatre exemplaires originaux,

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3

Le Président

A handwritten signature in dark ink, consisting of a large, sweeping loop followed by a horizontal stroke.

Éric CARPANO

Pour la société Decitre

Le Directeur Marketing & Communication

Jacques-Olivier Cuenin

AVENANT
A LA CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE À
LA LICENCE PROFESSIONNELLE
« ASSISTANT DE GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE »
DÉLOCALISÉE À L'INSTITUT SUPÉRIEUR SAINT-DENIS D'ANNONAY

Entre :

L'Université Jean Moulin Lyon 3, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel dont le siège social se situe 1c, avenue des frères Lumière – CS 78242 - 69372 Lyon Cedex 08, représentée par son Président, le Professeur Eric CARPANO agissant ès qualités pour le compte de l'Institut Universitaire de Technologie (I.U.T. Jean Moulin Lyon 3), représenté par son Directeur, Monsieur Jérôme TRAVARD,

et

L'Institut Supérieur Saint-Denis situé au 1 chemin de la Muette, 07100 Annonay
Représenté par Madame Isabelle BEAUVILLARD, Cheffe d'Etablissement, agissant au nom de l'établissement d'enseignement,

Vu le code de l'Éducation, notamment les articles L. 613-1 ; L. 712-3 ; L. 713-9 et D. 613-1,
Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
Vu l'arrêté du 24 juin 2016 accréditant l'université Jean-Moulin Lyon 3 en vue de la délivrance de diplômes nationaux,
Vu l'arrêté du 6 décembre 2019 portant réforme de la licence professionnelle,
Vu la délibération n° D 2013-07-16 du 3 juillet 2013 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'IUT,
Vu la délibération n° D 2019-01-01-ins du portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin Lyon 3,
Vu la délibération portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'institut supérieur de Saint-Denis,
Vu la convention n° 2022-06-F-054 relative à la licence professionnelle « Assistant de gestion administrative » délocalisée à l'institut supérieur Saint-Denis d'Annonay

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet la reconduction de la convention n° 2022-06-F-054 relative à la licence professionnelle « Assistant de gestion administrative » délocalisée à l'institut supérieur Saint-Denis d'Annonay.

ARTICLE 2 - DUREE DE L'AVENANT

Il entre en vigueur pour l'année universitaire 2023-2024 après approbation par les instances universitaires compétentes.

Il est conclu pour la durée d'accréditation du diplôme, soit jusqu'au 31 août 2027.

À échéance, il pourra faire l'objet d'une reconduction expresse après un bilan du fonctionnement du diplôme.

Il est modifiable par voie d'avenant.

Fait le 10/11/2023 à LYON

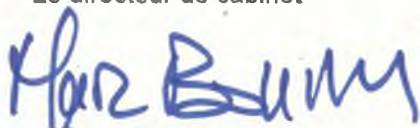
En 4 exemplaires originaux

Le Président de l'Université
Jean Moulin Lyon 3

La Cheffe d'Etablissement de
l'Institut Supérieur Saint-Denis

Pour le président de l'Université
Eric CARBANO, Jean Moulin Lyon 3 et par délégation,
Le directeur de cabinet

Isabelle BEAUVILLARD



Marc BONINCHI

Le Directeur de l'I.U.T.
Jean Moulin Lyon 3

Jérôme TRAVARD

N° 2023-11-F-080

AVENANT
A LA CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE AU
BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (BUT)
« CARRIÈRES JURIDIQUES », parcours Entreprise et Association
DÉLOCALISÉ À L'INSTITUT SUPÉRIEUR SAINT-DENIS D'ANNONAY

Entre :

L'Université Jean-Moulin Lyon 3, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel dont le siège social se situe 1c, avenue des frères Lumière – CS 78242 - 69372 Lyon Cedex 08, représentée par son Président, le Professeur Eric CARPANO agissant ès qualités pour le compte de l'Institut Universitaire de Technologie (IUT Jean Moulin Lyon 3), représenté par son Directeur, Monsieur Jérôme TRAVARD,

Et

L'Institut Supérieur Saint-Denis situé au 1 chemin de la Muette, 07100 ANNONAY
Représenté par Madame Isabelle BEAUVILLARD, Cheffe d'Etablissement, agissant au nom de l'établissement d'enseignement,

Vu le code de l'Éducation, notamment les articles L. 613-1 ; L 712-3 ; L.713-9 et D. 613-1,

Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,

Vu l'arrêté du 24 juin 2016 accréditant l'université Jean-Moulin Lyon 3 en vue de la délivrance de diplômes nationaux,

Vu l'arrêté du 6 décembre 2019 portant réforme de la licence professionnelle,

Vu la délibération n° D 2013-07-16 du 3 juillet 2013 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'IUT,

Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin Lyon 3,

Vu la convention n° 2022-46-F-0022 relative au Bachelor Universitaire de Technologie (BUT) « Carrières juridiques », parcours entreprise et association délocalisé à l'Institut Supérieur Saint-Denis d'Annonay.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet la reconduction de la convention ° 2022-46-F-0022 relative au Bachelor Universitaire de Technologie (BUT) « Carrières juridiques », parcours entreprise et association délocalisé à l'Institut Supérieur Saint-Denis d'Annonay.

ARTICLE 2 - DUREE DE L'AVENANT

Il entre en vigueur pour l'année universitaire 2023-2024 après approbation par les instances universitaires compétentes.

Il est conclu pour la durée d'accréditation du diplôme, soit jusqu'au 31 août 2027.

À échéance, il pourra faire l'objet d'une reconduction expresse après un bilan du fonctionnement du diplôme.

Il est modifiable par voie d'avenant.

Fait le 10/11/2023 à Lyon.....

En 4 exemplaires originaux

Le Président de l'Université

Jean Moulin Lyon 3

Eric CARPANO
Pour le président de l'Université
Jean Moulin Lyon 3 et par délégation,
Le directeur de cabinet


Marc BONINCHI

La Cheffe d'Etablissement de

l'Institut Supérieur Saint-Denis

Isabelle BEAUVILLARD

Le Directeur de l'I.U.T.

Jean Moulin Lyon 3

Jérôme TRAVARD

CONVENTION DE COLLABORATION POUR L'ORGANISATION D'UN COLLOQUE

Entre :

L'Université d'Aix-Marseille,

Etablissement public à caractère scientifique culturel et professionnel

Dont le siège social se situe Jardin du Pharo, 58, Boulevard Charles Livon, 13284 Marseille cedex 07

SIREN n° 130015332

Représentée par son Président, Monsieur Éric BERTON

Ci-après désigné « **Université d'Aix-Marseille** »

Agissant au nom et pour le compte du Laboratoire « Equipe sur les Cultures et Humanités Anciennes et Nouvelles Germaniques », ECHANGES, UR 4236, dirigé par Madame Florence BANCAUD

Ci-après désigné : « **ECHANGES** »

D'une part,

L'Université Jean Moulin, Lyon 3,

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

Dont le siège social se situe 1C, avenue des frères Lumière CS 78242 69372 LYON CEDEX 08

Représentée par son Président, Monsieur Éric CARPANO

Ci-après désigné « **Université Lyon 3** »

Agissant dans le cadre des activités de l'Institut d'Études Transtextuelles et Transculturelles IETT dirigé par Monsieur Corrado NERI.

Ci-après désigné « **IETT** »

D'autre part,

Préambule :

L'Université d'Aix-Marseille et plus particulièrement le laboratoire ECHANGES souhaite participer à l'organisation du colloque : « Avant-gardes au prisme du genre dans l'espace germanophone de 1945 à nos jours : sociabilités, esthétiques, mémoires » organisé par Susanne Böhmisch (Université d'Aix-Marseille), Cécile Chamayou-Kuhn (Université de Lorraine), Sibylle Goepper (Université Lyon 3), Agathe Mareuge (Sorbonne Université), Élise Petit (Université Grenoble Alpes), qui se déroulera du 12 au 14 octobre 2023 à l'Université Lyon 3.

Ceci ayant été exposé, les parties conviennent de ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de collaboration entre l'Université d'Aix-Marseille et l'Université Lyon 3 pour l'organisation du colloque cité dans le Préambule.

Article 2 - Participation financière de l'Université d'Aix-Marseille

Le paiement de la participation interviendra sur production d'une facture libellée au nom de l'Université d'Aix-Marseille d'un montant de 1 000 euros (mille euros) non soumis à TVA, déposée sur la plateforme CHORUS PRO <https://chorus-pro.gouv.fr/>. La facture doit impérativement rappeler le numéro de bon de commande émis par l'Université d'Aix-Marseille.

La subvention sera versée par l'Université d'Aix-Marseille en une seule fois, dans un délai de trente (30) jours calendaires, sur le compte de l'Agent Comptable de l'Université Lyon 3 dont les coordonnées sont les suivantes :

Numéro 00001004334, Code banque 10071, Code guichet 69000, Clé RIB 60

Article 3 - Mention de la participation de l'Université d'Aix-Marseille

L'Université Lyon 3 s'engage à mentionner l'aide de l'Université d'Aix-Marseille dans tous les documents de communication liés au colloque ainsi que dans une éventuelle publication ultérieure des actes avec l'utilisation du logo de l'Université d'Aix-Marseille et du laboratoire ECHANGES sur tous les supports de communication.

Article 4 - Annulation de la subvention

Dans le cas où l'Université Lyon 3 déciderait de ne pas organiser le colloque, la somme de 1 000 € sera intégralement reversée à l'Université d'Aix-Marseille. De même, en cas d'utilisation non conforme à son objet, l'Université Lyon 3 devra restituer la somme qui lui a été versée, sur simple demande écrite à l'Université d'Aix-Marseille.

Article 5 - Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur dès sa signature par les parties et prendra fin dès que les obligations réciproques des deux parties auront été remplies.

Article 6 - Modification et dénonciation de la convention

Toute modification à la présente convention s'effectuera par avenant signé des parties.
La présente convention pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 7 - Règlement des litiges

Les parties s'engagent à rechercher une solution amiable à tout différend né de l'application ou de l'interprétation de la présente convention. A défaut de solution amiable, le tribunal administratif de Marseille sera compétent pour connaître le litige.

Fait en deux (2) exemplaires originaux à Marseille, le 5/09/2023

L'Université Jean Moulin,
Lyon 3

Pour le président de l'Université
Jean Moulin Lyon 3 et par délégation,
Le directeur de cabinet


Eric CARPANO
Eric BONINCHI

Le Président de l'Université
d'Aix-Marseille


Eric BERTON



**CONVENTION POUR LE VERSEMENT D'UNE SUBVENTION DE SORBONNE
UNIVERSITE A L'UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON III POUR L'ORGANISATION D'UN
COLLOQUE INTITULÉ « Les avant-gardes au prisme du genre dans l'espace
germanophone après 1945 »
Réf. SU : 2023/00104**

ENTRE

Sorbonne Université

Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel.

21, Rue de l'école de médecine 75006 Paris

Représentée par sa Présidente Nathalie DRACH-TEMAM

N° SIRET : 130 023 385 00011

d'une part ;

ET

L'Université Jean Moulin Lyon III

Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

1C, avenue des frères Lumière CS 78242 69372 LYON CEDEX 08

Représentée par son Président, Eric CARPANO

N°SIRET : 196 924 377 00282

Agissant dans le cadre des activités de l'Institut d'Études Transtextuelles et Transculturelles
IETT dirigé par Monsieur Corrado NERI.

d'autre part ;

Article 1 – objet

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de collaboration entre Sorbonne Université et l'Université Jean Moulin Lyon III pour l'organisation d'un colloque intitulé « Les avant-gardes au prisme du genre dans l'espace germanophone après 1945 ».

Le colloque se déroulera du 12/10/2023 au 14/10/2023 à l'Université Jean Moulin Lyon III.

Le colloque est organisé par Susanne Böhmisch (Aix-Marseille Université), Cécile Chamayou-Kuhn (Université de Lorraine), Sibylle Goepper (Université Lyon 3), Agathe Mareuge (Sorbonne Université) et Élise Petit (Université Grenoble Alpes).

Article 2 – modalités financières

L'Université Jean Moulin Lyon III prend en charge l'organisation matérielle du colloque.

Sorbonne Université soutient l'organisation du colloque par une participation financière d'un montant de **5000 €** (Cinq mille euros).

Cette somme sera prélevée sur la ligne budgétaire ouverte à cet effet : **L23COL0047**, gérée par la Direction de la recherche et de la valorisation.

La somme versée par Sorbonne Université couvre l'organisation du colloque et la publication des actes du colloque. L'Université Jean Moulin Lyon III présentera un bilan financier quant à l'organisation du colloque et la publication de ses actes.

Article 3 – modalités de règlement

Le règlement se fera en une fois à la signature de la présente convention. L'Université se libérera des sommes dues en faisant porter le montant au crédit du compte ouvert au nom de l'agent comptable de l'Université Jean Moulin Lyon III :

Etablissement tenant le compte : Université Jean Moulin Lyon 3

Code banque : 10071

Code guichet : 69000

N° de compte : 00001004334

Clé RIB : 60

Article 4 – Programme

Le programme du colloque est annexé à la présente convention.

Article 5 – Publication

Lors de la publication des actes du colloque, le logo de l'Université Sorbonne Université sera apposé. Le logo sera fourni par les services de l'Université.

Article 6 – Durée

La présente convention entre en vigueur dès sa signature par les parties. Elle s'éteint de plein droit dès lors que chacune des parties a rempli l'ensemble des obligations, objet de la présente convention.

Article 7 – Modification

Toute modification au présent acte s'effectuera par voie d'avenant signé des parties.

Article 8 – Résiliation

En cas de non respect par l'une ou l'autre des parties des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas d'inexécution ou d'utilisation des fonds non conforme à leur objet, la subvention devra être reversée à Sorbonne Université.

Article 9 – Litiges

Pour tout litige que pourrait soulever l'application de la présente convention, les parties s'efforceront de trouver un accord amiable.

Si l'accord ne pouvait intervenir, le Tribunal Administratif de Paris sera le seul compétent.

Fait à Paris, le 28 juin 2023

Pour la présidente de Sorbonne Université
par délégation
la directrice de la recherche et de la valorisation
de la Faculté des Lettres
Pour Sorbonne Université
La Présidente


Elena BILLI-RIZZA
Nathalie DRACH-TEMAM

Pour l'Université Jean Moulin Lyon III
Le Président,

Pour le président de l'Université
Jean Moulin Lyon 3 et par délégation,
Le directeur de cabinet
Eric CARPANO


Marc BONINCHI

Pièces à joindre : RIB, programme du colloque et budget prévisionnel



CONVENTION D'ACCUEIL

Entre

L'Université Jean Moulin Lyon 3,

Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Dont le siège est situé 1 C avenue des Frères Lumière, CS 78242, 69372 Lyon Cedex 08
Représentée par son Président, Monsieur Eric Carpano,

Ci-après dénommée « l'Université Lyon 3 »

D'une part,

ET

L'Université Lumière Lyon 2,

Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Dont le siège est situé 18 quai Claude Bernard, 69365 Lyon Cedex 07
Représentée par sa Présidente, Madame Nathalie Dompnier,

Ci-après dénommée « l'Université Lyon 2 »

L'Université Jean Monnet Saint-Etienne,

Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Dont le siège est situé 10 rue Tréfilerie, 42023 Saint-Etienne cedex 02
Représentée par son Président, Monsieur Florent Pigeon,

Ci-après dénommée « UJM »

Le Centre National de Recherche Scientifique,

Etablissement public à caractère scientifique et technologique,
Dont le siège est situé sis 3 rue Michel Ange, 75794 Paris 16
Représenté par son Président directeur général, Monsieur Antoine Petit

Ci-après dénommé « CNRS »

L'Université Lyon 2 a reçu mandat de l'UJM et du CNRS par la convention de site pour signer la présente convention en leur nom et pour leur compte.

L'Université Lyon 2, l'UJM, en tant que tutelles principales, et le CNRS, en tant que secondaire, agissant dans le cadre de la mise en œuvre des activités du CERCRID, Centre de recherches critiques sur le droit, UMR 5137 dirigé par Monsieur Etienne Cornut.

Université Lyon2, l'UJM et le CNRS sont ci-après désignés individuellement par « Tutelle » et collectivement par « Tutelles ».

D'autre part,

L'Université Lyon 3 et les Tutelles sont ci-après désignées individuellement par « la Partie » et collectivement par « les Parties ».

PRÉAMBULE

Monsieur Serge Frossard, maître de conférences HDR en droit privé, est un personnel de l'Université Lyon 3. Il mènera sa mission de recherche au sein du laboratoire CERCRIID, dont l'Université Lyon 3 n'est pas tutelle.

IL A ÉTÉ CONVENU ET DÉCIDE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

L'objet de la présente convention est de définir :

- Les conditions et modalités d'accueil de Monsieur Serge Frossard, ci-après désigné par « S. Frossard », personnel de l'Université Lyon 3, au sein du CERCRIID pour lui permettre d'effectuer ses travaux de recherche dans l'équipe « Mutations du travail et des organisations en temps de crise » ; ci-après désignés par les « Travaux ».
- Les droits et obligations des Parties dans le cadre de cet accueil et notamment les règles de dévolution des droits de propriété intellectuelle relatives aux résultats qui seront obtenus dans ce cadre.

Article 2 : Modalités d'accueil au sein du laboratoire

2-1 Le CERCRIID est le laboratoire d'accueil de S. Frossard pour la réalisation de ses Travaux. Pour la conduite des Travaux, S. Frossard bénéficie au sein de ce laboratoire des mêmes facilités que les autres enseignants-chercheurs du laboratoire (locaux, bureau, poste internet, fluide, électricité, supports techniques, matériels, scientifiques, administratifs, financiers ...).

2-2 S. Frossard est accueilli au sein du CERCRIID, sous l'autorité fonctionnelle de l'équipe de direction du CERCRIID. Il reste employé par l'Université Lyon 3 et conserve son statut initial. Il est en position d'activité et demeure soumis aux dispositions légales et réglementaires qui lui sont applicables.

En sa qualité d'employeur, l'Université Lyon 3 :

- verse à S. Frossard sa rémunération selon les conditions fixées par son statut ;
- assure toutes les prérogatives administratives (évaluation, discipline, autorisation de congés, suivi des absences dont maladie ...) pour lesquelles elle reste la seule autorité administrative compétente à son égard ;
- s'acquitte des obligations sociales et fiscales relevant de l'exécution de son statut, notamment en ce qui concerne les accidents du travail et de trajet ; en cas d'accident du travail ou de trajet lors de la présence de S. Frossard au sein du CERCRIID, ce dernier informe l'Université Lyon 3 dans les 48 heures de la survenance de cet accident et l'Université Lyon 3 fait la déclaration d'accident ;

2-3 Lors de sa présence au CERCRIID, S. Frossard doit respecter l'organisation, les horaires d'accès au laboratoire, le règlement intérieur en vigueur et, de façon générale, toutes les consignes qui lui seront données en matière d'hygiène, de santé et de sécurité du travail.

2-4 S. Frossard effectue ses Travaux à hauteur de 50 % de son temps total de travail (soit 100 % de son travail de recherche). Il peut déposer auprès du CERCRIID des demandes d'aide au financement de ses activités de recherche (déplacement pour colloque, mission de terrain, aide à la publication, etc...).

Ses demandes seront examinées avec les mêmes critères que pour les autres chercheurs titulaires du CERCRID comme le stipule le règlement intérieur du CERCRID pour les chercheurs titulaires. Si S. Frossard souhaite également répondre à des appels à projets, il pourra bénéficier de l'accompagnement des services d'appui au montage et à la valorisation de l'une des Tutelles. S. Frossard pourra également se positionner sur des appels d'offres internes des Tutelles du CERCRID, selon les règles relatives à ces appels de la Tutelle concernée. Dans le cas où S. Frossard obtiendrait des financements liés à son activité de recherche (dont réponse à appels à projets et/ou collaborations de recherche avec partenaires socio-économiques), les fonds correspondants seront directement gérés par le CERCRID et/ou les services compétents d'une Tutelle du CERCRID selon les modalités et règles mentionnées dans la convention de site en vigueur.

2-5 Les 50 % restant du temps total de travail de S. Frossard sont dédiés à l'enseignement et relèveront de la responsabilité de l'Université Lyon 3. Rien dans la présente convention ne saurait empêcher ou prévenir de quelque manière que ce soit S. Frossard d'assurer à l'Université Lyon 3 les tâches qui lui incombent en sa qualité d'enseignant.

2-6 En tant qu'enseignant HDR, S. Frossard peut encadrer de nouveaux doctorants inscrits à l'École doctorale de droit – ED 492 et accueillis au CERCRID.

Article 3 : Locaux

3-1 S Frossard est accueilli dans les locaux du CERCRID situés sur le site :
L'Université Lumière Lyon 2
Campus Berges du Rhône
Bâtiment Déméter – 4^{ème} étage
16, quai Claude Bernard
69635 Lyon cedex 07

Article 4 : Activités contractuelles

4.1 Dans le cas où la réalisation de travaux de recherche impliquant S. Frossard fait l'objet de conventions (sans que la liste ne soit exhaustive : contrats de collaboration de recherche, consortium agreement), susceptibles d'être conclues par une Tutelle au nom et pour le compte des Tutelles du CERCRID avec des organismes publics ou privés, français ou étrangers, établies ou non dans le cadre d'appels à projets et financements nationaux ou européens, ci-après désignés par les « Contrats de Recherche », ils devront inclure l'Université Lyon 3 comme Partie, sous réserve de la particularité des subventions européennes mentionnées à l'article 5.4 ci-dessous. Sauf accord particulier et sous réserve des stipulations ci-dessous, lesdites conventions seront proposées, négociées, signées et gérées par ladite Tutelle. L'Université Lyon 3 donne à cet effet, par la présente, mandat de signature et de négociation des Contrats de Recherche à ladite Tutelle.

La Tutelle gestionnaire fera ses meilleurs efforts pour protéger les intérêts de l'Université Lyon 3. S'ils comportent des clauses de confidentialité et de propriété intellectuelle, ces Contrats de Recherche doivent donner la possibilité à S. Frossard de faire état de ses travaux dans son rapport d'activité, si son statut le prévoit et prévoir le principe de copropriété des résultats obtenus conjointement avec le(s) tiers.

Le mandat est concédé dans les mêmes conditions que celui concédé par les autres Tutelles du CERCRIID à ladite Tutelle gestionnaire agissant en leur nom et pour leur compte.

4.2 Par exception à l'alinéa ci-dessus, dans le cas où S. Frossard est porteur et/ou responsable scientifique (PI) d'un projet financé par l'ERC, le montage du projet, la négociation du contrat et sa gestion seront confiées à la demande de S. Frossard à l'Université Lyon 3 au titre d'employeur qui sera bénéficiaire des crédits alloués au projet sur une ligne dédiée.

4.3 L'Université Lyon 3 assumant la charge salariale de S. Frossard, dans le cas de subvention ou de contrats en coût complet pour lesquels les coûts de salaires des personnels permanents sont éligibles auprès d'un financeur, l'Université Lyon 3 s'engage à établir et transmettre des feuilles d'activités à la Tutelle gestionnaire, attestant de la participation de S. Frossard, sous réserve d'une validation préalable par l'Université Lyon 3, du budget correspondant avant soumission au financeur.

Les éventuels remboursements correspondant aux coûts de S. Frossard, seront reversés par la Tutelle bénéficiaire à l'Université Lyon 3, sauf accord contraire.

4.4 Dans la mesure du possible, le CERCRIID s'efforcera d'inscrire l'Université Lyon 3 comme partenaire dans les projets proposés aux diverses agences de financement de la recherche dès lors que S. Frossard contribue à ce projet. En cas de gestion des contrats européens par une Tutelle, ladite Tutelle désignée bénéficiaire par le financeur demandera, lorsque les règles de l'appel à projets le permettent, l'insertion d'une clause spéciale à la convention, garantissant le statut de l'Université Lyon 3 au titre d'employeur impliqué mais non signataire (e.g. cas des « affiliated Party »). Dans ce cadre, l'accord de consortium est néanmoins conclu au nom de toutes les Parties.

Les Parties s'engagent à s'informer régulièrement des Contrats de Recherche. Une copie des accords signés par une Partie sera transmise à l'Université Lyon 3.

Article 5 : Propriété intellectuelle

Les connaissances propres obtenues par les Parties avant la date d'entrée en vigueur de la présente convention restent leur propriété respective.

En ce qui concerne la propriété, la protection et la valorisation des résultats obtenus conjointement dans le cadre de la présente convention, et sans préjudice du respect de la réglementation relative au droit d'auteur, les Parties décident d'appliquer les règles de la convention de site en vigueur. L'Université Lyon 3 est considérée dans ce cadre comme établissement employeur.

Sous réserve des dispositions de l'article 6 de la présente convention, de la législation en vigueur concernant notamment le droit d'auteur, et des tiers le cas échéant, chaque Partie pourra utiliser librement et gratuitement les résultats générés dans le cadre de la présente convention pour ses besoins propres de recherche y compris effectuées avec des tiers, et d'enseignement.

Article 6 : Confidentialité

Chaque Partie s'engage à ne publier, ni divulguer de quelque façon que ce soit les informations scientifiques ou techniques appartenant à l'autre Partie dont elle pourrait avoir connaissance à l'occasion de la réalisation de la présente convention et ce, tant que ces informations ne sont pas du domaine public.

Cet engagement restera en vigueur pendant cinq (5) ans à compter de l'échéance de la présente convention, nonobstant la résiliation ou l'arrivée à échéance de cette dernière. Les Parties s'engagent à faire prendre le même engagement par leurs préposés.

Article 7 : Publications

S. Frossard s'engage à ce que les publications ou communications mentionnent explicitement les noms des auteurs, et du CERCRID ainsi que son affectation à l'Université Lyon 3 et respecter le protocole de signature en vigueur, le cas échéant, sur le site Lyon-Saint Étienne.

Le CERCRID s'engage à ce que toute publication ou communication faisant état entièrement ou partiellement de travaux réalisés par S. Frossard mentionne son nom dans la liste des auteurs ainsi que son affectation à l'Université Lyon 3.

Article 8 : Responsabilité - Règlement des dommages

8-1 Les Parties garantissent que dans la conduite des Travaux, elles respecteront l'ensemble des législations en vigueur notamment, en matière de sécurité, d'environnement ou d'expérimentation humaine ou animale.

8-2 Chaque Partie est responsable dans les conditions de droit commun des dommages causés par son personnel, du fait ou à l'occasion de l'exécution de la présente convention aux biens mobiliers ou immobiliers de l'autre Partie.

8-3 Chaque Partie est responsable, dans les conditions de droit commun, des dommages causés par son personnel aux tiers à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

Chaque Partie est responsable, dans les conditions de droit commun, des dommages de toute nature causés par son personnel au personnel de l'autre Partie.

Les Parties reconnaissent que les connaissances propres, les résultats et les informations communiquées par une Partie à une autre Partie dans le cadre de l'exécution de la présente convention sont communiqués en l'état, sans aucune garantie de quelque nature qu'elle soit. ces Connaissances propres, ces résultats et ces autres informations sont utilisés par les Parties à leurs seuls frais, risques et périls respectifs, et en conséquence, aucun des Parties n'aura de recours contre une autre Partie, ni ses sous-traitants éventuels, ni son personnel, à quelque titre que ce soit et pour quelque motif que ce soit, en raison de l'usage de ces connaissances propres, ces résultats et ces autres informations, y compris en cas de recours de tiers invoquant l'atteinte à ses droits de propriété intellectuelle.

Article 9 : Durée – Modifications

La présente convention prend effet à compter de la date de la signature et jusqu'au 31 décembre 2026, date de la fin de la convention de site 2021-2026.

À l'issue de la présente convention, celle-ci peut être renouvelée par voie d'avenant, signé par les Parties.

Toute modification à la présente convention, fera l'objet d'un avenant écrit signé par les Parties.

Nonobstant l'échéance de la présente convention ou sa résiliation anticipée dans les cas prévus à l'article « Résiliation », les dispositions prévues à l'article « Confidentialité » restent en vigueur pour les durées fixées audit article. Les dispositions prévues à l'article « Propriété intellectuelle » restent en vigueur.

Article 10 : Résiliation

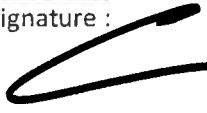
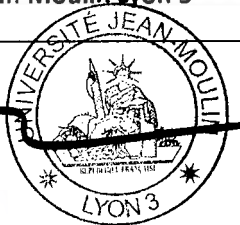



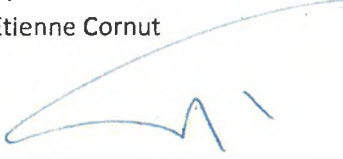
La présente convention peut être résiliée de plein droit et sans autre formalité judiciaire par l'une des Parties en cas d'inexécution par l'autre, d'une ou plusieurs des obligations contenues dans ses diverses clauses. Cette résiliation ne devient effective qu'un (1) mois après l'envoi par la Partie plaignante d'une lettre recommandée avec avis de réception exposant les motifs de la plainte, à moins que, dans ce délai la Partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

Article 11 : Litiges

Les Parties s'efforcent de résoudre à l'amiable tout différend qui pourrait survenir à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution des dispositions de la présente convention. À défaut, les Parties s'en remettent aux tribunaux français compétents.

Fait à Lyon, en deux (2) exemplaires originaux, le 2/10/2023

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3	l'Université Lumière Lyon 2 pour les Tutelles du CERCRID (Lyon 2, UJM et CNRS)
Signature :   M. Eric Carpano Président	Signature :   Mme Nathalie Dompnier Présidente
Visa : 12/10/2023 M. Serge Frossard 	Pour le CERCRID Visa : M. Etienne Cornut  CERCRID-CNRS UMR 5137 Université Jean MONNET 35 rue du 11 novembre 42023 Saint-Etienne Cedex 2

Avenant n°1 à la convention de recherche n°21.27

Date de notification : 09/10/2023

Date de notification de la convention de recherche : 2 juillet 2021

Début de recherche : 1er septembre 2021

Date initiale de remise du rapport final : 1er septembre 2023

Nouvelle date de remise du rapport final : 15 décembre 2023

Le GIP « Institut des études et de la recherche sur le droit et la justice »

13, Place Vendôme - 75042 PARIS cedex 01

N°SIREN/SIRET : 180 089 500 00045

représenté par sa Directrice **Valérie SAGANT**, désigné ci-après par le terme l' « **Institut** », d'une part,

et

L'Université Jean MOULIN LYON 3

1C avenue des Frères Lumière - CS 78242 - 69372 LYON cedex 08

N°SIREN/SIRET : 196 924 377 00282

représentée par son Président **Eric CARPANO**, désignée ci-après par le terme le « **Contractant** », d'autre part.

VU L'ARRÊTÉ DU 11 FEVRIER 1994 MODIFIÉ PORTANT APPROBATION DE LA CRÉATION D'UN GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC MISSION DE RECHERCHE DROIT ET JUSTICE,

VU L'ARRÊTÉ DU 31 MARS 2022 PORTANT APPROBATION DES MODIFICATIONS DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC MISSION DE RECHERCHE DROIT ET JUSTICE DÉSORMAIS DÉNOMMÉ INSTITUT DES ETUDES ET DE LA RECHERCHE SUR LE DROIT ET LA JUSTICE,

VU LA CONVENTION DE RECHERCHE N°21.27 NOTIFIÉE LE 2 JUILLET 2021 ENTRE LES PARTIES (DESIGNÉE CI-APRÈS PAR « CONVENTION »),

Vu la demande de modification de l'article 5 - DURÉE DE LA CONVENTION, adressée à l'Institut, par l'équipe de recherche sous la responsabilité scientifique conjointe de **Guillaume ROUSSET** et **Gaëlle CLAVANDIER** portant sur un **allongement de la durée de 3 mois et 15 jours supplémentaires, portant la durée totale de la convention à 27 mois et 15 jours ;**

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Les articles 5 et 7-1 de la convention sont modifiés comme ci-dessous :

L'article 5 de la Convention « DURÉE DE LA CONVENTION », est modifié comme suit :

Article 5 NOUVEAU – DUREE DE LA CONVENTION

La durée du programme, à compter de la date de début de la recherche et telle que mentionnée en page 1 de la présente Convention, est de **27 mois et 15 jours**. Cette durée devra être **impérativement respectée**.

En effet, toute prolongation adressée à l'Institut par demande écrite, motivée et justifiée, ne sera accordée qu'à titre dérogatoire, l'Institut se réservant le droit de refuser ce report. Toute prolongation de durée devra faire l'objet d'un avenant de durée. Le délai supplémentaire susceptible d'être accordé – ferme et définitif – devra impérativement être respecté.

En l'absence de remise des documents scientifiques à la date prévue, la Convention sera automatiquement et immédiatement clôturée avec toutes les conséquences que cela implique (cf. articles 7.4 et 11.2 *infra*).

L'article 7 de la Convention « Modalités financières », est modifié comme suit :

7-1 NOUVEAU Calendrier

Les rapports scientifiques devront être remis comme suit :

- Résultats de la Recherche :

- Pour validation, à l'expiration de la Convention, soit **27 mois et 15 jours** après la date de début de la recherche (**soit le 15 décembre 2023**), remise en un exemplaire papier et en **version numérisée (PDF et word)**,
- Après validation par l'Institut : tirage définitif en **vingt exemplaires papier - avec note de synthèse et résumé** - et en **version numérisée (PDF)**.

Le reste de la Convention sans changement.

Pour l'Institut des études et de
la recherche sur le Droit et la Justice

Harold ÉPINEUSE
Directeur adjoint de l'ISPDJ

Institut des Études
et de la Recherche
sur le Droit et la Justice

La Directrice de l'Institut
Valérie SAGANT

Pour l'Organisme bénéficiaire



Le Président
Eric CARPANO

Les Responsables scientifiques

Guillaume ROUSSET



Gaëlle CLAVANDIER



Convention : n°219/2023	
Montant :	2 200€ TTC en 2024 (budget 2024) 2 200€ TTC en 2025 (budget 2025) 2 200€ TTC en 2026 (budget 2026)
Imputation :	4-11C-LAU en 2024 5-11C-LAU en 2025 6-11C-LAU en 2026

CONVENTION D'ÉTUDE ET FINANCIÈRE n°219/2023

Station hydrométéorologique du Lauvitel
Données des années 2023, 2024 et 2025

Entre :

Le Parc national des Écrins, établissement public à caractère administratif dont le siège est :
Domaine de Charance 05000 GAP, numéro SIRET : 180 503 013 00013 représenté par son
Directeur, M. Ludovic SCHULTZ, agissant au nom et pour le compte de l'établissement public, par
délibération n°2021-25-CA du 17 décembre 2021,

Désigné dans la présente convention par « le Parc national »,

D'une part,

Et :

L'Université Jean Moulin Lyon 3,
Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP),
N° SIRET : 196 924 377 00282
Sise au 1C, avenue des frères Lumière, CS 78242, 69372 LYON CEDEX 08,
Représentée par son Président, Monsieur Eric CARPANO.

Ci-après dénommée « Université Lyon 3 »

L'Université Lyon 3 agissant dans le cadre des activités du laboratoire Environnement Ville et Société
UMR 5600 ci-après désigné par le « Laboratoire », dirigé par Monsieur Etienne Cossart, et dont les
tutelles sont l'Université Lyon 3, l'Université Lyon 2, l'ENS de Lyon, l'ENTPE, l'Université Jean
Monnet de Saint Etienne, l'ENSAL, et le CNRS. L'Université Lyon 3 a reçu mandat du CNRS, de
l'Université Lyon 2, de l'UJM, de l'INSA Lyon, de l'ENTPE et de l'ENS Lyon pour la présente
convention en application de la convention de site conclue le 06 janvier 2023, pour le signer en leur
nom et pour leur compte.

D'autre part,

Le Parc national et l'Université Lyon 3 sont ci-après dénommés individuellement par « la Partie » et
ensemble par « les Parties ».

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule :

La Réserve Intégrale de Lauvitel créée en 1995 et dont la gestion est confiée au Parc national, a pour objectif de suivre les évolutions des milieux, de la faune et de la flore, en l'absence de toute activité humaine sur la réserve.

La récolte des données météorologiques et hydrologiques a été définie comme une priorité par le Conseil Scientifique du Parc national.

Depuis 2002, une station météorologique et un limnigraphe automatique (ci-après « la station ») permettent l'enregistrement de ces informations. Les laboratoires SEIGAD et PACTE de l'Université Joseph Fourier ont assuré l'installation et la maintenance des matériels et l'analyse des données, la responsabilité scientifique de cette mission a été confiée à Monsieur Dominique Dumas.

M. Dominique Dumas ayant quitté l'Université Joseph Fourier, qui est désormais l'Université Grenoble Alpes depuis les fusions de 2016 et ayant rejoint le Laboratoire Environnement Ville Société en septembre 2013, plus particulièrement l'équipe du CRGA, l'Université Lyon 3 et le Parc national se sont rapprochés et ont conclu le 2 septembre 2013 une convention d'étude et financière n°583/2013 d'une durée de 3 ans dont l'objet était d'effectuer en commun une étude comportant un rôle d'assistance, de conseil et de suivi de l'installation et du fonctionnement de la station hydrométéorologique du lac de Lauvitel.

Trois nouvelles conventions n°420/2017, n°32/2019 puis n°195/2021 et son avenant n°1 ont été conclues respectivement le 2 mai 2017, le 12 juin 2019 et le 22 juin 2021, et le 1^{er} septembre 2022 pour l'avenant afin de donner suite et de poursuivre le partenariat dans les mêmes conditions pour les années 2017-2018 puis 2019-2020 et 2021-2023.

L'avenant n°1 de la convention n°195/2021 ayant pris fin, les Parties souhaitent conclure une nouvelle convention afin de poursuivre l'étude pour les trois années à venir. Les parties ont ainsi défini ce qui suit :

Article 1 : Objet

Le Parc national et l'Université Lyon 3 décident d'effectuer en commun une étude, ci-après désignée « l'Étude », comportant un rôle d'assistance, de conseil et de suivi de l'installation et du fonctionnement d'une station hydrométéorologique du lac du Lauvitel.

L'Université Jean Moulin Lyon 3 utilisera les sommes perçues pour la mise en place de la présente collaboration, et mettra tout en œuvre pour assurer son bon déroulement conformément à l'obligation de moyen qui lui incombe.

Article 2 : Modalités et contenu

Le Parc national collecte grâce à sa station hydrométéorologique du lac du Lauvitel des données météorologiques et hydrologiques. L'Étude consiste à fournir un rôle d'assistance, de conseil, de suivi des données et de l'installation et du fonctionnement de la station.

Article 3 : Calendrier et durée de la convention

La convention prendra effet à compter du 1er octobre 2023, sous réserve de sa signature, pour une durée de 36 mois, soit jusqu'au 30 septembre 2026.

Article 4 : Conditions financières

En contrepartie des engagements pris par l'Université Lyon 3 dans le cadre de la présente convention, le Parc national s'engage à verser une somme globale et forfaitaire de 2 200 € TTC

(deux mille deux cent euros) en 2024, sur le budget 2024, de 2 200 € TTC (deux mille deux cent euros) en 2025, sur le budget 2025 et de 2 200 € TTC (deux mille deux cent euros) en 2026, sur le budget 2026 pour la durée de la convention qui s'établit sur trois années et sur présentation des rapports selon l'échéancier suivant :

- **2 200 € TTC** (*deux mille deux cents euros*) sur le budget 2024 versés à réception par le Parc national du rapport sur les données 2023 visé à l'article 6 et livré avant le **30 avril 2024** ;

- **2 200 € TTC** (*deux mille deux cents euros*) sur le budget 2025 versés à réception par le Parc national du rapport sur les données 2024 visé à l'article 6 et livré avant le **30 avril 2025** ;

- **2 200 € TTC** (*deux mille deux cents euros*) versés à réception par le Parc national du rapport sur les données 2025 visé à l'article 6 et livré avant le **30 avril 2026**.

Les règlements seront effectués à l'Agent Comptable de l'Université Lyon 3 et versés au compte suivant :

**Trésor Public de LYON,
Université Jean Moulin Lyon 3**

Code banque : **10071**
Code guichet : **69000**
N° de compte : **00001004334** clé : **60**

IBAN : FR76 1007 1690 0000 0010 0433 460
BIC : TRPUFRP1

L'emploi par l'Université Lyon 3 de la contribution forfaitaire versée par le Parc national n'est pas subordonné à des conditions de délai, ni à fourniture d'un bilan financier et de justificatifs de dépenses.

L'Université Lyon 3 adressera ses factures de façon dématérialisée en utilisant le portail sécurisé CHORUS PRO accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>. Ce portail permet d'intégrer automatiquement les factures et de suivre l'état d'avancement de leur traitement.

La facture devra mentionner le numéro de la convention, ainsi que le numéro de l'engagement comptable de l'opération qui sera communiqué par le Parc national.

Article 5 : Correspondants

Les correspondants pour la présente convention sont :

- Pour l'université Jean Moulin Lyon 3 :

✓ **Dominique DUMAS**

Professeur de Géographie, responsable scientifique de la présente convention
Université Jean MOULIN (Lyon 3)
Faculté des Lettres et Civilisations
UMR "Espaces, villes et sociétés" – CNRS - Bureau 605
18, rue Chevreul
69 362 LYON cedex 07
Tél. : 04 78 78 73 46
Courriel : dominique.dumas@univ-lyon3.fr

✓ **Soline BEAUD**

Chargée de partenariat et de valorisation de la recherche
SERVICE GÉNÉRAL DE LA RECHERCHE

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3
ADRESSE POSTALE :
1C avenue des Frères Lumière - CS 78242
69372 LYON CEDEX 08
Tél. : +33 04 26 31 87 48
Courriel : soline.beaud@univ-lyon3.fr

- Pour le Parc national des Écrins :

✓ **François COUILLOUD**
Technicien patrimoines du secteur de l'Oisans
120 rue Gambetta
38520 BOURG D'OISANS
Tél. : 04.76.80.00.51
Courriel : francois.couilloud@ecrins-parcnational.fr

✓ **Chloé BARABAN**
Gestionnaire des affaires générales
Domaine de Charance
05000 GAP
Tél. : 04.92.40.20.22
Courriel : chloe.baraban@ecrins-parcnational.fr

Article 6 : Rapport

Le laboratoire remettra chaque année un rapport sur les données de l'année civile précédente écoulee.

Ce rapport annuel final comprendra toutes les données relevées comprenant les données hydrologiques et météorologiques et leur analyse.

Il se fera sous la forme d'un document technique de recherche, accompagné des fichiers informatiques originaux (fichiers textes et bases de données).

Le document sera présenté sous forme d'un dossier électronique, téléchargeable depuis un site de transfert de fichiers volumineux (FileX de Lyon 3, par exemple), dossier dans lequel se trouvera : le rapport au format pdf adobe acrobat et au format word, la totalité des données informatiques au format ".data" et au format ".xls".

La date de remise du document annuel final accompagné de la restitution et analyse des données est fixée au plus tard le 30 avril 2024 pour les données 2023, au 30 avril 2025 pour les données 2024 et au 30 avril 2026 pour les données 2025.

En 2023, le « Laboratoire » remettra au « Parc national » un bilan en un exemplaire des enregistrements effectués durant les vingt années 2002-2022 comportant :

- ✓ Les données relevées par la Station pendant cette période,
- ✓ Une description brève des variables enregistrées,
- ✓ Un bilan des dix neuf ans de fonctionnement de la station,
- ✓ Les éventuelles propositions pour optimiser le fonctionnement de la station hydrométéorologique du Lauvitel. Ce complément pourra être remis en même temps que le rapport annuel et aussi par voie électronique.

Article 7 : Propriété des données

L'ensemble des données brutes collectées par les stations est propriété du Parc. Les données brutes ne pourront être concédées à d'autres organismes ou personnes qu'après accord explicite du Parc national.

Cependant le Laboratoire pourra utiliser librement ces données pour ses besoins propres de recherche et d'enseignement.

Propriété des résultats-connaissances

Les connaissances propres obtenues par les Parties antérieurement au début de l'Étude restent leurs propriétés respectives.

Les résultats, même portant sur l'objet de l'Étude mais non issus directement des travaux exécutés dans le cadre de la présente convention, appartiennent à la Partie qui les a obtenus. L'autre Partie ne reçoit sur les éventuels brevets et le savoir-faire correspondant aucun droit du fait de la présente convention.

Les résultats issus des travaux exécutés dans le cadre de la présente convention dont notamment les rapports visés à l'article 6, à l'exception des données brutes ci-dessus mentionnées, appartiennent conjointement aux Parties au prorata de leurs apports respectifs, sous réserve de la législation en vigueur concernant notamment le droit d'auteur.

Article 8 : Publications – Communications

Chaque Partie s'engage à ne pas publier ni divulguer de quelque façon que ce soit les informations scientifiques, techniques ou commerciales autres que celles issues de l'Étude, et notamment les connaissances antérieures, appartenant à l'autre Partie dont elle pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution de la présente convention et ce, tant que ces informations ne seront pas du domaine public. Cet engagement restera en vigueur pendant cinq (5) ans à compter de la date de signature de la présente convention, nonobstant la résiliation ou l'arrivée à échéance de cette dernière.

Toute publication ou communication d'informations ou de résultats issus de l'Étude, par l'une ou l'autre des Parties, devra recevoir, pendant la durée de la présente Convention et les 6 mois qui suivent son expiration, l'accord écrit de l'autre Partie qui fera connaître sa décision dans un délai maximum de deux (2) semaines à compter de la demande. Passé ce délai et faute de réponse, l'accord sera réputé acquis.

La Partie sollicitée pour accord ne pourra s'opposer à ce projet de publication ou communication, mais pourra demander de supprimer ou modifier certaines précisions, dont la divulgation serait de nature à lui porter préjudice. De telles suppressions ou modifications ne devront pas porter atteinte à la valeur scientifique de la publication.

Ces publications et communications devront mentionner le concours apporté par chacune des Parties à la réalisation de l'Étude. Pour le Parc national, la mention « Parc national des Écrins » devra apparaître.

Toutefois, ces stipulations ne pourront faire obstacle :

- ni à l'obligation qui incombe à chacune des personnes participant à l'Étude de produire un rapport d'activité à l'organisme dont elle relève ;
- ni à la soutenance de thèse des chercheurs dont l'activité scientifique est en relation avec l'objet de la présente convention, cette soutenance devant être organisée chaque fois que nécessaire de façon à garantir, tout en respectant la réglementation universitaire en vigueur, la confidentialité de certains résultats des travaux réalisés dans le cadre de l'Étude.

Article 9 : Responsabilité

- ✓ Responsabilité à l'égard de tiers : chacune des Parties reste responsable, dans les conditions du droit commun, des dommages que son personnel pourrait causer aux tiers à l'occasion de l'exécution de la Convention.

✓ Responsabilité entre les Parties :

- Dommages corporels

Chacune des Parties prend en charge la couverture de son personnel conformément à la législation applicable dans le domaine de la sécurité sociale, du régime des accidents du travail et des maladies professionnelles dont il relève et procède aux formalités qui lui incombent.

Chaque Partie est responsable, dans les conditions de droit commun, des dommages de toute nature causés par son personnel au personnel de toute autre Partie.

- Dommages aux biens

Chaque Partie est responsable, dans les conditions de droit commun, des dommages qu'elle cause du fait ou à l'occasion de l'exécution de la présente convention aux biens mobiliers ou immobiliers de l'autre Partie.

Article 10 : Résiliation – non réception du rapport final

La présente convention peut être résiliée de plein droit par l'une des Parties en cas d'inexécution par l'autre d'une ou plusieurs des obligations contenues dans ses diverses clauses.

Cette résiliation ne devient effective que trois mois après l'envoi par la Partie plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai la Partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce, sans préjudice du paiement des dommages-intérêts dus par la Partie défaillante en réparation du préjudice éventuellement subis par la Partie plaignante du fait de la résiliation anticipée de la présente convention.

A défaut de réception du rapport visé à l'article 6 par le Parc national à la date fixée, après relances amiables adressées par courriels, le Parc national se verra dans l'obligation de dénoncer la convention par courrier recommandé avec accusé de réception selon les conditions définies ci-dessus et n'assurera pas le versement des sommes prévues.

Article 11 : Litiges

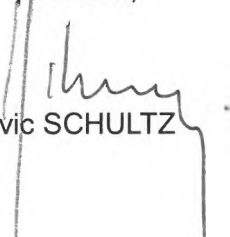
En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, le tribunal administratif compétent sera saisi.

Fait à Gap, le 27/09/23 (à compléter à la signature seulement et par le PNE uniquement)

En deux exemplaires originaux.

Pour le Parc national des Écrins,
Le Directeur,


Ludovic SCHULTZ

Pour L'Université Jean Moulin Lyon 3,
Le Président,


Eric CARPANO

Entre :

L'INSTITUT NATIONAL D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT (L'INSTITUT AGRO)

établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel
ayant son siège 42, rue Scheffer – 75116 PARIS
au titre de son école Institut Agro Dijon
sis 26 boulevard Docteur Petitjean – 21079 DIJON cedex
représenté par son Directeur, M. François ROCHE-BRUYN

ET

L'UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON 3

établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel
ayant son siège 1C, rue des frères Lumière – 69372 LYON cedex 08
représenté par son Président, M. Eric CARPANO

Vu le décret n° 2021-1723 du 20 décembre 2021 portant intégration de l'Institut national supérieur des sciences agronomiques, de l'alimentation et de l'environnement (AgroSup Dijon) à l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement,

Vu la convention AAP 2020 n° 20AIP1586744 du 28 octobre 2020 relative au concours financier du ministère de l'agriculture et de l'alimentation au projet d'innovation et de partenariat retenu dans le cadre de l'appel à projets pour l'année 2020 présenté par AgroSup Dijon pour conduire le projet intitulé « Metha-BioSol : Impact des digestats de méthanisation sur la qualité biologique des sols agricoles » et son avenant n° 1 du 14 octobre 2021,

Vu l'accord de consortium 7 mai 2021 pour la réalisation du projet Metha-BioSol entre AgroSup Dijon, ACE Méthanisation, l'Association d'initiatives locales pour l'énergie et l'environnement (AILE), la Chambre d'agriculture de la Côte-d'Or, la Chambre régionale d'agriculture de Bretagne, la Chambre régionale d'agriculture des Pays de la Loire, l'Ecole normale supérieure, l'Ecole supérieure d'agricultures d'Angers, ELISOL Environnement, l'EPELFA du Bas-Rhin, le GERES, INRAE, l'université de Rennes 1 (UMR ECOBIO) et l'université Jean-Moulin (Lyon 3),

Vu la convention financière du 16 mars 2021 relative au projet « Metha-BioSol » (Projet AAP 2020 n° 20AIP1586744 entre l'Institut national supérieur des sciences agronomiques, de l'alimentation et de l'environnement (AgroSup Dijon) et l'Université Jean Moulin Lyon 3,

Considérant que l'avenant n° 1 du 14 octobre 2021 à la convention AAP 2020 n° 20AIP1586744 du 28 octobre 2020 susvisée modifie la date de fin des travaux du 29 février 2024 au 31 décembre 2024,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article unique

Le premier alinéa de l'article 3 de la convention financière du 16 mars 2021 susvisée, suivant :

« Les travaux, objets de la présente Convention financière, ont une durée de 42 mois, soit du 1er septembre 2020 au 29 février 2024. »

est remplacé par l'alinéa suivant :

Les travaux, objets de la présente Convention financière, ont une durée de 52 mois, soit du 1er septembre 2020 au 31 décembre 2024.

Les autres dispositions de la convention financière restent inchangées.

Le présent avenant entre en vigueur à compter de sa signature par les Parties.

Fait à Dijon, le 25.09.2023 (en 2 exemplaires originaux)

Pour l'Institut Agro Dijon
Le Directeur


pour le Directeur de l'Institut
M. François ROCHE-BREYON
la directrice scientifique

Hélène POIRIER

Pour l'Université Jean-Moulin Lyon 3
Le Président


M. Eric CARPANO



Annexe

Avenant n° 1 à la convention relative au concours financier du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Ministère de l'agriculture et de l'alimentation
Direction générale de l'enseignement et de la recherche

Gestion : 2021

Imputation budgétaire : programme 776

AVENANT A LA CONVENTION

n°1

Relative au concours financier du ministère de l'agriculture et de l'alimentation au projet
d'innovation et de partenariat retenu dans le cadre de l'appel à projets de 2020 mené par
AgroSup Dijon

Conv AAP2020 N°20AIP1586744
« Métha-BioSol : Impact des digestats de méthanisation
sur la qualité biologique des sols agricoles »

Entre :

Le Ministère de l'agriculture et de l'alimentation, agissant au nom de l'Etat,

Représenté par la Directrice générale de l'enseignement et de la recherche,
78 Rue de Varenne
75349 Paris 07 SP

d'une part,

Et :

AgroSup Dijon, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, maître
d'œuvre d'un projet de développement agricole et rural dans le cadre de l'appel à projets
d'innovation et de partenariat 2020, dont le siège est situé 26 Boulevard Docteur Petitjean – BP
87999 – 21079 DIJON Cedex

Désigné ci-après par le BÉNÉFICIAIRE

Représenté par son Directeur Général, François ROCHE BRUYN, agissant es-qualité

d'autre part.

Vu la convention AAP N°20AIP1586744 entre le ministère de l'agriculture et de l'alimentation et
AgroSup Dijon, relative au concours financier du CASDAR au projet retenu dans le cadre de l'appel
à projets de développement agricole et rural d'innovation et de partenariat pour l'année 2020 :

Est convenu de ce qui suit :

Article 1

L'article 1 alinéa 1 est modifié comme suit :


La date de fin des travaux du projet est fixée au 31/12/2024.

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Fait à _____, en deux exemplaires originaux

Le 14 octobre 2021

Pour AgroSup Dijon
Le Directeur Général


pou le Directeur Général
d'AgroSup Dijon et par délégation
la Directrice Scientifique.

François ROCHE-BRUYN

Hélène POIRIER

Pour le Ministère de l'agriculture et de
l'alimentation

La Directrice générale
de l'enseignement et de la recherche
et par délégation l'adjointe à la Sous-Directrice
de la recherche, de l'Innovation et des
Coopérations Internationales


Marion BARDY

06 OCT. 2023

Direction Générale des Services

N° 0123 - 173



Aubervilliers, le 14 septembre 2023

Mesdames les Présidentes, Messieurs les Présidents,

J'ai le plaisir de vous faire parvenir la Convention de l'Institut des Amériques qui lie tous les membres de notre GIS, avec les signatures originales, comme demandé par le CNRS.

Les corrections apportées manuellement sont dues aux ajustements que nous avons été amenés à faire à l'issue du processus de signature, en fonction du nombre définitif de signataires.

En vous renouvelant nos plus vifs remerciements pour l'adhésion de votre établissement à ce réseau qui compte aujourd'hui 51 établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche, je vous prie d'agréer l'expression de ma plus respectueuse considération

Françoise Moulin Civil

Présidente du GIS Institut des Amériques



Convention de renouvellement du GIS Institut des Amériques

ENTRE

L'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 54 boulevard Raspail, 75006 Paris, représentée par son Président, Monsieur Romain HURET,
Ci-après désignée l'« EHESS »,

ET

L'École Normale Supérieure, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 45 rue d'Ulm F-75230 Paris cedex 0, représentée par son Directeur, Monsieur Frédéric WORMS,
Ci-après désignée l'« ENS »,

ET

L'ESCP Business School, établissement d'enseignement supérieur consulaire dont le siège est situé 79 avenue de la République, 75011 Paris, représenté par son Président, Monsieur Frank BURNOIS,
Ci-après désignée l'« ESCP »,

ET

La Fondation Maison des sciences de l'homme, fondation reconnue d'utilité publique dont le siège est situé 54 boulevard Raspail 75006 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Helene VELASCO-GRACIET,
Ci-après désignée la « FMSH »,

ET

L'Institut National des Langues et Civilisations Orientales, établissement public d'enseignement supérieur et de recherche, dont le siège est situé 65 rue des Grands Moulins 75214 Paris Cedex 13, représenté par son Président, Monsieur Jean-François HUCHET,
Ci-après désigné l'« INALCO »,

ET

L'Institut de recherche pour le développement, établissement public à caractère scientifique et technologique dont le siège est situé 44, boulevard de Dunkerque CS 90009 13572 Marseille Cedex 02, représenté par sa Présidente-directrice générale, Madame Valérie VERDIER,
Ci-après désigné l'« IRD »,

ET

L'Université de Bourgogne, établissement public autonome, pluridisciplinaire, à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé Maison de l'Université, Esp. Erasme, 21078 Dijon, représentée par son Président, Monsieur Vincent THOMAS,
Ci-après désignée l'« Université de Bourgogne »,

ET

CY Cergy Paris Université, établissement public à caractère scientifique culturel et professionnel, situé Boulevard du Port 95000 Cergy, représentée par son Président, Monsieur François GERMINET,
Ci-après désignée « CY »,

ET

L'Université Evry Val d'Essonne, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 23 Boulevard François Mitterrand 91000 Évry-Courcouronnes, représentée son Président, Monsieur Patrick CURMI,
Ci-après désignée l'« Université Evry Val d'Essonne »,

ET

L'Université de Lille, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 42 rue Paul Duez 59000 Lille, représentée par son Président, Monsieur Régis BORDET,
Ci-après désignée l'« Université de Lille »,

ET

L'Université Paris Cité, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 85 boulevard Saint- Germain, 75006 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Christine CLERICI,
Ci-après désignée « Paris Cité »

ET

L'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 12 place du Panthéon, 75231 Paris, représentée par sa Présidente, Madame NEAU-LEDUC,
Ci-après désignée « Paris 1 »,

ET

L'Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 8 avenue de Saint-Mandé 75012 Paris, représentée par son Président, Monsieur Jamil Jean-Marc DAKHLIA,
Ci-après désignée « Paris 3 »,

ET

Sorbonne Université, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 21, rue de l'école de médecine 75006 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Nathalie DRACH-TEMAM,
Ci-après désignée « Paris 4 »,

ET

L'Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis, établissement public à caractère scientifique culturel et professionnel, dont le siège est situé Université Paris 8 - 2 rue de la Liberté - 93526 Saint-Denis cedex, représentée par sa Présidente, Madame Annick ALLAIGRE,
Ci-après désignée « Paris 8 »,

ET

L'Université Sorbonne Paris Nord, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 99 Av. Jean Baptiste Clément, 93430 Villetaneuse, représentée par son Président, Monsieur Christophe FOUQUERÉ,
Ci-après désignée « Paris 13 »,

ET

L'Université Paris-Est Créteil Val de Marne, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 61 avenue du Général de Gaulle 94010 Créteil Cedex France, représentée par son Président, Monsieur Jean-Luc DUBOIS-RANDÉ,
Ci-après désignée l'« UPEC »,

ET

L'Université Gustave Eiffel, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 5 Boulevard Descartes 77454 Champs-sur-Marne, représentée par son Président, Monsieur Gilles ROUSSEL,
Ci-après désignée l'« U G.Eiffel »,

ET

L'Université Paris Nanterre, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 200 avenue de la République 92001 Nanterre Cedex, représentée par son Président, Monsieur Philippe GERVAIS-LAMBONY,
Ci-après désignée l'« Université de Nanterre »,

ET

L'Université de Picardie Jules Verne (Amiens), établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé Chemin du Thil - CS 52501 - 80025 Amiens Cedex 1, représentée par son Président, Monsieur Mohammed BENLAHSEN,
Ci-après désignée l'« l'UPJV »,

ET

L'Université de Strasbourg, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 4 Rue Blaise Pascal, représentée par son Président, Monsieur Michel DENEKEN,
Ci-après désignée l'« Université de Strasbourg »,

ET

L'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 55 avenue de Paris 78035 Versailles cedex, représentée par son Président, Monsieur Alain BUI,
Ci-après désignée l'« UVSQ »,

ET

L'Université d'Angers, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 40 Rue de Rennes, 49100 Angers, représentée par son Président, Monsieur Christian ROBLEDON, Ci-après désignée l' « Université d'Angers »,

ET

L'Université de Bretagne Occidentale, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 3 rue des Archives - CS93837 29238 Brest Cedex 3, représentée par son Président, Monsieur Matthieu GALLOU, Ci-après désignée l' « UBO »,

ET

L'Université de Bretagne-Sud, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 27 rue Armand Guillemot CS 7030, 56321 LORIENT Cedex, représentée par sa Présidente, Madame Virginie DUPONT, Ci-après désignée l' « UBS »

ET

L'Université de Caen, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé Esplanade de la paix - CS 14032 14032 CAEN cedex 05, représentée par son Président, Monsieur Lamri ADOUL, Ci-après désignée l' « Université de Caen »

ET

Le Mans Université, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé Avenue Olivier Messiaen, 72085 LE MANS cedex 9, FRANCE, représentée par son Président, Monsieur Pascal LEROUX, Ci-après désignée « Université du Mans »,

ET

Nantes Université, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 1 Quai de Tourville, 44035 Nantes Cedex 1, représentée par sa Présidente, Madame Carine BERNAULT, Ci-après désignée « Nantes Université »,

ET

L'Université de Poitiers, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 15 rue de l'Hôtel Dieu TSA 71117 86073 POITIERS Cedex 9, représentée par sa Présidente, Madame Virginie LAVAL, Ci-après désignée l' « Université de Poitiers »,

ET

L'Université de Rennes 2, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé Place du recteur Henri Le Moal CS 24307 - 35043 Rennes cedex, représentée par sa Présidente, Madame Christine RIVALAN GUEGO, Ci-après désignée l' « Université de Rennes 2 »,

ET

L'Université de Rouen Normandie, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 3 Av. Pasteur 76000 Rouen, représentée par son Président, Monsieur Joël ALEXANDRE, Ci-après désignée « Université de Rouen Normandie »,

ET

La Casa de Velázquez, établissement public, scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé Ciudad Universitaria C/ de Paul Guinard, 3 E - 28040 Madrid, représentée par sa Présidente, Madame Nancy BERTHIER, Ci-après désignée la « Casa de Velázquez »,

ET

L'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, géré, en vertu de l'article 74 de la loi n°98-546 du 2 juillet 1998, par la Fondation nationale des sciences politiques, fondation de droit privé, étant rappelé que les deux entités sont rassemblées sous le nom de « Sciences Po », dont le siège est situé Manufacture des Tabacs 21 Allée de Brienne CS 88526 31 685 Toulouse Cedex 6, représenté par son Président, Monsieur Eric DARRAS, Ci-après désignée « Sciences Po Toulouse »,

ET

L'Université Bordeaux Montaigne, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé Domaine Universitaire F33607 Pessac Cedex, représentée par son Président, Monsieur Lionel LARRÉ,
Ci-après désignée « Université de Bordeaux Montaigne »,

ET

L'Université de Guyane, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé WMMX+3H4, Cayenne 97300, représentée par son Président, Monsieur Antoine PRIMEROSE,
Ci-après désignée l'« Université de Guyane »

ET

La Rochelle Université, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé Technoforum 23 avenue Albert Einstein BP 33060 - 17031 La Rochelle, représentée par son Président, Monsieur Jean-Marc OGIER,
Ci-après désignée l'« Université de La Rochelle »

ET

L'Université de Pau et des Pays de l'Adour, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé Avenue de l'Université BP 576 - 64012 Pau Cedex, représentée par son Président, Monsieur Laurent BORDES,
Ci-après désignée l'« Université de Pau et des Pays de l'Adour »,

ET

L'Université Paul Valéry - Montpellier 3, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé Route de Mende 34199 Montpellier Cedex 5, représentée par sa Présidente, Madame Anne FRAISSE,
Ci-après désignée l'« Université Montpellier 3 »

ET

L'Université Toulouse-Jean Jaurès, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé Campus Mirail 5, allée Antonio Machado 31058 Toulouse cedex 9, représentée par sa Présidente, Madame Emmanuelle GARNIER,
Ci-après désignée « Université de Toulouse »

ET

L'école Normale Supérieure de Lyon, 5 parvis René Descartes BP 7000 69342 Lyon Cedex 07, dont le siège est situé ENS de Lyon, 15 parvis René Descartes BP 7000 69342 Lyon Cedex 07, représentée par son Administrateur provisoire, Monsieur Yanick RICARD,
Ci-après désignée l'« ENS Lyon »

ET

L'Institut d'Etudes Politiques de Lyon, établissement public administratif, dont le siège est situé 14 Avenue Berthelot, 69007 Lyon, représentée par sa Directrice, Madame Hélène SURREL,
Ci-après désignée « Sciences po Lyon »

ET

Aix-Marseille Université, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé Les jardins du Pharo - 58 Boulevard Charles Livon - 13284 MARSEILLE Cedex 07, représentée par son Président, Monsieur Eric BERTON,
Ci-après désignée l'« Aix Marseille Université »

ET

L'Université d'Avignon, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 74 rue Louis Pasteur, 84 029 Avignon cedex 1, représentée par son Président, Monsieur Philippe ELLERKAMP,
Ci-après désignée l'« Université d'Avignon »

ET

Université Côte d'Azur, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé Siège de l'Université Grand Château 28 Avenue de Valrose 06103 Nice CEDEX 2, représentée par son Président, Monsieur Jeanick BRISSWALTER,
Ci-après désignée l'« Université Côte d'Azur »

ET

L'Université de Grenoble Alpes, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 621 avenue Centrale 38400 Saint-Martin-d'Hères, représentée par son Président, Monsieur Yassine LAKHNECH,

Ci-après désignée l'« Université de Grenoble Alpes »,

ET

L'Université Jean-Moulin Lyon 3, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon Cedex 08, représentée par son Président, Monsieur Eric CARPANO, Ci-après désignée l'« Université Lyon 3 »,

ET

L'Université Lumière Lyon 2, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 18 quai Claude Bernard 69365 LYON Cedex 07, représentée par sa Présidente, Madame Nathalie DOMPNIER, Ci-après désignée « Université Lyon 2 »,

ET

L'Université de Tours, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé Université de Tours 60 rue du Plat D'Etain 37020 Tours cedex 1, représenté par son Président, Monsieur Arnaud GIACOMETTI, Ci-après désignée « Université de Tours »,

ET

L'Université Savoie Mont Blanc, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 27 rue Marcoz 73000 CHAMBERY, représenté par son Président Monsieur Philippe GALEZ, Ci-après désignée « Université Savoie Mont Blanc »,

ET

Le Centre national de la Recherche scientifique, établissement public à caractère scientifique et technologique, dont le siège est situé 3 rue Michel-Ange, 75794 PARIS cedex 16, représenté par son Président-Directeur général, Monsieur Antoine PETIT, lequel a délégué sa signature à Madame Catherine LARROCHE, Déléguée régionale de la Délégation régionale Ile-de-France Meudon, ci-après désigné le « CNRS »,

ci-après désignés le « Membre », individuellement, ou les « Membres », conjointement,

PREAMBULE

Le projet de créer, en France, un « Institut des Amériques » est né à la fin des années 1990 au sein de [l'Université Sorbonne Nouvelle](#) autour de l'[IHEAL-CREDA](#) et des centres d'études nord-américanistes.

L'Institut des Amériques s'inscrit dans une tradition scientifique née il y a une trentaine d'années lorsque les différentes équipes de recherches, unités de formation de recherche, bibliothèques et centres de documentation travaillant sur l'Amérique latine en France se sont réunis sous l'égide du CNRS, contribuant ainsi à structurer la coopération scientifique pluridisciplinaire sur cette aire culturelle et socio-politique.

Successivement groupement de recherche coordonné puis groupement de recherche (GDR), les équipes organisées en réseau ont créé le groupement d'intérêt scientifique « Réseau Amérique latine » en 1998, arrivé à échéance le 30 décembre 2006 et renouvelé le 14 juin 2007 pour une durée de quatre (4) ans. La domiciliation du GIS Amérique latine est alors transférée de Toulouse à Paris. Les membres de ce GIS ont décidé, en 2006, sa transformation en GIS « Institut des Amériques », ci-après désigné le « GIS » ou l'« Institut des Amériques » ou le « Groupement ».

En mars 2007, grâce au soutien du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, du ministère des Affaires étrangères et européennes, il a été renouvelé par le Centre national de la recherche scientifique ([CNRS](#)), sous la forme d'un Groupement d'intérêt scientifique (GIS). Il a pu fonctionner lors des 4 premières années grâce à un crédit initial d'un million d'euros attribué par le MESR et versé au bénéfice du GIS à l'Université Sorbonne Nouvelle (mandataire). En plus de cette dotation la région débloque 5,5 millions d'euros dans le contrat de plan Etat-région pour la constitution du projet immobilier. Le MESR accompagne cette dotation de la création de 3 postes à temps complet au bénéfice du GIS Institut des Amériques : un poste de conservateur de bibliothèque à l'Université Sorbonne Nouvelle pour la constitution de la future bibliothèque des Amériques, un poste d'ingénieur d'étude à l'Université de Toulouse pour la diffusion de l'information scientifique et la valorisation et un poste d'ingénieur de recherche à l'Université Sorbonne Nouvelle dédié spécifiquement à la gestion administrative et scientifique du réseau.

Jusque fin 2010 l'IdA a fonctionné dans les locaux de l'Université Sorbonne Nouvelle et de l'IHEAL, avec l'appui de ses personnels et de ceux du CREDA et jusqu'en 2018 avec le portage de ses CDD et de sa ligne budgétaire par la Sorbonne Nouvelle.

Depuis 2018, son mandataire est le CNRS qui en assure sa gestion administrative ([Délégation Ile-de-France Meudon - Laboratoire Prodig UMR 8586](#)).

Ses sept membres fondateurs sont le [CNRS](#), [l'université Sorbonne Nouvelle-Paris 3](#), [l'université Rennes 2](#), [l'université Toulouse-Jean Jaurès](#), [l'École des hautes études en sciences sociales](#), [l'Institut de recherche pour le développement](#) et [Sciences Po Paris](#).

Moyens humains

Les moyens humains destinés au fonctionnement de la structure GIS IdA sont affectés sans contrepartie financière de la manière suivante :

- Le MESR a créé un emploi fléché d'ingénieur de recherche (IR) à temps complet au titre de l'Institut des Amériques et dédié spécifiquement à la coordination administrative et scientifique de l'IdA, emploi attribué à la Sorbonne Nouvelle.
- Le MESR a créé un emploi fléché d'ingénieur d'étude (IE) à temps complet au titre de l'Institut des Amériques et dédié spécifiquement à la gestion du secteur international et à l'appui de la gestion scientifique de l'IdA, emploi attribué au Campus Condorcet
- Sur budget propre de l'IdA : recrutement de CDD gérés par le CNRS.

Les moyens humains cités sont intégralement consacrés aux actions mises en œuvre par l'IdA dans le cadre de ses actions. Les moyens humains de l'IdA sont sous la coordination de l'ingénieur de recherche affecté à l'Université Sorbonne Nouvelle.

Gestion administrative et financière

Les moyens financiers de l'IdA sont gérés par l'UMR Prodig et la délégation régionale du CNRS de Meudon. Le CNRS donne aux personnes de l'IdA chargées de cette gestion l'accès aux moyens de gestion (logiciels, autorisations) afin qu'ils puissent se charger de l'ensemble des opérations courantes (bons de commande, mise en paiement des factures, dossiers de recrutement, etc.).

La délégation régionale de Meudon assure le suivi et le support administratif et financier, le contrôle des comptes et la présentation des bilans annuels. Elle se charge aussi de recouvrir les cotisations annuelles des membres de l'IdA et de mettre en place les conventions nécessaires pour la perception de recettes exceptionnelles. Elle se charge enfin de la mise en paiement des factures et de la signature des conventions nécessaires au versement des aides proposées par l'IdA à ses membres.

Hébergement sur le campus Condorcet

L'IdA a obtenu des locaux sur le campus Condorcet via l'Université Sorbonne Nouvelle. L'IdA est responsable du remboursement à l'Université Sorbonne Nouvelle des charges afférentes à cet hébergement sur présentation des factures concernées à la délégation régionale de Meudon. L'Université Sorbonne Nouvelle représente l'IdA dans les instances du campus Condorcet et s'engage à retransmettre à l'IdA toutes les informations diffusées dans ces instances.

Portage actuel et démarche scientifique

L'Université Sorbonne Nouvelle a donc été un acteur décisif dans la création du GIS tout comme le CNRS. Aujourd'hui le GIS est co-porté par le CNRS, l'Université Sorbonne Nouvelle et le Campus Condorcet.

La démarche de l'Institut des Amériques, structurée autour d'un dispositif documentaire et d'information scientifique qui a servi de modèle européen, s'est élargi à l'ensemble du continent américain. L'Institut des Amériques se propose de prendre en compte la nouvelle donne politique et scientifique interaméricaine, en affirmant le rôle stratégique de la France en Europe dans ce domaine. Le GIS a donc pour vocation de fédérer l'ensemble des équipes françaises dans cette perspective. Il se donne pour objectif d'organiser, en réseau, la grande majorité des centres spécialisés sur l'ensemble du territoire français (métropole et départements français d'Amérique) et de réussir la mutualisation des projets et des moyens de tous ceux qui travaillent sur tout ou partie des Amériques, ceci en mobilisant ses partenaires européens et américains.

Cette démarche inédite, principalement orientée vers la recherche et la valorisation de la recherche, permet de doter la France d'une institution d'études centrale, en Europe, concernant l'ensemble du continent américain et favorise les échanges scientifiques entre équipes françaises et équipes américaines.

Article I - Désignation des membres, durée, objet

1.1 - Désignation des membres

1.1.1 Membres du GIS

La présente convention a pour objet le renouvellement du GIS Institut des Amériques. Elle correspond à la volonté des Membres d'encourager les études et les recherches sur les Amériques, notamment en développant et en promouvant la recherche, la valorisation de la recherche, l'international et les partenariats entre toutes les structures travaillant sur les Amériques.

Le GIS est formé des Membres, dont la liste figure en annexe 2 à la présente convention. D'autres établissements peuvent devenir membres du GIS. Leur participation au GIS en tant que membre de celui-ci est soumise à une décision unanime du

comité directeur ci-après défini. Toute nouvelle participation octroyant le statut de membre du GIS à un établissement fera l'objet d'un avenant à la présente convention, conclu dans les conditions prévues à l'article 2.2 de celle-ci.

La présente convention ne saurait, en aucun cas, être considérée comme un acte constitutif d'une entité dotée de la personnalité juridique. Le GIS ne peut en aucun cas constituer une autorité supérieure à celle des Membres. Il ne constitue pas une structure, au sens de la réglementation du CNRS.

L'activité du GIS est assurée par les équipes de recherche ou les structures dont la liste est jointe en annexe 3 à la présente convention. D'autres laboratoires peuvent être ajoutés à cette liste. Ces ajouts donnent lieu à la conclusion d'un avenant à la présente convention, dès lors qu'ils impliquent la participation au GIS d'un nouvel établissement doté de la personnalité juridique et assurant la (co-)tutelle desdits laboratoires. Dans le cas contraire, cette liste est actualisée par seule décision du Comité directeur du GIS, tel que défini à l'article 2.1.1 ci-dessous.

1.1.2 Partenaires ponctuels

Des organismes publics ou privés, concernés ou intéressés par les questions traitées par le GIS, peuvent participer à des actions spécifiques qu'ils ont décidé de soutenir ou auxquelles ils auront décidé de participer. Les modalités de ce partenariat sont définies par des conventions particulières conclues avec ces organismes au nom du GIS par l'une des Parties, mandatée à cet effet par décision du comité directeur ci-après défini, et dans les conditions fixées par celui-ci.

1.2 -Durée, modification, création

La présente convention, conclue pour une durée de cinq ans, prend effet à compter du 1^{er} janvier 2023. Elle pourra être renouvelée, prorogée et/ou modifiée par voie d'avenant.

1.3 -Objet

Les Membres décident de renouveler le GIS Institut des Amériques pour réaliser leurs projets communs portant sur les Amériques en renforçant la visibilité de la recherche française sur les Amériques et en créant les conditions favorables à la réponse à des appels d'offres, à des missions d'expertise et d'évaluation, à la constitution de dossiers thématiques, à la publication d'ouvrages et, enfin, à la réalisation de toutes opérations ou actions spécifiques inhérentes à sa mission.

Pour atteindre ces objectifs, l'Institut des Amériques est organisé en quatre domaines d'activités :

- 1 - recherche ;
- 2 – valorisation de la recherche ;
- 3 – coopération internationale ;
- 4 – partenariats.

Le programme scientifique détaillé du GIS figure en annexe 1 à la présente convention.

Article 2 – Organisation et fonctionnement

2.1 - Instances

Les organes de gouvernance du GIS sont les suivants :

- Le Comité directeur ;
- Le Bureau ;
- Le Conseil Scientifique.

2.1.1 – Comité directeur

2.1.1.1- Compétences

Le Comité directeur est l'instance représentant les Membres. Il a vocation à délibérer sur toute question relative à l'activité du GIS, notamment :

- L'admission de nouveaux établissements au GIS selon les modalités définies à l'article paragraphe 2.2.1– Adhésion et l'actualisation de la liste des structures participant aux activités du GIS et telles que mentionnées en annexe 3 à la présente convention,
- La définition et l'approbation du programme d'activité du GIS dans ses quatre domaines d'activité,
- Le choix des orientations du GIS, des projets à mener et des actions à entreprendre parmi les objets proposés par les Membres,
- L'initiative et le suivi des actions engagées,
- La délibération des questions budgétaires et financières afférentes au GIS, les orientations concernant son budget prévisionnel, l'approbation et l'exécution de son budget,
- L'examen du rapport d'activité du GIS et l'avis du Conseil scientifique sur celui-ci.

- L'élection des membres du Bureau et du Conseil Scientifique.

2.1.1.2 - Composition

Le Comité directeur est composé d'un ou deux représentant(s) de chaque Membre. Chaque Membre désigne son ou ses représentants selon ses règles propres et dispose d'une seule voix au Comité directeur.

Un représentant du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et un représentant du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, respectivement, sont invités de manière permanente aux réunions du Comité directeur. La fonction de membre du Comité directeur est bénévole.

La durée du mandat des membres du Comité directeur est de cinq (5) ans et court pour la durée de la présente convention. Le mandat des membres du Comité directeur ne peut aller au-delà du terme de la présente convention. Aussi, si l'un des membres du Comité directeur souhaite mettre un terme à son mandat, le Membre qui l'avait désigné désigne un autre représentant pour la durée du mandat restant à courir.

Les membres du bureau et les membres du Conseil scientifique du GIS assistent aux réunions du Comité directeur avec voix consultative.

2.1.1.3 - Fonctionnement

Le Comité directeur se réunit au moins une fois par an, sur convocation de son Président, qui peut également le réunir à la demande du tiers de ses membres.

En plus des réunions formelles prévues à l'alinéa ci-dessus, le Président peut consulter les membres du Comité directeur par tout moyen que celui-ci aura approuvé.

L'ordre du jour de chaque réunion est établi par le Secrétaire général du GIS, en concertation avec le Président et le Bureau, et est adressé aux Membres, quinze jours avant la date de la réunion.

Le Comité directeur délibère à la majorité qualifiée des deux tiers des membres présents ou représentés, sous réserve des décisions décrites aux articles 2.2 et 5.2.

Le Secrétaire général du GIS établit le procès-verbal de chaque réunion, lequel est adressé aux Membres pour approbation dans les quinze jours, avant diffusion définitive.

Des personnalités extérieures au Comité directeur peuvent assister en qualité d'experts aux séances de ce dernier, sur invitation du Président. Ces experts n'ont pas de voix délibérative.

2.1.2 Présidence du Comité directeur

Le Comité directeur élit (à la majorité simple des membres présents ou représentés, vote à bulletin secret), pour la durée de la présente convention, un Président.

Le Président du Comité directeur est mandaté pour représenter le GIS et siéger dans toutes les instances où le GIS pourrait être appelé à participer. Il peut se faire représenter par un membre du Bureau ou du Comité directeur.

Par ailleurs, le Président du Comité directeur, assisté par le Bureau, assure la responsabilité de la mise en œuvre des décisions du Comité directeur et de l'utilisation des moyens mis à la disposition du GIS.

A cette fin, il :

- Favorise les synergies entre les équipes de recherche listées en annexe 3 à la présente convention pour la mise en œuvre de l'objet de celle-ci ;
- Prépare avec l'aide du trésorier et présente au Comité directeur, pour approbation, le budget prévisionnel du GIS ;
- Prend en charge l'organisation de manifestations, la diffusion d'informations, la mise en place des relations entre les Membres et avec les tiers, partenaires du GIS ;
- Rapporte au Comité directeur l'avancement des travaux de recherche et les résultats obtenus au sein du GIS ;
- Adresse aux Membres un rapport annuel d'activité ;
- Rédige le rapport d'activité scientifique du GIS, le présente au Conseil Scientifique et le transmet au Comité directeur ;
- Assure l'interface entre le Comité directeur et le Conseil Scientifique ;
- Est responsable de la rédaction et de la diffusion des procès-verbaux des réunions du Comité directeur et du Conseil Scientifique ;
- Prépare et présente le programme annuel d'activité du GIS au Comité directeur.

En cas d'empêchement définitif, de démission ou de révocation du Président, celui-ci est remplacé par l'un des Vice-présidents du GIS, qui est alors élu par le Bureau. Cette décision est ensuite présentée au Comité directeur suivant qui l'approuvera ou qui procèdera à une nouvelle élection pour la durée du mandat restant à courir.

2.1.3 - Le Bureau

Le Comité directeur élit (à la majorité simple des membres présents ou représentés, vote à bulletin secret) le Secrétaire général, le Trésorier et les trois Vice-présidents du GIS, qui forment avec le Président le Bureau du GIS, pour la durée de la présente convention.

Le Secrétaire général assure la coordination des missions du GIS et organise le travail des personnes travaillant pour le GIS en lien avec le Président et le Bureau.

Le Trésorier gère les finances du GIS.

Le Bureau se réunit aussi souvent que nécessaire. Le Bureau appuie le Président pour l'accomplissement de ses missions et fait des propositions sur toute question relative à l'activité du GIS, notamment :

- la politique générale du GIS,
- le rapport de gestion du Groupement,
- la mutualisation des ressources des Membres et l'élaboration d'outils communs,
- la mise à disposition de ressources pour les projets et les équipes du GIS,
- les programmes engagés par l'Institut des Amériques,
- l'application des clauses de la présente convention en matière de confidentialité, de publications et d'exploitation des résultats issus des travaux du GIS,
- le règlement des questions budgétaires et financières.

Le Président, appuyé par le Bureau, met en œuvre la politique décidée par le GIS.

En cas d'empêchement définitif, de démission ou de révocation d'un des membres du Bureau, ce dernier est remplacé par une personne proposée par le Bureau. Cette proposition est ensuite présentée au Comité directeur suivant qui l'approuvera ou qui procèdera à une nouvelle élection pour la durée du mandat restant à courir.

Des personnalités extérieures peuvent être invitées aux réunions du Bureau et consultées par celui-ci à la demande d'un de ses membres, selon l'ordre du jour.

Le Bureau établit annuellement un rapport d'activité et un rapport financier, le présente au Conseil Scientifique et au Comité directeur.

Les fonctions des membres du Bureau sont bénévoles. Le CNRS permet au Secrétaire général du GIS de faire une demande de demi-délégation afin d'assurer les missions qui lui sont demandées tout au long de l'année.

2.1.4 - Conseil Scientifique

Le Conseil Scientifique définit les orientations scientifiques du GIS. Il est un organe consultatif garant de la pertinence et de la qualité scientifique des activités du GIS. Il fait des propositions d'actions, étudie les programmes d'activités du GIS et examine les résultats obtenus. Il étudie et donne son avis au Comité directeur sur le rapport d'activités scientifique et financier du GIS.

Le Comité directeur désigne quinze à vingt-huit (15 à 28) personnalités pour composer le Conseil Scientifique. Les membres de celui-ci sont choisis parmi les personnalités représentatives en raison de leur autorité dans les champs scientifiques concernés par l'objet du GIS avec une prise en compte de la variété des disciplines et des aires géographiques. 16 sont en poste en France, 4 représentent des jeunes chercheurs et 8 doivent être des personnalités en poste à l'étranger. Le Conseil Scientifique élit en son sein son Président et deux Vice-Présidents. Le Conseil Scientifique se réunit au moins une fois par an, à la demande du Président du GIS et en accord avec le Président du Conseil Scientifique.

Le Conseil Scientifique est désigné pour la durée de la présente convention.

En cas d'empêchement définitif, de démission ou de révocation d'un des membres du Conseil Scientifique, le Comité directeur suivant désigne un remplaçant pour la durée du mandat restant à courir.

Le Bureau participe aux réunions du Conseil Scientifique avec voix consultative.

Les fonctions de membre du Conseil Scientifique sont bénévoles.

2.2 – Participation d'un établissement au GIS en tant que membre

La participation de nouveaux établissements au GIS est approuvée par un vote à l'unanimité des Membres, lequel est retranscrit dans le procès-verbal de la réunion du Comité directeur en question. L'adhésion des nouveaux Membres est ensuite formalisée par voie d'avenant à la présente convention, auquel sont parties le nouveau Membre et le Mandataire défini à l'article 2.3.2 des présentes, ce dernier disposant d'un mandat de signature des autres Membres pour conclure ledit avenant. Celui-ci est conforme au modèle figurant en annexe 5 à la présente convention.

2.3– Moyens/Domiciliation

2.3.1 – Moyens propres mis en œuvre directement par les Membres

Chaque Membre gère directement les moyens propres, humains et matériels, qu'il mobilise pour les besoins du GIS, en concertation avec le Bureau.

2.3.2 Moyens mis en commun

Le GIS bénéficie aussi, pour la durée de la présente convention et pour des dépenses ou actions communes, de moyens financiers communs que les Membres lui attribuent annuellement, sous réserve de l'exercice du droit de retrait prévu à l'article 5.1 de la présente convention.

La gestion des moyens financiers mis en commun dont dispose le GIS est confiée, à la date de prise d'effet de la présente convention, au CNRS, ci-après désigné le « Mandataire ». Cette gestion peut postérieurement être confiée à un autre Membre, par décision du Comité directeur, après proposition du Bureau.

Le Mandataire agit pour le compte du GIS dans les limites de l'état prévisionnel des recettes et des dépenses approuvées par le Comité directeur, et s'engage à tenir une comptabilité analytique correspondante. Il rend compte au Président et lui communique un rapport annuel de gestion.

Le budget prévisionnel et l'arrêté des comptes du GIS sont adoptés à la majorité des deux tiers des membres, présents ou représentés, du Comité directeur.

Les moyens financiers mis en commun par les Membres sont listés en annexe 4 à la présente convention. Ces montants sont mentionnés nets de taxes, la TVA n'étant pas applicable. Cette annexe peut être modifiée par décision du Comité directeur.

Le budget prévisionnel et l'arrêté des comptes du GIS sont soumis à l'approbation du Comité directeur.

2.3.3 Domiciliation administrative

La domiciliation du GIS est fixée au Campus Condorcet 5, cours des humanités 93322 Aubervilliers cedex.

L'unité assurant la gestion financière du GIS est le Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (PRODIG), unité mixte de recherche n°8586.

Tout changement de domiciliation est décidé par le Comité directeur et consigné dans le procès-verbal correspondant.

2. 4 – Commissions techniques ou Groupes de travail

Le Comité directeur peut mettre en place toute commission technique ou tout groupe de travail nécessaire pour étudier ou réaliser un projet ou une action dans le cadre du GIS ; un animateur de ladite commission ou dudit groupe de travail rend compte des résultats qu'elle/il a obtenus au Comité directeur, et des difficultés éventuelles de réalisation et de toute mesure prise pour surmonter cette situation.

2.5 – Evaluation/Contrôle

Tous les ans, le GIS présente un rapport d'activités scientifique et financier. Ce rapport, rédigé par le Bureau du GIS, est présenté au Conseil Scientifique pour information et avis, et transmis au Comité directeur.

L'activité du GIS est évaluée régulièrement par les instances compétentes des Parties, selon les règles respectivement en vigueur au sein de ces organismes.

Les Membres disposent d'un pouvoir de contrôle sur l'utilisation des financements de nature publique affectées au GIS dans le cadre des règles de la comptabilité publique.

Article 3 – Propriété intellectuelle/Publications

3.1 - Connaissances antérieures

Chacun des Membres demeure propriétaire des connaissances et résultats, ainsi que des droits de propriété intellectuelle lui appartenant, développés ou acquis antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente convention ou qu'il détient en dehors du cadre de celle-ci. Les autres Membres ne se voient attribuer aucun droit sur lesdites connaissances et résultats du fait de la présente convention

Sous réserve des droits des tiers, chacun des Membres dispose d'un droit d'usage non exclusif, non transférable sur les connaissances et résultats visés au précédent alinéa et nécessaires à l'accomplissement de l'objet du GIS

3.2 - Connaissances nouvelles

Chaque Membre est propriétaire des résultats obtenus par elle seule dans le cadre de la présente convention, qu'ils puissent ou non être protégés par un droit de propriété intellectuelle. Cette Partie décide seule des mesures de valorisation et de protection à prendre, et les engage en son seul nom. Les résultats issus du GIS sont réputés être la copropriété à parts égales des Membres ayant participé à leur obtention. Les éventuelles demandes de titres de propriété intellectuelle en découlant sont déposées aux noms conjoints des Membres copropriétaires.

Les Membres excluent a priori toute exploitation commerciale des résultats issus du GIS. Par exception, un règlement de copropriété est établi entre les Membres copropriétaires, en matière de protection et d'exploitation desdits résultats, en cas de projet d'exploitation effective, le cas échéant. Ce règlement désigne, en particulier et conformément à la réglementation applicable, l'un des Membres pour assurer la maîtrise d'œuvre de la gestion des droits de propriété et des contrats d'exploitation, pour le compte commun, ci-après désigné le « Mandataire unique ».

Le Mandataire unique est désigné en application des dispositions du décret n° 2020-24 du 13 janvier 2020 relatif à la gestion de la copropriété des résultats de recherche, au mode de désignation et aux missions du mandataire unique prévu à l'article L. 533-1 du code de la recherche. Ses missions sont celles fixées par ce décret.

Les Membres copropriétaires de résultats issus du GIS s'engagent à les mettre à la disposition des autres Membres, qui peuvent les utiliser librement pour leurs besoins de recherche, à l'exclusion de toute exploitation commerciale.

3.3 - Publications

La publication des résultats issus des travaux réalisés dans le cadre de la présente convention se fera conformément aux accords passés entre les Membres concernés ou, à défaut, selon les usages de la communauté scientifique. Les publications issues desdits travaux feront mention du lien avec le GIS.

Pendant la durée du GIS et les deux ans qui suivent le terme ou la résiliation de la présente convention, chaque Membre s'engage à soumettre ses éventuels projets de diffusion à l'accord des autres Membres concernés, notamment pour éviter les situations de concurrence non coordonnée de diffusion, en particulier pour des bases de données d'information ou documentaires. Si le Membre qui soumet ne reçoit pas une réponse des autres Membres concernés dans les trente (30) jours après la réception du projet de publication ou de présentation, il peut procéder à sa publication ou à sa présentation. Les autres Membres concernés peuvent néanmoins refuser, par réponse motivée, la publication dans le délai susmentionné. Aucun des Membres concernés ne pourra, en tout état de cause, refuser son accord au-delà des six mois suivant la demande, sauf si les informations contenues dans la publication offrent un intérêt de nature industrielle, commerciale ou stratégique pour l'un des Membres concernés.

Chaque Membre s'engage à échanger toutes les informations nécessaires au fonctionnement optimal de la collaboration renouvelée au titre de la présente convention, dans la mesure où il peut le faire librement au regard des engagements qu'il a contractés antérieurement avec des tiers.

Chacun des Membres s'interdit de diffuser ou de communiquer à des tiers des informations qui lui auront été désignées comme confidentielles par le Membre dont elles proviennent et, dans ce cas, s'engage à ce que ces informations, désignées comme confidentielles :

- ne soient divulguées qu'aux seuls membres de son personnel ayant à les connaître et ne soient utilisées par ces derniers que pour l'exécution de l'objet de la présente convention ;
- ne soient ni divulguées, ni susceptibles de l'être, soit directement, soit indirectement aux tiers ou à toute personne autre que celles mentionnées à l'alinéa ci-dessus, sans le consentement préalable et écrit du Membre propriétaire ;
- ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées totalement ou partiellement lorsque de telles copies, reproductions ou duplications n'ont pas été autorisées par le Membre de qui elles émanent et ce, de manière spécifique et par écrit.

Les obligations définies ci-dessus cessent de s'appliquer aux informations qui :

- sont dans le domaine public ou qui y tombent autrement que par le fait du Membre destinataire de l'information ;
- sont déjà en la possession ou sont communiquées au Membre destinataire par des tiers non tenus au secret.

Il est expressément convenu que la divulgation par les Membres, entre eux, d'informations, au titre de la présente convention, ne peut en aucun cas être interprétée comme conférant, de manière expresse ou implicite, au Membre qui les reçoit, un droit quelconque (au terme d'une licence ou par tout autre moyen) sur les matières, les interventions ou les découvertes auxquelles se rapportent ces informations.

Au cas où une invention potentiellement brevetable serait identifiée dans un manuscrit pour publication ou présentation, les Parties conviennent que la publication de ce manuscrit peut être retardée afin de permettre le dépôt approprié d'une demande de brevet, le cas échéant, sur cette invention pendant un délai ne pouvant pas excéder dix-huit (18) mois à partir de la date où la publication du manuscrit est soumise pour avis. Durant ce délai, le dépôt d'une demande de brevet est préparé ou la décision de ne pas déposer une telle demande est prise.

Les stipulations du présent article ne peuvent faire obstacle à l'obligation qui incombe aux chercheurs impliqués d'établir leur rapport annuel d'activité pour le Membre dont ils relèvent, cette communication à usage interne ne constituant pas une divulgation au sens des lois sur la propriété industrielle.

Chaque Membre garantit l'accès, en tout temps, dans le cadre de la présente convention, de ses locaux aux agents mandatés des autres Membres sous réserve du respect des procédures d'accès en vigueur.

Les publications et communications des études accomplies dans le cadre de la présente convention font apparaître le nom du GIS et le lien avec les Membres.

Article 4 – Contrats de recherche

Des financements complémentaires peuvent être recherchés par les Membres auprès de tiers. Les contrats ou conventions conclus à cet effet sont négociés, signés et gérés par le Mandataire au nom et pour le compte des autres Membres, conformément à la réglementation applicable et à ses règles propres.

Le Mandataire communique une copie des contrats signés, le cas échéant, aux autres Membres et à la demande de ceux-ci, par l'intermédiaire du Bureau du GIS.

Article 5 – Retrait, exclusion, litiges, résiliation

5.1– Retrait

Chacun des Membres peut se retirer du GIS sous réserve d'observer un préavis de six mois, adressé au Président du Comité directeur et d'avoir poursuivi les opérations communes dans lesquelles il était engagé jusqu'au terme de l'exercice budgétaire en cours. Le retrait du Membre intervient au terme de l'année civile au cours de laquelle la demande de retrait est adressée au Président du Comité directeur.

5.2 – Exclusion

Le Comité directeur peut exclure un des Membres, après un préavis d'un mois notifié à celui-ci par lettre recommandée avec avis de réception du Président du Comité directeur, pour inexécution des obligations acceptées par ce Membre dans le cadre de la présente convention. L'exclusion doit être votée au Comité directeur à l'unanimité des Membres présents ou représentés, le Membre concerné étant préalablement entendu et ne prenant pas part au vote.

5.3 – Litiges

Si des difficultés surviennent entre les Membres à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, les Membres rechercheront une solution amiable. Le Comité directeur pourra, si possible, résoudre le différend qui, s'il subsiste plus de 6 mois, sera en dernier ressort porté devant la juridiction compétente.

5.4 - Résiliation

La résiliation de la présente convention peut- être décidée à l'unanimité des membres du Comité directeur convoqués sur un ordre du jour précisant que la résiliation est demandée.

Article 6 – Annexes

La présente convention intègre cinq (5) annexes :

- Le programme d'activité du GIS, annexe 1 ;
- La liste des Membres, annexe 2 ;

- La liste des laboratoires participant aux activités du GIS, annexe 3 ;
- Le montant des contributions financières des membres de l'Institut des Amériques, annexe 4 ;
- Modèle d'adhésion du GIS d'un nouveau membre, par avenant, annexe 5.

Fait à Paris, le 28/10/2022

Pour le CNRS, en cinquante et un (51) exemplaires originaux:

Madame Catherine Larroche,
Délégue régionale Ile-de-France Meudon




Pour le Président Directeur Général du CNRS
et par délégation
La Délégue régionale Ile-de-France Meudon

Catherine LARROCHE

Pour l'EHESS, en cinquante et un (51) exemplaires originaux

Monsieur Romain HURET
Président

 Par délégation du Président de l'EHESS
La directrice Générale des services
Claire de MARCOURVE

Pour l'ENS, en cinquante et un (51) exemplaires originaux:

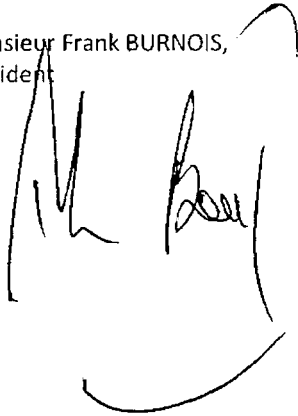
Monsieur Frédéric WORMS,
Directeur

[Handwritten signature]



Pour l'ESCP, en cinquante et un (51) exemplaires originaux.

Monsieur Frank BURNOIS,
Président

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Frank Burnois', written over the printed name.

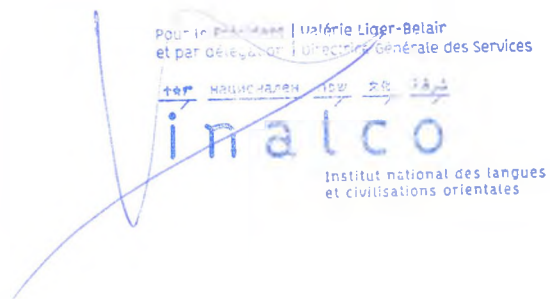
Pour la FMSH, en cinquante et un (51) exemplaires originaux :

Madame Hélène VELASCO-GRACIET,
Présidente



Pour l'INALCO, en cinquante et un (51) exemplaires originaux

Monsieur Jean-François HUCHET,
Président



Pour l'IRD, en cinquante et un (51) exemplaires originaux:

Madame Valérie VERDIER,
Présidente-directrice générale

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Val. Verdier' with a stylized flourish at the end.

Valérie VERDIER
Présidente-directrice générale

Pour l' «Université de Bourgogne», en cinquante et un (51) exemplaires originaux :

Monsieur Vincent THOMAS,
Président



19/10/22

Pour CY, en cinquante et un (51) exemplaires originaux:

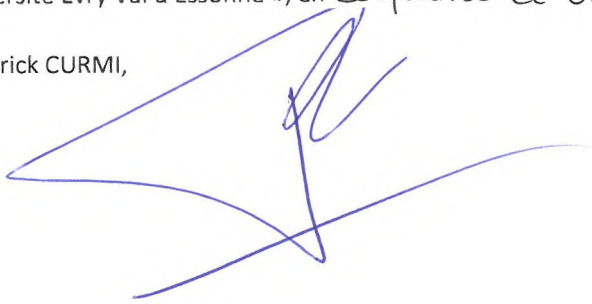
Monsieur François GERMINET,

Président

A handwritten signature in blue ink, consisting of several fluid, overlapping strokes that form a stylized representation of the name.

Pour l' « Université Evry Val d'Essonne », en cinquante et un (51) exemplaires originaux:

Monsieur Patrick CURMI,
Président

A large, stylized handwritten signature in blue ink, consisting of several sweeping, interconnected strokes.

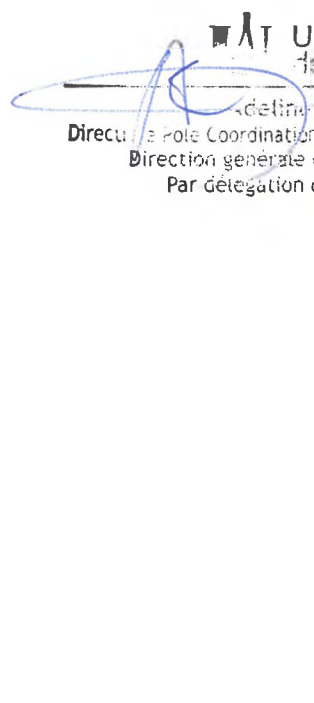
Pour l' «Université de Lille », en cinquante et un (51) exemplaires originaux :


Monsieur Régis BORDET,
Président

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'R' followed by a series of loops and a final upward stroke.

Pour Université Paris Cité en cinquante et un (51) exemplaires originaux :

Madame Christine CLERICI,
Présidente



 Université
de Paris
Adeline Lassaux
Directrice de la Coordination de la Stratégie Scientifique
Direction générale déléguée - D.R.I.V.E
Par délégation de la Présidente

Convention de renouvellement du GIS Institut des Amériques

Pour « Paris 1 », en cinquante et un (51) exemplaires originaux

Madame NEAU-LEDUC
Présidente

26 octobre 2022



Pour « Paris 3 », en cinquante et un (51) exemplaires originaux:

Monsieur Jamil Jean-Marc DAKHLIA,
Président



Pour « Sorbonne Université », en cinquante et un (51) exemplaires originaux le 06/02/2023

Madame Nathalie DRACH-TEMAM,
Présidente

Pour la présidente de Sorbonne Université
par délégation
la directrice de la recherche et de la valorisation
de la Faculté des Lettres

 Elena BILLI-RIZZA

Pour «Paris 8», en cinquante et un (51) exemplaires originaux:

Madame Annick ALLAIGRE,
Présidente



Pour «USPN», en cinquante et un (51) exemplaires originaux.

Monsieur Christophe FOUQUERÉ,
Président



Pour l'«UPEC», en cinquante et un (51) exemplaires originaux:
Monsieur Jean-Luc DUBOIS-RANDÉ,
Président



Pour le Président et par délégation,
Directeur Général des Services

Frédéric DEHAN

Pour l'Université Gustave Eiffel, en cinquante et un (51) exemplaires originaux,

Monsieur Claude MARIN-LAMELLET
Vice-président International adjoint, par délégation,

Le 21 Octobre 2022

  **Université
Gustave Eiffel**
Vice-Présidence International

Pour l' «Université de Nanterre», en cinquante et un (51) exemplaires originaux.

Monsieur Philippe GERVAIS-LAMBONY,
Président



Pour « l'UPJV », en cinquante et un (51) exemplaires originaux :

Monsieur Mohammed BENLAHSEN,
Président



Pour l'«Université de Strasbourg», en *cinquante et un (51) exemplaires originaux*
Monsieur Michel DENEKEN,

Président

Le Président de l'Université
de Strasbourg
Par délégation
Le Vice-Président Recherche,
Formation doctorale et Science ouverte
R. BARILLON



Pour l'«UVSQ», en cinquante et un (51) exemplaires originaux.

Monsieur Alain BUI,
Président



Pour l'«Université d'Angers», en cinquante et un (51) exemplaires originaux :

Monsieur Christian ROBLEDÓ,
Président



Pour l'«UBO», en cinquante et un (51) exemplaires originaux :

Monsieur Matthieu GALLOU,
Président




Pour l'«UBS», en cinquante et un (51) exemplaires originaux :

Madame Virginie DUPONT,
Présidente



Pour l'«Université de Caen», en cinquante et un (51) exemplaires originaux:

Monsieur Lamri ADOUI,
Président

Pr le Président et par délégation
le Vice-président
de la Commission
de la Recherche

Eric LEROY DU CARDON

Pour «L'Université du Mans», en cinquante et un (51) exemplaires originaux:

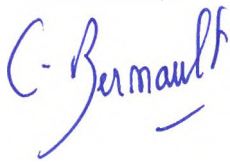
Monsieur Pascal LEROUX,
Président

Le Président
Le Mans Université

. Pascal LEROUX

Pour «Nantes Université», en cinquante et un (51) exemplaires originaux:

Madame Carine BERNAULT,
Présidente

A handwritten signature in blue ink, reading "C. Bernault". The signature is written in a cursive style, with the first letter "C" being large and stylized, and the last letter "t" having a long, sweeping tail.

Pour «l'Université de Poitiers», en cinquante et un (51) exemplaires originaux :

Madame Virginie LAVAL,
Présidente



Pour l'«Université Rennes 2», en cinquante et un (51) exemplaires originaux:
Madame Christine RIVALAN GUEGO,
Présidente



C Rivalan Guego

Pour l'«Université de Rouen Normandie», en cinquante et un (51) exemplaires originaux :

Monsieur Joël ALEXANDRE
Président



Philippe PAREIGE

Vice-Président
Université de Rouen Normandie

Pour la «Casa de Velázquez», en cinquante et un (51) exemplaires originaux:

Madame Nancy BERTHIER,

Présidente



Pour «Sciences Po Toulouse », en cinquante et un (51) exemplaires originaux:

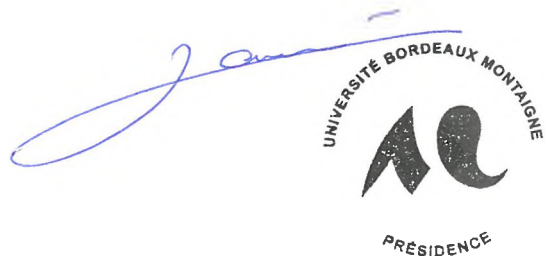
Monsieur Eric DARRAS,
Président



Toulouse, le 01/01/23

Pour l'«Université Bordeaux Montaigne», en cinquante et un (51) exemplaires originaux:

Monsieur Lionel LARRÉ,
Président



Pour l'«Université de Guyane», en cinquante et un (51) exemplaires originaux:

Monsieur Antoine PRIMEROSE
Président



Pour l'«Université de La Rochelle», en cinquante et un (51) exemplaires originaux :

Monsieur Jean-Marc OGIER,

Président

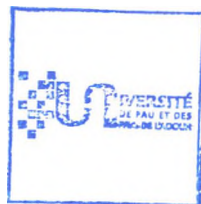


Par délégation le Directeur de la Recherche
et administration de l'Institut LUDI

Jean-Marc Wallet

Pour l'«Université de Pau et des Pays de l'Adour», en cinquante et un (51) exemplaires originaux :

Monsieur Laurent BORDES,
Président



Pour l'«Université Montpellier 3», en cinquante et un (51) exemplaires originaux.

Madame Anne FRAISSE,
Présidente



Pour l'«ENS Lyon», en « cinquante et un (51) exemplaires originaux :

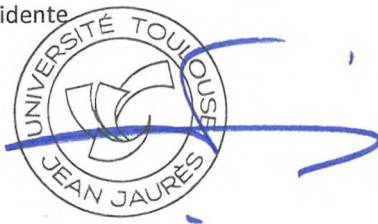
Monsieur Yanick RICARD,
Administrateur provisoire

13/03/2023



Pour l'«Université de Toulouse», en cinquante et un (51) exemplaires originaux:

Madame Emmanuelle GARNIER,
Présidente



Pour « Sciences Po Lyon », en cinquante et un (51) exemplaires originaux:
Madame Hélène SURREL

Directrice



Pour Aix-Marseille Université, en : cinquante et un (51) exemplaires originaux:

Monsieur Eric BERTON
Président



Pour « Avignon Université », en cinquante et un (51) exemplaires originaux.
Monsieur Philippe ELLERKAMP,
Président



Pour l'«Université Côte d'Azur», en cinquante et un (51) exemplaires originaux.

Monsieur Jeanick BRISSWALTER,
Président

Université Côte d'Azur

Le Président


Jeanick BRISSWALTER



Pour l'«Université de Grenoble Alpes », en cinquante et un (51) exemplaires originaux:

Monsieur Yassine LAKHNECH, 12 OCT. 2022
Président



Pour le Président et par délégation
Le Vice-président Recherche
Hervé COURTOIS

Pour l'«Université Lyon 3, en cinquante et un (51) exemplaires originaux

Monsieur Eric CARPANO,
Président



Pour « Université Lyon 2 », en *cinquante et un (51)* exemplaires originaux:

Madame Nathalie DOMPNIER,
Présidente

14/09/2022



Pour «L'Université de Tours», en cinquante et un (51) exemplaires originaux :

Monsieur Arnaud GIACOMETTI,
Président

A. Giacometti



Pour « L'Université Savoie Mont Blanc », en cinquante et un (51) exemplaires originaux;

Monsieur Philippe GALEZ,
Président le Président et par délégation,
La Vice-Présidente Recherche

Mareva SABATIER

ENTRE

L'Université Jean Moulin Lyon 3

Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 1C avenue des Frères Lumière – CS 78242 – 69372 Lyon Cedex 08, représenté par son Président, Monsieur Eric CARPANO,

agissant au nom et pour la mise en œuvre des activités du Laboratoire Magellan, dirigé par Jean-Fabrice LEBRATY.

ci-après désigné par « Université Lyon 3 »,

ET

Le Centre National de la Recherche Scientifique

Établissement public à caractère scientifique et technologique, dont le siège est situé 3 rue Michel-Ange 75794 Paris Cedex 16, représenté par son Président Directeur Général, Monsieur Antoine PETIT, qui a délégué sa signature pour le présent accord à Monsieur Laurent BARBIERI, délégué régional du CNRS Rhône Auvergne,

ci-après désigné par « CNRS »,

agissant au nom et pour la mise en œuvre des activités de la **Maison des Sciences de l'Homme Lyon – Saint-Etienne** - **UAR 2000**, 14 avenue Berthelot - 69363 Lyon cedex 07, dirigée par Gilles POLLET.

ci-après désignée par « MSH LSE »,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : objet de la présente convention

Le Comité de Direction de l'IXXI et la direction de la MSH LSE ont décidé de financer le projet de recherche retenu : « Analyse de traces, information et réflexivité pour la transition écologique » déposé par **Aurélien PETIT**, membre du laboratoire **Magellan**.

Le montant du financement est de 5 000 € financés à part égale par l'IXXI et par la MSH LSE. Le projet d'Aurélien PETIT sera ainsi financé à hauteur de 2 500 € (deux mille cinq cents euros) par la MSH LSE.

Cette participation financière n'entre pas dans le champ d'application de la TVA.

Article 2 : Utilisation de la participation

Cette participation devra exclusivement être affectée à l'objet cité à l'article 1. Un rapport financier devra être présenté à la fin de l'exécution de la convention. Un bilan scientifique (1 page) devra être présenté à la fin de l'exécution de la convention.

En cas d'utilisation partielle des fonds, l'Université Lyon 3 s'engage à reverser les crédits non utilisés à la MSH LSE.

Article 3 : modalités de versement

La MSH LSE s'engage à verser à l'agent comptable de l'Université Lyon 3 la somme sus-mentionnée. La MSH LSE adressera un bon de commande à l'Université Lyon 3 qui se chargera alors de déposer la facture correspondante sur CHORUS PRO.

Le paiement sera effectué en une seule fois après signature de la convention et au plus tard le 31 Décembre 2023.

Article 4 : Date d'exécution

La présente convention est applicable à compter du 1^{er} septembre 2023 et est exécutoire à compter de sa signature, et ce jusqu'au 31 décembre 2025.

Article 5 : Litiges

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'inexécution de la présente convention, les Parties s'efforceront de résoudre leurs différends à l'amiable. A défaut, le tribunal administratif de Lyon sera saisi.

Fait à Lyon,
Pour l'Université Lyon3 :


Monsieur Eric CARPANO

Président

Date 17-10-23



pour information
Le directeur de Magellan
Jean-Fabrice LEBRATY

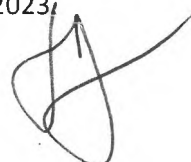


Fait à Villeurbanne,
Pour le CNRS et les tutelles de la MSH LSE, par
délégation :

Monsieur Laurent BARBIERI

Délégué régional du CNRS Rhône Auvergne

Date 26/09/2023



pour information
Le directeur de la MSH LSE
Gilles POLLET



CONVENTION DE SUBVENTION

ENTRE

L'Ecole normale supérieure de Lyon, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, 15, parvis René Descartes BP 7000, 69342 Lyon cedex 07, représentée par son président, Monsieur Emmanuel Trizac.

L'ENS de Lyon agissant au nom et pour le compte du GIS de l'Institut rhônalpin des Systèmes complexes (IXXI), dirigé par Monsieur Patrice Abry, ci-après « l'IXXI ».

L'ENS de Lyon a reçu mandat de l'IXXI pour signer la présente convention et pour agir en leurs noms et pour leurs propres comptes.

Ci-après dénommée « ENS de Lyon »,

D'une part,

ET

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social se situe 1C, avenue des Frères Lumière, CS 78242, 69372 LYON CEDEX 08.

Représentée par son Président, le Professeur Éric CARPANO.

Agissant en son nom et dans le cadre de la mise en œuvre des activités du Laboratoire Magellan dont la direction est assurée par Monsieur Jean-Fabrice LEBRATY.

Ci-après dénommée « Université Lyon 3 »

D'autre part,

Ci-après désignées ensemble les « Parties » ou individuellement la « Partie ».

Vu l'article 3-1 de la délégation de compétences du conseil d'administration au Président de l'ENS de Lyon approuvée par délibération en date du 21 octobre 2021,

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

Article 1 : Objet

La présente convention, ci-après la « Convention » a pour objet de fixer les modalités de versement de la subvention d'un montant de 2 500 € (exonérée de TVA) par l'ENS de Lyon à l'Université Lyon 3 pour le projet : « Analyse de traces, information et réflexivité pour la transition écologique » porté par Monsieur Aurélien Petit.

Article 2 : Conditions de règlement

Le règlement s'effectuera sur présentation d'une facture de l'Université Lyon 3, pour un montant de 2 500 € libellée à :

ENS de Lyon
Service facturier
15 parvis René Descartes
69342 LYON cedex 07

La facture devra impérativement être transmise par l'Université Lyon 3 sur le portail informatique CHORUS PRO.

A défaut, la facture sera rejetée.

Le versement de **2 500 €** sera effectué en une seule fois à la signature de la Convention, sur le compte de l'Université Lyon 3.

Article 3 : Conditions d'utilisation

La subvention accordée devra être utilisée conformément à l'objet défini à l'article 1.

Toute subvention inutilisée ou non utilisée conformément à son objet devra être remboursée.

Article 4 : Contrôles exercés par l'ENS de Lyon

L'Université Lyon 3 s'engage à faciliter le contrôle par l'ENS de Lyon de l'utilisation de la subvention attribuée et de façon générale de la bonne exécution de la Convention.

L'ENS de Lyon peut demander le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'action subventionnée, pendant la durée de la Convention.

Article 5 : Date d'effet – Durée

La Convention entre en vigueur à sa date de signature et produit ses effets jusqu'au 31 décembre 2025.

La Convention pourra faire l'objet d'un renouvellement par voie d'avenant, après concertation des deux Parties.

Article 6 : Résiliation

La Convention peut être résiliée de plein droit par l'une des Parties en cas de non-exécution par l'autre Partie de ses engagements.

Cette résiliation ne deviendra effective qu'un mois après l'envoi par la Partie plaignante d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception à moins que, dans ce délai, la Partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

Par force majeure, on entend, tout événement extérieur à une Partie, imprévisible, irrésistible dans sa survenance et ses effets, et qui rend impossible l'exécution de tout ou partie de la Convention.

Article 7 : Différends et litiges éventuels

Tous les litiges auxquels la Convention pourra donner lieu tant pour sa validité que pour son interprétation, inexécution ou résiliation seront réglés à l'amiable.

A défaut, ils seront portés devant le tribunal compétent.

Article 8 : Avenants

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la Convention, définie d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet d'un avenant.

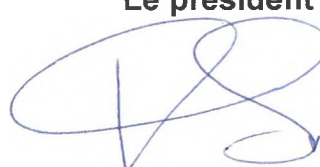
Fait à Lyon, Le en deux exemplaires originaux.

18/08/2023

Pour l'Université Lyon 3
Son Président Éric Carpano



Pour l'ENS de Lyon
Le président

 pour le président
et par délégation
Véronique Vial-De Marchi

Responsable administrative
de la vice-présidence recherche
ENS de Lyon



CONVENTION de FINANCEMENT Rewriting

ENTRE

L'Université Jean Moulin Lyon 3

Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 1C avenue des Frères Lumière – CS 78242 – 69372 Lyon Cedex 08, représenté par son Président, Monsieur Eric CARPANO.

Ci-après désignée « Université Lyon 3 »

ET

Le Centre National de la Recherche Scientifique

Établissement public à caractère scientifique et technologique, dont le siège est situé 3 rue Michel-Ange 75794 Paris Cedex 16, représenté par son Président Directeur Général, Monsieur Antoine PETIT, qui a délégué sa signature pour le présent accord à Monsieur Laurent BARBIERI, délégué régional du CNRS Rhône Auvergne.

Ci-après désigné « CNRS »,

Agissant au nom et pour la mise en œuvre des activités de la Maison des Sciences de l'Homme Lyon Saint-Etienne - UAR 2000, 14 avenue Berthelot - 69363 Lyon cedex 07, dirigée par Gilles POLLET.

Ci-après désignée « MSH LSE »,

L'Université Lyon 3 et la MSH LSE sont ci-après désignées individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

PRÉALABLEMENT, IL A ÉTÉ EXPOSÉ QUE :

Depuis 2019, la Maison des Sciences de l'Homme Lyon Saint-Etienne permet aux chercheurs de faire réviser et réécrire leurs articles scientifiques, articles de synthèses, chapitres d'ouvrages ou revues bibliographiques, déjà rédigés en langue étrangère et destinés à des revues internationales ou à des ouvrages collectifs.

Pour encourager la diffusion des travaux de recherche SHS à l'international, l'Université Jean Moulin Lyon 3 et la MSH LSE s'associent cette année pour accompagner les membres des laboratoires dont Lyon 3 est tutelle, les enseignants-chercheurs mais également les doctorants, ces derniers n'étant pas éligibles aux aides au *rewriting* proposées par la MSH.

Dans ce cadre, l'Université Lyon 3 a décidé d'abonder d'une somme de 3 000 € l'enveloppe budgétaire dédiée par la MSH LSE à ses actions d'aide au *rewriting* telles que la campagne décrite en Annexe 1.

La présente convention (ci-après la Convention) vise à encadrer le versement à la MSH LSE de ces 3 000 €.

EN CONSÉQUENCE DE QUOI, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

La Convention a pour objet de fixer les conditions et les modalités de versement par l'Université Lyon 3 à la MSH LSE d'une contribution financière de trois mille euros (3000 €) destinée à soutenir la révision et la réécriture de publications scientifiques.

ARTICLE 2 – MODALITES DU VERSEMENT

2.1 Dans le cadre de la campagne d'aide au rewriting décrite en Annexe 1, l'Université Lyon 3 s'engage à verser à la MSH LSE la somme de trois mille euros (3000 €), non soumis à TVA.

2.2 Cette somme de trois mille euros (3 000 €) sera versée à la MSH LSE, en un seul versement, à la signature de la Convention, sur présentation d'une facture adressée via Chorus Pro par la MSH LSE, après transmission d'un bon de commande par l'Université Lyon 3.

2.3 Le règlement s'effectuera par virement, dans les trente (30) jours calendaires à compter de la date de réception de la facture, sur le compte de la MSH LSE dont les coordonnées sont les suivantes :

IBAN (International Bank Account Number)							BIC (Bank Identifier Code)
FR76	1007	1690	0000	0010	0426	670	TRPUFRP1

2.4 En cas de non utilisation en totalité de la somme de trois mille euros (3 000 €) dans le cadre de la campagne décrite en Annexe 1, il est convenu entre les Parties que le reliquat pourra être utilisé dans le cadre d'une nouvelle campagne destinée à soutenir la révision et la réécriture de publications scientifiques.

2.4 La MSH LSE s'engage à transmettre à l'Université Lyon 3 un tableau récapitulant le nom des bénéficiaires de l'aide au rewriting, le nom de leur unité de recherche ainsi que les dépenses associées effectivement payées tous les six mois à compter du 30 septembre 2023, et ce jusqu'à épuisement des fonds, qui fera l'objet d'un bilan final.

ARTICLE 3- DUREE

La Convention entre en vigueur à compter de sa signature par les Parties et prend fin après exécution par les Parties de leurs obligations.

Les Parties s'engagent à se réunir au maximum six mois après la fin de la campagne pour faire un bilan de l'utilisation de la contribution allouée par l'Université Lyon 3 et étudier les suites données à la Convention.

Le cas échéant, la Convention pourra être renouvelée par un avenant qui précisera notamment les modalités et le montant du versement d'une nouvelle contribution financière.

ARTICLE 4 - RESILIATION

La Convention peut être résiliée par l'une des Parties en cas de manquement par l'autre Partie à l'une ou l'autre de ses obligations au titre de la Convention, dans la mesure où la Partie défaillante n'a pas remédié à son manquement dans un délai d'un mois à compter de la réception d'une notification adressée par la Partie plaignante par courrier recommandé avec avis de réception.

En cas de non-respect des dispositions de la Convention et des règles d'utilisation de la somme, visées à l'article 2 de la Convention par la MSH LSE, l'Université Lyon 3 se réserve le droit de résilier la Convention et d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées.

ARTICLE 5 - LITIGES

La Convention est soumise aux lois et règlements français.

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution de la Convention, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, les tribunaux compétents seront saisis.

Fait à Lyon, en deux (2) exemplaires originaux,

Pour l'Université Lyon 3

Eric CARPANO

Président

Date : 09-10-23



**Pour le CNRS et les tutelles de la MSH LSE, par
délégation :**

Laurent BARBIERI

Délégué régional du CNRS Rhône Auvergne

Date : 25/10/2023



Visa pour information

Le directeur de la MSH LSE

Gilles POLLET



Annexe 1

Financement de Rewriting

Lettre de cadrage

« Internationalisation des publications : Aide à la relecture et réécriture »

Depuis 2019, la Maison des Sciences de l'Homme Lyon Saint-Etienne permet aux chercheurs de faire réviser et réécrire leurs articles scientifiques, articles de synthèses, chapitres d'ouvrages ou revues bibliographiques, déjà rédigés en langue étrangère et destinés à des revues internationales ou à des ouvrages collectifs.

En 2021/ 2022, 20 actions de relecture ont été ainsi financées et 13 laboratoires associés à la MSH LSE ont ainsi pu en bénéficier. La MSH LSE a désormais dédié une ligne budgétaire annuelle à ces actions.

Pour encourager la diffusion des travaux de recherche SHS à l'international, **l'université Jean Moulin Lyon 3 et la MSH LSE s'associent cette année** pour accompagner les laboratoires et enseignants chercheurs de Lyon 3 sur les aspects de *rewriting* de publications.

Nous vous proposons de financer le recours à un prestataire pour une action de relecture et réécriture. L'objectif est de retravailler une première version de texte déjà écrit en langue étrangère (anglais ou autre) et de l'améliorer si besoin pour qu'il atteigne un niveau de publication international.

L'Université Lyon 3 et la MSH LSE vous proposent donc d'envoyer vos articles pour relecture et réécriture **d'ici le 30 septembre 2023 au plus tard** afin de bénéficier de cette campagne spécifique.

Critères d'éligibilité

- *L'auteur du texte doit être un membre en activité des laboratoires dont Lyon 3 est tutelle ;*
- *Le texte doit préalablement avoir été rédigé dans la langue de publication, il ne peut s'agir d'une traduction ;*
- *Le texte doit avoir vocation à être publié à l'international (les thèses ne sont pas éligibles) ;*
- *Le texte doit être un article ou un chapitre d'ouvrage et non un livre.*

Modalités de demande

Chaque demande de financement doit être adressée par mail au secrétariat général de la MSH : camille.jousse@msh-lse.fr avec copie à Valérie Dutilleul

Elle doit comporter :

- *titre du texte et le nombre de mots ;*
- *type de production (articles scientifiques, article de synthèse, revues bibliographique, chapitre d'ouvrage) ;*
- *nom de la revue ou titre de l'ouvrage dans lequel il sera publié ;*
- *discipline(s) de recherche, thématique(s) abordée(s).*

Les dossiers seront examinés au fil de l'eau jusqu'à épuisement de l'enveloppe budgétaire, abondée de 3000 euros par l'université Jean Moulin Lyon 3. En cas d'accord de financement, l'auteur recevra une réponse lui spécifiant les modalités de mise en œuvre.

Il est recommandé de déposer la référence de cette publication sur HAL, et dans la mesure du possible avec le texte intégral, afin qu'elle puisse intégrer la collection HAL de la MSH LSE ainsi que celle de Lyon 3. Pour rappel, la loi numérique de 2016 permet de déposer la version auteur un an après sa publication.

**CONVENTION
ENTRE
UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3
ET
INSTITUT FRANCOPHONE INTERNATIONAL,
UNIVERSITÉ NATIONALE DU VIETNAM, HANOI**

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sise 1C avenue des frères lumière CS 78 242 - 69 372 LYON Cedex 08

Représentée par son président, Monsieur le Professeur Éric CARPANO, par délégation à « l'Institut international pour la Francophonie » aux fins de la présente convention
L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « 2IF »,

ET

L'Institut Francophone International de l'Université Nationale du Vietnam, Hanoi, Représenté par Monsieur Phung Danh Thang, Directeur, dûment habilité à signer la présente convention, conformément à la décision n°3585/QĐ-ĐHQGHN, en date du 27 septembre 2023 du Président de l'Université Nationale du Vietnam, Hanoi, donnant délégation à l'Institut Francophone International pour la signature de la Convention avec Université Jean Moulin Lyon 3 relatif à l'co-organisation des conférences internationales,

L'Institut Francophone International sera désigné ci-après par le terme « VNU-IFI »,

PRÉAMBULE

L'Institut international pour la Francophonie est créé en 2001 au sein de l'Université Jean Moulin Lyon 3 et est soutenu par les collectivités territoriales (Région Auvergne Rhône-Alpes). Il s'est développé autour de trois missions essentielles: Former à la Francophonie, produire de la recherche sur l'objet Francophonie et sur son attractivité, produire des discours, des idées, et faire de la prospective sur et pour la Francophonie.

L'Institut Francophone International est rattaché à l'Université Nationale du Vietnam, Hanoi et a des missions principales suivantes: organiser des formations universitaires dans les domaines de l'informatique, des technologies de l'information, de la communication, des technologies financières, des domaines interdisciplinaires;

être le point focal pour promouvoir et développer les activités de coopération en matière de formation, de recherche et de transfert de connaissances avec les partenaires de la Francophonie et d'autres partenaires; être le pont qui développe la coopération et les échanges entre l'Université Nationale du Vietnam, Hanoi et la Francophonie.

Aux fins d'organiser conjointement deux conférences internationales qui auront lieu à Hanoi les 17 et 18 octobre 2023.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1. NATURE DE LA CONVENTION

Cette convention a pour objectif de contractualiser la co-organisation à Hanoi des deux conférences internationales suivantes :

- le forum international Franconomics-V intitulé « Humanité numérique : bénéfices & pertes dans le processus de la transformation digitale » le 17 octobre 2023;
- la conférence internationale intitulée « Transformation digitale et sécurité humaine » le 18 octobre 2023.

ARTICLE 2. ENGAGEMENT DES PARTENAIRES

2IF s'engage à :

- Verser 1500 euros à VNU-IFI pour la co-organisation de cet événement;
- Participer au comité scientifique, à la rédaction et à la diffusion des appels à contributions;
- Présider et intervenir dans certains ateliers/tables-rondes lors de l'événement avec deux représentants qui y participeront en présentiel.

VNU-IFI s'engage à :

- Informer et concerter avec 2IF sur l'organisation de ces événements;
- Publier les logos de Lyon 3 et de 2IF dans tous les supports médiatiques (appels à contributions, affiches, panneaux) et les publications (actes de colloque, ouvrages) liés à ces événements;
- Assurer l'accueil des intervenants et représentants de 2IF à leur arrivée à Hanoi.

ARTICLE 3. CONDITIONS FINANCIÈRES ET MODALITÉS DE PAIEMENT

Une fois la convention signée par toutes les parties, 2IF s'engage à verser à l'IFI mille cinq cent euros (1500€), au titre de sa participation à l'organisation des deux événements, le paiement sera effectif à réception de la facture.

« TVA non applicable. Article 293 B du Code Général des Impôts »

courrier recommandé avec accusé de réception, en explicitant les griefs invoqués et demeurés sans réponse passé le délai d'un mois.

ARTICLE 7. LOI APPLICABLE – RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une recherche de conciliation amiable. A défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant l'arbitrage international sur l'accord commun de deux parties.

La convention est établie en 04 (quatre) exemplaires dont 02 (deux) en version française et 02 (deux) en version vietnamienne d'égale valeur. Chaque Partie gardera une version dans sa langue et une version dans la langue de l'université cosignataire.

Fait à Lyon, le 5.10.23

Fait à Hanoi, le

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3 **Pour l'Institut Francophone International**

Le Président

Le Directeur



Eric CARPANO

Phùng Danh Thắng

Le règlement de la somme sera effectué par mandat administratif selon la réglementation en vigueur, sur présentation d'une facture ou des pièces justificatives transmises par courrier à :

Université Jean Moulin Lyon 3, Agence Comptable - Service Facturier – 1C avenue des frères Lumière - CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08 et par messagerie électronique à compta.fournisseurs@univ-lyon3.fr

À l'ordre du relevé d'identité bancaire de VNU-IFI :

Titulaire du compte : **KHOA QUỐC TẾ PHÁP NGŨ**

Numéro du compte (en EUR) : **22010140017495**

SWIFT CODE : **BIDVVNVX**

Banque: TMCP Đầu tư và Phát triển Việt Nam- Chi nhánh Thăng Long/ BIDV- Thăng Long./ Joint Stock Commercial Bank For Investment and Development Of Viet Nam, Thang Long Branch

Adresse: Số 03, đường Phạm Hùng, quận Nam Từ Liêm, thành phố Hà Nội, Việt Nam/ N°3, rue Pham Hung, arrondissement de Nam Tu Liem, ville de Ha Noi, Viet Nam

ARTICLE 4. COMMUNICATION

Chacune des parties autorise l'autre à utiliser son nom et logo, pour faire connaître leurs actions conjointes par différents canaux de communication, notamment : sites internet, lettres électroniques. Cette utilisation se fera dans les conditions compatibles avec la notoriété, l'image et la charte graphique des deux partenaires, chacune des parties se réservant le droit à tout moment de retirer cette autorisation. Aucune des deux parties ne peut utiliser l'image de l'autre hors du cadre explicite de cette convention et vice-versa. Avant diffusion de toute communication majeure incluant les relations avec la presse, les deux parties devront s'être préalablement mises d'accord et avoir accepté explicitement cette communication.

ARTICLE 5. VALIDITÉ

La présente convention entre en vigueur dès sa signature par les deux parties et expire le 31 décembre 2023.

ARTICLE 6. ANNULATION DE LA CONVENTION

La présente convention est régie par la loi française et vietnamienne.

Le présent contrat se trouverait suspendu ou résilié de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure.

En cas de non-respect de l'une des clauses du présent partenariat, chaque partie pourra résilier de plein droit l'accord 15 (quinze) jours francs après l'envoi d'un



INSTITUT
FRANCOPHONE
INTERNATIONAL



THỎA THUẬN TÀI TRỢ
GIỮA
TRƯỜNG ĐẠI HỌC JEAN MOULIN LYON 3
VÀ
KHOA QUỐC TẾ PHÁP NGỮ, ĐẠI HỌC QUỐC GIA HÀ NỘI

GIỮA CÁC BÊN SAU

Trường Đại học Jean Moulin Lyon 3, đại học công lập trong lĩnh vực khoa học, văn hóa và đào tạo nghề nghiệp, trụ sở tại 1C đại lộ des frères lumière CS 78 242 - 69 372 LYON Cedex 08, Cộng hòa Pháp, do Giáo sư Éric CARPANO, Hiệu trưởng, đại diện và ủy quyền cho Viện Quốc tế Pháp ngữ thực hiện Thỏa thuận tài trợ này, sau đây gọi tắt là 2IF,

và

Khoa Quốc tế Pháp ngữ, Đại học Quốc gia Hà Nội, trụ sở tại nhà E5, 144 Xuân Thủy, Cầu Giấy, Hà Nội, Việt Nam, do Ông Phùng Danh Thắng, Chủ nhiệm Khoa, làm đại diện và có đầy đủ thẩm quyền ký Thỏa thuận này, theo Quyết định số 3585/QĐ-ĐHQGHN, ngày 27 tháng 9 năm 2023 của Giám đốc Đại học Quốc gia Hà Nội, ủy quyền ký Thỏa thuận với Đại học Jean Moulin Lyon 3 để tổ chức Hội thảo quốc tế;

sau đây gọi tắt là VNU-IFI,

LỜI MỞ ĐẦU

Viện Quốc tế Pháp ngữ (2IF) được thành lập vào năm 2001 thuộc Đại học Jean Moulin Lyon 3 và được chính quyền địa phương (Vùng Auvergne Rhône-Alpes) hỗ trợ. 2IF phát triển theo 03 sứ mệnh chính sau: Đào tạo Pháp ngữ; Nghiên cứu về Pháp ngữ và ảnh hưởng của Pháp ngữ; Xây dựng các bài phát biểu, các ý tưởng, và dự báo các triển vọng liên quan đến Pháp ngữ.

Khoa Quốc tế Pháp ngữ trực thuộc Đại học Quốc gia Hà Nội với các chức năng, nhiệm vụ như: Tổ chức đào tạo trình độ đại học và sau đại học trong các lĩnh vực khoa học máy tính, công nghệ thông tin, truyền thông, công nghệ tài chính, các lĩnh vực liên ngành tích hợp giữa công nghệ thông tin với các ngành khoa học khác mà Việt Nam có nhu cầu và là thế mạnh của Cộng đồng Pháp ngữ; Là đầu mối xúc tiến và phát triển các hoạt động hợp tác đào tạo, nghiên cứu chuyên giao với các đối tác trong Cộng đồng Pháp ngữ và các đối tác khác theo quy định của pháp luật, của ĐHQGHN; là cầu nối thúc đẩy hợp tác, giao lưu giữa ĐHQGHN và Cộng đồng Pháp ngữ.

Hai bên hợp tác nhằm phối hợp tổ chức hai hội thảo quốc tế sẽ diễn ra vào các ngày 17 và 18 tháng 10 năm 2023 tại Hà Nội.

HAI BÊN THỐNG NHẤT NHƯ SAU:

ĐIỀU 1: TÍNH CHẤT CỦA THỎA THUẬN

Hai bên ký kết Thỏa thuận nhằm phối hợp đồng tổ chức hai hội thảo quốc tế tại Hà Nội như sau:

- Diễn đàn quốc tế Franconomics-V với chủ đề “Nhân văn số: Cơ hội và thách thức trong quá trình chuyển đổi số” ngày 17/10/2023;
- Hội thảo quốc tế với chủ đề “Chuyển đổi số và vấn đề an ninh con người” ngày 18/10/2023.

ĐIỀU 2: CAM KẾT CỦA CÁC BÊN

2IF cam kết:

- Tài trợ 1.500 ơ-rô (*một nghìn năm trăm ơ-rô*) cho VNU-IFI để tham gia đồng tổ chức các hội thảo này;
- Tham gia vào Hội đồng khoa học của các hội thảo, soạn thảo thư mời viết bài và truyền thông cho các hội thảo;
- Chủ trì và làm diễn giả một trong các phiên thảo luận/bàn tròn của các hội thảo với 02 người đại diện tham gia trực tiếp tại các hội thảo.

VNU-IFI cam kết:

- Cung cấp thông tin và trao đổi với 2IF về việc tổ chức các hội thảo;
- Đưa logo của Trường Đại học Jean Moulin Lyon 3 và 2IF trên tất cả các ấn phẩm truyền thông (thư mời viết bài, các áp phích, biển báo truyền thông) và các ấn phẩm khác (kỷ yếu, sách) liên quan đến các hội thảo;
- Đón tiếp các diễn giả đại diện của 2IF khi họ đến Hà Nội.

ĐIỀU 3: ĐIỀU KIỆN TÀI CHÍNH VÀ ĐIỀU KHOẢN THANH TOÁN

Sau khi hai bên ký kết Thỏa thuận, 2IF cam kết chuyển cho VNU-IFI 1.500 ơ-rô (*một nghìn năm trăm ơ-rô*) để hỗ trợ VNU-IFI tổ chức hai Hội thảo trên. Số tiền này sẽ được chuyển khoản sau khi 2IF nhận được hóa đơn và các chứng từ.

“Không áp dụng VAT trong trường hợp này. Điều 293 B của Bộ luật chung về thuế »

Việc chuyển khoản sẽ được thực hiện bằng ủy nhiệm hành chính theo các quy định hiện hành, dựa trên hóa đơn nhận được.

Hóa đơn gửi qua đường bưu điện tới:

Université Jean Moulin Lyon 3, Agence Comptable - Service Facturier – 1C avenue des frères Lumière - CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08 và bằng thư điện tử đến địa chỉ compta.fournisseurs@univ-lyon3.fr

Tiền hỗ trợ được chuyển vào tài khoản của VNU-IFI như sau:

Chủ tài khoản : KHOA QUỐC TẾ PHÁP NGỮ

Số tài khoản (EUR) : 22010140017495

SWIFT CODE : BIDVNVX

Ngân hàng: TMCP Đầu tư và Phát triển Việt Nam- Chi nhánh Thăng Long

Địa chỉ: Số 03, đường Phạm Hùng, quận Nam Từ Liêm, thành phố Hà Nội, Việt Nam.

ĐIỀU 4: TRUYỀN THÔNG

Hai bên cho phép sử dụng tên và logo của nhau để thông tin về các hoạt động hợp tác chung trên các kênh truyền thông khác nhau, đặc biệt là trang web, thư điện tử. Hai bên sử dụng tên và logo của nhau theo đúng các điều kiện về nhận diện thương hiệu, hình ảnh và đồ họa thiết kế của mỗi bên.

Mỗi bên đều có quyền chấm dứt và không cho phép bên kia sử dụng tên và logo của mình vào bất cứ thời điểm nào. Không bên nào được phép sử dụng hình ảnh của bên kia ngoài khuôn khổ của Thỏa thuận này. Trước khi truyền thông bất kỳ thông tin quan trọng nào kể cả quan hệ với báo chí, hai bên phải có sự thống nhất trước đó và đồng ý về thông tin truyền thông.

ĐIỀU 5: HUỖY BỎ THỎA THUẬN

Thỏa thuận này tuân thủ theo luật của Pháp và Việt Nam.

Thỏa thuận này sẽ bị đình chỉ hoặc chấm dứt và không có bất kỳ hình thức bồi thường nào trong trường hợp có lý do được xem là bất khả kháng.

Trường hợp không thể tuân thủ một trong các điều khoản của Thỏa thuận, mỗi bên đều có quyền chấm dứt Thỏa thuận trong vòng 15 (mười lăm) ngày sau khi gửi thư bảo đảm có xác nhận đã nhận, giải thích rõ việc các khiếu nại đã được đưa ra và không nhận được phản hồi của bên kia trong vòng 01 (một) tháng.

ĐIỀU 6: LUẬT ÁP DỤNG – GIẢI QUYẾT TRANH CHẤP

Mọi tranh chấp liên quan đến việc diễn giải và/hoặc thực hiện Thỏa thuận này sẽ được giải quyết bằng hình thức hòa giải. Trong trường hợp không thể hòa giải, tranh chấp sẽ được đưa ra trước trọng tài quốc tế theo thống nhất của hai bên.

Thỏa thuận được làm thành 04 (bốn) bản: 02 (hai) bản bằng tiếng Pháp và 02 (hai) bản bằng tiếng Việt, có giá trị pháp lý như nhau. Mỗi bên giữ một bản tiếng Pháp và một bản tiếng Việt.

Lyon, ngày tháng năm 2023 5/10.

Trường Đại học Jean Moulin Lyon 3

Hiệu trưởng



Eric CARPANO

Hà Nội, ngày tháng năm 2023

Khoa Quốc tế Pháp ngữ

Chủ nhiệm Khoa

Phùng Danh Thắng

Số: 3585/QĐ-ĐHQGHN

Hà Nội, ngày 27 tháng 09 năm 2023

QUYẾT ĐỊNH

**Về việc ủy quyền cho Chủ nhiệm Khoa Quốc tế Pháp ngữ
ký Thỏa thuận tài trợ với Trường Đại học Jean Moulin Lyon 3**

GIÁM ĐỐC ĐẠI HỌC QUỐC GIA HÀ NỘI

Căn cứ Luật Giáo dục đại học ngày 18 tháng 6 năm 2012 và Luật sửa đổi, bổ sung một số điều của Luật Giáo dục đại học ngày 19 tháng 11 năm 2018;

Căn cứ Nghị định số 186/2013/NĐ-CP ngày 17 tháng 11 năm 2013 của Chính phủ về Đại học quốc gia;

Căn cứ Quyết định số 26/2014/QĐ-TTg ngày 26 tháng 3 năm 2014 của Thủ tướng Chính phủ ban hành Quy chế tổ chức và hoạt động của Đại học quốc gia và các cơ sở giáo dục đại học thành viên;

Căn cứ Quyết định số 3568/QĐ-ĐHQGHN ngày 08 tháng 10 năm 2014 của Giám đốc Đại học Quốc gia Hà Nội ban hành Quy định về tổ chức và hoạt động của các đơn vị thành viên và đơn vị trực thuộc Đại học Quốc gia Hà Nội (ĐHQGHN);

Căn cứ Quyết định số 679/QĐ-ĐHQGHN, ngày 08 tháng 03 năm 2023 của Giám đốc ĐHQGHN ban hành Quy định về Tổ chức và hoạt động của Khoa Quốc tế Pháp ngữ;

Căn cứ Công văn số 322/IFI-COOP ngày 11 tháng 8 năm 2023 của Khoa Quốc tế Pháp ngữ về việc đề nghị ĐHQGHN ủy quyền ký Thỏa thuận tài trợ Franconomics-2023 với Trường Đại học Lyon 3;

Theo đề nghị của Trường Ban Hợp tác và Phát triển.

QUYẾT ĐỊNH:

Điều 1. Ủy quyền cho Chủ nhiệm Khoa Quốc tế Pháp ngữ ký Thỏa thuận tài trợ với Trường Đại học Jean Moulin Lyon 3 để tổ chức Diễn đàn quốc tế Franconomics 2023.

Điều 2. Sau khi hai bên ký Thỏa thuận tài trợ, Khoa báo cáo ĐHQGHN kèm theo bản sao văn bản đã ký. Khoa báo cáo ĐHQGHN phê duyệt trước khi thống nhất với đối tác về việc thay đổi phạm vi, nội dung hợp tác (nếu có).

Điều 3. Chủ nhiệm Khoa Quốc tế Pháp ngữ chịu trách nhiệm trước Giám đốc ĐHQGHN và trước pháp luật về việc triển khai các nội dung theo đúng cam kết với đối tác và theo các quy định hiện hành của Nhà nước và ĐHQGHN.

Điều 4. Quyết định này có hiệu lực kể từ ngày ký. Chánh Văn phòng, Trưởng Ban Hợp tác và Phát triển, Trưởng Ban Kế hoạch Tài chính và Chủ nhiệm Khoa Quốc tế Pháp ngữ chịu trách nhiệm thi hành quyết định này. *AK*

Nơi nhận:

- Như Điều 4;
- PGĐ Phạm Bảo Sơn (để c/đ);
- Lưu: VT, HT&PT, HL1.





MEMORANDUM OF UNDERSTANDING

BETWEEN

China Foreign Affairs University - CFAU, (CHINE)

AND

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3 (France)

Identification of the parties:

Between

*Université Jean Moulin Lyon 3, a public scientific, cultural and professional institution having its registered head offices at 1C Avenue des Frères Lumière, CS 78242, 69372 Lyon cedex 08,
Represented by its President, Professor Eric Carpano*

And

*China Foreign Affairs University (hereinafter referred to as CFAU), a public institution having its registered head offices at 24, Zhanlanguan street, Beijing, China
Represented by its President, Professor WANG Fan*

The parties agree as follows:

Article 1: PURPOSE OF THE AGREEMENT

1.1- China Foreign Affairs University on the one hand, and Université Jean Moulin Lyon 3 on the other, hereby agree to promote academic cooperation in the matter of higher education and research in the fields they have in common, under the terms and conditions specified below, with a view to:

- a. Encouraging teaching/research staff exchange visits between the institutions to develop joint research projects on International relations and Francophone studies.
- b. Furthering the exchange of publications and other sources of academic information, participate to research programmes initiated by the International Institute for Francophone studies of Université Jean Moulin Lyon 3 (hereafter referred as 2 IF) .
- c. Promoting other academic activities likely to advance the objectives referred to above, including the exchange of students.
Within this framework,
2IF undertakes:
 - to welcome two students each year, to study in the Master Degree 2nd year M2, mention relations Internationales, Parcours Francophonie, Stratégies et Relations Internationales" (Students shall be selected by CFAU whose applications will have to be validated by the M2 Academic Director) ; students will be enrolled into the Master National Degree under the same condition as French students, that is with payment of both national tuition fees and CVEC (contribution à la vie étudiante et de campus) which amounts is determined by the Ministry in July prior to academic year.
 - To intervene in the form of teaching or conferences for the CFAU audience on subjects relating in particular to International Relations, Francophone Diplomacy and knowledge of F(f) rancophone studies in all aspects ;

The CFAU undertakes

- to receive at CFAU a member of teaching staff within the projects initiated by 2IF, the details of which are still to be determined
- to participate in conferences or research programs initiated by 2IF provided that these activities do not affect the sovereignty and national security interests of either country
- to give lectures or conferences on subjects relating to Chinese Diplomacy, French language in China, and knowledge of China within the framework of the 2IF courses.

The CFAU and 2IF agree on teaching methods or interventions that are mainly face-to-face without excluding the possibility of hybrid teaching, at a distance and in the presence of students or exclusively at a distance in cases of force majeure (pandemic or other...) under the same conditions as face-to-face courses or interventions.

All training and/or research commitments and actions will be the subject of a specific agreement between the parties.

Article 2: CONDITIONS OF IMPLEMENTATION

Researchers and exchange students will be subject to the visa and entry requirements of the country and the rules of conduct of the host institution.

In addition, each party will endeavour to provide suitable accommodation for the researchers and students.

Article 3: DURATION OF THE AGREEMENT AND RENEWAL

3.1 The agreement will come into force from the start of the 2022/2023 academic year and will be valid for a period of one year, renewable by express agreement recorded in an amendment requested at least 3 months before the end of its term.

3.2 The decision not to renew, taken jointly or by one of the parties, must be notified in writing within the same time limit and must specify how the agreement is to be terminated, with any commitment already made being honored until the end of any academic year that may have begun.

Article 4: MODIFICATIONS TO THE AGREEMENT

Any amendment to this agreement shall be the subject of an amendment recording the agreement of the parties on its content and terms of application.

Article 5: FINANCIAL PROVISIONS

The parties agree that

2IF will grant one student from CFAU a financial contribution to training, accommodation, and mobility amounting to 600 € per month and a contribution of 200 € per month to the second student for a period of 9 months.

CFAU will pay for the return fare, accommodation and living costs for the member of teaching staff coming to Beijing which modalities will be determined as early as possible

If CFAU undertakes to participate in a scientific colloquium initiated by 2IF, it will finance the transport and stay of its speakers at this colloquium.

Article 6: PROTECTION OF PERSONAL DATA

The CFAU is subject to the "Personal Information Protection Law" adopted by the National People's Congress of China on 20 August 2021.

The University Jean Moulin Lyon 3 is subject to Regulation (EU) 2016/679 of the European Parliament and of the Council of 27 April 2016 on the protection of individuals with regard to the processing of personal data and on the free movement of such data.

The Parties agree to respect the conditions and security measures necessary for the protection of the personal data of any natural person concerned by the implementation of this Agreement.

Transfers of data between the parties shall comply with European regulations on the protection of personal data and shall be carried out within the framework of the annex on the terms and conditions for the protection of personal data attached to this agreement.

The parties undertake to keep the personal data thus transmitted for the time strictly necessary for the activities concerned.

Article 7: TERMINATION

In the event of failure by one of the parties to abide by any one of the terms and conditions set out in this agreement, the other party may terminate it by written notice given six months in advance. In this event, all undertakings with respect to the current Memorandum shall be honored for the period originally agreed.

In witness whereof, the parties below have entered their signatures:

Drawn up in 2 original copies in the English language.

For China Foreign Affairs University

Professor WANG Fan
President

Date :



For Université Jean-Moulin Lyon 3

Professor Eric Carpano
President Directeur Général des services

Mathieu VILES

Date :

28.9.23



MEMORANDUM OF UNDERSTANDING

BETWEEN

China Foreign Affairs University - CFAU (CHINA)

AND

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3 (France)

ANNEX 1 – Personal Data Protection

Data Exporter - The Data Exporters are

- Université Jean Moulin Lyon 3: organisation of teaching missions and scientific dissemination of 2IF lecturers in Beijing. Scientific communication of 2IF speakers
- China Foreign Affairs University: joint selection of candidates proposed by the CFAU for enrolment in the Master 2 in international relations, Francophonie course in Lyon. Scientific communication from CFAU speakers

Data Importer - The Data Importers are

- Université Jean Moulin Lyon 3: pedagogical selection, administrative registration and pedagogical management of registered students. Scientific communication from CFAU speakers
- Institute of Diplomacy of China: organisation of colloquiums and seminars in Beijing and remotely, if necessary, by teacher-researchers from 2IF. Scientific communication of 2IF lecturers

Related data

Data subjects: CFAU students applying for and then admitted to the Master 2 programme in International Relations, CFAU and 2 IF teaching and administrative staff involved in the scientific events concerned by this agreement.

Categories of data: The personal data transferred concern the following categories of data:

Identity and contact details of students (surname, first name, date of birth - e-mail address - telephone number - passport number). Academic background of the applicant students.

Identity and contact details of teaching and administrative staff (surname, first name, date of birth - e-mail address - telephone number - passport number). Academic background and bibliography of teaching and research staff. Bank details of teaching and administrative staff (if applicable).

Sensitive data: The personal data transferred fall within the following categories of sensitive data:

- Personal identification data that may be present on the Curriculum Vitae or in the academic file. During selection processes, any personal data not strictly related to academic assessment or scientific communication will not be requested or transferred.

- Bank details: direct transmission from the data owner to the financial manager will be preferred
- Nationality / passport number: direct transmission from the data owner to the travel or administrative registration manager will be preferred

In case sensitive data may appear in the documents managed by a University, the partners undertake to avoid transferring it (exporter) and undertake not to disclose (importer) it.

Recipients:

The personal data transferred may be disclosed only to the following recipients or categories of recipients:

- The International Institute for the Francophonie of the Université Jean Moulin Lyon 3
- The Department of Foreign Languages of The China Foreign Affairs University

Each institution undertakes to preserve the confidentiality of personal data communicated in the context of the various cooperation activities covered by this agreement.



ACCORD DE COOPÉRATION
ENTRE
L'INSTITUT DE DIPLOMATIE DE CHINE (CHINE)
ET
L'UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3 (France)

Entre

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social se situe 1c avenue des Frères Lumière, Cs 78242, 69372 Lyon Cedex 08.

Représentée par son Président, monsieur le Professeur Eric Carpano

Et

L'Institut de Diplomatie de Chine, université publique dont le siège social se situe au 24, rue Zhanlanguan, Beijing, Chine, ci-après dénommé « IDC ».

Représentée par son Président, Monsieur le Professeur WANG Fan

Les parties conviennent de ce qui suit:

Article 1 : OBJET DE L'ACCORD

L'Institut de Diplomatie de Chine d'une part, et l'Université Jean Moulin Lyon 3 d'autre part, conviennent de promouvoir la coopération académique en matière d'enseignement supérieur et de recherche dans les domaines qui leur sont communs selon les termes stipulés ci-dessous, afin :

- a. d'encourager les visites d'enseignants-chercheurs d'une institution vers l'autre pour développer des projets de recherche conjoints sur les relations internationales et la francophonie.
- b. de favoriser l'échange de publications et autres sources d'information universitaire, de participer aux programmes de recherche initiés par l'*Institut international pour la Francophonie de l'Université Jean Moulin Lyon 3, ci-après dénommé « 2IF »*.
- c. de promouvoir d'autres activités universitaires y compris les échanges d'étudiants, susceptibles de faire valoir les buts ci-dessus mentionnés.

Dans ce cadre, 2IF s'engage à :

- accueillir deux étudiants en Master 2 mention relations internationales parcours Francophonie, Stratégies et Relations internationales (les candidats seront proposés par l'IDC dont les candidatures devront être validées par le responsable pédagogique du M2) ; les étudiants seront inscrits en diplôme national de Master dans les mêmes conditions que les étudiants français,

soit moyennant paiement des frais d'inscription nationaux et de la CVEC (contribution vie étudiante et de campus) dont le montant est fixé annuellement par le Ministère.

- intervenir sous forme d'enseignements ou de conférences sur des sujets relatifs notamment aux relations internationales, à la diplomatie francophone, aux connaissances de la F(f)rancophonie sous tous ses aspects pour le public de l'IDC ;

L'IDC s'engage pour sa part à :

- accueillir à l'IDC un chercheur de l'Université Jean Moulin Lyon 3 dans le cadre des projets de 2IF dont les modalités restent à déterminer.
- participer aux colloques ou aux programmes de recherche initiés par 2IF sous condition que ces activités ne touchent pas aux intérêts de souveraineté et de sécurité nationale des deux pays.
- intervenir sous forme d'enseignement ou de conférences sur des sujets relatifs notamment à la diplomatie chinoise, à la langue française en Chine, à la connaissance de la Chine dans le cadre des formations de 2IF.

L'IDC et 2IF conviennent de modalités d'enseignement ou d'interventions majoritairement en présentiel sans exclure la possibilité d'une hybridation des enseignements, à distance et en présence des étudiants ou exclusivement à distance dans des cas de force majeure (pandémie ou autre...) selon les mêmes conditions que les cours ou interventions en présentiel.

L'ensemble des engagements et actions de formation et/ou de recherche feront l'objet d'une convention spécifique entre les parties.

Article 2 : MODALITÉS D'EXÉCUTION

Les enseignants-chercheurs et les étudiants d'échange seront soumis à la réglementation en vigueur en ce qui concerne les visas et les formalités d'entrée dans le pays ainsi qu'aux règles de conduite en vigueur dans l'institution d'accueil.

De plus, chaque partie s'efforcera de proposer des solutions de logement convenable pour les enseignants-chercheurs et les étudiants.

Article 3 : DURÉE DE L'ACCORD ET RENOUVELLEMENT

3.1 L'accord entrera en vigueur à compter de la rentrée universitaire 2022/2023 et sera valable pour une période d'une année, renouvelable par accord exprès constaté dans un avenant sollicité 3 mois au moins avant sa date de fin d'effet.

3.2 La décision de non-renouvellement prise conjointement ou par l'une des parties devra être signifiée par écrit dans le même délai et devra prévoir les modalités de cessation d'effet de l'accord, tout engagement déjà pris devant être respecté jusqu'au terme de l'année universitaire éventuellement commencée.

Article 4 : MODIFICATIONS DE L'ACCORD

Toute modification du présent accord devra faire l'objet d'un avenant constatant l'accord des parties sur son contenu et ses modalités d'application.

Article 5 : MODALITÉS FINANCIÈRES

Il est convenu entre les parties que 2IF accordera une participation aux frais de formation, de séjour et de mobilité d'un montant de 600 € par mois à l'un des étudiants et de 200 euros par mois au deuxième étudiant et ce, pour une durée de 9 mois.

L'IDC s'engage à prendre en charge les frais du billet d'avion, de logement et de séjour du chercheur qui sera accueilli à Pékin dont les modalités seront fixées dès que possible.

Si l'IDC s'engage à participer à un Colloque scientifique initié par 2IF, il financera le transport et le séjour de ses intervenants à ce colloque.

Article 6 : PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

L'IDC est soumise au « Personal Information Protection Law » adoptée par l'Assemblée nationale populaire de Chine le 20 août 2021.

L'UJML3 est soumise au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les parties s'accordent pour respecter les conditions et mesures de sécurité nécessaires à la protection des données personnelles de toute personne physique concernée par la mise en œuvre du présent accord.

Les transferts de données entre les parties respecteront la réglementation européenne sur la protection des données personnelles et se feront dans le cadre de l'annexe sur les modalités d'application de protection des données personnelles jointe au présent accord.

Les parties s'engagent à conserver les données personnelles ainsi transmises pour la durée strictement nécessaire aux activités concernées.

Article 7 : RÉSILIATION DE L'ACCORD

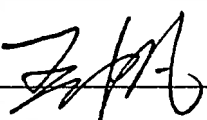
En cas de non-respect par l'une des parties de l'une des conditions visées dans le présent accord, l'autre partie pourra y mettre fin par notification écrite en respectant un préavis de six mois. Dans ce cas, tout engagement inhérent au présent accord devra être respecté dans la durée initialement convenue.

En témoignage de quoi, les parties ci-dessous ont apposé leur signature :

Fait en 2 exemplaires originaux en langue française et en langue chinoise

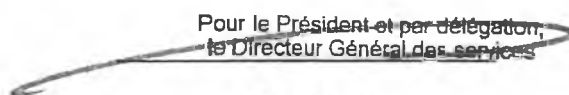
Pour l'Institut de Diplomatie de Chine

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3



Professeur WANG Fan
Président

Date



Professeur Emmanuel VILES
Président

Date

28.9.23



ACCORD DE COOPÉRATION
ENTRE
L'INSTITUT DE DIPLOMATIE DE CHINE (CHINE)
ET
L'UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3 (France)

ANNEXE 1 - modalités d'application de protection des données personnelles

Exportateur de données : Les exportateurs de données sont :

- Université Jean Moulin Lyon 3 : organisation de missions d'enseignement et diffusion scientifique d'enseignants-chercheurs de 2IF à Pékin. Communication scientifique d'intervenants de 2 IF
- Institut de Diplomatie de Chine : sélection conjointe de candidats proposés par l'IDC pour une inscription au Master 2 mention relations internationales parcours Francophonie à Lyon. Communication scientifique d'intervenants de l'IDC

Importateur de données : L'importateur de données est :

- Université Jean Moulin Lyon 3 : sélection pédagogique, inscription administrative et gestion pédagogique des étudiants inscrits. Communication scientifique d'intervenants de l'IDC
- Institut de Diplomatie de Chine : organisation de colloques et séminaires à Pékin et en distanciel le cas échéant par des enseignants-chercheurs de 2IF. Communication scientifique d'intervenants de 2 IF

Données liées

Personnes concernées : Les données à caractère personnel transférées concernent les catégories suivantes de personnes concernées:

Etudiants de l'IDC candidats puis admis dans le programme Master 2 mention relations internationales, Personnels enseignants et administratifs de l'IDC et de 2 IF intervenant dans les manifestations scientifiques concernées par le présent accord.

Catégories de données : Les données à caractère personnel transférées concernent les catégories suivantes de données :

Identité et coordonnées des étudiants (nom, prénom, date de naissance – adresse électronique – numéro de téléphone -n° de passeport). Parcours académique des étudiants candidats.

Identité et coordonnées des personnel enseignant et administratif (nom, prénom, date de naissance – adresse électronique – numéro de téléphone -n° de passeport). Parcours académique et bibliographie

des enseignants chercheurs. Relevé d'identité bancaire des personnels enseignants et administratifs (éventuellement)

Données sensibles (le cas échéant) : Les données à caractère personnel transférées concernent les catégories suivantes de données sensibles:

- Données d'identification de la personne peuvent être présentes sur le Curriculum Vitae ou dans le dossier académique. Lors des processus de sélection, il sera évité de demander ou transférer toute donnée personnelle ne relevant pas de la stricte appréciation académique ou de la communication scientifique.
- Données bancaires : une transmission directe du propriétaire de données au gestionnaire financier sera privilégiée
- Nationalité / n° de passeport : une transmission directe du propriétaire de données au gestionnaire de voyage ou d'inscription administrative sera privilégiée

Les partenaires s'engagent à ne pas divulguer des données sensibles

Destinataires : Les données à caractère personnel transférées ne peuvent être divulguées qu'auprès des destinataires suivants ou des catégories suivantes de destinataires :

L'Institut International pour la Francophonie de l'Université Jean Moulin Lyon 3
Le Département des Langues étrangères de l'Institut de Diplomatie de Chine

Chaque institution s'engage à préserver la confidentialité des données personnelles communiquées dans le cadre des différentes activités de coopération, objet de cet accord

ENTENTE-CADRE

entre

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON III, représentée par Eric Carpano, Président.

et

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM), représentée par Stéphane Pallage, recteur

«Les Parties»

Les Parties étant animées d'un commun désir de faciliter et de développer des relations de coopération plus étroites dans les domaines de l'enseignement supérieur et de la recherche, dans le cadre général de la coopération entre les deux pays,

conviennent de ce qui suit :

ARTICLE 1- Nature de l'Entente

- 1.1** La présente Entente vise à donner un cadre formel à la coopération, à faciliter et à intensifier les échanges déjà amorcés entre les partenaires.
- 1.2** Néanmoins, cette Entente est ouverte aux professeurs chercheurs de toutes disciplines, qui verront un intérêt à développer des projets de coopération.
- 1.3** De façon générale et selon les moyens financiers disponibles dans chaque établissement, la collaboration pourra prendre les formes suivantes (selon des modalités à être définies dans une convention d'application):
 - Réalisation de projets de recherche conjoints;
 - Échanges de professeurs et d'experts pour des missions d'enseignement et de formation;
 - Échanges étudiants;
 - Réalisation de stages de recherche et de perfectionnement pour des étudiants;
 - Publications conjointes et échanges d'expériences quant à la méthodologie de travail et l'organisation académique;
 - Organisation d'écoles d'été et de rencontres scientifiques d'intérêt commun ;
 - Et plus généralement, toute activité de nature à répondre à l'objectif visé à l'article 1.

ARTICLE 2- Convention d'application

- 2.1 Les activités et les programmes concrets seront établis de concert et feront l'objet d'annexes ou de conventions d'application complémentaires à cette Entente approuvées par les autorités compétentes des deux Parties.

ARTICLE 3- Financement

- 3.1 Les deux établissements s'efforceront de trouver les moyens qui permettront la réalisation des échanges et assureront un soutien réciproque au développement d'une coopération fructueuse.

ARTICLE 4- Confidentialité

- 4.1 Chaque Partie transmet à l'autre Partie les seules informations qu'elle juge nécessaires à l'exécution de l'Entente, sous réserve du droit des tiers. Aucune stipulation de l'Entente ne peut être interprétée comme obligeant l'une des Parties à divulguer des informations à une autre Partie, en dehors de celles qui sont nécessaires à l'exécution de l'Entente.

ARTICLE 5- Suivi

- 5.1 Chaque Partie nomme une personne à qui sera confiée la responsabilité de veiller à l'application de la présente Entente.
- 5.2 Ces personnes s'occuperont notamment de la coordination des activités de collaboration convenues par les Parties.
- 5.3 Sont désignés comme représentants institutionnels des Parties : Eric Carpano, le Président, pour l'Université Jean Moulin Lyon 3 et le directeur du Service des relations internationales pour l'Université du Québec à Montréal.
- 5.4 Les deux Parties se consultent chaque fois qu'elles l'estiment nécessaire afin d'évaluer le développement de leurs activités communes.

ARTICLE 6- Langue de l'Entente

- 6.1 La présente Entente est établie en deux exemplaires en langue française.

ARTICLE 7- Différend

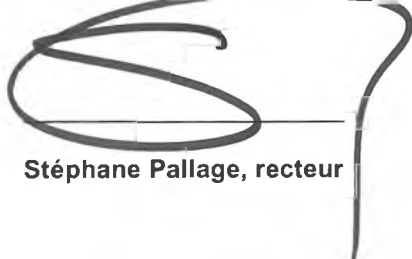
- 7.1 Tout différend relatif à l'application et à l'interprétation de la présente Entente et de ses conventions d'application sera réglé à l'amiable par les Parties.

ARTICLE 8- Durée, résiliation et modification

- 8.1 Le présent accord entre en vigueur à compter de la date de sa dernière signature par les Parties.
- 8.2 Il est conclu pour une durée de cinq (5) ans, nonobstant les stipulations de l'article 4 qui lui survivent pour la durée mentionnée.
- 8.3 Il peut être résilié par l'une ou l'autre des Parties par notification écrite avec un préavis de six mois.
- Les actions en cours seront néanmoins conduites à leur terme.
- 8.4 Tout avenant ou modification à la présente Entente, toute demande de renouvellement, apporté d'un commun accord par les Parties doit être approuvé et signé par les autorités compétentes des deux Parties.
- 8.5 La reconduction sera possible après évaluation par Eric Carpano, le Président, pour l'Université Jean Moulin Lyon III et par le Service des relations internationales pour l'Université du Québec à Montréal, si les Parties y consentent.

Signé à Montréal, le 10.10.23

Université du Québec à Montréal



Stéphane Pallage, recteur

Université du Québec à Montréal
Service des relations internationales
CP 8888, succursale Centre-ville
Montréal, Québec, H3C 3P8
CANADA

Adresse géographique
1564, rue Saint-Denis
Pavillon JE, 3e étage, bureau JE-3100
Montréal, Québec, H2X 3K2
CANADA

Tél : 1-514-987-3000, poste 7969

Signé à Lyon, le 10.10.23

Université Jean Moulin Lyon III



Eric Carpano, Président

Université Jean Moulin Lyon III
Service Général des Relations Internationales
1C Avenue des Frères Lumière
CS 78242
69372 Lyon cedex 08
FRANCE

Tél : 00-33-4-26-31-85-72



CONVENTION DE COOPÉRATION

ENTRE :

Le Collège d'enseignement général et professionnel de La Pocatière, corporation légalement constituée ayant son siège social au 140, 4e Avenue, La Pocatière, Québec, G0R 1Z0, CANADA, ici représentée par madame Marie-Claude Deschênes, directrice générale du Cégep et dûment autorisée,

(ci-après désigné par le « **Cégep** »)

ET :

L'Université Jean Moulin Lyon 3, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social se situe au 1, rue de l'Université, 69007 LYON, représentée par son Président, monsieur Eric Carpano, agissant pour le compte de l'Institut Universitaire de Technologie représenté par son Directeur, Monsieur Jérôme TRAVARD,

(ci-après désignée par l'« **Université** »)

(ci-après conjointement désignés par les « **Parties** »)

CONTEXTE :

Attendu les ententes signées entre la France et le Québec concernant les exemptions de frais de scolarité et la réciprocité en matière de sécurité sociale;

Attendu l'intérêt de promouvoir et de développer une coopération internationale entre des établissements d'enseignement français et des établissements d'enseignement québécois pour mettre en place une réciprocité incluant :

- La mobilité étudiante;
- La mobilité enseignante;
- La recherche techno-pédagogique et technologique;
- Le partage d'expertises pédagogique, didactique et disciplinaire;
- La reconnaissance de contenus de cours, de programmes de formation favorisant les projets de formation pour les étudiants.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 - Objet

Chacune des Parties s'engage à favoriser les collaborations dans leurs domaines d'intérêt commun avec un objectif de réciprocité.

Article 2 - Éléments de collaboration

Les deux Parties s'entendent sur les éléments de collaboration suivants :

- a) Accueillir des étudiants pour des séjours d'études, de formation ou de recherche;
- b) Accueillir des enseignants pour des séjours de courte ou de moyenne durée;
- c) Favoriser l'échange de matériel pédagogique et didactique;
- d) Collaborer dans des programmes de recherche techno-pédagogique et technologique;
- e) Favoriser le partage d'expertises pédagogique, didactique et disciplinaire;
- f) Mettre en place des mécanismes favorisant la reconnaissance de contenus de cours et de programmes favorisant différents projets de formation pour les étudiants;
- g) Faire réciproquement la promotion de l'établissement partenaire dans cette entente de coopération internationale ainsi que des actions et des suivis régulièrement.

Article 3 - Conditions en mobilité étudiante

3.1 Étudiant d'un établissement français

Tout étudiant admis en programme de mobilité doit se conformer aux conditions qui suivent :

- a) Être inscrit à un programme d'études à temps plein dans son établissement d'origine en France au moment de l'inscription dans l'établissement d'accueil au Canada;
- b) Accepter les conditions d'accueil et de séjour établies par le Canada et le Québec à savoir notamment : avoir la citoyenneté française ou posséder un titre de séjour en cours de validité. L'étudiant, dans ce dernier cas, pourra participer à l'échange, mais ne pourra être exonéré des frais de scolarité majorés des cégeps. Selon une entente spécifique entre la France et le Québec, seuls les étudiants de nationalité française sont exemptés du paiement des frais de scolarité majorés. Dans le cas d'échange sur un an, les étudiants qui n'ont pas la nationalité française peuvent candidater pour le programme de bourse d'exemption des frais de scolarité majorés du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur selon les exigences de ce dernier. L'établissement d'origine s'engage à transmettre à l'établissement d'accueil toutes les informations relatives à ces conditions d'accueil;
- c) Effectuer le paiement de droits afférents (association étudiante, activités sportives et culturelles) au Cégep d'environ 130 \$ CAD par semestre lors de l'inscription au séjour d'études (ces frais sont également à la charge des étudiants canadiens lorsqu'ils souhaitent participer à des activités similaires dans l'établissement d'accueil français);

- d) Justifier de résultats scolaires suffisants, être motivé et être ouvert aux différences culturelles;
- e) Répondre aux exigences particulières imposées par l'établissement d'accueil;
- f) Suivre les activités de préparation académiques et culturelles avant de venir au Québec.

3.2 Étudiant d'un établissement québécois :

Tout étudiant québécois admis en programme de mobilité avec un établissement d'enseignement français doit se conformer aux conditions qui suivent :

- a) Être inscrit à un programme d'études à temps plein dans son établissement d'origine au Québec au moment de l'inscription dans l'établissement d'accueil en France;
- b) Accepter les conditions d'accueil et de séjour établies par l'administration française; L'établissement d'origine s'engage à transmettre à l'établissement d'accueil toutes les informations relatives à ces conditions d'accueil;
- c) Justifier de résultats scolaires suffisants, être motivé et être ouvert aux différences culturelles;
- d) Répondre aux exigences particulières imposées par l'établissement d'accueil;
- e) Suivre les activités de préparation académiques et culturelles avant de venir en France.

Les Parties s'engagent à ce que les étudiants concernés par ce programme d'échange soient informés de ces obligations et y consentent.

Article 4 - Mobilité enseignante

Lors de séjours de recherche ou de missions spécifiques, un document précisant la nature des travaux envisagés, des responsabilités et des résultats attendus fera l'objet d'un avenant au présent accord.

Le présent accord et tout avenant à cet accord sont soumis pour approbation aux autorités compétentes selon les procédures propres à chacune des Parties.

Article 5 - Propriété intellectuelle

La propriété intellectuelle qui résulterait des travaux réalisés dans le cadre de cet accord sera soumise aux dispositions légales applicables et aux procédures spécifiques souscrites par les Parties à cet effet.

La transmission à des tiers de résultats et/ou d'information n'ayant pas encore fait l'objet de publications ne peut se faire qu'avec un accord réciproque écrit des représentants légaux des Parties.

Article 6 - Nombre de participants

Le nombre de participants admis en programme d'échange pour chaque année scolaire est annuellement déterminé par entente réciproque entre les Parties. Les Parties reconnaissent la possibilité d'inégalités dans le nombre d'étudiants de chaque Partie concernée par l'échange et s'efforceront de les corriger le cas échéant.

Article 7 - Assurances

Les participants devront être couverts par une assurance médicale, une assurance de responsabilité civile et souscrire à un contrat d'assistance juridique et de rapatriement, qui leur offriront une protection pour la durée de leur séjour.

Article 8 - Responsable des échanges

Chacune des Parties désignera une ou un responsable pour l'accueil et l'encadrement des séjours d'étudiants, de chercheurs et de professeurs de l'établissement d'origine.

Article 9 - Financement

Chacune des Parties s'engage à assurer le financement des activités qui la concerne.

Article 10 - Durée

La présente convention de coopération est établie en deux exemplaires en français et est conclue pour une période de **cinq (5)** ans, éventuellement renouvelable après discussion entre les deux Parties. Elle entrera en vigueur à la date de la dernière signature.

Article 11 – Dénonciation

Cette convention pourra être dénoncée à tout moment par l'une ou l'autre des Parties sous réserve du respect d'un préavis de six mois et de l'achèvement des programmes d'échanges en cours.

Article 12 – Approbation de l'accord et respect de la réglementation

La présente Convention sera soumise pour approbation aux autorités compétentes françaises et québécoises selon les procédures propres à chacune des Parties. Durant l'exercice de leurs activités, les personnels concernés par le présent accord doivent se conformer aux lois et réglementations en vigueur.

Article 13 – Protection des données personnelles

Les Parties s'engagent à respecter les obligations relatives au traitement des données personnelles conformément à la réglementation applicable dans son pays d'origine et sont responsables du

traitement des données à caractère personnel recueillies dans le cadre de la Convention. À ce titre, elles déterminent les finalités et les moyens du traitement.

L'UNIVERSITÉ

L'Université Jean Moulin Lyon 3 est soumise au Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016.

Les parties s'accordent pour respecter les conditions et mesures de sécurité nécessaires à la protection des données personnelles de toute personne physique concernée par la mise en œuvre de la présente convention.

Définitions

Dans le cadre de l'exécution de cette convention de partenariat académique, les parties s'entendent sur les définitions suivantes :

- Réglementation sur la protection des données personnelles : toute loi ou règlement relatif à la protection des données personnelles, et en particulier la Loi française n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 dit « RGPD ».
- Donnée à caractère personnel ou donnée personnelle : toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (ci-après dénommée « personne concernée ») directement ou indirectement ;
- Traitement : toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de données à caractère personnel, telles que définies à l'article 4.2 du RGPD ;
- Violation des données à caractère personnel : violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.

Cadre général des opérations de traitement

Chaque partie reconnaît que dans le cadre de l'exécution de la convention de partenariat entre le Cégep et l'Université droit des données portant sur les représentants, agents ou étudiants des deux établissements sont traitées ou susceptibles de l'être par les deux parties.

Chaque partie détermine individuellement, en sa qualité de responsable de traitement, les moyens de la collecte de données personnelles et la finalité des opérations de traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre dans le cadre de l'exécution de la présente convention et ce dans le respect de la réglementation sur la protection des données personnelles.

Traitement des données

En application de l'article 46 du Règlement (UE) 2016/679, LSU Law s'engage à mettre en œuvre les garanties appropriées à la préservation de la confidentialité et de l'intégrité des données personnelles des ressortissants européens qu'elle serait amenée à traiter dans le cadre de la présente convention.

Transfert de données à des tiers

Les parties peuvent devoir communiquer tout ou partie des données personnelles collectées aux autorités judiciaires ou administratives compétentes (« tiers autorisés ») en application du droit applicable, ou dans le cadre de décisions judiciaires ou administratives. Les parties s'engagent à

limiter la communication des données personnelles à ce qui est expressément et limitativement requis.

D'autres tiers peuvent être destinataires de ces données afin de garantir la bonne exécution de la présente convention.

Mesures générales

Chaque partie garantit à l'autre une collecte loyale et licite des données personnelles et le respect de l'information et du recueil du consentement des personnes concernées lorsque ce consentement est nécessaire pour permettre leur traitement.

Chaque partie déclare qu'elle traite les données personnelles utilisées sur la base des fondements légaux qui lui sont opposables.

Chaque partie s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles de sécurité nécessaires à la protection des données personnelles.

Chaque partie s'engage à conserver les données personnelles pour le temps nécessaire aux finalités pour lesquelles elles sont traitées et à tenir compte des durées de conservation légales qui lui sont opposables.

Droits des personnes concernées

Chacune des parties notifie à l'autre toute demande d'accès à ses données personnelles faite par une personne concernée. Les parties s'engagent à se porter mutuellement, et sans frais, assistance dans le traitement de ces demandes. Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser indifféremment au délégué à la protection des données personnelles ou à toute autre personne dûment habilitée et désignée en l'absence de délégué à la protection des données personnelles :

Pour l'Université : Le Délégué à la protection des données personnelles : dpd@univ-lyon3.fr

Sécurité des données

En application de l'article 46 du Règlement (UE) 2016/679, les parties s'engagent à mettre en œuvre les garanties appropriées à la préservation de la confidentialité et de l'intégrité des données personnelles des personnes concernées qu'elles seraient amenées à traiter dans le cadre de la présente convention.

Les parties s'engagent à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72 heures après la découverte de ladite violation. Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet événement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.

LE CÉGEP

Dans un souci de protection des données des étudiants, chaque Partie s'engage à ne traiter que les données strictement nécessaires aux finalités fixées par la présente Convention. Ces données seront traitées de façon licite, loyale et transparente par chaque Partie.

Chaque Partie s'engage à garantir la confidentialité des données traitées et à ne pas les transférer à des tiers (ou à des pays tiers) sauf en ayant obtenu le consentement libre, éclairé, spécifique et univoque des étudiants et à apporter la preuve de ce consentement.

Il appartient à chacune des Parties d'informer les personnes concernées par les opérations de traitement menées dans le cadre de la présente Convention.

Chacune des parties notifie à l'autre toute demande d'accès à ses données personnelles faite par une personne concernée. Les parties s'engagent à se porter mutuellement, et sans frais, assistance dans le traitement de ces demandes. Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser indifféremment au *Délégué à la protection des données personnelles* de l'UNIVERSITÉ ou à la *Personne responsable des renseignements personnels* du CÉGEP.

Chacune des Parties s'engage également à mettre en place les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir la sécurité des données transmises en vue d'éviter leur perte, altération, destruction ou pour prévenir un non accès à l'information ou encore un accès illégitime. L'objectif de ces mesures est d'éloigner tout traitement indésirable des données à caractère personnel. Ceci implique que chaque Partie veille, en responsabilité, à ce que seuls les destinataires concernés par le traitement, la collecte, la manipulation, le stockage ou la destruction des données demeurent des agents habilités à le faire.

Concernant le cycle de vie des données, les données collectées seront conservées par les Parties le temps nécessaire à l'exécution des missions et à l'atteinte des finalités, majoré du délai des voies de recours appliqué dans chaque pays. En l'espèce, pour cette Convention, les données sont conservées aussi longtemps que nécessaire pour répondre aux obligations légales de la France et du Canada. À échéance du délai légal, les données seront détruites.

En cas de violation de données, les Parties s'engagent à saisir l'autorité de contrôle compétente de leur pays et à informer les étudiants concernés (sauf dispositions contraires). L'établissement partenaire sera informé de l'éventuelle violation de données dans les plus brefs délais, au plus tard deux semaines après avoir pris connaissance de l'incident.

Pour le Cégep de La Pocatière, la personne responsable de la protection des renseignements personnels pourra être saisie à l'adresse aouellet@cegeplapocatiere.qc.ca.

EN FOI DE QUOI, les Parties ont signé :

À : _____



le : 01.06.23



Monsieur Eric Carpano
Président
Université Jean Moulin — Lyon 3

À : La Pocatière

le : 12 juin 2023



Marie-Claude Deschênes
Directrice générale
Cégep de La Pocatière



INTERNATIONAL COOPERATION AGREEMENT

Cooperation agreement by and between Jean Moulin Lyon 3 University and its Faculty of Law and the University of São Paulo and its School of Law.

By this Cooperation Agreement, the parties hereto, to wit: (i) UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON 3 founder member of Université de Lyon (UJML3) represented by its President, ERIC CARPANO and its Law School, herein represented by its Dean, Prof. OLIVIER GOUT, and (ii) the UNIVERSIDADE DE SÃO PAULO (USP) and its Law School, herein represented by its Dean, Prof. CELSO FERNANDES CAMPILONGO, have mutually agreed as follows:

1. OBJECT

1. This Agreement covers academic cooperation in the field of Law Studies and, by the signature of specific protocols, other areas within the Social Sciences.
2. This Agreement is totally independent of the specific PITES Law agreement signed by the Lyon consortium of Universities where additional student mobility might be referred to.

2. TARGETS AND FORMS OF COOPERATION

1. In order to achieve the goals above mentioned, the parties to this agreement will promote:
 - 1.1. Exchanges of graduate and undergraduate students, masters, doctors and professors, pursuant to legal provisions of the States to which the parties are bound to;
 - 1.2. Participation of any academic agents from the Law Schools into classes of each other;
 - 1.3. Enrollments of students from the Law Schools in Summer Courses, Free Courses, Workshops and any other academic events in preferable conditions to be negotiated;
 - 1.4. Enrollments of graduates or undergraduate students in programs of the Law Schools involved shall respect the selection procedures fully organized and publicized in advance and which shall consider the candidate's academic merits;
 - 1.5. Exchange of professors for participation in subjects, classes and lectures in the program of under graduation especially;
 - 1.6. Cooperation of professors from the Law Schools involved in the cooperating academic direction of thesis and academic papers to be written for career progression and scientific development, including

participation in masters and doctorate programs board of examiners, as well as in other academic commission for the career progression of professors;

- 1.7. Exchange of researchers, with the reciprocal commitment of the Law Schools to control and coordinate the research project.

3. FUNDING

1. The parties will gather the best efforts so that the activities and means of academic cooperation described and covered by this agreement will obtain financial support from government and other private and public institutions.
2. Cost of Professors' exchanges, such as flight tickets and those related to means of transportation will be afforded by the University where these professors come from;
3. The host University will exert its best efforts to assist in helping visiting professors find accommodations and lodging;
4. Visiting foreign professors will not receive any kind of wage or financial grant for its activities in the host University, but simply its salary as professor or researcher in its own institution;
5. All expenses concerning the academic exchange of students, either for graduate or post-graduate studies, will be afforded exclusively by the student him or herself, except in case of scholarships possibly granted by the parties or any other institution.
6. Exchange students/Researchers/Professors are required to arrange health insurance in their own country before their arrival at the host institution. Besides, exchange students under 28 years of age are required to pay for mandatory French Social Security on arrival at UJML3.

4. OBLIGATIONS

1. The Law Schools parties hereof will provide to the visiting foreign professors, researchers and students, participants in any activity provisioned by this agreement, their libraries, information center, computer laboratories and other similar means in the same conditions as it is offered to their professors, students and researchers;
2. All taxes, tuition and similar costs related to enrollment, application and the courses themselves shall be waived for students taking part in graduate or undergraduate programs.

5. COOPERATION FOR GRADUATE STUDIES AND THESIS

1. In accordance with the reciprocity rule, graduate students may submit for graduate studies in both Schools of Law in order to achieve their degree as doctor of Law from both of them;
2. There shall be two cooperating academic directors, who shall control and be responsible for the research and all academic activities of those graduating students under their supervision;
3. The cooperating academic directors shall be duly registered before the competent University organs related to graduate studies;
4. Graduating students involved in cooperative academic direction must prepare their final written work or thesis in both Law Schools, for alternative periods of, at least, six months in the premises of each University;
5. The rules to be followed with primacy shall be those of the University where the thesis or final work will be publicly presented;

6. Final works or thesis shall be written in the language of the University where it will be publicly presented, and a written brief shall be elaborated in the language of the other State where part of the research was developed jointly;
7. The final work or thesis public presentation shall occur on the language where it shall take place and an oral brief shall be presented in the language of the other State where part of the research was developed jointly;
8. The public presentation Board of Examiners will be formed after the parties negotiation and in mutual agreement, including necessarily the cooperating academic directors;
9. In case the public presentation takes place in USP, the Board of Examiners shall be formed, at least, by five members, two of whom shall be Brazilian and other two bearing the nationality of the other party, including necessarily the academic cooperating directors;
10. The thesis of final work produced by the graduate student shall be protected, including its subject, and the publication, use of the research results and conclusions shall be jointly and strictly protected and guaranteed in accordance with the legal rules and principles of the legal systems binding the parties to this agreement.

6. STUDENTS INTERNATIONAL EXCHANGE

1. The Law Schools of both parties shall accept, every year, for their undergraduate and graduate programs, a maximum of eight (8) semester vacancies, each School, for the undergraduate /graduate students of each other ; these shall be equivalent to a total of four (4) yearly vacancies.
2. The candidates for the exchange students program shall have concluded or up to conclude, at least, two semesters in their home institutions and shall have achieved a minimum general academic performance equal or above 70% of the maximum grade;
3. Foreign students are free to choose those subjects and classes they want to attend and they shall apply for all the exams and duties binding regular students;
4. The home institution shall acknowledge the academic results obtained by the student at the host institution, based on the work program previously agreed to between the institutions and the respective credits and/or hours;
5. Selection procedures for students intending to participate in the exchange for undergraduate and graduate studies will be determined by the coordinators of this agreement and will include exams and interviews;
6. Out of the 8 semester students above, 2 USP Master students (equivalent to one (1) yearly vacancy), and subject to prior admission into the LL.M. program, may enroll in the UJML 3 LL.M. in International and European Business Law for a full semester within the scope of this Agreement. Upon successful completion of the LL.M. exchange semester, and within a period not exceeding two years, USP students can choose to complete the LL.M. program by enrolling in an additional semester of courses; however, enrolment in an additional semester of courses shall be outside the scope of this Agreement, and Master students choosing to do so shall be responsible for paying all tuition and fees.
7. In case there is no rule herein listed, the rules and principles of the host Law School is applicable with primacy.

7. COORDINATION

1. For the purpose of coordinating the activities to be conducted under this Agreement, USP appoints Professor Fernando Dias Menezes de Almeida and Administrative Coordinator Dr. Fabio Silveira Molina, and University Jean Moulin Lyon appoints Prof. Laurence Francoz-Terminal and Administrative Coordinator for Latin America: Margaux Coureau.

2. It shall be incumbent on the Technical and Administrative Coordination to settle and forward all and any academic and administrative issues that may arise during the effective term hereof.
3. Coordinators shall publicize the arrival of foreign professors and researchers, as well as organize the activities to be developed in the university according to Research and Scientific Plans at the aim of better academic results.

8. EFFECTIVE TERM

1. This Cooperation Agreement shall remain effective for a term of 5 (five) years as from the date on the last signature.

9. TERMINATION

1. This Agreement may be terminated at any time, by either party, upon a 180-day prior written notice to the other party.
2. If upon termination any commitment or any work in course has not been met or completed, the parties shall define, under a Termination Instrument, the liabilities and obligations for the completion or cessation of the projects in progress and any other outstanding liabilities, and shall ensure that work in progress shall be completed, notwithstanding termination.

10. JURISDICTION

1. For the purpose of settling any doubts or disputes that may arise concerning the performance or construction of this Agreement, the parties shall exert their best efforts to arrive at a solution by consent. Should consent prove to be unfeasible, the parties shall appoint, by mutual consent, a third party (a natural person) to act as mediator.

And having thus agreed, the parties hereto execute this Cooperation Agreement in identical counterparts, to one and same effect.

Drawn up in two original copies in the English language.

11. PERSONAL DATA PROTECTION

Given that the Jean Moulin University Lyon 3 is subject to the 2016/679 (EU) Regulation of the European Parliament and Council of April 27, 2016, the Parties agree to comply with the security conditions and measures required for protecting the personal data of any natural person impacted by the implementation of the Agreement hereof.

Transfers of personal data to third countries will comply with European regulations on personal data protection

and will take place within the following frame:

Data Exporter: the Data Exporter is (please specify briefly your activities relevant to the transfer): i.e. exporting institution name.

Data Importer: the Data Importer is (please specify briefly your activities relevant to the transfer): i.e. importing institution name.

Data subjects: the personal data transferred concern the following categories of Data Subjects (please

specify): e.g. Students, lecturers, researchers, administrative staff (choose the right category).

Purposes of the transfer: the transfer is necessary for the following purposes (please specify): e.g.

Mobility,

exchange, joint diploma, double diploma, (choose the right category).

Categories of data: the personal data transferred fall within the following categories of data (please specify):

e.g. name, address, nationality, emails, phone number, age and gender (keep appropriate category)

Recipients: the personal data transferred may be disclosed only to the following recipients or categories: USP and Service des Relations Internationales, at UJML3.

**UNIVERSITY OF SÃO PAULO
SCHOOL OF LAW**

Prof. Celso Fernandes Campilongo
Dean

Date: _____

UNIVERSITY JEAN MOULIN LYON 3

Prof. Eric Carpano
President

Date: 22/04/2023





Department of
Economics &
Management

SCHOOL OF MANAGEMENT

iaelyon



DOUBLE DEGREE AGREEMENT
TO THE INTERNATIONAL FRAMEWORK COOPERATION AGREEMENT
between
iaelyon SCHOOL OF MANAGEMENT - UNIVERSITÉ JEAN MOULIN
and
THE DEPARTMENT OF ECONOMICS AND MANAGEMENT OF THE
UNIVERSITY OF PAVIA

iaelyon School of Management - Université Jean Moulin and the Department of Economics and Management of the University of Pavia, taking into account the evolution of graduate studies in Europe and the development of the graduate degree in their respective institutions, agree to the present addendum.

The principle objective of this addendum is the implementation of a double degree program based on the mutual recognition of courses that lead to a degree that is legally recognized in the countries that implement the program in question.

The two institutions

AGREE THAT:

Art. 1 –Attributable Titles

The Department of Economics and Management, University of Pavia and iaelyon School of Management - Université Jean Moulin will grant the Master of Science to students registered in the program described in the following articles in the field of studies taught:

- for the Department of Economics and Management, University of Pavia: Laurea Magistrale in *International Business and Entrepreneurship (hereafter MIBE)*;
- for iaelyon School of Management - Université Jean Moulin «Master's in International Management - International Business Realities Program » (*hereafter IBR*)

Art. 2 Legal framework

The partner institutions are authorized to award double degrees in the framework of their international cooperation agreement.

The following French legal texts frame the implementation of the International framework cooperation agreement for the award of double degrees:

- Code of education, Art. D123-15 and following and Art. D 619-17 and following;
- Ministerial order dated 24/06/2016.

The following Italian legal texts framed the implementation of the International framework cooperation agreement for the award of double degrees:

- DM 270/2004 art. 3, c. 10, which provides that Italian Universities may award diplomas / degrees in collaboration with foreign Universities;
- Art.15 University Academic Regulations for courses of study; of University of Pavia;
- Art. 20 c. 2 lett. I of the Statute of University of Pavia;
- Art. 9 of MIBE course Regulations (art. 12 - D.M. 22 October 2004 n. 270);

Art. 3 – Steering Committee

The partners, in close collaboration, assure the monitoring of the double-degree program.

A steering committee ensures and guarantees the quality of the curriculum. The committee is composed of an Academic Advisor and an Administrative Coordinator from each of the two partner Universities. These representatives guarantee the respect of academic standards of their own University in the framework of the implementation of the program. They are fully competent to represent the program to external partners and to coordinate the implementation of a coherent curriculum. They are also responsible for the mentoring of students as well as to all issues relating to the admission in the curriculum.

Each partner is required to appoint an academic advisor for the program:

<p>iaelyon School of Management - Université Jean Moulin Academic Advisor Paul-Marc COLLIN</p> <p>Academic Director of the Master 2 International Business Realities iaelyon School of Management 1C, avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon cedex 08 France</p> <p>paul-marc.collin@univ-lyon3.fr</p>	<p>DE&M - Department of Economics and Management Academic Advisor BIRGIT HAGEN</p> <p>Double Degree (MIBE) Coordinator Department of Economics and Management Via S. Felice al Monastero, 5 27100 Pavia Italy</p> <p>birgit.hagen@unipv.it</p>
<p>Administrative Coordinator at iaelyon School of Management Magalie LIEBE</p> <p>1C, avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon Cedex 08 France</p> <p>magalie.liebe@univ-lyon3.fr</p>	<p>Administrative Coordinator at the Department of Economics and Management Federico FRANCESCHINI</p> <p>Via S. Felice al Monastero, 5 27100 Pavia Italy</p> <p>double-degree.dem@unipv.it</p>



Department of
Economics &
Management

SCHOOL OF MANAGEMENT

iaelyon



The pedagogical team consists of faculty members and Researchers who participate in the double-degree program in both universities, and of external speakers.

Art. 3 – Skill Level Language

Each institution will provide, through the process of double-degree selection, to test knowledge of English for their outgoing students.

At University of Pavia, the required level of language skills, in the framework of this program, correspond to level B2 of English as described in the “European Language Portfolio” from the Council of Europe.

At iaelyon School of Management - Université Jean Moulin, the required level of language skills, in the framework of this program, correspond to level B2 of English as described in the “European Language Portfolio” from the Council of Europe.

Art. 4 – Selection procedures

Candidates are selected by their home Universities based on academic criteria and motivation.

The results of the selection phase will be transferred by the home University to the host University at the latest in late May preceding the start of the academic year of mobility and each folder should contain:

- CV of applicant;
- Copy of Bachelor degree;
- Filled application form;
- Nomination letter for the double-degree program from the home University.

The host University takes the final decision on the admission of the selected candidates.

A maximum of five (5) students by academic year and by University may participate in the double-degree program.

Art. 5 – Educational requirements of the student

The cooperation during the second cycle is based on the mutual recognition of the first cycle of University studies. Only students with a Bachelor's degree and having obtained at least 180 ECTS in the field of Business Studies are allowed to participate in the double-degree program. The acceptance of students from both partner Universities to participate in the double-degree program shall be subject to the following conditions:

- Hold a Bachelor's degree and have at least 180 ECTS in the fields of Business and/or Economics studies;
- Have the adequate knowledge of the English language.



Department of
Economics &
Management

SCHOOL OF MANAGEMENT

iaelyon



Art. 6 – Student services

When they register at iaelyon School of Management - Université Jean Moulin, students will get a student card.

They can also request a “UNIPASS card” when they will register at University of Pavia, to travel on the lines of the city bus.

Art. 7 – Student registration

Students participating in the double-degree program will be registered simultaneously, during their year abroad at the partner institution, both at their home institution and at the partner institution, however they will be exempted from registration fees in the latter and they will pay registration fees only at their home institution.

Students participating in the double-degree program and holding a European health insurance card will not be subject to any social security payment in the country of their host University.

Students enrolled in the double-degree program shall have the required insurance coverage, according to the rules of the partner Universities.

Art. 8 – Double-degree Program

The double-degree program will cover a two-year period in which will be acquired 120 ECTS.

In order to satisfy the requirements of the curriculum of the University of Pavia, students participating in the double-degree program (both Italian and foreign) must acquire, in the two years, the number of credits indicated in the current study plan of the considered period for the subject areas listed below:

- Economics area
- Business area
- Mathematics / statistics area
- Juridical area

In order to satisfy the requirements of the curriculum of iaelyon School of Management - Université Jean Moulin, students participating in the double-degree program must acquire, in the two years the number of credits indicated within the fields of study indicated in the study plan approved by the Dean of iaelyon School of Management.

(The student may satisfy the above constraints with exams taken at the home University or host University).

Art. 9a – Students of iaelyon School of Management - Université Jean Moulin who make their mobility to Pavia will complete in Pavia the entire second year (terms 3 and 4) of the Master's to obtain the MIBE Master.

These students will study the 1st year of the program at their home University and in the 2nd year, they will enroll in the MIBE Master's, according to the rules that apply to students at the University of Pavia, accordingly within the Appendix. After admission, the University of Pavia will recognize the courses, which the student has completed at the home University according to the present Agreement between both partner Universities.

To enroll in the second year at University of Pavia, students shall certify to have acquired 60 credits corresponding to the 1st year of the study program. It is the responsibility of the Administrative Coordinator of iaelyon School of Management - Université Jean Moulin, to send to the Administrative Coordinator of Pavia, a



UNIVERSITY
OF PAVIA



Department of
Economics &
Management

SCHOOL OF MANAGEMENT

iaelyon



transcript of records of passed exams at the Home University, which should contain at least the following information:

- Student's name;
- Date of birth;
- Sending institution;
- Foreign Master's courses enrolled in;
- Exams taken;
- Exams grades;
- Number of ECTS acquired

In their second-year students of iaelyon School of Management - Université Jean Moulin at Pavia must follow the below:

ECTS required	Details of educational activities
60 ECTS	Courses: 33 ECTS
	Language course 3 ECTS: Corso di lingua italiana per studenti stranieri, (to be compulsorily chosen by foreign students who do not have an Italian language certification level B2)
	Master Thesis: 24 ECTS

The curriculum that the student will prepare has to ensure compliance with the requirements of art. 8, taking into account the courses already passed at the home University.

Art. 9b – Students of Pavia on exchange at iaelyon School of Management - Université Jean Moulin will complete at iaelyon School of Management - Université Jean Moulin their full second year (semesters 3 and 4) of the Master's to obtain the title in "Master's in International Management – International Business Realities Program" according to the Appendix .

These students will study the 1st year of the program at University of Pavia and in the 2nd year, they will enroll in the Master's "Management et Commerce International – International Business Realities Program", according to the rules that apply to students at iaelyon School of Management - Université Jean Moulin. After admission, iaelyon School of Management - Université Jean Moulin will recognize the courses, which the student has completed at the home University according to the present Agreement between both partner Universities.

To enroll in the second year at iaelyon School of Management - Université Jean Moulin, students shall certify to have acquired 60 credits corresponding to the 1st year of the study program. It is the responsibility of the Administrative Coordinator of Pavia to send to the Administrative Coordinator of iaelyon School of Management - Université Jean Moulin, a transcript of records of passed exams at University of Pavia, which should contain at least the following information:

- Student's name;
- Date of birth;



UNIVERSITY
OF PAVIA



Department of
Economics &
Management

SCHOOL OF MANAGEMENT

iaelyon



- Sending institution;
- Foreign Master's courses enrolled in;
- Exams taken;
- Exams grades;
- Number of ECTS acquired

In their second year students of Pavia at iaelyon School of Management - Université Jean Moulin must follow the below:

ECTS required	Details of educational activities
60 ECTS	Courses: 30 ECTS
	Two courses during the International Week in January of each year: 6 ECTS
	Internship: 3-6 months
	Master's Thesis: 24 ECTS

Art. 10. – Master's Thesis

Students participating in the double-degree program will complete the defence of their Master's thesis at the host University (i.e. Pavia students will defend their Master's thesis in Lyon and iaelyon students will defend their Master's thesis in Pavia) under the supervision of a tutor from one of the two partner Universities. Students from the University of Pavia will however be required to defend their thesis at their home University as well.

Students if they wish, can obtain the release of the paper version of the Italian Degree, requesting it at the general secretariat of students and paying the required fee.

Art. 11 – Withdrawal from the Program

In the event that a student decides to withdraw from the double degree program, he/she can apply to transfer to the Home University the credits obtained at the host University according to the ECTS system.

Art. 12 – Obligations of participants

a/ Obligations on the part of both partners towards the students are summarized below:

Home University:

- Recruit, select and prepare the students participating in the program according to the conditions in article 4;
- Ensure that students fulfill the requirements for admission as per article 5;
- Transmit the applications of the selected candidates according to the procedure described in article 4;
- Register the candidates at the home University throughout the entire length of the exchange program;



Department of
Economics &
Management

SCHOOL OF MANAGEMENT

iaelyon



- Ensure that students have taken out the required insurance policies (health, public liability).

Host University:

- Inform the accepted students about the visa application procedure for non-European citizens;
- Exempt the incoming students from tuition fees;
- Host and orient the exchange students;
- Help the exchange students find housing upon request without any responsibility attaching to it in this respect;
- Offer study guidance for the students;
- Transmit a record of the hosted student's grades according to the procedure at art. 9a and 9b.

b/ Obligations on the part of the **students participating in the exchange program:**

- Obtain a visa for non-Europeans, if needed;
- Pay tuition fees at the home University before the beginning of the exchange period;
- Respect the rules and regulations of the host institution;
- Pay for room and board during the exchange period;
- Have the mandatory insurance coverage, pay potential medical costs and provide proof of public liability insurance.
- Other expenses to be borne personally and exclusively by the students include especially travel costs, additional health insurance or any other insurance, purchase of pedagogical material.

Art. 13 - Data protection

Given that the Jean Moulin University Lyon 3 and University of Pavia are both subject to the 2016/679 (EU) Regulation of the European Parliament and Council of 27 April 2016, the Parties agree to comply with the security conditions and measures required for protecting the personal data of any natural person impacted by the implementation of the Agreement hereof.

Transfers of personal data will comply with European regulations on personal data protection and will take place within the following frame:

- Data Exporter: The Data Exporter is Jean Moulin Lyon 3 University – University of Pavia
- Data Importer: The Data Importer is University of Pavia - Jean Moulin Lyon 3 University
- Data subjects: The personal data transferred concern the following categories of Data Subjects: Students, Teaching staff, administrative staff
- Purposes of the transfer: The transfer is necessary for the following purposes: Mobility, exchange, joint or double diploma
- Categories of data: - The personal data transferred fall within the following categories of data: Name, address, nationality, emails, phone number, age and gender



Department of
Economics &
Management

SCHOOL OF MANAGEMENT

iaelyon



- Sensitive data: The personal data transferred fall within the following categories of sensitive data: e. g.: religion, race, sexual orientation
- Recipients: The personal data transferred may be disclosed only to the following recipients or categories of recipients i.e. International office, registration office, examination department, etc. (keep appropriate category)

Art. 13 – Use of trademark

The partners agree to use their name and logo on all promotional material, literature on the program and other documents related to the program.

Art. 14 – Commitment to the goals

Each University will have to commit to achieving the objectives of the international program here above.

Art. 15 – Dispute resolution

If there is any dispute, the parties agree to negotiate in good faith and in the first instance the dispute shall be referred to the Academic Advisor of each Party.

If a dispute cannot be resolved by the Academic Advisor of each party, the dispute shall next be referred to the nominated senior representatives of each party. Any decision reached by the senior representatives will be binding on the parties.

Art. 16 – Term of the Agreement

This agreement shall become effective for a period of 5 (five) academic years, starting from academic year 2022-2023. The agreement may be amended or terminated by either party by sending appropriate information through written letter of intent at least 6 (six) months in advance.

In this event, all undertakings with respect to the exchange in progress shall be honoured for the period originally agreed.

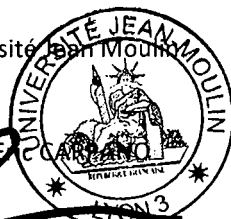
In witness whereof, the parties below have entered their signatures:

Drawn up in 2 original copies in the English language.

For Université Jean Moulin

Date:

President E. C. O.



24.04.23

For the Università degli Studi di Pavia

Date:

Rector: Francesco SVELTO



UNIVERSITY
OF PAVIA



Department of
Economics &
Management

SCHOOL OF MANAGEMENT
iaelyon



For iaelyon School of Management
Université Jean Moulin

Dean Christian VARINARD

For the Department of Economics and
Management

Director Eduardo ROSSI



Department of
Economics &
Management

SCHOOL OF MANAGEMENT
iaelyon



Appendix

Master's Double-degree program

In between

**Master's in International Management
«International Business Realities Program»
iaelyon School of Management
Université Jean Moulin**

and

**Laurea Magistralis in International Business and Entrepreneurship
Specializations in «International Management» «Digital Management» and «Sustainable
Management»
Department of Economics and Management
University of Pavia**



UNIVERSITY
OF PAVIA



Department of
Economics &
Management

Master's degree in International Business and Entrepreneurship - «IM»*

2nd year: University of Pavia 60 ECTS

Students must acquire 60 ECTS according to MIBE study plan

3rd term: 18 ECTS

*International Accounting and finance 6 ECTS

*International economics & policy 6 ECTS

*Global value chain and sustainability 6 ECTS

or

*Corporate reputation and storytelling 6 ECTS

4th term: 42 ECTS

Business analytics with Excel 3 ECTS

and

*Corso di lingua italiana per studenti stranieri 3 ECTS

*3-6 months full time internship 6/12 ECTS,

Or

one/ two elective courses 6/12 ECTS

**Master Thesis and defense 24 ECTS

Master's degree in International Business and Entrepreneurship - «DM»*

2nd year: University of Pavia 60 ECTS

Students must acquire 60 ECTS according to MIBE study plan

3rd term: 18 ECTS

*Economics of innovation and industrial dynamics 6 ECTS

*Corporate finance 6 ECTS

*Digital marketing and crypto strategies 6 ECTS

Or

*Behavior design for strategic management 6 ECTS

4th term: 42 ECTS

*Business analytics with Excel 3 ECTS

and

*Corso di lingua italiana per studenti stranieri 3 ECTS

*3-6 months full time internship 6/12 ECTS,

Or

one/ two elective courses 6/12 ECTS

**Master Thesis and defense 24 ECTS

SCHOOL OF MANAGEMENT

iaelyon



Master's degree in International Management - «IBR»*

2nd year: Université Jean Moulin 60 ECTS

Students must acquire 60 ECTS according to IBR study plan

3rd term: 30 ECTS

*International Marketing 3 ECTS

*International Consulting 3 ECTS

*Controlling 3 ECTS

*Supply Chain Management 3 ECTS

*Organizational Behavior in an International Context 3 ECTS

*International HR Management 3 ECTS

*International Trade Relations 3 ECTS

*Two elective courses in International Management 6 ECTS

*Methodology of the final thesis 0 ECTS

*One elective course in Humanities 3 ECTS

4th term: 30 ECTS

*Two courses during the International Week in January of each year 6 ECTS

*3-6 months internship with an international management mission in France or abroad and Master Thesis and defense (Dissertation) ** 24 ECTS

*This study plan refers to the curricula of the Master's program "Master in International Business and Entrepreneurship (specializations International Management, Digital Management and Sustainable Management)" in Pavia and "Master's in International Management (International Business Realities program)" in Lyon and is subject to approval by the University boards of the University of Pavia and the University Jean Moulin.

Students who have an international Italian language certification of B2 level can choose Business analytics with Excel, otherwise "Corso di lingua italiana per student stranieri" is mandatory.

**Dissertations will be written in English. Dissertation jury will consist of one supervisor from one of the partner Universities and at least one additional reader from the other University.

In all cases, a learning agreement must be approved by the home and the host Universities.



UNIVERSITY
OF PAVIA



Department of
Economics &
Management

Master's degree in International Business and Entrepreneurship - «SM»*

2nd year: University of Pavia 60 ECTS

Students must acquire 60 ECTS according to MIBE study plan

3rd term: 21 ECTS
*innovation Management 9 ECTS
*international economics and policy 6 ECTS

*Healthcare management 6 ECTS
Or
*Global value chain (GVC) and sustainability 6 ECTS
Or
*Behavior design for strategic management 6 ECTS

4th term: 39 ECTS

*Business analytics with Excel 3 ECTS
Or
*Corso di lingua italiana per studenti stranieri 3 ECTS

*3-6 months full time internship 6/12 ECTS,
Or
one/ two elective courses 6/12 ECTS
**Master Thesis and defense 24 ECTS

SCHOOL OF MANAGEMENT

iaelyon



Master's degree in International Management - «IBR»*

2nd year: Université Jean Moulin 60 ECTS

Students must acquire 60 ECTS according to IBR study plan

3rd term: 30 ECTS

*International Marketing 3 ECTS
*International Consulting 3 ECTS
*Controlling 3 ECTS
*Supply Chain Management 3 ECTS
*Organizational Behavior in an International Context 3 ECTS

*International HR Management 3 ECTS
*International Trade Relations 3 ECTS
*Two elective courses in International Management 6 ECTS

*Methodology of the final thesis 0 ECTS
*One elective course in Humanities 3 ECTS

4th term: 30 ECTS

*Two courses during the International Week in January of each year 6 ECTS
*3-6 months internship with an international management mission in France or abroad and Master Thesis and defense (Dissertation) ** 24 ECTS

*This study plan refers to the curricula of the Master's program "Master in International Business and Entrepreneurship (specializations International Management, Digital Management and Sustainable Management)" in Pavia and "Master's in International Management (International Business Realities program)" in Lyon and is subject to approval by the University boards of the University of Pavia and the University Jean Moulin.

Students who have an international Italian language certification of B2 level can choose Business analytics with Excel, otherwise "Corso di lingua italiana per student stranieri" is mandatory.

**Dissertations will be written in English. Dissertation jury will consist of one supervisor from one of the partner Universities and at least one additional reader from the other University.

In all cases, a learning agreement must be approved by the home and the host Universities.

INTERNATIONAL STUDENT EXCHANGE AGREEMENT

Between

Brooklyn College, City University of New York

And

Jean Moulin University III



I. PROGRAM OBJECTIVES

- A. In recognition of the mutual benefits of scholastic interaction between them, and in the spirit of mutual cooperation and understanding,

The City University of New York ("CUNY"), located at 205 East 42nd Street, New York, New York 10017, United States of America, on behalf of Brooklyn College, an educational unit of CUNY located at 2900 Bedford Avenue, USA,

~ and ~

Jean Moulin University III located at 1 Av. des Frères Lumière, 69008 Lyon, France,

agree to this international exchange agreement (the "Agreement") for the purpose of exchanging students ("Exchange Students").

- B. For the purposes of the Agreement, the party sending students, Brooklyn College, shall be referred to as the "Home Institution."
- C. For the purposes of the Agreement, the party receiving students, Jean Moulin University III, shall be referred to as the "Host Institution."

II. ACADEMIC PROGRAM

- A. The program of study covered by the Agreement is described as follows:

- Undergraduate students from Jean Moulin University III will be able to take courses across all subject areas at Brooklyn College as long as space is available and students meet the prerequisites;
- Undergraduate students from Brooklyn College will be able to take courses offered in English in law, political science, business, business culture, and the humanities at the University of Jean Moulin University III as long as space is available and students meet the prerequisites; and
- Brooklyn College students may also enroll in courses in all subjects offered in French at the Jean Moulin University III if they also meet the language requirements outlined in IV.E. and if they meet course prerequisites.

- B. At least ninety (90) days prior to the commencement of each academic term that the Agreement is in effect, the parties will establish the courses to be offered, the exact program dates and other details pertinent to the Program.
- C. At least ninety (90) days prior to the commencement of each academic term, the parties will exchange course schedules including instructors, locations, dates and times.
- D. The parties will guarantee spaces in agreed-upon courses for Exchange Students.
- E. The Home Institution of each Exchange Student will approve the course of study to be undertaken at the Host Institution prior to departure of the Exchange Student.
- F. No later than four (4) weeks after the end of each academic term, the Host Institution will forward a record of the courses and grades received by each Exchange Student to the Home Institution.
- G. The Home Institution will maintain final responsibility for the awarding of grades and for establishing the requirements for matriculation, promotion and graduation of Exchange Students. The Home Institution will maintain all academic records and issue transcripts in accordance with its policies.

III. ADMINISTRATION OF PROGRAM

- A. Each party will appoint a director who will be responsible for the coordination and administration of the Program ("Director").
- B. The Directors will conduct regular reviews of the Program in order to make such modifications as may be required and to identify new opportunities for cooperation in scholarship and research.
- C. The Directors or other designees of the parties will be responsible for regular supervision of the Exchange Students.
- D. Faculty and/or administrators from the Home Institution may make periodic on-site visitations to the Host Institution.
- E. The Host Institution will provide student support services and academic counseling for all Exchange Students. Such services and counseling will be comparable to those normally provided to its own students of the same academic level in the department to which a particular Exchange Student is assigned.
- F. The Home Institution will publicize the Program on its campus.

- G. The Home Institution will provide registration services for Exchange Students, including financial aid counseling, as appropriate.
- H. The Home Institution will provide pre-departure orientation for Exchange Students; and Host Institution will provide post-arrival orientation.

IV. EXCHANGE STUDENTS

- A. The anticipated enrollment pursuant to the Agreement four (4) semester-long exchange students per institution, per academic year (Fall, Spring) or two (2) year-long exchange students, or a combination thereof.
- B. The parties will determine the number of Exchange Students each semester based on the availability of openings and the number of qualified applicants interested in participating in the Program, and will endeavor to balance the number of Exchange Students throughout the term of the Agreement, including any renewals.
- C. No later than ninety (90) days before the start of each academic semester, the parties will exchange lists of students nominated for participation in the Program for the upcoming academic term. The parties will attach academic records of the nominated students.
- D. The Host Institution reserves the right to approve such nominated students. The parties will exchange final lists of Exchange Students no later than thirty (30) days before the start of the academic semester.
- E. Eligibility requirements for Exchange Students are as follows:
 - 1. Brooklyn College students must have/must be:
 - a. 3.0 GPA
 - b. Clear disciplinary and academic record
 - c. Nominated by Brooklyn College for exchange
 - d. At least one academic year earned prior to exchange application
 - e. If the student intends to enroll in one or more courses in French, they must also demonstrate intermediate proficiency with one of the of the following: a passing grade in an intermediate-level French course at Brooklyn College, a test administered by Brooklyn College faculty, or results from an externally administered test recognized by Brooklyn College faculty. Jean Moulin University III may also test Brooklyn College students after arrival in France before finalizing their enrollments in courses offered in French.
 - 2. Jean Moulin University III students must have:

- a. 3.0 GPA
- b. Accepted by Jean Moulin University III for exchange
- c. At least one academic year earned prior to exchange application
- d. Provide proof of English Language Proficiency: Minimum TOEFL 61 (iBT), TOEFL 500 (paper based TOEFL), IELTS 6, PTE 44, Duolingo 85. (Mandatory for non-native English speakers).

- F. Exchange Students shall have the same privileges and shall enjoy the same medical, sports and other amenities as other students enrolled at the Host Institution.
- G. Exchange Students shall be subject to the policies, rules and regulations of the Host Institution.

V. PROGRAM FACULTY

- A. The Host Institution will provide faculty for the Program, who shall be employees of the Host Institution.
- B. Such faculty will be fully qualified in all respects according to the standards of the Host Institution.
- C. In no event shall such faculty be considered agents, employees or representatives of the Home Institution.

VI. TUITION AND FEES

Exchange Students shall pay tuition and fees at the Home Institution and study at the Host Institution without any further tuition charges.

Students studying at Brooklyn College are responsible for paying certain “course material fees” depending on courses selected for study. Material fees are common in the areas of lab sciences, media studies, film and studio art.

Exchange Students attending Brooklyn College are required to pay a \$300 fee for the NYC Arts and Cultural program, organized by the Office of International Programs and Study Abroad. These are discounted group tickets to 5-6 events in NYC. This is a mandatory fee for the first semester. If a student is attending two semesters, the fee is optional for the second semester. The program includes events like: Lunch Cruise, Broadway shows, Sports Games, Arts exhibitions, tours, lunches and dinners gatherings, and more.

VII. EXPENSES OF EXCHANGE STUDENTS

The Host Institution will guide Exchange Students in finding appropriate housing accommodations. However, Exchange Students will be responsible for paying all costs of room, board, travel and other miscellaneous expenses.

VIII. HEALTH INSURANCE

- A. Before an Exchange Student's departure from the country where the Home Institution is located, the Home Institution will require such Exchange Student to have medical insurance or equivalent access to medical services valid for use both while traveling to and from the Host Institution and while studying at the Host Institution, to cover the Exchange Student during the entire period of his/her participation in the Program. Costs for such services shall be borne by the Exchange Student.
- B. The Host Institution agrees to make emergency medical services available to each Exchange Student. Any costs for such services shall be borne by the Exchange Student receiving such services.

IX. MODIFICATIONS

- A. The terms of the Agreement may be modified by mutual written consent at any time.
- B. The parties recognize that the Agreement's operation may be suspended for reasons related to health and/or security, including but not limited to epidemics and pandemics, political hostilities, and natural disasters. If such a situation should arise while students are abroad, necessitating the suspension of operation of the Agreement, necessary actions will be taken by both parties to protect the health and safety of all participants.

X. TERM

- A. The initial term of the Agreement shall be for three (3) years from July 1, 2023 to June 30, 2026.
- B. Either party shall have the option to extend the term of the Agreement by written mutual consent for up to two (2) additional terms of two (2) academic years each.
- C. Either party may terminate the Agreement by providing written notice of its intention to terminate at least ninety (90) calendar days prior to the start of a new term, unless exigent circumstances require a shorter notice period.
- D. Any Exchange Student whose agreed upon program of study extends beyond the termination date proposed shall be allowed to complete his or her program of study.

XI. DATA PROTECTION

- A. As used herein, “Applicable Data Protection Legislation” means all legislation (whether primary or secondary), law, regulations, and codes of practice relating to data protection and privacy applicable to that party, including, but not limited to, the European Union’s General Data Protection Regulation (GDPR) and United States laws such as the Clery Act, Title IX, and the Family Educational Rights and Privacy Act (FERPA).
- B. Each party shall endeavor to comply with (and provide reasonable assistance to the other to assist them to comply with) its obligations under Applicable Data Protection Legislation.
- C. Each party shall be responsible for ensuring that each student (and any prospective student whose personal data is provided to the other party pursuant to the Agreement) understands and agrees, before the transfer of any personal data about them, that their personal data will be used by and shared between the parties only for the purposes of the Program and as necessary for the performance by the parties of their respective obligations to the student under the Program in accordance with the privacy policies of the respective parties, and, to the extent possible, in accordance with Applicable Data Protection Legislation.
- D. Such student data will be kept and maintained only to the extent that is necessary under Applicable Data Protection Legislation or to the extent that a student has given their consent to such processing.
- E. Each party shall respond appropriately and in accordance with Applicable Data Protection Legislation to any request or complaint which is received by it about the processing of student data, shall immediately notify the other party of any such request or complaint (particularly where regulatory enforcement action, legal proceedings or other action is likely to result), and shall provide reasonable assistance to the other party.
- F. Each party shall not retain student data for longer than necessary consistent with the Applicable Data Protection Legislation and shall take such measures or restrictions that will meet the requirements of Applicable Data Protection Legislation unless otherwise required by other laws or regulations.

XII. AUTHORIZATION

The persons executing the Agreement on behalf of their respective institutions represent that they are duly authorized to do so.

Jean Moulin University III

By: 

Éric Carpano

President, Jean Moulin Lyon 3 University

Date: 7.9.23

The City University of New York
On behalf of Brooklyn College

Approved as to Form

CUNY Office of General Counsel

Date: _____

By: _____

Michelle J. Anderson

President, Brooklyn College

Date: _____

Convention de gestion du programme ORA 2022-2027

Entre :

Les établissements suivants membres de la COMUE « Université de Lyon » :

- Université Claude Bernard Lyon 1
- Université Lumière Lyon 2
- Université Jean Moulin Lyon 3
- École Centrale de Lyon
- École normale supérieure de Lyon
- Institut National des Sciences Appliquées – INSA Lyon
- Université Jean Monnet Saint-Etienne

Les établissements suivants :

- Université Grenoble Alpes
- Institut polytechnique de Grenoble – Grenoble INP-UGA, établissement-composante de l'Université Grenoble Alpes
- Université Savoie Mont Blanc

Ci-après dénommés « les parties »,

Vu l'accord de coopération signé entre un consortium d'universités de l'Ontario et un consortium d'établissements d'enseignement supérieur d'Auvergne-Rhône-Alpes en vue du renouvellement du programme d'échange d'étudiant.es nommé « Ontario-Rhône-Alpes » (ORA) de 2022 à 2025, les parties s'accordent sur ce qui suit :

Article 1 : Objet

Dans le cadre de l'accord pour le programme d'échange d'étudiant.es entre les universités de l'Ontario et les établissements d'enseignement supérieur d'Auvergne-Rhône-Alpes suscités, l'ensemble des établissements participants rhônalpins s'accorde pour que la coordination administrative du programme ORA soit assurée par l'un d'entre eux. Ceci permet de poursuivre la coopération avec les universités de l'Ontario de manière collective à l'échelon régional et de développer les échanges.

La présente convention de gestion a pour objectif de définir les modalités financières, de coordination et de fonctionnement entre les parties pour la période 2022-2027, des annexes annuelles permettant d'assurer la gestion du budget et la distribution des places pour la mobilité sortante.

Article 2 : Composition de la commission

Une commission représentative des établissements membres du consortium est mise en place. Elle est constituée de deux représentant.es de chaque établissement (Vice-président.e en charge des relations internationales et/ou Directeur.trice en charge des relations internationales et/ou Responsable administratif.tive du service des relations internationales) qui peuvent se faire représenter lors des réunions et se partagent une voix lors des prises de décision.

Article 3 : Missions de la commission

La commission a vocation à traiter au moins les points suivants :

- Se prononcer sur les nouvelles candidatures d'établissements d'enseignement supérieur rhônalpins désireux de participer au programme ORA ;
- Désigner l'établissement coordinateur du programme parmi les établissements d'enseignement supérieur d'Auvergne-Rhône-Alpes membres du programme suivant les modalités définies à l'article 4 ;
- Déterminer, lors d'une réunion annuelle, les flux d'étudiant.es sortant.es par établissement ;
- Établir, à l'occasion de la même réunion annuelle, le bilan de fonctionnement et de gestion de l'année écoulée ;
- Réfléchir aux éventuelles modifications à apporter au fonctionnement du programme.

Article 4 : Désignation de l'établissement coordinateur

La désignation de l'établissement responsable de la gestion du programme se fait par vote pour une période de 5 ans. La majorité des voix est requise et chaque établissement dispose d'une voix. Chaque candidat adresse l'argumentaire présentant sa candidature à l'ensemble des membres de la commission. Le mandat est éventuellement renouvelable.

Si au cours de son mandat, l'établissement coordinateur ne peut ou ne souhaite plus assurer cette fonction, il en informe les partenaires avec un préavis de six (6) mois et un vote est organisé afin d'élire un nouvel établissement coordinateur.

L'identité de l'établissement coordinateur pour la période 2020-2025 figure en annexe 1.

Article 5 : Missions de l'établissement coordinateur

L'établissement coordinateur a vocation à effectuer au moins les missions suivantes :

- Organiser une réunion annuelle de la commission en début d'année universitaire et une réunion annuelle des gestionnaires des mobilités ORA en fin d'année universitaire ;
- Présenter le bilan annuel d'activité et le bilan financier ;
- Assurer des contacts réguliers entre les établissements rhônalpins et ontariens ;

- Coordonner la mise à jour des données des établissements et des éléments de communication du programme ;
- Être l'interlocuteur permanent du/ de la coordinateur.trice en Ontario ;
- Gérer la partie administrative du partenariat (par exemple, renouvellement de la convention de gestion) ;
- Effectuer une mission annuelle en Ontario pour rencontrer les coordinateur.trices ontarien.nes et animer des sessions d'information pour les étudiant.es sélectionné.es
- Assurer avec le/ la coordinateur.trice en Ontario l'élaboration, la diffusion et la mise en œuvre des procédures de mobilité pour les différents programmes ORA (échange, SLP, SRP) : centraliser les dossiers de candidature, placer les étudiant.es dans leur université d'accueil, suivre les flux, etc., renseigner et orienter les étudiant.es ;
- Organiser une journée pré-départ pour les étudiant.es ;
- Collecter la contribution financière des établissements et assurer la gestion financière de la coordination.

Par la présente convention de gestion, l'établissement coordinateur est par ailleurs habilité par l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur rhônalpins signataires à ratifier en leur nom l'accord passé entre eux et le consortium d'universités de l'Ontario.

Article 6 : Distribution des places pour la mobilité sortante, échanges dits « réguliers »

L'accord de coopération pour le programme d'échange d'étudiant.es entre les universités de l'Ontario et les établissements d'enseignement supérieur d'Auvergne-Rhône-Alpes a fixé, dans le cadre des échanges dits « réguliers » concernant les étudiant.es de niveaux Licence et Master ou équivalent, le nombre de mobilités pour chaque année universitaire à soixante-cinq (65) dans chaque sens, à décompter soit en années (65 années d'études) soit en semestres (130 semestres d'études).

Le mode de distribution des places pour la mobilité sortante et la méthode de calcul employée figurent dans l'annexe 2.

Le nombre de places attribué à chaque établissement est communiqué par email, et figure dans une annexe annuelle.

Pour l'année universitaire 2022/2023, le nombre de places attribué pour des mobilités en 2023/2024 à chaque établissement figure dans l'annexe 3.

Article 7 : Budget de la coordination

L'ensemble des membres s'engage à participer au financement du programme sur la base du budget et selon les modalités définies en articles 7.1 à 7.3. Le budget pour l'année universitaire 2022/2023 a été discuté lors de la réunion des partenaires du 5 mai 2022 et les partenaires en ont approuvé le principe à la suite de cette réunion.

7.1 : Dépenses : frais engagés pour la coordination

Afin que les missions puissent être exercées, l'établissement coordinateur établit un budget prévisionnel, qu'il soumet à l'approbation de la commission lors de la réunion annuelle de novembre.

Le budget prévisionnel est légèrement révisé chaque année, notamment en raison de la variation de la part de salaire incluse dans le budget, et est précisé dans une annexe financière annuelle à la présente convention.

Les dépenses prévues pour la période allant du 1^{er} septembre 2022 au 31 août 2023 figurent en annexe 4.

Les annexes financières suivantes seront rédigées annuellement, après accord entre les partenaires lors de la réunion de la commission et seront ajoutées aux annexes de la présente convention de gestion sans qu'elles fassent l'objet d'une signature supplémentaire.

7.2 : Recettes : contribution financière des établissements

Pour l'année universitaire 2022/2023, la contribution financière de chacun des établissements participant au programme est définie en annexe 4.

Les cotisations sont calculées de façon proportionnelle, chaque année universitaire $n/n+1$, en fonction du nombre de semestres attribués par la commission l'année $n/n+1$ pour des mobilités sortantes en année $n+1/n+2$, et en fonction du montant total des dépenses prévues.

Les éventuels reliquats des recettes de l'année en cours sont reportés à l'année suivante.

7.3: Modalités financières

L'établissement coordinateur est en charge de la gestion financière. Il établit la facture de l'année en cours et l'adresse à chaque établissement avant la fermeture annuelle des comptes budgétaires. Les établissements partenaires règlent leur cotisation à l'établissement coordinateur dans un délai de trente jours suivant la réception de la facture. Ce dernier établit un bilan financier annuel de l'utilisation des fonds qui est communiqué à la commission en novembre.

Dans le cas où les dépenses excèderaient les prévisions, le montant de la contribution financière additionnelle est calculé au prorata de la contribution de chacun et ajusté en fonction du reliquat de l'année précédente.

En cas de dépassement important des dépenses, l'établissement coordinateur en informe les partenaires dans les meilleurs délais et, dans la mesure du possible, au préalable. Aucun dépassement supérieur à dix pour cent (10 %) ne pourra être reporté sur la contribution financière des établissements partenaires sans leur consentement écrit préalable.

Article 8 : Durée, renouvellement et modification de la convention

La présente convention de gestion est établie à partir de septembre 2022 pour une durée de cinq (5) ans. Elle entre en vigueur dès sa signature par chacun des établissements partenaires et pourra être renouvelée par un nouvel accord écrit selon les règlements en vigueur de chaque établissement.

Tout avenant à cette convention sera dûment signé par les représentant.es autorisé.es de l'ensemble des établissements.

Article 9 : Départ du groupement

1. La non-participation financière de l'un des établissements membre après relance de l'établissement coordinateur entraîne son exclusion du programme pour l'année universitaire suivante ;
2. Un membre peut quitter le groupement sous réserve de prévenir l'établissement coordinateur par lettre recommandée avec accusé de réception, signée par le/la Président.e ou Directeur/rice de l'établissement, six (6) mois au moins avant la fin de l'année universitaire ; tout engagement pris pour l'année en cours doit être respecté. En cas d'arrêt du financement du programme ORA en Ontario, le délai de préavis est réduit à néant.

Article 10 : Droit applicable, litiges

Le présent accord est soumis à la loi du lieu d'exécution du contrat.

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable l'ensemble des différends pouvant survenir lors de l'interprétation ou de l'exécution du présent accord.

En cas de désaccord persistant, le litige sera porté devant la juridiction compétente :

- soit la juridiction du domicile du défendeur ;
- soit, à défaut, celle du lieu d'exécution du présent accord.

Article 11 : Confidentialité et protection des données personnelles

Chaque établissement reste exclusivement et entièrement responsable des traitements de données à caractère personnel qu'elle effectue pour son propre compte. Les établissements respecteront les obligations qui leur incombent en vertu de la loi française et du Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les personnes physiques concernées par la présente convention, qu'elles soient usagers ou personnels des établissements, doivent disposer d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement et de portabilité des données les concernant. Elles doivent également disposer d'un droit d'opposition ou de limitation du traitement les concernant et du droit de fournir des directives pour le sort de leurs données après leur mort.

Ces droits peuvent être exercés à tout moment en contactant simplement les Data Protection Officers (DPO) des établissements concernés :

- Pour l'Université Claude Bernard Lyon 1 : donnees.personnelles@univ-lyon1.fr
- Pour l'Université Lumière Lyon 2 : dpo@univ-lyon2.fr
- Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3 : dpo@univ-lyon3.fr
- Pour l'École Centrale de Lyon : <https://www.ec-lyon.fr/contacts/clemence-rubio-frutos>
- Pour l'École normale supérieure de Lyon : dpo@ens-lyon.fr
- Pour l'Institut National des Sciences Appliquées – INSA Lyon : dpo@insa-lyon.fr
- Pour l'Université Jean Monnet Saint-Etienne : dpo@univ-st-etienne.fr
- Pour l'Université Grenoble Alpes : relaisdpo@univ-grenoble-alpes.fr
- Pour l'Institut polytechnique de Grenoble – Grenoble INP-UGA : dpo@grenoble-inp.fr
- Pour l'Université Savoie Mont Blanc : relaisdpo@univ-smb.fr

La CNIL peut par la suite également être saisie d'une réclamation (<https://www.cnil.fr>).

Les données des personnes physiques qui sont nécessaires pour permettre l'exécution de la présente convention sont communiquées par chaque établissement à l'autre, cette dernière s'assurant que lesdites données sont conservées uniquement pendant la durée nécessaire à l'exécution de la présente convention ou pour répondre à une obligation légale ou réglementaire et ne font l'objet d'aucun traitement ultérieur non expressément autorisé par la personne physique concernée ou l'autre établissement, dans le respect des lois et règlements applicables.

Les données à caractère personnel des personnes physiques ne sont pas communiquées à des tiers étrangers à la présente convention et ne sont pas utilisées à des fins de prospection commerciale, sauf consentement préalable et exprès des personnes physiques concernées.

Les établissements prennent l'ensemble des mesures adéquates afin d'assurer la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel des personnes physiques traitées.

Les établissements se communiqueront toute opération de rectification ou de suppression affectant les données à caractère personnel des personnes physiques effectuée par leurs soins.

Le présent accord est rédigé en français.

Il est signé en dix (10) exemplaires originaux. Chaque établissement signataire en gardera une copie.

Annexes

Annexe 1 : Identité de l'établissement coordinateur pour la période 2020-2025

Suite au vote de la commission par voie de réponse à sondage en ligne clos le 26 mars 2020, l'Université Lumière Lyon 2 a été reconduite dans ses fonctions d'établissement coordinateur pour la période 2020-2025.

Un vote sera organisé en 2024 pour désigner l'établissement qui prendra la suite en 2025. Si au cours de son mandat l'Université Lumière Lyon 2 ne peut ou ne souhaite plus assurer cette fonction, elle en informera les partenaires avec un préavis de six (6) mois et un vote sera organisé afin d'élire un nouvel établissement coordinateur.

Annexe 2 : Distribution des places pour la mobilité sortante, échanges dits « réguliers »

La commission réunie le 27 avril 2017 a défini le mode de répartition des places pour la mobilité sortante comme suit :

1. Le calcul du nombre de places est effectué en semestres.
2. Le calcul du nombre de places est effectué sur la base du nombre d'étudiant.es éligibles l'année précédant la sélection (soit l'année $n-1/n$, l'année $n/n+1$ étant l'année de la sélection et $n+1/n+2$ l'année de la mobilité). Les chiffres sont renseignés par les établissements chaque année.
Les étudiant.es éligibles sont ceux/celles dont un dossier de candidature pourrait être recevable. Les étudiant.es inscrit.es en Licence 2, Licence 3 ou Master 1 l'année précédant la mobilité sont éligibles. Les étudiant.es inscrit.es en Licence 1 ou en Master 2 l'année précédant la mobilité, ou encore les étudiant.es en médecine ou en dentisterie ne sont pas éligibles.
3. Les quatre (4) établissements qui disposaient jusqu'à présent de quatre (4) ou six (6) semestres (École Centrale de Lyon, École normale supérieure de Lyon, INSA Lyon, Grenoble INP-UGA) les conservent. Le nombre total de semestres concernés est de vingt (20).
4. Sur les cent dix (110) semestres restants, cent (100) semestres sont répartis de façon proportionnelle entre les six (6) autres établissements (universités), en fonction de leur nombre d'étudiant.es éligibles.
 - a. Formule de calcul : Nombre de places attribuées à l'établissement pour l'année $n+1/n+2$ = Nombre d'étudiant.es éligibles de l'établissement pour l'année $n-1/n$ x 100 semestres / Total des étudiant.es éligibles des 6 universités pour l'année $n-1/n$.

5. Les dix (10) semestres restants sont répartis de façon proportionnelle entre tous les établissements, en fonction du nombre d'étudiant.es entrant.es accueilli.es par l'établissement, dans le cadre du programme régulier ou du programme de recherche d'été (*Summer Research Program* – SRP) durant l'année n-1/n. Le programme de langues n'est pas pris en compte car l'accueil des étudiant.es est déjà compensé par le paiement de frais d'inscription. Un.e étudiant.e accueilli.e dans le cadre du *Summer Research Program* (SRP) est comptabilisé.e comme un.e étudiant.e accueilli.e pour 1 semestre d'études dans le cadre du programme régulier. Les chiffres de l'année n-1/n sont recensés chaque année par l'établissement coordinateur.
 - a. Formule de calcul : Nombre de places attribuées à l'établissement pour l'année n+1/n+2 = Nombre d'étudiant.es entrant.es total de l'établissement pour l'année n-1/n (programme régulier + SRP, en semestres) x 10 semestres / Total des étudiant.es entrant.es des 10 établissements pour l'année n-1/n (programme régulier + SRP, en semestres).
6. Les résultats des calculs sont arrondis au semestre inférieur ou supérieur.
7. Dans l'hypothèse où l'Ontario offrirait un nombre de semestres de mobilité supérieur ou inférieur à cent trente (130), les formules de calcul ci-dessus restent applicables. Ce changement de chiffre sera pris en compte dans le calcul du seul cas 4 ci-dessus.

Depuis la pandémie de Covid-19 survenue en 2020, le calcul des places se fait à la proportionnelle sur la base des chiffres et des calculs de 2019, les chiffres des années ultérieures ne permettant pas une répartition équitable. Dès que les mobilités auront retrouvé un flux régulier, la base de calcul sera mise à jour.

Annexe 3 : Nombre de places par établissement pour des mobilités sortantes en 2023/2024 dans le cadre du programme régulier (attribuées en 2022/2023)

Établissement	Nombre de semestres
Université Claude Bernard Lyon 1	7
Université Lumière Lyon 2	12
Université Jean Moulin Lyon 3	10
École Centrale de Lyon	3
École normale supérieure de Lyon	3
INSA Lyon	4
Université Jean Monnet Saint-Etienne	5
Université Grenoble Alpes	13
Grenoble INP-UGA	4
Université Savoie Mont Blanc	5
TOTAL	66

Annexe 4 : Budget prévisionnel de coordination du programme ORA (dépenses et recettes)

BUDGET PREVISIONNEL ORA 2022-23		
DEPENSES		
Désignation	Détails	Coûts
Frais de personnel	estimation 1 ETP cat.B*	29 616,00 €
Frais de fonctionnement	1 mission en Ontario, 1 réunion pré-départ, 2 réunions partenaires**	4 000,00 €
Sous-total		33 616,00 €
Frais de gestion	charges indirectes de l'établissement pour le programme	5 378,56 €
Total		38 994,56 €

* avec remboursement transport, 1 enfant à charge et indemnités télé-travail

** sans accueil de la directrice ontarienne

RECETTES		
Etablissement	Nombre de semestres attribués*	Montant de la cotisation
Lyon 1	12	4 254,22 €
Lyon 2	22	7 798,91 €
Lyon 3	18	6 380,84 €
INSA	6	2 126,61 €
ENS	4	1 418,07 €
ECL	4	1 418,07 €
UJM	8	2 836,15 €
UGA	22	7 798,91 €
G-INP	6	2 126,61 €
USMB	8	2 836,15 €
Total	110	
		38 994,56 €

* base : 2019/20 pour mobilité prévue en 2020/21 (fonctionnement pré-covid)



Pour l'Université Claude Bernard - Lyon 1
Frédéric FLEURY, Président

Date :



ora ontario-rhône-alpes student exchange

Pour l'Université Lumière - Lyon 2
Nathalie DOMPNIER, Présidente

Date :



ora

ontario-rhône-alpes student exchange

Pour l'Université Jean Moulin - Lyon 3
Eric CARPANO, Président



Date :

6.7.23



Pour l'École Centrale de Lyon
Frank DEBOUCK, Directeur

Date :



ora ontario-rhône-alpes student exchange

Pour l'École normale supérieure de Lyon
Lamine BOUBAKAR, Administrateur provisoire

Date :



Pour l'Institut National des Sciences Appliquées de Lyon - INSA Lyon
Frédéric FOTIADU, Directeur

Date :



Pour l'Université Jean Monnet – Saint-Etienne
Florent PIGEON, Président

Date :



ora ontario-rhône-alpes student exchange

Pour l'Université Grenoble Alpes
Yassine LAKHNECH, Président

Date :



Pour l'Institut polytechnique de Grenoble – Grenoble INP-UGA
Pierre BENECH, administrateur général

Date :



ora

ontario-rhône-alpes student exchange

Pour l'Université Savoie Mont-Blanc
Philippe GALEZ, Président

Date :

CONVENTION DE FORMATION

Entre les soussignés :

L'École des Hautes Études Commerciales de Montréal, établissement d'enseignement de niveau universitaire, affiliée à l'Université de Montréal, constituée en vertu de la Loi sur la Corporation de l'École des Hautes Études Commerciales (L.Q. 1987, c. 136),
Sise 3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Montréal (Québec), H3T 2A7, CANADA
Représentée par la Directrice des relations et partenariats internationaux, Madame Marie-Hélène JOBIN, dûment autorisé aux fins des présentes,

Ci-après désignée «**HEC Montréal**»;

d'une part

et

L'Université Jean Moulin Lyon 3, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel enregistré en préfecture avec le numéro de déclaration d'activité 8269P000669,
N° SIRET 196 924 377 00282,
Sise 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon Cedex 08, FRANCE
Représentée par son Président, le Professeur Eric CARPANO, agissant dans le cadre d'un projet porté par
L'iaelyon School of Management
Représentée par sa Directrice Générale, Marie-Christine CHALUS,

Ci-après désignée «**iaelyon** »

d'autre part

PRÉAMBULE

Afin de consolider la coopération en matière de formation entre HEC Montréal et l'IAE Lyon, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise en œuvre du partenariat entre l'iaelyon et HEC Montréal en vertu duquel ce dernier assure l'élaboration d'un programme sur mesure

« Learning Expédition » pour les étudiants en « Master 2 Conseil, Stratégie, Expertise » avec les objectifs et le contenu présenté à l'article 2.

ARTICLE 2 : CONTENU DE LA FORMATION

- 2.1 Organiser un programme d'une durée de 5 jours portant sur « Les meilleures pratiques en consultation auprès de PME » animé par des enseignants de HEC Montréal. Le programme s'adresse à un groupe de 16 étudiants du programme Master 2 en Conseil, Stratégie, Expertise et deux personnes accompagnatrices de l'iaelyon.
- 2.2 Le programme se déroulera à Montréal et sera dispensé en français du 25 au 29 septembre 2023. HEC Montréal mettra à disposition les salles nécessaires pour la formation et s'occupera de l'organisation logistique du programme.
- 2.3 Le programme de formation sera composé des aspects suivants¹ :
 - 4 demi-journées académiques sur des thématiques qui seront identifiées conjointement avec IAE Lyon;
 - 2 visites en organisation et/ou rencontre avec des gestionnaires;
 - Un tour de ville guidé de Montréal.
- 2.4 HEC Montréal se réserve le droit de modifier l'information ou l'horaire du programme, à la suite de l'obtention de l'approbation du Directeur de l'iaelyon. Dans l'éventualité où un enseignant de HEC Montréal ne serait pas disponible, HEC Montréal le remplacera par une personne d'un niveau équivalent.

ARTICLE 3 : COÛT DE LA FORMATION

- 3.1 Chaque partie est responsable d'acquitter tout impôt, taxe, retenue à la source, droit de douane ou d'accise qui pourrait être imposé à l'autre partie, ou personne mandatée par l'autre partie par toute autorité locale, provinciale ou nationale de son pays en rapport avec le présent contrat.
- 3.2 La contribution financière totale de l'iaelyon s'élève à dix-neuf mille cent dollars canadiens (CND 19 100 \$), toutes taxes comprises.
- 3.3 Ce montant couvre tous les frais liés à la formation : matériel pédagogique, honoraires des enseignants de HEC Montréal, frais de gestion et de coordination et organisation des conférences et des visites d'entreprises, attestations de participation.
- 3.4 Ce montant inclut aussi un titre de transport en commun hebdomadaire STM, de même qu'un ticket restaurant par personne. Le ticket restaurant permet de se procurer l'équivalent de 4 plateaux du jour à la cafétéria universitaire HEC Montréal.
- 3.5 Les frais de déplacement locaux qui ne seraient pas couverts par le titre de transport sont à la charge des participants.

¹ Un exemple d'horaire type est inclus en annexe.

- 3.6 Les frais d'hébergement et de transport international et national seront à la charge de l'iaelyon ou des participants. HEC Montréal apportera un appui pour proposer un hébergement adéquat.
- 3.7 Dans l'éventualité où HEC Montréal assumerait un certain nombre des frais susmentionnés pour le compte de l'iaelyon, le remboursement serait exigé sur réception de factures.
- 3.8 Le versement des frais du programme sera effectué par virement bancaire comme suit :
- 100% du montant total sera versé sur présentation de facture dans les 15 jours qui suivent le retour du groupe.
- 3.9 Le transfert sera effectué en devise canadienne dans le compte bancaire suivant de HEC Montréal :

INSTRUCTIONS POUR PAIEMENT
EN **DOLLARS CANADIENS** (HEC Montréal)

À PAYER :	BANQUE NATIONALE DU CANADA MONTRÉAL (QUÉBEC) SWIFT Code : BNDC CAMM INT
BANQUE DU BÉNÉFICIAIRE :	//CC00061133-1 Banque Nationale du Canada 5355, Chemin Côte des Neiges Montréal (Québec) H3T 1Y4
BÉNÉFICIAIRE :	/0004629 École des Hautes Études Commerciales (HEC)

ARTICLE 4 : DOCUMENT ET MATÉRIEL PÉDAGOGIQUE

HEC Montréal se charge de fournir aux participants les documents pédagogiques et les supports de cours, avant le séminaire.

ARTICLE 5 : CONFIDENTIALITÉ, EXCLUSIVITÉ ET VISIBILITÉ

- 5.1 Les documents pédagogiques utilisés dans le cadre de ce mandat resteront la propriété exclusive de HEC Montréal et des auteurs. L'iaelyon ne sera pas en droit de reproduire ou diffuser ces derniers, sauf si une entente spécifique entre l'iaelyon, HEC Montréal et les auteurs a été convenue.
- 5.2 Les responsables de chaque établissement s'engagent à encourager la coopération entre les deux institutions dans le domaine de la pédagogie, de l'enseignement et de la formation, le tout dans le cadre de l'objet de la présente convention.
- Les responsables des deux institutions s'engagent à garantir l'image de l'institution partenaire auprès de son environnement.

- Toute personne impliquée dans les activités prévues dans cette convention s'engage à respecter les lois du pays hôte.

ARTICLE 6 : ASSURANCES

Les étudiants et représentants de l'iaelyon doivent avoir leur propre assurance médicale, couvrant l'ensemble des frais médicaux au Canada, incluant les frais d'hospitalisation.

ARTICLE 7 : VISA

- 7.1 Dans le cas où des personnes du groupe auraient besoin d'un visa pour séjourner au Canada, HEC Montréal pourra fournir à l'iaelyon une lettre attestant de la participation à un programme de formation non créditée à HEC Montréal.
- 7.2 HEC Montréal n'est pas en mesure d'intervenir auprès des ambassades et consulats à l'étranger pour faire accélérer l'octroi de visa.

ARTICLE 8 : ANNULATION

- 8.1 S'il est impossible pour l'une des parties de respecter tout ou partie de l'une ou l'autre des spécifications du présent contrat, il doit alors en aviser immédiatement l'autre partie et suggérer un moyen de remplacement qui sera approuvé par les deux parties.
- 8.2 Le non-respect des obligations de l'une des deux parties prévues au présent protocole peut entraîner l'annulation de la présente convention.
- 8.3 Aucune des parties ne peut être considérée en défaut en vertu du présent protocole d'accord si l'exécution de ses obligations, en tout ou en partie, est retardée ou empêchée par suite d'une situation de force majeure. La force majeure est un événement extérieur, imprévisible et incontournable rendant impossible l'exécution d'une obligation par le prestataire de services.

ARTICLE 9 : ARBITRAGE

Tout désaccord ou différend découlant de la présente convention ou y ayant trait qui n'a pas été réglé à l'amiable doit, à l'exclusion de tout recours devant les tribunaux de droit commun, être soumis à un arbitre unique conformément aux dispositions des articles 2638 à 2643 du Code civil du Québec et à celles des articles 940 à 947.4 du Code de procédure civile du Québec. L'arbitrage sera tenu à Montréal, province de Québec.

ARTICLE 10 : MODIFICATIONS ET DURÉE

- 10.1 Les clauses de la convention pourront être modifiées d'un commun accord par les parties par courrier, pour autant que ces modifications n'affectent pas le montant total alloué à son financement sur la base duquel les parties se sont engagées. Les modifications affectant le montant du présent contrat feront l'objet d'un avenant.

10.2 La présente convention entre en vigueur dès sa signature par les deux parties et prendra fin lorsque toutes les obligations des parties auront été remplies.

ARTICLE 11 : LITIGES

Les parties s'engagent à chercher en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux devra être porté devant le tribunal compétant.

Fait à Lyon, en trois exemplaires, le

Pour l'Université Jean Moulin Lyon3,
Le Président,




Eric CARPANO

7.9.23

Pour HEC Montréal,
La Directrice des relations et partenariats
internationaux,

Marie-Hélène JOBIN

Pour l'iaelyon,
La Directrice Générale,



Marie Christine CHALUS

18/09/23



ANNEXE A – EXEMPLE D'HORAIRE TYPE

	<u>LUNDI</u>	<u>MARDI</u>	<u>MERCREDI</u>	<u>JEUDI</u>	<u>VENDREDI</u>
AM	SÉMINAIRE 1	SÉMINAIRE 2	SÉMINAIRE 3	LIBRE	SÉMINAIRE 4
PM	TOUR DE VILLE	LIBRE	VISITE OU RENCONTRE	VISITE OU RENCONTRE	FIN DU PROGRAMME

Memorandum on Student Exchange
between
University Jean Moulin Lyon 3 and Kanagawa University

1. Definition of Student Exchange

- 1.1 Unless otherwise stipulated, in this agreement, “student exchange” shall refer to the exchange of the same number of students between the universities, and “exchange students” shall refer to students who participate in the student exchange program based on the agreement. In addition, “home university” shall refer to the university from which an exchange student is scheduled to graduate, and “host university” shall refer to the university that has agreed to receive an exchange student.
- 1.2 The term of student exchange shall be one academic year or one semester (half-year).
- 1.3 Both universities may, upon mutual agreement, exchange up to 2 exchange students per academic year; however, in the event a university decides to assign students for a semester (half-year), it may assign up to 4 students.
- 1.4 Both universities shall confirm every three years any imbalance in the number of exchange students assigned based on this Memorandum, and strive to maintain a balance in the number of students exchanged.

2. Qualifications and Selection of Exchange Students

- 2.1 Students of either university must have completed at least one year for undergraduate studies or one semester for graduate school studies at their home university to be considered for student exchange.
- 2.2 The home university shall select and nominate exchange student candidates, but the host university shall reserve the right to make final approval on their acceptance.
- 2.3 In accordance with the equal opportunity policies of the universities, there will be no discrimination against any person, for any reason, who is qualified as a participant in the exchange supported by this Memorandum.

3. Duties of Exchange Students

- 3.1 Exchange students shall comply with the laws of the host country, and the regulations, procedures, etc. of the host university.
- 3.2 The host university shall waive the tuition fee of exchange students, but each exchange student shall pay tuition to their home university.
- 3.3 Exchange students must carry medical health insurance that meets the requirements of the host university and/or the host government.
- 3.4 Each exchange student shall pay personal expenses incurred during the term of their student exchange such as lodging expenses at the facility, etc., where they reside, meal expenses, travel expenses, health insurance premiums, and textbook expenses.

4. Responsibilities of the Universities

- 4.1 An exchange student shall take classes provided by the host university. Selection of classes and prerequisites for classes shall conform to those for regular students at the host university.
- 4.2 When student exchange is completed, the host university shall evaluate each exchange student's grades in the classes they took during the student exchange and report the same to the home university. Accreditation of the grades and units completed shall be performed by each home university.
- 4.3 Prior to receiving exchange students, each university shall perform the following to support exchange students on and off the campus:
- (a) Supply reference materials prior to departure and hold orientation after arrival.
 - (b) Provide documents and information required for obtaining an official permission to stay or a visa.
 - (c) If requested, referral to appropriate lodging facility.
 - (d) Implementing support by student buddies.
 - (e) Specification of contact concerning the student exchange.

5. Data Privacy

Both universities are obliged to accomplish and respect the data protection policies of each university and, as far as possible, the respective national and European regulations (if applicable). Moreover, both universities agree to guarantee that they will get students' authorization to exchange their data when needed to develop this agreement. Regarding the personal data included in this agreement, both universities agree to use it only when managed appropriately.

6. Dispute Settlement

The resolution of possible disputes regarding interpretation and/or implementation of the Memorandum shall be settled amicably between two parties. However, if necessary, such a dispute shall be requested to a commission of arbitration comprised by the signers of the Memorandum or persons who have been delegated, and will take good faith negotiations to solve problems arisen.

7. Liability

Neither university accepts any liability for accidents, injury or death occurring to students, either on campus or off campus, nor any liability for debts or damages incurred by exchange students, in each case during an exchange or in connection with their involvement in the program.

8. Force Majeure

Neither university shall be liable nor deemed to be in default for any delay or failure in performance under this Memorandum by reason of any circumstance beyond its reasonable control, including without limitation, epidemic, pandemic, fire, explosion, power failure, acts of God; war, revolution, civil commotion, or acts of public enemies; any law, order, regulation, ordinance, or requirement of any government or legal body or any representative of any such government or legal body; labor unrest, including without limitation, strikes, slowdowns, picketing or boycotts; then the university thereby affected shall be excused from its performance

on a day-to-day basis to the extent of such interference.

9. Management of Student Exchange

- 9.1 Student exchange shall be managed by the Global Department for International Relations of University Jean Moulin Lyon 3 and the International Center of Kanagawa University.
- 9.2 This Memorandum may be amended upon agreement by both parties hereto.
- 9.3 Either university may terminate this Memorandum by notifying the other university thereof six months in advance; provided, however, if any exchange student is present at either university, then both universities shall cooperate to protect the interests of the exchange student.
- 9.4 Both universities agree that the previous Memorandum shall be extended from 11th April 2023 for a further period of five years and said term shall be extended automatically for successive period(s) of five years each, unless either party hereto expresses its intention to the contrary.
- 9.5 Furthermore, both parties agree that this new Memorandum applies retrospectively to the exchange program carried out under the Memorandum on or after 11th April 2023.

For and on behalf of

University Jean Moulin Lyon 3

Kanagawa University

Signed: 

Mr. Eric Carpano
President

Signed: 

Dr. Makoto Oguma
President

Date: 7.9.23

Date: 31 August 2023



Academic Exchange Agreement
between
University Jean Moulin Lyon 3 and Kanagawa University

In accordance with their mutual interest in matters of cooperation and exchange, University Jean Moulin Lyon 3 of France and Kanagawa University of Japan shall conclude this agreement on the matters below to promote development in academic areas:

- (1) Exchange of students.
- (2) Exchange of faculty and researchers.
- (3) Joint research and project activities.
- (4) Exchange of academic materials and other information.

The terms and conditions of the exchange programs as well as related activities mentioned above shall be decided upon mutual consultation between the parties hereto based on this basic agreement and other agreements stipulated in memoranda of understanding.

All background intellectual property will remain under the ownership of the originating university. Access to such intellectual property will be negotiated on a case by case basis. Any new intellectual property generated as a consequence of this agreement will normally be owned by the party creating the same, although variations to this position may be negotiated on a case by case basis and, where this relates to any taught programs developed as set out in (1) to (4) above, arrangements agreed will in all cases be set out in further agreements. Licenses for the exploitation of intellectual property will be negotiated on a case by case basis.

Neither university may use the name, logo or trademarks of the other party, nor of any of either university's employees, agents, or affiliates, in any advertising, promotional or sales literature, or other publicity, public announcement or suggestion of endorsement without prior written approval.

This agreement shall be executed in English, with two copies, one copy kept at each university.

Both universities agree that the previous agreement shall be extended from 11th April 2023 for a further period of five years and said term shall be extended automatically for successive period(s) of five years, unless either party hereto expresses its intention to the contrary. Furthermore, both parties agree that this new agreement applies retrospectively to the exchange program carried out under the agreement on or after 11th April 2023.

For and on behalf of

University Jean Moulin Lyon 3

Kanagawa University



Signed:

Mr. Eric Carpano

President

Date:

7.9.23

Signed:



Dr. Makoto Oguma

President

Date:

31 August 2023



**RENEWAL OF THE AGREEMENT
BETWEEN
PONTIFÍCIA UNIVERSIDADE
DO PARANÁ
AND
Université Jean Moulin Lyon3**

The **Pontificia Universidade Católica do Paraná - PUCPR**, a non-profit higher education institution, represented by its legal representatives, the Rector **Rogério Renato Mateucci** and **Vanderlei Siqueira dos Santos**, the President of the **Associação Paranaense de Cultura – APC**, supporter of PUCPR, both settled on Rua Imaculada Conceição, 1155, Prado Velho, Zip Code 80215-901, Curitiba, Brazil, registered in the national corporate database under the number: 76.659.820/0003-13 and 76.659.820/0001-51 respectively.

And
Université Jean Moulin Lyon 3, a public scientific, cultural and professional institution having its registered head offices at 1c avenue des Frères Lumière, Cs 78242, 69372 Lyon cedex 08
Represented by its President, Professor Eric Carpano

The parties with this authorize the processing of personal data, sensitive or not, necessary exclusively to carry out this Agreement. The Parties are also obliged to fully observe the legislation in force on data protection, above all, but not exclusively, Law 13.709 / 2018 and the General European Regulation on Data Protection (GDPR), this when applicable, each responding, to the extent of their guilt, for possible penalties and convictions.



**RENOVAÇÃO DO ACORDO
ENTRE A
PONTIFÍCIA UNIVERSIDADE
CATÓLICA DO PARANÁ
E A
Université Jean Moulin Lyon3**

De um lado, a **Pontificia Universidade Católica do Paraná - PUCPR**, instituição de educação superior sem fins lucrativos, neste ato representada por seu Reitor Prof. **Rogério Renato Mateucci**, e pelo Presidente da **Associação Paranaense de Cultura - APC**, **Vanderlei Siqueira dos Santos**, mantenedora da PUCPR, ambas sediadas na Rua Imaculada Conceição, 1155, CEP 80215-901, Prado Velho, Curitiba, Brasil, com número de identificação fiscal CNPJ 76.659.820/0003-13 e 76.659.820/0001-51, respectivamente.

E
Université Jean Moulin Lyon 3, a public scientific, cultural and professional institution having its registered head offices at 1c avenue des Frères Lumière, Cs 78242, 69372 Lyon cedex 08
Represented by its President, Professor Eric Carpano

As partes desde já autorizam o tratamento dos dados pessoais, sensíveis ou não, necessários exclusivamente para fins de execução do presente do Contrato. Ficam também as Partes obrigadas a observar integralmente a legislação vigente sobre a proteção de dados, sobretudo, mas não exclusivamente, a Lei 13.709/2018 e o Regulamento Geral Europeu sobre a Proteção de Dados (GDPR), este quando aplicável, respondendo cada qual, na medida de sua culpabilidade,

The two parties, desiring to continue their cooperative relations, decided to renew their Agreement signed on 13.04.2018 for a period of five (5) Years from the date of the last signature in this document.

The parties sign this document in two (2) copies of the same text and purpose.

For the
Université Jean Moulin Lyon3

Date, 06/07/ 2023


Prof. Eric Carpano
President



por eventuais penalidades e condenações.

As duas partes, desejando dar continuidade às suas relações de cooperação, decidem renovar seu Acordo firmado em 13.04.2018, por um período de cinco (5) anos, contados da data da última assinatura no presente documento.

As partes firmam o presente documento em duas (2) vias de mesmo teor e para um só efeito.

Pela
Pontifícia Universidade Católica Do Paraná

Curitiba, / /


Rogério Renato Mateucci
Reitor/Rector


Vanderlei Siqueira dos Santos
Presidente da APC/ President of the APC


Marcelo Távora Mira, Ph.D.
Diretor/Director, PUCPR International



Addendum to the partnership agreement

BETWEEN

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3, REPUBLIC OF FRANCE

AND

KONAN UNIVERSITY, JAPAN

between the signatories:

On the one hand,

University Jean Moulin Lyon 3, a public, scientific, cultural, and professional institution

Having its registered Head Offices at 1, rue de l'Université, 69007 Lyon.

Represented by its President, Professor Eric Carpano.

And

Konan University, a private higher educational university having its registered head offices at Okamoto 8-9-1, Higashinada, Kobe, Japan 658-8501

Represented by its President, Professor Itsuko Nakai.

On the other hand,

IT HAS BEEN AGREED AS FOLLOWS:

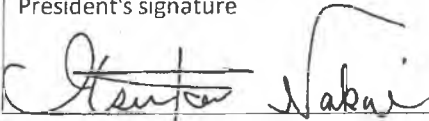

Article 1:

The agreement signed on 22nd June 2018 at Jean Moulin Lyon3 University between the above-mentioned parties is identically renewed for 5 years, for the period from 23rd June 2023 to 23rd June 2028.

All other articles of the agreement remain unchanged.

Article 2:

This Agreement is entered into force from the date of signature. In witness whereof, the parties below have entered their signatures.

For Konan University	For Université Jean-Moulin Lyon 3
President's signature 	President's signature 
Professor Itsuko Nakai President	Professor Eric Carpano President
Date: 20-07-2023.	Date: 07.09.23